

RAPPORTS
SUR LES
DÉPORTATIONS DES OUVRIERS BELGES
ET SUR LES
TRAITEMENTS INFLIGÉS AUX PRISONNIERS DE GUERRE
ET AUX PRISONNIERS CIVILS BELGES

COMMISSION D'ENQUÊTE
SUR LES VIOLATIONS DES RÈGLES DU DROIT DES GENS,
DES LOIS ET DES COUTUMES DE LA GUERRE

RAPPORTS ET DOCUMENTS D'ENQUÊTE

DEUXIÈME VOLUME

RAPPORTS SUR LES DÉPORTATIONS
DES OUVRIERS BELGES ET SUR LES
TRAITEMENTS INFLIGÉS AUX PRI-
SONNIERS DE GUERRE ET AUX PRI-
SONNIERS CIVILS BELGES :: :: :: ::

BRUXELLES
ALBERT DE WIT, Libraire-Éditeur | VEUVE LARCIER, Editeur
Rue Royale, 53. | Rue des Minimes, 26.
LIÈGE
GEORGES THONE, IMPRIMEUR

—
1923

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Commission d'enquête
sur les violations des règles du droit des gens,
des lois et des coutumes de la guerre.

Reconstitution — Démission — Nominations

I

ALBERT, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT

Considérant que la libération du territoire permet à la Commission instituée par arrêté ministériel du 7 août 1914 et complétée par arrêté ministériel du 21 août 1914 de poursuivre l'enquête sur les violations des règles du droit des gens, des lois et des coutumes de la guerre ;

Considérant qu'il convient de reconstituer cette Commission en y comprenant notamment les membres des sections antérieurement établies à Bruxelles et à Anvers ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. — La Commission d'enquête sur les violations des règles du droit des gens, des lois et des coutumes de la guerre, instituée auprès du Ministère de la Justice, est composée comme suit :

Présidents :

MM Gérard COOREMAN, ministre d'Etat, ancien président de la Chambre des représentants ;

Paul VAN ISEGHEM, président de la Cour de Cassation.

Vice-président :

M le comte GOBLET D'ALVIELLA, ministre d'Etat, vice-président du Sénat.

Membres :

MM. Thomas BRAUN, avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles ;
Félicien CATTIER, professeur à l'Université de Bruxelles ;

MM Vicomte Henri DAVIGNON, docteur en droit ,
Joseph DE HAENE, conseiller à la Cour de Cassation ;
Chevalier ERNST DE BUNSWYCK, secrétaire général au Ministère
de la Justice ,
Henri LAFONTAINE, sénateur ,
Ernest NYS, conseiller à la Cour d'Appel de Bruxelles, profes-
seur à l'Université de Bruxelles ,
Pierre ORTS, ministre plénipotentiaire, secrétaire général du Mi-
nistère des Affaires Etrangères ,
Fernand PASSELECQ, avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles ,
Edouard REMY, conseiller à la Cour de Cassation ;
Alphonse RICKMANS, sénateur ,
Louis STRAUSS, échevin de la ville d'Anvers ,
Paul VERHAEGEN, conseiller à la cour d'Appel de Bruxelles ,
VAN CUTSEM, président honoraire du tribunal de première ins-
tance d'Anvers ;
V. YSEUX, avocat à Anvers

Secrétaire-général :

M René MARCQ, professeur à l'Université de Bruxelles, avocat à la
Cour d'Appel ;

Secrétaire :

M. Jules GILLARD, directeur au Ministère de la Justice

Secrétaires-adjoints :

MM Fernand TOUSSAINT, chef de division au Ministère de la Justice ,
Charles VANDER CRUYCKEN, avocat ,
Marcel VAUTHIER, avocat

Article 2 — Le Ministre de la Justice peut, sur la proposition de
la Commission, lui adjoindre, à titre consultatif, un ou plusieurs
membres étrangers

Article 3 — La Commission relate le résultat de ses travaux dans
des rapports qu'elle adresse au Ministre de la Justice

.

Article 6. — Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution
du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 février 1919

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.

II

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté royal du 15 février 1919, reconstituant la Commission d'enquête sur les violations des règles du droit des gens, des lois et des coutumes de la guerre ,

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er} — La démission offerte par M MARCO, René, avocat à la Cour d'appel, professeur à l'Université de Bruxelles, de ses fonctions de secrétaire général de la Commission d'enquête sur les violations des règles du droit des gens, des lois et des coutumes de la guerre, est acceptée

Article 2 — Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 16 juillet 1919.

ALBERT

Par le Roi .

Le Ministre de la Justice,

E VANDERVELDE.

Extrait du *Moniteur belge*, du 18 juillet 1919, n° 199

III

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT

Vu l'arrêté royal du 15 février 1919, reconstituant la Commission d'enquête sur les violations des règles du droit des gens, des lois et des coutumes de la guerre,

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er} — Sont nommés :

Membres de la Commission :

Mgr DEPLOIGE, Simon, président de l'Institut supérieur de philosophie de l'Université de Louvain,

MM. HUBERT Eugène, recteur de l'Université de Liège,

le général-major MAGLINSE, H., sous-chef d'état-major général ;
MARCO René, avocat à la Cour d'Appel, professeur à l'Université de Bruxelles,

PIRENNE Henri, recteur de l'Université de Gand.

Secrétaire-général.

M. le comte DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, Charles, ingénieur

Secrétaire-administrateur :

M. LE DOCTE Eugène, inspecteur général des œuvres de l'enfance du Comité national de secours et d'alimentation

Article 2 — Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 16 juillet 1919

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.

Extrait du *Moniteur belge* du 18 juillet 1919, n° 199.

N O T E

Le présent volume contient

- A) le rapport sur les déportations en Allemagne et au front allemand en France d'ouvriers belges prétendus chômeurs ;
- B) le rapport sur les violations du droit des gens commises par les Allemands à l'égard des prisonniers de guerre et des prisonniers civils belges

RAPPORT

SUR LES

DÉPORTATIONS DES OUVRIERS BELGES

INTRODUCTION

A la fin du mois de septembre 1916, le Commandement supérieur de l'armée allemande décida de faire procéder, en Belgique occupée, tant dans le territoire du Gouvernement général que dans les territoires d'étape soumis à la juridiction militaire, à l'enlèvement forcé de civils belges prétendus « sans travail » et à leur transport en masse en Allemagne et dans le nord de la France. Cette mesure avait soi-disant pour but de procurer de l'ouvrage à des chômeurs. Elle entra en application . au début du mois d'octobre 1916 dans les territoires d'étapes, en vertu d'un ordre du Grand Quartier Général du 3 octobre 1916 ; au début du mois de novembre 1916, dans le ressort du Gouvernement Général, en vertu d'instructions données par le Gouverneur général von Bisping. Les déportations furent poursuivies sans interruption jusqu'en février 1917 dans l'ensemble de ces territoires ; elles se prolongèrent jusqu'à la fin de la guerre dans les territoires d'étapes.

C'est cet acte administratif qu'on a justement appelé « la déportation des ouvriers belges ».

Les relations faites par des victimes et des témoins de cet enlèvement de prétendus chômeurs, fournissent la version belge des opérations auxquelles se livrèrent les autorités allemandes d'occupation pour exécuter les ordres du Commandement suprême de l'armée. Elles permettent de se faire une idée des procédés adoptés, de l'esprit dans lequel ils furent appliqués, et des souffrances atroces, physiques et morales, que la déportation infligea à la population belge.

Le Gouvernement allemand, et, à sa suite, la presse allemande ont contesté souvent l'exactitude de cette version. Ils ont nié que la déportation fût pénible pour ceux qu'elle touchait et pour leurs proches. A les croire, la mesure était étrangère à l'intérêt militaire allemand ; elle avait au contraire, un caractère éminemment social : elle était nécessaire pour remédier à la plaie du chômage et de l'oisiveté. Toutes précautions auraient été prises d'ailleurs pour n'englober dans la déportation que la population mâle, les hommes physiquement aptes au travail, réellement inoccupés et à charge de l'assistance publique ou privée, à l'exclusion des individus exerçant des professions libérales et des métiers indispensables à la population du pays occupé. Les opérations de rassemblement et de triage se seraient faites avec la méthode et les ménagements requis afin d'éviter les erreurs et d'épargner, dans la mesure du possible, aux intéressés et à leurs familles les sujets de trouble et d'incommodité. Le transport de déportés se serait effectué dans des conditions de confort irréprochables. En Allemagne et autres lieux de déportation, le travail bien qu'obligatoire, aurait été organisé de façon humaine : salaires équitables, nourriture saine et suffisante, logements hygiéniques, régime paternel dans les camps et kommandos ou bataillons de travail, bon traitement dans les usines.

Les déportés, toujours d'après les mêmes sources allemandes, se montraient heureux de leur sort : ils étaient partis gaiement, souvent en chantant ; une fois arrivés à destination, un très grand nombre d'entre eux avaient spontanément souscrit des contrats de travail réguliers ; d'autres en avaient conclu librement, au moment de leur renvoi en Belgique (sur base d'un rescrit impérial de janvier-

février 1917), tant ils s'étaient trouvés bien en Allemagne. Bref, la déportation était une mesure qui, dans sa conception et son exécution, faisait honneur à la sollicitude sociale et aux sentiments d'humanité du Gouvernement allemand envers la population des régions occupées ⁽¹⁾

Cette apologie officielle de l'attentat au droit des gens, de beaucoup le plus grave que l'Empire allemand eût commis depuis le début des hostilités, n'a pas résisté à l'examen des faits et des documents allemands, auquel il fut procédé pendant le cours même de la guerre. L'analyse critique qui en fut faite par M. Fernand Passelecq dans l'ouvrage « Les déportations belges à la lumière des documents allemands » (2), — dont le manuscrit a été livré à l'éditeur dès janvier 1917, — ne laissait ni au Gouvernement Impérial de Berlin, ni surtout au Gouvernement général allemand en Belgique occupée, le bénéfice de la bonne foi. A notre connaissance, aucune réfutation n'en a été tentée du côté allemand, et la version belge est aujourd'hui admise partout — sauf peut-être encore en Allemagne — comme l'exacte représentation de la réalité.

Il ne reste plus aux historiens de la guerre qu'à compléter cette version dans le détail, en faisant usage des renseignements belges et allemands que l'on a pu, depuis l'armistice, recueillir dans la Belgique délivrée, ou de ceux qui ont été publiés par des témoins belges, d'après les notes qu'ils avaient prises sous l'occupation ⁽³⁾.

(1) Cfr. l'interview du Gouverneur général von Bissing au *New York Times* du 12 novembre 1916, reproduite par la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* du 14 novembre 1916, n° 316

(2) F. Passelecq : « Les déportations belges à la lumière des documents allemands ». In-8°, XV-435 pages, (Berger-Levrault, Nancy et Paris, 1917).

(3) Voir entre autres: A. Henry La déportation des ouvriers belges en Allemagne (brochure in-16, 105 p. Bruxelles, Dewit 1919). — René Henning : Les déportations des civils belges en Allemagne et dans le Nord de la France (vol in-16, 216 p., nombreuses gravures, Bruxelles, Vromant, 1919); — et la brochure officielle de la Ville de Gand « Réquisitionnés de Gand » (mars 1919).

La Commission d'enquête sur la violation du droit des gens en Belgique a rassemblé, à la suite d'une vaste enquête, un nombre très considérable de documents et de témoignages se rapportant aux déportations des civils belges. Les résultats de leur examen font l'objet du présent rapport.

*
* *

En fait de documentation nouvelle, la Commission d'Enquête disposait tout d'abord de tous les matériaux réunis par les magistrats judiciaires belges, qui avaient été chargés, au lendemain de l'armistice, par M. le Ministre de la Justice Vandervelde, de procéder, dans leurs ressorts respectifs à une enquête complète sur les crimes et délits contre le droit des gens commis en Belgique par les Allemands. Rentrés au pays, les déportés vinrent en foule, devant les juges de paix de leur canton, témoigner, sous la foi du serment, des souffrances qu'ils avaient endurées ou qu'ils avaient vu endurer par des camarades, au cours de leur déportation, soit pendant le voyage vers le lieu d'exil, soit en cet endroit même, pendant leur séjour dans les camps, les kommandos, les usines ou les bataillons de travailleurs civils.

L'ensemble de ces témoignages a permis de déterminer la durée des déportations, les méthodes employées pour forcer les hommes au travail, la nature de ce travail, les endroits où il devait être exécuté et le régime auquel les travailleurs étaient soumis. Réunis dans les procès-verbaux d'enquête des Juges de paix, ils font partie — avec les rapports des Procureurs du Roi, les déclarations de groupes de déportés, les récits de magistrats communaux et d'officiers de police, — des Archives de la Commission d'Enquête.

On peut regretter que la plupart des dépositions faites par les déportés manquent de précision sur certains points, surtout quant à la désignation nominale des auteurs ou des victimes d'actes de brutalité et parfois même des endroits où ces actes ont été perpétrés. Les faits sont énergiquement qualifiés ; mais les récits, en général,

naïfs et simplistes, ne donnent que peu de détails et ne s'embarassent pas de nuances. Le témoin, homme fruste et dont l'instruction n'est souvent pas très développée, n'a guère prêté d'attention à certains faits et contingences, qu'une enquête consciencieuse voudrait souvent approfondir. Étant donné d'ailleurs leur nombre, leurs origines différentes et l'ignorance de la langue des pays où ils avaient été conduits, il n'est pas surprenant que les déportés estropient parfois les noms géographiques des lieux, villes et contrées et ignorent ceux de leurs compagnons d'infortune et de leurs gardiens.

On pouvait se demander aussi si ces hommes conduits en troupe, malgré eux, vers un travail contre lequel ils se révoltaient, n'ont pas subi avec une certaine facilité la psychologie spéciale des foules, surtout des foules malmenées, et si ce qu'ils croient sincèrement avoir vu ou supporté n'est pas empreint d'une forte dose d'exagération.

La Commission a tenu dûment compte de ces considérations dans l'utilisation des témoignages. Elle a constaté toutefois que les dépositions relatives aux mêmes camps, aux mêmes objets, aux mêmes procédés ont une concordance remarquable, d'autant plus probante de l'authenticité du fait allégué, que ces dépositions ont été actées par des magistrats différents dans des endroits du Royaume fort éloignés les uns des autres, et ont été faites par des individus qui n'avaient plus aucune relation entre eux et que seul le hasard de la déportation avait rapprochés un moment.

Au surplus, la réalité et la continuité des mauvais traitements infligés aux déportés ont pu, dans l'ensemble, être contrôlées d'une façon rigoureuse, dans un nombre très suffisant de cas, par des témoignages indiscutables d'hommes instruits, capables de déposer avec précision, d'une moralité incontestable.

Elles sont, en outre, confirmées de la façon la plus probante par la constatation de l'état misérable dans lequel un très grand nombre de déportés ont été renvoyés ou sont rentrés à des époques différentes à leurs foyers. Ces constatations médicales ne concernent pas seulement des cas individuels ; elles ont pu porter aussi

à plusieurs reprises sur des groupes entiers de rapatriés et être faites d'une façon méthodique et scientifique

Enfin, ces diverses données sont corroborées par les indications décisives de la statistique des maladies et de la mortalité parmi les déportés

L'ensemble de ces éléments d'observation forme, avec les témoignages oraux et écrits des victimes, un bloc consistant et solide, auquel les doutes, admissibles en certains cas de preuves testimoniales, présentées isolément, ne sauraient résister.

D'autre part, la Commission d'Enquête a pu dissiper d'une façon définitive les doutes et confusions jetés par l'administration allemande elle-même sur la véritable portée de la mesure. La Commission a été, en effet, mise en mesure de consulter des documents d'origine allemande non destinés à la publicité et restés, pour la plupart, inconnus des écrivains qui s'étaient occupés jusqu'en 1919 de la question des déportations. Parmi ces documents les plus importants sont :

1. Un dossier administratif du Bureau de contrôle allemand du Kreis de Nivelles ⁽¹⁾.

2. Le procès-verbal de la séance du 19 juin 1915 de la Commission économique allemande. (Ministère de l'Intérieur, Bibliothèque de la Commission centrale de Statistique, Bruxelles) ⁽²⁾

3. Un mémoire rédigé pour « la Section pour le Commerce et l'Industrie près le Gouvernement Général en Belgique » présenté par le Dr phil. et jur. W. Asmis, intitulé « *Nutzbarmachung belgischer Arbeitskräfte für die deutsche Volkswirtschaft nach dem Kriege (Nur für den Dienstgebrauch)* » (Archives de la Commission d'enquête).

⁽¹⁾ Ce document fait l'objet d'une analyse spéciale au chapitre 2 du présent volume

⁽²⁾ Ce document est publié « in-extenso » dans le 3^{me} volume, tome 2, des Rapports et Documents d'Enquête, p. 43. L'existence en était connue, en 1918, du Gouvernement belge au Havre, qui en a fait publier, en 1918, un résumé par le « Bureau documentaire belge ».

4 L'une des copies originales allemandes d'une lettre écrite par le Gouverneur général von Bissing au maréchal von Hindenburg, datée du 25 nov 1915 ⁽¹⁾ (Ministère des Affaires Etrangères).

5 Une copie allemande de la réponse du Chancelier d'Empire von Bethmann Hollweg, à une lettre du Gouverneur général en Belgique du 6 octobre 1916 P A I. ⁽²⁾ — (Ministère des Affaires Etrangères).

6. La minute, annotée de la propre main du Gouverneur général von Bissing, d'une note préparée par lui ou à sa demande, en vue de servir d'aide-mémoire pour la délibération définitive sur le projet de la déportation générale, qui eut lieu le 28 septembre 1916 au Grand Quartier général allemand (Commission des Archives de la Guerre) ⁽³⁾.

Ces documents nouveaux, témoignages irrécusables, sont venus en tous points confirmer la thèse belge sur les causes de la déportation et apporter des précisions plus grandes aux conclusions que les premiers enquêteurs avaient pu tirer déjà, par déduction, des faits et des déclarations officielles allemandes qu'ils avaient connus

Ces mêmes documents ont été utilisés, pour la plupart, dans le premier chapitre du présent rapport qui rappelle, dans ses grandes lignes, les mesures préliminaires de la déportation. Le dossier du « Bureau de contrôle allemand de Nivelles », qui est reproduit au chapitre II, ouvre les aperçus les plus précis sur le mécanisme administratif de la déportation.

Le Rapport comprend ensuite l'exposé, d'après les sources d'information d'origine belge.

(1) Une traduction de ce document a été publiée et commentée par M. F. Passelecq dans le numéro du 10 octobre 1920 du « Correspondant de Paris ».

(2) Voir annexe n° 3, ainsi que la traduction au chapitre II, page 49 du présent rapport.

(3) Voir annexe n° 4, ainsi que la traduction et un commentaire au chapitre II, page 55 du présent rapport.

a) des méthodes employées par les Allemands pour assurer en Belgique la réquisition des ouvriers à déporter (chap II, 2^{me} partie, chap III),

b) du régime imposé aux ouvriers à l'endroit même de la déportation (chap. IV, V et VI);

c) de l'état de santé dans lequel se trouvèrent les déportés à leur retour dans leurs foyers (chap VII).

Le rapport est précédé d'un tableau statistique général, donnant, pour le Royaume, le nombre d'ouvriers déportés en Allemagne, comme *prétendus chômeurs* et celui des ouvriers réquisitionnés et déportés à l'arrière du front en France et en Belgique, pour y être astreints à des travaux divers d'intérêt militaire. Le tableau indique, en outre, la répartition des déportés d'après la durée de leur séjour en exil et le nombre de ceux qui sont morts au cours de leur déportation.

*
* *

La conclusion du rapport publié ci-après, se dégage nettement : la déportation des ouvriers civils belges par les Allemands pendant l'occupation constitue un ensemble de violations flagrantes des Conventions de La Haye, du 18 octobre 1907 Elle constitue notamment une violation :

A. — de l'art. 52 : « Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays, et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie. »

Les hommes réquisitionnés l'ont été .

1^o) pour rendre possible en Allemagne l'appel sous les armes d'ouvriers industriels allemands ;

2^o) pour leur faire exécuter, contre leur volonté, en France et à l'arrière du front en Belgique, des travaux d'utilité militaire directe,

faisant partie des opérations de la guerre dirigée contre leur patrie. De plus, en Allemagne des réquisitionnés ont été astreints à exécuter des manipulations dans les fabriques de munitions et d'armes

B. — de l'art. 46 . « la vie des individus doit être respectée. »

Pour forcer les déportés au travail en Allemagne et aux autres lieux de déportation, les militaires allemands, les chefs de camp, les employeurs enfin, avec l'assentiment des autorités, les ont soumis à des traitements inhumains et dangereux pour leur vie.

Sur un total de 120 655 déportés, 2.654 sont morts en exil. Les uns succombèrent à une maladie dont on n'avait pas tenu compte au moment de leur enlèvement, à des maladies contractées au lieu de la déportation par suite des intempéries, des mauvaises conditions de logement, du surmenage physique ou de l'insuffisance de la nourriture, d'autres moururent des suites directes ou indirectes de sévices corporels, coups et blessures intentionnellement portés sous des prétextes divers ; d'autres furent tués par des sentinelles allemandes parce qu'ils tentaient de s'évader ; d'autres enfin furent victimes d'accidents de travail ou du feu de l'artillerie des alliés, pendant qu'on les forçait à exécuter des travaux de défense pour l'armée allemande.

Les privations et les mauvais traitements de toutes espèces ont compromis plus ou moins gravement la santé d'un très grand nombre des déportés, probablement de la majorité d'entre eux. Ceux qui ne succombèrent pas et qui sont rentrés au pays étaient frappés d'une diminution notable de leur capacité de travail. Pour plusieurs cette incapacité est permanente.

C. — de l'art. 50 . « Aucune peine collective pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations, à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables. »

Lorsque des déportés s'évadaient des camps ou kommandos de travail, leur commune d'origine était frappée d'une amende dont le montant s'élevait généralement à 1000 frs par évadé. Souvent les

autorités communales ou des membres de la famille des déportés en fuite étaient jetés en prison jusqu'à ce que le fuyard fût rattrapé

En résumé, loin d'être une réquisition licite de services, imposée aux habitants du pays envahi pour les besoins de l'armée d'occupation, l'utilisation par les Allemands des chômeurs et prétendus chômeurs en Belgique consista dans l'organisation méthodique et permanente d'un travail forcé, avec déplacement au loin, dans l'intérêt direct de l'armée combattante

La déportation révoltait tellement le sentiment de la liberté individuelle, elle paraissait à tel point contraire au Droit des gens ; elle devait si évidemment soulever l'indignation publique dans le monde entier, que le Gouverneur général en Belgique, avant d'y recourir, résista longtemps à la pression du Ministère de la guerre prussien et de l'État-Major général. Après leur avoir cédé, il essaya de donner le change au jugement des neutres, en attribuant à sa décision des mobiles de bonne administration et d'intérêts sociaux bien compris

Les documents allemands récemment découverts ont rendu oiseuse toute discussion à ce sujet. Il n'en reste pas moins vrai que la tentative d'avoir voulu déguiser les causes réelles de la déportation constitue, de la part du Gouvernement allemand, un aveu de leur profonde illégitimité

Dans une brochure publiée sous les auspices du Grand État-Major allemand ⁽¹⁾ en 1919, on ne nie plus que les ouvriers belges déportés aient été utilisés à des travaux d'intérêt militaire ; on ne nie plus que ces procédés soient contraires aux règles établies par la Convention de La Haye ; mais on prétend justifier ceux-ci par une raison nouvelle que n'avaient pas invoquée les apologistes de la mesure en 1916-17 : à savoir, le fait que les conditions de la guerre moderne, quant à l'emploi des forces de travailleurs, n'avaient pu être prévues lors de l'établissement de ces règles et

⁽¹⁾ Die Deutsche Kriegsführung und das Völkerrecht (Berlin 1919, Ernst Siegfried Mittler und Sohn) ,

de la signature de la Convention. Un pareil raisonnement, s'il était admis, rendrait illusoire toute convention internationale ; dans le cas présent il permettrait à l'occupant d'un territoire envahi l'emploi des moyens de coercition les plus durs et les plus violents, pour forcer les populations patriotes à prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie. Il implique une tendance au plus haut point dangereuse pour l'avenir du Droit des gens et qu'il était nécessaire de mettre en lumière

TABLEAU STATISTIQUE

	NOMBRE DES DÉPORTÉS	RÉPARTITION DES DÉPORTÉS D'APRÈS L'ÂGE AU MOMENT DE L'ENLEVEMENT					ÉPOQUE DE L'ENLEVEMENT		
		De moins de 18 ans	De 18 ans à moins de 50 ans	De 50 ans à moins de 60 ans	De 60 ans à moins de 70 ans	De 70 ans et plus	Dernier trimestre de 1916	Année 1917	Année 1918
Prétendus chômeurs du territoire du Gouvernement Général déportés en Allemagne	58.500	3 464 6 %	54 214 92 %	808	9	5	54 522 93,5 %	3 976 6,5 %	2
Prétendus chômeurs réquisitionnés et transportés dans la zone du front en France et en Belgique dans les Z. A. B. (bataillons de travailleurs civils)	62 155	5 470 8,8 %	55.507 89 %	1 116 1,9 %	59	3	46 674 75 %	10.756 17,3 %	4.725 7,7 %
TOTAUX. . .	120.655	8 934	109 721	1.924	68	8	101 198	14.732	4.727

NOTE. — Le présent tableau statistique a été dressé par les soins du bureau statistique du Ministère de la Justice d'après une enquête systématique faite auprès des administrations communales de toutes les communes du Royaume

On a tenté d'établir une répartition des déportés d'après les camps d'envoi. La multiplicité des lieux de déportation, la fréquence des

DES DÉPORTÉS

RÉPARTITION DES DÉPORTÉS D'APRÈS LA DURÉE DE LEUR SÉJOUR EN EXIL											NOMBRE DES DÉPORTÉS MORTS AU COURS DE LA DÉPORTA- TION
Moins de 1 mois	De 1 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 9 mois	De 9 mois à moins de 1 an	De 1 an à moins de 15 mois	De 15 mois à moins de 18 mois	De 18 mois à moins de 21 mois	De 21 mois à moins de 24 mois	De 2 ans et plus	Durée inconnue	
440	7 972	18.480	18.734	7 144	2 132	527	283	440	413	613	1 316 2,5 %
2 880	7.751	11.886	7.161	5.056	4.141	3.549	5 185	7.595	4.941	712	1.298 2 %
3.320	15 723	30.366	25 895	12 200	6 273	4.176	5.468	8.035	5 354	1.325	2.614 2,17 %

déplacements successifs, l'imprécision des déclarations émanées des intéressés, l'orthographe souvent douteuse attribuée aux appellations géographiques, ont fait renoncer à ce travail. Tout au plus est-on parvenu à recueillir, au sujet des camps principaux, quelques données très approximatives, qui ne sont publiées, que sous réserve et comme indication d'importance aux endroits où il est question de ces camps.

CHAPITRE I.

LES MESURES PRÉLIMINAIRES

Avant de relater les actes déplorables commis par les Allemands à l'occasion des déportations et de faire défilier le triste cortège des abus et, disons-le, des crimes auxquels donnèrent lieu les mesures décrétées en Belgique, il est indispensable de rappeler dans quel concours de circonstances l'autorité occupante institua les travaux forcés pour les civils belges.

I. Divisions administratives du pays : Au moment où les premiers décrets concernant les ouvriers industriels furent mis en vigueur, la Belgique occupée était divisée en deux régions administratives ressortissant à des autorités différentes : le *Gouvernement général*, où l'autorité émanant directement de l'Empereur, avait un caractère civil, et les *Etapas* . régions s'étendant derrière le front de chaque armée et soumises à l'autorité militaire absolue des chefs de cette armée. Les décrets généraux étaient portés pour les régions des Etapes par le G. Q. G. allemand ⁽¹⁾, pour le Gouvernement général par le Gouverneur général, représentant direct du Kaiser.

Il est difficile de délimiter d'une façon précise les contrées englobées respectivement dans chacune des deux régions, attendu que certaines parties de territoire furent tantôt comprises dans l'une, tantôt dans l'autre, suivant les fluctuations de la ligne du front allemand ou d'autres raisons dont nous n'avons pas le secret. Ce fut le cas notamment pour l'arrondissement de Mons, qui fit d'abord partie du territoire du Gouvernement général, mais fut incorporé, à partir du 1^{er} janvier 1917, dans la région des

(1) Signés par le « Erster Oberquartiermeister »

étapes D'une façon générale, le territoire soumis à l'autorité militaire comprit les deux Flandres (dont l'une, la Flandre Occidentale constituait en grande partie la « zone des opérations »), l'arrondissement judiciaire de Tournai, celui de Mons à partir de 1917, enfin, le sud de la province de Luxembourg.

Au point de vue de la politique générale, les administrations des différentes parties du pays restaient en contact assez étroit entre elles, et il est bien rare qu'un arrêté pris par le Gouverneur général ne trouve sa réplique, presque textuelle, dans un arrêté pris à la même époque par l'Inspecteur de l'étape de la IV^e Armée. Les mesures qui concernaient la population de l'Étape, et surtout leur exécution, portaient toutefois la marque de l'influence exercée par les nécessités militaires, comme aussi du caractère du chef d'armée investi de l'autorité ; elles furent plus rigoureuses que dans le Gouvernement général et plus vexatoires. Comme on le verra, les ouvriers réquisitionnés dans les territoires des Etapes furent souvent employés à des travaux du front, et ils ne bénéficièrent pas des atténuations qui, à l'intervention de l'Empereur, furent apportées aux déportations en février 1917.

*
**

II. *Régimes du travail sous l'occupation jusqu'en 1916.* — Pendant toute l'occupation une proportion considérable des ouvriers belges fut réduite au chômage. Le Comité National de secours et d'alimentation aida, en effet, durant toute la guerre, un nombre d'ouvriers variant de 500 à 600 mille, privés de leur gagne-pain ⁽¹⁾, alors que le nombre d'ouvriers industriels, dépassant à peine 1 500 000 en temps ordinaire, était fortement réduit par la présence d'ouvriers à l'armée belge et par l'émigration provoquée par l'invasion.

Le chômage était le résultat de la paralysie dont l'industrie nationale était frappée. Le rapport de la Commission d'enquête sur les mesures prises par les Allemands à l'égard de l'industrie belge pendant l'occupation, expose en détail les responsabilités de l'administration allemande dans l'échec des tentatives faites pour

(1) Pour se rendre un compte exact de l'importance du chômage, il faut ajouter à ces chiffres des personnes secourues : 250 à 300 000 femmes et plus de 500 000 enfants.

favoriser la reprise de l'activité dans les usines ⁽¹⁾ On se limitera ici à rappeler brièvement ces mesures et à montrer ensuite les efforts déployés par l'occupant pour décider les ouvriers réduits au chômage, à accepter du travail en Allemagne au profit de l'industrie de guerre allemande, efforts qui se traduisirent enfin par l'emploi de la violence et la déportation en masse des ouvriers

A lire les premières proclamations du Gouverneur général en Belgique von der Goltz, au début de l'occupation, l'on pouvait croire que rien ne serait changé à la situation intérieure de la Belgique. A part la souffrance morale, suite fatale de l'occupation étrangère, il semblait que les Belges restés au pays pourraient continuer paisiblement à vaquer à leurs occupations ; que le commerce et de l'industrie, dont on eût pu craindre la mort, seraient assurés au contraire, d'une activité à peu près normale

Le 2 septembre 1914, en effet, von der Goltz ordonna la reprise du commerce et imposa aux usines l'obligation de recommencer le travail, dans la mesure du possible. Ce Gouverneur général, comme d'ailleurs son successeur, affectait de n'avoir en vue que le bien-être général de la population. Toutefois, que fit-on pour permettre cette reprise du travail ? Il y avait un arrêt complet des importations et exportations, par suite du blocus anglais. Mais l'industrie belge ne subissait pas uniquement des entraves du côté anglais, ces entraves consistant dans le contrôle des marchandises par la flotte de croisière. Un arrêté allemand du 26 octobre 1914 avait défendu l'exportation des matières servant aux besoins de la guerre. Dans la suite, aucune sortie de marchandises ne put plus avoir lieu sans l'autorisation des pouvoirs occupants. Le même système fut adopté pour l'importation, l'entrée d'un certain nombre d'articles, spécialement d'articles de luxe, était prohibée et l'importation des autres marchandises subordonnée à l'autorisation du chef de l'administration civile. Il convient de signaler encore les difficultés d'ordre financier, résultant de l'interdiction du transfert de fonds d'un pays belligérant à un autre.

Le Gouverneur von Bissing, successeur de von der Goltz, affirma qu'il avait fait tout ce qui était en son pouvoir, pour obtenir de l'Angleterre, l'introduction en Belgique des matières premières. En réalité, si l'Allemagne a cherché à réveiller en partie l'industrie belge, elle poursuivait en cela un intérêt qui lui était

(1) Voir volume III de la présente publication. Voir aussi sur le même sujet F. Passelecq : « Les Déportations belges » (passim).

personnel. D'une part, au moment où la pénurie de la main-d'œuvre n'était pas encore sensible dans l'Empire, elle souhaitait voir diminuer la quantité de chômeurs dont elle craignait l'oisiveté dans un pays occupé par ses troupes ; d'autre part, elle se rendait compte, que seul un pays dont la vie économique n'était pas éteinte, était capable de fournir les prestations que l'Allemagne entendait exiger de la Belgique. De plus, le Gouvernement général n'entendait permettre à l'industrie belge de se relever que dans les limites imposées par l'intérêt de la concurrence allemande. Dans ces conditions, toute négociation avec l'Angleterre, pour favoriser un trafic d'importation ou d'exportation avec un pays dont l'Allemagne entendait exploiter toutes les ressources, était vouée à un échec.

Dès le début, l'autorité allemande imposa aux détenteurs de matières premières utilisables pour les besoins de la guerre, l'obligation de les lui céder ; elle exigea la déclaration des stocks de ces marchandises et défendit d'en disposer sans son autorisation. Ces arrêtés et ces ordonnances forment une très longue liste ⁽¹⁾. La conséquence de cette main-mise sur les matières premières fut la stagnation progressive de toute l'industrie belge.

D'autre part, quand il s'agissait d'entreprises importantes, dont l'existence était utile à l'Allemagne, il était pris des mesures spéciales pour en assurer l'exploitation. Tel est l'arrêté du 26 novembre 1914, instituant des commissaires pour surveiller les entreprises appartenant, en tout ou en partie, à des nationaux de pays en guerre avec l'Allemagne. Tel est encore l'arrêté du 17 février 1915, autorisant à soumettre à un séquestre ces entreprises, ainsi que celles dont le maintien en exploitation ou la remise en exploitation, présentaient un intérêt public pour l'Empire allemand ou dont l'exploitation était contraire, ou de nature à porter atteinte aux intérêts de l'Empire allemand. Quant aux établissements qui échappèrent à la mise sous séquestre, l'administration allemande les plaça sous sa dépendance, en se réservant le monopole des charbons et des huiles de graissage.

Un grand nombre d'ouvriers belges refusèrent, par scrupule patriotique, de travailler pour des usines soumises au contrôle allemand. Cette attitude provoqua les mesures prises par les arrêtés des 14 et 15 août 1915, sur lesquels nous reviendrons plus

⁽¹⁾ Voir « Rapports et documents d'Enquête » passim. Troisième volume, tome II. Annexes nos 4 et 10, pages 18 et 121.

loin, qui édictèrent des peines sévères contre les ouvriers refusant d'exécuter un travail d'intérêt public ordonné par une autorité allemande, ainsi que contre les personnes secourues par l'assistance publique et privée, refusant d'exécuter un travail qui leur était proposé.

A signaler encore diverses mesures visant la limitation des heures de travail, notamment les arrêtés du 10 janvier 1916 pour les filatures et du 10 octobre 1916 pour les fabriques de chaussures, fixant la durée du travail dans ces établissements à 24 heures par semaine au maximum ; enfin, — car la même politique économique se poursuivait après les déportations — les arrêtés du 17 février et 21 juillet 1917, interdisant le travail dans toutes les exploitations industrielles et tous les ateliers, sauf autorisation du président de l'administration civile.

L'intervention de l'administration allemande en matière de secours aux chômeurs est particulièrement suggestive. Il convient, entre autres, de citer le fait suivant : les autorités communales avaient, en vue de diminuer le nombre des sans-travail, décrété, dès le début de 1915, l'exécution de travaux d'utilité publique, ce qui permettait de procurer aux chômeurs un travail régulier et payé. Le Comité National intervint pour aider financièrement les communes dans cette initiative et soulager les finances locales belges d'une partie de cette charge. Mais l'Allemagne avait intérêt à ce que les civils belges fussent autrement occupés. Le 7 mai 1916, paraissait un arrêté visant ces travaux que l'autorité allemande appelait « Travaux de temps de crise » ; désormais, il n'en pouvait plus être exécuté, sans une autorisation préalable de l'autorité administrative allemande. Des travaux de ce genre avaient été entrepris, spécialement dans le Luxembourg ; ils furent, en grande partie arrêtés. Il n'est pas sans intérêt de connaître la raison avouée par le président de l'Administration Civile du Luxembourg dans une circulaire adressée aux communes et dont voici le texte :

La suppression des travaux communaux n'entraîne pas la nécessité d'introduire le secours-chômage.

De même qu'en temps de paix les ouvriers allaient travailler hors du pays, en France, en Lorraine, dans le Grand-Duché de Luxembourg, ils peuvent trouver aujourd'hui un bon salaire dans le Grand-Duché et la Lorraine, les travaux dans les usines belges étant arrêtés à cause de la guerre et du défaut de matières premières.

Il est certainement préférable que les ouvriers soient occupés dans leur métier spécial et restent au courant de leur travail pour pouvoir

contribuer lors de la fin de la guerre à la reprise générale du travail dans l'industrie belge, que s'ils continuaient à passer leur temps en s'occupant à des travaux communaux, d'une utilité plus ou moins problématique qui causent des frais extraordinaires aux caisses communales.

Je me suis mis en relation avec un bureau qui s'occupe à trouver du travail aux ouvriers industriels, pour m'informer s'il y a moyen de donner de l'occupation à tous les ouvriers dans les usines, particulièrement en Lorraine et les provinces avoisinantes.

Ce Bureau, *Deutsches Industriebüro* tiendra son engagement, dans le cas contraire, je me chargerais de lui rappeler énergiquement sa promesse et l'obligerais au besoin à donner de l'occupation aux ouvriers valides.

Les communes n'auront qu'à s'adresser à l'Administration civile ou aux bureaux de contrôle et aux Kommandanturs ; les administrations se chargeront de transmettre les indications et feront le nécessaire pour que les engagements des ouvriers se fassent dans le plus bref délai à un jour à fixer dans les communes.

Les contrats du *Deutsches Industriebüro* sont faits pour la courte durée de quatre mois, afin que les ouvriers puissent retourner en temps opportun à l'industrie de leur pays. Si de cette manière tous les ouvriers de 18 à 50 ans sont occupés à un travail sérieux, je ne mettrai aucun obstacle à ce que les communes fassent exécuter des travaux pour occuper les ouvriers en dessous de 18 et dessus de 50 ans, ainsi que les ouvriers non valides, si la nécessité l'exige.

Le *Deutsches Industriebüro*, fondé vers le milieu de l'année 1915, avec l'appui et la participation du Gouvernement général, était un office central d'embauchage et de distribution de la main-d'œuvre du pays occupé au mieux des intérêts de l'industrie de guerre de l'Empire allemand. Le travail offert par l'*Industriebüro* était exclusivement en Allemagne, où l'ouvrier belge était invité à travailler directement ou indirectement à la fabrication des armements, et pis encore, où l'ouvrier belge, prenant la place d'un ouvrier allemand, rendait un homme disponible pour le service dans l'armée qui combattait sa patrie.

Le but était donc clair. En réalité, la politique économique allemande visait uniquement à l'utilisation complète des ressources du pays, dans l'intérêt exclusif de l'Allemagne et de son organisation de guerre. Et l'on peut dire que cette politique était conforme au vaste programme qu'avait élaboré en 1914 le Dr Rathenau, et qui visait à donner à l'Allemagne la possibilité de continuer la guerre d'une façon illimitée, en lui assurant les quantités de matières premières nécessaires, en organisant d'une façon rationnelle le travail de l'industrie, en exploitant systématiquement les ressources des pays occupés.

Le monde intellectuel allemand, d'une façon générale, approuvait cette politique. Nous possédons actuellement par une étude de M. Maurice Vauthier, un aperçu de ce que furent les deux congrès de juristes allemands, qui eurent lieu à Bruxelles, respectivement en 1915 et 1916 ⁽¹⁾.

Comme l'écrivit M. Vauthier, on assista à « l'insurrection d'une tribu de légistes contre l'idée même du droit ». En effet, ces juristes, dont plusieurs de grande réputation, cherchaient « à éliminer de la guerre toute espèce de notion juridique et jusqu'à l'idée même d'obligation » Dans les rapports entre l'Allemagne et la Belgique occupée, il fallait prendre en considération l'intérêt de l'Allemagne, l'État occupé ne se trouvant pas dans un rapport de réciprocité juridique avec l'État occupant. Et l'on vit le Professeur Dr Richard Schmidt, de Leipzig, exposer qu'il existait une union d'états entre la Belgique et l'Allemagne, provisoire évidemment, mais où les états n'étaient pas sur un pied d'égalité l'occupation crée au point de vue de sa puissance, une supériorité de l'Allemagne à l'égard du territoire occupé, on lui trouve une analogie dans le protectorat, et M Schmidt arrivait notamment à cette conclusion que si les besoins de l'industrie allemande exigeaient l'emploi de travailleurs belges, afin que les ouvriers allemands pussent être libérés pour le service de l'armée, on pouvait très bien concevoir que la communauté d'intérêts, qui existait actuellement entre l'Allemagne et la Belgique, s'étendît à cette hypothèse et que l'Allemagne allât chercher des travailleurs en Belgique

On relève des vues analogues dans le compte-rendu d'une séance de la Commission économique qui se tint à Bruxelles, le 19 juin 1915 ⁽²⁾. Elle avait été convoquée par von Bissing, qui désirait avoir un rapport d'ensemble sur l'état de l'industrie belge et la possibilité de lui rendre une nouvelle activité. Le Gouverneur général y avait réuni à cette fin d'importants industriels allemands et de hauts fonctionnaires allemands Les industriels examinèrent chacun la branche de l'industrie relevant de leur compétence.

(1) Voir « Bulletin de la classe des lettres et des sciences morales de l'Académie Royale de Belgique », 1919, nos 7 et 8.

(2) Le document original se trouvant à la Bibliothèque de la Commission centrale de Statistique du Ministère de l'intérieur en Belgique a été reproduit textuellement dans le troisième volume, tome II, annexe n° 8, page 43 de la présente publication.

Est-ce l'intérêt belge qui est envisagé dans leurs rapports et leurs suggestions? Non

Quand Kirdorff déclare qu'il est heureux qu'on soit parvenu à rétablir la production charbonnière belge, c'est parce qu'elle doit servir en premier lieu à des fins militaires. Quand on examine le problème du chômage de la classe ouvrière belge, c'est en supputant les possibilités de mettre cette main-d'œuvre, actuellement improductive, à la disposition de l'industrie allemande.

On reconnut d'ailleurs que la reprise d'activité était devenue plus difficile dans les derniers temps, par le fait que dans un grand nombre d'usines, quantité de matières premières et des machines avaient été transportées en Allemagne.

Alors que les autorités allemandes ont essayé en 1916 et 1917 de justifier les déportations, en disant qu'elles furent décrétées notamment en vue du bien-être de la classe ouvrière, Rochling déclare le 19 juin 1915 : « Les difficultés de la main-d'œuvre sont tellement graves, que nous attribuons la plus grande importance à obtenir de Belgique une très grande quantité d'ouvriers et surtout à ce que les ouvriers puissent venir en Allemagne avec leurs familles ». Ce à quoi le Gouverneur général répond que la question a été examinée, mais qu'on n'a pas encore atteint de résultat favorable.

Dans la même séance du 19 juin 1915, Bittmann affirma que l'industrie allemande ne trouverait d'ouvriers belges que par un enrôlement systématique. Toutefois, il ajouta qu'il fallait éviter l'apparence de l'intervention d'une autorité quelconque, car on risquerait de provoquer dans la classe ouvrière une réaction nationaliste. Bittmann constatait avec mélancolie, qu'une série d'entreprises s'étaient adressées déjà à la Belgique dans le dessein d'obtenir de la main-d'œuvre, mais que dans la plupart des cas les pourparlers n'avaient pas abouti à des contrats d'engagement.

Le Gouverneur général signala que les agents recruteurs allemands ne devaient pas nourrir l'espoir de trouver en Belgique, en deux ou trois jours, quelques milliers d'ouvriers prêts à les suivre en Allemagne. Il ajouta toutefois qu'il prendrait des sanctions sévères, si le Comité National de secours et d'alimentation continuait d'aider les ouvriers qui ne voulaient pas reprendre leurs occupations et de leur donner de l'argent, notamment quand ils refusaient d'accepter du travail en Allemagne.

Ne peut-on après cela affirmer que l'Allemagne, en envisageant le relèvement éventuel de l'industrie belge, ne songeait qu'à

ses propres intérêts, et qu'en outre la déportation des ouvriers belges fut une mesure préméditée, longuement préparée et qu'elle n'avait d'autre but que l'intérêt exclusif allemand?

III. *Les arrêtés successifs sur l'obligation au travail.* — Il convient maintenant de montrer les mesures progressives que prirent les Allemands pour amener les ouvriers au travail à leur profit, jusqu'au moment où, déchirant tous les voiles, ils imposèrent leur volonté par la force.

Von Bissing n'était pas personnellement partisan d'un système total de contrainte, et surtout d'une déportation en masse pour travail forcé en Allemagne, dans son esprit, par une politique avisée, on parviendrait à décider les ouvriers à signer des contrats de travail, même pour l'Allemagne; il craignait assurément de compromettre par les déportations les efforts politiques que faisaient ses créatures pour conquérir les populations flamandes à la cause allemande. En 1915, il publia deux arrêtés, à un jour d'intervalle, 14 et 15 août 1915. Il importe de les reproduire intégralement.

BULLETIN OFFICIEL DES LOIS ET ARRÊTÉS
POUR LE TERRITOIRE BELGE OCCUPÉ

Page du Bulletin Officiel : 889.
Date de l'Arrêté : 14 août 1915.

N° 108 du 22 août 1915

ARRÊTÉ

concernant les mesures destinées à assurer l'exécution
des travaux d'intérêt public

Art. 1^{er}.

Quiconque, sans motif suffisant, refuse d'entreprendre ou de continuer un travail d'intérêt public conforme à sa profession et ordonné par une autorité allemande, sera passible d'une peine d'emprisonnement de police ou d'emprisonnement correctionnel d'un an au plus.

Tout motif concernant le refus de travailler sera valable s'il est admis par le droit des gens.

Art. 2.

L'Art. 2 de l'arrêté du 19 novembre 1914 (Bulletin officiel des lois et arrêtés N° 17, p 57) est remplacé par la disposition suivante :

Est passible d'une peine d'emprisonnement de 5 ans au plus, quiconque, par contrainte, menaces, persuasion ou d'autres moyens, tente d'empêcher d'autres personnes d'entreprendre ou de continuer un travail

d'intérêt public conforme à leur profession et ordonné par une autorité allemande,

ou

un travail pour compte d'une autorité allemande ou pour compte d'un entrepreneur agissant en vertu d'un mandat d'une autorité allemande

Art 3.

Quiconque, sciemment, par des secours ou d'autres moyens, favorise le refus de travailler punissable en vertu de l'article 1 sera passible d'une amende pouvant aller jusqu'à 10 000 marcs , en outre il pourra être condamné à une peine d'emprisonnement d'un an au plus.

Art. 4.

Si des communes, associations ou d'autres groupements favorisent le refus de travailler de la manière prévue à l'article 3, les chefs en seront rendus responsables conformément à cet article.

Art. 5.

S'il est prouvé que certaines sommes sont destinées à secourir les personnes désignées à l'article 1, ces sommes seront confisquées au profit de la Croix-Rouge de Belgique.

Art. 6.

Les infractions au présent arrêté seront jugées par les tribunaux ou autorités militaires allemands.

Art. 7.

Indépendamment des prescriptions précédentes, les autorités compétentes pourront, quand il y aura lieu, imposer des contributions.

Art 8

Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication.

*Der Generalgouverneur
in Belgien,*

Freiherr von Bissing.
Generaloberst.

BULLETIN OFFICIEL DES LOIS ET ARRÊTÉS
POUR LE TERRITOIRE BELGE OCCUPÉ.

Page du Bulletin officiel : 901.

N° 108 du 22 août 1915.

Date de l'Arrêté : 15 août 1915

ARRÊTÉ

concernant les chômeurs qui, par paresse, se soustraient au travail

Art. 1.

Quiconque, sciemment ou par négligence, fait de fausses déclarations au sujet de sa situation personnelle lors d'une enquête destinée à établir son indigence, est passible d'une peine d'emprisonnement de six semaines au plus, à moins que les lois en vigueur ne prévoient l'application d'une peine plus forte ; en outre, il pourra être condamné à une amende pouvant aller jusqu'à mille deux cent cinquante francs

Art. 2.

Quiconque est secouru par l'assistance publique ou privée et sans motif suffisant, refuse d'entreprendre ou de continuer un travail qu'on lui a proposé et qui répond à ses capacités ou quiconque, en refusant un tel travail, tombe à charge de l'assistance publique ou privée, sera passible d'une peine d'emprisonnement de quatorze jours à six mois

Tout motif concernant le refus de travailler sera valable s'il est admis par le droit des gens

Le tribunal peut, en outre, ordonner l'application de la mesure prévue à l'article 14 de la loi du 27 novembre 1891 (*Moniteur belge*, p. 3591 et suivantes)

Art. 3.

Quiconque, sciemment, favorise par des secours ou d'autres moyens le refus de travailler punissable en vertu de l'article 2, est passible d'une amende pouvant aller jusque douze mille cinq cents francs, en outre, il pourra être condamné à une peine d'emprisonnement d'un an au plus.

Art. 4.

Si des communes, associations ou d'autres groupements favorisent le refus de travailler de la manière prévue à l'article 3, les chefs en seront rendus responsables conformément à cet article

Art. 5.

S'il est prouvé que certaines sommes sont destinées à secourir les personnes désignées à l'article 2, ces sommes seront confisquées au profit de la Croix-Rouge de Belgique.

Art. 6.

Les infractions au présent arrêté seront jugées par les chambres correctionnelles des tribunaux belges de première instance.

Art 7

Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication.

Der General Gouverneur in Belgien,

Freherr von Bissing.

Generaloberst.

C. C. V. 3298.

En apparence ces arrêtés n'ont rien de perfide Il semblerait que le Gouverneur général eût voulu avant tout pourvoir au salut économique de la classe ouvrière belge, menacée par le chancre de la fainéantise. Mais en réalité?

Le premier de ces arrêtés est général · il concerne tous les Belges, chômeurs ou non, qui refuseraient d'exécuter les travaux d'intérêt public conformes à leur profession et ceux qui favoriseraient le refus de travailler. Or rien n'est plus vague que la formule « travail d'intérêt public, ordonné par une autorité allemande ». Sans doute est-il stipulé que tout motif concernant le refus de travailler est valable, s'il est admis par le droit des gens ; mais que l'on n'oublie pas que les infractions à cet arrêté devaient être jugées par les tribunaux ou autorités militaires allemands et que, dès lors, cette restriction était illusoire Ce n'est ni plus ni moins qu'une tentative de contrainte à l'égard des ouvriers et des industriels ne voulant pas prêter leur concours à des travaux d'un intérêt direct ou indirect pour l'Allemagne.

Le second arrêté concerne uniquement les chômeurs Si l'on propose à une personne secourue un travail qui répond à ses capacités, et qu'elle ne l'accepte pas, ou si une personne non secourue, refusant de continuer un tel travail, tombe à charge de l'assistance publique ou privée, des peines sévères seront infligées

Ici donc il n'est plus question de travail d'intérêt public, mais d'un travail quelconque Bien entendu, l'on peut exciper du droit des gens. De plus, dans ce cas-ci, ce sont les tribunaux belges qui jugeront les infractions. Mais, encore une fois, n'y a-t-il pas là une menace grave à l'égard des ouvriers, une véritable mesure d'intimidation destinée à les pousser à accepter n'importe quel travail?

En fait, malgré ces arrêtés, malgré l'institution de bureaux allemands destinés à recevoir des engagements de travail, les enrôlements volontaires pour du travail offert par les Allemands furent insuffisants

C'est alors que, dans les premiers jours de mai 1916, parut un nouvel arrêté concernant les travaux destinés aux chômeurs, arrêté qui n'était, comme nous l'avons dit d'autre part, rien de moins qu'une manœuvre destinée à maintenir des ouvriers en chômage, coûte que coûte, pour pouvoir ensuite, par l'effet de pénalités, les contraindre au travail dans l'intérêt allemand.

Voici cet arrêté qui constitua un pas décisif en avant dans la voie du travail forcé et de la déportation :

BULLETIN OFFICIEL DES LOIS ET ARRÊTÉS
POUR LE TERRITOIRE BELGE OCCUPÉ

Page du Bulletin Officiel : 2157
Date de l'Arrêté : 15 mai 1916

N° 213 du 20 Mai 1916

ARRÊTÉ

concernant les chômeurs qui, par paresse, se soustraient au travail.

J'abroge l'arrêté du 15 août 1915, paru sous le même titre (Bulletin officiel des lois et arrêtés, N° 108, p. 889) et arrête ce qui suit :

Art. 1.

Quiconque, sciemment ou par négligence, fait de fausses déclarations au sujet de sa situation personnelle lors d'une enquête destinée à établir son indigence, est passible d'une peine d'emprisonnement de six semaines au plus, à moins que les lois en vigueur ne prévoient l'application d'une peine plus forte ; en outre, il pourra être condamné à une amende pouvant atteindre 1000 marcs.

Art 2.

Quiconque est secouru par l'assistance publique ou privée et, sans motif suffisant, refuse d'entreprendre ou de continuer un travail qu'on lui a proposé et qui répond à ses capacités ou quiconque, en refusant un tel travail, tombe à charge de l'assistance publique ou privée, sera passible d'une peine d'emprisonnement de quatorze jours à un an.

Tout motif concernant le refus de travailler sera valable s'il est admis par le droit des gens.

Au lieu de recourir à des poursuites pénales, les gouverneurs, les commandants militaires qui leur sont assimilés et les chefs d'arrondissement peuvent ordonner que les chômeurs récalcitrants soient conduits de force aux endroits où ils doivent travailler.

Art 3.

Quiconque, sciemment, favorise par des secours ou d'autres moyens le refus de travailler punissable en vertu de l'article 2, est passible d'une amende pouvant atteindre 10 000 marcs, en outre, il pourra être condamné à une peine d'emprisonnement de deux ans au plus

Art. 4.

Si des communes, associations ou d'autres groupements favorisent le refus de travailler de la manière prévue à l'article 3, les chefs en seront rendus responsables conformément à cet article

Art. 5.

S'il est prouvé que certaines sommes sont destinées à secourir les personnes désignées à l'article 2, ces sommes seront confisquées au profit de la Croix-Rouge de Belgique.

Art. 6.

Les tribunaux et commandants militaires sont compétents pour juger soit les infractions aux art 2, 3, et 4 du présent arrêté, soit les infractions à l'article 1^{er}, dirigées contre les autorités et troupes allemandes ou contre les autorités et associations instituées par moi

Les chambres correctionnelles des tribunaux belges de première instance sont compétentes pour juger les infractions à l'art 1^{er} du présent arrêté qui, en tenant compte de la disposition précédente, ne tombent pas sous la juridiction des tribunaux et commandants militaires

Der General-Gouverneur in Belgien,
Freiherr von Bissing,
Generaloberst.

G G. 3. 4830.

Les chômeurs récalcitrants pourront donc, à titre de pénalités, être conduits de force aux endroits où ils doivent travailler. Le principe de la transplantation des travailleurs est désormais admis Sans doute il n'est pas dit « en Allemagne », mais en fait c'est ce qui était dans les intentions de l'autorité allemande. ceux qui, seuls, ont pu s'y tromper, ce sont les Belges. Assurément on peut invoquer pour refuser le travail, des motifs basés sur le droit des gens ; mais le nouvel arrêté fait passer des tribunaux belges aux tribunaux et commandants allemands la compétence pour apprécier la valeur de ces motifs de refus

Quand, cinq mois plus tard, le Grand Quartier Général allemand décida de recourir à la réquisition générale des ouvriers

des pays occupés pour travail forcé en Allemagne, von Bissing n'eut donc pas à invoquer l'arrêté du G Q G du 3 octobre 1916 pour faire procéder dans son ressort au transport des travailleurs. Son arrêté du 15 mai lui fournissait une base suffisante ; c'est à ce dernier qu'il se référa, comme texte en vigueur dans le territoire d'administration civile, en lui enlevant le caractère répressif et en lui attribuant un caractère administratif

Au sujet du but réel de cet arrêté du 15 mai 1916, il a été retrouvé une correspondance extrêmement édifiante de von Bissing, avec différentes autorités, correspondance qui permet de prouver une fois de plus la duplicité de l'occupant. Cette correspondance comprend d'abord une circulaire confidentielle de von Bissing aux Gouverneurs militaires, aux commandants de Beverloo et de Maubeuge et aux Kreischefs

En voici la traduction ⁽¹⁾.

Gouvernement Général
en Belgique
III T L N° 4840

Bruxelles, le 15 mai 1916

Confidentiel.

Aux Gouverneurs Militaires, aux Commandants de Beverloo
et de Maubeuge et aux Kreischefs

J'ai arrêté aujourd'hui l'ordonnance suivante, concernant l'aversion au travail, laquelle doit remplacer l'arrêté rapporté par moi, contre l'aversion au travail du 15 août 1915, et par laquelle l'intervention des tribunaux et des autorités militaires est rendue possible en cas d'abus de secours privés ou officiels — La disposition contenue à l'article 2 de cette ordonnance, notamment qu'au lieu de recourir à des poursuites pénales on peut ordonner le transport de force des chômeurs récalcitrants aux endroits où ils doivent travailler, nécessite des explications confidentielles plus détaillées

Cette disposition doit avoir pour résultat que des ouvriers belges sans travail, jouissant de secours et dont l'occupation en Allemagne ou en Belgique pour des intérêts allemands est souhaitable, soient astreints à un travail de ce genre, même en dépit de leur volonté. Le Deutsches Industriebüro de Bruxelles et ses succursales aura apparemment grand besoin d'ouvriers et sera à même d'occuper l'ouvrier qu'on lui fournira, soit pour du travail industriel, soit pour du travail obligatoire militaire sous surveillance convenable. Ou bien il

(1) Un exemplaire de la circulaire en langue allemande se trouve dans les archives de la Commission d'Enquête. Ce texte original est reproduit à l'annexe n° 1.

pourra donner des renseignements au sujet de l'endroit en Allemagne où on éprouve la nécessité d'utiliser les ouvriers en question.

Il est entendu, pour l'application de cette disposition, qu'il y ait nécessité d'employer les hommes dont il s'agit pour l'exécution d'un travail et que la surveillance suffisante soit assurée. Le transport d'ouvriers ayant plus de 40 ans, des pères de famille, ou des propriétaires de terrains de culture n'est en général pas recommandable. Une certaine restriction de liberté est naturellement liée au maintien au travail forcé des ouvriers ; de même également le soin du logement et de l'entretien alimentaire devra être à la charge de l'employeur, lequel devra payer à l'ouvrier un salaire approprié à son travail et en rapport avec le salaire de travail d'ouvriers libres.

Le transport vers le lieu du travail ne sera recommandable que dans tels cas où on ne pourra faire, au nom du droit des gens, d'objections justifiées contre le travail exigé. J'ai limité l'octroi de l'autorité nécessaire pour l'application de la mesure aux Gouverneurs, aux commandants de Maubeuge et de Beverloo et aux Kreischefs, afin d'être certain de son application rationnelle.

Je rends particulièrement attentif au fait que cette lettre doit être strictement confidentielle et ne peut arriver en des mains profanes.

Puis est reproduite l'Ordonnance contre l'aversion au travail du 15 mai 1916.

Le but à atteindre est clairement défini . la contrainte au travail, en Allemagne ou en Belgique, pour des *intérêts allemands*. Les malheureux ouvriers belges n'auraient donc guère été écoutés s'ils avaient invoqué le droit des gens, comme le permettait l'arrêt du 15 mai 1916.

Il convient de relever spécialement la phrase : « Le transport d'ouvriers qui ont plus de 40 ans, des pères de famille, ou des propriétaires de terrains de culture, n'est, en général, pas recommandable ». Elle laissait le champ bien libre à l'arbitraire de ceux qui étaient appelés à appliquer l'arrêt. On conçoit que von Bissing ait insisté pour que cette lettre fut considérée comme « strictement confidentielle » et qu'elle n'arrivât pas en des mains profanes !

Cette communication ne fut d'ailleurs pas la seule. Voici la traduction d'une autre circulaire de von Bissing, aux mêmes autorités, en date du 4 août 1916, et dans laquelle le Gouverneur général insiste à nouveau pour que l'on transporte les chômeurs en Allemagne, où il existait un besoin urgent d'ouvriers techniques et industriels.

(Traduction) ⁽¹⁾:

Gouvernement Général
en Belgique
III N° 5688.

Bruxelles, le 4 août 1916.

Confidentielle.

Aux Gouverneurs Militaires, aux Commandants de Maubeuge
et Beverloo et aux Kreischefs,

D'après communication du Ministère de la Guerre, les Belges à transporter en Allemagne pour le travail, en vertu de mon ordonnance contre l'aversion au travail du 15 mai 1916, seront reçus au camp de prisonniers civils à Holzminden et ils y seront traités d'après les directives suivantes :

- 1) Les transportés ne sont pas des prisonniers, mais des étrangers libres, qui ne doivent être limités dans leur liberté qu'uniquement dans l'intérêt de la sécurité du pays.
- 2) Le logement, l'entretien alimentaire et le traitement seraient donc à organiser en ce qui concerne les exigences équitables, aussi bien que pour les ouvriers allemands. Trop d'indulgence doit être évidemment évitée, pour ne pas affaiblir le goût du travail. Dans le camp, une propagande adroite devrait être organisée par la Centrale allemande des ouvriers.
- 3) Le transport des Belges aux lieux de travail est entrepris par la Centrale allemande des ouvriers, laquelle enverra un représentant à Holzminden, après entente avec l'union « Bourse du travail » de la Basse-Saxe, laquelle se tiendra constamment en relation avec les autres unions, particulièrement celles de Westphalie et du Rhin (La Centrale de l'empire sera informée par le Ministère de la Guerre). L'inspection sera exercée par le kommando général du 10^e corps d'armée par l'intermédiaire de ses officiers techniques.
- 4) Les contrats avec les employeurs seront dressés par la Centrale allemande des ouvriers qui, également fournira l'accord du kommando général compétent pour l'usine locale. La Kommandantur du camp contrôle, par des officiers experts, si le contenu du contrat est convenable et dispose ensuite du transport, sous l'information du kommando général compétent à l'usine locale. Celui-ci a à communiquer le placement qui est résulté, au bureau du travail de la Kommandantur du camp, afin que là, on puisse contrôler le séjour des Belges. Pour le reste, pour le maintien (?) des Belges, serait valable l'arrêté du Ministère de la Guerre du 20/6/15. — 2220/15 Secret A I — (communiqué le 28/6/45 sous III a 4080 secret).

⁽¹⁾ Un exemplaire imprimé de cette circulaire, lequel avait été adressé au Gouvernement militaire de Liège, se trouve dans les archives de la Commission d'Enquête. La reproduction de ce texte original en langue allemande fait l'objet de l'annexe n° 2.

Les kommandos généraux seront priés par le Ministère de la Guerre, d'exercer une surveillance spéciale concernant les gens placés dans leur district, ainsi que de faire contrôler les conditions du travail par les officiers techniques et les inspecteurs industriels, en cas de contestation, d'intervenir et, en cas de besoin, de prendre des mesures.

*
* *

Je prie maintenant les Gouverneurs et Kreischefs dans tous les cas appropriés de faire usage de l'autorité que confère l'article II, paragraphe 3 de l'ordonnance, parce que en Allemagne, il existe un besoin urgent d'ouvriers techniques et industriels, qui ne peut être couvert par la voie de l'enrôlement volontaire. Pour le transport des ouvriers et le retour, comme il s'agit de prisonniers de sécurité, sont applicables les dispositions du Gouvernement Général du 25/3/15 (IIb 1315/15 et 24/7/16 (IIb 11832) d'après lesquelles, pour les deux mesures, l'approbation du Gouvernement général est nécessaire.

Le transport devra se faire conformément aux dangers d'intérêt militaire, cependant, il sera recommandable de communiquer en outre au camp de prisonniers de Holzminden, qu'il s'agit d'un transport forcé organisé en vertu de l'ordonnance concernant l'aversion au travail.

En général, il y aura lieu de renoncer à l'intervention du Deutsches Industriebüro à Bruxelles et de ses succursales en raison du règlement instauré en Allemagne.

Le Gouverneur Général
Freiherr von Bissing
Generaloberst.

Gouvernement militaire de la Province de Liège, le 13/8/1916.
(IIIA N° 2069)

Ce texte se passe de tout commentaire.

Enfin au mois d'octobre 1916, l'autorité allemande, aussi bien dans le territoire de l'Etape que dans le ressort du Gouvernement général, institua la déportation en masse, pour l'exécution d'un travail forcé, des ouvriers chômeurs et prétendus tels, en invoquant, pour justifier cette mesure d'abominable violence, différents prétextes parmi lesquels la bonne administration des pays occupés, des raisons d'humanité et le bien de la Belgique figuraient en bonne place.

Voyons quelle foi il convient d'y ajouter.

IV — *Les causes de la déportation*

D'après les documents allemands mis au jour pendant la guerre, la déportation d'habitants des pays occupés pour travail forcé en Allemagne semble avoir été décrétée, ou du moins décidée sous la forme d'une mesure générale applicable uniformément à l'ensemble des territoires occupés par les armées allemandes, tant au front oriental qu'au front occidental. La décision en remonte au plus tard au troisième trimestre de l'année 1916. Elle est due à l'initiative du Grand Quartier Général allemand qui l'a conçue pour un but d'intérêt militaire : il s'agissait d'abord de remplacer le plus grand nombre possible d'ouvriers allemands par des travailleurs des territoires occupés, afin de rendre ainsi possible de nouvelles levées parmi les premiers, sans porter le trouble dans l'organisme économique de l'Empire ; il s'agissait ensuite de parer aux accroissements incessants de l'industrie de guerre allemande, en lui procurant le supplément de main-d'œuvre nécessaire pour intensifier sa production.

Cette façon de voir s'est trouvée postérieurement confirmée point par point par la découverte d'une étude du Dr Asmis écrite en 1918 à l'usage des membres de l'administration allemande en Belgique, et préfacée par le Dr von Borsig, personnage dont le rôle au point de vue économique fut considérable pendant son séjour de deux ans et demi à la direction de la Section du Commerce et de l'Industrie près du Gouvernement général en Belgique. L'étude est intitulée « Utilisation des forces ouvrières belges pour l'économie politique allemande après la guerre ». On y lit à la page 91 :

(Traduction) L'embauchage volontaire n'ayant pas, récemment, atteint l'importance souhaitée, le Ministère de la guerre a sollicité du Gouvernement général, pour la première fois le 2 mars 1916, l'envoi par la force de 400.000 ouvriers belges en Allemagne, afin de libérer de cette manière un nombre correspondant d'ouvriers de métier militarisables parmi les centaines de mille dont l'envoi sous les drapeaux a dû être ajourné. L'idée de recourir à des moyens de contrainte fut toutefois de nouveau abandonnée en raison des objections très sérieuses du Gouverneur général. On essaya d'obtenir le résultat souhaité en améliorant et en développant l'embauchage volontaire.

Le nouveau programme d'armement de la Direction suprême de la guerre pendant l'été 1916, rendit de plus en plus aigus les besoins en forces travailleuses. Le 14 septembre 1916 le Premier Quartier Maître

général ⁽¹⁾ réclama du Gouverneur général, en insistant sur l'urgence, l'établissement de listes d'ouvriers belges, de façon à pouvoir en disposer à tout moment. Après de nouveaux et nombreux pourparlers entre la Direction supérieure de l'armée, le Gouvernement général et le Ministère de la guerre, sous la pression des événements militaires, le transport par la violence d'ouvriers belges en Allemagne fut décidé en principe.

Il n'y a donc aucun doute possible : la déportation des ouvriers belges avait un but directement militaire. Comme on le voit par le document que nous venons de citer, l'idée conçue par le G. Q. G. allemand s'est heurtée dans les premiers moments à une opposition de caractère politique auprès des autorités civiles de la Belgique occupée et peut-être même de l'Empire ⁽²⁾. Ces autorités finirent cependant par s'y laisser convertir. En particulier, l'ordre du G. Q. G. instituant la déportation pour la Belgique occupée fut pris de l'avis conforme de l'autorité civile de l'Empire et de concert avec elle. On ne connaît pas avec précision le rôle joué par l'Empereur dans cette discussion, mais il n'est pas douteux pour nous, vu les questions de principe impliquées dans cette entreprise et l'étendue de son aire d'application, que le chef suprême de l'Etat allemand, sans qui le G. Q. G. ne pouvait agir en pareil cas, n'ait eu à en délibérer avec celui-ci et avec le Chancelier et à y donner sa sanction.

*
**

Dans les régions d'Étapes, le régime des déportations en

⁽¹⁾ A cette époque le général von Ludendorff venait d'être appelé à ce poste au front occidental.

⁽²⁾ von Bissing était personnellement adversaire de l'idée de la réquisition en masse de la main-d'œuvre belge, et cela pour des motifs d'ordre politique. Il redoutait l'impopularité nouvelle dont cette mesure allait frapper l'autorité allemande en Belgique, et le discrédit qui allait en résulter, une fois de plus, pour l'Allemagne elle-même, dans les pays neutres. Esprit délié et enclin à la politique d'influence, il pressentait que la violence faite à la liberté des Belges, dans toute l'étendue du pays, allait dresser un obstacle insurmontable sur sa route et compromettre le succès de son plan machiavélique de scission de l'unité belge par l'exploitation des dissentiments linguistiques. Aussi, fit-il en 1916, une longue et tenace opposition aux projets du G. Q. G. qui voulait la déportation en masse en Allemagne. Au reste, quand celui-ci l'eut emporté, le Gouverneur général von Bissing accepta la consigne docilement, l'exécuta à la lettre sans manquement et alla même jusqu'à se faire le panégyriste du système.

masse fut inauguré par un arrêté du G. Q. G. allemand du 3 octobre 1916 dont voici le texte :

ARRÊTÉ

concernant la restriction des charges publiques de secours et l'aide à porter en cas de calamité publique.

I

Les personnes capables de travailler peuvent être contraintes de force au travail, même en dehors de leur domicile, dans les cas où, pour cause de jeu, d'ivrognerie, d'oisiveté, de manque d'ouvrage ou de paresse elles seraient forcées de recourir à l'assistance publique pour leur entretien ou pour l'entretien des personnes qui sont à leur charge.

II

Tout habitant du pays est tenu de prêter secours en cas d'accident et de péril général, de même pour remédier aux calamités publiques, dans la mesure de ses forces, même en dehors de sa résidence ; en cas de refus, il pourra être contraint de force.

III

Quiconque étant appelé au travail, selon l'art. I ou II, refusera l'ouvrage ou la continuation du travail qui lui est assigné, sera puni d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans et d'une amende pouvant aller jusqu'à concurrence de 10.000 marks ou d'une de ces peines, à moins que les lois en vigueur ne prévoient l'application d'une peine plus sévère.

Si l'action a été commise de complicité ou de concert avec plusieurs personnes, chaque complice sera puni, comme auteur, d'une peine d'emprisonnement d'une semaine au moins

IV

Sont compétents les administrations militaires et les tribunaux militaires allemands.

Grosses Hauptquartier, den 3^{tem} Oktober 1916

Der General-Quartiermeister,

I. V. (s) Sauberzweig.

Cet arrêté fut affiché, dès le début d'octobre 1916, dans la zone des Étapes soumise exclusivement à l'autorité militaire. Les déportations vers la France et les zones de combats commencèrent presque immédiatement.

Dans le Gouvernement général, il n'y eut pas d'arrêté correspondant du baron von Bissing. Celui-ci se borna à interpréter extensivement l'arrêté qu'il avait promulgué le 15 mai 1916 et qui prévoyait l'astreinte au travail avec déportation éventuelle, comme pénalité à infliger aux chômeurs refusant les offres allemandes de travail. Dorénavant l'astreinte au travail et la déportation cessaient d'avoir un caractère pénal pour prendre le caractère d'une mesure d'administration. C'était la levée en masse de la main-d'œuvre disponible en Belgique.

Le Gouverneur général von Bissing transmet ses instructions en ce sens aux gouverneurs des provinces et chefs des Kreis (ou districts d'arrondissement) par des circulaires dont la principale est datée du 28 octobre. Nous en connaissons le texte, tout au moins en partie, par la version suivante qu'en donne le Dr Asmis, dans l'étude précédemment citée (page 92).

(Traduction). Depuis le commencement de la guerre, une grande partie des ouvriers belges est en état de chômage. Les causes en sont, d'un côté l'inactivité de nombreux établissements industriels à cause du manque de matières premières provoqué par le blocus ennemi, d'un autre côté la mauvaise volonté à travailler.

L'entretien des chômeurs est entièrement assuré par le Comité National comme intermédiaire de l'entreprise américaine d'expédition de matières alimentaires ⁽¹⁾ et aussi par des secours en espèce. Le fait que le Gouvernement Belge du Hâvre participe à ces frais permet d'attribuer à ces secours le caractère d'assistance publique.

La longue durée de cette situation commence à montrer des conséquences fâcheuses. L'assistance étant limitée au strict nécessaire entraîne une alimentation insuffisante, la désaccoutumance au travail, comme aussi le grand nombre des chômeurs constituent des dangers pour la sécurité publique et la tranquillité.

En procurant du travail dans des entreprises qui exploitent pour le compte allemand, en embauchant des volontaires pour l'Allemagne par l'intermédiaire de l'Industriebüro, on a fourni beaucoup d'occupation aux chômeurs. Malgré cela le nombre des ouvriers mâles sans travail dans le territoire du Gouvernement général, comporte encore toujours 400.000 à 500.000 hommes.

Ceux-ci doivent être astreints au travail. Le moyen en est fourni par l'arrêté du 15 mai 1916 (III Mr 4840) ⁽²⁾ menaçant de punitions les ouvriers qui refusent d'accepter un travail offert et tombent de ce fait à la charge de l'assistance publique. Comme le travail ne peut être offert

⁽¹⁾ Amerikanischen Lebensmittelzufuhrunternehmens, l'auteur désigne ainsi le « American Relief Committee ».

⁽²⁾ Voir texte de cet arrêté page 39.

qu'en quantité très limitée dans le territoire du Gouvernement général, il doit être exécuté en Allemagne.

Sans déportation violente des réfractaires au travail, la situation ne peut pas être améliorée

La base juridique de l'opération dans le ressort du Gouvernement général se trouvait donc dans l'arrêté du 15 mai 1916 (et ceux du 15 août 1915 et du 2 mai 1916 qui l'avaient précédé) qui avait créé indirectement l'obligation au travail dans l'intérêt de l'administration et même de l'armée allemande, mais qui dorénavant l'organisait directement

Les arguments cités dans la circulaire du 28 octobre prémentionnée, pour justifier les déportations, sont les mêmes que ceux dont se servit le Gouverneur général von Bissing pour répondre aux adresses de protestation qui lui furent envoyées de toutes parts, dès la mise en exécution des mesures de déportation ⁽¹⁾ Ils ont été discutés et réfutés par ceux-là mêmes auxquels on les présentait. Nous savons aujourd'hui de manière indiscutable, par l'aveu contenu dans l'étude du Dr Asmis, que la seule et vraie raison des déportations, la raison militaire, ne figure pas dans la circulaire organique du Gouverneur général. Celles dont il y est fait état, ont été inventées après coup et ont été suggérées à von Bissing par le Chancelier d'Empire von Bethmann Hollweg, comme l'atteste la copie d'un document trouvé dans les archives abandonnées par les Allemands lors de la retraite de 1918. Voici la traduction de ce document ⁽²⁾

Réponse du Chancelier impérial à la lettre du Gouverneur général à Bruxelles, du 6 octobre 1916

1. — La déportation en Allemagne de Belges répugnant au travail, pour les astreindre à des travaux forcés, telle qu'elle est proposée, peut se légitimer au regard du droit des gens, aux conditions suivantes :

a) que les individus répugnant au travail se trouvent à la charge de la bienfaisance *publique* ;

⁽¹⁾ Des adresses de protestation furent envoyées par le Gouvernement belge du Havre, par les Gouvernements alliés, par des associations dans les pays neutres, par les représentants, demeurés en Belgique, des principaux corps de la nation belge. Le texte en a été publié intégralement, ainsi que les réponses qui y furent faites, par M. F. Passeléeq, « Les Déportations belges, etc. » (passim).

⁽²⁾ Voir à l'annexe n° 3 le texte original allemand

- b) qu'il n'y ait pas d'occasion de travail à trouver en Belgique ,
- c) que les travaux forcés ne soient pas en connexité avec des entreprises de guerre

2. — L'article 2 de l'ordonnance de là-bas (Belgique) du 15 mai 1916 contre les individus répugnant au travail semble critiquable en ceci que, selon cet article, le fait d'être entretenu donne prise à la contrainte de travail, même dans le cas où il s'agit d'assistance au moyen de ressources privées, l'article est en outre critiquable en ceci, qu'il autorise l'assignation de postes de travail en dehors du pays, sans tenir compte des occasions de travail existant (ou pouvant exister?) en Belgique. Cette critique ne serait pas écartée d'une façon décisive par l'idée, à la vérité douteuse, proposée par la lettre de là-bas (Belgique) de traiter ces déportés comme prisonniers de droit commun.

3. — La mesure projetée doit être appliquée avec prudence, parce que la mesure correspondante prise à Lille a eu pour conséquence des représentations du Pape et du Roi d'Espagne, et a en outre soulevé dans une proportion regrettable l'opinion publique dans les pays étrangers, neutres et ennemis. Il serait fort à souhaiter, par conséquent, que la mesure put être exécutée sans contrainte, ou tout au moins simplement par l'effet de menaces, peut-être même par la promesse de hauts salaires

4. — En supposant que la contrainte fût inévitable, on pourrait la justifier et l'appliquer de la façon suivante .

a) Les individus répugnant au travail et les Belges qui, par suite de cet état d'esprit, sont dans le cas de devoir être assistés, sont présentement nourris par les Comités de ravitaillement , cette institution a, en raison des circonstances, le caractère officiel, de telle sorte que ses secours apparaissent comme officiels

b) Par suite du languissement des industries belges, il n'y a pas à trouver, pour les ouvriers belges d'industrie, d'occasion de travail ou tout au moins d'un travail approprié en Belgique

c) Le travail forcé en Allemagne n'emporte avec lui aucun caractère exclusif de mesure de guerre ; il serait par conséquent à éviter de lui donner une application immédiate à des travaux de munition.

d) La contrainte devrait se produire uniquement par acte d'administration sur la base de l'art. 2 § 3 de l'ordonnance du 15 mai 1916 sans procédure pénale ; elle ne devrait être appliquée qu'après l'emploi de la menace et en évitant toute dureté qui ne serait pas indispensable. Même sous le régime de la contrainte il y aurait lieu de garantir un salaire approprié, et, en regard de celà, les travailleurs volontaires devraient être placés dans une position convenablement meilleure

(s) von Bethmann-Hollweg.

Ainsi, des trois conditions que le Chancelier d'Empire estime nécessaires pour pouvoir justifier les déportations au point de vue du droit des gens, la circulaire de von Bissing en présente deux

comme étant réalisées. Le Gouverneur général donne à l'Œuvre du Comité National de secours et d'alimentation, entreprise privée, un caractère qu'il n'a pas, pour pouvoir classer les chômeurs dans la catégorie des individus qui sont à charge de l'assistance publique ; il excipe ensuite de l'inactivité de l'industrie belge dont il rend responsable le blocus exercé par les puissances de l'Entente, pour nier l'existence d'occasions de travail en quantité suffisante sur le territoire belge. Sans vouloir rouvrir ici une discussion qui, rappelons-le, a été épuisée d'autre part, nous croyons nécessaire d'insister sur la responsabilité que l'administration allemande a eue dans l'arrêt de l'industrie en Belgique. Le rapport de la Commission d'Enquête sur les mesures prises par les Allemands à l'égard de l'industrie belge ⁽¹⁾ établit nettement cette responsabilité, et montre comment l'exploitation de toutes les forces économiques belges dans l'intérêt de la puissance de combat de l'Empire rendait impossible tout relèvement effectif de l'industrie belge et condamnait comme antipatriotique toute participation de nationaux belges à ce relèvement. Bien plus, lorsque avec le concours du Comité National, des communes entamèrent des travaux d'utilité publique destinés à procurer de l'ouvrage aux chômeurs, nous avons vu que ces travaux avaient été interdits pour faciliter la besogne de recrutement de l'*Industriebüro*.

La circulaire du 28 octobre 1916, du Gouverneur général von Bissing ne porte aucune trace de la troisième condition justificative des déportations présentée par le Chancelier d'Empire, à savoir que le travail imposé ne devait avoir aucun rapport avec les entreprises de guerre. Cette condition n'était pas remplie, en effet, et le travail proposé aux déportés ne rentrait même pas dans le cadre de la formule, très édulcorée, proposée par Bethmann-Hollweg sous la lettre c de sa réponse. Le fait seul d'ailleurs que ces travailleurs étaient conduits en Allemagne, afin de rendre disponible pour le service militaire, un nombre correspondant d'ouvriers allemands, condamne le procédé au nom du droit des gens. Mais, sans être employés dans des fabriques de munitions, des déportés n'en furent pas moins astreints à un travail qui était en relation directe avec l'industrie de guerre allemande ⁽²⁾.

(1) III^e volume

(2) Les déportés des territoires de l'Étape qui étaient dirigés vers les territoires occupés du Nord de la France furent même astreints à l'édification de travaux de défense pour l'armée allemande.

Loin de nier un procédé aussi contraire au sentiment même du droit, les Allemands ont cherché encore récemment à lui donner une justification officielle, dans une brochure parue à Berlin en 1919, publiée par la délégation du Ministère de la Guerre et de la Direction supérieure de l'Armée et intitulée « Die Deutsche Kriegsführung und das Völkerrecht » ⁽¹⁾ On y trouve tout d'abord l'affirmation qu'en employant la contrainte au travail à l'égard des civils, les Allemands ne faisaient que suivre les prescriptions de la Convention de La Haye, en vue du maintien de l'ordre et de la vie publique dans les régions occupées. Après ce premier établissement de principe, les auteurs veulent bien reconnaître que si les ouvriers étaient employés en partie à des travaux exécutés dans l'intérêt de la population, ils l'étaient aussi en partie à des travaux faits dans l'intérêt de l'armée allemande. « On a dit, — ajoutent-ils, — que cela était contraire à la Convention de La Haye? Mais les conditions spéciales de la guerre actuelle devaient conduire à un emploi des forces des travailleurs qui n'avait pu être prévu au moment de cette convention. »

L'excuse est spécieuse ; l'aveu du fait n'en est pas moins acquis, que des habitants de pays occupés furent réquisitionnés et enlevés à leurs foyers pour exécuter des travaux qui étaient en rapport plus ou moins direct avec les opérations de la guerre contre leur patrie

V. — *La fin des déportations*

Toutes les protestations adressées au Gouverneur général étaient restées sans effet, aussi bien sur le maintien en action des mesures de déportation que sur la manière dont elles étaient exécutées, lorsque, le 14 février 1917, un appel fut adressé à l'Empereur d'Allemagne, par un grand nombre de personnalités belges du pays occupé. Cet appel très digne et très émouvant était rédigé dans les termes suivants :

Les signataires de cet appel ont le cœur navré. Ils ont vu, ils voient encore journellement des milliers de leurs frères arrachés à leur famille, emmenés de force en exil, où ils seront astreints à choisir entre la faim, le dépérissement ou un travail blessant leur fierté patriotique.

Les représentants des principaux corps de la Nation Belge, ministres d'Etat, épiscopat, sénateurs, députés, magistrature et barreau,

(1) Ernst Siegfried Mittler und Sohn, 1919 Berlin

chefs d'industrie et de commerce, syndicats et associations ouvrières ont élevé la voix en faveur de leurs compatriotes et signalé au Gouvernement général, avec la franchise qui sied à un peuple libre, le trouble profond de la Nation, les causes qui l'ont produit, l'entretiennent et, de jour en jour, l'aggravent

Si Votre Majesté avait le loisir de prendre connaissance de ces documents et daignait en vérifier le bien fondé, il n'est pas douteux qu'Elle ne se sentit inclinée à nous rendre justice. Elle ne pourrait ne pas se représenter le courant d'exaspération qui traverserait son empire, si jamais ses sujets étaient, sans raison, expatriés et contraints d'affermir par leur travail une domination étrangère

Votre Majesté Impériale se montre fière de sa foi. Ne nous sera-t-il donc pas permis de lui rappeler la morale si simple mais si décisive de l'Evangile : « Faites à autrui ce que vous voudriez que l'on fît à vous-même ».

L'Empereur d'Allemagne comprendra qu'il en coûte à notre amour propre national de paraître solliciter comme un bienfait ce qu'en temps normal nous pourrions revendiquer comme un droit. Mais il y va de la vie et de la liberté d'un grand nombre de concitoyens que nous aimons comme des frères. Nous avons eu le courage de faire taire en nous tout sentiment autre que celui de la fraternité. Nous osons espérer que l'Empereur aussi n'écouterait qu'un sentiment : l'humanité

Les soussignés, représentant des autorités religieuses, politiques, judiciaires, économiques et sociales du peuple belge, espèrent que Votre Majesté donnera les ordres nécessaires afin que l'enlèvement de la classe ouvrière prenne fin et que les ouvriers exilés de leur patrie soient rapatriés.

En réponse à cette adresse, M. von der Lancken, Chef du Département politique allemand à Bruxelles, fit en mars 1917 à M. le baron de Favereau, président du Sénat, la communication suivante :

Sa Majesté fera examiner minutieusement par M. le Gouverneur général et par les autorités compétentes, les demandes exprimées dans l'adresse qui lui a été remise. Sa Majesté réserve sa décision définitive jusqu'à la conclusion de cet examen. Entretemps, Sa Majesté, toutefois, a donné des instructions pour que les personnes emmenées à tort en Allemagne comme chômeurs, puissent immédiatement rentrer en Belgique, tant qu'elles n'y soient pas déjà revenues, et pour que les déportations en Allemagne des Belges sans travail, soient arrêtées jusqu'à nouvel ordre.

Quelque temps après, le Gouvernement général fit savoir que les déportés seraient rapatriés pour le 1^{er} juin 1917. Mais, comme on le verra dans les chapitres qui suivent, ce délai devait être mis à profit pour amener, au moyen d'une pression énergique, le plus grand nombre possible de déportés à signer des

contrats de travail Une quantité de ces déportés qui refusèrent obstinément de signer cette manière d'abdication forcée de leurs droits les plus stricts d'hommes libres, furent maintenus en Allemagne ou simplement transférés dans la zone du front belge et français.

Après la communication de la décision impériale, les transports par la violence d'ouvriers belges en Allemagne cessèrent. Mais rien ne fut changé au régime de contrainte au travail dans la région des Etapes, où les chômeurs et prétendus chômeurs furent, comme par devant, réquisitionnés pour l'exécution de travaux militaires dans les zones de combat

Les défenseurs officiels des déportations d'ouvriers pendant l'occupation reconnaissent que des fautes, qu'ils jugeaient inévitables, ont été commises lors de l'exécution de la mesure ⁽¹⁾, mais ils protestent que tous les efforts des autorités allemandes ont tendu à adoucir le sort des déportés par l'établissement d'un service postal et d'envoi de paquets, par l'octroi de permissions, par des mesures hygiéniques et sociales ; en outre, ils signalent qu'aux travailleurs libres, un salaire journalier de 5 à 7 fr. était accordé, etc.

Avant de passer à l'exposé des faits qui permettra de se rendre compte de la part de vérité contenue dans ces allégations, nous consacrerons un chapitre à l'analyse d'un document important : « le dossier allemand des déportations dans le district de Nivelles en 1916 », qui donne des détails circonstanciés sur l'organisation et l'exécution de la mesure

*
* *

Au moment de mettre sous presse, la Commission d'enquête a reçu communication d'un document confidentiel particulièrement important : il s'agit d'une note rédigée par le Gouverneur général von Bissing, ou à sa demande, le 25 septembre 1916, en vue d'une double séance qui devait se tenir (et qui s'est tenue, en effet) le 28 septembre 1916 au Grand Quartier Général allemand pour prendre décision sur le projet de déportation générale. Ce document constitue une sorte d'exposé sommaire des idées personnelles du Gouverneur général von Bissing sur cette matière, ainsi que des principes de la politique qu'il avait suivie jusqu'alors pour

(1) « Die deutsche Kriegsführung und das Völkerrecht ».

les réaliser et qu'il eût voulu voir confirmer pour l'avenir, par le Grand Etat-Major de l'armée ⁽¹⁾

Ce document, dont l'importance n'échappera à personne, confirme en tous points les conclusions du rapport de la Commission d'enquête. En voici la traduction :

Bruxelles, le 25 septembre 1916

Le chef de l'Etat-Major de l'armée de campagne nous a annoncé que, jeudi, deux séances importantes auront lieu, pour discuter :

1°) *de quelle manière la main d'œuvre des régions occupées peut soulager la pénurie des ouvriers en Allemagne ou y remédier,*

2°) *de quelle façon s'établiront les conditions de l'alimentation des régions, dans ce cas*

Sur le 1° — Depuis longtemps déjà, l'objet de mes efforts les plus zélés a été de rendre possible et, suivant le cas, de faciliter l'envoi d'ouvriers belges, et spécialement *d'ouvriers qualifiés formés*, pour les fins de l'industrie allemande. Deux possibilités furent envisagées soit *l'embauchage*, soit *la déportation par force* vers l'Allemagne.

Un transfert par force vers l'Allemagne, soit qu'on ait maintenant en vue de transporter de force vers l'Allemagne surtout l'ensemble des chômeurs ou, comme on me l'a proposé, ceux qui tombent sous l'obligation militaire, est une chose *extrêmement délicate* et peut conduire à des situations qui, tant au point de vue économique qu'au point de vue politique, et certes pour la Belgique comme pour la généralité, peuvent être extrêmement préjudiciables.

(1) L'original allemand, qui est reproduit à l'annexe n° 4, provient des archives du château de Trois-Fontaines, résidence du Gouverneur général et fut trouvé à l'armistice parmi les archives allemandes abandonnées en route par le personnel de l'administration quittant précipitamment le pays.

Il comprend onze pages dactylographiées. Il contient en marge des additions et annotations dactylographiées et manuscrites, celles-ci de la main même de von Bissing et paraphées par lui. L'authenticité de la note est confirmée, surabondamment, par l'examen critique de son contenu, entre autres par la correspondance parfaite de ses indications avec les événements et avec les faits par ailleurs connus, par le contrôle des références qu'on y relève à d'autres actes ou documents administratifs allemands.

D'autre part, comme l'embauchage d'ouvriers belges se heurtait à maintes oppositions et n'apportait qu'un mince soulagement à la pénurie (de main d'œuvre) en Allemagne, j'ai essayé d'y parer en portant, en mai 1916, une ordonnance dans laquelle l'article 2 est de la plus haute importance. On y dit ce qui suit :

« Celui qui, sans motif pertinent, refuse d'accepter ou de continuer un travail qui lui est offert et qui est en rapport avec ses capacités, soit qu'il soit secouru par des ressources publiques ou privées, ou que, par son refus, il se rende susceptible d'être secouru, est puni d'un emprisonnement de 14 jours à une année. En remplacement des poursuites pénales, la déportation par force vers des centres de travail peut être ordonnée par les gouverneurs et par les commandants jouissant des mêmes pouvoirs, de même que par les chefs de district (*Kreis-Chef*).

Cette ordonnance subit une certaine atténuation par le fait que, comme motif pertinent du refus d'accepter le travail, interviennent les stipulations du droit des gens ⁽¹⁾

Afin de prémunir les autorités ordonnant la déportation, contre la violation des stipulations du droit des gens, notamment du règlement de la guerre sur terre (*Landeskriegsordnung*), j'ai fait savoir confidentiellement aux Gouverneurs que la déportation vers des centres de travail ne se recommande que dans les cas où nulle objection ne peut être déduite du droit des gens contre le travail requis, et que, pour la déportation, il fallait, comme condition préalable, que l'on eût besoin de l'homme en question pour le travail et que la surveillance nécessaire fût assurée aux centres de travail. De même, en général, n'aura pas lieu la déportation d'ouvriers âgés de plus de 40 ans, de pères de famille ou de propriétaires de terrains agricoles. Comme motif officiel de la déportation, on invoquera que le récalcitrant au travail (*Arbeitsunwillige*) ou, suivant le cas, l'ensemble des récalcitrants au travail, mettent en question le maintien de l'ordre et de la tranquillité dans le territoire occupé.

En Allemagne, ces récalcitrants déportés seront dirigés vers le camp de prisonniers de guerre désigné à cet effet à *Holzmin-*

N.-B — Les passages en italique sont soulignés en rouge dans le document même.

(1) Écrit en rouge dans le document.

den ⁽¹⁾. Là, ils seront considérés comme ouvriers volontaires et employés à un travail volontaire. Les détails sont réglés d'accord avec le Ministère de la Guerre et le transport des Belges déportés vers les centres de travail sera assuré par la *Deutsche Arbeiterszentrale* qui s'occupera là des contrats, etc. et s'arrangera pour tout le reste avec le commandant du camp. Le faisant fonctions de commando général aura à pourvoir à l'inscription en listes des ouvriers ainsi employés, afin que le séjour des Belges puisse être contrôlé, et à se procurer auprès du Gouvernement général connaissance des endroits en Allemagne où se trouvent les Belges déportés individuellement.

A la date du 4 août 1916, j'ai adressé une nouvelle demande aux gouverneurs et chefs de district tendant à ce que, dans tous les cas appropriés, ils fassent usage des pouvoirs que mon arrêté déjà porté leur avait conférés, parce que, en Allemagne, *il y a un besoin urgent d'ouvriers techniciens et industriels* et l'attention a été attirée sur le fait que, puisqu'il s'agit de *prisonniers par mesure de sécurité (Sicherheitsgefangene)*, il y a lieu d'appliquer les ordonnances du Gouvernement général du 25 mars 1915 et du 24 juillet 1916, suivant lesquelles l'autorisation du Gouvernement général est requise tant pour la déportation que pour le retour.

Pour ceci, on ne doit pas prendre en considération l'*Industrieburo* et ses sections. Par contre, j'ai promis à l'*Industrieburo* toute l'aide que je peux assurer, pour la poursuite des succès, non négligeables en vérité, qu'il a obtenus dans le recrutement d'ouvriers pour l'Allemagne, et dernièrement, lors d'une séance, j'ai invité le directeur de l'*Industrieburo* à venir m'exposer verbalement tous les vœux efficaces qu'il avait à faire. J'ai examiné également et appelé le chef de l'administration en consultation là-dessus, si l'on ne pourrait et ne devrait pas disposer de ressources particulièrement importantes ⁽²⁾ pour payer des secours plus considérables aux familles, délaissées ici, des ouvriers embauchés

(¹) En marge : (Par une communication de là-bas reçue plus tard; limité à 400) — *Camp de prisonniers limité*

(Il ne ressort pas très clairement du texte allemand à quelle partie de phrase se rapportent les mots intercalés. Les mots soulignés sont au crayon aniline, les autres au crayon noir. Le tout de la main de von Bissing.)

(²) En marge, de la main de von Bissing une note : *mehrere Mittel, difficile à lire (plusieurs moyens)*

pour l'Allemagne ainsi que pour allouer des primes à la bonne volonté au travail

Si cet enrôlement de travailleurs et aussi les déportations par force d'ouvriers en Allemagne, exécutées dans les limites tracées par moi, tardent à donner de bons résultats, il reste à passer à l'examen de la proposition du Commandement supérieur de l'armée, de *déporter par force en Allemagne l'ensemble de ceux qui tombent sous l'obligation militaire (Hcerespflichtigen)* En tout cas, je dois élever mes vives objections contre une telle mesure, si difficile à exécuter au point de vue pratique et extraordinairement nuisible au point de vue économique et politiquement peu désirable ⁽¹⁾.

Pratiquement la déportation de ceux qui tombent sous l'obligation militaire et qui se comptent par un nombre élevé de milliers, n'est exécutable que l'orsqu'on possède les moyens de force nécessaires pour cela, et qu'on n'a pas égard au rôle de ces individus dans la vie économique belge Faire des exceptions dans ce domaine, diviser en catégories les hommes astreints aux obligations militaires, sera aussi difficile que scabreux.

Au point de vue économique, cette déportation doit être nuisible et non seulement pour la Belgique elle-même, mais également pour toutes les entreprises pouvant être utiles à l'Allemagne et, suivant le cas, à son armée, par la raison que *parmi les mineurs, parmi ceux qui travaillent assidûment dans les usines que nous avons réouvertes dans l'intérêt de l'armée, il y a un grand nombre d'hommes tombant sous l'obligation militaire* La même observation vaut pour l'agriculture et pour la bonne continuation d'une vie économique, dont on ne saurait se passer lorsque l'on tient à garder dans l'ordre et la tranquillité un pays occupé et à pourvoir à son bien-être conformément au Règlement de la guerre sur terre (*Landeskriegsordnung*).

Au point de vue politique, une telle déportation doit éveiller, dans les pays neutres, toute abstraction faite de l'étranger ennemi, *les sentiments les plus désavantageux* pour nous et il ne se passera pas beaucoup de temps que l'on n'exprime de nouveau le soupçon que l'Allemagne cherche à raffermir sa force militaire décroissante au moyen des individus astreints à l'obligation militaire se trouvant en Belgique ; et de plus, une telle déportation

(1) Le Gouverneur a remplacé ce mot par « gefährliche » (dangereux).

faite en masse, en laissant de côté toute considération économique, aboutira à exciter parmi la population une inquiétude qui, s'ajoutant à d'autres mesures, doit finalement tendre l'arc à l'excès et provoquer des explosions qui, sans examiner si l'on parviendra à les étouffer, conduiront à des situations dont *je ne peux ni ne veux prendre la responsabilité*

Le fait que ces mesures rigoureuses feront cesser immédiatement *l'importation des vivres d'outre-mer* n'est à invoquer qu'en ordre accessoire ; plus importante est la probabilité qu'à la suite de la perturbation de l'ensemble de la population, et surtout des ouvriers, des *grèves en masse* se produisent et que les travaux accomplis et les produits fabriqués en Belgique, par des ouvriers belges, pour nos intérêts militaires et pour l'utilité de l'Allemagne ne pourront plus être exécutés. Cela aura des suites au plus haut point désagréables non seulement dans l'ordre pratique mais également politique, car, par les produits du travail exécuté en Belgique, nous avons à raffermir nos relations politiques avec les pays neutres ⁽¹⁾ et, par la production de charbon, qui est tout spécialement à augmenter maintenant que nous avons à venir en aide à nos alliés. De plus, il nous faut encore envisager le fait que pareille déportation de masses *et l'intention d'utiliser les individus à déporter, en Allemagne, comme travailleurs, soit pour l'industrie, soit pour des buts militaires*, ne peut être d'aucune utilité en Allemagne même, car les ouvriers ainsi déportés par force refuseront le travail au poste de travail et je ne connais pas de moyen, du moins pas de moyen *qui soit à la disposition d'un Etat cultivé, pour contraindre à un travail réellement profitable et utile*, les individus qui refusent le travail. De sorte que cette déportation en masse ne fera qu'apporter en Allemagne tant et tant de millions de bouches (Fresser) en plus et la pénurie de main d'œuvre subsistera après comme avant. Mais si l'on pratique, de la façon que j'ai déterminée, l'enrôlement, avec les moyens auxiliaires que je veux mettre à disposition, et le transport par force des récalcitrants au travail vers des postes de travail, en ce cas, je crois qu'il sera plus possible que précédemment, de rendre suffisamment de main d'œuvre belge disponible pour l'Allemagne.

(1) En marge, de la main du Gouverneur Général :

Suisse

Autriche (a)

Danemark

(a) Barré par von Bissing.

Ce qui précède doit suffire pour considérer cette question comme suffisamment approfondie en ce qui me concerne

Quant au 2° — A l'atténuation de la pénurie de main d'œuvre en Allemagne par le moyen de l'importation d'ouvriers volontaires pouvant être utilisés, — nécessité que je reconnais certainement — est liée la question de l'alimentation de la population belge, parce que, à diverses reprises, on s'est plaint de ce que, si l'enrôlement d'ouvriers volontaires ici en Belgique produisait des résultats tellement insuffisants, ou encore si les ouvriers belges en Allemagne refluaient d'Allemagne en Belgique, *cela avait pour cause que les ouvriers belges étaient mieux nourris ici que cela n'est possible en Allemagne*

Je prie le Comte de Rantzau ⁽¹⁾ de refuter ces incriminations et plaintes et d'établir la situation réelle. A cette fin on fera l'exposé du rationnement des mesures prises ici non seulement pour mettre les ressources d'alimentation de la Belgique facilement à la disposition des gens riches ou aisés, mais aussi pour protéger la population pauvre et nommément les ouvriers contre la famine et je considérerai comme important de fournir des éclaircissements sur le point de savoir par quelles dispositions il est possible, et même nécessaire, ici en Belgique, soit qu'il y ait, soit qu'il n'y ait pas rationnement, d'acheter certains produits alimentaires aux particuliers, ou à des associations, à des communes. Mettre ce point en lumière sera déjà important par le motif que, dans la communication télégraphique, prémentionnée par moi, au Commandement supérieur de l'armée et du général feld-maréchal von *Hindenburg*, il est dit ce qui suit :

« En ce qui concerne l'alimentation de la population Belge, l'information que la population ouvrière belge n'est pas mieux rationnée que la population allemande, a grande valeur à mes yeux, étant donné qu'il circule là-dessus en Allemagne des bruits entièrement faux qui font valoir, outre une non meilleure situation de la population civile belge, l'avantage qu'a la population belge indigente d'être en état d'acheter des vivres, en dehors de la ration qui lui est assignée pour autant qu'elle reçoit des secours en espèces de la Commission ou du Comité national ».

(1) En novembre 1917, le comte Rantzau-Rastorf était président de la *Zentral Ernte Kommission*.

Il ressort de cette phrase que, malgré mes explications, données *par écrit et verbalement* au maréchal von Hindenburg, *il y ajoute moins foi qu'aux informations* qu'il a reçues probablement de ces centres industriels qui, par jalousie ou pour d'autres raisons, regardent d'un mauvais œil ma façon d'administrer, et le comte de Rantzau aura à faire ressortir nettement qu'un double rationnement, c'est-à-dire par des rations et, outre cela, par des secours en argent, est interdit, et que précisément, lorsque ce dernier cas est établi et que par là la disposition à travailler se trouve minée, je prends les mesures dont j'ai parlé ci-dessus, pour faire déporter les récalcitrants au travail. Dans une lettre sur le même sujet adressée au Secrétaire d'Etat de l'Intérieur, j'ai réfuté des plaintes indéterminées analogues, comme dénuées de tout fondement et, dans cette lettre aussi, je suis entré dans des explications sur l'activité de la Commission for Relief (Comité de Secours américain) et j'ai fait ressortir aussi bien les avantages que les désavantages de cette activité. Sur ce point, j'ai dû m'en tenir à l'opinion que, puisque l'importation des vivres d'outre-mer existe maintenant, et que, dans le temps, aussi bien le Gouvernement de l'Empire que le Commandement supérieur de l'Armée, m'ont engagé, même dans les termes les plus pressants, à conclure les arrangements avec les protecteurs de l'Œuvre de secours, dans la forme où ils doivent être observés maintenant, je n'ai aucune raison *de rompre à présent les accords* ; bien plus, que je tenais pour tout-à-fait utile et même politiquement nécessaire, de prendre en compte également les abus qui, certainement, vont de pair avec l'importation de vivres d'outre-mer, et de laisser à l'avenir et aux mesures rigoureuses de l'Angleterre de bloquer l'importation, pour que l'Angleterre puisse être considérée par l'Œuvre de secours américaine, comme coupable de la cessation de l'importation de vivres.

Sur les avantages qu'en fait l'Œuvre de secours américaine présente, non seulement pour la Belgique, mais pour nos troupes d'occupation, rien que par les achats individuels, et enfin directement pour l'Allemagne, *M. von der Lancken, ou M. Bruhns*, est certainement le mieux à même de faire les communications les plus claires.

Sa Majesté l'Empereur et Roi, ainsi que je l'ai déjà fait ressortir à diverses reprises, m'a confié l'administration du pays par un ordre de Cabinet dans lequel il me rend pleinement autonome et responsable uniquement envers lui. Aussi longtemps que l'Empereur maintiendra que l'exercice du pouvoir incombe à moi seul,

aussi longtemps, je devrai m'opposer à toute immixtion dans les mesures prises par moi et, pour cette raison, je dois me réserver aussi bien la décision en ce qui concerne la manière et l'époque de pousser le rationnement jusqu'aux moindres détails après cessation éventuelle du ravitaillement américain, que la résolution d'annuler les arrangements conclus avec les protecteurs de l'Œuvre de secours américaine. On ferait preuve d'une ignorance totale des conditions d'ici, si l'on voulait appliquer à celles-ci en tout le même traitement qu'à celles qui existent en Allemagne. Sans même considérer qu'en tout cas jusqu'au 1^{er} octobre, la répartition des vivres et l'approvisionnement étaient très différents en Allemagne et le resteront encore, c'est une tout autre affaire de pouvoir prendre des mesures d'un caractère rigoureux dans un pays animé d'esprit patriotique et, luttant pour son existence, que dans un pays qui suscite à l'occupant toute difficulté, du moment qu'elle est possible, pour tourner ses prescriptions, alors que l'occupant ne possède pas le moyen de faire exécuter jusqu'au moindre détail les mesures de ravitaillement si difficiles à faire observer. Il suffira de faire remarquer qu'en Belgique, on ne dispose pas d'une police, d'organes de police, tels que des gendarmes, etc., et que, par suite de la diminution considérable de mes troupes d'occupation, il est toujours de plus en plus douteux de pouvoir, surtout dans les districts campagnards, faire exécuter par des hommes de Landsturm, comme contrôleurs ou sous un autre nom qu'on leur donne, les mesures de surveillance policière ou économiques édictées. Bien au contraire, on a déjà émis le vif désir d'exempter, autant que possible, les hommes du Landsturm de prestations auxiliaires d'ordre économique.

En tout cas, il faut, dans les séances que veulent tenir ces Messieurs, faire valoir ce mien point de vue avec une clarté suffisante et une netteté tranchante et en outre, déclarer également que je ne continuerai à exercer ma lourde charge, qu'aussi longtemps que Sa Majesté l'Empereur et Roi me garde, dans l'avenir la confiance si honorable qu'il m'a accordée dans le passé, et s'il y a des messieurs ou des gens qui veulent exercer des critiques contre mon administration et croient devoir le faire, ils doivent s'adresser aux autorités ayant pouvoir de décision (*die entscheidende Stelle*), pour attirer loyalement et sans réticence le Gouverneur Général, devant les autorités qualifiées pour décider ; mais apporter des troubles continuels dans sa difficile fonction, ce n'est pas le moyen de réaliser la joie dans le travail et d'amener à accomplissement des vœux qui méritent peut-être considération.

Ainsi, c'est tout-à-fait, dans mon opinion, un phénomène démoralisant que, sur base de bavardages de personnes sans responsabilité et nullement au courant des faits, il se forme des courants d'opinion, bien moins chez le peuple que chez les gens qui prêtent l'oreille à ces personnalités, et il est extrêmement pénible pour moi et aussi douloureux que possible que, soit ouvertement, soit aussi d'une façon n'importe comment dissimulée, on fasse surgir le soupçon que je fais ici de la cuisine personnelle, que je traite les Belges comme mes enfants gâtés et que je voudrais en tout domaine négliger l'Allemagne

On m'a conseillé, dans cette dépêche à laquelle j'ai déjà fait allusion souvent, le recours à la publicité et de m'adresser à la presse pour éclairer et améliorer la soi-disant opinion régnante en Allemagne sur les conditions de l'alimentation de la Belgique. Il ne m'est cependant pas possible comme Gouverneur général, de m'occuper de la fabrication d'articles de journal, d'ailleurs, hier encore, j'ai lu un article fort sensé quoique n'épuisant évidemment pas le sujet, sur l'alimentation en Belgique. Puissent ceux qui prennent tant d'intérêt à l'alimentation de la Belgique, puiser dans les exposés déjà parus et dans ceux qui peut-être sont maintenant en préparation, les connaissances qu'ils désirent. Quant à moi, je ne suis pas dans la situation — et peut-être serait-ce une faute — de vouloir traiter ou faire traiter de la façon la plus large la question de l'alimentation de la Belgique, car il arriverait par là que les protecteurs feraient des objections dans tel ou tel sens et on serait finalement, avant tout, d'avis, dans les pays neutres et aussi en Angleterre, que la maigre *alimentation de la Belgique doit être uniquement attribuée au fait qu'une partie des vivres serait portée en Allemagne d'une façon dissimulée et contrairement au droit, et sur ce point, je dois avouer, Messieurs, que ma conscience n'est pas tout-à-fait nette et qu'en effet dans ce domaine, on a accordé maintes libertés, sur lesquelles la personnalité qui doit donner de plus amples détails sur les conditions de l'alimentation pourrait jeter quelques traits de lumière.*

*
* *

Le document ci-dessus confirme l'opposition personnelle du Gouverneur général von Bissing à la déportation *générale* et *systématique* de la main d'œuvre belge en Allemagne pour y être astreinte au travail, ainsi que la grave divergence de vue surgie à ce

propos entre lui et le Grand-Quartier Général allemand, initiateur de cette mesure

Le gouverneur général von Bissing reconnaissait, sans doute, qu'il y avait lieu de suppléer, au moyen de main-d'œuvre belge exportée, à la pénurie de main-d'œuvre survenue en Allemagne après les grandes levées de 1916, mais il voulait se borner pour cela, à des moyens moins rigoureux que la déportation générale, savoir : combiner l'embauchage par appât de forts salaires, de primes et d'avantages divers, avec l'application *individuelle* de la déportation *comme pénalité* sanctionnant le refus de travail allemand, et avec des mesures restrictives de l'assistance aux chômeurs.

Ce n'était pas le sentiment qui lui inspirait cette préférence, mais un calcul politique. Son système devait être, d'ailleurs, en fait, presque aussi pénible pour la population belge que la déportation générale ; en effet, la suppression des secours aux chômeurs mettait ceux-ci à la merci soit des employeurs soit de l'autorité allemande : le chômeur sans pain ne pouvait repousser les offres d'embauchage du *Deutsches Industrie Büro* sans tomber sous le coup de la pénalité de la déportation pour travail forcé

Ce système, plus lent, n'eut pas la faveur du Grand-Quartier Général allemand qui, très pressé de réaliser son plan stratégique, voulait remédier *en une fois* à la crise allemande, et combler les vides creusés par la nouvelle mobilisation, au moyen d'un transfert *en masse* de la main-d'œuvre belge en Allemagne

Le plan de déportation *générale* fut décidé dans ces deux séances du jeudi 28 septembre 1916 pour lesquelles le document ci-dessus a été rédigé. Il fut décrété en octobre 1916 : l'arrêté du Grand-Quartier Général affiché dans les zones d'étapes est daté du 3 octobre 1916, la circulaire organique qui fixa le mode d'exécution dans le ressort du Gouverneur civil est du 28 octobre 1916

Il résulte de ces données que la responsabilité de la déportation générale doit être imputée définitivement non pas au Gouverneur général von Bissing, mais au Commandement supérieur de l'armée allemande. Le Gouverneur général a engagé sa responsabilité dans l'exécution et dans l'apologie de la décision, mais celle-ci lui avait été imposée par le Grand-Quartier Général, c'est-à-dire principalement par le maréchal von Hindenburg et le général Ludendorff ; il faut ajouter à ces auteurs responsables, l'empereur Guillaume II, sans le concours de qui pareille détermination d'intérêt essentiel ne pouvait être prise en délibération au Grand-Quartier Général.

Le document révèle encore que pour vaincre la résistance du Gouverneur général à l'instauration de la déportation générale par mesure administrative, le Commandement supérieur de l'armée avait proposé un moment de limiter la déportation aux individus (ou aux chômeurs) soumis aux obligations militaires

Par d'autres documents, entre autres par le mémoire confidentiel rédigé par le D^r W Asmis au nom de la Section *Handel und Gewerbe* au début de janvier 1918, nous savons qu'en réalité, les stades de la décision prise sur la déportation générale furent les suivants

Le 2 mars 1916, à l'instigation du Grand-Quartier Général, le Ministère de la Guerre proposa d'enlever de Belgique 400 000 ouvriers pour les déporter en Allemagne et les y astreindre au travail forcé d'intérêt militaire

Le Gouverneur général von Bissing s'y opposa et réussit à faire ajourner cette proposition en promettant d'intensifier l'enrôlement dit « volontaire » de la main-d'œuvre belge par le *Deutsches Industrie Büro*, de supprimer pour cela ou d'entraver les œuvres d'assistance par le travail et de renforcer le système par la déportation *pénale* (donc à titre individuel) des récalcitrants au travail.

C'est ce qu'il fit par ses arrêtés de mai 1916 et par ses circulaires secrètes d'exécution du 15 mai et du 4 août 1916.

Mais ce système n'ayant pas donné ce qu'on en attendait, ou bien les besoins de main-d'œuvre de l'Allemagne s'étant accrus dans l'intervalle, le Grand-Quartier Général revint à la charge en septembre 1916 et, cette fois, vainquit la résistance du Gouverneur général (28 septembre 1916).

Le document fournit enfin des renseignements intéressants sur l'état de l'alimentation en Belgique

Le Gouverneur général prend lui-même soin de démontrer qu'il n'était pas meilleur qu'en Allemagne

Il fait l'aveu que les Allemands tiraient parti en secret, pour eux-mêmes, en Allemagne, (et cela au mépris des engagements pris par eux) du ravitaillement hispano-américain organisé au profit de la Belgique

CHAPITRE II.

L'ENLÈVEMENT DES OUVRIERS DITS CHOMEURS DANS LE TERRITOIRE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

a) LA DÉPORTATION VUE A TRAVERS UN DOSSIER ADMINISTRATIF ALLEMAND ⁽¹⁾

Les opérations de déportation dans le Kreis de Nivelles en 1916.

I. — *Le dossier allemand des déportations dans le district de Nivelles en 1916*

Parmi les matériaux de toute espèce qui ont été recueillis au sujet des déportations, figure une liasse de documents d'une valeur particulièrement probante : c'est un dossier administratif allemand du « Deutsches Meldeamt » de Nivelles, trouvé dans des bagages abandonnés à Ottignies, siège effectif de ce bureau dont la compétence s'étendait à tout le « Kreis » de Nivelles, c'est-à-dire au territoire de l'arrondissement belge qui a Nivelles pour chef-lieu

⁽¹⁾ Ce dossier a été obligeamment communiqué à la Commission d'Enquête par le comte Félix Goblet d'Alviella, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles. L'analyse qui fait l'objet de la première partie du présent chapitre est due à M. F. Passelecq, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles

Ce dossier est renfermé en un classeur, de couverture bleue, intitulé « A L. Buro. Schriftwechsel 1916 » (Bureau des sans-travail Correspondance 1916), étiqueté . « 14-1916 » et comprenant 65 pièces (pièces originales, minutes ou doubles dactylographiques) qui constituent une partie considérable, sinon l'ensemble, de la correspondance échangée par, ou avec, le bureau susdit depuis septembre ou octobre 1916 jusque fin décembre de la même année, concernant les opérations de la déportation dans l'arrondissement de Nivelles.

L'importance documentaire de ce dossier est notable, en ce qu'il s'y agit d'ordres et de rapports en général non destinés à la publicité, et qui ouvrent les aperçus les plus précis sur le mécanisme administratif de la déportation dans un cas concret et typique.

On y surprend l'administration allemande dans le secret de ses conceptions et dans l'élaboration de ses actes ; on a en main les instructions directes envoyées par l'autorité suprême du Gouvernement général à l'autorité locale ; on observe celle-ci aux prises avec les difficultés pratiques de l'adaptation des ordres généraux aux circonstances régionales ; on a le loisir de la regarder comme par dessus l'épaule, discutant ses instructions ; on a l'illusion de les lui entendre dicter au téléphone ou expédier par télégraphe ; on assiste à leur exécution, ou du moins au rapport que viennent lui en faire les agents qu'elle en a chargés ; on la suit pas à pas dans l'examen des réclamations ; enfin on lit, comme si l'on était au cabinet même du Gouverneur général von Bissing, le rapport général qui fut fait à celui-ci sur l'opération accomplie dans l'ensemble du « Kreis Nivelles ».

Ce que le dossier donne à connaître, c'est donc en quelque sorte le revers administratif et officieux d'une action dont on connaissait déjà les manifestations publiques et officielles. Le rapprochement des deux faces de ce panneau historique, l'une externe, l'autre interne, est intéressant à faire : il fournit la confirmation de la thèse belge et inflige de nouveaux et décisifs démentis à la thèse allemande.

En principe, rappelons-le, étaient assujettis au travail obligatoire dans l'intérêt allemand tous les Belges sans travail ou présumés tels. Ces Belges, chômeurs ou assistés, l'autorité allemande s'efforça d'en obtenir la liste des autorités communales. N'ayant pu y parvenir, elle se décida à convoquer à des séances de contrôle, analogues à des séances de revision pour une levée mili-

taire, tous les Belges de 17 à 55 ans environ et de les y trier en chômeurs et non-chômeurs. Aux premiers on offrait, sous menace de déportation, de signer un contrat de travail au service d'une industrie allemande, ceux qui refusaient étaient déportés à l'instant en Allemagne pour y être soumis au travail forcé, les autres, après quelque répit, devaient à leur tour partir pour aller accomplir l'obligation de leur contrat, soi-disant librement souscrit.

En possession de ces données, on pourra aisément se rendre compte de la portée des pièces du dossier, qui vont être analysées une à une, autant que possible dans l'ordre chronologique.

II. — *Les préliminaires de la déportation.*

La décision du Grand Quartier Général d'instaurer le système fut prise à la fin de septembre 1916 ⁽¹⁾

Comme on l'a vu au chapitre précédent, l'arrêté militaire applicable à la zone des Étapes est daté du 3 octobre 1916.

Des mesures préparatoires furent prises dès le début d'octobre, pour assurer à bref délai l'application correspondant à la décision dans la zone du Gouvernement général.

En effet, la première pièce importante que le dossier contient dans l'ordre chronologique, à savoir la minute d'une lettre du Major commandant le « Meldeamt » (Bureau de contrôle de la population) au Kreischef impérial de Nivelles à Ottignies (comte von Schwerin), datée du 12 octobre 1916, se rapporte à l'exécution d'une circulaire du Gouvernement général du 4 octobre 1916, transmise le 5 par le Gouverneur de Bruxelles et du Brabant; elle est accompagnée de 109 annexes dont les dates sont significatives. Il s'y trouve, entre autres, un exemplaire imprimé justificatif (original) d'un avis officiel signé du bourgmestre de Wavre du 2 octobre 1916, ainsi conçu.

Avis officiel.

Par ordre de M. le Major Chef du Bureau de contrôle, à Ottignies, tous les chômeurs et ouvriers sans travail (assistés ou non) et qui sont

(1) Au cours de la séance du Grand Quartier Général du 28 septembre 1916, pour laquelle le Gouverneur général von Bissing avait rédigé des arguments défavorables au projet, dans un memorandum publié au chapitre précédent, page 55 (Voir à l'annexe n° 4 le texte original allemand de ce memorandum.)

soumis au contrôle, sont obligés de se faire inscrire immédiatement à l'hôtel de ville, bureau de la population, dans les heures d'ouverture du bureau, et au plus tard pour le 4 octobre, à 5 heures de relevée.

Wavre, le 2 octobre 1916.

Le bourgmestre
(s) Deraedt.

L'incorrection du style de cet avis fait présumer que le texte même a dû en être fourni tout rédigé au bourgmestre belge et imposé à sa signature

Un avis analogue (exemplaire justificatif au dossier) fut donné à Ottignies dans des termes qui ne laissent aucun doute sur son origine réelle

Avis aux chômeurs et ouvriers sans-travail

L'autorité militaire m'ordonne de faire connaître à tous les chômeurs et ouvriers sans travail qui sont soumis au contrôle qu'ils doivent se faire inscrire sur une liste déposée à la maison communale, pour demain mardi 3 octobre à quatre heures au plus tard.

Ottignies, le 2 octobre 1916

Le Bourgmestre,
(s)

D'autre part, parmi les autres annexes de la minute, consistant surtout en des listes de sans-travail (Arbeitslose), on relève une « Liste de chômeurs de la commune de Quenast qui sont soumis au Meldeamt » dressée avec un soin tout particulier ⁽¹⁾ comprenant 175 noms et remontant au mois de septembre, puisqu'elle est signée :

Quenast, le 25 septembre 1916

Pour le bourgmestre,
l'échevin délégué,
(s) Dubois

Il résulte de ces pièces que, dès avant octobre 1916, l'administration allemande s'employait déjà, sur ordre supérieur, à réu-

(¹) Cette liste de chômeurs est la seule liste dressée par une administration communale belge, que l'on trouve au dossier. On verra que, plus tard, lorsque l'administration allemande eut révélé son plan de déportation, les autorités communales belges refusèrent pour la plupart de livrer de telles listes, considérant qu'elles n'avaient pas à aider l'œuvre de proscription de leurs administrés.

nir les éléments de base de la déportation prochaine, projetée pour octobre, en exigeant des administrations communales belges, sans d'ailleurs leur révéler encore le dessein poursuivi, des listes de chômeurs déjà existantes ou à établir.

Au surplus, voici la minute de la lettre d'envoi de ces documents (traduction) :

Ottignies, le 12 octobre 1916.

Objet : Sans-travail astreints au contrôle

Références : G. C. I c. N° 7300 du 4 10 16.

Gouv. Bruxelles et Brabant N° 2715-IIId du 5 10 16
Kreischef Nivelles-Indicateur 784/1

A M. le Kreischef impérial de Nivelles, Ottignies

En annexes le Meldeamt transmet les listes exigées de sans-travail astreints au contrôle du Kreis de Nivelles, en double expédition, dans l'ordre des séances de contrôle

Les données en ont été puisées dans les listes réquisitionnées des communes ou, suivant les cas, au cours des séances de contrôle sur questions posées.

Ne possèdent pas de listes de chômeurs, d'après ce qu'elles déclarent elles mêmes, les communes de :

Ohain, Biez, St-Remy, Gentinnes, Cortil-Noirmont, Jauchelette, Glimes, Bomal, Thoremuais-St-Trond, Orbais, Grand-Rosière. Thoremuais-lez-Béguines, Mont-St-André, Noville-sur-Méhaigne, Chaumont-Gistoux, Tourinnes-St-Lambert, Chastre, Thines, St-Géry, Hevillers, Villers-la-Ville, Tilly, Baulers, Mellery, Grez-Doiceau, Cérroux-Mousty, Genappe, Marbaix, Mont St-Guibert.

Parmi ces communes, les données paraissent exactes quant aux 19 premières (de Ohain à St-Géry), parce qu'il s'agit de localités exclusivement agricoles ; au contraire, fausses sans aucun doute quant aux communes (de Hervillers à Mont St-Guibert) : Marbaix, Genappe, Tilly, Grez-Doiceau, Villers-la-Ville, Mont St-Guibert, Cérroux-Mousty, Hevillers, Mellery et Baulers.

A vue d'œil, ont livré des renseignements incomplets, quant au nombre, les communes d'Ottignies, avec 3, et Court-St-Etienne, avec 2 sans-travail.

Manquent encore les renseignements des communes de Glabais, Baisy-Thy, Corroy-le-Grand, Sart-Dames Avelines, Bousval, Ways, Loupoigne, Vieux-Genappe, Houtain-le-Val, et Houtain-le-Mont, qui seront envoyés après tenue des plus prochaines séances de contrôle

De même, le Meldeamt est requis de compléter les listes des communes indiquées ci-dessus comme indubitablement fausses et incomplètes.

Sur l'établissement des listes le Meldeamt a fait l'observation suivante : Nivelles n'a pas livré sa liste sous le motif que le Comité National n'a pas satisfait à sa demande de dresser la liste des sans-travail. A la suite de quoi, le Meldeamt lui-même a assumé le soin d'établir la liste à l'occasion de la séance de contrôle. Il est douteux qu'elle soit complète, parce qu'une partie des gens ont, par méfiance, répondu d'une manière évasive ou refusé de répondre aux questions qui leur étaient posées.

S'appuyant sur 13 des annexes, le Meldeamt se voit amené à émettre la conjecture que le Comité National avait l'intention d'aller dans cet écrit à l'encontre du devoir imposé aux communes. D'après les renseignements que l'on a ici, le Comité National pare à chacun des sans-travail une allocation journalière de cinquante centimes. Ce secours médiocre en soi, combiné avec le commerce très actif du petit bétail et la culture des légumes met les gens en situation, avec peine, il est vrai, de gagner leur vie. Ils préfèrent cette situation sans contrainte de travail à une plus rémunératrice basée sur les profits d'un salaire.

Le Meldeamt est, pour ce motif, d'avis que la campagne d'embaufrage de l'« Industriebüro » est gravement préjudiciée par le Comité National.

49 annexes

13 pièces, 2 x 13 listes avec coup d'œil d'ensemble).

Major

On remarquera que l'administration allemande était, dès cette date du début d'octobre, très pressée d'agir : à Wavre il n'est laissé pour se faire inscrire qu'un délai utile de moins de 48 heures ; à Ottignies, de moins de 24 heures.

On remarquera aussi l'intervention de l'« Industriebüro » organisme créé notamment pour recruter en Belgique de la main-d'œuvre pour l'industrie allemande de guerre, afin de libérer le plus grand nombre possible d'ouvriers de cette industrie au profit de l'armée.

Le Meldeamt a soin de faire remarquer que, grâce à l'allocation du Comité National, si faible soit-elle, s'ajoutant aux menues ressources de la culture maraîchère et de l'élevage du petit bétail, les petites gens, parviennent à observer, non sans privations il est vrai, et en dépit d'offres tentantes de salaires élevés, leur devoir patriotique d'abstention de travail pour l'ennemi. C'est précisément pour remédier à l'insuccès du recrutement de travailleurs volontaires et parer par la contrainte aux besoins de main-d'œuvre de l'« Industriebüro », que la déportation avec travail forcé va être appliqué.

Le « coup d'œil d'ensemble » dont parle la lettre ci-dessus consiste en cinq feuillets, de format propatria, résumant l'ensemble des renseignements recueillis aux séances de contrôle des divers centres du Kreis, séances englobant la population masculine en âge de service militaire et qui étaient fixées comme suit : Ottignies, le 2 du mois ; Genval, le 4 ; Wavre, le 6 ; Grez-Doiceau, le 6 ; Jodoigne, le 9 ; Jauche, le 9 ; Perwez, le 10 ; Mont-St-Guibert, le 14 ; Genappe, le 18 ; Tubize, le 23 ; Braine-l'Alleud, le 23 ; Nivelles-Ville, le 23 ; Nivelles-Campagne, le 29. Les renseignements obtenus y sont distribués d'après le genre d'industrie :

Industrie du fer	480 inscrits
Industrie du bois	125
Industrie des mines	348
Autres	1717
soit ensemble	<u>2670</u>

(d'après les colonnes de totalisation allemandes · 2680 par erreur d'addition)

Or, on verra plus loin qu'on a déporté au total, en novembre 1916, dans le Kreis de Nivelles, 4768 hommes, soit près du double.

de Nivelles	1096
de Tubize	352
de Braine-l'Alleud	692
de Wavre	1000 (environ)
de Cour St Etienne	872
de Jodoigne	498
de Perwez	358
	<u>4768</u>

On a donc soumis à la déportation un très grand nombre d'individus qui n'étaient pas antérieurement recensés comme ouvriers dans les contrôles mensuels.

La trace des difficultés rencontrées par l'administration allemande dans la confection des listes spéciales de sans-travail, préparatoires à la déportation, apparaît dans la minute d'une lettre du major chef du Meldeamt d'Ottignies (le major Sostmann) ainsi conçue (traduction) :

Ottignies, le 21.10 16

Objet :

Sans-travail astreints au contrôle de la ville de Nivelles

Références :

Ordre téléphonique envoyé le 20 10.16

Au Kreischef impérial de Nivelles, Ottignies

Au cours de la conférence du 20 10.16 après-midi avec le bourgmestre de Nivelles en vue de relever tous les sans-travail de Nivelles, ce dernier a déclaré ce qui suit :

Il (le bourgmestre) n'est pas en état de dresser une liste de cette nature en prenant pour base la question d'assistance, parce que les secours sont exclusivement versés par le Comité local subordonné au Comité National. La ville paie un montant déterminé et la liste se trouve entre les mains de MM de Burlet ou Mathieu

Ces derniers furent questionnés par moi personnellement sur le point de savoir s'ils étaient prêts à remettre cette liste au bourgmestre, chose qu'ils refusèrent, en s'appuyant sur les instructions du Comité provincial ou National.

Sur quoi, je demandai au bourgmestre si, indépendamment de la question d'assistance, il était disposé à confectionner une liste de cette espèce dans un délai de quelques jours avec l'aide de ses employés. Je le rendis également attentif à ce que, comme bourgmestre de la ville, il devait cependant être instruit de la situation au point de vue travail. Sur ces représentations, il déclara que ce n'était que sur un ordre écrit avec astreinte pénale en guise de point d'appui (Rückhalt) vis-à-vis de la population, qu'il se sentait en état d'entreprendre la tentative de dresser une liste endéans un délai de trois jours. Que toutefois il ne pouvait répondre de l'exactitude d'une telle liste.

Major.

Ceci donne à penser que les administrations communales et les délégués des Comités de secteurs dépendant du Comité National avaient commencé alors à concevoir des soupçons sur les intentions réelles de l'autorité allemande et qu'ils jugeaient plus prudent de ne pas lui fournir les renseignements spéciaux exigés au sujet des sans-travail.

L'incertitude ne devait plus durer longtemps.

III — *La préparation immédiate*

Le 28 octobre 1916, le Gouvernement général adressait à tous les Gouverneurs de province qui la transmettaient aussitôt à tous leurs Kreischefs, une circulaire d'instructions précises pour la

mise à exécution du plan de déportation. Cette circulaire était probablement confidentielle, car la pièce n'existe pas au dossier de Nivelles, et il n'y a pas trace qu'elle y ait été insérée.

L'existence toutefois en est connue par les pièces relatives à son application, qui la mentionnent en vedette avec son N° d'ordre et sa date : G. G. Ic N° 7900 du 28.10.1916 et qui révèlent accidentellement l'une ou l'autre de ses dispositions.

Cette circulaire, on va le voir, réclamait une exécution rapide.

L'administration allemande, n'ayant pu se procurer un recensement belge des chômeurs, s'était décidée à procéder elle-même à un contrôle ou triage sommaire, le jour même de l'enlèvement des hommes.

Le nombre d'hommes à déporter ne devait pas dépendre seulement des résultats du contrôle, mais il était établi d'avance on le sait par un document d'autre source dont il sera parlé plus loin (lettre confidentielle du Gouverneur général von Bissing au Feld-Maréchal von Hindenburg du 25 novembre 1916).

Le Gouvernement de Bruxelles et du Brabant fixa, ou prévint, comme chiffre de déportés pour le Kreis de Nivelles 4 000 hommes à enlever en 4 jours de contrôle, soit 1000 hommes environ par jour de contrôle (l'on a vu plus haut que ce chiffre fût dépassé, quoique en 7 départs au lieu de 4).

Le 3 novembre, le comte von Schwerin, Kreischef de Nivelles, ayant arrêté ses dispositions personnelles pour son district, rédige l'avis ci-après, destiné aux bourgmestres et qui leur sera envoyé en langue allemande dès que les ordres supérieurs auront fixé les jours de départ (Nous traduisons l'exemplaire dactylographique existant au dossier).

Avis.

Tous les habitants masculins de plus de 17 ans jusqu'à 55 ans inclusivement, des communes ont à se rassembler le
novembre 1916 à 9 heures du matin (heure allemande) devant l'école
de

Les bourgmestres ont à être présents

Apporter la carte d'identité (Personal-Ausweis) et éventuellement les cartes de contrôle (Meldekarte)

Il est permis d'apporter de petits bagages à main.

Le fait de ne pas comparaître à l'assemblée est puni de déportation immédiate (mit sofortiger zwangsweiser Abschiebung bestraft). En

outre, il peut être frappé de fortes peines d'emprisonnement et d'amende (Prêtres, médecins, avocats et professeurs n'ont pas à comparaître)

Ottignies, le 3 novembre 1916

Le Kreischef impérial de Nivelles,
(s) Comte von Schwerin

Le même jour, le Gouvernement de Bruxelles et du Brabant envoyait l'ordre circulaire que voici, au comte von Schwerin, Kreischef de Nivelles à Ottignies (traduction) :

Gouvernement de Bruxelles et du Brabant

Ic Indicateur N° 2575/2577.

Référence : Instruction du G G Ic 7900 du 28/10/1916

Objet : Déportation de sans-travail dans le district de Nivelles.

Bruxelles, le 3/11/1916.

Seront déportés environ 1 000 hommes chaque fois, du district de Nivelles :

le mercredi 8.11.1916 de Nivelles,
le jeudi 9.11.1916 de Tubize,
le vendredi 10.11.1916 de Tubize ⁽¹⁾,
le samedi 11.11.1916 de Braine l'Alleud

.

La Kommandantur de Bruxelles envoie pour service de garde dans les lieux de déportation une compagnie entière (250 hommes). Cette compagnie doit être rendue à Nivelles le 8.11.16 au plus tard à 8 heures du matin, marche après déportation terminée le 8.11.16 au soir vers Tubize et le 10.11.16 au soir de Tubize vers Braine-l'Alleud. La compagnie doit être pourvue d'instructions le 8.11.16 à son arrivée à la gare de Nivelles par le Kreischef de Nivelles. La Kommandantur autorise le transport par voie ferrée de Bruxelles à Nivelles et de Braine-l'Alleud à Bruxelles, en accord immédiat avec la Kommandantur des lignes (ferrées).

Le transport de retour du 11.11.16 de Braine-l'Alleud à Bruxelles se fera vers 5 heures du soir. Subsistance de la compagnie pendant son absence de Bruxelles au moyen d'une cuisine de campagne montée à prendre avec soi. La compagnie emporte avec elle les vivres pour la journée. Le logement est réglé par le Kreischef de Nivelles dans les localités prescrites.

Les sergents-fourriers se présentent le 7.11.16, à 10 h 15 du matin à la Kommandantur locale de Nivelles.

(1) Des annotations dubitatives au crayon figurent en marge en regard de cette date. En fait, le comte von Schwerin ne prescrivit qu'un seul jour de levée à Tubize : le 9 novembre.

Kommandos [détachements] de convoi de transport :

Seront fournis chaque fois 1 officier, 5 sous-officiers, 140 hommes

Le 8.11.16 à Nivelles : par la Kommandantur de Bruxelles. Ce kommando de convoi doit être réuni au transport de la compagnie de garde, pour le voyage vers Nivelles.

Le 9.11.16 et le 10.11.16 à Tubize : par le Kreischef de Bruxelles.

Le 11.11.16 à Braine-l'Alleud : par la Kommandantur de Bruxelles. Ce dernier kommando est à emprunter à l'effectif de la compagnie de garde

La subsistance des kommandos de convoi le 8.11.16 (en accord avec la Kommandantur de Bruxelles), le 9.11.16 et le 10.11.16, est réglée par le Kreischef de Nivelles

Aux jours de déportation les bureaux de contrôle de Grand-Bruxelles, Bruxelles-campagne, Louvain et Ottignies, fournissent :

chaque fois 1 officier, 4 sous-officiers ou hommes de troupes aptes à écrire

[En marge au crayon, il est annoté : « C'est trop peu »].

Arrivée le 7.11.16 au soir à Nivelles. Les officiers se présentent à leur arrivée à la Kommandantur locale de Nivelles et près du major Seestmann (du Meldeamt d'Ottignies). Ces hommes devront être de service tous les quatre jours

Entretien réglé par le Kreischef de Nivelles.

Les kommandos de convoi doivent être instruits avant leur départ, avec soin, sur leurs devoirs. Gouvernement général Ic-7900 du 28.10.16, alinéa 9.

Les chefs de convoi et le commandant de la compagnie de garde ont à se familiariser avec le contenu entier de l'ordre ci-dessus.

De la part du Gouvernement,
(s) von Stockhausen.
major.

Cet ordre est apostillé par le comte von Schwerin en personne et envoyé le 4 novembre 1916, pour exécution, au Meldeamt d'Ottignies, qui l'enregistre à l'entrée le 5 novembre 1916

L'exécution va dès lors se précipiter

IV — Premières mesures d'exécution.

Le 5 novembre 1916, le comte von Schwerin envoie à son « Bureau de contrôle de Nivelles » (Meldeamt), siégeant comme lui à Ottignies, l'ordre du jour des séances de contrôle des sans-travail (traduction)

Jours de contrôle pour les sans-travail

1^{er} jour, le 8.11.1916, à Nivelles (sur la place St Paul).

Nivelles : 9 heures du matin,

Ittre : 11 heures du matin,

Haut-Ittre : 11 heures du matin.

Lillois-Witterzée : 11 heures du matin,

Bornival : 11 heures du matin,

Baulers : 11 heures du matin,

Monstreux : 11 heures du matin,

Thines : 11 heures du matin.

2^e jour le 9.11.16 à Tubize (sur la place du Marché-Hôtel-de-Ville).

Tubize : 9 heures du matin,

Braine-le-Château : 10 heures du matin,

Rebecq-Rognon : 11 heures du matin,

Quenast : 12 heures du matin,

Oisquercq : 12 heures du matin,

Clabecq : 12 heures du matin

3^e jour le 11.11.16, à Braine-l'Alleud (place du Marché de l'Hôtel-de-Ville).

Braine-l'Alleud : 9 heures du matin,

Wauthier-Braine : 11 heures du matin,

Plancenoit : 11 heures du matin,

Waterloo : 12 heures du matin,

Ophain-Bois-Seigneur-Isaac : 12 heures du matin.

Il charge le major Sostmann, chef de son Bureau de contrôle (Meldeamt) de diriger l'ensemble des opérations (traduction):

Kreischef impérial
de Nivelles

Ottignies, le 5.11.1916.

Indicateur N° 1243-1

Référence : G. G. du 28/10/16

Ic-N° 7900 (aussi le N° 402).

Au Meldeamt,

L'avertissement télégraphique, prescrit à l'alinéa 11 de l'instruction ci-dessus rappelée, à donner au camp, au faisant fonction de Général du Kommando et au Gouvernement général, sur l'effectif du convoi de déportation, doit être envoyé par M le major Sostmann, au nom du Kreischef, aux trois jours de contrôle prémentionnés

Semblablement M le major Sostmann a à remettre le convoi, au chef de convoi, conformément à l'alinéa 10.

Quant au reste concernant le convoi de déportation, la composition des trains et celle de la liste de voyage, M. le major Sostmann a à s'entendre avec la Kommandantur des lignes ferrées

(s) Comte von Schwerin.

Le major Sostmann aura à prendre comme base de ses opérations de contrôle les listes de sans-travail qui ont pu être établies ; le comte von Schwerin veille à ce qu'elles lui soient remises (traduction) :

Kreischef impérial
de Nivelles
Indicateur N° 1242/1

Ottignies, le 5/11/1916

Au 3^e Bataillon d'Infanterie de Landsturm de Wesel à Nivelles.

Un exemplaire des listes de sans-travail qui arriveront ici jusqu'au 8 novembre, doit être remis à M. le major Sostmann le 8 novembre matin à Nivelles, pour chacune des communes dont les habitants ont à comparaître aux réunions de contrôle les 8, 9 et 11 novembre

Les autres expéditions de ces listes doivent être fournies d'ici jusqu'au 8 novembre.

(s) Comte von Schwerin.

Puis le comte von Schwerin pourvoit aux mesures de police. Celles-ci vont incomber surtout aux bataillons d'infanterie de Landsturm de Wesel et d'Elberfeld. Le premier est déjà à Nivelles et enverra des détachements à Tubize et à Braine-l'Alleud.

Le second, qui a une compagnie (la 1^{re}) à Villers-la-Ville et une, ou plusieurs, à Ottignies, lui enverra du renfort. Le Kreischef mande, en effet, au bataillon d'Elberfeld le 6 novembre 1916 (Indicateur N° 1256-1) (traduction) :

La 1^{re} compagnie à Villers-la-Ville met à la disposition du 3^e bataillon d'infanterie de Landsturm de Wesel, le 7 novembre avant midi : 1 feldwebel lieutenant, 2 sous-officiers et 63 hommes.

Se présenter à la kommandantur de Nivelles.

Équipement : équipement de garde, manteau, cartouches à balles pointues.

Retour le 3 novembre après-midi, 3 heures, de Baulers. Emporter avec soi les vivres.

(s) Comte von Schwerin

La 4^e Compagnie met à la disposition du 3^e bataillon d'infanterie de Landsturm de Wesel le 8 novembre, en arrivant à Tubize, un détachement de garde composé de 1 officier faisant fonctions de vizefeldwebel, 30 hommes.

Équipement : équipement de garde, manteau, cartouches à balles pointues

Emporter les vivres avec soi

Licenciement de ce commando à Tubize le 9 novembre avant midi, 9 h. 30 Après cela, retour au lieu de stationnement

Par une marche sur Hal, on pourrait utiliser pour le retour le tram de 11 19 h avant midi.

Le bataillon recevra des indications ultérieures pour le voyage d'aller et retour

(s) Comte von Schwerin.

La prévoyance de l'autorité allemande s'étend plus loin. Le major Sostmann s'avise sans doute que le projet de déportation pourra s'ébruiter dans les campagnes après les premiers jours d'opérations à Nivelles, et il se préoccupe d'enlever à la population non touchée encore par l'opération du 8 novembre, tous moyens d'échapper le 9 et le 11, aux coups de filet de Tubize et Braine-l'Alleud Le 7 novembre, il rédige l'ordre suivant (minute signée au dossier) (traduction):

Ordre pour la cavalerie à Tubize

Des patrouilles de cavalerie surveillent, le 8 de ce mois, à partir de 5 heures après-midi les issues de ce côté-ci des villages environnant Tubize, Braine-le-Château, Rebecq-Rognon, Quenast, Oisquercq et Clabecq, pour empêcher la fuite des réquisitionnés vers les limites du district Le 9 après-midi, les patrouilles parcourent les localités et veillent à ce que les hommes réquisitionnés prennent la route de Tubize. Elles s'assurent par des perquisitions à Braine-le-Château à partir de 10 heures avant midi, à Rebecq-Rognon à partir de 11 heures, à Quenast et Oisquercq à partir de 12 heures, si tous les hommes capables de marcher ont donné suite à l'ordre

Pour épargner les chevaux, relève convenable est prescrite

Ottignies, le 7 11 16

(s) Sostmann,
major

Ordre semblable pour l'opération de Braine-l'Alleud (traduction):

Ordre pour la cavalerie à Braine-l'Alleud

Le détachement renforcé par un commando venant de Nivelles surveille, le 10 de ce mois à partir de 5 heures après-midi, les issues de ce côté-ci des localités environnant Braine-l'Alleud : Wauthier-Braine, Plancenoit, Waterloo et Ophain B. S. I. (Bois-Seigneur-Isaac) et bloque par des tirailleurs de cavalerie les issues de Braine-l'Alleud, pour empêcher une évasion des hommes réquisitionnés Demander au poste d'administration de Braine-l'Alleud quelque soutien par des fantassins de la localité Le 11 de ce mois avant midi, les patrouilles

parcourent les localités et s'assurent par des perquisitions à Wauthier-Braine et à Plancenoit vers 11 heures avant midi, à Waterloo et Opham vers 12 heures, si tous les hommes réquisitionnés capables de marcher ont donné suite à l'ordre de se trouver à Braine-l'Alleud

Pour épargner les chevaux, relève convenable est prescrite

Ottignies, le 7 11 16

(s) Sostmann,
major

Ce sont, on le voit, de véritables dispositions de chasse à la grande battue : un cercle de rabatteurs, puis des manœuvres de traque pour pousser le gibier sous la ligne des fusils. Mais ici le gibier est humain.

En même temps, (7 novembre), la Section des transports de la Kommandantur des lignes ferrées à Bruxelles téléphonait à 10 h 45 du matin les instructions détaillées pour l'organisation du transport des déportés (traduction et résumé)

« Arrivée de la compagnie de surveillance, le 8 novembre à 6 h 59 du matin à Nivelles-Est. A 2 h 21 après-midi, départ de Baulers du convoi de déportés. Ravitaillement à Schaerbeek. Le soir à 6 h. 25, départ de la compagnie de Nivelles-Est pour Tubize, arrivée à 8 h 17 soir.

Le 9 novembre, départ du convoi de déportés de Tubize à 2 h 07 de l'après-midi. Le même jour ou le 11, la compagnie se rend à pied à Braine-l'Alleud.

Le 11 novembre, départ du convoi de déportés de Braine-l'Alleud à 2 h. 07 de l'après-midi. Départ de la compagnie pour Bruxelles à 5 h 07, arrivée à 5 h 46 »

En transmettant, le 7 novembre, copie des réinstructions à son Meldeamt, (Indicateur N° 1267-1), le comte von Schwerin prescrit de faire joindre à la compagnie se rendant de Nivelles à Tubize, les hommes et officiers des Meldeamten et 10 interprètes du bataillon de Landsturm d'Elberfeld.

Après les mesures de police et de transport, celles de triage.

Celles-ci sont compliquées. Il s'agit de procéder très rapidement à plusieurs vérifications successives et délicates : l'identité, l'âge, l'occupation ou le chômage, la santé.

Pour l'examen de santé notamment, il faut le concours de médecins. Ordre au médecin (traduction) de la part du Gouverneur de Bruxelles et du Brabant.

8.11.1916.

Kreischef de Nivelles.

Le Médecin de gouvernement désignera, pour les déportations de gens refusant le travail, les 9 et 11 novembre, chaque fois, un officier aux jours mentionnés au major Sostmann à Tubize et Braine-l'Alleud, à 8 h. 30 avant midi.

Gouvernement I b. n° 7734.

Le comte von Schwerin notifie cet ordre au Meldeamt de l'ubize pour son information, sur la minute, une annotation au crayon dit : « Le médecin du bataillon de Wesel doit, le cas échéant, être commandé ».

Pendant que cet ordre était donné, les opérations commençaient déjà à Nivelles (8 novembre).

V. — La déportation à Nivelles. — Relation de témoins belges.

Il est utile de reproduire d'abord des relations de témoins oculaires parvenues au Gouvernement belge du Havre pendant la guerre et qui figurent dans l'ouvrage déjà cité : « Les Déportations belges à la lumière des documents allemands ».

Elles représentent la déportation, telle que la virent et la subirent les habitants de Nivelles et des environs. C'est un véritable drame social. On comparera ensuite cette version aux données du dossier allemand.

Voici le texte de l'affiche placardée le 7 novembre 1916 à Nivelles et convoquant les hommes valides pour le lendemain, en vue d'un embarquement immédiat :

Par ordre du Kreischef, toutes les personnes du sexe mâle, âgées de plus de dix-sept ans, sont tenues de se trouver, place St-Paul, à Nivelles, le 8 novembre 1916, à 8 heures (H. B.) 9 heures (H. C.) munies de leur carte d'identité et éventuellement de leur carte du Meldeamt.

Il n'est permis de se munir que d'un petit bagage à main.

Celui qui ne se présentera pas, sera déporté de force en Allemagne et sera passible, en outre, d'une forte amende et d'un long emprisonnement.

Les ecclésiastiques, médecins, avocats et instituteurs ne devront pas se présenter.

Les bourgmestres sont rendus responsables de la bonne exécution de cet ordre qui devra être porté immédiatement à la connaissance des habitants.

Un témoin oculaire relate comme suit les incidents de l'exécution de cet ordre :

« Le mercredi 8 novembre, à 8 heures du matin, toute la population mâle de Nivelles âgée de plus de dix-sept ans fut rassemblée sur la place St-Paul. Successivement, à quelques minutes d'intervalles, on vit arriver sur la place, accompagnés de leur bourgmestre, les hommes de Lillois, Thines, Monstreux, Baulers, Bornival, Ittre, Haut-Ittre, et Virginal qui avaient également été convoqués.

Vers 8 h. 15, l'appel commença. Des officiers y procédaient en allemand et leurs ordres étaient traduits par un interprète. Nivelles dut se présenter d'abord. On appela les vieillards de plus de soixante-quinze ans, puis ceux de soixante-dix, et ainsi, par tranches de cinq années, jusqu'à ceux de plus de cinquante-cinq ans.

Sous la pluie battante, on vit défilier devant les officiers qui apposaient leurs cachets sur les cartes d'identité, le douloureux cortège des vieillards de l'hospice. Beaucoup ne pouvaient marcher qu'à l'aide de béquilles ou appuyés au bras d'un des leurs ; d'autres se traînaient littéralement, en proie aux infirmités les plus diverses. Le groupe fut libéré immédiatement.

Alors on fit venir les gens de cinquante à cinquante-cinq ans. Ceux-ci, encadrés de soldats qui portaient le fusil en bandoulière, quittèrent la place St-Paul, suivis par une centaine environ d'agents des Chemins de Fer Vicinaux, comprenant le personnel de l'administration centrale et celui de l'exploitation.

Après cette poignée d'hommes, toute la population masculine de Nivelles, groupée par rang d'âge, s'avancait en file de trois, serrées de près par les soldats allemands. Le triste cortège s'achemina par la rue du Palais de Justice, le faubourg et la chaussée de Bruxelles jusqu'aux vastes usines des papeteries Delcroix.

Tous les abords de cet itinéraire étaient soigneusement gardés. Les premiers rangs s'avançaient dans le calme ; mais les derniers rangs, ceux de la jeunesse, allaient d'un pas énergique, rythmé par le chant de la *Marseillaise* et de la *Brabançonne* que les soldats n'osaient empêcher.

Les femmes et les enfants accourus au pas de leur porte, sanglotaient, croyant que déjà tout ce monde était dirigé vers la gare, et de là, Dieu sait où.

Ce fut aux Usines Delcroix qu'eut lieu tout le triage. A la maisonnette du concierge, un soldat allemand était posté qui répétait sans cesse : « Celui qui est malade ou blessé doit le déclarer et passer à la visite ». En effet, les Docteurs Lavand'homme et Forment étaient là, attestant en présence d'officiers allemands, médecins sans doute, qu'ils avaient donné leurs soins à celui-ci et à celui-là. Les malades étaient donc laissés de côté.

Mais voici qu'un premier groupe de vingt-cinq hommes était amené dans une salle où étaient attablés trois officiers. Ceux-ci après avoir réclamé la carte d'identité, procédaient à un interrogatoire. Suivant

leur bon plaisir, il fallait se ranger d'un côté ou de l'autre. Quiconque était jugé inapte à servir le dessein des Allemands, conservait sa carte, sur laquelle un cachet était apposé.

Puis on était conduit vers la sortie. Au delà, un piquet de soldats accompagnait le petit groupe de ceux qui étaient libres, jusqu'au piquet suivant qui accompagnait à son tour, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'on eut atteint les rues non barricadées.

Il en allait tout autrement de ceux qui étaient retenus à l'intérieur. On leur enlevait leur carte d'identité et on leur donnait un numéro. Les malheureux ainsi classés, ignoraient fort souvent le sort qui leur était réservé. Certains d'entre eux, qui n'étaient ni chômeurs, ni ouvriers, s'adressaient à M. Delcroix, faisant fonctions de bourgmestre, qui s'employait avec un dévouement admirable à défendre leur cause auprès des Allemands.

Lorsqu'un certain nombre d'hommes porteurs d'un numéro étaient groupés, on les emmenait dans une salle voisine. Et là commençaient les sollicitations. Des officiers abordaient les hommes, le sourire aux lèvres : « Voulez-vous travailler pour nous ? Vous êtes, ajusteur, menuisier, poêlier, nous vous offrons de gros salaires ? Tant de marks par jour ? Vous aurez du pain durant toute la guerre : il y a assez longtemps que vous, votre femme et vos enfants, vous souffrez. Voyons, vous êtes intelligent, signez cet engagement et vous serez libre de rentrer chez vous pour préparer vos bagages. Vous ne devrez partir que dans quelques jours et vous ne devrez même pas quitter la Belgique. » Et les refus se suivaient énergiquement. Les hommes pâlissaient un moment et répondaient avec fermeté : « Je ne signe pas, je ne veux pas travailler contre mon pays. » Beaucoup protestaient avec véhémence contre la violence qui leur était faite, établissant qu'ils n'étaient ni chômeurs, ni ouvriers. Mais c'était peine perdue. L'endant ce temps les rares citoyens, auxquels leurs fonctions permettaient de circuler parmi les groupes, se multipliaient pour arracher l'un ou l'autre à l'enlèvement. Hélas ! les Allemands demeuraient souvent sourds à leurs réclamations. Ce fut ainsi que treize agents appartenant à l'exploitation des Chemins de Fer Vicinaux furent enlevés en dépit des protestations de leurs chefs. Ainsi aussi M. Chantrenne, le directeur des fameux « Ateliers Métallurgiques de Nivelles », fut pris et n'échappa à la déportation qu'avec les plus grandes difficultés et après de longues discussions. Nombreux sont ceux qui n'avaient jamais cessé de travailler, ou qui même n'étaient pas ouvriers, et qui sont partis.

Des petits industriels, des commerçants, des patrons, des fermiers, des étudiants, des rentiers, voire même un simple d'esprit, ont été enlevés. Aucune considération n'arrêtait les Allemands, à ce point qu'ils n'eurent pas honte d'emmener M. Gobert, peintre, père de onze enfants, et ensuite ses deux fils aînés.

Vers 9 h. 30, la première série des déportés fut poussée dans un wagon amené en face de l'usine. On introduisait huit hommes dans chaque compartiment, puis on verrouillait soigneusement les portes. Beaucoup d'entre ceux qui allaient partir pour l'Allemagne n'avaient

pas cru qu'on les emmènerait et étaient dépourvus de tout, de vivres pour la route comme de linge. Aussi ceux qui étaient libérés et qui avaient prévu cette déportation en masse tendaient fraternellement leur valise ou leur paquet pour qu'on les portât à ceux qui étaient déjà enfermés. Certains même se dépouillaient de leur pardessus et le donnaient aux infortunés.

Sans cesse les wagons s'ajoutaient aux wagons, tous remplis de proscrits.

En ville, l'émotion était à son comble. Les hommes qui rentraient chez eux allaient annoncer aux familles, ici le départ du mari et du père, là celui des frères ou des fils. Avec une hâte fébrile, les femmes arrangeaient des paquets contenant des victuailles et tout ce que l'on jugeait indispensable pour l'exil. Elles couraient alors affolées, le cœur plein d'une mortelle angoisse, jusqu'au chemin de fer. Là, par groupes de quatre ou cinq, quelques-unes d'entre elles étaient autorisées à s'approcher des voitures, à remettre le léger bagage et à dire adieu rapidement, tandis qu'à chaque instant, de l'un ou de l'autre wagon, montait le chant de la Brabançonne.

Durant toute la journée, on accourut ainsi des villages environnants porter du secours à ceux qui étaient bannis.

À midi, les Allemands interrompirent leur besogne pour aller dîner et ne recommencèrent qu'une heure et demie plus tard. Ce fut ainsi que les hommes de Baulers, sans distinction d'âge, arrivés à 10 heures à la place St-Paul de Nivelles, furent contraints d'y demeurer jusqu'à 3 h. 30, sous la pluie torrentielle qui ne cessa de tomber ce jour-là.

Durant toute l'après-midi, quelques citoyens dévoués, et tout particulièrement les bourgmestres des communes, tentèrent de sauver l'un ou l'autre de leurs compatriotes. Après de véritables luttes, parfois ils réussissaient à arracher aux Allemands, excédés dans leur besogne, quelques hommes envers qui l'injustice qu'on s'appropriait à commettre était par trop criante.

Un bourgeois de Nivelles, M. Tombeur, ému de tant de détresse, poussa la générosité jusqu'à remettre à ceux qui manquaient d'argent tantôt 5 marks et tantôt 10 marks.

Ainsi, en présence de la tragédie qui s'accomplissait, les Belges affirmaient hautement, une fois de plus, leur patriotisme et leur fraternité.

Vers 5 h. 30, le train était complet. Il ne comptait pas moins de trente-deux voitures. Nivelles seule était privée de 1 000 hommes, pris au hasard, et dont la plupart allaient abandonner les leurs à la misère, dont ils avaient pu les préserver jusqu'alors.

Lorsque le train s'ébranla dans la direction d'Ottignies, un cri immense s'éleva : « Vive le Roi ! Vive la Belgique ! Vive la France ! » Et de partout à la fois monta le chant de la *Brabançonne* et de la *Marseillaise*. Les femmes, les enfants, tous ceux qui avaient pu se glisser le long du talus du chemin de fer sanglotaient éperdument, la mort dans l'âme, et saluaient une dernière fois les leurs, qui partaient avec tant de vaillance.

Un groupe d'Allemands était d'ailleurs si fier d'avoir réduit tant de Belges à l'esclavage, qu'il traversa les rues de la ville en chantant à tue-tête le *Gloria Victoria* ! alors qu'à ce moment les épouses et les mères s'en retournaient vers leur détresse. Il est à remarquer que ce chant n'avait plus été entendu depuis de longs mois à Nivelles »

Autres renseignements complémentaires de témoins belges :

Tous les hommes de Nivelles et environs (on peut évaluer leur nombre à 4.000) ont été convoqués, sans limite d'âge, tous se sont présentés, de fait. Le certificat de médecin belge, le titre de patron et celui d'étudiant ont été généralement cause de dispense. À un étudiant, on a demandé s'il voulait suivre les cours de l'Université de Gand ; sur sa réponse qu'il ne connaissait pas le flamand, on lui a dit qu'il serait expédié en Allemagne. On est parvenu à sauver les vieux ouvriers et ceux qui étaient dans des situations particulièrement difficiles — comme les veufs avec de nombreux enfants — en suppliant les officiers de contrôle de vouloir admettre les circonstances atténuantes.

On a déporté indifféremment chômeurs et non-chômeurs ; sur 1.700, total présumé des déportés, on en compte à peine 500 émargeant à Nivelles au comité de Secours. Il y a près de 200 ménages dont le gagne-pain disparaît par l'enlèvement du chef. Environ 1.080 Nivellois ont été emmenés. Les chiffres mentionnés sont approximatifs. Il y a eu 200 signataires de contrats. Ces malheureux savent-ils seulement à quoi ils s'engagent !

Les non-chômeurs déportés sont des fermiers, des « petits patrons » (moins nombreux), des ouvriers de métier. Ce sont les ouvriers de métier (fer, cuivre) et les hommes du chemin de fer qui sont surtout recherchés.

Le spectacle était déchirant : les hommes parqués, entourés de soldats, tandis que les femmes et les enfants, tout le long de la route, gémissaient, se lamentaient, hurlaient. Le départ des déportés s'est effectué aux cris de « Vive la Belgique ! Vive le Roi ! ». Ils ont été embarqués en trente-trois wagons, tous remplis, qui ont pris la direction de Louvain, c'étaient des voitures avec places assises. Le Comité de Secours a fourni aux déportés, vêtements et argent (dépense d'environ 6.000 fr.).

Une nouvelle affiche engage ceux qui restent à prendre du travail à l'« Industrie-Büro allemand », parce que « ceux qui seraient trouvés sans travail suffisant à l'avenir devraient répondre au premier appel »

Pour Tubize, il y a environ 2.000 déportés. Pour Braine-l'Alleud, 700 à 900. Les Allemands ont pris des travailleurs plutôt que des chômeurs.

VI. — La déportation de Nivelles vue dans le dossier allemand.

On ne se douterait guère, à lire le dossier allemand, des souffrances indicibles engendrées par les opérations d'enlèvement, non

seulement pour les déportés, mais pour toutes les familles de la région intéressée et des régions voisines. En réalité, la mesure touchait tout le monde : même les familles dont les membres devaient être exemptés de la déportation ou finalement y échapper, étaient en proie à la crainte la plus vive jusqu'au dernier moment. « A partir de cette époque, — racontent les Belges qui subirent l'occupation allemande, — on vécut dans l'anxiété perpétuelle : on ne savait plus en se couchant si l'on se réveillerait libre, si, à la pointe du jour, on ne serait pas réquisitionné à son tour, comme tant d'autres, pour un contrôle préalable à l'enlèvement ou même directement pour la déportation ».

Ces conséquences indirectes et profondes de la mesure n'ont naturellement pas pu échapper aux autorités allemandes. Il n'y en a néanmoins pas trace dans le dossier allemand de Nivelles ; à peine peut-on y surprendre, de ci de là, indirectement, un indice des souffrances personnelles des déportés au cours du transport.

Le dossier ne contient que les pièces de service relatives à l'exécution matérielle des ordres donnés ; parfois il s'y ajoute une indication relative à un petit événement survenu à l'improviste, des souffrances physiques et morales endurées par les déportables pendant ces mortelles heures de triage, de contrôle, d'embarquement ; de leurs protestations, de la désolation de leurs proches — pas un mot ; ce n'étaient pas là des « incidents administratifs ».

Nous jugeons donc superflu de reproduire dans le menu détail les pièces d'exécution de la mesure.

Mais il convient de noter certains documents prouvant que la direction de plusieurs usines était intervenue, dès la publication de l'avis du 3 novembre, pour faire immuniser leurs ouvriers. Par exemple, une lettre en langue allemande de M V Scheidweiler, directeur-gérant de la Société Anonyme des Verreries-Gobeleteries de Braine-le-Comte, datée du 4 novembre 1916, envoyant les noms de 5 ouvriers de ce district employés chez lui depuis novembre 1915, et faisant observer ce qui suit (traduction par extrait) :

« Ces hommes sont, comme il peut être vérifié dans nos livres de salaires, quotidiennement occupés et ne sont pas à la charge de la commune

» En outre, notre Fabrique travaille presque exclusivement à des articles de nécessité actuelle, c'est-à-dire à des verres de conserves. Une convocation de ces travailleurs n'enlèverait pas seulement un salaire des plus indispensables à leurs familles et à environ 175 jeunes

travailleurs de nos usines, mais nuirait aussi au bien public parce que, par les temps durs d'à présent, on a extraordinairement besoin de verres de conserves

» Je me permets, pour ce motif, d'espérer que, par une certaine exception, sur base des motifs ci-dessus exposés, on pourra faire abstraction de ces hommes ».

Le dossier n'indique pas le sort qui fut fait à cette requête

D'autre part, l'autorité allemande s'était préoccupée des conséquences que l'ordre général des déportations pouvait avoir pour les usines travaillant dans l'intérêt allemand

Une lettre du Commissaire civil du 4 novembre 1916 (Indicateur N° 1072-11) signale que 3 usines placées sous séquestre allemand se trouvaient dans ce cas

- 1°) Société des Gaz Franco-Belge à Nivelles,
- 2°) Fabrique de Soie Artificielle à Tubize,
- 3°) Société Anonyme des Carrières de Porphyre à Quenast.

Le comte von Schwerin donne aussitôt des ordres en conséquence, pour épargner à coup sûr le personnel de ces fabriques auxquelles il en ajoute deux autres .

- 4°) Ueberlandzentral à Oisquercq,
 - 5°) Semal, fabrique de lits à Nivelles,
- et leur adresse à chacune l'avis que voici (traduction) :

Kreischef impérial
de Nivelles

Ottignies, le 5/11/1916.

Indicateur N° 1233-1.

Par la présente vous êtes informés que les travailleurs belges occupés dans vos usines sont dispensés de la comparution personnelle à la réunion générale du contrôle qui doit avoir lieu 1) et 5) le 8.11.16 — 2) à 4) le 9.11.16 à Tubize. Toutefois un de vos directeurs a à se présenter dans le cours de l'après-midi au directeur de la réunion de contrôle, avec la carte d'identité des travailleurs occupés. Les certificats personnels y seront timbrés.

(s) Comte von Schwerin

Le Kreischef adresse aussi à son Meldeamt, le 7 novembre, la lettre suivante (Indicateur N° 1266-1) (traduction)

L'administration des voies d'eau du Brabant et du Hainaut donne avis par téléphone que les entrepreneurs Van de Castele et Monniver (Monnoyer) à Bruxelles emploient au Canal, dans le district de

Nivelles, des travailleurs parmi lesquels sont occupés un certain nombre d'hommes des communes réquisitionnées pour les jours de contrôle.

L'administration des voies d'eau prie de vouloir ne pas déporter les travailleurs parce que les travaux sont exécutés dans l'intérêt allemand.

Les deux entrepreneurs sont avisés de comparaître avec les listes et les travailleurs aux réunions de contrôle et vous êtes priés de relâcher les travailleurs le plus tôt possible.

L'administration des voies d'eau s'est, au surplus, adressée au Gouvernement général pour que les employés occupés au canal et leurs représentants (éclusiers) soient exemptés de la comparution aux réunions. Si un ordre ne parvient pas d'ici à demain ou après-demain, je prie d'aviser les patrouilles de ne pas conduire ces employés à la réunion s'ils les rencontrent, ni éventuellement par contrainte, mais de noter leur identité.

(s) Comte von Schwerin

Le texte de ces ordres préalables d'exemption montre que l'autorité allemande ne faisait pas, en principe, de distinction entre ouvriers occupés et inoccupés tous étaient indistinctement obligés de se rendre à la réunion de contrôle et par là, ils étaient éventuellement passibles de déportation, si l'on n'ajoutait pas foi à leur déclaration d'occupation régulière. Or ce danger n'était nullement chimérique. Car, on le verra, le contrôle était organisé d'une façon si sommaire, que les individus convoqués, fussent-ils des ouvriers incessamment occupés, ou des gens de situation indépendante travaillant pour leur compte et vivant de leur travail, n'avaient pas le moyen pratique et sûr de faire prévaloir leurs titres personnels à l'exemption.

Le contrôle de Nivelles portant sur l'élément masculin de 17 à 55 ans d'une population totale de 19 à 20.000 habitants, dura de 9 h. à 1 h., il donna, d'après le dossier, 1 096 déportés qui furent dirigés sur le camp de Soltau.

VII — *Un premier rapport officiel d'ensemble en cours d'opérations*

Dès le 9 novembre, le Gouvernement de la Province qui suivait attentivement l'affaire, envoyait au comte von Schwerin, l'ordre de lui faire rapport sur les opérations, pour assurer aux autres districts le bénéfice de l'expérience faite dans le Kreis de Nivelles (traduction):

Copie.

Au Kreischef de Nivelles,

Adresser au Gouvernement rapport sur l'expérience acquise lors de la déportation des gens refusant le travail les 8, et 9 novembre jusqu'au 10 novembre au soir.

Motif : Utilisation de l'expérience acquise pour les déportations d'autres districts.

Gouvernement 1 b. N° 2674 du 9 novembre.

Kreischef Impérial
de Nivelles

Ottignies, le 9/11/1916.

A M le Major Sostmann, *

Pour exécution de l'avis ci-dessus mandé, j'ai besoin d'avoir un entretien avec M. le Major Sostmann et le Commissaire Civil. Je requiers ces Messieurs de se trouver ensemble demain 10 de ce mois à 9 h. du matin au Bureau du Kreischef.

Ces Messieurs sont priés d'apporter les listes de sans-travail qui se trouvent en leurs mains.

[Ajouté au crayon] : Prière de téléphoner, si l'on désire se faire prendre en auto.

(s) Comte von Schwerin

Le lendemain, le comte von Schwerin envoyait au Gouvernement le rapport demandé.

Cette pièce importante mérite, malgré sa longueur, d'être reproduite en entier (traduction).

Kreischef impérial
de Nivelles
Indicateur N° 1324-1

Ottignies, le 10 novembre 1916

Objet : Rapport sur expériences faites lors de la déportation des gens refusant le travail, les 8 et 9 novembre à Nivelles et Tubize.

Référence : Instruction du 9.11.16 — I. 6. N° 2674.

Annexes : 1 affiche officielle

La communication préalable aux bourgmestres y était identique.

Au Gouvernement de Bruxelles et du Brabant,
Bruxelles

Mesures préparatoires.

J'envoyai immédiatement M. le Major Sostmann, avec le 2^e officier du Meldeamt, Lt Liebrich, à l'un des jours de contrôle à Mons pour s'orienter. Ensuite, le second alla à Nivelles, Tubize et Braine-l'Alleud, pour y préparer des emplacements appropriés. Pour la réunion des assujettis au contrôle, on recherche naturellement le plus possible une grande place, par exemple une place de marché, mais le local où a lieu la revision doit être convenablement placé, si possible, un peu en dehors de l'agglomération, pour empêcher autant que possible l'envahissement des non-participants. Le local doit avoir plusieurs grandes pièces (fabrique, maison d'école ou locaux analogues), il doit se prêter à l'établissement de plusieurs barrières d'entrée et doit, si possible, se trouver dans le voisinage de la gare. Là où des barrières ne sont pas possibles, il faut les remplacer par des hommes de troupes.

L'affiche officielle ne pouvant être prête, par suite de la brièveté du délai, que très peu de temps avant le premier jour de présentation, je la fis parvenir aussi d'avance en texte littéral aux bourgmestres. L'affiche est envoyée au Gouvernement.

Le matin du jour précédant le jour de revision, je fis établir un barrage autour du lieu de revision par des sentinelles et postes, ces derniers aussi à la gare et éventuellement aux lieux d'embarquement des trains, avec ordre d'empêcher tout départ de l'endroit de la part des personnes qui avaient à se présenter. — En même temps il fut ordonné au bourgmestre de faire connaître par crieur public, que la sortie de l'endroit était interdite aux assujettis à la présentation jusqu'à la clôture de la réunion du contrôle. Il était impossible d'user du même procédé dans les communes rurales par suite du manque de troupes et aussi parce que les habitants de celles-ci devaient se rendre au lieu de révision.

Par contre, j'envoyai à la pointe du jour de revision, dans chacune des communes une patrouille prélevée sur les faibles effectifs de cavalerie existant à ma disposition, avec ordre d'envoyer à pied les assujettis à la présentation dans la direction du lieu de revision, après quoi, de faire des perquisitions dans les maisons et finalement vers midi d'opérer la marche vers le centre (place de revision), et par là d'attrapper si possible, à gauche et à droite des rues, des carottiers et de vérifier, d'après le timbre apposé sur le certificat personnel, ceux qui revenaient déjà du lieu de revision.

Dans la nuit précédant le jour de revision, une tournée active de patrouille fut faite dans la localité en question.

Aux fabriques travaillant dans l'intérêt de l'Allemagne fut envoyé par écrit ordre de se présenter avec les cartes d'identité de leurs travailleurs aux fins de timbrage. La plupart du temps tous ces ordres et instructions, parmi lesquels aussi la position des troupes, leur entretien et leur subsistance, de même que le déplacement de l'un à l'autre endroit de présentation, la convocation de médecins, de scribes et interprètes, etc., durent être donnés verbalement et téléphoniquement à cause de la brièveté du délai.

Dans l'ordre publié d'avoir à se présenter on pouvait sans doute, d'après l'instruction rappelée en marge, indiquer aussi une limite d'âge, peut-être jusqu'à 55 ans. Je ne me tins pas toutelois pour autorisé à le faire, puisque dans l'instruction de base du Gouvernement général ne se trouve pas d'indication concernant ce point. Ces vieilles gens sont tout de même relâchées à l'instant et ne font que retarder l'affaire.

Opérations détaillées de la revision

Peu avant le commencement de la revision, les trois pelotons de la 1^{re} Compagnie de surveillance furent affectés de telle sorte qu'un des pelotons encerclait la place de rassemblement. Le 2^e peloton avait à occuper le chemin du lieu de rassemblement au local de revision (les portes et fenêtres devaient rester fermées). Le 3^e peloton servait de commando de barrage et de garde dans le local de revision. Quelques cyclistes et une automobile se tenaient à la disposition du directeur de l'opération.

Après instruction faite de tous les militaires et employés civils de service, le bourgmestre de la commune placé en premier rang reçut l'ordre de diviser en deux sections, au moyen de ses organes de police, les habitants présents de sa commune.

La première fraction comprenait les gens de 56 ans et plus, l'autre ceux de 55 ans et moins. Les hommes les plus âgés furent placés en tête. La première section fut ensuite amenée en présence de deux médecins militaires à une table de rassemblement. Ici la carte d'identité des gens qui, selon l'appréciation des médecins, étaient à relâcher tout de suite pour motif d'âge ou de maladie, fut pourvu de l'apposition d'un timbre.

Pour l'évacuation de ces gens à relâcher, il se recommandait de prescrire un chemin particulier. Les gens âgés non susceptibles d'être relaxés, de même que la section 2 comprenant ceux d'âge moindre, furent mis en mouvement vers le local de revision sous la conduite de quelques hommes. Les officiers, médecin et hommes de troupes jusque-là occupés à la place de la revision, furent envoyés par la voie la plus rapide (par auto) au local de revision.

Dans ce local de revision étaient établis plusieurs barrières par lesquelles devaient passer un à un les hommes à reviser.

La barrière 1 fut occupée par un médecin, un officier et un sous-officier (ce dernier préposé à la table du timbrage). Cette barrière se trouvait dans la première pièce d'entrée du bâtiment de revision et devait être franchie par chacun des arrivants.

Le médecin donnait son avis sur l'aptitude au travail. Ceux qui étaient trouvés inaptes furent conduits à la table de timbrage et là la carte d'identité fut timbrée. Les gens relaxés sortaient d'un côté à travers un « corridor de soldats ». On prenait garde aussi que ces gens ne pussent venir se mettre dans le chemin des nouveaux arrivants. Les gens trouvés aptes au travail furent conduits à travers un « corridor de soldats » à une deuxième barrière où étaient placées de

4 à 6 portes. Chacune d'elles était occupée par 1 officier, un sous-officier et un homme. L'officier et le sous-officier vérifiaient les conditions de travail d'après les papiers apportés. De là les hommes furent divisés en deux groupes, dont l'un, les acceptés, s'écoulait à travers « un corridor de soldats » vers l'Industrie-Buro. L'autre groupe fut conduit à une table de timbrage et après timbrage de la carte d'identité, emmené et relaxé par 50 hommes à la lois. À la vérification des papiers à la deuxième barrière s'employait spécialement, dans les cas douteux, le Commissaire Civil, pour vérifier les circonstances détaillées, avec l'aide des bourgmestres présents et de diverses personnes de confiance appartenant aux communes.

Entre la première et la deuxième barrière furent déjà relaxés ceux qui étaient occupés dans les industries qui travaillent dans l'intérêt de l'Allemagne.

Les gens envoyés à l'Industrie-Buro furent là interrogés sur leurs professions, et ceux qui n'acceptaient pas de bon gré du travail furent rassemblés dans une grande pièce. De cette pièce, les hommes furent emmenés en troupes de 100 au train de transport par les hommes du commando d'accompagnement. Ajoutons qu'il fut aussi permis que les relaxés donnassent encore aux déportés de petits ustensiles et des vivres.

Au passage à l'Industrie-Buro, l'identité de chaque déporté fut inscrite en triple expédition sur des blocks-notes par procédé de transcription directe ⁽¹⁾. Le classement de ces bulletins exige, au dire des Messieurs de l'Industrie-Buro, plusieurs heures de temps. En conséquence il ne peut être remis de liste au chef du convoi. Les bulletins personnels en question sont classés le lendemain de la revision par le personnel des Meldeanten. De là alors, un premier exemplaire va au camp de rassemblement en Allemagne, le deuxième au service du Gouvernement général, le troisième exemplaire reste chez le Kreis-chef, c'est-à-dire au Meldeamt, en vue du collationnement des listes de présentation (Meldelisten).

Il ne peut être donné de garantie de l'absolue exactitude des listes, parce qu'au dernier moment, avant le départ du convoi, des gens furent relaxés par suite de défaillances subites ou de réclamations fondées. Une correspondance avec les Kommandantur du camp intéressé doit éclaircir les cas.

Etant donné que dans le présent stade de la préparation, au cours de la déportation soudaine et en masse, il ne peut se faire une suffisante vérification dans le sens du paragraphe 4 de l'instruction du Gouvernement général du 28 10 1916. Section Indicateur N° 7900, on ne pourra éviter un assez grand nombre de rigueurs et de réclamations.

Propositions particulières.

Il paraît s'imposer d'adopter, pour la marque des cartes d'identité, un timbre uniforme qui doit être fourni pour le jour du contrôle en 4 exemplaires au moins.

(1) Au moyen de papier à empreinte (note du commentateur).

Il serait en outre à recommander, de dispenser de la comparution personnelle aux jours de revision, les personnes en fonctions près des autorités publiques, ainsi que le personnel de l'administration de l'Etat, des postes, des lignes vicinales et des canaux. Le chef de ces autorités aurait à comparaître en personne pour soumettre au timbrage les cartes d'identité.

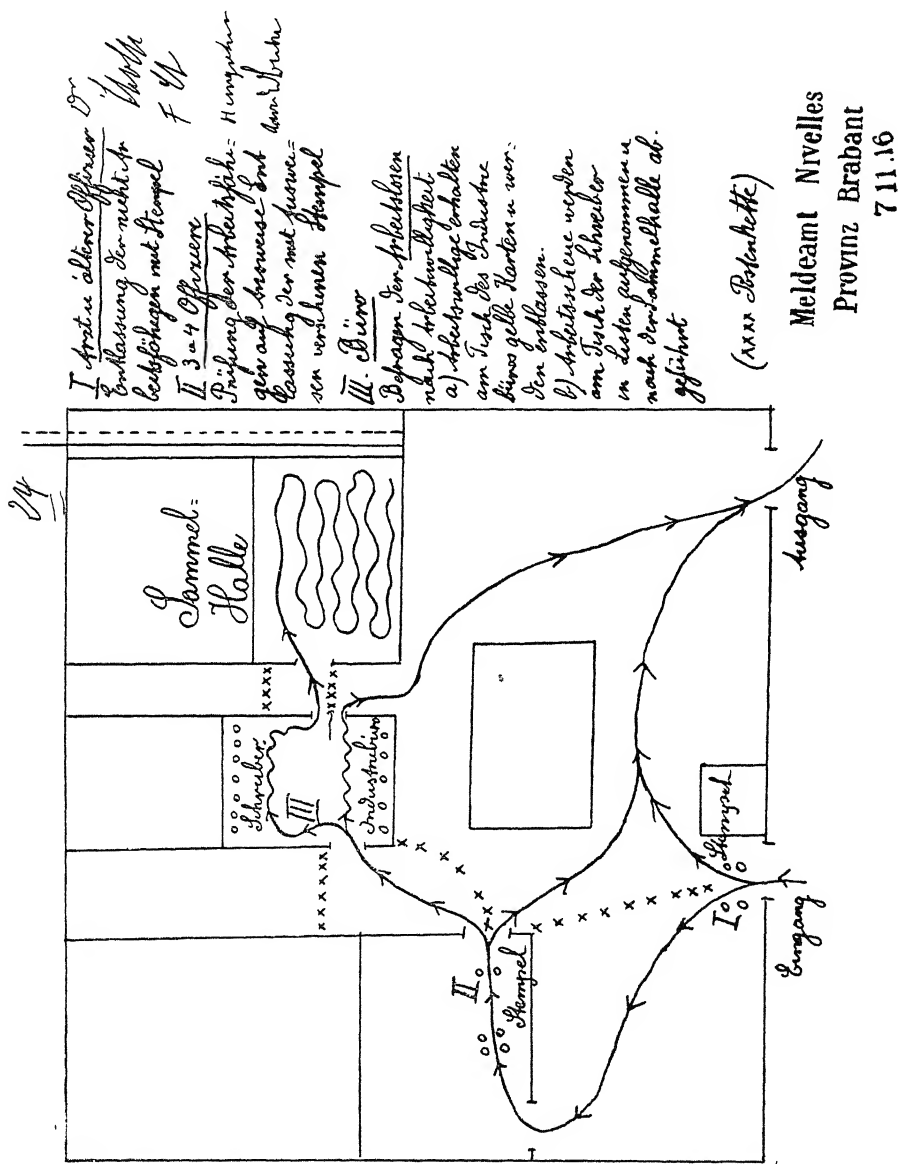
(s) Comte von Schwerin.

Cette pièce est assez éloquente par elle-même pour pouvoir se passer de commentaires étendus.

Nous avons à peine besoin de souligner le soin méticuleux apporté aux préparatifs de l'opération malgré la soudaineté que l'autorité supérieure avait tenu à lui imprimer. Sous ce rapport, le plan d'exécution, dressé par le Meldeamt de Nivelles en utilisant les données de l'expérience de Mons, peut être considéré comme un modèle du genre. On y retrouve les caractères habituels de méthode et de précision méticuleuse de l'administration allemande. Rien de ce qui peut être prévu n'y est laissé à l'improvisation du moment. La part réservée à l'initiative personnelle ou à la latitude des agents subalternes d'exécution est pour ainsi dire nulle, tout est réglé d'avance, comme dans un mécanisme d'horloge, ce froid et implacable calcul des moindres détails du rapt de milliers d'individus inoffensifs contraste avec les souffrances qui devaient en résulter et que la désagrégation des familles devait encore multiplier, surtout au début de l'hiver.

Le luxe extraordinaire de précautions que le major Sostmann et le comte von Schwerin déployaient pour éviter les évasions et les échappatoires : villages cernés à l'avance, perquisitions, traque, rabattage, rafles en rues et contrôles multiples, fait penser à une razzia. C'était miracle, si l'un ou l'autre des malheureux assujettis à la révision réussissait à passer entre les mailles du filet allemand.

On se fera une idée plus exacte encore de la minutie apportée par l'autorité allemande dans son organisation, en prenant connaissance du croquis schématique auquel le rapport fait allusion : ce schéma, établi spécialement en polycopie pour l'utilité pratique du personnel d'exécution, doit lui fournir la représentation graphique des divers mouvements, entrées et sorties, dans lesquels se décompose la manœuvre. Un étranger croirait avoir là en mains une esquisse réglant un scénario de cinématographie, et quant aux Belges, elle leur rappellera les schémas d'opérations de scrutin donnés en annexe à leurs lois électorales.



Le schéma n'est pas seulement curieux ; il permet de se rendre compte de la véracité des témoignages belges oculaires. Tous font allusion à un détail caractéristique : le fatal « à gauche » c'était l'arrêt de déportation ; « à droite » c'était la liberté. En effet,

les mouvements à accomplir sont réglés de telle sorte dans le schéma, qu'à chacune des barrières, l'homme ait toujours à se diriger vers sa gauche quand il est retenu, et vers sa droite quand il est relaxé. Les lignes pointillées indiquent le cheminement du malheureux parcourant les stations de son calvaire jusqu'à cette vaste pièce de rassemblement terminal des déportés dont parle le rapport du comte von Schwerin, avec, à chaque bifurcation, les épreuves éliminatoires des libérés, évacués successivement de manière à ne pas provoquer de confusion avec les individus entrants ou retenus.

On notera, par ailleurs, en rapprochant le rapport provisoire du comte von Schwerin de l'horaire des journées, la très brève durée assignée aux opérations de revision. Le début du rassemblement est fixé à 9 heures, il s'agit chaque fois d'extraire de la masse de ces gens, par une série d'examens individuels, de sélections et d'éliminations successives, un bon millier de travailleurs soi-disant volontaires, ou forcés. Il faut, pour chacun, contrôler les papiers d'identité, timbrer ceux des évacués, vérifier l'âge, l'état de santé, l'occupation actuelle, la profession, remplir pour quelques-uns, des formules de contrats de travail, pour les autres, les travailleurs forcés déportés, annoter leurs noms, prénoms, domicile, profession. En outre, tenir l'ordre dans toute cette multitude; discuter (par interprètes) sur les requêtes et protestations, et le convoi de mille déportés doit déjà se trouver embarqué dans le train vers 2 ou 3 heures de l'après-midi.

Quelle garantie de contrôle sérieux pouvait présenter une revision faite dans de telles conditions? Le comte von Schwerin est forcé lui-même de le reconnaître et son rapport, d'où tout sentiment de compassion humaine est d'ailleurs exclu, manifeste, de ci de là, une intention de remontrance inspirée par une sorte de dépit technique, à l'adresse de l'autorité supérieure, pour lui avoir ordonné d'agir avec tant de hâte.

Voici maintenant les observations faites, en réponse, par le Gouvernement de la province sur le rapport du comte von Schwerin. On y remarquera la même minutie, la même rigueur, la même insensibilité, le même esprit de précaution et de ruse (traduction).

Gouvernement
de Bruxelles et du Brabant
1. b. - Indicateur N° 2717.

Bruxelles, le 12 novembre 1916

Objet : Déportation de gens sans-travail.

Référence : G. G. Indicateur 7900 du 28 octobre 1916.

Le Gouvernement transmet le rapport suivant sur l'expérience acquise par le Kreischef de Nivelles lors de la déportation des gens refusant le travail le 8 et le 9 novembre 1916

A ce sujet, je remarque :

Au A. 1) tous les officiers des Meldeamt doivent être, au moins une fois, envoyés pour leur instruction aux déportations d'autres districts ou du Gouvernement.

Au A. 2) Dans l'affiche murale, il faut faire connaître :

a) que n'ont pas à comparaître à la réunion de contrôle : les prêtres, les professeurs, les médecins, les avocats et les employés des autorités de l'Etat et des communes belges, non plus toutes les personnes de plus de 55 ans, les cartes d'identité de ces gens devraient être timbrées le jour précédent la réunion du contrôle par les services du Kreischef y affecté (Meldeamt, Kommandantur locale)

b) qu'il est exigé d'emporter de la nourriture, des vêtements, du linge, de bonnes chaussures

Au A. 4) Puisque le médecin à commander de service suivant la circulaire du G. G. du 28 10 16, alinéa 4, ne peut être employé continuellement pendant toute la durée de la réunion du contrôle, de 9 h. du matin à environ 6 h. après-midi, à son service assujettissant, les Kreischefs ont à assumer 2 médecins

Au B. 1) et 4) Pour épargner de la troupe à la formation des barrières, on doit tendre des barrières de fil de fer et de cordes à l'intérieur et près du local de revision

Au B. 6) On doit placer les bourgmestres, etc, dans le local de revision, de telle manière qu'ils ne puissent surprendre les conversations des officiers contrôleurs aux barrières

Au B. 8) Le Gouvernement a proposé au G. G. (Gouvernement général) que la liste à remettre conformément à l'alinéa 10 de l'instruction du G. G. Ic. 7900 du 28 octobre 1916, puisse être envoyée le plus tôt possible par le Kreischef au Camp de prisonniers.

Au C. 1) La création d'un timbre particulier n'est plus à entreprendre, parce que des déportations ont déjà eu lieu dans plusieurs Gouvernements, et que là il n'est plus possible de relaire une réunion de contrôle dans le dessein d'employer le timbrage au moyen du timbre (spécial) à employer.

En général les dispositions suivantes sont à prendre .

1) On doit arriver par une répartition et l'organisation du repos des scribes et du personnel de surveillance, à ce que ce personnel reçoive un repas chaud entre 11 h. du matin et 2 h. de l'après-midi

2) Une latrine doit être préparée à la place du rassemblement des gens à déporter.

3) Installation d'un brasero à la place du rassemblement des gens à déporter.

4) Les auberges doivent être fermées ; toutefois on doit faire tenir ouvertes quelques-unes de ces auberges, que l'on fera connaître, pour le personnel militaire qui doit pourvoir à son entretien personnel.

5) Pour éviter des abus, il faut retirer aux Belges contrôlés, après timbrage des cartes d'identité, et, le cas échéant, après incorporation au convoi de déportation, tous les certificats de travail, attestations médicales et autres. On invitera à conserver avec soin les pièces enlevées

Le Gouverneur,

(s) Huit, general leutnant.

Au Kreischef de Nivelles
De la part du Gouvernement
p. v. Stockhausen, major.

Cette pièce fut reçue par le Kreischef de Nivelles le 14 novembre et transmise le même jour (Indicateur N° 1402) à son Meldeamt

Dans l'intervalle de nouveaux ordres de déportation lui étaient parvenus.

VIII — *Nouveaux ordres de déportation, les enlèvements d'hommes à Court-St-Etienne, à Wavre, à Jodoigne et à Perwez.*

D'abord le 11 novembre, à 4 h 50 de l'après-midi les bureaux du comte von Schwerin recevaient l'intéressante communication téléphonique suivante (traduction)

M. le Directeur ministériel Kohler (Division Commerce et Industrie) demande instamment réponse à la question de savoir quand la déportation des sans-travail dans le Kreis de Nivelles peut être terminée. On désire que la déportation soit achevée encore dans le courant du mois de novembre. Le Grand-Quartier-Général désire une exécution rapide

Réponse téléphonique est demandée pour demain

Reçu à 4 h 50 de l'après-midi

Kuhn, sous-officier

Le dossier va donner dans un instant la réponse qui fut faite. Il faut immédiatement souligner quelques circonstances importantes révélées par le document. L'intervention supérieure du Grand-Quartier-Général au cours de l'exécution, la hâte qu'il a de voir donner suite à ses ordres, et l'empressement qu'on apporte à le satisfaire. Le dossier apporte ici la preuve directe, qu'il s'agit bien d'une entreprise dictée par l'intérêt militaire allemand et non d'une mesure inspirée par la sollicitude sociale envers les chômeurs belges : une telle mesure relèverait exclusivement de la compétence civile du Gouvernement général et l'on ne comprendrait pas que le Grand-Quartier-Général vînt s'y immiscer.

Le 12 novembre 1916, le Kreischef de Nivelles envoie sa réponse par télégramme au Gouvernement de Bruxelles et du Brabant et la communique à son Meldeamt d'Ottignies (Indicateur N° 1377-1) le même jour (traduction en résumé):

« Seront déportés du Kreis de Nivelles, environ 1 000 hommes chaque fois :

Le mardi 14 novembre 1916, de Court-St-Etienne,

Le mercredi 15 novembre 1916, de Wavre,

Le vendredi 17 novembre 1916, de Jodoigne,

Le samedi 18 novembre 1916, de Perwez

(Suivent les indications détaillées que le Kreischef a établies pour les opérations). ,

La surveillance sera assurée par 250 hommes de troupes fournis par le Gouvernement de la Province ,

On mettra à la tête du détachement, si possible, le capitaine Godeke du Bataillon de Hagen.

On emploiera autant que possible le même personnel de Meldeamt et de police qui a déjà servi à Nivelles et à Tubize.

Il y aura au moins un médecin de service

L'envoi d'un détachement de cavalerie est désirable

Le 13 novembre 1916, le Gouvernement général informe téléphoniquement la Direction militaire générale des Chemins de Fer à Bruxelles, de ce qu'elle aura à pourvoir au transport des déportés à provenir de ces opérations dans le cours de la semaine (traduction) .

Communication téléphonique du Gouvernement général,

Bruxelles, le 13 novembre 1916 :

Section I c C. 8660

U R

A la Direction militaire Générale des Chemins de fer, à Bruxelles

Dans le Kreis de Nivelles ont lieu, au cours de cette semaine les réunions de contrôle suivantes :

Mardi, le 14 novembre 1916, à Court-St-Etienne .

Effectif prévu du convoi . 1 000 hommes

Lieu de destination : camp de Wittenberg (province de Saxe).

Mercredi, le 15 novembre 1916, à Wavre :

Effectif prévu du convoi : 1.000 hommes

Lieu de destination : camp de Wittenberg (province de Saxe).

Vendredi, le 17 novembre 1916, à Jodoigne :

Effectif prévu du transport : 600 hommes.

Lieu de destination : non encore communiqué

Samedi soir, le 18 novembre 1916, à Perwez :

Effectif prévu du transport 600 hommes

Lieu de destination : non encore communiqué

Heure du départ du train de chacun des jours 3 h de l'après-midi La Kommandantur des lignes ferrées a reçu une copie.

(s) Major v Albert.

Un autre télégramme du même jour annonce que le train de Court-St-Etienne comprend 27 wagons pour 1 000 hommes ; celui de Wavre 37 wagons (télégramme de la Kommandantur des lignes ferrées de Bruxelles du 13 11 1916).

Le Kreischef, en transmettant cette pièce le 14 novembre 1916 (Indicateur N° 1399-1) à son Meldeamt, cheville ouvrière des opérations, y fait annoter au crayon ceci avant de signer (traduction) :

Le départ du train de transport sera annoncé télégraphiquement (avec indication de).

- 1) Effectif du commando de transport,
- 2) Nombre des travailleurs qui sont déportés,
- 3) Quand repartira le train amené.

Le service de garde est confié à Court-St-Etienne et à Wavre, à la 3^e Compagnie du Bataillon de Landsturm de Wesel, à Jodoigne et à Perwez au Bataillon Saarlouis Ordre du Kreischel, 13 novembre

Le service de surveillance du transport partant de Wavre est confié à un détachement du Bataillon de Landsturm de Weissenfels, 1 officier, 4 sous-officiers et 45 hommes (ordre du Kreischel du 14 novembre).

IX — *Un récit belge de la déportation de Wavre, 15 novembre 1916.*

Les nouvelles opérations ainsi préparées s'exécutent aux jours indiqués

Comme il a été fait ci-dessus pour Nivelles, nous estimons utile de publier, à titre d'exemple, une relation belge de la déportation à Wavre, relation de témoin oculaire, reçue par le Gouvernement belge au Havre en décembre 1916, de manière qu'on ait en regard de la version administrative de l'opération, les impressions de ceux qui furent les victimes ou les témoins de celle-ci :

« *Ce que j'ai vu à Wavre (15 novembre 1916).* (1)

L'ordre qui convoquait à Wavre la population mâle entre les âges de dix-sept et cinquante-six ans, des 22 villages du district — environ 10 000 hommes — affiché le 14 novembre, dit :

AVIS

Tous les hommes de dix-sept ans jusqu'à cinquante-cinq ans inclus de la commune de _____ sont tenus de se trouver le 15 novembre 1916, à 8 heures du matin (heure allemande), à Wavre, place du Marché.

Le bourgmestre devra être présent Les intéressés devront être porteurs de leur certificat d'identité, et, le cas échéant, de leur carte de contrôle (Meldekarte)

Il est permis d'apporter de petits bagages à main

Ceux qui manqueront au contrôle seront immédiatement transportés, sans délai et par voie de contrainte, aux lieux où ils devront travailler En outre, on pourra leur appliquer de fortes peines d'emprisonnement et des amendes élevées (Les ecclésiastiques, les médecins, les avocats, les instituteurs et les professeurs ne doivent pas venir au dit contrôle).

Ottignies, le 3 novembre 1916.

Der Kaiserliche Kreischef von Nivelles,
Graf von Schwerin

C'est donc pour le lendemain Et l'affiche n'a été apposée qu'à 7 heures du matin, heure à laquelle les hommes qui ne chôment pas sont déjà à l'usine ou au chantier On l'attendait, on l'appréhendait, cet ordre Mais sans doute, on avait conservé obscurément l'espoir de le voir ajourner, un espoir vague, un de ces espoirs que l'instinct maintient souvent contre toute raison dans l'âme des foules. Sans doute, on ne pouvait pas croire, on n'avait pas cru ; puis, l'affiche apposée, c'est soudain, parmi les femmes et les enfants, la désolation affolée de la surprise

Il faut prévenir ceux qui travaillent et qui ne savent pas ; il faut les prévenir afin qu'ils aient le temps de se préparer, afin que l'on puisse passer avec eux cette journée — la dernière, peut-être — et prendre ensemble les mesures, les pauvres maigres mesures possibles, de prévoyance Les femmes, en pleurant, vont les chercher, les ramènent au logis Et là, ce sont des scènes poignantes, poignantes et admirables par les sentiments de dévouement simple et stoïque qu'elles révèlent. La plupart de ces logis sont pauvres deux années de guerre, de vie chère, de rationnement, ont amené le dénuement ; il

(1) Récit publié dans : « Les déportations belges à la lumière des documents allemands », op. cité.

n'y a dans la maison que la part de nourriture strictement mesurée pour chacun ; et demain, si le père, si le grand fils sont emmenés, il n'y aura plus de ressources. Cela ne fait rien, on ne pense qu'à l'être menacé ; dans le baluchon que l'on prépare, on met le dernier vêtement chaud, la dernière couverture, on met le pain qui reste, tout. D'ailleurs, demain, s'il est parti, on n'aura pas envie de manger.

Il faut être à Wavre à 8 heures, dit l'ordre. Et, pour la plupart des rappelés, la route est longue jusqu'au chef-lieu du canton ; une heure, deux heures. Il n'y a pas de voitures attelées dans le pays, il n'y a pas de trains. Il faut marcher en portant son bagage. Il faut donc partir tôt. Dès 6 heures, le défilé, l'interminable et lamentable défilé commence sur les routes, dans le sinistre matin de novembre, dans le froid glacial, dans le vent cinglant, car précisément le temps est cruel, un temps de drame qui fait la nature pleine de menaces et accentue l'angoisse dans les cœurs serrés.

Mais on veut être fort. Il ne faut pas donner le spectacle du désespoir. La plupart des hommes ont défendu que leur famille les accompagne, le déchirement de la séparation ferait croire à de la faiblesse. Il ne faut pas. Presque tous donc vont partir seuls. On ne voit guère, gravissant le calvaire, que des groupes d'hommes, marchant en silence et pesamment, pesamment, comme si le pauvre, le chétif baluchon était très lourd. Quelques femmes seulement, qui n'ont pas su se maîtriser suivent en pleurant.

Voici Wavre. La petite ville est grise et grelottante dans ce triste matin. Elle est cernée par des troupes qui, à toutes les issues, forment barrage. Les hommes s'engouffrent péniblement dans les rues étroites conduisant à la place du Marché, la vaste place aux maisons basses, aux façades pantelantes, douloureux vestiges de la sauvage invasion. Elle a été entièrement évacuée, et toutes les rues qui y aboutissent sont vides. On aperçoit seulement au bout de ces rues, derrière les barrages, la foule d'où partent des appels ; on entend crier des noms, des mots d'encouragement, ou déjà des adieux, aux pauvres gens, parqués village par village, et qui attendent, mornes, pitoyables dans leur impuissance et leur humiliation. Certains d'entre eux remarquent, avec un sourire douloureux : « Hier, à la même place, il y avait le marché aux porcs ».

L'opération du choix a commencé. Par groupes d'un millier, les hommes sont conduits dans un bâtiment d'école où siègent les agents de l'autorité allemande. Pour arriver à cette école, il faut suivre une rue que borde la Dyle. C'est un coin pittoresque de Wavre. En temps normal, on goûte là une impression de gaieté paisible, de douceur. Ce matin, aux fenêtres des maisons se montrent des visages angoissés de femmes, d'enfants, de vieillards en larmes. Il y a des gens sur les toits. Tous regardent avidement le cortège qui passe. Ils veulent voir encore l'époux, le père, le fils, le frère ou le fiancé, peut-être pour la dernière fois.

Après avoir attendu quatre heures, le village est enfin conduit à l'école. J'observe les hommes. Je connais un grand nombre d'entre

eux J'en vois beaucoup dont le visage est soudain devenu très pâle ? Oh ! ils marchent avec fermeté. Mais ils sont blêmes, ils sont blancs. On sent qu'une inquiétude les fige, arrête le sang dans leurs veines. Ce sont les hommes mariés, ce sont ceux qui viennent de quitter leurs femmes, leurs enfants, et qui se demandent s'ils vont les revoir tantôt, ou si, pour longtemps, ou — on ne sait pas — pour toujours. Les autres, les jeunes gens, marchent la tête haute ; dans leurs yeux, il y a du défi.

Comme on approche du bâtiment d'école, toutes les têtes se dressent, attentives. On a perçu une ruineur qui grandit, grandit. Ce sont , oui ce sont des chants. On dirait la *Brabançonne*. Et voici la *Marseillaise*. Cela vient de la cour de l'école. En effet, au fond de cette cour dans laquelle on pénètre, est le groupe des hommes déjà pris. Ce sont eux qui chantent, qui hurlent les hymnes belges et français. En nous apercevant, tous crient : « Ne signez pas ne signez pas. »

Ils sont beaux, il n'y a plus chez eux d'angoisse. Ils sont maintenant dressés, pleins de bravade, de fierté rude, de mâle volonté. Il n'y a pas une plainte. Lorsque l'un d'entre les hommes voit passer un ami, il demande seulement de prévenir sa famille, de dire qu'il est emmené ; et puis il se remet à chanter éperdument son chant de défi.

On entre dans une première salle. Un médecin est là qui examine les hommes munis de certificats médicaux. Il paraît indulgent, assez large ; il prononce des libérations.

Une seconde salle. C'est ici que le sort de chaque homme va se décider, brusquement, mécaniquement, en quelques secondes et sans appel. Un mot tranchant, et ce sera la liberté ou l'esclavage. Il y a là de nombreux uniformes : kreischef, commissaire civil, officier. Et tout a la rigidité de l'autorité militaire qui ne discute pas. Les trois délégués de la commune — généralement le bourgmestre, un échevin et le secrétaire communal — autorisés à assister à l'examen de leurs administrés, ne peuvent évidemment rien. Deux officiers, qui se partagent la besogne décident. Placés chacun d'un côté de la salle, ils examinent rapidement, en commençant par les jeunes gens âgés de dix-sept à vingt-cinq ans. Ils regardent la carte d'identité qui mentionne le métier, dit sommairement la situation sociale. Ils enveloppent l'homme d'un regard, comme pour peser sa force, sa valeur animale. Une question, du bout des lèvres, pour la forme : « Etes-vous chômeur ? » Et, tout de suite, que la question soit négative ou affirmative, l'arrêt inexorable. Si la carte mentionne un métier qui peut servir là-bas, l'officier crie : « A gauche ! ».

Et l'homme est perdu. Son sort a été décidé par la seule volonté d'un autre homme, en sept, huit, dix secondes. C'est fini : « A gauche ! »

« A gauche », c'est la route de l'Allemagne. Pour sortir de la salle, il faut franchir une porte divisée en deux étroits couloirs par une barrière et gardée par deux soldats. Le couloir de gauche donne accès à une salle où passent ceux qui partent.

Si l'officier crie : « A droite ! » c'est la liberté. L'homme passe alors devant un sous-officier qui appose un cachet sur la carte d'identité. Le couloir de droite conduit à une fenêtre ouverte devant laquelle est une table. Il faut escalader la table, passer sur une autre table placée au dehors, et sauter dans la rue, on dirait une évasion, et c'est en effet l'impression d'une fuite. Ce n'est pas celle d'un soulagement, car le cœur demeure longtemps serré à la pensée des autres, des pauvres autres, et puis le cauchemar n'est pas terminé. On va contempler encore de l'abominable, de la tenaillante misère, on va recueillir d'ineffaçables souvenirs de pitié et d'indignation paralysées.

Au bout d'une ruelle, voici la foule. Elle a grossi. Cela durait trop longtemps. C'était trop d'anxiété : de tous les villages, les femmes sont venues ; les mères, les épouses, les fiancées éplorées. Elles s'accrochent à celui qui revient, elles réclament, en pleurant, des nouvelles : est-il pris, celui qu'elles attendent, celui qu'elles chérissent, le chef, le soutien, l'homme dont le départ ferait s'effondrer tout ? On ne sait pas, on ne peut pas répondre, on se débat au milieu des implorations, au milieu de ces pauvres êtres qui sanglotent, car elles sanglotent toutes, même celles qui peuvent étreindre l'homme qui leur est rendu.

Pendant ce temps, que se passe-t-il à gauche, à gauche, dans la salle où sont restés ceux qui vont partir ?

Là, on demande d'abord à chaque homme qui arrive s'il veut signer un engagement, c'est-à-dire consentir à travailler pour les Allemands moyennant un gros salaire. S'il consent, il donne son nom, son adresse ; il est autorisé à rentrer chez lui, afin de faire ses préparatifs et de partir au bout de quelques jours. S'il refuse — et c'est le cas de l'immense majorité — il est menacé de toutes les calamités, et il va rejoindre le troupeau animé de ceux qui furent comme lui dignes et intraitables, et qui l'accueillent par des acclamations comme pour une victoire, la victoire de l'homme qui subit, mais qui ne se soumet pas.

On attend encore. On attend que le groupe soit suffisamment dense. Quand il l'est, on l'entoure de soldats, bayonnette au canon, on l'encadre de cavaliers. Et en route vers la gare ! Deux officiers marchent un peu à l'écart, la cravache — oui, la cravache à la main. On suit des ruelles. De temps à autre une femme en larmes, un vieil homme, parvenu jusque-là au prix de quels tenaces efforts, réussit à se glisser dans les rangs, pour une suprême recommandation, pour un dernier adieu ; mais tout de suite les soldats les repoussent, souvent même avant l'étreinte souhaitée.

Sur la grand-route que l'on atteint, aux fenêtres des maisons se pressent des pauvres gens qui regardent, regardent de leurs yeux fiévreux, rougis par les larmes, et qui, presque machinalement, agitent des mouchoirs. Mais ceux qu'ils saluent ainsi ne veulent pas pleurer. Est-ce pour affermir le courage des êtres chers qui les voient ; est-ce pour ne pas montrer une défaillance devant les soldats qui les surveillent ? Presque tous marchent la tête haute ; ils agitent leur casquette et ils marchent inlassablement, comme ils chantaient

dans la cour de l'école. Mais il y a des voix rauques et des voix mouillées.

Ils marchent ; à chaque coin de rue, il y a un bref tumulte. Toujours l'un ou l'autre des prisonniers tente de fuir, mais toujours aussi, un cavalier le poursuit, et le rejette dans le rang, à moins que, d'un coup de cravache, l'un des officiers ne l'y ait rejeté déjà. Et alors, l'homme, blême, les poings serrés, pendant quelques instants se tait. Que se passe-t-il en lui ? Que se passe-t-il dans le cœur de ces autres qui, passant devant leur demeure, se précipitent dans les bras de leur femme, embrassent leurs enfants et sont arrachés d'eux par un soldat ?

Ils se taisent aussi. Mais bientôt de nouveau, ils chantent d'une voix plus rude encore. Ils ne pleurent pas.

Enfin, le cortège atteint un passage à niveau. On le fait s'engager sur la voie du chemin de fer, entre deux talus. La gare est proche ; un train de wagons à bestiaux attend. On ne voit plus rien. On entend seulement des clameurs, des chants la *Brabançonne* et la *Mar-scillaise* encore. Cela dure longtemps, très longtemps, des heures. La nuit est tombée. Vers 6 heures, tout à coup, les voix qui chantent sont couvertes par un bruit de fanfares. De la musique ? Oui, on a amené dans la gare une musique du régiment, et c'est elle qui salue des accents d'une marche militaire le départ du train lugubre, sans lumière, de ce train dont l'apparition au passage à niveau va provoquer une émotion si désespérée que des femmes et des vieillards tomberont en syncope, aux sons ironiques de la marche allègre exaspérante.

Ils sont partis. Pour où ? On ne sait pas. Pourquoi faire ? On ne sait pas. Ce que l'on sait, c'est que dorénavant on vivra avec l'obsession de ce souvenir déchirant et de l'angoisse. Et même s'ils reviennent, plus jamais on ne retrouvera la sécurité dans laquelle on vivait jadis... jadis quand on croyait que ces choses n'étaient plus possibles. »

X — *La version administrative allemande des déportations de Court-St-Etienne, de Wavre, Jodoigne et Perwez.*

Pas plus que pour les trois premières déportations, le dossier ne contient de relation suivie des opérations effectuées à Court-St-Etienne, à Wavre, à Jodoigne et à Perwez ; il se borne à retenir les faits de caractère imprévu ; ils sont peu nombreux et de peu d'importance.

En premier lieu, la réception d'un télégramme du Kreischef de Louvain :

Télégramme de Louvain le 14 novembre 1916 à 2 heures,

Au Kreischef de Nivelles.

Environ 50 ouvriers de la firme Léon Monnoyer de Bruxelles se rendront demain à Wavre sous la conduite du directeur Victor Demolliu. On désire instamment qu'ils soient relâchés jusqu'à ce que leur travail soit terminé au Moulin Stordeur d'ici

Kreischef.

Le dossier n'indique pas la suite donnée à ce télégramme par le Meldeamt à qui il fut transmis (Indicateur N° 1418-1) pour son information.

Lors de la déportation de Perwez (18 novembre) un médecin, le docteur Defresne de Walhain-St-Paul, se distingua par son attitude audacieuse, ce qui lui valut les rigueurs immédiates de l'autorité allemande (traduction).

Perwez, le 18 novembre 1916

Notification

Au cours de la déportation d'ouvriers belges en Allemagne ayant lieu ici aujourd'hui, le médecin Defresne Jules, de Walhain St Paul, tenta à plusieurs reprises de pénétrer dans la salle d'école, dans laquelle les gens destinés au transport furent rassemblés. Cela lui ayant été interdit par M. le lieutenant Liebrich, il rit d'une manière provocante. Il fut à ce point insolent et récalcitrant qu'il dut être éloigné de force du local de rassemblement.

Sa carte d'identité lui fut enlevée et se trouve ici en annexe.

1 annexe.

(s) Blasing, vizefeldwebel,
auprès du Meldeamt du Kreis de Bruxelles.

J. Defresne fut ensuite, sur ordre du lieutenant Liebrich, arrêté et conduit à la kommandantur de Perwez, parce qu'il pénétra de nouveau dans le local de rassemblement.

Le dossier ne dit pas quelle peine fut infligée à ce patriote qui voulait certainement intervenir pour empêcher l'autorité allemande de déporter des malheureux inaptes au travail ou des ouvriers innocents.

Le même jour et le lendemain 19 novembre, il y eut une alerte causée au Meldeamt par un télégramme du Gouvernement de la province : le médecin priait le Gouvernement provincial d'avertir le plus vite possible le Kreischef qu'un cas de typhus venait d'être

constaté chez une femme de Thines près Nivelles, dont le mari venait d'être déporté en Allemagne ; ce déporté devait être envoyé en observation dans un lazaret, comme susceptible d'être lui-même contaminé ; mais on ignorait en quel camp il était. On pria en conséquence le Kreischef de faire désinfecter d'urgence la maison de la malade par le service sanitaire du bataillon de Wesel, de rechercher en quel camp le mari avait été déporté et de télégraphier au commandant de ce camp d'envoyer l'homme immédiatement à l'hôpital.

Le Kreischef de Nivelles y pourvut le 19 novembre (Indicateur N° 1530-1).

On a ici un exemple de la vigilance avec laquelle le service d'inspection sanitaire remplissait sa tâche. Mais on notera aussi que, dans le cas présent, cette vigilance était dictée en premier lieu par le soin de l'intérêt allemand, on n'apportait pas, hélas, autant de soin à examiner médicalement, lors du contrôle, l'aptitude physique et l'état de santé des déportés belges.

XI. — Ce qu'était le contrôle aux séances de revision

Une pièce manuscrite du dossier apporte la révélation indirecte de la précipitation avec laquelle les opérations de soi-disant contrôle durent être menées. C'est le brouillon (deux pages au crayon) d'une répartition des communes, préparatoire à la réquisition de contrôle, répartition que l'on combinait par heure de travail, sur base de la population des diverses communes, de manière à égaliser autant que possible la tâche des reviseurs et à limiter celle-ci à la revision, en une heure, du nombre d'hommes assujettis existant dans un groupe moyen d'environ 6 000 habitants.

On y constate que les bases de ce classement ont été, en résumé, les suivantes (les heures et totaux sont indiqués au tableau, qui donne en outre le nom des communes) (résumé):

Déportation de Court-St-Etienne

<i>Heures de comparution</i>	<i>Hommes de :</i>	<i>Comptant ensemble</i>
9 heures	5 communes	5900 habitants
10 »	5 »	6300 »
11 »	4 »	6750 »
12 »	6 »	5550 »
1 »	2 »	7400 »

Déportation de Wavre.

9 heures	1 commune (Wavre)	8000 habitants
10 »	7 »	4100 »
11 »	2 »	5600 »
12 »	2 »	4950 »
1 »	4 »	5050 »

Déportation de Jodoigne

9 heures	3 communes	5550 habitants
10 »	7 »	5200 »
11 »	6 »	5750 »
12 »	6 »	6850 »
1 »	5 »	6050 »

Déportation de Perwez

9 heures	5 communes	5500 habitants
10 »	5 »	5200 »
11 »	5 »	5550 »
12 »	5 »	4900 »
1 »	4 »	3500 »

Il était manifestement impossible, dans de telles conditions de temps, de procéder à un contrôle sérieux de l'identité, de l'état de santé et de l'occupation professionnelle normale et effective ; en réalité, il ne pouvait y avoir, et il n'y a eu qu'un simulacre de vérification, comme le disent les victimes et les témoins oculaires, notamment l'auteur de la relation de Wavre ci-dessus reproduite

Au reste, une pièce capitale le reconnaît, sous la signature du Gouverneur général, baron von Bissing, lui-même .

14 11.16

Télégramme du Gouvernement de Bruxelles et du Brabant

Les difficultés non à méconnaître rencontrées dans le triage des sans-travail ont eu pour conséquence d'entraîner la déportation de gens malades, d'incapables au travail et de gens qui, au témoignage de leur carte d'identité, avaient de l'occupation

En raison de nombreuses protestations, je requiers les directeurs responsables (des opérations) de se conformer suivant possibilités à mes instructions et de ne déporter que des gens en qui sont réalisées les conditions requises.

Ic. N° 8870.

Baron von Bissing.

Gouvernement de Bruxelles et du Brabant N° 2822
au Kreischef de Nivelles

pour information et disposition.

Gouvernement de Bruxelles et du Brabant.

Kreischef impérial
de Nivelles
Indicateur N° 1417-1

Ottignies, le 14 novembre 1916

Au Meldeamt
ici

pour information.

(s) Comte von Schwerin.

Le baron von Bissing, contrarié de recevoir, dès le 14 novembre 1916, tant de réclamations, a donc cru devoir rappeler ses subordonnés au respect de ses instructions appliquées trop brutalement, et sans doute impossibles à appliquer avec humanité ; mais l'autorité supérieure allemande se préoccupait davantage encore d'éviter les « fuites » qui pouvaient se produire dans le cours de ses opérations de capture. On en aura la preuve plus loin dans le travail de perquisition domiciliaire et de contrôle itératif entrepris après les opérations d'enlèvement en masse, pour récupérer un à un les récalcitrants et les « carottiers ».

Avant d'aborder ce sujet et celui des enquêtes sur réclamations et dénonciations, notons encore au passage quelques documents, significatifs quant au vrai caractère des déportations

D'abord une communication qui montre que la déportation se faisait avant tout pour les besoins militaires de l'Industrie Buro, lequel, on l'a vu plus haut, était l'organe d'exécution du plan du Grand-Quartier-Général (traduction):

Gouvernement de Bruxelles et du Brabant I C. 2880 du 16.11.16.

Un cas particulier amène à attirer l'attention sur le fait que les représentants de l'organisme Commerce et Industrie (Industrie Buro) ont le plus grand intérêt à la déportation des gens refusant le travail.

Il est, en conséquence, instamment désiré que l'on donne suite aux désirs légitimes de ces représentants, pour autant que ne s'y oppose pas un fort empêchement

Dans le triage des déportables, on doit attribuer une importance particulière à ce que l'on prenne des professions utilisables.

de la part du Gouvernement,
von Stockhausen,
major.

Télégramme reçu téléphoniquement le 16.11.16 à 7 h 50, (s) Ridding, sous-officier.

(Ajouté au crayon):

Transmis, téléphoniquement au Kreischef, par ordre (s) Ridding.

Le vrai principe de choix des individus à déporter sera donc « les professions utilisables » utilisables, s'entend, dans l'ordre des desseins de l'Industrie Buro

Autre télégramme du même Gouvernement et des mêmes jour et heure :

Gouvernement de Bruxelles et du Brabant I. c. N° 2880 du 16.11.16

Lors du rassemblement aux fins de déportation des sans-travail, la participation (aux opérations) dans la mesure réglée par l'instruction du 10.11.16 Ic. N° 8500 est autorisée pour les organes du Comité National.

Au contraire les organes de la Commission for Relief in Belgium n'ont aucun droit d'être présents à ces rassemblements et doivent, le cas échéant, être écartés d'une façon convenable Ic. 9140.

Au Meldeamt de Nivelles pour information et en tenir compte.

Gouvernement de Bruxelles et du Brabant Ic 2879 du 16.11.16

Télégramme reçu téléphoniquement 16.11.16 — 7 h. 50.

(s) Ridding,
s/officier.

Transmis téléphoniquement au Kreischef, par ordre

(s) R.

Cette communication éveille l'idée que l'autorité allemande désirait tenir à l'écart des opérations certains étrangers de marque qui auraient pu devenir pour elle des témoins gênants.

*XII. — Les « erreurs » dans la désignation des déportés.
La poursuite des récupérables.*

Disons maintenant un mot des « erreurs » et des réclamations. Les instructions du Gouvernement général étaient de « ne déporter que des individus réellement vérifiés sans travail » ; la liste ci-après d'individus non-chômeurs compris dans la déportation de Nivelles montre que la vérification fut vraiment peu sérieuse. Cette liste, dressée à l'époque par le témoin oculaire belge, auteur de la relation ci-dessus reproduite, parvint au Gouvernement belge avec cette relation et le « Bureau documentaire Belge » la communiqua à la presse ; mais elle figure aussi à la fin du dossier sous forme de copie d'un article du *XX^e Siècle*, organe belge paraissant au Havre.

Cette nomenclature concerne la seule ville de Nivelles. Rappelons que le convoi des déportés parti de Nivelles le 8 novembre 1916 emportait, d'après le dossier allemand, 1096 hommes.

*Liste nominative des déportations faites à Nivelles
de non-chômeurs et de personnes qui ne sont ni chômeurs ni ouvriers.*

1^o) Ouvriers non-chômeurs qui ont été enlevés (37 personnes):
(sans compter les 13 agents de l'exploitation des Chemins de fer vicinaux).

Lanneau Jean-Baptiste, machiniste, blessé en 1894, lors de la catastrophe de Cérroux-Mousty, et pensionné depuis.	Tamigniaux Louis, imprimeur ,
Duchene Fernand, ébéniste et cabaretier ,	Minot Gustave, ajusteur ;
Piersaux Gustave, menuisier ,	Dechef Henri, domestique ;
Wilmot Georges, voiturier ;	Arcq Robert, domestique de ferme ,
Garin Etienne, aide-maçon ;	Arcq Marcel, domestique de ferme;
Dumont Georges, commissionnaire (troubles cérébraux);	Desclez Charles, domestique de ferme ,
Bette Frédéric, forgeron et cabaretier ;	Chaufoureaux Jules, machiniste ;
Leclercq Georges, ouvrier brasseur ;	Henneau Ernest, ajusteur ;
Rousseau François, cordonnier ;	Renaud Joseph, jardinier ,
Pietain Emile, imprimeur ;	Gossiau Georges, domestique de ferme ;
	Claes, ouvrier brasseur ;
	Trefois Victor, garçon coiffeur ;
	Lempereur Georges, magasinier

2^o) Déportés qui ne sont ni chômeurs ni ouvriers (42 personnes):

Putzeys Arthur, négociant ;	Ory, employé ,
Herman Georges, hôtelier ,	Binet Jean, hôtelier ;
Vinclaire Jules, dessinateur ,	Smal Henri, tireur de vins ,
Duter Marcel, étudiant ;	Soumois Léon, concierge ;
Godeau Maurice, charcutier ;	Van der Cruyssen Auguste, dessinateur à l'Etat ;
Cause Gustave, rentier ;	Petebroeck Georges, dessinateur,
Stuckens fils, propriétaire (château de Granbais);	Hemberg Raoul, employé ;
Jeuniaux Jules, dessinateur ,	Michiels Gaston, accordeur de piano ;
Pierman Henri, patron vitrier ;	Plasman Roger, laitier ;
Sépulchre Albert, étudiant ,	Harcq, père et fils, cabaretier et coiffeur ;
Dechief Fernand, fermier ;	Nachtergael, jardinier et propriétaire ;
Cloquet Ferdinand, chef-garde à l'Etat ,	Delwarte Gustave, boucher ;
Evenepoel Jean, dessinateur ;	Dehoux Emile, cultivateur ;
Sampoux Georges, employé ;	Bile Antoine, cultivateur ;
Pondalet Gaston, tailleur ;	Canelle Edmond, rentier.
Noirsaint Florimond, charcutier ;	Les deux frères Dubois, négociants en vieux fers ;
Gossiau Charles, bourrelier ,	Gobert et ses deux fils aînés, patron peintre, père de onze enfants.
Les deux frères Laurent, loueurs de voitures ;	
Corbisier Désiré, marchand de charbon ;	
Denis Nestor, cultivateur ;	
Lacroix, sous-chef de gare à l'Etat ;	

La question se pose de savoir si l'autorité allemande peut dé-gager sa responsabilité de ces « erreurs » et les prétendre involon-taires de sa part.

Les autorités allemandes étaient résolues, on l'a vu, à se pro-curer, en Belgique, de gré ou de force, la main-d'œuvre de rempla-cement nécessaire pour combler les vides creusés par les levées militaires dans les usines de guerre d'Allemagne. Il est plausible qu'elles aient désiré, en principe, ne déporter, autant que possible, que les ouvriers sans-travail. Mais ont-elles pu compter sérieuse-ment que la population ouvrière se prêterait de bonne grâce à l'enrôlement volontaire au mépris de son devoir patriotique? Evi-demment non sa résistance aux édits précédents de von Bissing qui avaient tenté de les contraindre par la famine, les amendes et la prison, au travail sur place en faveur de l'intérêt allemand, de-vait leur avoir ôté toute illusion à cet égard.

S'étaient-elles imaginé, d'autre part, que les autorités com-munales belges se prêteraient à coopérer à la proscription de leurs administrés de la classe ouvrière en fournissant bénévolement des listes de chômeurs? On a peine à le croire.

Il incombait, dès lors, à l'autorité allemande, si elle voulait réellement limiter la déportation aux seuls vrais chômeurs vivant à la charge de l'assistance publique, d'organiser elle-même un contrôle sérieux. Elle ne le fit pas et voulut avant tout « faire vite » et obtenir de la main-d'œuvre en masse, dû-t-on opérer, pour cela, à l'aveuglette.

Le Grand Quartier Général avait d'ailleurs fixé d'avance le nombre de bras qu'on devait, coûte que coûte, procurer à l'indus-trie allemande. L'Industrie Buro avait recensé en Allemagne les professions et industries qui avaient besoin de renfort par suite des nouveaux enrôlements militaires. Ordre avait été donné au Gou-verneur général von Bissing d'expédier en Allemagne dans un délai déterminé, les travailleurs belges à raison de 20.000 par se-maine, chiffre ensuite ramené provisoirement à 8.000. On le sait par l'aveu du Gouverneur général von Bissing lui-même écrivant le 25 novembre 1916, au Feld-Maréchal von Hindenburg dans une lettre confidentielle tombée depuis la guerre en mains du Gou-vernement belge, ce qui suit (traduction) :

Dans l'entretemps, de nouvelles difficultés semblent avoir surgi dans la patrie, car j'ai reçu de différents côtés le 2 novembre, le 3 novembre et le 11 novembre 1916 l'invitation de déporter, non pas

20.000 ouvriers hebdomadairement, comme cela était entrepris et assuré ici conformément aux ordres donnés, mais 8.000 ouvriers seulement ; je regrette ce nouveau retardement survenu dans l'effort poursuivi par Votre Excellence comme par moi pour parer aux besoins de main-d'œuvre régnant en Allemagne et j'espère que les circonstances calamiteuses en Allemagne connues de Votre Excellence et les modifications qu'il a fallu conséquemment apporter coup sur coup aux mesures que j'avais préparées, ne retarderont pas davantage l'exportation d'ouvriers belges . » (1).

On voit par là combien l'exécution était précipitée. Le délai assigné, extrêmement court, rendait tout triage sérieux vraiment impraticable, même pour des fonctionnaires aussi zélés, ingénieux et méticuleux que les fonctionnaires allemands. Les « erreurs » étaient donc rendues inévitables, mais bien par le fait même des ordres donnés à exécuter et non par la faute du légitime refus de collaboration des autorités belges.

Plusieurs des documents publiés ci-dessus l'ont déjà montré, ceux qui suivent le confirment directement ou indirectement

Le 16 novembre 1916, le major Sostmann, chef du Meldeamt de Nivelles, adresse à tous les bourgmestres des chefs-lieux de canton de son ressort la communication ci-après, avec ordre de la transmettre sans délai à tous les bourgmestres de leur canton ; elle vise le contrôle indirect des individus récupérables, ayant peut-être échappé au coup de filet (traduction).

Ottignies, le 16 novembre 1916.

A Monsieur le Bourgmestre à...

Vous avez à faire connaître immédiatement par affiche que tous les citoyens de votre commune qui n'ont pas été assujettis à la réunion générale de contrôle (prêtres, médecins, avocats, professeurs, etc.), ou qui, par suite de maladie ou d'âge n'ont pas pu ou dû donner suite à la réquisition, qu'ils doivent présenter, personnellement ou simultanément par le garde champêtre, au plus prochain jour de contrôle, les cartes d'identité, afin que ces cartes reçoivent l'apposition du timbre de vérification. Sans ce timbre, les personnes intéressées courent le risque d'être appréhendées par les troupes.

(s) Sostmann,
major.

(1) Le texte complet de cette lettre importante a été publié avec traduction et commentaires dans le « Correspondant » de Paris, n° 1393, du 10 octobre 1920.

Le 30 novembre 1916 — et ceci montre avec quelle rigueur la population était tenue en surveillance constante — le major Sostmann envoie à son chef la demande d'instruction dont ci-après la minute (traduction)

Indic N° 8080
Référéce : néant
Objet : Belges sans travail.

Ottignies, le 30.11.16

A Monsieur le Kreischef impérial de Nivelles, à Ottignies.

Le Meldeamt sollicite une directive sur la manière dont il faut agir avec les Belges qui sont trouvés sans timbre sur la carte d'identité dans les circonstances suivantes :

a) à l'occasion des réunions périodiques de présentation de la carte d'identité ,

b) après le 15 décembre de cette année par les patrouilles ,

En outre comment doivent être traités les gens :

a) dont le chômage est établi par l'examen des permis de voyage ou qui ne satisfont pas à la réquisition d'aller chercher du travail à l'Industrie Buro ,

b) qui se sont évadés des compagnies de construction de chemin de fer travaillant en Belgique ou qui ont été licenciés par elles, par suite de maladie ou de refus prolongé de travail.

Major.

Il paraît résulter de cette pièce que des patrouilles systématiques avaient été prévues et ordonnées pour la période d'après le 18 décembre.

Et en effet, le comte von Schwerin, répond (Indicateur N° 1777-1) :

Ottignies, le 2 décembre 1916.

Au Meldeamt

ici

Avec référence à la lettre d'ici du 30.11.16 — Indicateur N° 8080 — il est satisfait comme suit aux questions posées :

Au 1 a) voyez G. G. Instruction Ic. N° 8500 du 10.11.16-

J'estime particulièrement que la déportation s'impose, au cas où les conditions exigées se trouvent réalisées. Sinon il y a lieu d'infliger une peine conformément à l'affiche officielle du Kreischef du 3.11.16. Ces cas doivent alors être poursuivis judiciairement.

Au 1 b) Après le 18.12.16 les gens arrêtés par les patrouilles sont conduits au Meldeamt pour déportation. Cet ordre regarde plus tard directement les troupes d'ici. Le Meldeamt agit alors pour le reste comme sous 1 a).

Au II a) Les gens en question doivent être déportés au cas où les conditions requises sont réalisées, comme il est dit sous I a)

Au II b) J'ai l'intention de proposer au Gouvernement de faire parvenir aux organismes en question (Compagnie de construction de voies ferrées, Industrie Buro) une directive conforme tendant à ce qu'ils fassent immédiatement connaître par écrit au Kreischef compétent, le départ de ces ouvriers avec indication du motif pour lequel ils ont quitté leur poste de travail chez eux

Ensuite on devrait suivre pour le reste, le cas échéant, la ligne de conduite indiquée sous I a).

(s) Comte von Schwerin.

Aux opérations d'enlèvement en masse succéda donc la recherche individuelle des déportables oubliés, échappés ou compris dans la déportation d'autres Kreis. Le Meldeamt en dut même avoir sa tâche surchargée car, le 4 décembre 1916 (Indicateur Meldeamt N° 8174), le major Sostmann signalait déjà au Kreischef, que le personnel affecté à la Division des sans-travail était insuffisant et « devrait être renforcé de 2 hommes ayant une bonne écriture et quelque connaissance de la langue française ». Les enquêtes et perquisitions domiciliaires nécessitées par les réclamations augmentèrent encore le travail de ce bureau.

XIII. — Les réclamations et requêtes de rapatriement.

L'« A.L.Buro » (Bureau des Sans-Travail), chargé de faire rapport sur les réclamations, n'avait naturellement pas reçu pour objectif de chercher à faire la lumière dans l'intérêt des déportés sur les motifs d'exemption ou les erreurs invoqués, mais plutôt de prémunir avant tout l'intérêt allemand contre le risque de réclamations non fondées ou artificieuses. A ses yeux, il y avait présomption qu'on ne s'était pas trompé du côté allemand et que les « réclamants » étaient plus probablement des « carottiers »; l'attention du Bureau des Sans-Travail devait donc se fixer en premier lieu sur la fraude à dépister. Cet état d'esprit, bien administratif, mais peu propre à faire rendre aisément et sûrement justice aux individus victimes d'erreur, se remarque dans la note de service ci-après adressée par le Bureau des Sans-Travail, soit au Kreischef soit au Meldeamt. Le Bureau y indique les difficultés de sa tâche ; il se plaint de n'avoir que des éléments insuffisants de contrôle. La note n'est pas datée, mais elle doit être de peu de temps postérieure à la déportation de Perwez (18 novembre 1916) (traduction) :

L'A.L. Büro [Arbeitsloser Büro] possède comme base [de travail] les listes des déportés fournies par le Meldeamt, dans lesquelles sont donnés les noms, les numéros des cartes d'identité et les professions. Il est arrivé que les professions inscrites ne correspondent pas toujours à la réalité. Ces erreurs proviennent en général de ce que, lors de la déportation, les indications données aux scribes n'ont pas été bien traduites, parfois au contraire ont été intentionnellement données d'une façon inexacte. C'est ainsi que beaucoup se sont désignés comme travailleurs agricoles, dans l'espoir d'obtenir leur liberté. En outre, une partie de la population a indiqué (comme profession) son activité originaire, notamment lorsque celle-ci avait été atteinte par la situation économique générale et s'était changée en une plus rémunératrice. Le réclamant se sert naturellement des indications de profession les plus propices à la libération.

En ce qui concerne les déportés assujettis au contrôle (contrôle mensuel ordinaire du Meldeamt) la profession originaire peut être établie avec une certitude approximative au moyen de la collection de cartes (Kartotek) du Meldeamt. En ce qui concerne les autres, il peut la faire rechercher de nouveau par les troupes au moyen d'investigations attentives qui ne sauraient être accomplies en 3 à 4 jours.

Le Meldeamt considère donc comme important que le réclamant fasse connaître la profession qu'il a originairement indiquée. Maintes qualifications donnent directement le change ; telle est la qualification « étudiant » qui fréquemment ne doit pas être traduite par « student », parce que des travailleurs manuels, par exemple, qui fréquentent une école de métiers, s'appellent volontiers « étudiant ». Le terme « employé » aussi ne signifie nullement « Beamter » (fonctionnaire) au sens allemand. Tout commis (même privé), petit agent, scribe de bureau, se donne cette qualification.

Le Meldeamt tient pour nécessaire et urgent d'attirer l'attention du Ministère de la Guerre sur ces derniers points.

A cette pièce sont annexés quelques fragments des listes nominatives de déportés fournies par le Meldeamt ; un certain nombre de noms sont barrés au crayon bleu sans qu'on puisse découvrir la pensée directive de ces biffures ni leur sens effectif ; on remarque d'autre part, que les noms de tous les individus nés en 1867 sont barrés au crayon noir.

Le dossier contient trace de dix requêtes de rapatriement, fondées sur le motif d'une « erreur » commise dans l'appréciation de la qualité de chômeur.

Ces requêtes ne semblent pas avoir été l'objet d'une instruction fort attentive, à moins que le dossier ne soit incomplet sur ce point, — chose possible mais peu vraisemblable eu égard à la succession presque ininterrompue de la numérotation des pièces à l'indicateur d'entrée du Meldeamt. En tout cas, sur ces 10 réclamations connues par le dossier, trois ont été laissées sans suite

apparemment ; il a été fait droit à une seule (un ouvrier de Nethen, relaxé le 19 décembre, à la demande des dames qui l'employaient comme garde-chasse et domestique); refus a été opposé à six demandes d'exemption ou de rapatriement fondées sur l'occupation permanente des intéressés (1 ouvrier de Roux-Miroir, un de Glimes, 1 d'Orp-le-Grand, 3 de Lathuy). D'autre part, on a admis comme justifiée l'absence au contrôle de Jodoigne (17 novembre) de 3 malades de Noduwez.

Les circonstances du rejet des 6 demandes d'exemption ou de rapatriement sont caractéristiques .

Aucun des 6 ouvriers en question n'était chômeur ; tous étaient au travail en des usines ou dans l'exploitation agricole de leurs parents cela n'était pas contesté par le Meldeamt ; ils furent néanmoins tous déportés

L'ouvrier de Roux-Miroir avait comparu une première fois au contrôle du 17 novembre à Jodoigne ; quoique non-chômeur, il avait été retenu et, sur son acceptation de travailler pour l'autorité allemande, il fut envoyé à Louvain comme forgeron, d'où on le renvoya avec sa carte d'identité ; au contrôle du 9 décembre, on prétendit qu'il n'avait pas passé au contrôle du 17 novembre, parce que sa carte n'était pas timbrée ; on l'arrêta et on le retint à la gendarmerie de Jodoigne ; il fut déporté le 10 au matin, malgré la preuve administrative des faits ci-dessus.

Quant à l'ouvrier de Glimes (Armand Chaltin), et celui d'Orp-le-Grand (François Delisse), il semble que le Meldeamt ne se serait pas opposé à leur relaxe. Il y a, au dossier, en faveur du second une requête touchante, écrite le 14-12-16 en langue allemande, par un citoyen belge qui avait accepté de s'interposer au nom du père de l'intéressé ; on y relate « que ce jeune ouvrier, déporté le 18 novembre et envoyé à Hombourg, bien que non-chômeur (constamment occupé aux usines de St Hubert, d'Orp-le-Grand) était l'unique soutien de ses vieux parents et que sa mère était presque totalement paralysée. « Ce serait, disait-on, un acte de justice, et en même temps de charité de rendre ce jeune homme à ses vieux parents ».

Voici la suite donnée (traduction) à la requête :

Landsturm Infanterie-Bataillon
Sondershausen
Indicateur N° V 296/356

Wavre, le 20 12 16.

Au Meldeamt allemand de Nivelles, à Ottignies.

Le bataillon renvoie les annexes en faisant observer que Armand

Chaltin et François Delisse ont été déportés en Allemagne le 19 12 au matin après avoir été trouvés aptes au travail dans l'enquête du 18.12 à Jodoigne. Les personnes prénommées ne purent plus être libérées de la déportation, parce que la lettre du Meldeamt du 17 12 16 — Indicateur 8949 — n'est arrivée au Bataillon que le 18.12 après-midi.

Il ne s'était donc fallu que de quelques heures pour que ces malheureux échappassent à la déportation ! L'excuse donnée est d'ailleurs plutôt officielle que vraie, puisque l'avis urgent du Meldeamt était, en somme, arrivé encore à temps pour empêcher l'injustice de se commettre (soit le 18 12.16 après-midi, la veille du départ fixé au 19-12 matin).

Il n'y a pas trace au dossier d'un ordre de rapatriement ultérieur de ces malheureux, au moins en 1916 ; les hommes que l'autorité allemande avait pris, elle les tenait.

Quant aux trois ouvriers non-chômeurs de Lathuy (dont deux étaient soutiens de leurs vieux parents), leur rapatriement fut demandé, mais refusé, sous le prétexte que ces malheureux, vaincus probablement par les souffrances ou par des actes de pression avaient accepté « volontairement » du travail à Hambourg.

L'administration allemande apportait, on va le voir, plus de soin aux enquêtes sur les dénonciations qui lui étaient faites.

XIV. — *Dénonciations anonymes*

Chose triste à constater, il s'est trouvé dans certaines localités des gens assez indignes pour assouvir leurs rancunes privées contre des compatriotes, en dénonçant anonymement ceux-ci à la déportation ; et d'autres pour envoyer aux autorités allemandes, par animosité politique ou autre, de prétendues « listes de chômeurs » à la place de celles que les autorités communales avaient refusé de dresser ou délivrer.

On trouve au dossier trois de ces dénonciations anonymes : une de *Mélin*, 22 novembre 1916, à la Kommandantur de Jodoigne, dénonçant 35 personnes ; une autre de *Cortil-Noirmont* du 10 décembre 1916, au Kreischef de Nivelles, dénonçant 100 personnes ; la troisième de *Baisy-Thy*, au Gouverneur général von Bissing dénonçant 15 personnes.

Les trois dénonciations furent soumises à des enquêtes approfondies. Des explications détaillées furent exigées des autorités communales pour chaque individu dénoncé, avec indication de

la profession et éventuellement le nom du patron employeur. Ces enquêtes aboutirent à la justification des autorités communales : les dénonciations étaient calomnieuses.

A *Cortil-Noirmont*, vérification faite, six cas seulement semblaient rester douteux, mais un seul est resté finalement inexpliqué.

A *Baisy-Thy*, le ff. de bourgmestre prouve que, des 15 individus dénoncés, 8 sont au travail, 1 est âgé de 59 ans, 4 sont des ouvriers du chemin de fer de l'État belge vivant d'avances de fonds autorisées par l'autorité militaire allemande, 1 est idiot, 1 seul est sans travail.

Quant à *Mélin*, le dossier contient un rapport d'enquête détaillé rédigé de la main d'un capitaine allemand et dont on appréciera le caractère sommaire et le ton méprisant (traduction — le document n'est pas daté).

1^{re} Compagnie
Landsturm Infanterie-Bataillon
Sondershausen

« Il s'agit dans le cas en question d'une des manifestations anonymes ordinaires par lesquelles des Belges se rendent mutuellement suspects. Cet écrit prouve, qu'avec quelque peu de bonne volonté, il aurait été possible aux bourgmestres de procurer la liste des sans-travail réclamées plusieurs fois par l'autorité.

Les personnes désignées sont en général à considérer comme sans-travail. Ce sont pour la plupart des tailleurs de pierre qui, pour le moment, et en partie à la suite de la déportation imminente ont trouvé un refuge dans l'agriculture et auprès de parents. D'après les renseignements recueillis et les déclarations du secrétaire communal, le n° 3, Houart Henri et le n° 4, Houart Arthur, sont des peintres de façade, le dernier pour le moment malade à Bruxelles, le n° 5, Alfred Lebrun, est employé du Comité National ; le n° 7, Joseph Lebrun, est journalier et tailleur de lin ; le n° 9, Joseph Cultiaux, est machiniste de machine à battre le blé ; le n° 10, Favart Sylvain, est ébéniste, le n° 14, Antoine Ruelle est commerçant en œufs et messenger vers Bruxelles, le n° 33, Noyens Emile est pareillement tailleur de pierres, mais serait malade.

(s) Heldemann,
Hauptmann.

XV. — *Autres rapatriements.*

Le dossier ne donne pas de statistique de rapatriements opérés à la suite de constatations faites *en Allemagne*, d'inaptitude au travail ou de maladie ; mais il contient trois documents de rapatriements individuels.

1°) Le 17 décembre, la Kommandantur de Liège avertit le Kreischef de Nivelles du rapatriement de 15 déportés de son district reconnus inaptes au travail. Le Kreischef en avise le Meldeamt, le Commissaire civil et le Bureau des sans-travail (Indicateur N° 2551-1 du 19.12.16).

2°) Le 18 décembre, se présentent aux autorités allemandes de Nivelles, 23 individus revenus d'Allemagne comme inaptes au travail (liste nominative au dossier)

3°) Le 29 décembre 1916, l'autorité allemande renvoie à Nivelles un individu réclamé par son patron et qu'on avait mis au travail forcé au chemin de fer à Aubel.

Il est possible qu'il y ait eu d'autres rapatriements individuels en 1917. Rappelons que le dossier ne se rapporte qu'à l'année 1916.

XVI. — Les engagements prétendument « volontaires ».

Le dossier ne fournit pas non plus d'indications précises sur le nombre des individus qui acceptèrent de signer les contrats de travail que, lors des réunions de revision, l'Industrie Büro leur présentait, sous menace de déportation. Les témoins belges ont dit qu'il y eut très peu de défaillances, nonobstant l'héroïsme qu'il fallait pour ne pas succomber : encore faut-il noter que plusieurs de ces défaillants ne tardèrent pas à racheter leur faiblesse momentanée. Témoin ce document envoyé par le Meldeamt de Malines à celui de Nivelles (traduction) :

Meldeamt allemand de Malines
Province d'Anvers
Indicateur N° 7791

Malines, le 9.12.1916.

Au Meldeamt allemand de Nivelles,

Les ouvriers [suivent 12 noms] lors de la réunion de déportation du ressort de contrôle de chez vous, se sont déclarés prêts à accepter du travail au chemin de fer.

Les cartes d'identité leur ont, en conséquence, été enlevées ; ils ont reçu en remplacement une carte jaune provisoire. Les noms de ces ouvriers furent communiqués par la Direction militaire générale des Chemins de fer à Bruxelles au Bureau militaire de travail des chemins de fer d'ici qui appela ces gens au travail. Les prénommés se refusent maintenant à accepter le travail et à signer aucun contrat.

Puisque les prénommés ne se sont visiblement déclarés prêts à accepter le travail que pour n'être pas déportés en Allemagne, ils ont

été, en attendant, mis en prison et seront compris demain dans le convoi de sans-travail dirigés sur l'Allemagne

9 cartes de présentation sont envoyées en annexes.

— 9 annexes

Le Président du Meldeamt,
(s) Braun,
Hauptmann

XVII. — *Les conditions du transport en Allemagne.*

Mais qu'étaient devenus les déportés, une fois embarqués, et dans quelles conditions leur transport en Allemagne avait-il été effectué?

Les témoins belges, c'est-à-dire les victimes et leurs proches, disent que le voyage des déportés fut un vrai martyre. Au départ, les malheureux bravant leurs gardiens et défiant la souffrance, voulant peut-être ainsi, en s'étourdissant eux-mêmes, rendre un peu de courage à leurs femmes, à leurs enfants, à leurs parents accourus en foule à la gare pour leur dire adieu, se mirent à chanter la *Brabançonne* et la *Marseillaise*. En route, ils souffrirent, de longues heures durant, du froid, de la soif et de la faim. Le voyage était très long : près de deux jours de chemin de fer ; les wagons n'étaient ni chauffés, ni éclairés ; les ravitaillements étaient insuffisants.

Le dossier allemand permet de contrôler la véracité de ces témoignages ; il contient, en effet, des pièces du plus haut intérêt : les quatre rapports de route des chefs militaires convoyeurs des trains de déportés expédiés de Nivelles, de Braine-l'Alleud, de Tubize et de Court-St-Etienne. Voici (en traduction) ces 4 documents :

Soltau, 10 novembre 1916.

RAPPORT

sur le transport de travailleurs forcés belges enlevés de Nivelles le
8 11 1916.

Le convoi fut rassemblé à Nivelles et embarqué à Baulers.

Le kommando convoyeur, composé de 1 officier, 4 sous-officiers et 36 hommes était fourni par le Landst. Inf. Bataillon de Hagen (VII, 52) chef du convoi le Feldwebel-leutnant Thon, N° du train 231096, le nombre de Belges à transporter atteignait 1097

Le départ se fit le mercredi 8 novembre 1916, à 6 h 25 de l'après-midi. Suivant avis de l'employé de surveillance de la gare de Landen,

une sentinelle de la garde de la voie (bataillon inconnu) fut blessée au pied par le jet d'un objet d'une fenêtre, au passage du train près de Corbeek-Lco. Il semble que ce jet se fit de l'un des derniers wagons. Les investigations faites immédiatement par moi pour trouver l'auteur sont restées vaines. J'ai aussitôt fait informer les Belges, par un interprète, de la défense de jeter des objets hors des fenêtres pendant le voyage.

Le ravitaillement des gens se fit pour la première fois le 8 11 16 à 11 heures du soir à Landen. Il fut distribué du café chaud avec pain et fromage. Le convoi reçut ensuite le premier ravitaillement le 9.11 16 à 9 h. 30 du matin à Aix-la-Chapelle-Ouest. Il y avait de la semoule avec viande de bœuf. A Munster, le convoi fut ravitaillé de thé, saucisson et pain. Ce ravitaillement n'était pas suffisant. On ne pu obtenir du pain sur demande.

Il est aussi à remarquer qu'aucun wagon n'était chauffé, ni éclairé après la chute du jour.

A Aix-Ouest, deux hommes quelque peu faibles de constitution (les frères Dernié) tombèrent sans connaissance, vraisemblablement par suite de la longueur du voyage. Ils revinrent pourtant vite à eux de telle sorte que, après examen du médecin du chemin de fer (le sous-médecin Böheimer), tous deux purent continuer le voyage.

La contenance des Belges fut, en général, bonne; ils se conformaient de bon gré aux observations du commando de convoi. Aucun acte de rébellion n'est survenu.

Arrivée du convoi à Soltau le 10 11 16, 7 h. 30 avant midi; la remise en eut lieu tout de suite à la Kommandantur.

Le certificat de livraison de 1096 hommes est joint en annexe.

La différence entre le nombre de personnes de 1097 à la réception du convoi et le nombre de 1096 à la livraison s'explique par le fait que, occasionnellement, des hommes reçurent élargissement de la part des officiers occupés au triage des hommes ou de la part du médecin, sans que communication en ait été faite au chef de convoi. L'hypothèse de l'évasion de l'homme manquant est exclue. Il était impossible dans l'obscurité, de procéder encore une fois à un dénombrement des ouvriers avant le départ.

(s) Thon,

Feldwebelleutnant et chef de convoi.

Kommandantur de camp
Soltau

1096 ouvriers prisonniers belges sous conduite de 1 officier, 4 sous-officiers, 37 hommes de Hagen 7/52, ont été livrés aujourd'hui au camp de Soltau : certifié par le présent.

Soltau, le 10 novembre 1916
(signature)
Lieutenant.

On notera dans ce rapport, l'aveu de l'insuffisance du ravitaillement et le voyage en train non chauffé, ni éclairé. Les déportés avaient été rassemblés le 8 novembre à 9 et 11 heures du matin à Nivelles et nombre d'entre eux, habitant les villages voisins (distants d'une à quatre lieues), avaient dû se mettre en route dès 6 ou 7 heures ; le premier repas, après cette journée d'émotions violentes, leur fut servi à Landen à 11 heures du soir et ne consista qu'en café, pain et morceau de fromage ; il n'y eut jusqu'au surlendemain 10 novembre matin et peut-être midi, soit en deux jours pleins que 3 repas ou collations ! Et pendant ces longues heures d'immobilité en wagon, à cette saison froide et humide, pas de moyen de se réchauffer !

Les souffrances du voyage sont telles, que deux déportés s'évanouissent à Aix-la-Chapelle. C'étaient sans doute, dit le rapporteur, des hommes de constitution assez faible : appréciation qui se retourne contre la version allemande d'un contrôle médical sérieux de l'aptitude au travail.

Mêmes conclusions à tirer du rapport sur le convoi des déportés de Tubize (traduction) :

Bruxelles, le 25 novembre 1916.

RAPPORT

de l'officier faisant fonctions Brück sur le transport de travailleurs belges à Soltau.

Le 9 novembre à 7 heures du soir, après dénombrement préalable des ouvriers — il y avait 352 hommes — me fut remis le convoi à Tubize. Lorsque l'embarquement eut été fait en bon ordre, je mis le train en mouvement vers 8 heures. Bien que des chants bruyants de la *Brabançonne* et de la *Marseillaise*, de même que les cris de « Vive la Belgique » et « Vive la France » retentissent de toutes les parties du train, le voyage s'accomplit sans trouble remarquable.

A Bruxelles-Schaerbeek, le convoi reçut le premier ravitaillement d'étape. Les gens reçurent du fromage, du pain et du café. Aussitôt que le pain du soir eut été consommé, le voyage continua. Pendant le voyage à travers la Belgique, les ouvriers chantaient bien encore et aussi battaient des pieds violemment par suite du froid — le train resta non chauffé pendant 36 heures de voyage, — mais en approchant de la frontière allemande, ils furent plus tranquilles. A Aix-Ouest, le convoi reçut, vers 11 heures, une soupe chaude qui était appétissante et bonne et fut appréciée par les ouvriers. N'ayant reçu aucun passeport, ni certificat de transport, je m'en fis délivrer par la Kommandantur de la gare. Alors continua le voyage, qui se fit très lentement par Crefeld. A Wanne, on me signala un ouvrier évanoui. Comme nous

avons un court arrêt, je fis reconforter l'homme par une sœur de la Croix-Rouge au moyen d'un peu de soupe chaude, de telle sorte qu'il put alors poursuivre le voyage.

A Munster-Westphalie, entre 10 et 11 heures du soir, il y eut de nouveau un ravitaillement chaud. Le commandant de la gare de cette ville était très en colère à cause des wagons non chauffés et me promit qu'à Osnabruck assistance serait fournie, il voulait même télégraphier à ce sujet. Mais cela resta sans suite. Le voyage continua alors sur Brême. A 9 heures du matin, le convoi arriva à bon port à Soltau, où je le remis à un Feldwebel représentant le commandant du camp.

Le voyage de retour du commando se fit encore le même jour avant midi de Soltau à 11 h 28.

(s) Brück,
Officier ff. L. I. B. Hagen 4 E C.

Certifie, par la présente, avoir été livrés régulièrement au camp de Soltau aujourd'hui, 352 ouvriers prisonniers belges, sous conduite de : 1 officier ff, 2 sous-officiers, 16 hommes

Soltau, le 11.11 16.
(s) feldwebel Crone.

On notera dans ce rapport . 3 ravitaillements en 48 heures ; 36 heures de voyage en wagons non chauffés ; la souffrance du froid est telle qu'un déporté s'évanouit ; le spectacle est si pitoyable qu'il met hors de lui le chef de gare de Munster, (qui veut y faire remédier, mais sa bonne volonté reste sans effet) ; les malheureux ont chanté des chants patriotiques et poussé des cris de bravade pendant toute la traversée de leur patrie

Le rapport sur le voyage des déportés de Braine-l'Alleud conduit à des conclusions analogues (traduction).

RAPPORT

sur le transport de 692 (non 725) Belges de Braine-l'Alleud à Soltau, train N° 23518.

Soltau, le 13 novembre 1916.

Le convoi est parti le 11 novembre 1916 vers 3 h de l'après-midi de Braine-l'Alleud par Bruxelles, Schaerbeek, Aix-la-Chapelle, Gladbach, Osterfeld, Wanne, Munster, Osnabrück, Brême et est arrivé à Soltau le 13 novembre à 1 h. 15 du matin.

Le nombre originellement donné de 725 Belges ne correspondait pas à la réalité ; il n'y avait, d'après les dénombrements entrepris à Schaerbeek, Aix-Ouest et Münster en Westphalie, que 692 Belges présents. Je ne pouvais plus entreprendre un dénombrement à l'embar-

quement à Braine-l'Alleud vu la brièveté du temps L'erreur sera résultée de ce que, au dénombrement par wagons, un wagon aura été compté deux fois

Certificat de délivrance en annexe.

Je fus averti par le chef de gare de Braine-l'Alleud au départ du train qu'un certificat militaire de voyage me serait réclamé avant de franchir la frontière allemande ce qui se vérifia.

Je me suis fait, en passant, délivrer un certificat militaire de voyage par la Kommandantur de la gare de Schaerbeek.

Le ravitaillement à Schaerbeek, Aix-Ouest, Munster-Westphalie et Brême (café seulement pour le commando de convoi) était bon.

Le commandant de la gare à Munster exigea de moi, conformément à l'instruction du Ministère de la guerre, de faire immédiatement payer par les Belges le manger qu'ils prenaient. Je ne pus satisfaire à cette exigence, parce que la majorité des Belges n'emportait pas avec soi assez d'argent.

Au cours du voyage de 34 heures en chemin de fer se fit désagréablement sentir, dans tous les wagons, le manque d'occasions de descendre, de même que le manque d'installations de chauffage pendant les nuits froides. Pour les transports ultérieurs un certificat militaire de voyage devrait être donné pour le voyage de retour du commando de convoi, parce que la délivrance de cette pièce par la Kommandantur de Soltau rencontre des difficultés.

Par ailleurs, il n'y a pas eu d'incidents particuliers pendant le transport.

(s) Hilgenstöhler,
feldwebelleutnant au L. I. B. Hagen (VII/52
et chef de convoi.

Commandantur du Camp
Soltau

Soltau, le 13 novembre 1916.

692 ouvriers prisonniers belges sous conduite de 1 officier, 5 sous-officiers, 40 hommes ont été aujourd'hui livrés régulièrement au camp.

(s) Brandes,
feldwebel du camp.

Ce rapport signale, lui aussi, les souffrances causées par le froid, et le fait qu'il y a eu pour les déportés (partis de chez eux très tôt le 11 novembre) 3 ravitaillements en 48 heures, plus un ravitaillement qu'on voulait leur faire payer de leur poche et que ces malheureux (des sans-travail, sans ressources, d'après la version allemande même) ne purent pour cette raison obtenir. Il dénonce, en outre, un genre de souffrance particulièrement pénible et dont ne parlaient pas les rapports des convois de Nivelles et de Tubize : l'impossibilité, pour les déportés, faute d'arrêts suffisants,

de satisfaire leurs besoins naturels. On remarquera, en effet, que le voyage du transport de Braine-l'Alleud fut accéléré (34 heures au lieu de 37 heures pour Nivelles et 36 heures pour Tubize).

Le rapport sur le convoi des déportés de Court-St-Etienne est plus bref. le chef de convoi paraît avoir éprouvé quelques difficultés à maintenir l'ordre ; peut-être avait-il affaire à des hommes plus remuants ou était-il lui-même d'une humeur moins endurante (traduction) :

RAPPORT

sur le transport de sans-travail belges de Court-St-Etienne à Wittenberg s/Elbe

Le soussigné reçut le 14 novembre 1916 la charge de transporter de Court-St-Etienne à Wittenberg 872 ouvriers belges avec un commando de convoi de 5 sous-officiers et 35 hommes de la 1^{re} Compagnie du Landsturm Infanterie Bataillon Hagen VII/52

Le départ se fit le 14 novembre à 5 h. 1/2 de l'après-midi dans des wagons non fermés à clef

Le ravitaillement eut lieu à Aix-Ouest, Paderborn et Halberstadt et était très bon.

Comme, notamment à l'arrivée vers Liège, un grand vacarme se produisit de la part des déportés, le chef de convoi fit fermer toutes les fenêtres. A Paderborn, il fut établi qu'environ 10 vitres de fenêtres étaient cassées. Comme cela ne pouvait avoir été fait qu'intentionnellement, les papiers furent enlevés aux Belges qui se trouvaient assis près des fenêtres en question et remis lors de la livraison des Belges avec notification verbale de l'incident.

L'arrivée au camp de prisonniers se fit le 16 novembre 1916 à 9 h. de l'avant midi. Les Belges furent remis à l'officier ff. du service du camp Trommer qui délivra l'acquit ci-joint de la livraison effectuée.

Comme, lors des arrêts en pleine campagne, la surveillance du convoi pendant l'obscurité est, de temps en temps, fort difficile, il faudrait, dans l'opinion du soussigné responsable, n'entreprendre le transport que dans des wagons fermés à clef.

Le chef de convoi,
(s) Kolb,
Officier ff. I. VII/52.

ACQUIT.

On été amenés aujourd'hui au camp de prisonniers de Wittenberg, par l'officier ff. Kolb, du L. I. B Hagen VII/52, à Bruxelles, 872 civils belges

Wittenberg, le 16 novembre 1916
(s) Trommer,
Officier ff. du service du camp.

L'auteur de ce rapport paraît ne s'être préoccupé exclusivement que de sa tâche de police. Il attribue à la malveillance le bris de quelques carreaux de fenêtres des wagons, et il a fait punir pour cela probablement des innocents, alors que le bon sens indique que les malheureux, entassés dans des wagons aux fenêtres fermées, n'auront pas trouvé d'autre moyen, pour renouveler l'air, que de briser les vitres

On notera la durée très longue du voyage : 39 1/2 heures.

De l'ensemble des quatre rapports, se dégage la même impression. Les déportés n'ont pas été traités avec les égards qu'on aurait eus pour un transport de soldats. Ils ont été embarqués, surveillés, et à l'arrivée, livrés, comme des prisonniers. On aura remarqué dans « l'acquit de livraison » joint aux trois premiers rapports l'expression typique : « ouvriers prisonniers » (A- Gefangene)

XVIII — *Le rapport général*

Le dossier ne contient plus, ensuite, d'autres pièces relatives à l'exécution des déportations dans le Kreis de Nivelles, pendant l'année 1916, que l'extrait ci-dessus visé du journal le *XX^e Siècle* du 12 décembre 1916 (paraissant au Havre) reproduisant une « liste de déportés de Nivelles qui n'étaient ni chômeurs ni ouvriers », (liste communiquée à la presse, à cette époque, par le « Bureau documentaire Belge » du Havre) et enfin les deux pièces ci-après dont l'importance n'a pas besoin d'être soulignée

Il s'agit du rapport officiel d'ensemble demandé par le Gouvernement général à tous les chefs de districts où avaient eu lieu des déportations

Voici l'ordre envoyé à ce sujet à tous les Gouvernements et Kreischefs :

Gouvernement Général en Belgique
Section Ic. N° 10743

Bruxelles, le 28.12.16.

A tous les Gouvernements et Kreischefs,

Pour le 4 janvier, les Gouvernements enverront au Gouvernement général des rapports approuvés des directeurs des réunions de contrôle effectuées jusqu'à présent, sur les expériences faites au cours des déportations.

(Remise à MM. les Kreischefs pour le 27.12.1916, aux Gouvernements pour le 1.1.1917.)

De la part du Gouvernement général,
le Chef de l'Etat-Major,
(s) v. Winterfeld,
general major.

Kreischef impérial de Nivelles
Indicateur N° 2190-1.

Ottignies, le 21 12.1916

Au Meldeamt

ici

pour avis et disposition.

(s) Comte von Schwerin

En exécution de cet ordre, le major Sostmann, préposé au Meldeamt de Nivelles à Ottignies rédigea le rapport qu'on va lire et qui est inséré au dossier à la fois en minute dactylographiée et corrigée au crayon, et en un double de l'expédition (texte définitif).

Nous donnons ci-dessous la traduction intégrale de celui-ci :

Deutsches Meldeamt Nivelles
Provinz Brabant
Indicateur N° 8421.

Ottignies, le 27.12.16

Objet : Expériences au cours des déportations.

Référence : G. G. Ic. N° 10743 du 18.12.16.

Kreischef de Nivelles, Indicateur 2190-1.

RAPPORT.

Au cours de la déportation des sans-travail dans le Kreis de Nivelles furent faites les expériences suivantes :

Il fallait soigneusement mesurer le temps de préparation en vue du choix du local et des mesures de sécurité pour l'enlèvement. Un plan pratique économise les forces dont on dispose pour le barrage, par la raison que le chemin à suivre vers les postes de vérification peut mieux être montré au moyen de barrières de cordes et de fil de fer que par des chaînes de sentinelles. On restreint les occasions de contact entre Belges et militaires allemands. Le chemin d'accès vers le local ne doit pas être tellement gardé, parce que les individus allant à la déportation se montrent très dociles, étant sous l'impression d'un sort non encore décidé. Au contraire, il s'impose de tenir prête une forte réserve en troupes de surveillance pour le transport ultérieur des gens revisés vers la gare, lorsque celle-ci, comme c'était le cas, par exemple, à Wavre et à Jodoigne, est très éloignée du local de revision ; car le public s'efforce de se rassembler derrière les chaînes de sentinelles, à l'issue des rues latérales, et est facilement entraîné à tenter de le faire rompre, sous l'effet d'une effervescence de sentiments explicable, au cours de la marche en avant du convoi. Pour l'occasion d'une telle rupture, il se trouve là aussi des Belges ayant déjà passé le recrutement et reçu le timbre de libération. Il est, en conséquence, utile de faire connaître par affichage dans le local de recrutement que les relaxés doivent immédiatement se rendre

chez eux, qu'autrement ils courent le risque d'être déportés. Le barrage de la gare exige une attention particulière et une intervention énergique de la troupe de surveillance, parce que le départ excite au plus haut point l'émotion du public, ensuite pour éviter des perturbations générales d'exploitation, des accidents et des empêchements inutiles du départ résultant d'une invasion du public. D'ailleurs, on aura, la plupart du temps, déjà appris, avant le départ, quels Belges sont tombés sous la déportation. Les parents affluent alors en une multitude affolée (litt. ayant perdu la tête), pour faire les adieux ou pour apporter encore des colis. Le mieux, pour s'épargner l'emploi de la force, particulièrement pénible contre des femmes et des enfants, est d'éloigner assez le barrage pour que les parents ne soient plus en vue. Pour que leur sollicitude ne soit pas vaine, les colis apportés devraient, après avoir été pourvus d'une adresse, être pris par la troupe et être apportés au train.

L'emploi de cavalerie pour évacuation des rues et places interdites se manifeste comme particulièrement efficace (Ici a été barrée au crayon une ajoute de la rédaction primitive : « Etant donné la peu courageuse attitude des Belges »). Les troupes de service — une compagnie à effectif de guerre, une escouade de cavalerie et les patrouilles des troupes locales — ont suffi ici pour tous les cas.

Un certain temps de préparation est, en outre, nécessaire pour tenir écartées des opérations de recrutement toutes les personnes qui, dès l'abord, ne sont pas en question pour la déportation. Par exemple, en dehors des médecins, juristes, prêtres, professeurs, les employés des postes, des lignes vicinales, de l'administration des canaux et chemin de fer, de même que les gens travaillant dans l'intérêt de l'Allemagne. De même les gens âgés. Dans le Kreis de Nivelles, on ne prit que partiellement ces mesures, en prévenant les autorités intéressées à l'aide du téléphone et par l'intermédiaire des Kommandantur locales.

On accéléra la vérification des âges les plus avancés en remontant à partir de 55 ans afin de les éconduire immédiatement, sur la place du rassemblement, dans une direction opposée à la marche vers le local de contrôle.

Il faut dire aussi que les témoignages présentés avaient à souffrir de la brièveté du temps. La proposition faite par le Kreischef impérial au Gouvernement d'entendre à la présente revision un certificat de travail de la forme ci-après décrite, ne se trouva plus réalisable.

Nom		Domicile		
Date	Travaille chez ..	En quels jours de semaine	Salaires	Signature de l'employeur
..	de .. (date)
.....	jusque... (date) ..	Combien d'heures?

Les témoignages délivrés par les communes et les employeurs étaient établis dans les formes les plus diverses et contenaient des

expressions ineptes. Des données sur le salaire, l'époque de travail, la date de la délivrance manquaient dans le plus grand nombre des cas, de telle sorte que les officiers préposés à la vérification étaient souvent dans le doute sur le point de savoir s'il ne s'agissait pas d'une attestation de complaisance.

Le fait que les vérificateurs auraient été, en une certaine mesure, familiarisés avec les conditions économiques du Kreis aurait rendu de grands services, par exemple s'il avait encore été possible de leur esquisser un coup d'œil d'ensemble sur la situation actuelle du travail des grandes usines et industries, comme base d'une brève instruction. Il est utile pour cela, que les usines d'une assez grande importance se tiennent déjà au préalable en rapport avec le Commissaire civil pour s'accorder avec lui sur le nombre des ouvriers dont on peut se passer, en ne travaillant pas au complet, ou pour faire certifier l'impossibilité de s'en passer. Ainsi, le fait de travailler au ravitaillement belge du Comité National avait mis d'avance en sécurité le personnel de cette œuvre. Plusieurs usines avaient bien trouvé le temps de s'aboucher avec les autorités allemandes. Par les certificats délivrés là, elles étaient, lors de la revision, en une situation avantageuse au détriment d'autres qui, en réalité, étaient dans la même situation. Les représentants de communes assumés pour avis n'étaient en général que des solliciteurs et tout à fait ineptement instruits à communiquer des renseignements. Maint chef de parti n'apportait de soins qu'à ses partisans. Il aurait été nécessaire de les instruire sur la signification de leur charge, de toutes les façons, là où c'était possible, et de les rendre responsables par signature. Le blâmable abus de l'attestation de complaisance et de l'exagération bienveillante se remarquait aussi dans les certificats médicaux. Il pouvait paraître utile de saisir l'occasion pour instituer une enquête médicale militaire, et de diminuer considérablement le personnel à commissionner, en demandant, par contre, à ceux qu'on aurait gardés, une enquête approfondie. Lors de la première levée, les lignes directrices de conduite n'étaient pas encore fixées et avaient été abrégées au préjudice des Belges, dans l'intention de se précautionner à l'égard du Comité National, qui avait refusé la livraison des listes des sans-travail assistés.

En outre, ici, on avait à apprécier si cette forme de levée était pratique dans les cantons agricoles de Perwez et de Jodoigne. L'expérience ne s'est pas prononcée en ce sens. Dans la première localité, le résultat de 258 déportations sur un chiffre de population d'environ 24 000 a été égal en nombre à celui du commando de service : dans la seconde, il a été à peu près le double avec 498 déportés et 30 000 habitants. Une levée par les troupes au moyen de convocations ou aux jours de contrôle, aurait, avec les listes de sans-travail passablement soignées, livrées par les communes, donné vraisemblablement le même résultat sans perturbation non nécessaire de la population.

Les mesures d'ordre prises le jour de la levée d'après l'exemple de Mons, telles qu'elles furent décrites dans le rapport du Kreis chef impérial de Nivelles du 10.11.1916, Indicateur 1324-1, (au cours de la levée) se sont en réalité révélées utiles. Cependant le plus grand soin

s'imposa dans le choix du personnel de scribes. Au cours de la confection subséquente des listes d'après les pièces de contrat, on releva sur ceux-ci des lacunes d'importance décisive. Par exemple, il y manquait irrégulièrement les prénoms, l'année et la profession, données qui sont absolument nécessaires pour l'identification de la personnalité avec les listes de sans-travail et de Meldeamt. Plusieurs fois il fut nécessaire de recourir aux troupes pour établir des rectifications. D'après l'opinion qu'on s'est formée ici, il ne peut être question d'employer que des scribes habitués à un travail indépendant et possédant la langue française. L'expérience fait ici défaut quant à l'établissement sur le champ d'une liste des déportés.

L'admission dans la salle de rassemblement ou local de revision de membres du Comité National et de l'Agence du service d'assistance, mise en pratique ici, fut accueillie avec reconnaissance par la population. Le nombre du personnel d'assistance fut limité à 20 et ils furent pourvus d'un certificat à porter visiblement. Il leur était aussi expressément interdit, dans l'intérêt de leur travail, de servir de solliciteurs ou de faire de la propagande d'aucune sorte. Les femmes se montrèrent plus aptes à ce service que les hommes. Il ne se produisit pas de difficultés de service. Il ne fut besoin que de quelques hommes de troupes pour garder l'ordre dans l'intérêt d'une exécution uniforme. Les libérés furent autorisés, par l'intermédiaire des membres du service d'assistance, à mettre à la disposition des déportés les vivres qu'ils avaient apportés, de telle sorte que ceux-ci, pour la plupart, disposèrent de plus d'une ration de pain pour plusieurs jours.

Quant à la composition de la levée quotidienne, il ne se dégagera de conclusions probantes que lorsqu'on déterminera, par l'examen des réclamations, la proportion des déportables légitimes et illégitimes. En général, la levée effectuée ici, par jour, sur une moyenne de base d'environ 30 000 âmes, fut trouvée très fatigante, en pareil cas, ce n'est naturellement qu'en réduisant la quantité qu'on aurait pu rendre possible une vérification approfondie

.....

Major.

Nous plaçons ici la reproduction d'un tableau d'ensemble de la déportation dans le Kreis de Nivelles, inséré en tête du dossier, mais qui semble avoir été dressé pour compléter ce rapport (traduction).

JOURS DE CONTROLE POUR SANS-TRAVAIL

1^{er} jour le 8 II 16 à Nivelles (sur la Place St Paul)

Nivelles	9 heures matin	Transport
Virginal-Samme	II » »	au camp de Soltau
Ittre	II » »	
Haut-Ittre	II » »	
Lillois-Witterzée	II » »	

2^e jour le 9.11.16 à Tubize (Place du Marché-Maison Communale)

	9 heures matin	Transport
Tubize		
Braine-le-Château	10 » »	au camp de Soltau
Rebecq-Rognon	11 » »	
Quenast	12 » »	
Oisquercq	12 » »	
Clabecq	12 » »	

3^e jour le 11.11.16 à Braine-l'Alleud (Place du Marché-Maison Communale)

	9 heures matin	Transport
Braine-l'Alleud		
Wauthier-Braine	11 » »	au camp de Soltau
Plancenort	11 » »	
Waterloo	12 » »	
Ophain-Bois Seigneur Isaac	12 » »	

4^e jour le 14.11.16 à Court-St-Etienne (Place du Marché)

	9 heures matin	Transport
Genappe		
Vieux-Genappe	9 » »	au camp de Wittenberg
Loupoigne	9 » »	
Houtain-le-Val	9 » »	
Houtain-le-Mont	9 » »	
Baisy-Thy	10 » »	
Ways	10 » »	
Glabais	10 » »	
Maransart	10 » »	
Bousval	10 » »	
Sart-Dames-Avelines	11 » »	
Villers-la-Ville	11 » »	

4^e jour le 14.11.16 à Court-St-Etienne (Place du Marché)

	11 heures matin	Transport
Marbais		
Mellery	12 » »	au camp de Wittenberg
Gentinnies	12 » »	
Héவில்	12 » »	
Mont-St-Guibert	12 » »	
St-Géry	12 » »	
Cérroux-Mousty	12 » »	
Court-St-Etienne	1 heure après-midi	
Ottignies	1 » »	

5^e jour le 15.11.16 à Wavre (Place du Marché)

	9 heures matin	Transport
Wavre		
Bierges	10 » »	au camp de Wittenberg
Dion-le-Val	10 » »	
Dion-le-Mont	10 » »	
Boulez	10 » »	
Rosières	10 » »	

Limal	10	heures matin	de Wittenberg
Limelette	10	» »	Transport
Genval	11	» »	au camp
La Hulpe	11	» »	
Rixensart	12	» »	
Ohain	12	» »	
Lasne-Chapelle St-Lambert	1	heure après-midi	
Couture St-Germain	1	» »	
Archennes	1	» »	
Nethen	1	» »	

6^e jour le 17 II 16 à Jodoigne (place du Marché)

Jodoigne	9	heures matin	Transport
St-Jean-Geest	9	» »	au camp de Meschede
Lathuy	9	» »	
Pietrain	10	» »	
Melin	10	» »	
St-Remy-Geest	10	» »	
Jodoigne-Souveraine	10	» »	
Dongelberg	10	» »	
Jauchelette	10	» »	
Incourt	10	» »	
Glimes	11	» »	
Roux-Miroir	11	» »	
Linsmeau	11	» »	
Pietrebais	11	» »	
Longueville	11	» »	
Grez-Doiceau	11	» »	
Bossut-Gottechain	12	» »	
Biez	12	» »	
Hamme-Mille	12	» »	
Nodebaix	12	» »	
Tourinnes-la-Grosse	12	» »	
Beauvechain	12	» »	
Jauche	1	heure après-midi	
Orp-le-Grand	1	» »	
Huppaye	1	» »	
Marille	1	» »	
Noduwez	1	» »	

7^e jour le 18 II 16 à Perwez (place du Marché)

Perwez	9	heures matin	Transport
Thoremuais St-Trond	9	» »	au camp de Meschede
Orbais	9	» »	
Grand-Rosière	9	» »	
Malèves-St-Marie	1	» »	
Mont-St-André	10	» »	
Geest-Gerompont	10	» »	
Noville s/Méhaigne	10	» »	
Chaumont-Gistoux	10	» »	

Tourinnes-St-Lambert	10 heures matin	Transport
Thorembais-les-Béguines	11 » »	au camp de Meschede
Corbaix	11 » »	
Nil-St-Vincent	11 » »	
Walhain-St-Paul	11 » »	
Chastre-Villeroux	11 » »	
Corroy-le-Grand	12 » »	
Cortil-Noirmont	12 » »	
Enines	12 » »	
Jaudrain-Jaudrenouille	12 » »	
Folx-les-Caves	12 » »	
Autre-Eglise	1 heure après-midi	
Opprebaix	1 » »	
Bonal	1 » »	
Ramillies-Offus	1 » »	

Ces deux documents achèvent de révéler l'esprit général dans lequel les opérations de la déportation furent conçues et exécutées en conformité avec les ordres reçus. Les aveux qu'ils contiennent aboutissent tous à démontrer que l'autorité allemande locale eut la main très lourde et que, selon son habitude, elle marcha au but qu'on lui avait assigné, méthodiquement, en dépit de tous les obstacles, sans se laisser arrêter par des considérations d'humanité.

On a peine à concevoir le reproche fait aux représentants des autorités locales belges, d'avoir tout mis en œuvre pour faire échapper leurs administrés à la déportation, et de s'être montrés « solliciteurs » plutôt qu'« agents de renseignement », quand on voit par ailleurs à quelle horrible épreuve l'ordre du Grand Quartier Général venait soumettre subitement toute une population sans défense.

On a plus de peine encore à concevoir le reproche fait par l'auteur du rapport aux mêmes autorités, de ne s'être pas montrées très au fait du rôle extraordinaire qu'on prétendait leur assigner au cours de ces assemblées de désolation, véritables mises à l'encaen de milliers de pauvres gens, tremblant de sentir leur liberté et leur vie à la merci d'une « erreur », d'un simple « à droite » ou « à gauche » prononcé par des militaires ne comprenant pas les certificats, n'ayant pas le temps de se les faire expliquer et chargés de reviser, chaque jour, en 4 heures d'horloge, au quintuple point de vue de l'identité, de l'âge, de la santé, de l'occupation, de la profession, l'élément masculin de 17 à 55 ans d'une population de 30 000 personnes en moyenne. Indépendamment de tant d'autres motifs de se montrer modeste, en cette occasion, le rapporteur se retranche tout droit de critiquer les autorités belges, quand on lit

sous sa plume l'aveu que les reviseurs eux-mêmes étaient surmenés par leur tâche, que leur revision ne pouvait être que superficielle et que « faute de temps », leur propre organisation était défectueuse .

Nous n'insisterons pas davantage L'esprit de minutie qui se manifeste, parfois jusqu'à la puérilité, dans le rapport officiel du 27 décembre comme dans celui du 10 novembre 1916, ne peut faire absoudre l'autorité allemande du Kreis de Nivelles des « erreurs » qu'elle a commises dans l'exécution de son programme, moins encore l'autorité supérieure d'avoir ordonné l'application d'une mesure si directement contraire au respect des lois d'humanité

XIX. — Coup d'œil sur les autres déportations de novembre et décembre 1916.

Il ne reste plus à analyser dans le dossier, que des pièces qui ne concernent pas les déportations du Kreis de Nivelles ; elles consistent dans une série d'annonces de déportations d'autres districts, que les chefs de districts devaient se communiquer mutuellement pour avis, par ordre du Gouverneur général. Ces communiqués donnent un aperçu (partiel) des déportations effectuées en novembre et en décembre 1916, dans les diverses provinces du ressort du Gouvernement général.

Nous les reproduisons ci-après (traduction) :

Télégramme

Bruxelles, le 18 11 1916

Gouvernement de Bruxelles et du Brabant

Ic. 2931

Par le Kreis-chef de Louvain se font les déportations suivantes de gens refusant le travail :

20 novembre à Tirlemont,	
21 » »	
23 » Aerschot,	
24 » Diest	

Le personnel du Meldeamt sera mis de service comme jusqu'à présent (autant que possible le même personnel que jusqu'à présent). Arrivée du personnel, y compris les 3 officiers à déléguer par la Kommandantur de Bruxelles, au plus tard à 8 h. du matin le jour de revision dans les localités désignées. Si un entretien est nécessaire, avertir le Kreischef de Louvain

Reçu le 10 11.16 à une heure de relevée.

Klotz.

Ce télégramme fait saisir sur le vif les précautions prises pour assurer l'uniformité des opérations et pour faire profiter mutuellement les administrations des divers Kreis de leur expérience respective.

Gouvernement général
en Belgique
Sect. Ic N° 9820

Bruxelles, le 26 12 1916

A tous les Gouvernements

*Plan de la déportation de gens refusant le travail
pour la période du 27 novembre au 2 décembre 1916.*

Gouvernement de	Lembourg	Namur	Anvers	Luxembourg
Endroit de répartition	Cassel- Niederzwehre (XI A. K.)	Guben (III A. K.)	Pour les conv du 27 et 28 nov Wittenberg IV A. K	sera communiqué
Lundi 27 nov		Franière (9 h. du matin)	District Nord et Est	
Mardi 28 nov.	Maeseyck (8 h. 30 matin)	Assesse (9 h. du matin)	District Sud-Est	
Merc 29 nov.	Neerpelt (8 h 30 matin) Wijchmael (1 h. après-midi)	Rhisne (9 h du matin)	District Sud	
Jeudi 30 nov.	Tongres (8 h. du matin)	Eghezée (9 h du matin)	District Ouest	Arlon (9 h. du matin)
Vend. 1 ^{er} déc.	Lanaeken (8 h. du matin)			Messancy (9 h. du matin)
Samedi 2 déc	Hasselt-Ville (8 h du matin) Hasselt-Camp (11 h. du matin)			Marbehan (9 h. du matin)

De la part du Gouvernement général,
(s) v. Albert,
Major.

Gouvernement général
en Belgique
Sect Ic. N° 10153

Bruxelles, le 2 11 1916

A tous les Gouvernements

*Plan de la déportation des sans-travail pour
la période 4-9/12/1916.*

	Namur	Limboung	Luxembourg
Lundi 4 déc	Namur (8 h m) R. Soltau	1) Tessenderloo (8 h m) 2) St-Trond-Ville (11 h m.) 3) St-Trond Camp (2 h soir) R Wittenberg	Virton (9 h m) R. Munster
Mardi 5 déc.	Gedinne (9 h m) R Munster		Florenville (9 h. m) R. Munster
Merc 6 déc	Houyet (8 h. m) R. Cassel		Neufchâteau (9 h. m) R. Munster
Jeudi 7 déc	Rochefort (8 h m) R. Soltau		Bertrix- Libramont (9 h m) R Munster
Vend 8 déc	Havelange (9 h m) R Soltau		Bouillon-Paliseul (9 h m) R. Munster
Samedi 9 déc	Ciney (8 h. m.) R. Ciney		Wellin- t-Hubert (9 h m) R. Soltau

R=Endroit de répartition.

De la part du Gouvernement général,
(s) v Albert,
Major.

Gouvernement général
en Belgique
Sect Ic. N° 10475

Bruxelles, le 9 décembre 1916

A tous les Gouvernements

*Plan pour les réunions de contrôle en vue de la déportation
par contrainte pour la période du 11 au 19 décembre 1916*

	<i>Prov de Luxembourg</i>	<i>Province d'Anvers</i>
	Endroit de répartition Altengrabow (province de Saxe) IV A. K.	Endroit de répartition sera communiqué
Lundi 11 décembre		
Mardi 12 décembre	Barvaux (10 h. m.)	
Mercredi 13 décembre	Marche (10 h. m.)	
Jeudi 14 décembre	Forrières (10 h. m.)	
Vendredi 15 décembre	Bastogne (9 h. m.)	
Samedi 16 décembre	Sibret (9 h. m.)	Malines
Lundi 18 décembre	Tavigny (9 h. m.)	Malines
Mardi 19 décembre	Vielsalm (9 h. m.)	Malines

De la part du Gouvernement général,
(s) v Albert,
Major

Ce sont les seules pièces de ce genre que contiennent le dossier. Il y a eu en Belgique bien d'autres déportations, il est donc à supposer que le Meldeamt n'aura pas reçu ou conservé tous les autres avis concernant cet objet.

Ces documents révèlent, de même que le tableau général des déportations du Kreis de Nivelles annexé au rapport général du Meldeamt de Nivelles du 27 11 1916, que les déportés étaient dirigés d'abord sur les camps de triage, d'où ils étaient répartis entre les usines qui avaient besoin de main-d'œuvre (celles-ci absorbaient surtout les ouvriers spécialisés) et les camps, où était organisé le travail collectif en « commandos de travail »

XX. — Nombre probable des victimes des déportations en Belgique.

On remarquera l'activité fiévreuse avec laquelle l'administration allemande effectua sa triste tâche. pour ainsi dire chaque jour pendant les mois de novembre et décembre, à partir de la déportation de Mons (qui paraît avoir été la première organisée dans le ressort du Gouvernement général), au moins un et souvent plusieurs trains de déportés, d'en moyenne 500 à 1.000 déportés, ont quitté la Belgique. En évaluant, comme le faisait le « Bureau Documentaire Belge », au début de janvier 1917, le nombre d'individus déportés en Allemagne à 60 000 pour les seules provinces du Gouvernement général, on restait probablement en dessous de la réalité. Le Grand Quartier Général, ainsi que le révèle le document venu récemment entre les mains du Gouvernement belge et déjà cité (lettre du général von Bissing au Feldmaréchal von Hindenburg du 25 novembre 1916) avait d'abord exigé l'envoi en Allemagne de 20 000 ouvriers par semaine ; il a ensuite réduit provisoirement cette exigence à 8 000, à cause des difficultés imprévues rencontrées en Allemagne ; mais les mesures du Gouverneur général von Bissing étaient déjà prises pour 20 000. Fin janvier 1917, le « Bureau Documentaire Belge » évaluait par probabilité à un chiffre intermédiaire entre 100 000 et 120 000 le nombre total d'individus déportés pour travail forcé pour l'ensemble du pays.

Depuis lors, des documents allemands nouveaux ont été mis à jour, surtout après l'armistice, entre autres le mémoire du Dr Asmis : ils ont confirmé les estimations globales faites pendant la

guerre. Celles-ci concordent, au surplus, avec les statistiques communales recueillies à la Commission d'Enquête ; elles leur sont même plutôt inférieures

XXI. — Conclusions sur la responsabilité des autorités allemandes.

Des indications contenues dans les diverses pièces du dossier se dégagent les conclusions suivantes concernant la responsabilité imputable aux diverses autorités allemandes dans l'ordre de déportation et dans l'exécution des opérations d'enlèvement à leurs diverses phases.

Rôle du Grand Quartier Général allemand.

Le Grand Quartier Général allemand est l'auteur principal de la mesure. c'est lui qui a conçu le système de la déportation générale en Allemagne pour travail forcé dans l'intérêt militaire allemand, c'est lui qui l'a fait accepter par les autorités civiles de l'Empire et qui l'a imposé, fin septembre 1916, au Gouvernement général en Belgique, alors que celui-ci aurait préféré s'en tenir au travail forcé à titre de répression pénale, donc à une mesure individuelle ; c'est lui qui a fixé le chiffre d'individus à déporter (probablement sur indications fournies par l'Industrie-Büro).

La décision une fois arrêtée en vue de l'intérêt militaire, on l'a colorée, pour les besoins de la cause, d'une intention de sollicitude sociale, en invoquant comme prétexte, la nécessité de remédier à la plaie du chômage.

Le Grand Quartier Général a commis l'Industrie-Büro pour utiliser la main-d'œuvre obtenue par la déportation au mieux des intérêts de l'industrie allemande gravement atteinte par les nouvelles levées militaires, ou qui manquait de bras nouveaux pour intensifier la fabrication du matériel de guerre et de munitions.

Rôle de l'Industrie-Büro (Section Handel und Gewerbe, — Directeur · Köhler)

L'Industrie-Büro fait rapport au Grand Quartier Général sur les besoins de la main-d'œuvre de déportation en Allemagne. Il obtient les autorisations générales nécessaires pour l'emploi des déportés. Il entre en rapport direct avec le Gouvernement général et même avec les Kreischefs et préposés aux opérations d'en-

lèvement ; il leur communique les vœux du Grand Quartier Général et les siens propres (notamment indication des professions utilisables).

Ses délégués assistent aux opérations et enlèvements, où ils tiennent bureau d'enrôlement, soi-disant « volontaire », des gens menacés de déportation en cas de refus.

Il établit la formule des contrats à signer par les travailleurs soi-disant volontaires et les répartit, selon leurs aptitudes, entre les usines qui en ont besoin.

Rôle du Gouvernement général en Belgique.

Il généralise à toutes les provinces de son ressort le système de la déportation. Il étudie et rédige les instructions générales d'exécution (circulaire Ic. N° 7900, du 28 octobre 1916).

Il fixe le délai d'exécution par ordre du Grand Quartier Général.

Il établit le plan général des déportations après entente préalable avec les Gouverneurs de province et en tient ceux-ci informés semaine par semaine.

Il désigne les camps de triage en Allemagne sur lesquelles les convois des déportés seront dirigés.

Il se fait rendre compte des opérations et veille à en perfectionner la technique, en ordonnant que les divers Kreischefs se communiquent entre eux les résultats de leurs expériences respectives.

Rôle du Gouverneur de la province.

Il transmet aux Kreischefs les instructions du Gouvernement général et à celui-ci les notes et rapports des premiers.

Il donne son avis sur ceux-ci

Il règle diverses questions de détail en application des instructions générales du Gouvernement général.

Il intervient dans la distribution des forces de police et dans la composition des commissions d'examen des déportables

Rôle du Kreischef.

Il commet pour l'exécution son Meldeamt et sanctionne de peines ses dispositions impératives.

Il envoie le personnel de celui-ci suivre les opérations dans les Kreis voisins Il lui communique des directives et les interprète en cas de doute Il contrôle les rapports du Meldeamt et les envoie au Gouverneur de la province.

Rôle du Chef du Meldeamt.

Le Meldeamt est la cheville ouvrière de l'exécution dans le ressort du Kreis

Le chef du Meldeamt élabore, sous la sanction du Kreischef, toutes les mesures de préparation, d'exécution et de police.

Il fait rapport au Kreischef sur les observations pratiques que l'expérience lui a suggérées et qui peuvent être utilisées ailleurs ou dans l'avenir. Il fait des propositions

Ces rapports, suivant la voie hiérarchique, sont concentrés au Gouvernement général.

En résumé, la responsabilité de l'autorité allemande est engagée à tous les degrés de la hiérarchie tous ses organes responsables disposent, dans l'exécution, d'une portion d'initiative, portion toutefois variable.

D'autre part, toutes les dispositions prises, même dans des cas d'exécution urgente, portent la marque de la réflexion et de la méthode. Les auteurs et agents d'exécution de la mesure ne peuvent donc échapper, chacun à son rang, à la responsabilité des conséquences néfastes et cruelles que les ordres de déportation ont entraînées et devaient entraîner pour les individus intéressés et pour leurs familles

B. LA DÉPORTATION D'APRÈS LES ENQUÊTES FAITES EN BELGIQUE

Le rapport qu'on vient de lire sur les déportations dans l'arrondissement de Nivelles, établi d'après des documents d'origine allemande constitue à lui seul un exposé complet de l'enlèvement des ouvriers belges pour les astreindre au travail forcé en Allemagne, tel qu'il fut pratiqué dans le territoire du Gouvernement général L'auteur a trouvé au cours de son travail, l'occasion de passer en revue, et de mettre en valeur, toutes les questions relatives au droit des gens soulevées dans cette phase des déportations, depuis les luttes soutenues par les édilités communales

contre l'autorité allemande jusqu'aux souffrances endurées par les ouvriers pendant leur voyage vers l'exil, en passant par les scènes odieuses du triage des hommes et les événements pénibles du départ des convois.

Il suffirait d'ajouter, pour donner une idée de l'ensemble des opérations, que, d'après les enquêtes faites par la magistrature belge depuis l'armistice, les mêmes circonstances, les mêmes scènes se sont reproduites, avec certaines nuances toutefois dans le degré de la brutalité exercée, dans toutes les communes désignées comme lieu de rassemblement en vue de la déportation. On pourrait donc terminer ce chapitre par une nomenclature de ces lieux de rassemblement accompagnée de brèves indications

Il a paru nécessaire toutefois d'insister sur le rôle joué par les magistrats communaux belges, et d'établir nettement le point de vue auquel ils se placèrent pour refuser la coopération à l'exécution des projets de l'administration allemande pour fournir de l'ouvrage aux sans-travail. Nous publions à cet effet ici, avec quelques détails, un rapport sur les opérations de la déportation dans l'agglomération de Bruxelles et de ses faubourgs, qui met l'attitude des bourgmestres et échevins spécialement en relief. Le lecteur au courant des causes, aujourd'hui indéniables, de la déportation d'ouvriers belges ⁽¹⁾, admirera au cours de l'examen des pièces citées dans ce rapport, la sagacité et le courage civique des édilités qui ne se laissèrent ni convaincre par des raisonnements spécieux basés sur des principes d'humanité et de droit des gens, ni intimider par les menaces qui leur furent prodiguées

Nous publions ensuite, en nous limitant à de brèves indications, des rapports sur les déportations dans les divers arrondissements judiciaires soumis à l'autorité du Gouvernement général. Pour les arrondissements de Namur (province de Namur) et de Marche (province de Luxembourg) il a paru intéressant de publier quelques détails, afin de montrer la concordance des dépositions de différents témoins oculaires ayant assisté, à des endroits très éloignés les uns des autres, aux opérations de la déportation.

I. — *Arrondissement de Bruxelles*
(*spécialement Bruxelles et faubourgs*).

Après l'affichage dans le territoire de l'Étape de l'arrêté du Grand Quartier-Général allemand du 3 octobre 1916, « concernant

(1) Voir chapitre I, page 45.

la restriction des charges publiques de secours et l'aide à porter en cas de calamité publique » ⁽¹⁾, la déportation par la violence des ouvriers belges ne tarda pas à être organisée également dans le territoire du Gouvernement général, où l'arrêté du 15 mai 1916 fut jugé suffisant pour donner une base juridique à l'opération ⁽²⁾

Les événements se déroulèrent très rapidement. On peut en suivre le cours, avec une très grande précision pour la région de Bruxelles, siège du Gouvernement général.

Le 20 octobre 1916, le commandant de place de Bruxelles, colonel von Soden, adressait au Collège échevinal de Bruxelles la lettre suivante.

Commandanture
Journ. N° 11, M P 2515

Bruxelles, le 20 octobre 1916

Au Collège Echevinal de la Ville de Bruxelles,

Comme le nombre des sans-travail s'accroît d'une manière menaçante pour la sécurité publique, et afin d'obtenir une base pour les mesures à prendre dans l'intérêt général, en présence de cette situation, M. le Gouverneur général a ordonné l'établissement, par les Communes, des listes de tous les sans-travail mâles.

Sont à considérer comme étant sans travail tous ceux qui retirent des ressources publiques une assistance quelconque. Doit être considérée comme assistance publique également l'assistance donnée par la Commission pour Relief et par le Comité National.

Les listes devront mentionner : le nom de famille, le prénom, la date de naissance, la nationalité, la profession ou le métier et la cause de l'absence de travail, au cas où celle-ci est due à une maladie ou à des infirmités corporelles.

Les listes devront être remises à la Commandanture au plus tard avant le 27 octobre 1916, huit heures du soir. Il est particulièrement imposé comme devoir aux communes d'observer exactement ce délai.

Les changements survenus devront être ensuite déclarés, en suivant la même formule, le lundi de chaque semaine.

Je vous prie de donner sans retard, connaissance de la lettre ci-dessus aux autres administrations communales du Grand Bruxelles.

(s) Gr. von Soden.

On notera que le document ne fait guère mention de déportation, mais simplement de mesures à prendre dans l'intérêt général, en présence de l'accroissement du nombre de sans-travail.

⁽¹⁾ Voir chapitre I, page 47.

⁽²⁾ Voir chapitre I, page 39.

Constatons en passant que d'une façon générale, c'était l'administration communale de Bruxelles qui recevait les ordres de l'occupant et qui était chargée de les communiquer aux autres administrations communales du Grand Bruxelles

Le Collège échevinal transmet naturellement, comme il y était invité, la lettre en question aux administrations communales du Grand Bruxelles

Mais, devant la gravité des faits (le but des Allemands n'était pas douteux) M Lemonnier, ff de bourgmestre de Bruxelles, prévint ses collègues de l'agglomération bruxelloise du désir qu'il avait de s'entretenir avec eux dès ce moment la résolution était prise d'entraver, par tous les moyens possibles, le plan longuement préparé par l'administration allemande

Aucune liste de sans-travail ne fut remise à la commandanture ni avant le 27 octobre à huit heures du soir, ni après ce délai extrême Tous les bourgmestres opposèrent à la demande un refus absolu

Jusqu'au 12 novembre, il ne se passa rien Les Allemands reculeraient-ils devant l'impopularité de la mesure, devant la crainte de la réprobation universelle? On put le croire pendant quelques jours

Mais le 12 novembre, le lieutenant général Hurt, gouverneur du Brabant, adressa à tous les bourgmestres du Grand Bruxelles l'avis suivant (traduction) .

Le 12 novembre 1916

AVIS

A tous les bourgmestres du Grand Bruxelles et Brabant,

L'enlèvement des chômeurs et de ceux qui ne veulent pas travailler et qui sont à la charge de la bienfaisance publique a été ordonné par M le Gouverneur général, surtout dans l'intérêt de la population tout entière de la Belgique

Les forces actives qui chôment déjà depuis des années seront mises en service moyennant salaire en Allemagne, puisqu'elles ne peuvent trouver à s'occuper en Belgique, principalement à cause du manque de matières premières

C'est le devoir de toutes les autorités communales belges de prêter leur aide à cette mesure. Tous les bourgmestres doivent, sans tergiverser, former les listes exigées des travailleurs qui sont sans travail suffisant, et les envoyer au chef du district à Bruxelles à la Commandanture.

Les communes doivent, dès aujourd'hui, s'occuper à préparer leurs chômeurs à leur enlèvement

Dans les communes où les listes ne sont pas remises à temps, l'autorité allemande fera elle-même le choix de ceux qu'il faut enlever. Elle n'a toutefois ni le temps ni le moyen de contrôler la situation de chaque personne. Si donc dans ce choix il se produit des abus et des duretés, les bourgmestres qui ont refusé leur aide en sont responsables. Il attire aussi l'attention sur ce fait que, les travailleurs une fois transportés en Allemagne, ne pourront revenir que dans des cas exceptionnels et pour des raisons absolument urgentes et péremptoires.

Contre les bourgmestres qui n'auront pas fourni les listes ou qui les auront fournies tardivement, j'agirai avec la plus grande sévérité, non pas seulement parce qu'ils ont désobéi à l'arrêté allemand, mais parce qu'ils n'auront pas rempli leur devoir de prévoyance à l'égard de la population qui leur est confiée

Le Gouverneur,
(s) Hurt, Lieutenant général.

Cette fois le ton est impératif. Si les bourgmestres ne s'exécutent pas en temps et sans tergiverser, on agira contre eux avec la plus grande sévérité. Cette fois aussi, plus de réticences. Il est annoncé sans ambages qu'il va être procédé à l'enlèvement des chômeurs et à leur transfert en Allemagne. Naturellement il est affirmé que la mesure est prise dans l'intérêt général de la population entière de la Belgique; aussi est-ce un devoir civique pour tous les bourgmestres de prêter leur concours aux autorités allemandes!

Les Allemands se rendaient compte des difficultés qu'ils allaient rencontrer. Ils connaissaient la résistance tenace de nos édiles belges à toutes leurs manœuvres. Mais ils pensèrent arriver par la persuasion renforcée de leur autorité absolue, au résultat qu'ils voulaient atteindre.

Le lendemain du jour où fut envoyé l'avis du Gouverneur, la commandanture de Bruxelles notifie au collègue échevinal de la Ville que les bourgmestres des communes du Grand Bruxelles devront se trouver le 14 à la commandanture où se tiendra une conférence.

Commandanture de Bruxelles
Z. N° 1419/1.

Bruxelles, le 13/11/1916.
Urgente.

Au Collège des Echevins de la Ville de Bruxelles,

Je vous prie de faire en sorte que demain 14/11/1916, à 6 h. de relevée, tous les bourgmestres des 16 communes du Grand Bruxelles se trouvent dans la chambre du commandant, rue de la Loi, 6, pour y tenir une conférence.

Si tous ces Messieurs ne comprennent pas l'allemand, prière de demander à l'un de Messieurs les 16 bourgmestres de se charger de traduire l'allemand en français et réciproquement, éventuellement prière d'amener un fonctionnaire apte à faire la traduction.

P. O.

(s) Vossin,
Lieutenant et adjutant.

Il n'y a assurément plus de temps à perdre

A la réunion, le colonel von Soden, commandant de place, lut la déclaration suivante

Déclaration du colonel von Soden, commandant de la place de Bruxelles, aux bourgmestres de l'agglomération bruxelloise (traduction)

Messieurs,

Je vous ai convoqués afin de m'entretenir avec vous de l'établissement des listes de sans-travail

La concordance de vos réponses à mon invitation du 20 octobre permet de conclure qu'une entente s'est réalisée entre vous à ce sujet. Je voudrais vous recommander de faire usage à l'avenir de la plus grande prudence dans vos résolutions à l'égard des prescriptions de l'autorité allemande et de ne pas me mettre dans l'obligation de proposer des mesures de contrainte à raison d'une résistance à mes ordres.

Vous connaissez tous les motifs qui ont déterminé l'administration allemande à prendre des mesures contre le grand nombre de sans-travail en Belgique. Je n'ai pas besoin de développer pour vous les graves dangers d'un chômage persistant pour l'économie et pour la santé populaire du pays. La menace de voir la population se désaccoutumer du travail, de même que la conséquence d'une nourriture insuffisante exigent la plus sérieuse attention. Tous vous connaissez les dangers qu'implique pour la tranquillité et pour la sûreté publique, la présence d'une grande armée de chômeurs qui vagabondent, notamment dans les circonstances actuelles. Les mesures prises jusqu'à présent pour écarter le chômage n'ont pas obtenu le résultat désiré. A Bruxelles seulement se trouvent au moins 70.000 chômeurs. Après que toutes les tentatives d'un caractère plus doux ont échoué, il est nécessaire de procéder par la contrainte en vue d'amener les chômeurs à un travail dont la possibilité n'existe qu'en Allemagne. Il n'entre pas dans nos intentions d'atteindre la population pacifique et laborieuse. C'est pourquoi nous nous sommes tout d'abord adressé aux administrations communales afin d'obtenir la liste des sans-travail qui sont soutenus par l'assistance publique. Vous avez cru devoir décliner cette exigence. Je n'admets point les motifs que vous avez

produits J'ai au contraire mission de réitérer l'invitation d'avoir à livrer les listes réclamées. Je vous remettrai ensuite un ordre du gouverneur relatif à cet objet Je fais observer qu'un nouveau refus ne retardera pas d'un jour l'enlèvement, que tout au contraire, on commencera à procéder en tout cas à l'enlèvement, le jour qui a été déterminé pour Bruxelles. Si contre mon attente, les listes ne parvenaient pas, tous les moyens de contrainte seront mis en œuvre. A cette occasion, il est inévitable qu'à Bruxelles, ainsi que dans d'autres lieux, des méprises soient commises, que des dommages d'ordre économique et personnel soient infligés à des particuliers, et que des existences soient détruites La responsabilité de ces méprises retombera exclusivement sur les administrations communales belges Je suis tout disposé à exécuter cet enlèvement, considéré comme nécessaire, en ayant égard autant que possible à des circonstances personnelles, mais je ne le ferai que si, de leur côté, les administrations communales grâce à une juste appréciation de la situation, font le nécessaire, c'est-à-dire établissent les listes des chômeurs qui sont à charge de l'assistance publique Si dans des cas particuliers, vous estimez qu'il y a lieu de soustraire les chômeurs assistés à l'enlèvement, eu égard à des circonstances de famille, vous pouvez le signaler sur les listes et j'acquiescerai à vos propositions dans la mesure où cela est possible Je reconnais la difficulté qu'il y a à dresser en peu de temps une liste complète de chômeurs et c'est pourquoi je consens à ce que jusqu'à jeudi soir 16 novembre 1916, on ne me remette que des listes partielles, contenant approximativement un tiers du nombre total des chômeurs, listes qui me seront journalièrement complétées par des suppléments.

Néanmoins, pour le lundi 20 novembre 1916, les listes complètes doivent être remises L'enlèvement des chômeurs bruxellois est irrévocablement décidé Il vous appartient à l'occasion de la mise en œuvre de cette mesure, de représenter, dans la mesure de vos forces, les intérêts des membres de la commune. Si vous le faites de la manière indiquée par moi, vous agirez dans l'intérêt de votre commune Si vous persistez dans votre point de vue négatif, vous devez vous attendre à ce que dommage soit causé aux intérêts de vos concitoyens, de même qu'aux plus rigoureuses mesures de contrainte de la part de l'Administration allemande

(s) Gr. von Soden.

En résumé l'occupant expose à nouveau la thèse allemande, qui doit être la justification complète des déportations ; il essaie d'intimider, en montrant ce que la persistance du refus des autorités communales pourrait entraîner de conséquences graves pour les populations.

Les bourgmestres persistent dans leur attitude

Un nouveau délai avait été laissé aux administrations communales : le 16 novembre elles devaient avoir fourni une première liste.

Le 16 novembre, le collège des échevins de Bruxelles adressa au nom des bourgmestres du Grand Bruxelles et en son propre nom la lettre suivante qui constituait une fin de non-recevoir.

Bruxelles, le 16 novembre 1916

Monsieur le Commandant de la Place de Bruxelles,

A la suite de l'audience du 14 novembre 1916, les bourgmestres de l'agglomération bruxelloise nous ont donné mandat de vous faire connaître, en leur nom aussi bien qu'au nôtre, que nous estimons ne pouvoir déférer à l'invitation qui nous a été faite de dresser les listes des ouvriers chômeurs que nous aurions à remettre à l'autorité allemande

Nous ne pouvons que nous en rapporter aux diverses raisons qui ont déjà été produites à l'appui de cette décision. Avant tout, nous pensons que nous ne pourrions, sans méconnaître à la fois la voix de notre conscience et nos devoirs envers notre Patrie, livrer à l'autorité allemande les noms des concitoyens qui vont être arrachés à leurs familles pour être soumis en Allemagne à un travail forcé

En nous exprimant ainsi, nous avons la conviction d'être les interprètes des sentiments unanimes de la population tout entière

Agréez, Monsieur le Commandant, l'assurance de notre parfaite considération

Le Collège,
(s) M. Lemonnier.

Mais il s'agit de tenter l'impossible pour faire revenir les Allemands sur leur décision. Le 17 novembre, le Collège des échevins de Bruxelles envoie au Gouverneur général von Bissing, une protestation solennelle, où tout est invoqué pour empêcher l'établissement d'un régime d'esclavage

Bruxelles, le 17 novembre 1916.

Excellence,

Un avis de M. le Gouverneur allemand, lieutenant-général Hurt, aux bourgmestres du Grand Bruxelles et du Brabant, publié aujourd'hui, annonce que l'autorité allemande a décidé la déportation en Allemagne des ouvriers chômeurs

Cet avis cause une profonde émotion parmi nos concitoyens. Le sentiment public considère cette déportation comme l'établissement en Belgique d'un régime d'esclavage.

Vous comprendrez sans peine à quel point semblable mesure, qui plonge dans la douleur tant de familles, porte atteinte à cet amour de la liberté individuelle, depuis des siècles, l'orgueil et la grandeur morale du peuple belge tout entier.

Notre population s'est toujours distinguée par le culte de la justice et du droit.

En matière politique, comme en matière internationale, elle a toujours compté que le droit demeurerait sa sauvegarde

L'article 43 de la Convention de La Haye porte que l'occupant respectera, sauf empêchement absolu les lois en vigueur dans le pays occupé

Parmi les lois en vigueur en Belgique, il n'en est point de plus précieuse et de plus sacrée que celle qui garantit à tout citoyen belge sa liberté personnelle se manifestant, notamment dans le domaine du travail

Rien ne nous paraît justifier, en ce moment, une atteinte à cette loi. Le pouvoir occupant fait observer que l'inaction à laquelle sont réduits un grand nombre de travailleurs est regrettable

Qui le sait mieux que nous ?

Qui le sait mieux que notre vaillante population ouvrière laquelle de tout temps, s'est honorée par l'ardeur et l'opiniâtreté de son labeur ?

Nos ouvriers ne demandent qu'à se livrer à leurs occupations accoutumées.

Sont-ils responsables du chômage qui leur est imposé ?

Est-ce leur faute si les matières premières, si les machines ont été réquisitionnées, s'il n'y a presque plus de chevaux, si les transports sont entravés, si 800 000 mètres de rail des chemins de fer vicinaux ont été enlevés ?

Invoquera-t-on des charges de la bienfaisance publique ?

Elles sont lourdes, évidemment, mais elles ne grèvent en rien le pouvoir occupant qui n'a pas dû intervenir pour soulager la misère générale.

C'est le Comité National de Secours et d'Alimentation et l'initiative privée qui aident nos chômeurs involontaires et qui sont décidés à poursuivre leur œuvre de solidarité

Puisque la population belge ne s'attend pas à être secourue par l'occupant, n'est-il pas légitime de la laisser libre d'apprécier dans quelles conditions il lui est permis et possible de se livrer au travail.

On ne peut qu'éprouver le plus profond respect pour un refus de travail qu'inspirent uniquement un noble patriotisme et spécialement la volonté de ne pas fournir directement ou indirectement une aide à l'ennemi.

Il est certain que le travail que l'on veut imposer à nos compatriotes a pour but exclusivement de fortifier l'Allemagne économiquement et même militairement. Cette circonstance fait apparaître plus nettement encore le caractère d'esclavage et de servitude que présente la mesure dont sont menacés nos concitoyens

Notre population n'a pas cessé de supporter avec calme, avec résignation, avec dignité, les cruelles épreuves de la guerre actuelle.

Cette disposition d'esprit ne pouvait qu'être affirmée par les déclarations de l'autorité allemande au début des hostilités.

M. le gouverneur général baron von der Goltz, disait dans sa proclamation du 2 septembre 1914 :

« Les citoyens belges désirant vaquer paisiblement à leurs occupations n'ont rien à craindre de la part des troupes ou des autorités allemandes. Autant que faire se pourra, le commerce devra être repris, les usines devront recommencer à travailler, les moissons devront être rentrées.

» Citoyens belges,

» Je ne demande à personne de renier ses sentiments patriotiques, mais j'attends de vous tous une soumission raisonnable et une obéissance absolue vis-à-vis du gouvernement général

Je vous invite à lui montrer de la confiance et à lui prêter votre concours. J'adresse cette invitation spécialement aux fonctionnaires de l'Etat, des communes, qui sont restés à leur poste. Plus vous donnerez suite à cet appel, plus vous servirez votre patrie »

Dans toutes les églises du pays, sur l'invitation du Cardinal Meier, il a été annoncé au mois d'octobre 1914 que M. le gouverneur d'Anvers, général von Huene, avait autorisé le cardinal, en son nom, à communiquer à la population, la déclaration suivante du gouverneur général Baron von der Goltz :

« Les jeunes gens n'ont point à craindre d'être emmenés en Allemagne, soit pour y être employés dans l'armée, soit pour y être employés à des travaux forcés

Est-il besoin de rappeler encore le texte des avis suivants, placardés sur les murs de Bruxelles ?

« Quiconque ayant fait partie de la garde civique, rentré de l'étranger à Bruxelles et agglomération, ne sera pas traité comme prisonnier de guerre, mais pourra y résider en toute liberté, s'il souscrit à l'obligation de ne plus prendre les armes pendant cette guerre contre l'Allemagne, ni d'entreprendre aucun acte hostile à la cause allemande. »

Bruxelles, le 19 février 1915

Le gouverneur,

(s) von Kraevel, Gl. maj.

« En vertu de l'ordre du gouvernement général en Belgique, du 13 et 19 février 1915, il est ordonné par la présente que tous les sujets mâles de nationalité belge, né de 1892 à 1897 inclus et domiciliés à Bruxelles, Anderlecht, Auderghem, Etterbeek, Forest, Ixelles, Jette, St Pierre, Koekelberg, Laeken, Molenbeek-St-Jean, Scharbeek, St-Josse-Ten-Noode, St-Gilles, Uccle, Watermael, Boistfort et Woluwe-St-Lambert soient mis sous le contrôle par le « Bureau de déclaration Deutsches Meldeamt gross-Brussel » rue du Méridien, 10 et auquel les communes nommées ci-haut ont communiqué tous les noms des sujets mâles nés de 1892 à 1897

« Il est expressément entendu que le gouvernement allemand ne projette ni d'incorporer des sujets belges dans l'armée allemande, ni

de les emmener en Allemagne comme prisonniers pendant la durée de la guerre

Bruxelles, le 17 mars 1915

Le gouverneur,
(s) von Kraevel

« A partir du 1^{er} novembre prochain, le contrôle exercé jusqu'à présent sur les Belges nés de 1892 à 1897, sera applicable également à tous les hommes belges nés de 1885 à 98 (y compris ces deux années).

» Les soldats (pas les officiers) de l'ancienne garde-civique non active seront libérés du contrôle s'ils sont âgés de trente ans accomplis.

» Je répète que le contrôle n'a d'autre but que de permettre de constater la présence des personnes inscrites et de les empêcher de quitter le pays.

On n'a donc nullement l'intention de les incorporer dans l'armée allemande, ni de les internier comme prisonniers de guerre »

Bruxelles, le 22 octobre 1915

Le gouverneur général,
Freiherr von Bissing

Enfin, le règlement concernant les citoyens belges soumis au contrôle nés de 1885 à 1898 (Vorschriften für Meldepflichtige Mannliche Belgien Geburtsjahr 1885-1898) dont un exemplaire a été remis par l'autorité allemande à tous les citoyens belges au moment de leur inscription au contrôle allemand (Meldeamt) et qui forme pour eux contrat, porte :

« Il est bien entendu que le Gouvernement allemand n'a nullement l'intention d'incorporer des Belges dans l'armée allemande, ni de les internier en Allemagne pendant la durée de la guerre » § 6, page 13.

.

« Le présent règlement est applicable aux Belges soumis au contrôle et habitants les communes suivantes : Bruxelles, Anderlecht, Auderghem, Etterbeek, Forest, Ixelles, Jette-St-Pierre, Koekelberg, Laeken, Molenbeek-St-Jean, Schaerbeek, St-Josse-Ten-Noode, St-Gilles, Uccle, Watermael, Boistfort, Woluwe-St-Lambert, (p. 10).

Peut-on concevoir document plus précis, plus net : « Ils ne seront ni incorporés dans l'armée allemande, ni internés en Allemagne pendant la durée de la guerre ?

Ces engagements formels ont déterminé un grand nombre de nos concitoyens, qui s'étaient réfugiés à l'étranger, à rentrer dans leur Patrie.

Nous ne pouvions supposer que des promesses aussi solennelles pourraient être méconnues

Nous devons croire que le pouvoir occupant maintiendrait les principes du droit international et respecterait les sentiments d'honneur et de patriotisme du peuple belge

Quelles que soient les nécessités de la guerre, il nous semble impossible que l'autorité occupante puisse persévérer dans la voie où elle est entrée et accomplir ainsi un acte qui doit soulever l'émotion du monde civilisé tout entier

Nous vous prions d'agréer, Excellence, l'assurance de notre parfaite considération

Le Collège :

(s) MM Lemonnier, L. Steens, E. Jacquain, M. Hallet, J. Pladet

Par le Collège .

Le secrétaire : (s) Maurice Vauthier

A leur tour, les Collèges des bourgmestre et échevins des autres communes de l'agglomération bruxelloise, adressent des lettres au Gouverneur pour s'associer aux termes de la protestation de la Ville de Bruxelles et s'élever contre « un retour à l'esclavage antique » comme il était dit dans la protestation du Collège échevinal de Molenbeek-St-Jean

A presque tous, le Gouverneur général von Bissing répond de la même façon. Parfois pourtant, il se contente, comme dans sa lettre du 13 décembre 1916 adressée à la commune de Molenbeek-Saint-Jean, d'annoncer par l'intermédiaire de von Soden « qu'il n'avait pas l'intention d'entrer encore une fois dans des détails pour la protestation contre les déportations de chômeurs »

Voici le texte de la réponse qu'il adressa à M. Lemonnier (traduction)

Bruxelles, le 23/11/1916

Gouvernement général
en Belgique

A Monsieur le Bourgmestre M. Lemonnier, Bruxelles.

Comme suite à votre lettre du 17 novembre 1916 dans laquelle vous me priez de renoncer à la déportation des « sans-travail » en Allemagne, je vous fais connaître qu'il ne peut être satisfait à votre demande

Depuis le début de la guerre une grande partie des ouvriers belges chôment. Le motif du chômage n'est pas comme vous le prétendez, la saisie des machines industrielles, etc., mais le manque de matières brutes provoqué par le blocus ennemi, et d'autre part, la mauvaise volonté

La longue durée de cette situation commence à avoir des conséquences fâcheuses et, en ma qualité d'administrateur du territoire occupé, j'ai le devoir, suivant le droit des gens, de prendre à cet égard les mesures nécessaires

Des Belges clairvoyants se sont adressés à moi dès le printemps 1915 et ont attiré mon attention sur les dangers du chômage et sur l'aversion des ouvriers pour le travail.

Ils ont fait ressortir que les secours de quelque côté qu'ils viennent, seront finalement à charge de la population belge et incitent également les ouvriers à l'oisiveté. Mais cela a pour conséquence que les ouvriers perdent de leur valeur physique et morale et que, spécialement, les ouvriers habiles perdent leur dextérité et leur capacité et qu'ils deviendraient inaptes pour l'industrie belge lors du rétablissement de la paix

C'est à raison de ces instigations que, avec la coopération de l'administration belge compétente, j'ai pris en août 1915, mes arrêtés contre le chômage qui ont plus tard été complétés par l'arrêté du 15 mai 1916.

Ces arrêtés ne prévoient la contrainte au travail que si un chômeur refuse sans motif suffisant un salaire proportionné pour un travail correspondant à sa capacité et tombe ainsi à charge de la bienfaisance publique. Tout refus basé sur le droit des gens est seul admis. Aucun ouvrier ne peut donc être forcé à participer à des opérations de guerre. Ces arrêtés sont basés sur des considérations saines et tirées des lois qui subordonnent l'intérêt particulier à l'intérêt général

Il ne s'agit, maintenant que les inconvénients existant déjà en 1915 ont conduit, au cours du temps, à une calamité publique, que de poursuivre effectivement l'application de cet arrêté

Vous prétendez dans votre requête que les explications données en octobre 1914 par mon prédécesseur et le gouverneur d'Anvers, ainsi que plus tard par moi et le gouverneur de Bruxelles, relatives à la déportation des chômeurs maintenant ordonnée, sont contradictoires. A ce sujet, je vous fais remarquer que ces explications ont trait à des événements qui avaient un rapport direct avec les opérations militaires. Elles sont valables pour les personnes aptes à porter les armes qui, d'après les usages généraux de la guerre, eussent pu être déportées comme prisonniers civils. Les Anglais et les Français ont capturé sur les navires neutres tous les Allemands âgés de 17 à 50 ans et les ont internés dans des camps de concentration. L'Allemagne n'a pas pris de semblables mesures en Belgique et a observé toutes les déclarations faites à cet égard pour tranquilliser la population malgré que plus tard, le passage de la frontière par des belges nombreux, aptes à porter les armes pour entrer à l'armée belge, etc., aurait bien justifié la déportation générale de tous les hommes en état de porter les armes.

La déportation maintenant envisagée n'est pas une mesure militaire mais une mesure économique ; ce ne sont pas des hommes aptes à porter les armes qui sont déportés, mais des chômeurs.

Pour constater quels sont les chômeurs, les bourgmestres devront transmettre les listes nominatives des chômeurs habitant dans leur commune. Aux chômeurs renseignés dans la liste, il sera offert du travail à leur réunion au Meldeamt, contre un bon salaire ; comme il ne peut être employé qu'un nombre limité de chômeurs dans le territoire du gouvernement général, ce travail devra être effectué en Allemagne.

Les chômeurs qui n'accepteront pas le travail qui leur sera offert aux réunions du Meldeamt, seront déportés de force en Allemagne. Ils y recevront aussi un salaire, mais beaucoup moindre que ceux qui se laisseront engager comme travailleurs libres.

J'espère qu'il ne devra être fait usage de cette mesure que dans des cas exceptionnels. Une grande partie du peuple a, dans sa saine conception, bien compris la situation et des dizaines de milliers d'ouvriers belges sont déjà partis en Allemagne où, mis sur le même pied que les ouvriers Allemands, ils gagneront des salaires plus élevés que ceux que l'on a jamais connus en Belgique et, au lieu de rester dans la misère comme leurs compagnons demeurés en Belgique, ils se relèveront économiquement eux et leurs familles.

D'après ces explications, vous devrez reconnaître que, dans la déportation des chômeurs belges en Allemagne, les intérêts économiques belges restent tout à fait sauvegardés.

En instruisant les chômeurs dans ce sens, vous les incitez à refuser le travail et ainsi vous forcez les autorités allemandes à prendre des mesures sévères.

Si lors des déportations, des excès étaient commis et si des ouvriers occupés étaient déportés, la faute en incomberait aux bourgmestres qui se sont refusés à transmettre les listes des chômeurs ou ont transmis des listes incomplètes.

Le Gouverneur général,
(s) Baron von Bissing,
Colonel général.

Les arguments sont donc : le chômage est dû au manque de matières brutes, provoqué par le blocus des Alliés et d'autre part la mauvaise volonté des ouvriers belges à accepter le travail pour les Allemands ; l'occupant a le devoir, suivant le droit des gens, de prendre les mesures nécessaires ⁽¹⁾

On invoque ensuite l'intérêt bien compris des ouvriers et de nouveau l'on rend les bourgmestres responsables des excès qui

⁽¹⁾ En passant constatons encore que von Bissing, qui a, d'après d'autres sources de renseignements, fait tout son possible pour que le gouvernement allemand renonce à ordonner la déportation, une fois la mesure décrétée, non seulement l'exécute avec la plus grande énergie, mais même en assume toute la responsabilité et s'en déclare l'auteur !

pourraient se produire, si les listes des chômeurs n'étaient pas fournies

Des protestations s'étant élevées de toutes parts avec une énergie extraordinaire, le Gouverneur lieutenant général Hurt, crut bon de publier le 12 janvier 1917, un avis où en termes incroyables d'impudence ⁽¹⁾, il tente de justifier à nouveau les déportations. Voici cet avis qui fût affiché en français, flamand et allemand

« La campagne de calomnies et de mensonges menée par nos ennemis s'est nourrie, en ces derniers temps, de l'expédition des sans-travail se trouvant en Belgique. Des protestations pleines de phraséologie se sont élevées contre cette mesure, tant dans le territoire occupé de la Belgique, que dans les pays neutres ou ennemis. Les grands mots servant de fond à ces protestations sont principalement : Atteinte au droit des gens, Attentat à la dignité et à la liberté des ouvriers belges, Crimes contre l'humanité et les droits de la famille, Esclavage et travail forcé comme pour les criminels.

» La plupart des protestations livrées à la publicité comptent sur l'ignorance et la crédulité des masses pour semer en Belgique l'inquiétude et plonger ainsi le pays dans de nouveaux malheurs. Jusqu'à présent ces desseins ont échoué devant le bon sens de la population. Toutefois, sous l'effet des excitations sans mesure, un certain nombre d'ouvriers expédiés continuent à estimer que « l'honneur, le patriotisme » exigent qu'ils refusent de se mettre au travail.

» Tous ceux qui vivent en Belgique savent qu'il y a ici, depuis des années, plusieurs centaines de mille sans-travail sollicitant en vain une occupation, que beaucoup de sans-travail, du fait que les secours ne suffisent pas dans bien des cas à l'entretien de leurs familles, se sont éloignés du droit chemin ; que dans ces conditions, l'insécurité des biens, l'amour du jeu et la paresse se sont accrues sans cesse. En bon nombre d'endroits, des bandes armées comptant jusqu'à 40 hommes ont ravagé les champs et les jardins. Aux environs de Trois-Fontaines, et ailleurs encore de véritables combats se sont livrés entre les patrouilles allemandes du service forestier et les voleurs de bois et les braconniers. Le commerce clandestin des produits alimentaires a pris des proportions telles que la distribution de ces produits et l'approvisionnement uniforme de toutes les classes de la population sont devenues quasi impossibles.

» En présence de cette situation et en vue d'éclairer les esprits je porte ce qui suit à la connaissance de la population.

Atteinte au droit des gens — Suivant l'art 52 de l'annexe à la convention de La Haye du 18 octobre 1907, les services exigés des ha-

(1) Il convient de rapprocher le texte de cet avis des déclarations du Dr von Asmis dans son étude sur « l'Utilisation des forces ouvrières belges, etc. » déclarations reproduites au chapitre I, page 45.

bitants doivent être « de telle nature, qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part à des opérations de guerre contre leur patrie » L'article 43 oblige le pouvoir occupant « de rétablir et d'assurer l'ordre et la vie publics ».

Les autorités allemandes ont déclaré à plusieurs reprises qu'aucun belge ne serait astreint à des travaux en opposition avec l'article 52 Conformément à l'article 43, son Excellence le Gouverneur général s'est vu en droit et obligé de publier ses arrêtés des 14 et 15 août 1915, édictant des mesures contre ceux qui refusent de faire un travail d'intérêt public ou qui par paresse se soustraient au travail De même l'expédition des sans-travail à d'autres lieux de travail n'est interdite par aucune disposition du droit des gens L'Angleterre, la France et la Russie n'ont jamais hésité, tant qu'ils en ont eu l'occasion, d'éloigner des milliers d'habitants des territoires occupés par ces puissances et de contraindre ces gens au travail, bien souvent en les maltraitant indignement

Je le demande Pourquoi les protestataires, avant d'élever la voix, n'ont-ils pas consulté les dispositions du droit des gens applicables en la matière ?

Atteinte à la dignité et à la liberté des ouvriers. — « L'honneur et la dignité des ouvriers belges leur commandent-ils de se laisser nourrir, eux et leurs familles, par l'assistance publique, alors qu'en d'autres localités ils peuvent se procurer un travail rémunérateur ? La « liberté » exige-t-elle que des centaines et des centaines de mille ouvriers sains et robustes poussés par un faux patriotisme ou par paresse, se croisent les bras, alors que l'existence de nombreux millions d'êtres réclame impérieusement la production de denrées alimentaires et le maintien du trafic.

Crime contre l'humanité et les droits de la famille — La voix de l'humanité et le bien des familles commandent-ils que des hommes aptes au travail se traînent dans les cabarets, sur les places de jeux et aux coins des rues, pendant que les femmes et les enfants endurent au foyer les affres de la misère ? Est-ce à l'avantage des familles ouvrières que beaucoup de pères, de fils et de frères s'habituent à l'oisiveté, ou bien deviennent des voleurs et des criminels et finissent par échouer dans les prisons ? N'est-il pas plus humain de contraindre les sans-travail à gagner pour leur famille le pain nécessaire ?

Esclavage et travail forcé comme pour les criminels. — Est-ce l'esclavage, est-ce le travail forcé lorsque les ouvriers belges qui, pendant la paix, cherchaient souvent du travail à l'étranger, se voient offrir à présent une occupation moyennant un salaire très élevé, sous les mêmes conditions et dans les mêmes circonstances qu'aux ouvriers allemands ?

Pour terminer je ferai remarquer qu'à l'occasion des premiers envois des sans-travail, quelques erreurs et méprises se sont commises par le fait que les administrations communales belges avaient refusé d'aider à la désignation des intéressés. Son Excellence le Gouverneur général a immédiatement ordonné d'examiner les divers cas et de pro-

voquer la rentrée des personnes expédiées abusivement. Plus les autorités belges faciliteront la tâche, plus les rigneurs et les erreurs seront évitées à l'avenir.

Bruxelles, le 12 janvier 1917.

Der Gouverneur,
Hurt,
Generalleutnant.

Les édiles belges ayant épuisé tous les moyens, pour faire revenir l'occupant sur sa décision, il ne leur restera plus qu'à opposer une résistance absolue à toutes les tentatives que fera l'ennemi pour obtenir leur collaboration. Les faits montrent à eux seuls combien leur attitude fut patriotique et digne. La menace des peines les plus sévères, la conscience très nette du danger qui les menaçait, n'ébranlèrent pas un seul instant leur calme courage.

Les hôtels communaux furent envahis par la force armée. On vint sommer les édiles de remettre les listes de chômeurs ; tous les moyens d'intimidation furent employés. Il suffira, pour ne pas reproduire toute une série de scènes identiques, de donner ici le récit qui nous est fait par M. le bourgmestre de Molenbeek-St-Jean :

Procédés employés pour l'obtention des listes de chômeurs.

Le vendredi 17 novembre 1916, vers 9 heures du matin, les membres du comité de ravitaillement étaient réunis dans la salle du Collège sous la présidence du ff bourgmestre. L'on discutait à ce moment la question des files au magasin du charbon, la nécessité de dédoubler le magasin, et enfin l'acquisition d'une nouvelle quantité de combustible, lorsque le messenger Vander Gracht frappa à la porte et vint annoncer qu'un officier allemand accompagné d'un civil, demandaient le bourgmestre.

On fit entrer ces messieurs dans le cabinet du bourgmestre et celui-ci vint les rejoindre aussitôt.

Et le dialogue suivant s'engagea :

Le civil : M. le Bourgmestre, nous sommes chargés par la kommandantur de vous réclamer les listes des chômeurs.

Le Bourgmestre : Je n'ai pas de listes de chômeurs, je n'ai pas le pouvoir d'en dresser, mais si j'avais ces listes ou si j'avais le pouvoir d'en dresser, je me refuserais à vous les remettre ou à les faire dresser pour vous les remettre.

Le civil traduisant cette réponse à l'officier, et sur l'invitation de celui-ci, continua ainsi : M. le bourgmestre, à partir de ce moment, vous devez vous tenir à la disposition de la kommandantur.

Vous êtes consigné ici dans votre cabinet, vous ne pourrez pas quitter avant de nous avoir remis ces listes. »

Le bourgmestre : Je répète que je n'ai pas ces listes.

Le civil : Le personnel de l'administration communale est également consigné. Plus aucun employé ne pourra quitter les bureaux. Nous allons procéder à des perquisitions.

Le bourgmestre sonne le commissaire de police et M. Vanhoff se présentant, il lui dit : « M. le Commissaire, tout le personnel de l'administration communale est consigné, plus personne ne peut quitter les bureaux, faites garder les issues de la Maison communale ; ces messieurs de la kommandantur vont procéder à des perquisitions dans tous les locaux.

Le bourgmestre sonne le secrétaire communal et lui fait la même communication en ajoutant : Prévenez le personnel qu'il a à se tenir à la disposition de l'autorité allemande jusqu'à nouvel ordre.

Et le dialogue reprend : (je le résume)

Le civil M. le Bourgmestre, vous devez nous remettre ces listes — vous les avez — vous êtes le Président du Comité local de secours, donc vous avez les listes. La commune accorde de la soupe et du pain et des secours aux chômeurs ; il y a des employés communaux à la tête de ces services ; vous êtes leur chef, donc vous avez ces listes, il faut nous les remettre.

Vous accordez des secours extraordinaires, vous avez à nous remettre la liste de ces secours.

Le Bureau de bienfaisance accorde des secours, vous devez nous remettre la liste de ces secours. »

Le bourgmestre répond successivement à chacune de ces injonctions :

1 — Je n'ai pas de listes et si, comme président du Comité local, je vous remettais ces listes, dans une heure je serais révoqué par le Comité National.

2 — Les secours accordés aux chômeurs sont exclusivement payés par le Comité National. Les employés communaux placés à la tête de ces services de secours ont été mis à la disposition du Comité National et relèvent de celui-ci.

3 — La commune n'accorde ni le pain ni la soupe aux chômeurs, c'est le Comité National, la commune intervient pour sa quote-part, et ce par voies de subsides, dans les dépenses du Comité National ;

La soupe et le pain ne sont pas accordés exclusivement à des chômeurs, mais à tous les pauvres indistinctement, chômeurs ou non chômeurs ; dès qu'ils sont dans le besoin par suite de l'état de guerre, ils sont secourus par le Comité National.

4. — Les secours extraordinaires accordés par l'intermédiaire du bourgmestre le sont exclusivement à ceux qui n'ont pas droit aux secours accordés par le Comité National, aux familles des sans-travail, c'est-à-dire, à de malheureuses femmes à journées et autres.

5 — Le Bureau de bienfaisance n'accorde des secours qu'aux indigents, des vieillards et des infirmes déjà secourus avant la guerre.

Le dialogue continue

Le civil (toujours après avoir traduit les réponses et s'être concerté avec l'officier) et toujours de la façon la plus polie

M le bourgmestre, persistez-vous à nous refuser les listes ; réfléchissez encore à la gravité de la situation, nous avons des ordres formels.

Le bourgmestre . C'est tout réfléchi Vous pouvez m'envoyer en Allemagne, si vous voulez, mais je ne vous remettrai pas de listes de chômeurs, d'abord parce que je ne les ai pas, et ensuite parce que si je les avais, ou si j'avais le pouvoir d'en faire dresser, je m'y refuserais de la manière la plus formelle. Je me considérerais comme déshonoré si je vous remettais des listes qui doivent avoir pour conséquence l'envoi de sujets belges en Allemagne Comme je l'ai dit à M le Colonel von Soden, lors de la réunion des bourgmestres, le magistrat communal qui livrerait à l'occupant les noms et adresses de citoyens belges destinés à être déportés en Allemagne serait lapidé par la population, et j'ajoute aujourd'hui que si je commettais ce crime de lèse-patriotisme, je serais peut-être assassiné dans les rues de ma commune Inutile donc d'insister

Le civil Nous agissons par ordre Si vous ne voulez pas nous remettre les listes des chômeurs, dans ce cas, veuillez faire dresser la liste de tous les sujets mâles âgés de 18 ans et plus.

Le bourgmestre . Je m'y refuse Je ne ferai pas plus dresser la liste des non-chômeurs que celle des chômeurs Dès que l'autorité allemande me demande une liste quelconque qui peut entraîner l'envoi d'un seul de mes concitoyens en Allemagne, je refuse mon concours Je n'ai pas le droit de vous le donner, je trahirais mon pays et ma conscience

Le civil : Nous ferons dresser la liste par le personnel des bureaux.

Le bourgmestre : Je doute qu'un seul de mes employés y consente

Le civil . M le bourgmestre, faites-nous conduire dans les bureaux, successivement au bureau de la population, puis au bureau de secours extraordinaires, à l'instruction publique, à la caisse communale, au Bureau de bienfaisance, etc .

Le messenger Vander Graght accompagne ces messieurs et les perquisitions ont lieu assez rapidement Il est visible que ces messieurs se sont rendus compte qu'ils ne trouveraient pas de listes de chômeurs et que le personnel des bureaux ne se prêterait pas de bonne grâce à dresser la liste de tous les sujets mâles âgés de plus de 18 ans, travail qui aurait nécessité au surplus plusieurs jours et même des semaines.

Il est 10 1/2 heures. Les perquisitions sont terminées sans avoir amené d'autre résultat que la saisie d'une liste électorale. Ces messieurs se retirent dans la salle du Collège où ils rédigent un rapport ; ils y consacrent plus d'une heure.

Vers 11 1/2 heures, ces messieurs se font annoncer à nouveau au bourgmestre. Introduits auprès de celui-ci, l'un d'eux, le civil lui dit : M. le Bourgmestre, maintenez-vous ce que vous nous avez dit ? Réfléchissez encore à la gravité de vos déclarations. Nous devons les consigner dans notre rapport et le communiquer d'urgence à la kommandantur. »

Le bourgmestre : Je maintiens tout ce que je vous ai dit et je n'en rétracte pas un mot.

Le civil : Voulez-vous répéter vos déclarations en les résumant.

Le bourgmestre : Volontiers. Voici donc ma réponse :

Je me refuse à vous remettre les listes des chômeurs, parce que je ne les ai pas et je n'ai pas le pouvoir d'en dresser. Si j'avais ces listes ou si j'avais le pouvoir d'en dresser, je m'y refuserais parce que c'est contraire à ma dignité, à ma conscience et à mon patriotisme. Je ne dresserais pas non plus la liste des citoyens mâles, parce que je considère comme aussi odieux l'envoi en Allemagne de sujets belges sans travail, que l'envoi en Allemagne de mes compatriotes qui sont au travail. Un bourgmestre belge qui ferait ce que vous demandez se déshonorerait ; aussi je répète ce que disait M. Lemonnier à M. le Colonel von Soden : J'ai la conviction qu'aucun bourgmestre allemand ne consentirait à dresser une liste de sujets allemands appelés à être déportés en France ou en Angleterre. Aussi je ne comprends pas que l'autorité allemande puisse demander semblable acte à des bourgmestres belges. Voilà Messieurs mes déclarations.

Sur ce, ces messieurs se sont retirés, disant qu'ils allaient compléter leur rapport et le soumettre à la kommandantur.

Trois quarts d'heure plus tard, ils revinrent en automobile ; il était midi et demi, et ils me firent en présence de MM. Baeck, Leroy, Smeets et Vanhoof la déclaration suivante :

Le civil : M. le bourgmestre, nous n'avons pas les listes des chômeurs. Vous les avez refusées. La kommandantur nous a chargés de vous dire qu'elle vous rend responsable de tout ce qui arrivera. Si l'on envoie des sujets belges qui travaillent, en Allemagne, ce sera par votre fait et les conséquences retomberont sur vous.

Le bourgmestre : M. le colonel von Soden nous l'a dit lors de l'entrevue qu'il eut avec les bourgmestres du Grand Bruxelles. M. le Lt Général Hurt nous l'a écrit. Nous avons répondu. Je n'ai plus rien à ajouter. Ce n'est pas le moment de recommencer cette discussion.

Le civil : Eh bien, c'est tout, c'est fini, la consigne est levée. Votre personnel peut disposer.

Le bourgmestre : Et moi ?

Le civil : Vous êtes libre, M. le bourgmestre, pour le moment.

C'est le vendredi 17 novembre, en général, qu'eurent lieu ces perquisitions. A St-Gilles, notamment, un officier se présenta accompagné d'une dizaine de soldats.

Les Allemands n'arrivèrent point à leurs fins. Ils en furent réduits à convoquer individuellement les hommes qu'ils vouaient

à la déportation. Il est évident que si les bourgmestres avaient cédé aux injonctions de l'autorité occupante, ils auraient pu être accusés d'avoir facilité la tâche de l'ennemi, d'avoir du moins tacitement admis la légitimité des déportations

En l'absence des listes réclamées aux communes, l'autorité allemande prit quelques mesures d'organisation, afin d'éviter des erreurs trop grossières dans le choix des individus à envoyer en Allemagne comme sans-travail. Le major von Barby, chef du Meldeamt du Grand-Bruxelles, à la date du 25 novembre 1916 demande d'urgence la liste des fonctionnaires communaux, instituteurs, etc., qui échappèrent ainsi à la déportation.

Meldeamt allemand
du
Grand Bruxelles

Bruxelles, le 25-11-1916.

Au Collège Echevinal de la Ville de Bruxelles.

Pour prévenir l'envoi en Allemagne des Belges ou autres étrangers occupés auprès des 16 communes du Grand Bruxelles, le Meldeamt vous prie de lui faire parvenir d'urgence une liste (avec mention des prénoms, nom et demeure), ainsi que les certificats d'identité, de tous les instituteurs et de tous les fonctionnaires de la police, fonctionnaires du service des incendies et fonctionnaires communaux âgés de 16 à 55 ans, employés dans les 16 communes et habitant le Grand Bruxelles, afin que les certificats soient revêtus ici d'une estampille au Meldeamt.

Le Meldeamt vous prie de faire connaître aux porteurs des certificats ainsi estampillés qu'ils n'auront plus à se déclarer à l'occasion de l'affiche qui sera publiée sous peu au sujet de l'envoi des sans-travail en Allemagne

Au cas où, après l'estampillage des certificats d'identité, un Belge, etc., occupé par l'une des communes cesserait son travail, avis devrait m'en être donné.

En me remettant la liste, il faudra indiquer le numéro de la carte de déclaration (Meldekarte) en ce qui concerne les Belges occupés par les communes et tenus de faire la déclaration.

(s) von Barby,
major,
chef du Meldeamt.

Un avis du 30 décembre 1916 affiché et signé « Meldeamt Kreis, Brüssel. Der Vorstand · v. Wulfen, major », porte que des demandes de délai ne peuvent être prises en considération, que s'il y a une attestation du bourgmestre, qui indique :

- 1°) depuis combien de temps la personne intéressée a du travail ;
- 2°) que son salaire est suffisant pour assurer son entretien ;
- 3°) qu'il ne reçoit aucun secours de la commune ou d'une autre source.

Le bourgmestre est personnellement responsable de la véracité des informations

En ce qui concerne le Comité de secours, on se montre disposé à exempter des inspections prochaines de sans-travail, ceux qui y sont employés d'une manière régulière et permanente et dont l'occupation est suffisamment importante ; c'est dire la sévérité avec laquelle s'opérera la sélection

Voici les instructions données le 10 janvier 1917, à ce sujet (traduction) :

Le Président
de
l'administration civile
pour la
Province de Brabant

Bruxelles, le 10-1-1917

D'ici quelque temps auront lieu, pour le territoire du Grand Bruxelles, les inspections des sans-travail, en vue de leur transfert en Allemagne. Les personnes dont il s'agit recevront une convocation spéciale qui leur sera remise par la poste. La Gare du Midi est désignée pour servir de lieu d'inspection.

D'après les dispositions existantes, les personnes occupées par le Comité de Secours d'une manière *régulière et permanente*, et d'une *façon appréciable*, ne seront pas transférées. Si, malgré cette décision, certaines de ces personnes recevaient une convocation à l'effet de se présenter aux dates d'inspection à la gare du Midi, cette convocation devrait m'être remise avant la date fixée, avec une attestation établie d'après le modèle ci-joint

Par le fait de la remise de la convocation et de l'attestation, en temps utile, l'intéressé sera dispensé de l'obligation de comparaître aux dates fixées pour l'inspection

J'ai pris, vis-à-vis de la commandanture, la responsabilité de ce qu'il ne pourra être introduit, par le Comité de secours, que des attestations au sujet de personnes qui sont effectivement occupées par le Comité d'une manière régulière et permanente et d'une *façon appréciable depuis* avant le 15 octobre 1916.

Les personnes admises après le 15 octobre 1916 dans le service du Comité de secours ne pourront, par la voie indiquée ci-dessus, être dispensées que très exceptionnellement de leur obligation de comparaître aux dates d'inspection.

Dans les cas de ce genre, il y aura toujours lieu de motiver, d'une manière détaillée, à quelles fins l'admission a eu lieu, et spécialement, en remplacement de qui l'intéressé a été admis.

Je m'attends absolument à ce que chacun des Présidents du Comité de secours, et des sous organismes de ce Comité, n'établissent les attestations prérappelées, qu'après avoir soigneusement vérifié la situation des intéressés, et spécialement à ce qu'il n'abuse pas de la confiance donnée, en affranchissant par la voie indiquée, de l'obligation de comparaître aux dates d'inspection, des personnes auxquelles les hypothèses énoncées ci-dessus, d'une occupation permanente et régulière d'étendue considérable, ne sont pas applicables.

Au cas où les vérifications de contrôle, que j'entreprendrai prochainement, démontreraient que certains présidents auraient déçu mon attente, toute cette procédure devrait à mon grand regret, être abandonnée, et il devrait être en outre, imposé aux personnes occupées par le Comité de Secours, l'obligation de paraître comme les autres personnes aux dates d'inspection.

Par représentation,
(s) Dummaux.

Attestation.

Nom. Prénom
Monsieur
né le
Lieu de demeure actuelle rue N°
est .

Président
Membre du Comité
Secrétaire
Caissier
Employé
Ouvrier

du
et il a, du reste, été occupé déjà d'une manière permanente et régulière dans cet emploi depuis le au moins
. jours de semaine, en moyenne heures.

L'exactitude des déclarations ci-dessus est certifiée par la présente.

Le Président,

Bruxelles, le

Observations.

Pour les employés et les ouvriers, mentionner, en outre, succinctement le genre de leurs occupations, par exemple : Au bureau du comité, rue, N° , ou bien : Comme administrateur du magasin, vendeur au bureau de vente du comité

rue . . . , ou : comme chargeur ou débardeur au magasin rue . . . , etc.

Pour les personnes admises après le 15 octobre 1916, dans le service du Comité de secours, l'attestation ci-dessus ne pourra être donnée que très exceptionnellement. En de semblables cas, il y aura toujours lieu de motiver, d'une manière détaillée, à quelles fins l'admission a eu lieu, et spécialement en remplacement de qui l'intéressé a été admis

L'avis suivant du Deutsche Meldeamt, Gross Brüssel, en date du 18 janvier 1917, indique d'une façon générale les preuves à fournir pour ne pas être considéré comme chômeur :

Avis.

Chaque personne soumise au contrôle est tenue d'apporter à son prochain jour de contrôle une attestation qu'elle a un emploi fixe et de quelle nature il est : cette attestation de travail doit en outre indiquer depuis quand la personne en question est occupée dans son emploi actuel et quel salaire elle en retire. Les données ci-dessus doivent être certifiées par la commune compétente, une légalisation se bornant à la signature de l'employeur ne suffit pas. Les professeurs (instituteurs), élèves et étudiants apporteront un certificat de leur Directeur (supérieur) également avec l'attestation de la commune.

Ceux qui travaillent pour leur propre compte, présenteront leur feuille de contributions (droit de patente pour l'année courante)

Les avocats, prêtres et les intellectuels qui se légitimeront comme tels n'auront pas à présenter de certificat spécial

Bruxelles, le 18-1-1917,
Deutsches Meldeamt
Gross Brussel.

L'occupant se rend compte que les certificats de complaisance vont abonder, que tous les ouvriers prétendront avoir du travail et qu'il importe, par la menace de punitions sévères, d'empêcher la fraude. C'est le but de l'arrêté du Lieutenant-général Hurt, Gouverneur de Bruxelles et Brabant, en date du 14 février 1917.

ARRÊTÉ

pris en vue de réprimer la délivrance et l'usage de certificats inexacts destinés à des autorités allemandes

Article premier.

Quiconque aura délivré à autrui un certificat inexact concernant ses occupations, son emploi, etc., et destiné ou pouvant être destiné

à servir auprès d'une administration allemande, sera, s'il a agi intentionnellement, puni d'une peine d'emprisonnement et d'une amende pouvant atteindre 20 000 marks, s'il a agi par négligence, il sera passible d'un emprisonnement d'un an au plus et d'une amende pouvant atteindre 5 000 marks.

Si le coupable est un fonctionnaire ou un employé publics, la peine d'emprisonnement ne sera pas inférieure à 6 mois.

Article 2.

Quiconque dans le but de tromper une autorité allemande, aura fait usage d'un certificat inexact indiqué à l'art 1^{er} sera puni d'un emprisonnement d'un an au plus et d'une amende pouvant atteindre 5.000 marks.

Article 3.

Si dans les cas prévus aux articles 1^{er} et 2^e, il existe des circonstances atténuantes, la peine pourra être limitée à une amende.

Article 4.

Les tribunaux et commandants militaires sont compétents pour juger les infractions au présent arrêté

Bruxelles, le 14 février 1917.

Les hommes furent convoqués individuellement pour les 20-22 et 23 janvier La convocation était signée von Soden et s'exprimait comme suit :

Bruxelles, date de la poste.

Vous êtes convoqué de vous trouver le 20 janvier à 8 h du matin dans la gare du midi (entrée par la rue de France). Au cas où vous ne donneriez pas suite à la présente convocation, vous seriez expédié immédiatement par contrainte ; en outre, vous seriez passible d'une peine d'emprisonnement de trois mois au plus ou d'une amende pouvant atteindre 1 000 marks

Comme il se peut que vous soyez envoyé à un lieu de travail et que dans ce cas, vous n'auriez plus l'occasion d'entrer en relation avec les membres de votre famille, il vous est recommandé de vous munir d'un couvert, d'habillements d'hiver, de linge et de bonnes chaussures.

Quiconque souscrit au bureau de l'industrie, rue Marie-Thérèse 64 où du travail en Allemagne ou en Belgique est offert à des conditions avantageuses, est exempté de se présenter à la gare.

Comte von Soden,
Colonel et Commandant

La présente convocation est à apporter.

A ces hommes à qui l'on annonce qu'ils ne reverront plus leur famille avant un temps indéterminé, on fait encore miroiter l'appât de grands avantages en cas d'acceptation d'un contrat de travail. Cette suprême manœuvre n'eut pas de succès.

Les Collèges échevinaux avaient discuté la question de savoir s'ils se feraient représenter au contrôle de la gare du Midi. D'un côté, la présence de représentants de l'autorité belge pouvait être interprétée comme une adhésion ou une collaboration à la déportation ; d'un autre côté, une abstention complète pouvait paraître signifier l'abandon des compatriotes, dans les circonstances les plus pénibles. Les édiles ne pouvaient-ils pas espérer, éviter des erreurs trop flagrantes ? On se rend compte de l'angoissant problème de conscience qui préoccupa les magistrats municipaux.

Il fut décidé, notamment entre Bruxelles, Anderlecht et Molenbeek :

Que M. Lemonnier, ff de bourgmestre, n'irait pas à la gare du Midi, parce que sa présence pourrait faire supposer que l'enlèvement des chômeurs se faisait sous le contrôle, si pas sous la présidence du premier magistrat de la capitale ;

que M. Pladet, échevin, serait présent et surveillerait les distributions : espèces, vivres et vêtements, sans avoir décliné sa qualité d'échevin ;

qu'Anderlecht et Molenbeek seraient représentées par leurs faisant-fonctions de bourgmestre.

Il fut entendu d'ailleurs que ces Messieurs s'abstiendraient de toute discussion. Ils se tiendraient à une distance telle, que leur intervention ne pourrait pas même être demandée et, si le hasard voulait qu'elle dût se produire, ce serait uniquement pour protester contre tout enlèvement quelconque.

Il s'agissait donc, en cas de désordre ou d'effervescence, de montrer aux Belges qu'ils n'étaient pas abandonnés à eux-mêmes en ces instants critiques, et il fut bien décidé qu'au cas où les représentants des communes ne seraient pas placés de manière à pouvoir remplir leur mission avec une dignité absolue, ils se retireraient.

D'une manière générale, les administrations communales votèrent des crédits pour que l'on pût remettre aux déportés, au moment du départ, une petite somme d'argent, des aliments et des objets d'habillement.

Tout se passa heureusement dans l'ordre et le calme. Ce furent les journées douloureuses et humiliantes des 20, 22 et 23 janvier 1917.

La police était chargée d'assurer le service d'ordre à la gare du Midi où les déportés étaient réunis et où ils devaient remettre les convocations au moment de leur présentation. Le service consistait en la formation de 2 files, la première composée de malades désirant être visités par un médecin ; la deuxième, des bien-portants.

Le deuxième jour on fut autorisé à former un troisième groupe comprenant : 1°) les hommes de 55 ans et au delà ; 2°) les hommes visiblement infirmes ou malingres, 3°) les jeunes gens non formés ; 4°) les étrangers. Le 3^e groupe jouissait d'un tour de faveur ; les hommes étaient examinés et, le cas échéant, renvoyés immédiatement.

Les agents avaient pour mission spéciale de défendre tout attroupement et tout stationnement même individuel.

Les opérations commencèrent à 8 heures du matin, le 20 janvier 1917. Quelques groupes en s'approchant de la gare chantaient les hymnes nationaux belge et français.

Inutile de dire avec quelle rapidité se fit le triage : nombre de non-chômeurs, de non-secourus furent désignés pour l'exil.

A 11,40 h. du matin, le premier train emportant des déportés, se mit en marche ; suivant renseignements, il comprenait 534 personnes. Au moment où le train s'ébranlait, les malheureux exilés chantèrent la Marseillaise, manifestant une fois de plus, que s'ils étaient victimes de la force, ils n'en gardaient pas moins la volonté de ne pas céder aux injonctions de travailler.

Il ne resta plus aux autorités allemandes qu'à se venger de la fière attitude des édiles : les bourgmestres de l'agglomération de Bruxelles, qui tous, avaient refusé de fournir la liste de chômeurs, furent traduits devant un tribunal allemand, et condamnés à une amende qui varia entre 2 000 et 8.000 marks.

Il n'est pas sans intérêt de reproduire ici un de ces jugements, dont les attendus furent les mêmes pour tous (traduction):

Copie certifiée conforme.

Tribunal gouvernemental
impérial allemand

Le 23 avril 1917

ARRETE :

Le sujet belge, bourgmestre Antoine Breart à St Gilles, est condamné, conformément au paragraphe 18 de l'arrêté impérial du 28 décembre 1899 au sujet du statut extraordinaire, fondé sur le droit de guerre des étrangers, à 5.000 marks d'amende.

Au cas où l'amende ne peut être récupérée, il y aura une peine subsidiaire d'un jour de prison par 15 marks d'amende.

Bases du jugement :

A la suite de l'arrêté du Gouvernement général du 12 octobre 1916, la commandanture de Bruxelles ordonna le 20 octobre 1916 par écrit aux administrations communales de fournir les listes de chômeurs. Cet ordre fut unanimement et de commun accord accueilli par une fin de non-recevoir par les bourgmestres, sous prétexte qu'ils n'étaient pas en possession des éléments requis et que de même aussi, pour raisons morales et pratiques, ils devaient refuser leur aide à l'enlèvement des chômeurs.

Dans une entrevue avec les bourgmestres qui eut lieu le 14 novembre 1916, le commandant, en attirant l'attention sur l'avis paru entretemps, provenant du gouverneur pour Bruxelles et le Brabant, en date du 12 novembre 1916, réclama de nouveau la remise des listes demandées et fit remarquer en même temps que les prétextes invoqués pour ne pas remettre les listes n'étaient pas plausibles et que les bourgmestres qui continueraient à conserver cette attitude devaient s'attendre à une punition.

Par lettre du 16 novembre 1916 on fit savoir au Commandant que tous les bourgmestres, en se fondant sur les raisons données auparavant devaient refuser d'obtempérer à l'ordre donné : en réalité aucun bourgmestre n'a prêté son aide à l'enlèvement des chômeurs qui s'en suivit.

Ce refus des bourgmestres constitue un acte de désobéissance à l'égard de l'administration allemande, et cette désobéissance met en danger les intérêts de l'administration militaire allemande. Cette désobéissance est d'autant plus grave, que les prétextes invoqués pour le refus ne sont pas plausibles. En particulier il est pourtant compréhensible que les bourgmestres pouvaient avec un peu de bonne volonté établir quels étaient ceux de leurs administrés qui devaient être considérés ou non comme chômeurs, dans le sens déterminé par l'arrêté du gouvernement du 12 octobre 1916.

D'autre part, l'attitude des bourgmestres était aussi de nature à causer du dommage aux intérêts de leurs compatriotes, car l'administration allemande, qui, par suite du refus des bourgmestres fut obligée d'établir elle-même, et sans aide, quels étaient les chômeurs, n'avait ni le temps, ni le moyen de constater la situation particulière de chaque habitant par un examen exact et attentif. Si, en réalité, il y a eu, en conséquence, des duretés et des abus dans le choix, la responsabilité en incombe aux bourgmestres qui ont refusé leur aide.

Pour la fixation de la punition, on a considéré en première ligne, l'importance des communes représentées par les bourgmestres, parce que c'est proportionnellement à cette importance qu'on devait évaluer leur influence sur l'attitude générale et sur les suites de la désobéissance ; ensuite on a considéré les mesures et la nature de leur opposition

Le Gouverneur,
(s) Hurt,
Lieutenant Général.

L'enquêteur,
Dr Lille,
Conseiller de justice militaire

A Monsieur le bourgmestre Antoine Breart, St Gilles.

Pour nombre de localités de l'arrondissement de Bruxelles, l'ordre fut donné par affiches émanant du Kaiserliche Kreischef Brussel : von Keserycki (Oberst).

D'après cet ordre tous les Belges du sexe masculin appartenant à une série de communes devaient se réunir en une place désignée, porteurs de leurs certificats d'identité

II. — *Arrondissement de Louvain.*

Il y eut 25 communes de l'arrondissement qui ne connurent pas la déportation en masse.

Les habitants de 25 autres communes furent réunis les 20 et 21 novembre 1916, à Tirlemont.

Les habitants de 12 communes furent réunis à Aerschot le 23 novembre.

Enfin, les habitants de 13 communes furent réunis à Diest, le 24 novembre 1916

Tous les déportés furent dirigés sur le camp de Meschede.

III. — *Arrondissement de Namur.*

Il y eut dans la province de Namur, en chiffres ronds, 12 800 hommes déportés en Allemagne.

265 d'entre eux, moururent en captivité.

300 sont morts depuis leur retour en Belgique.

2 000 souffrent encore, soit de blessures reçues pendant la déportation, soit de maladies contractées à la suite de mauvais traitements qui leur furent infligés pendant la déportation

L'organisateur local responsable de ces déportations, celui qui s'y consacra avec un acharnement impitoyable, fut Tafel, Procureur impérial à Stuttgart, et qui remplissait, avec le grade de capitaine, les fonctions de censeur à l'administration civile de Namur.

Les ordres émanaient du général-major Thumb von Neubourg, Kreischef à Namur. Tafel les exécutait avec la plus grande rigueur. Il est signalé presque partout où avaient lieu le rassemblement des hommes, en vue du triage et de l'envoi en Allemagne

En général, le bourgmestre et souvent même le secrétaire communal, avaient tenu à accompagner leurs administrés à l'endroit de convocation, afin de les reconforter et d'empêcher un trop grand arbitraire. Mais Tafel n'admettait aucune intervention, répondait avec grossièreté aux moindres observations et, si un bourgmestre s'avisait d'insister pour empêcher des erreurs trop flagrantes, comme cela se produisit à Moustier s/Sambre, il le faisait expulser du local par les soldats allemands.

Malgré les protestations de l'autorité communale, on désignait indifféremment pour l'exil chômeurs et non-chômeurs et l'on ne se préoccupait pas davantage de la situation dans laquelle le déporté laissait sa famille ; on n'hésitait pas à envoyer en Allemagne, des hommes qui avaient charge de 7 ou 8 enfants !

Les autorités allemandes avaient pris, pour arriver à leurs fins, les mêmes mesures que partout ailleurs. ordre donné aux communes de remettre dans un délai de rigueur, une liste exacte des chômeurs, avec menaces des peines les plus sévères au cas où la liste ne serait pas transmise ou ne serait qu'incomplètement remplie.

C'est à la suite du refus des administrations communales de se prêter à leurs manœuvres, que les Allemands firent placarder des affiches qui convoquaient tous les hommes de 17 à 55 ans à un endroit déterminé, avec ordre de se munir de vivres et d'effets d'habillement.

Ces avis ne furent souvent affichés que l'avant-veille du jour fixé pour le rassemblement.

Les hommes furent convoqués respectivement à Assesse, Auvelais, Eghezée, Fosses, Framère, Gembloux, Namèche et Rhisnes. Il est à noter qu'à Namur même, il n'y eut pas de déportés.

a) Lieu de rassemblement : *Assesse* Date : 28 novembre 1916.

Les déportés ont dû attendre de 7 heures du matin, jusqu'à 3 heures de l'après-midi, heure du départ du train pour Guben.

Les habitants des communes suivantes furent convoqués à Assesse :

Assesse	Gesves	} camp de destination : Guben
Goesnes	Sart-Bernard	
Jallet	Courrière	
Crupet	Sorée	
Haillot	Florée	
Perwez	Evelette	
Ohey	Maillen	

b) Lieu de rassemblement : *Auvelais*. Date : 24 novembre 1916

Habitants convoqués des communes de

Auvelais	Balâtre	} camp de destination : Cassel.
Jemeppe s/Sambre	Velaine s/Sambre	
Moignelée	Onoz	
Moustier s/Sambre	Keumiée	
Mornimont		

c) Lieu de rassemblement : *Eghezée* Date : 30 novembre 1916

La commune d'Eghezée avait reçu, le 15 octobre 1916 l'ordre de remettre, pour le 24 octobre, la liste exacte des chômeurs et sans-travail. Elle refusa ; on lui accorda un délai jusqu'au 26 octobre, en la menaçant des mesures les plus sévères en cas de non exécution. La commune répondit que tous les hommes avaient de l'occupation. Les Allemands convoquèrent alors tous les hommes de 17 à 55 ans. Ils ne firent d'ailleurs la distinction entre chômeurs et non-chômeurs pour aucune commune du canton ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir plus loin les notes du docteur Min sur l'enlèvement des ouvriers d'Eghezée.

Habitants convoqués des communes de

Eghezée	Forville	} camp de destination . Guben
Liernu	Hingeon	
Marchevelette	Cortil-Wodon	
Branchon	Hemptinne	
St-Germain	Pontillas	
Dhuy	Hanret	
Bolennes-Harlue	Taviers	
Longchamps	Boneffe	
Waret-la-Chaussée	Gelbressée	
Noville-les-Bois	Tilher	
Bierwart	Franc-Waret	
Aische-en-Refail	Upigny	
Leuze	Méhaigne	

d) Lieu de rassemblement . *Fosses* Date : 25 novembre 1916.

Habitants convoqués des communes de :

Fosses	Furnaux	} camp de destination : Cassel.
Sart-Eustache	Sossoye	
Tamines	Graux	
Le Roux	Denée	
Vitriaval	Mettet	
Arsimont	Biesmes	
Aisemont	Falisolle	
Ermeton s/Biert	Saint-Gérard	

e) Lieu de rassemblement . *Franière*. Date 27 novembre 1916.

Habitants convoqués des communes de .

Franière	Floriffoux	} camp de destination : Cassel
Malonne	Profondeville	
Sart-St-Laurent	Bois-de-Villers	
Arbre	Floreffe	
Wépion	Flawinne	
Soye	Lesve.	

f) Lieu de rassemblement: *Gembloux* (à l'institut) Date : 22 novembre 1916.

Habitants convoqués des communes de .

Gembloux	Tongrinne	} camp de destination : Cassel.
Ligny	Grand-Manil	
Bothey	Grand-Leez	
Ernage	Corroy-le-Château	
Beuzet	Lonzée	
Bossières	Mazy	
La Sauvenière	Sombreffe	
Saint-Martin		

g) Lieu de rassemblement *Namèche* Date 23 novembre 1916

Habitants convoqués des communes de .

Namèche	Haltinne	} camp de destination : Cassel
Marche-les-Dames	Maizeret	
Andenne	Beez	
Belgrade	Coutisse	
Bouge	Sclayn	
Erpent	Dave	
Lives	Bonneville	
Thon-Samson	Naninne	
Loyers	Wierde	

h) Lieu de rassemblement *Rhisnes* (patronage) Date : 29 novembre 1916.

Les hommes étaient divisés en deux groupes : le premier, où il n'y eut pas de déportés, comprenant les hommes de 35 à 55 ans, le second, les hommes de 17 à 35 ans.

Le second groupe défilait devant les officiers ayant près d'eux le bourgmestre, l'échevin ou le secrétaire de la commune. Les officiers, après examen de la carte d'identité, qualifiaient eux-mêmes, les hommes de chômeurs ou non-chômeurs et décidaient de leur sort.

Un fait typique est à signaler : un sieur Collinet Joseph, de Emines, avait quelque temps auparavant, été désigné par le conseil communal, comme agent de police et sa nomination avait été approuvée par le Gouverneur civil allemand. Collinet exhiba les pièces officielles. On lui répondit qu'on ne tenait aucun compte de tout cela et on le désigna pour la déportation.

Habitants convoqués des communes de .

Rhisnes	Warisoul	} camp de destination Guben.
Vedrin	Saint-Marc	
Daussoulx	Émines	
Temploux	Meux	
Isnes	Suarlée	
Villers-lez-Heest	Champlon	
Saint-Denis	Bovesse	
Spy		

A titre d'exemple, nous reproduisons ci-après un extrait des notes prises par M. le docteur Min, bourgmestre de Bolinnes-Harlue, au cours des événements de l'enlèvement des hommes au contrôle d'Eghezée. Nous publions à la suite, les pièces établies à l'intervention de ce bourgmestre pour obtenir le rapatriement de ses administrés.

Il n'y avait pas de chômeurs à Bolinnes-Harlue ; sur les 35 requêtes qui furent adressées dans les mêmes conditions dans cette seule commune, 1 seule fut acceptée.

Des faits semblables se produisirent partout ; ce qui fut vrai pour Bolinnes-Harlue, fut vrai pour les autres communes où l'arbitraire absolu règne d'une façon générale.

(Extrait des notes de M. le docteur Min, bourgmestre de et à Bolinnes-Harlue.)

28 novembre 1916 :

Un soldat qui habite Harlue depuis plusieurs mois et qui paraissait apprivoisé, vient, d'une allure hautaine, me remettre sept affiches disant :

« ORDONNANCE »

« Par ordre de son excellence, M. le gouverneur général, tous les habitants du sexe masculin de la commune de Bolinnes-Harlue qui ont 17 ans révolus et n'ont pas encore atteint l'âge de 55 ans, devront se présenter le 3 novembre 1916, à 9 heures du matin (H. allemande) à Eghezée.

Se munir de pièces d'identité et de cartes de contrôle. Il est permis d'apporter de petits colis et des vêtements chauds.

Les personnes qui ne donneront pas suite à cette ordonnance seront rigoureusement punies.

Tous ceux qui ne se présenteront pas seront considérés comme sans-travail.

Tous ceux qui se présenteront seront inscrits sur une liste.

Namur, le 18 novembre 1916

(s) Freiherr Thumb von Neuburg.
der Kreischef,

Au moment où le soldat entrant, le corridor de ma maison était occupé par 25 hommes qui désiraient des certificats qui les libèrent de la réquisition annoncée et dès ce moment imminente !

Ma fille le fit entrer dans la salle d'attente, voulut lire l'affiche et l'annexe qu'il m'apportait, mais il exigea de me voir immédiatement, réclama le secrétaire communal pour transcrire l'annexe et la signer comme preuve de notre responsabilité.

Voici ce chef-d'œuvre de littérature concise et claire que j'ai dû viser et transcrire :

« Bollines-Harlue.

Eghezée, 28 11.16

» Aux bourgmestres,

» La station des communes arrivées est faite connu aux intéressés par des petites planches portant les noms des communes dans la rue de l'approche. C'est la rue pour Méhaigne et bifurcation de la raperie à Eghezée.

» L'assemblée aura lieu sur le territoire de la raperie à Eghezée. L'abord est seulement par la rue de la Raperie du côté de la maison de la Poste. Les communes se mettront en rang dans l'ordre suivant :

1. Méhaigne, 2. Bollines-Harlue, 3. Longchamps, 4. Hanret, 5. Liernu, 6. Marchovelette, 7. Bierwart, 8. Hingeon, 9. Hemptinnes, 10. Waret-la-Chaussée, 11. Udigny, 12. Pontillas, 13. Gelbressée, 14. Aische-en-Refail, 15. Noville les Bois, 16. Tillier, 17. Franc-Waret, 18. Forville, 19. Dhuy, 20. Branchon, 21. St Germain, 22. Boneffe, 23. Cortil-Wodon, 24. Tavier, 25. Eghezée, 26. Leuze.

Chaque commune doit laisser porter par le garde champêtre une planche portant le nom de la commune fixée à une perche.

Pratiquement, les communes laisseront amener les bagages des intéressés par un charet, mais avant de se ranger à Eghezée, chacun doit le prendre et le porter chez lui

Les bourgmestres sont responsables de l'arrangement strictement tenu par ses habitants pendant ce jour à Eghezée

Cet ordre doit être signé par le bourgmestre et le secrétaire et être copié après l'avoir fait ; il est remis au soldat ou envoyé par un messenger express.

En même temps par votre signature est attestée que vous avez reçu l'ordonnance sur papier en couleur rouge en date du 18/11/16 signé par le kreischef Général-major Freiherr Thumb von Neuburg concernant les divers choses de l'appel.

Sceau du 1^{er} Landsturm Eskadron.

(s) von Schierstadt.

J'ai aussitôt donné lecture de ces ordres aux 25 personnes qui attendaient. Celles-ci ayant reçu les certificats qu'elles désiraient, j'ai fait placarder trois affiches rouges à Bolinnes et trois autres à Harlue ainsi que l'instruction suivante :

« Avis »

« Bolinnes doit passer le 2^e, après Méhaigne, avant Longchamps et Hanret

Nous devons nous placer au chemin de la poste vers Méhaigne. L'assemblée a lieu à la Raperie. On ne peut y arriver que du côté de la poste.

Le garde portera l'écriteau « Bolinnes » en tête du cortège. Chacun devra reprendre ses bagages sur le chariot avant l'assemblée.

Je vous prie tous de bien vouloir, par une attitude correcte, calme et digne, m'aider à défendre vos intérêts, et à amoindrir les peines de ce jour.

(s) Dr E. Min, bourgmestre »

Nous préparons ensuite un projet de distribution de vêtements pour les victimes — encoie inconnues — de cette traite nouvelle, afin que cette distribution puisse se faire le lendemain par les soins du comité ; nous consacrons notre soirée à la besogne administrative et cherchons à favoriser le rapatriement des déportés de Noville s/Méhaigne.

30 novembre -- jeudi :

Cette journée laissera dans la mémoire de tous un souvenir ineffaçable, car elle a causé plus d'angoisses et fait couler plus de larmes dans notre canton que les plus sanglantes journées de la guerre.

Levé dès 5 heures, je délivre des certificats aux retardataires et suis averti que certains ont fait timbrer leurs cartes hier à Namur et sont ainsi dispensés de l'appel : le kreischef dispenserait ainsi des ouvriers d'usine ; si c'est vrai, nous devons en être avertis.

A 6 heures, nous assistons à la messe.

A 7 heures, nous quittons l'école, M. Blondiau et moi, et nous trouvons à peine dix personnes sur la route, mais à 7 1/2 h., celle-ci est noire de monde, grâce à l'arrivée des habitants de Taviers, Boneffe et Branchon. En approchant d'Eghezée, nous voyons défilier quelques autos qui conduisent à la Raperie les exécuteurs des hautes œuvres allemandes. La foule anxieuse, stationne à l'entrecroisement des routes et est surveillée par des soldats.

Faut-il enlever les bagages des chariots comme le dit l'instruction ? C'est se déclarer prêt à partir, ou bien faut-il les y laisser et montrer qu'on ne veut pas subir la déportation ? Les soldats laissent faire et la plupart se chargent de leurs baluchons.

L'heure approchant, le garde s'avance avec son écriteau ; nous le suivons et rencontrons des soldats qui font la haie. Nous dépassons

quelques communes qui stationnent déjà et nous nous plaçons entre Méhaigne et Longchamps. Là j'engage mes administrés à bien garder les certificats qui indiquent leurs motifs d'exemption et que je leur ai remis et j'affirme à ceux qui partiront que, dès ce soir, nous nous efforcerons de les ressaisir. Aussitôt Méhaigne reçoit l'ordre d'avancer et je force la consigne pour revenir dire aux habitants de ma commune : « A droite, c'est le salut, à gauche, c'est l'exil. Allez donc à droite le plus possible ! » Les arrêts se rendant en allemand, j'aurais du dire : *Rechts*, c'est la liberté, *links*, c'est la servitude.

Les hommes de 17 à 55 ans de Méhaigne défilent donc entre 2 haies de soldats aboutissant à deux officiers ou sergents qui jettent un coup d'œil sur les cartes et crient : *Rechts*, *Links*. *Rechts*, c'est la libération immédiate, *links*, c'est l'ordre de s'engager dans les couloirs que gardent un soldat, un lieutenant, le bourgmestre ou un échevin et un autre soldat : le lieutenant décide et le dernier soldat exécute en prenant par l'épaule le Belge qui défile, pour l'envoyer à droite ou à gauche selon l'arrêt prononcé.

Méhaigne ayant défilé en quelques minutes, l'on appelle « Bonnes », le bourgmestre ? — Me voici. — Le secrétaire ? — Le voilà. — Les échevins ? — Ils sont trop vieux, voici leurs remplaçants.

Bourgmestre, secrétaire et conseillers faisant fonctions d'échevins sont placés à l'extrémité des trois couloirs et reçoivent l'ordre de signaler toute inexactitude, toute réponse fausse et de n'intervenir en dehors de là que lorsqu'ils seront invités à le faire.

Le mot « chômeurs » n'est pas prononcé

J'interviens en faveur de quelques jeunes gens qui n'ont jamais chômé, ni été secourus, je reçois l'ordre de me taire ; mais je n'en tiens aucun compte et continue à intervenir aussi souvent que la rapidité des opérations le permet. Je suis parvenu à sauver deux ou trois hommes, à faire subir l'examen médical à quelques autres. Le défilé s'est fait tellement rapide, les *rechts* et les *links* se sont suivis tellement rapprochés qu'en sept minutes les 140 hommes de ma commune ont passé, sans que j'aie pu voir qui allait à droite, qui à gauche et nous avons l'ordre de partir pendant qu'on appelle « Longchamps »

Cette réquisition est donc une vraie loterie, une foire d'hommes qu'on prend plus vite qu'on ne choisirait une bête ; c'est une réelle traite d'esclaves !

J'ai pu sauver quelques jeunes gens en affirmant qu'ils étaient cultivateurs, un homme en le disant galeux, un autre en le disant tuberculeux. J'étais ahuri de la rapidité des opérations et demandais au secrétaire et aux échevins : « Savez-vous qui est allé à gauche ? », lorsque je fus sollicité par un père de famille auquel on avait enlevé sa carte d'identité et remis une carte jaune : je réclamai en vain, l'on me répondit qu'il s'était engagé pour partir le 8 janvier et cet ouvrier soutenait que c'était faux..

En vain, je demandai à voir mes réquisitionnés ; en vain, je demandai à assister aux examens médicaux, je fus éconduit quatre fois par les quatre lieutenants auxquels je m'adressai, par le capitaine von Schierstadt et le lieutenant Knobbe : « Vous les verrez quand ils

seront dans le train, vous pourrez leur passer leurs bagages, me disait-on ; n'avez-vous donc pas confiance en votre confrère allemand ? »

Bref le mot d'ordre était formel. Les hernies, les fractures, les cardiopathies les plus manifestes furent rejetées comme motifs d'exemption par le médecin qui, lisant son journal ou fumant sa cigarette, daignait à peine jeter un regard sur le réclamant. Cependant un pré-tuberculeux fut examiné soigneusement et renvoyé... Mais ce qui était efficace, c'était de placer un billet de 5 ou 10 marks sur la carte d'identité que l'on présentait au concierge du bureau médical. Et voilà pourquoi mes confrères de Perwez, Forville, Dhuy et moi, nous avons été repoussés chaque fois que nous avons sollicité l'honneur de pénétrer dans le bureau du médecin et d'examiner avec lui les réclamants.

Il n'en fut pas ainsi dans le Brabant : à Perwez et à Nivelles notamment, les médecins belges ont été invités à conférer avec leur confrère d'Outre-Rhin et leurs observations ont été écoutées.

Ayant quitté le hangar de la raperie, je rencontrai M. le Baron de Mévius, sénateur et M. le Baron de Montpellier, député suppléant, venus pour nous encourager. Ensuite je m'empressai de voir les bourgmestres des communes appelées et de leur exposer la procédure suivie : tous en furent écœurés ; mais leur indignation était bien plus grande encore lorsqu'ils l'eurent personnellement constatée.

Que signifient donc les déclarations de M. von Bissing affirmant que « seuls les chômeurs seront réquisitionnés » ? On a pris au hasard les hommes de 17 à 50 ans, — qu'une enquête sérieuse sera faite en présence du bourgmestre : les appelés ont passé à raison de sept ou huit par minute, les 26 communes ont défilé en quatre heures et les bourgmestres avaient l'ordre de se taire ; — que « des ordres seraient donnés pour que les réquisitions se fassent avec les plus grands ménagements » : toute la population masculine de 26 communes a dû stationner de huit heures à midi sur la voie publique, les civils étaient traités avec la plus sévère rigueur ; les bourgmestres étaient menacés et des prêtres ont reçu des coups de crosse de fusil et ont été suivis par des soldats, disant : « Pasturs, sales catholiques, partez ! »

Les exécuteurs des ordres du Gouverneur général lui ont donné le plus formel démenti !

Après avoir à quatre reprises, tenté d'entrer au bureau médical et de voir les réquisitionnés de ma commune, je retrouve M. Blondiau et M. Tréfois qui a rempli les fonctions d'échevin : tous deux me content leur impuissance et leur indignation.

Pendant que les opérations continuent, des bourgmestres et des fermiers essayent de ressaisir quelques hommes : bien rares sont ceux qui peuvent se faire entendre et qui obtiennent ; nombreux sont ceux qui sont éconduits et grossièrement menacés : « Si vous ne partez pas bien vite, je vous envoie aussi en Allemagne », dit un officier à M. Wautier qui, perdant la plupart de ses ouvriers, demandait la libération de quelques-uns.

Cependant la foule s'est massée aux abords de la gare et du passage à niveau où les déportés — actuellement parqués dans les longs

silos sous les hangars — devront nécessairement passer pour prendre place dans le train qui les emportera. Les soldats, voulant rendre la voie libre pour les autos, brutalisent la foule et la font reculer à coups de crosse de fusil. Un de mes administrés se trouvant au premier rang ne reculant pas assez vite, le soldat lui donne un coup de talon sur les pieds, mais le Belge riposte, une altercation survient et le soldat prend sa bayonnette pour ramener le civil qui n'a ni arme ni bâton. J'engage celui-ci à se retirer. Mais désireux de voir son gendre il reste. Le soldat le menace deux fois encore et le civil de Harlue le renverse, puis, saisi par quatre soldats, est emmené et violemment placé dans une voiture, tandis qu'il résiste aux coups de poing, de pied et de crosses qui lui arrivent de tous côtés. La foule, indignée, hue les barbares soldats. A quatre reprises, je vais implorer sa grâce auprès de l'officier de service, M. Knobbe, du capitaine von Schierstadt et du colonel. Tous me déclarent que c'est inutile ! Allant consoler ce concitoyen trop vite, je l'engage à rester aussi calme que possible et à se sauver dès qu'il le pourra, sans être vu. C'est ce qu'il fit à 7 heures du soir.

Ayant examiné mes listes, je constate l'absence de 30, 32, puis 34 hommes de ma commune et je ne puis parvenir à faire entendre la moindre parole pour retirer l'un ou l'autre de la fournaise allemande.

A une heure (heure belge), un premier groupe de réquisitionnés arrive encadré de soldats, bayonnette au bras et prend place dans les voitures, tandis que la foule crie et proteste. Les bourgmestres sont autorisés à porter leurs bagages et leurs vivres. A 1 1/2 h les réquisitionnés de ma commune apparaissent et je suis admis, avec quelques privilégiés à leur porter les dons qui leur sont faits et à leur dire au revoir ou adieu ! Un père de famille, ouvrier qui a donné 250 fr. à son fils, veut que je lui en porte encore 75. Un autre, dont le fils emporte 1000 fr., me donne encore 125 fr pour les lui remettre.

Jamais on a vu de scènes plus désolantes, des milliers d'hommes et de femmes occupent les alentours de la gare, appellent leurs parents et amis, acclament les exilés et huent les Allemands. Des soldats se comportent comme de vraies brutes ; d'autres, moins nombreux, encouragent les Belges en ayant bien soin de ne rien laisser voir. . A 2 1/2 h., je quitte Eghezée, après avoir entendu la plupart des bourgmestres exprimer leur peine et leur indignation avec la plus grande vivacité : « Quand je devrais vivre cent ans encore, me disait l'un d'eux, je n'oublierai jamais cette journée qui restera la plus triste de ma vie ! »

A 5 heures du soir, je me trouvais à 4 kil. de la gare d'Eghezée lorsque j'entendis des cris prolongés : c'était le départ du train d'Eghezée que la foule saluait tantôt de cris d'adieu et de sympathie pour les déportés, tantôt de vives huées de réprobation pour les Allemands.

Le départ a été aussi tardif, parce que l'on s'est aperçu que l'on avait réquisitionné 200 hommes au delà des ordres reçus et parce qu'il fallut faire chercher à Namur quatre voitures pour les ajouter au train !

A 5 h. 1/2, je recevais le secrétaire communal et après un échange de vues assez long sur les incidents de la journée, je lui dictais les

35 requêtes qui, reproduites le lendemain en quadruple expédition, furent portées le 2 décembre à Namur : un exemplaire fut remis à Mgr Heylen, révérendissime Evêque de Namur, un autre au Kreischef et les autres à M. l'avocat Bribesia, président du bureau des avocats qui, spontanément, ont formé une commission de rapatriement

M. l'avocat me conseilla de reprendre ces requêtes et de les annexer aux demandes de rapatriement faites selon un modèle nouveau uniforme adopté par les Ministres des Etats-Unis, d'Espagne et de Hollande.

Ces demandes devaient se faire en quadruple expédition : nous avons fait chercher à Perwez les imprimés nécessaires ; mais ce 2 décembre, nous fûmes avertis que ces imprimés n'étant pas approuvés par la censure de Namur, nous devions les faire copier en entier en quadruple expédition.

Nous avons voulu faire, sur imprimé, personnellement les demandes des 35 réquisitionnés et nous en avons confié la copie à toutes les personnes de bonne volonté : aux 35 dossiers, en quadruple expédition, il fallut ajouter des certificats de patron et des certificats médicaux en quadruple expédition.

Ce travail nous a forcé à suspendre nos notes journalières, car, comme médecin, nous devions aussi notre appui aux déportés des communes voisines.

2 au 8 décembre :

Nous donnons ci-dessous trois demandes complètes :

1. — Dujardin Joseph, âgé de 45 ans, marié, père de trois enfants, était camionneur avant la guerre. Econome et travailleur, il avait des ressources. Il possède une vache, cultive et a rempli les fonctions de garde auxiliaire pendant quelques mois. Il avait du travail pour l'hiver. Ni le bourgmestre, ni le secrétaire communal, ni M. Tréfois, son patron, conseiller communal, ff. d'échevin, ne savent comment il a été désigné pour partir. L'épouse et les enfants l'attendent avec impatience.

Le bourgmestre,
(s) Dr Min.

Le patron,
(s) Tréfois

L'épouse éplorée,
(s) Céline Baye.

Demande de rapatriement

Etat-civil

Noms, prénoms :
Adresse en Belgique :
Adresse en Allemagne :
Profession :

Dujardin Joseph
Bolennes, n° 31
Inconnue
Camionneur avant la guerre, ou-
vrier de ferme actuellement

Age :
Enlevé au contrôle de :

45 ans
Eghezée, le 30 novembre 1916

Charges .	Marié
Enfants :	Achille, 15 ans
	Raymond, 4 ans
	Edmond, 2 ans
Ressources .	Occupation
	En octobre 1916, garde auxiliaire pour la commune et culture de près d'un hectare
Salaire hebdomadaire :	15 francs
Autres moyens d'existence :	Une vache, maison, 9 ares de jar- din et livret à la caisse d'Epar- gne de 2 à 3000 francs
Observations :	Cet homme a dû confondre <i>Links</i> avec <i>Rechts</i> et au lieu de sortir à droite il s'est rendu au clos des réquisitionnés. Son âge suf- fisait à le préserver ; il est d'ail- leurs dans l'aisance, marié et père de famille.

(s) Céline Baye

Déclaration du bourgmestre : « Je certifie sincères et véritables les déclarations ci-dessus et je réclame la prompte libération de ce vieil et brave ouvrier »

(s) Dr E. Min.

Déclaration du patron : Je soussigné, Louis Tréfois, fermier à Bolinnes, certifie que le nommé Dujardin de Bolinnes était occupé à ma ferme comme ouvrier agricole depuis le 1^{er} août 1914.

Bolinnes, le 3/12/1916.

(s) L. Tréfois.

2. — Gazeau Alexandre, 45 ans, marié, père de trois enfants est un ouvrier modèle, propre à tous les travaux, tant il est courageux et dévoué. Il a du travail assuré pour l'hiver et pour l'été prochain. Loin de refuser le travail, il l'a toujours recherché activement, parce qu'il a à cœur de pourvoir aux besoins de sa famille. Celle-ci perd toutes ses ressources en perdant son salaire. C'est par erreur qu'il a pris la gauche au lieu de prendre la droite, tant les décisions données en allemand le troublaient. Sa femme désolée et ses enfants l'attendent avec la plus vive impatience

Le bourgmestre,

(s) Dr E. Min

L'épouse éplorée,

(s) Hélène Evrard.

3. — Docquir Alphonse, né en 1876, marié, était ouvrier d'usine avant la guerre, a chômé parce que l'usine a été fermée ; mais il n'a jamais refusé le travail et gagnait 2,50 fr. par jour comme ouvrier

agricole, lorsque ce 30 novembre, il a été enlevé sans pouvoir produire un certificat attestant qu'il a perdu l'œil droit. Sa femme est sans ressources par suite de son départ. Docquir a été exempté, mais les ordres donnés en allemand l'ont troublé au point qu'il a pris la gauche, c'est-à-dire le chemin des réquisitionnés au lieu de prendre la droite, c'est-à-dire le chemin des libérés. C'est donc par erreur qu'il est parti. Une épouse éplorée l'attend avec la plus vive impatience.

Le bourgmestre,

(s) Dr E. Min

(s) Céline Serwy

IV — Arrondissement de Dinant

L'organisateur des déportations fut ici également, Tafel, procureur impérial à Stuttgart, attaché aux bureaux allemands à Namur.

Il était présent, en général, lors du triage des hommes et tandis que certains officiers semblaient vouloir exécuter, avec une certaine modération, les instructions reçues, Tafel déployait une inflexible rigueur, dirigeait tout, allait jusqu'à modifier — naturellement en les aggravant, — les décisions prises même par des officiers d'un grade supérieur au sien. Son but était de recruter un certain nombre d'hommes déterminé d'avance, qu'ils fussent chômeurs ou non.

Il est à noter qu'il n'y eut pas de déportation dans l'arrondissement administratif de Philippeville.

Les hommes de 17 à 55 ans, furent convoqués respectivement à Barvaux-Condroz, Ciney, Dinant, Gedinne, Havelange, Houyet, Rochefort.

a) Lieu de rassemblement · *Barvaux-Condroz* Date : 8 décembre 1916.

Etaient rassemblés, les habitants des communes de :

Barvaux-Condroz	Maffe	} camp de destination · Soltau
Baillonville	Méau	
Bouain	Somme-Leuze	
Fronville	Waillet	
Heure	Noiseux	
Hogne		

b) Lieu de rassemblement *Ciney* Date : 9 décembre 1916.

Étaient rassemblés, les habitants des communes de

Ciney	Natoye	} camp de destination . Soltau.
Achêne	Nettinne	
Braibant	Pessoux	
Conneux	Scy	
Dorinne	Serinchamps	
Durnal	Sinain	
Emptinne	Sovet	
Leignon	Thynes	
Lisogne		

c) Lieu de rassemblement . *Dinant* (collège de Belle-Vue).
Date : 4 décembre 1916.

Étaient rassemblés, les habitants des communes de :

Dinant	Haut-le-Wastia	} camp de destination : Soltau
Anhée	Honsée	
Annevoie	Mont-sur-Meuse	
Bioulx	Onhaye	
Bouvignes	Sommière	
Évrehailles	Warnant	
Falaën	Weillen	
Gérin	Yvoir	
Godinne	Warnant-lez-Dinant.	
Rivière		

d) Lieu de rassemblement : *Gedinne* Date : 5 décembre 1916.

Étaient rassemblés, les habitants des communes de :

Gedinne	Naomé	} camp de destination : Soltau.
Celle	Graide	
Bailemont	Gros-Fays	
Bièvre	Houdremont	
Bohan	Laforêt	
Bonseigne-Meuse	Louette-St-Denis	
Charrière	Louette-St-Pierre	
Fellenne	Malvoisin	
Froidfontaine	Membre	
Bellefontaine	Monceau	

Nafraiture	Riemme	} camp de destination : Soltau.
Oisy	Sart-Lustinne	
Orchimont	Vonèche	
Patignies	Willertzée	
Petit-Fays	Vencimont	
Flostoy	Bourseigne-Vieille	

e) Lieu de rassemblement *Havelange*. Date : 8 décembre 1916.

Etaient rassemblés, les habitants des communes de :

Havelange	Miecret	} camp de destination : Soltau
Achet	Mohiville	
Hamois-Condroz	Schaltin	
Jeneffe-Condroz		

f) Lieu de rassemblement *Houyet* Date 6 décembre 1916.

Le lieutenant Conrad présidait aux opérations. Le bourgmestre de Houyet signale que, lorsqu'une protestation d'une autorité communale s'élevait, Conrad imposait le silence. Comme lui-même avait continué à protester, Conrad plaça 2 soldats armés à ses côtés.

Etaient rassemblés, les habitants des communes de :

Houyet	Heer	} camp de destination : Soltau.
Anseremme	Honnay	
Beauraing	Hour	
Blaimont	Hulsonniaux	
Celles	Jarrique-Leroy	
Dréhance	Martougin-Neuville	
Dions	Mesnil-Eglise	
Falmagne	Mesnil-St-Blaise	
Falmignoul	Pondrôme	
Feschaux	Sorinnes	
Finnevaux	Waucennes	
Focant	Waulsort	
Foy-Notre-Dame	Wiesme	
Furfqoz	Winenne	
Hastièrre-Lavaux	Baronville	
Hastièrre-par-delà		

g) Lieu de rassemblement *Rochefort* (Institut St Joseph).
Date 7 décembre 1916.

Étaient rassemblés, les habitants des communes de :

Rochefort	Jemelle	} camp de destination . Soltau
Ambly	Lavaux-St-Anne	
Buissonville	Lessive	
Chevetogne	Mont-Gauthier	
Ciergnon	Resteigne	
Custinne	Villers s/Lesse	
Eprave	Wanlin	
Han s/Meuse	Wavreille	

V — Arrondissement de Marche

Les renseignements d'ordre général que nous donnons ci-après, sont empruntés, en bonne partie, à un rapport fort intéressant de M le Procureur du Roi de Marche

Dans l'arrondissement judiciaire, il y eut 1 255 déportés. Il y a lieu toutefois de constater que la proportion des déportés fut différente dans les deux arrondissements administratifs. tandis que pour l'arrondissement de Bastogne, il n'y avait que 119 déportés pour une population de 20.165 habitants, soit 0,58 % de la population, pour celui de Marche, il y eut 1.136 déportés pour une population de 45.201 habitants, soit 2,51 % de la population

Cette différence de traitement ne peut s'expliquer que par le fait que les Allemands qui opérèrent dans l'arrondissement de Bastogne, se montrèrent moins inhumains que ceux qui procédèrent aux déportations dans les arrondissements voisins. Ceci prouve une fois de plus, que les Allemands se préoccupaient non pas de fournir du travail à des non-chômeurs, mais de remplacer en Allemagne, les ouvriers des usines envoyés au front. Pas plus ici qu'ailleurs, on ne tint compte de la situation sociale des hommes soumis au contrôle. Il n'y avait, du reste, pour ainsi dire pas de chômeurs dans l'arrondissement.

Arrondissement administratif de Bastogne (Cantons de Vielsalm et de Houffalize).

Il y eut deux réunions pour l'enlèvement des hommes. l'une à Vielsalm, l'autre à Buret-Tavigny.

a) *Vielsalm* : La réunion eut lieu le 19 décembre 1916

Elle fut présidée par le Rittmeister Freiherr von Wedel-Parlow, Vorstand du Meldeamt de Bastogne, en présence du Commissaire civil de Bastogne, Batmann, et de deux officiers.

Comme dans toutes les réunions, il y eut des actes de brutalité commis par les troupes, mais il est impossible d'en préciser les auteurs, sauf dans la circonstance suivante qui révèle d'ailleurs la mentalité de von Wedel.

M. le curé-doyen Camille Hallet, a déposé (Enquête du juge de paix du canton de Vielsalm), qu'étant venu s'enquérir du sort de son secrétaire et de quelques prêtres, il demanda où se trouvait la Commission. Von Wedel lui répondit « La Commission, c'est moi ». — Comme il avait quelques papiers justificatifs en main, un officier le désigna comme prenant des notes. Alors von Wedel le fit arrêter et voulut l'envoyer avec les chômeurs en Allemagne. Au cours de cette opération, il fut bourré de coups de poing et de crosse ; on lui brisa ses lunettes et sa chaîne de montre. Le soldat qui fut le plus brutal envers lui était un sergent, nommé Julius Schultz. Le curé-doyen fut ensuite enfermé à la kommandantur jusqu'à 5 heures du soir et y subit toutes les avanies des soldats qui venaient se vanter de leurs brutalités. Il passa en conseil de guerre à Arlon, en janvier 1917, où heureusement il fut acquitté.

« Le jour de la réunion, — signale M. Wilkin, chef de station à Vielsalm, — il gelait à pierre fendre et une légère couche de neige recouvrait le sol. Les hommes de 17 à 55 ans, soumis au contrôle, étaient venus chargés de vêtements, de couvertures et de vivres. Ils furent placés par commune, sur la route de Neuville, en amont de la villa des Roses. Vers 8,30 h du matin commença le défilé des hommes devant les officiers.

« Il n'y eut qu'une visite médicale spéciale. Des scribes établissaient la liste des prisonniers au moyen des cartes d'identité. Les hommes restèrent en plein air, transis de froid, depuis le matin jusqu'à 2 heures de l'après-midi. Heureusement pour eux, le Comité de Secours leur fit venir à midi une soupe substantielle et bien chaude, sinon bon nombre d'entre eux seraient partis déjà malades pour l'Allemagne.

« Comble de cynisme les officiers se firent photographier devant leurs victimes, pendant que le Comité de Secours procédait à la distribution de soupe au groupe des ouvriers de chemin de fer qui avaient refusé de travailler pour l'ennemi.

« La foule était révoltée de ce spectacle Des cris s'élevaient :
« Vive la Belgique, vive le Roi, à mort le Kaiser, à bas l'Allemagne ».

« Le train emportant les déportés, partit vers 15,10 h La Brabançonne fut entonnée par tous »

A Vielsalm furent réunis les habitants des communes de :

Vielsalm	Beho	} camp de destination · Alten-Grabow.
Bihain	Bovigny	
Cherain	Grand-Halleux	
Limerlé	Petit-Thier	
Arbrefontaine		

b) *Buret-Tavigny*

Ce contrôle fut peu important. Il eut lieu le 18 décembre 1916 Nous n'avons aucun détail à ce sujet.

A Buret-Tavigny furent réunis les habitants des communes de

Tavigny	Wibrin.	} camp de destination · Alten-Grabow
Mont-le-Ban		

Arrondissement administratif de Marche.

Il y eut 3 réunions pour l'enlèvement des hommes, à Barvaux, à Marche et à Forrières

Aux trois réunions assistaient ·

Troschel, colonel, Kreischef à Marche, von Neuhaus-Bismarck, Rittmeister commissaire-civil à Marche, von Lattorf, commandant du Meldeamt à Marche

A Forrières, on signale également la présence d'un sous-officier du nom de Magnus, du 2^e Landst. Escadron XII, d'un capitaine Lehman, commandant à Laroche.

A Marche, il y avait en outre, le lieutenant Brechtel, attaché au Kreischef de Marche, le sous-lieutenant Boehm, attaché au Meldeamt de Marche et trois officiers venus du gouvernement militaire de la province à Arlon, dont les noms sont inconnus

A) Lieu de rassemblement : *Forrières* (gare). Date : 14 décembre 1916.

Nous empruntons à un rapport de M. le juge de paix de Laroche, Ernest Halleux, qui fut un témoin oculaire des faits, les détails qui suivent.

« La réunion fut marquée par des faits d'une brutalité révoltante. Il est à noter que des hommes avaient dû faire des trajets de 40 km et même plus pour se trouver au contrôle. Plusieurs milliers d'hommes y étaient rassemblés. Les opérations commencèrent vers 8 heures : chaque commune passait séparément et les hommes défilaient en deux colonnes. Comme partout, l'arbitraire le plus absolu présidait au choix des déportés.

Jusqu'à 11 heures tout se passa dans le calme. A ce moment les Allemands devinrent menaçants et se mirent à charger la foule sabre au clair. Plusieurs personnes furent frappées violemment à coups de sabre. Parmi les plus exaltés se trouvaient von Lattorf et von Neuhaus qui donnaient à leurs soldats l'exemple de la brutalité »

M. Berger, procureur du Roi de Marche et M. le juge de Paix Mernier du canton de Nassogne, ont également déposé qu'ils avaient été témoins des brutalités du Commissaire de Marche, von Neuhaus, « qui chargea sabre au clair sur la foule inoffensive » le 24 décembre 1916 à Forrières.

M. Nicolay, instituteur à Forrières, dépose qu'il vit un déporté frappé à coups de canne par un officier.

Il signale encore qu'il s'avança vers von Neuhaus, pour lui dire qu'il se chargeait de faire reculer la foule, sans intervention allemande. Von Neuhaus le repoussa et le frappa à coups de plat de sabre.

A Forrières, furent rassemblés les habitants des communes de :

Forrières	Humain	} camp de destination : Alten-Grabow.
Beausaint	On,	
Erneuville	Baude	
Champlon	Grune	
Halleux	Grupont	
Hives	Haisin	
Laroche	Lesterny	
Ortho	Masbourg	
Tenneville	Nassogne.	
Hargimont		

B) Lieu de rassemblement · *Barvaux* Date 12 décembre 1916.

Les témoins dénoncent de nouveau, l'impitoyable rigueur de von Lattorf

A Barvaux, furent rassemblés les habitants des communes de :

Barvaux	Septon	} Camp de destination · Alten-Grabow
Bende	Tohogne	
Bomal	Villers-Ste-Gertrude	
Borlon	Wéris	
Durbuy	Grand-Ménil	
Grand'Han	Harre	
Heyd	Malempré	
Izier	Mormont	
My	Vaux-Chavanne	

C) Lieu de rassemblement *Marche* (Place aux Foires)
Date 13 décembre 1916.

A Marche, furent rassemblés les habitants des communes de :
Marche

Amonines	Rendeux	} Camp de destination Alten-Grabow
Beffe	Samréc	
Dochamps	Aye	
Erezée	Hampteau	
Odeigne	Hotton	
Soy	Marenne	
Hodister	Roy	
Marcour	Waha	

VI — Arrondissement de Neufchâteau.

Pas de détails particuliers.

A) Lieu de rassemblement · *Bastogne* Date 15 décembre 1916

Furent rassemblés à Bastogne, les habitants des communes de :

Noville	Amberloup	} Camp de destination · Alten-Grabow
Bastogne	Flamierge	
Malonpré	Tillet	
Longchamps	Wardin.	
Bertogne		

B) Lieu de rassemblement *Paliseul* (Station). Date : 8 décembre 1916

Furent rassemblés, les habitants des communes de :

Paliseul	Vivy	} Camp de destination Munster.
Anloy	Scnseruth	
Jehonville	Poupehan	
Carlsbourg	Sugnan	
Offagne	Bellevaux	
Fays-les-Veneurs	Pussemange	
Nolleaux	Bouillon	
Opont	Corbion	
Porcheresse	Villance	
Bagimont	Maissin	
Bohan	Noirefontaine	
Rochehaut	Transinne.	

C) Lieu de rassemblement *Saint-Hubert* Date 9 décembre 1916.

Furent rassemblés, les habitants des communes de

St-Hubert	Gembes	} Camp de destination Soltau
Hautfays	Sohier	
Wellen	Vesqueville	
Redu	Lavacherie	
Lonprez	Arville	
Chanly	Hatrival	
Daverdisse	Libin	
Tellin	Morrey	
Halma	Smuid.	

D) Lieu de rassemblement *Libramont* Date . 7 décembre 1916

Furent rassemblés, les habitants des communes de :

Libramont	Recogne	} Camp de destination . Munster.
Freux	St-Pierre	
Remagne	Orgeo	
Aubry	Ste-Marie	
Engnon	Orchamps	
Bertrix	Bras.	
Herbeumont		

Il est à noter qu'à Recogne, une nouvelle réquisition eut lieu le 4 octobre 1917 11 hommes furent envoyés au travail forcé à Straimont et y restèrent jusque fin juin 1918

E) Lieu de rassemblement *Longlier* Date 6 décembre 1916

Furent rassemblés, les habitants des communes de

Longlier	Assenois	} Camp de destination Munster
Mellier	Graffontaine	
Grandvoir	Ebly	
Juseret	Tournay	
Neufchâteau	St-Médard	
Léglise	Straimont	

F) Enfin furent rassemblés à *Sibret*, le 16 décembre 1916, les habitants des communes de :

Villers-la-Bonne-Ea	Morhet	} Camp de destination Alten Grabow
Sibret	Vaux-lez-Rosières	
Hompré		

VII — Arrondissement de Charleroi

Les événements sont, dans les grandes lignes, semblables à ceux qui se déroulèrent dans les autres régions du Gouvernement général.

Il convient de rappeler qu'antérieurement déjà, en 1915, les Allemands avaient procédé à des mesures de rigueur et de déportation pour se procurer de force de la main-d'œuvre à l'arsenal de Luttre (administration des chemins de fer de l'Etat belge).

260 ouvriers de l'arsenal, ainsi que 3 agents du personnel des trains furent arrêtés du 1 au 10 mai 1915, parce qu'ils refusaient de travailler. Ils restèrent plusieurs jours en détention et l'on employa tous les moyens de pression (privation de nourriture, coups) pour vaincre leur résistance. Finalement, on les déporta en Allemagne.

Le secrétaire à l'arsenal de Luttre, était un Allemand du nom de Chirotte, Eugène. Il se montra d'une incessante brutalité, injuriant ceux que ne voulaient pas travailler, les frappant, les menaçant de déportation. (Nombreuses dépositions de personnes victimes des menaces et des brutalités de Chirotte).

VIII. — *Arrondissements d'Anvers, de Malines et de Turnhout.**Arrondissement d'Anvers.*

Les déportations furent exécutées en vertu d'un ordre affiché le 2 novembre 1916 et signé par le Gouverneur de la position fortifiée d'Anvers, Freiherr von Huene, général d'infanterie.

Avant cela, l'administration communale d'Anvers avait refusé de livrer la liste, qui lui avait été demandée par le Président de la Zivilverwaltung, M. Schramm, de tous les Anversois de 17 à 40 ans, non occupés au travail

Par suite du refus de fournir la liste, une perquisition fut faite au 3^e bureau de l'Hôtel-de-Ville par le rittmeister von Dusch et le consul Helm.

Pour ce même refus, le 16 décembre 1916, le général von Huene, infligea à la ville d'Anvers une amende de 10.000 marks.

Il est à noter qu'à la suite des protestations qui s'élevèrent, à cause des déportations de Belges qui s'étaient réfugiés en Hollande et qui étaient revenus en Belgique, sur la foi de la déclaration de von Huene promettant qu'ils ne seraient pas internés ni envoyés en Allemagne, von Huene fut déplacé et remplacé par le général von Zwehl, tandis que l'on rendit à la liberté les déportés qui étaient revenus de Hollande ⁽¹⁾.

Contrairement à ce qui se fit dans d'autres arrondissements, les déportations furent en général organisées par commune.

A Anvers, les opérations eurent lieu à partir du 8 novembre 1916 et se prolongèrent jusqu'au 20 novembre

Une commission siégeait à la gare du Sud, où l'on faisait un triage parmi les hommes qui se présentaient. Le départ avait lieu immédiatement.

Les habitants d'Anvers furent envoyés principalement aux camps de Soltau, Wittenberg et Meschede.

Arrondissement de Malines.

Pour les habitants de Malines. Les déportations eurent lieu les :

(1) Au sujet des déportations à Anvers et environs, ainsi que sur la question des civils rentrés de Hollande et déportés, voir les proclamations allemandes reproduites p. 151 du présent chapitre. Cf. aussi F. Passelecq : Les Déportations Belges, pages 50 à 56, 58 et 240 à 261.

16 décembre 1916 camp de destination : Soltau

18 décembre 1916 camp de destination Soltau

19 décembre 1916 camp de destination Altengragau

Rien de particulier, pour les autres communes de l'arrondissement

Arrondissement de Turnhout.

Les habitants de Turnhout et de 6 autres communes furent rassemblés à Turnhout (place de la Station) les 15 et 16 janvier 1917, et envoyés au camp de Munster

Les habitants de Herenthals et de 4 autres communes furent rassemblés à Herenthals le 16 janvier 1917, et envoyés également au camp de Munster

Pour de nombreuses communes de cet arrondissement, il n'y eut pas de déportatons

STATISTIQUE FOURNIE PAR M. LE PROCUREUR DU ROI D'ANVERS

Pour l'arrondissement judiciaire d'Anvers, on arrive au tableau suivant :

3 à 4 % des déportés moururent en exil.

5,2 % sont estropiés ou demeurent invalides

6,5 % portent des cicatrices des violences subies.

4,4 % ont eu les pieds gelés.

50,8 % ont subi des mauvais traitements inqualifiables.

35,8 % sont rentrés malades d'Allemagne.

47 % furent exposés pendant des jours dans la neige et dans le froid pour les forcer à accepter du travail volontaire

73,3 % ont refusé de signer un engagement au travail.

26,7 % se laissèrent déterminer à signer un contrat.

55,3 % cédèrent aux violences et aux supplices infligés pour qu'ils se livrent au travail

44,2 % résistèrent à toutes les menaces et à toutes les souffrances et ne travaillèrent jamais.

60 % se virent confisquer les paquets de ravitaillement, leur envoyés de Belgique.

IX — *Arrondissements de Tongres et de Hasselt.*

Nous possédons peu de renseignements, sur la façon dont furent effectuées les déportations ; les documents sont toutefois assez nombreux pour pouvoir affirmer que là, comme partout les Allemands firent preuve d'inhumanité, que la mesure n'atteignit pas uniquement les chômeurs, mais que, en général, les hommes furent pris au hasard, suivant la fantaisie des officiers qui présidèrent aux contrôles.

Les habitants des cantons de St-Trond et de Beeringen, furent enlevés, le 4 décembre 1916, les premiers, à un contrôle qui eut lieu à St-Trond, les seconds, à Tessenderloo. Ils furent dirigés sur le camp de Klein-Wittenberg.

M le Juge de Paix de St-Trond, a déclaré que les officiers qui présidaient aux opérations (il y avait là notamment le commissaire civil à Hasselt, von Kelens et le lieutenant Wilke, attaché au Meldeamt de Hasselt) étaient sous l'influence de la boisson.

Les déportations pour les cantons de Hasselt et de Herck-la-Ville eurent lieu le 2 décembre 1916. La sélection se fit à Hasselt et les hommes désignés furent envoyés au camp de Cassel. Le bourgmestre de Hasselt, un professeur d'Athénée et un membre du conseil communal assistaient aux opérations et s'efforcèrent de réduire autant que possible le nombre des déportés.

Les habitants du canton de Neerpelt durent se réunir à Neerpelt le 29 novembre 1916, le contrôle était présidé par Hauptmann Engelbrechts, du Meldeamt. à Maeseyck. C'était lui qui désignait à son gré les hommes à déporter.

Les personnes désignées furent également envoyées au camp de Cassel.

Les habitants du canton de Peer furent réunis, à la même date, à Wyckmael ; les déportés rejoignirent également le camp de Cassel.

Dans le canton de Tongres, il y eut fort peu de déportés.

Les déportations, dans les cantons de Brée et Maeseyck, eurent lieu du temps où le Kreis de Maeseyck était commandé par le colonel von Rosen, qui semble s'être comporté avec humanité. Par contre les témoignages représentent un nommé Engelbrechts, Hauptmann et Vorstand du Meldeamt de Maeseyck, comme la cheville ouvrière des déportations et comme un homme brutal dénué de sentiments.

Pour les autres cantons, pas de détails, sauf qu'il est signalé que, comme toujours, on déporta quantité de non-chômeurs

X. — *Arrondissement de l'erviers*

Les déportations eurent lieu dans les derniers jours de janvier 1917. Toutefois dans le canton de Stavelot, on ne procéda pas à la déportation des ouvriers. Les mesures préparatoires furent prises, en ce sens que les Allemands donnèrent l'ordre aux administrations communales de fournir la liste des chômeurs, puis annoncèrent que tous les hommes valides avaient à se présenter à un contrôle, à un jour fixé ; mais, on ne sait pour quelle raison, la mesure ne fut pas exécutée.

XI. — *Arrondissements de Liège et de Huy*

Il n'y eut pour ainsi dire pas de déportation pour chômage dans ces arrondissements

CHAPITRE III.

L'ENLÈVEMENT DES OUVRIERS PRÉTENDUS CHOMEURS DANS LES ZONES D'ÉTAPES ET D'OPÉRATIONS MILITAIRES

Les réquisitions des ouvriers opérées dans les territoires des zones d'étape étaient faites en vue de l'exécution d'autres travaux que celles effectuées dans le Gouvernement général. Tandis que celles-ci avaient pour but d'envoyer des ouvriers en Allemagne dans les circonstances que l'on vient de relater, celles-là enrégimentaient les hommes dans des bataillons de travailleurs civils, les fameux Z A B. ⁽¹⁾, chargés de l'exécution d'ouvrages militaires au front, en France et en Belgique, depuis Verdun jusqu'à la mer.

Nous avons vu que dans les deux grandes divisions du territoire belge occupé, l'Etape et le Gouvernement général, les réquisitions en masse d'hommes furent déclanchées à peu près en même temps, en Octobre 1916. Avant cette époque, dans l'Etape, des services avaient été réclamés des habitants de différentes communes pour des travaux, souvent fort éloignés, qui n'intéressaient pas uniquement l'armée d'occupation et avaient un caractère très net d'opérations militaires. Mais en Octobre 1916 la réquisition avec déportation fut organisée méthodiquement, et cela en vue de l'exécution des plans que le Grand Etat-Major allemand avait conçus pendant l'été 1916 sous l'inspiration des chefs nouveaux Hindenburg et Ludendorff.

On sait qu'ici encore dans l'Etape, l'autorité allemande chercha à baser la mesure très grave, qu'elle allait prendre en contradiction formelle avec l'article 52 des Conventions de La Haye, sur

(1) Zivil Arbeiter Bataillon

la nécessité pour elle de combattre le chômage qui sévissait dans le territoire soumis à son administration, et qu'elle publia un arrêté dans ce sens le 3 Octobre 1916 ⁽¹⁾ Nous ne croyons plus nécessaire de revenir ici sur l'inexactitude des raisons invoquées dans ce document pour justifier les déportations. Après ce que l'on sait, par l'aveu même des Allemands responsables, le mensonge est trop flagrant et empreint même d'une certaine candeur dans son expression. L'arrêté eût plus justement traduit la pensée de l'autorité en s'exprimant de la manière suivante

« La Direction Supérieure Allemande de la guerre a besoin, pour l'exécution de vastes travaux militaires projetés sur la ligne du front, d'un nombre considérable d'ouvriers terrassiers et de métiers divers Elle s'attend à ce que les ouvriers belges des territoires d'étape, qui ne sont pas occupés chez eux à des travaux jugés urgents par les militaires allemands, s'enrôlent à son service S'il ne se présentait pas un nombre suffisant de volontaires, l'autorité allemande se réserve le droit d'exercer une pression convenable sur les autorités communales et aura recours à la force pour enrôler le nombre d'ouvriers qui sera jugé nécessaire »

Telles furent en effet les méthodes employées pour exécuter les réquisitions d'hommes, et leur déportation, dans le territoire de l'étape de la IV^e Armée Un organisme spécial l'« Arbeitsamt » (office du travail) fut installé dans les principaux centres de recrutement Un Allemand, généralement au courant des mœurs et des coutumes de la contrée, était chargé de l'inspirer ou de le diriger D'une manière ou d'une autre, par intimidation, par violence ou par un procédé dissimulé, l'Arbeitsamt se procurait des listes de la population de différentes communes En possession de ces documents, il convoquait personnellement ou par l'intermédiaire des bourgmestres, mais généralement sans succès, un certain nombre d'ouvriers. Il faisait organiser alors par la gendarmerie des battues ou des chasses à l'homme et faisait maintenir en prison les parents des réfractaires, jusqu'à ce que ceux-ci eussent répondu à la convocation

Dans d'autres cas de manquement aux ordres de l'Arbeitsamt, des amendes élevées étaient infligées aux communes et les magistrats communaux, rendus responsables, étaient retenus en prison. A Tournai, pour servir d'exemple et faciliter désormais les opérations du recrutement, 31 hommes furent déportés en Allemagne, ayant à leur tête un échevin, M Wibaut.

(1) Voir Chap. I, page 47.

D'autres fois, après s'être adressé en vain à la commune pour obtenir des ouvriers, l'Arbeitsamt faisait organiser une rafle d'hommes au cours d'une séance de « contrôle » ⁽¹⁾ de la population mâle d'une commune. Les habitants se rendaient sans méfiance à ces contrôles auxquels ils étaient habitués et qui ne devaient être que l'effet d'une mesure de police. Les victimes de la rafle étaient immédiatement conduites dans un local gardé et embarquées en quelques heures pour un endroit du front, souvent fort éloigné de leur lieu d'origine.

Un autre procédé encore employé par les suppôts de l'Arbeitsamt fait penser aux razzias effectuées par les Arabes trafiquants d'esclaves dans quelque village nègre du centre de l'Afrique. La nuit, à l'improviste, quand tout est calme et que les hommes fatigués sont certainement rentrés chez eux, une troupe de soldats allemands vient entourer une agglomération rurale, tandis que les patrouilles armées font irruption dans la demeure des villageois endormis et en arrachent brutalement, au milieu des pleurs et des lamentations des femmes et des enfants, ici un père, là un fils, ailleurs un frère.

Bien loin de ne s'adresser qu'à des chômeurs, les réquisitions accompagnées de déportation enlèvent des gens occupés à un travail productif et l'on voit des exemples de fils de cultivateurs retenus pendant plus d'un an à des travaux de terrassement en France, alors qu'il avait été promis à leurs pères indignés de les renvoyer chez eux à l'époque des moissons. On ne peut prétendre que ces hommes-là étaient tombés à la charge de la charité publique.

Les travaux auxquels les déportés furent astreints sont nettement d'ordre militaire : construction de routes et de voies ferrées stratégiques, abattage d'arbres, travaux de terrassement, confection de tranchées et d'abris, transport de munitions, placement de réseaux de fil de fer barbelé. Ces travaux étaient parfois si rapprochés de la ligne de combat et leur exécution constituait un tel danger pour les ouvriers, que plusieurs d'entre eux furent atteints par les obus tirés par les armées de l'Entente. D'autres furent blessés par l'explosion des munitions allemandes qu'ils étaient astreints à manipuler ⁽²⁾.

(1) Ces contrôles étaient les rassemblements organisés tous les mois par les Meldeamten, afin de leur permettre de constater dans chaque commune la présence des hommes de 15 à 50 ans ; ils constituaient une mesure de police des plus efficaces pour l'occupant.

(2) La question des conditions dans lesquelles les hommes travaillaient dans les Z. A. B. fait l'objet du Chapitre V.

Eccourés moralement et physiquement, épuisés et à bout de misère, les hommes s'évadaient fréquemment de la geheine à laquelle ils se trouvaient condamnés. Ils étaient alors l'objet de chasses à l'homme mouvementées, au cours desquelles les malheureux fuyards étaient parfois abattus comme des bêtes nuisibles, ou payaient, sur le champ, de leur vie un geste de révolte. La commune dont un évadé était originaire était condamnée à l'amende et souvent ses parents étaient emprisonnés. L'individu rattrapé, et ce fut la généralité des cas jusqu'aux dernières semaines de l'occupation, était envoyé dans un camp de punition, soit à Dudzele (Flandre occidentale), soit à Sedan (France). Ces camps étaient de véritables bagnes où toute résistance était punie de mort.

Jusqu'à la fin de 1917, les ruraux belges de la Flandre furent généralement employés en France aux travaux exécutés derrière le front ; toutefois ceux de la zone maritime (arrondissement de Bruges) étaient occupés aux importants travaux de guerre établis dans leur pays même ; des jeunes filles furent aussi astreintes à cette besogne et furent victimes de rafles. A partir de 1918, il ne paraît plus que les travailleurs, rappelés parfois pour la 4^e fois, voire même pour la 5^e fois, aient été employés ailleurs que sur l'arrière du front en Belgique.

La durée des périodes de travail réquisitionné est variable. Parfois elle fut de plus d'un an ; dans d'autres cas elle ne dépasse pas quelques semaines. Parfois ces périodes sont coupées de congés : dans des circonstances éminemment favorables, les ouvriers réquisitionnés pouvaient rentrer chez eux chaque semaine.

Le salaire, de 30 pf. par jour au début, monta graduellement et atteignit même pour les ouvriers qui se résignaient à leur sort 5 et 6 marks par jour. Evidemment les individus qui, ayant perdu de vue la destination du travail à exécuter, cherchaient à tirer le maximum de profit de circonstances fâcheuses, furent relativement bien traités. Ils constituaient une exception dont le témoignage ne peut être pris en considération qu'avec une extrême réserve.

La déportation des ouvriers du territoire de l'étape fut donc le digne pendant de la déportation des ouvriers du territoire du Gouvernement général. Elle intéressa un nombre d'individus très sensiblement égal, c'est-à-dire près de 60 000. L'emploi des hommes dans les Z. A. B, qu'ils fussent chez eux chômeurs ou non, et indépendamment des procédés indignes utilisés pour les y amener,

constitue une longue suite de violations de l'article 52 des Conventions de La Haye, dont il convient ici de reproduire le passage ci-après avant de publier les rapports particuliers

« Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie »

Signalons enfin, que les réquisitions illicites d'ouvriers ne cessèrent jamais, et que si, par la force des choses, l'organisation en fut relâchée et la surveillance des hommes affaiblie au moment des défaites allemandes, en Octobre 1918 encore, des paysans étaient enlevés à leur village et astreints à exécuter des travaux stratégiques sous le feu des canons de leurs libérateurs

Une partie de la province du Hainaut fit d'abord partie du Gouvernement général, puis elle fut incorporée au territoire de l'Étape de la 1^{re} Armée. Le changement de régime fut opéré à la fin de 1916. Cette malheureuse contrée connut ainsi le régime de la déportation en Allemagne et celui de la déportation au front. On vit des ouvriers à peine revenus d'Allemagne être réembarqués pour aller exécuter un travail en France. Les rapports de l'arrondissement judiciaire de Mons, comprenant à la fois des faits relatifs au régime de la déportation dans le Gouvernement général et des faits de déportation dans le territoire de l'Étape ont été joints au présent chapitre ⁽¹⁾

Rapport sur la déportation dans les deux Flandres.

Les deux Flandres ont fait partie du territoire des étapes. Toutefois des subdivisions sont à indiquer, le régime n'ayant pas été le même partout. Il y avait la zone des étapes proprement dite, la zone des opérations et la zone de la marine, subdivision elle-même de la zone des opérations.

Pour ces trois territoires, dont la délimitation ne peut être donnée d'une façon rigoureusement exacte, — des modifications y ayant été apportées à diverses reprises par l'occupant — les

⁽¹⁾ La ville d'Arlon, au Sud de la province de Luxembourg, et la contrée environnante firent partie de l'Étape de la 5^{me} Armée. Les déportés de cette région, dont presque aucun n'était chômeur, furent envoyés en Allemagne d'abord, en France et dans la Flandre belge ensuite. (Voir pages 261 et suivantes.)

déportations ne furent pas, dans l'ensemble appliquées d'une façon uniforme

A) Zone des opérations

Dans la zone des opérations, nous rangeons les arrondissements de Furnes, Ypres, Courtrai et Bruges

Remarque générale — Si, dans cette zone, les déportations en masses importantes ne commencèrent qu'à la fin de 1916, il est à noter que, dès le début de l'occupation, les Allemands obligèrent des civils à des travaux de toutes sortes, dont beaucoup avaient un but militaire direct et certain ; nombre de citoyens belges furent contraints à se rendre au front, même aux tranchées

Pour tout le territoire de l'étape il avait paru à Gand, le 12 octobre 1915, un « Arrêté concernant l'exécution de travaux nécessaires dans l'intérêt de l'administration militaire allemande ». C'est l'instauration d'un régime permanent de contrainte au travail ; ce sont les indices de mesures générales que l'on prendra moins d'un an plus tard.

Les déportations en Allemagne furent à peu près nulles ; il y avait, en effet, trop de travail urgent dans la région en vue des opérations militaires. La caractéristique des enlèvements est que les hommes, en général, n'étaient pas emmenés une fois et définitivement ; après un certain travail accompli, ils pouvaient retourner chez eux ; mais, suivant les nécessités, ils étaient reconvoqués. Jamais donc de certitude pour ces malheureux perpétuellement hantés de la menace d'être arrachés de nouveau de leur demeure

Après la publication de l'arrêté du Grand Quartier-général du 3 octobre 1916 ⁽¹⁾, les Allemands installèrent un peu partout, mais spécialement dans les kommandanturs d'étapes de Bruges, Ostende, Beernem, Blankenberghe, etc., des « Arbeitsamt » où étaient déposées les listes des hommes susceptibles d'être réquisitionnés pour des travaux militaires. C'est de là que partaient les convocations.

La documentation qui suit est puisée principalement dans les rapports des Procureurs du Roi, des Bourgmestres, des Commissaires de police, ou dans les enquêtes faites par les juges de paix.

(1) Voir le texte de cet arrêté Chap. I, page 47.

Arrondissement d'Ypres.

Cet arrondissement, si éprouvé par les opérations militaires, l'a été naturellement beaucoup moins par les déportations, puisque l'occupation ne s'étendit pas sur toute cette région

Pas de déportation en vue du travail forcé en Allemagne, sauf à Neuve-Eglise, où, par affiches, les hommes furent convoqués à l'école de la localité et déportés à Guben (Allemagne). Mais quantité d'hommes furent réquisitionnés pour des travaux de tous genres au front, et ce, pendant toute la durée de l'occupation. Nous relèverons à titre d'exemple ce qui s'est passé dans quelques communes

A Ouckene, il y eut de nombreuses réquisitions d'hommes, à différentes époques. L'autorité allemande infligea une fois 1000 marks d'amende à la commune, parce que quelques hommes convoqués n'avaient pas répondu à l'appel.

A Beveren, (près de Roulers) les hommes devaient être dirigés tous les jours vers Staden, Nieuwkerke, Roosebeek, Paschendaele, où ils devraient faire des abris, charger et décharger du matériel militaire.

A Gits, de nombreux hommes furent réquisitionnés pour le travail au front. Les réquisitions furent particulièrement nombreuses, surtout depuis fin 1916 jusqu'en juillet 1917 ; mais dans le cours de 1918, on envoya encore de nombreux hommes au travail forcé dans la région du front.

Willaert, Maurice, qui avait été emmené au travail forcé à Staden y fut tué par un obus, le 16 juillet 1918. Delrue, Paul, mourut au même endroit et dans des circonstances identiques le même jour.

A Geluwe, le conseil communal, à partir du 1^{er} décembre 1914 dut mettre de 50 à 60 ouvriers à la disposition du Rittmeister Plintsner.

En novembre 1916, le Rittmeister Helbring a interné les ouvriers célibataires à Kruisseele et Ledeghem, pour les faire travailler. Tous les 15 jours, ils obtenaient la permission de rentrer chez eux. La commune fût forcée de leur payer un salaire de 1,20 mark par jour.

Arrondissement de Furnes

Seule une petite partie de l'arrondissement fut occupée par l'ennemi. Les localités en question faisaient, en somme, partie du

front Il n'y a pas eu d'organisation spéciale au point de vue des déportations On procéda par réquisitions individuelles, suivant les nécessités du moment. Ci-après, à titre d'exemple, quelques particularités

A Merckem, Firmin Morent, fermier, est forcé, dans le courant de décembre 1914, de travailler aux tranchées et à d'autres ouvrages de défense pendant une période de 3 mois Il se plaint d'avoir eu, à différentes reprises, des coups de crosse, il ne recevait aucun salaire Le même, dans le courant de 1917, fut contraint de travailler à Poelcapelle où il fut blessé à la tête par un éclat d'obus.

En fin 1914 également, Valère Hooghe dut travailler pendant 12 jours aux tranchées, le long de l'Yser Il fut également blessé à la tête. En 1917, il fut réquisitionné à nouveau pour des corvées au front du côté d'Houthulst

A Zarren, beaucoup d'habitants furent souvent contraints au travail et envoyés aux tranchées jusqu'à celles de 1^{re} ligne, du côté de Clercken, Woumen, Eessen, même Dixmude Tous les hommes valides, à l'exception des fermiers qui possédaient du bétail, étaient requis pour ces travaux, ceux qui s'y refusaient étaient maltraités et déportés en Allemagne L'ordre émanait des Ortskommandants qui sont responsables de ces faits, car c'est eux qui avaient la liste des travailleurs civils

A Wercken, les réquisitions d'hommes furent particulièrement nombreuses en 1916

Demarée, Jules, se plaint d'avoir, ainsi que son frère, été enlevé la nuit, le 13 décembre 1917, et transporté à Cortemarck Logés dans des baraques, ils durent tendre du fil barbelé. Ils furent employés pendant 3 mois, mais ne touchèrent un salaire que les dix premiers jours Le 13 juin 1918, on vint les chercher également, pendant la nuit et on les transporta à Bousbecque (France), ils durent travailler à des travaux de défense et de fortification vers Warneton et Wervicq, sous le feu des Alliés Ils furent retenus pendant 8 semaines, mais ne furent payés que pendant 15 jours

Vlaeminck, René, déclare avoir été forcé, en 1916, de travailler au front du côté de Clercken, puis à la gare d'Eessen En août 1918, on l'arrache de son lit et on le conduit à Cortemarck et à Zarren toujours pour des travaux militaires.

Arrondissement de Courtrai

Cet arrondissement fut fort éprouvé : réquisitions nombreuses de travailleurs, nombreuses victimes. C'étaient en général les

Ortskommandants qui ordonnaient la réquisition des travailleurs. Dans presque toutes les communes, il y eut de nombreuses personnes envoyées dans les Z. A. B., spécialement en France. Nous ne rapportons ici que quelques faits, à titre d'exemple.

Iseghem. Les premiers ouvriers réquisitionnés furent employés à la réfection des chemins, à Beythem, Dadizeele et Roulers le 15 novembre 1914, sur ordre du commandant d'armée von Schubert et à l'intervention de la kommandantur d'Iseghem. Le bourgmestre protesta vivement. On lui répondit que l'ordre était donné par l'autorité militaire, qui estimait agir en conformité des lois militaires. (Rapport du bourgmestre.)

En octobre 1916, les bourgmestres d'Iseghem et Emelghem protestèrent auprès de l'Ortskommandant Rautenstrauch, parce que les ouvriers de ces communes étaient contraints de travailler dans la zone dangereuse du front. Le commandant répondit que l'autorité militaire supérieure était « maître » et ne connaissait pas de loi.

A. Moorseele, à plusieurs reprises, des groupes d'ouvriers, environ 200 hommes, furent forcés d'aller travailler, dans la direction de Gheluwe et au delà de Wervicq, exposés au feu d'artillerie.

A. Lauwe, en 1916 et 1917, un grand nombre d'ouvriers furent envoyés en France et occupés à des travaux militaires à Sedan, Laon, etc. Il y eut 180 déportés, 11 d'entre eux sont morts pendant leur déportation.

Un grand nombre d'ouvriers ont été employés à Lauwe même dans une usine servant d'atelier de réparations pour les canons. En novembre 1917, un canon encore chargé, s'est déchargé accidentellement pendant le travail : 2 ouvriers furent tués, 9 hommes furent blessés, dont l'un est resté aveugle. L'Ortskommandant de Lauwe, Rittmeister Filltz, porte la responsabilité de ce fait.

En 1917, un convoi de déportés était dirigé sur Mouscron sous escorte militaire. Le nommé Roelens, Georges, ayant quitté quelque peu les rangs, fut atteint d'un coup de feu tiré par un soldat de l'escorte et blessé au bras. (Rapport du bourgmestre.)

A. Ingoyghem, le 25 octobre 1916, sur ordre venu de la kommandantur de Courtrai, eut lieu un contrôle des hommes. 43 ouvriers y reçurent l'ordre de se rendre le 31 octobre à la caserne de Courtrai ; 25 d'entre eux y furent retenus pour être ensuite envoyés en France, dans la région de Barisis.

Le vendredi 6 juillet 1917, 30 personnes étaient averties qu'elles devaient se présenter le lendemain à 7 heures, à la kommandantur

pour être envoyées au travail. Trois d'entre elles se présentèrent. Les Allemands annoncèrent que les autres devaient se présenter à 1 heure de l'après-midi, mais ce fut sans résultat. Nouvel ordre de se présenter à 6 heures du soir; personne ne vint. Le lundi suivant, 12 soldats arrivés pour rechercher les réquisitionnés, n'en trouvèrent aucun. Les Allemands organisèrent pour le lendemain à 6 1/2 heures du matin, un contrôle de tous les hommes de 16 à 60 ans. Deux des réquisitionnés s'y présentèrent, ils furent retenus, ainsi que deux frères de réquisitionnés. Les recherches continuèrent les jours suivants et le 13 juillet 18 réfractaires retrouvés furent conduits à Gheluwe.

Dans la nuit du 27 au 28 juillet, on arrêta le frère et la sœur d'un réquisitionné, dans la nuit du 13 au 14 août, on emmena la mère d'un autre, laquelle, âgée d'une soixantaine d'années, resta enfermée jusqu'au 10 septembre suivant. Le 17 août, le vicaire Deportere et M. Frank Lateur (homme de lettres connu sous le pseudonyme de Styn Streuvels), sont pris comme otages et l'on inflige à la commune une amende de 1000 marks. Le 18 août, M. Lateur est relâché, le vicaire reçut l'autorisation de sortir sous certaines conditions, mais on ne lui rendit la pleine liberté que le 14 septembre.

Entretemps, avaient lieu de nouveaux contrôles et de nouvelles perquisitions. Plusieurs dimanches de suite, il fut défendu de sortir de chez soi, soit après 2 heures, soit après 4 heures de l'après-midi. (Rapport de M. l'abbé Lamerrand, de l'Evêché de Bruges).

A Lendelede, à partir de novembre 1916, des ouvriers furent réquisitionnés pour travaux divers : pose de lignes de trams, creusement de retranchements, placement de fil de fer barbelé, construction d'abris. Ils furent conduits jusqu'à la ligne de feu.

Le nommé Vital Van Daele fut tué à Beythem par un obus le 29 janvier 1918. (Rapport du Bourgmestre).

A Aelbeke, tous les hommes de 16 à 60 ans devaient se rendre chaque semaine à un contrôle, au cours duquel les Allemands prenaient les hommes nécessaires pour le travail d'intérêt militaire à Halluin, Wervicq, Comines, Houthem, Geluwe, Ruddervoorde, etc.

Si un homme s'enfuyait, ses parents étaient rendus responsables, ainsi que la commune, qui, de ce chef, eut à payer des amendes pour un montant de fr. 4 832,50.

Les 12 et 15 décembre 1916, 106 ouvriers furent déportés dans la région de Verdun.

A Courtrai, tous les jours, un grand nombre d'hommes de toutes les classes devaient aller travailler au front

10 hommes furent victimes, à Bissegem, de l'explosion des munitions qu'ils devaient manipuler ; 5 perdirent la vie le 2 janvier 1918 ; 5 autres, le 11 juin 1918

A Coyghem, 35 ouvriers furent déportés, le 2 décembre 1916, sur ordre venu de la kommandantur de Mouscron Ils furent envoyés en France, dans la région de Sedan 7 d'entre eux moururent, soit en exil, soit après leur retour (Rapport de M le Curé de Coyghem, de l'Evêché de Bruges)

A Herseaux, la première réquisition eut lieu le 19 octobre 1916 Les ouvriers furent envoyés en France

En 1917, des hommes avaient été commandés pour un travail à la plaine d'aviation Le 3 décembre, 21 ouvriers manquaient à l'appel. Le bourgmestre, le secrétaire, les curés de St-Maur et St-Jean-Baptiste, furent arrêtés et mis au régime du pain et de l'eau. Ils ne furent libérés que 5 jours plus tard.

A Mouscron, sur 2300 déportés environ, on compte 120 morts ; 150 ouvriers revinrent malades d'exil 2000 de ces déportés avaient été envoyés dans les Ardennes Françaises, tandis que 300 environ furent forcés d'aller travailler au front (Rapport du curé Hollebecq, de l'Evêché de Bruges).

A Rolleghem, la première réquisition d'ouvriers eut lieu le 31 octobre 1916 Les Allemands avaient forcé l'administration communale de lui fournir la liste des ménages soutenus, sans indiquer à quoi serviraient ces listes. L'autorité allemande envoya à l'administration communale des feuilles de convocation pour chaque ouvrier. Ces feuilles furent portées à domicile, les ouvriers recevaient l'ordre de se rendre à Mouscron, munis d'un paquet de voyage.

Au début de juillet 1917, l'Ortskommandant Freiherr von Kalitsch, ordonna à la commune de lui fournir un certain nombre d'ouvriers La commune ne voulut pas prendre cette responsabilité. Elle fit dresser une liste de tous les habitants à même de travailler et la remit à la kommandantur. Les ouvriers convoqués ne se présentèrent pas, sachant le sort qui leur était réservé

Le 12 juillet 1917, l'Ortskommandant von Kalitsch annonce que, les travailleurs civils désignés n'étant pas venus, la commune

est frappée d'une amende. De plus, tous les habitants sont consignés chez eux et ne peuvent sortir le matin, que de 8 à 9 heures et de 11 à 12 heures, l'après-midi de 5 à 6 heures. Bien entendu, si le Bourgmestre ne fait pas le nécessaire, d'autres amendes et des peines de prison seront infligées.

Le 19 juillet, le commandant de Belleghem, Dürfeld, Rittmeister, arrive à la commune et publie l'avis suivant.

En ma qualité d'Orstkommandant de Rolleghem, j'ordonne ce qui suit :

Les 100 travailleurs civils réquisitionnés par l'autorité militaire allemande, doivent se présenter pour samedi 21, à midi, à la kommandantur. Au cas, où ils ne satisfont pas à l'ordre, la commune de Belleghem doit payer journellement une amende de 1000 marks. Le premier jour finit samedi soir à 7 heures.

Si mes ordres ne sont pas exécutés intégralement, je refuse à la commune tout approvisionnement et les membres de la famille des travailleurs réquisitionnés seront enfin enfermés au régime de pain et de l'eau, jusqu'à ce que la commune ait livré les travailleurs réquisitionnés.

Ceux qui se présenteront volontairement aujourd'hui, resteront impunis.

Rolleghem, le 19 juillet 1917.

(s) der Ortskommandant
Dürfeld, Rittmeister.

A 9 heures du soir, Dürfeld procède à l'arrestation du bourgmestre, du vicaire et de M. Vandeghinste, membre du Comité. Ceux-ci sont conduits à la kommandantur, où se trouvaient déjà le secrétaire communal et le médecin, et sont insultés par le commandant. Le bourgmestre et le vicaire sont condamnés à un emprisonnement; les autres sont relâchés et reçoivent l'ordre d'aller trouver les ouvriers pour les décider. Le secrétaire communal, n'ayant pas amené d'ouvriers le lendemain, est emprisonné.

Les jours suivants, il est fait défense absolue à quiconque de sortir de la maison.

Le 24 juillet, le vicaire adresse au commandant une vive protestation au nom du bourgmestre.

Pendant la nuit du 24 au 25, des soldats allemands font irruption dans les maisons et emmènent tous les hommes qu'ils découvrent. Lorsqu'ils ne trouvaient pas une personne spécialement désignée, ils arrêtaient et mettaient en prison des membres de sa

famille jusqu'à ce qu'elle se présentât. Le 25 juillet 1917, à 4 1/2 heures, ces prisonniers furent relâchés, la vie ordinaire reprit, mais la chasse à l'homme continua (Déclarations du bourgmestre et du vicaire, sous la foi du serment)

A Belleghem, les incidents furent à peu près semblables. Pour le vendredi 13 juillet 1917, un contrôle avait été organisé; les hommes de 14 à 60 ans avaient été invités par voie d'affiche, à s'y présenter. Personne n'ayant répondu à l'appel, le commandant Durfeld fit arrêter comme otages, le bourgmestre, le curé et le notaire. Ce fait fut annoncé par voie d'affiche à la population qui fut informée en même temps de la punition infligée à la commune: interdiction de sortir de chez soi et fermeture obligatoire des fenêtres. Pendant la nuit, des perquisitions furent effectuées par les gendarmes allemands qui réunirent 80 hommes. On en choisit de 50 à 60 qui furent déportés. Le lendemain après-midi, un officier vint annoncer aux otages que les peines édictées seraient levées si la commune payait 1000 marks d'amende, ce qui fut fait. Toutefois le lundi suivant, Dürfeld frappa encore la commune d'une nouvelle amende de 1000 marks.

Dans la suite, un nouveau contrôle eut lieu, au cours duquel les Allemands avaient déclaré formellement qu'ils ne feraient aucune réquisition d'hommes. Ceci n'était qu'un stratagème pour éviter les défections: un grand nombre d'hommes furent enfermés dans l'église, puis emmenés comme travailleurs civils. (Rapport de l'abbé Plouvier, curé de Belleghem, de l'Évêché de Bruges.)

Quelques faits particuliers relatifs aux déportations.

De nombreux déportés envoyés dans les Z. A. B. excédés du labeur excessif et des mauvais traitements auxquels ils étaient soumis s'étaient évadés et étaient rentrés chez eux, où ils se cachaient; les parents étaient alors punis et arrêtés, jusqu'à ce que l'ouvrier évadé vint se constituer prisonnier. Lorsque la gendarmerie allemande découvrait la cachette d'un évadé et que ce dernier tentait de fuir, il était abattu sans pitié. Les cas sont nombreux.

A Deerlyck: Dedonder, Julien est tué le 31 août 1917 dans les circonstances suivantes: il avait été dans un Z. A. B. à Laon (France) pendant 9 mois, s'était évadé en juin 1917 et était rentré chez lui. Le 31 août, il est découvert par la Feldgendarmerie qui veut l'arrêter, il s'enfuit et est immédiatement abattu.

A Harlebeke: Vanderstacten, Joseph-Gustave, avait été convoqué en juillet 1916, au contrôle allemand. Craignant d'être réquisitionné, il ne s'y présenta pas. Un sous-officier et deux soldats

vinrent le chercher chez lui. Comme il tentait de fuir et ne s'arrêta pas à l'injonction de « Halte », il fut tué net, le 5 juillet 1916.

A Dottignies : Vandenbroeck avait été envoyé dans un Z. A. B. Il s'était enfui de Halluin (France) et était revenu à Dottignies. Le 4 avril 1918, deux soldats en patrouille l'interpellent ; comme il n'avait pas de carte d'identité, il tenta de fuir et fut abattu de deux coups de fusils. (Témoin : Edmond Dumortier)

Dans des conditions à peu près identiques, Christiaens, Arthur, est tué le 4 septembre 1918. Il avait fait partie d'un Z. A. B. de Sedan. Dans la suite il fut envoyé à Halluin. Il s'échappa et rentra à Dottignies. Des gendarmes se présentèrent chez lui, mais il parvint à s'échapper. Un peu plus tard, il revint dans la direction de sa demeure, il fut aperçu et un gendarme l'abattit sans avertissement. (Témoins : Jules Messiaen, Eugène Wittebollen)

M. l'abbé Yserbyt de Dottignies signale encore que le nommé Henri Holvoet fut tué dans des conditions identiques.

Arrondissement de Bruges.

La majeure partie de l'arrondissement de Bruges faisait partie de la zone du Corps de Marine. Le chef en fut l'amiral von Schröder qui avait son quartier général à Bruges. Le chef de la Kommandantur était le freiherr von Buttlar ; les chefs du secrétariat étaient : le hauptmann Rogge, le capitaine Jahneke et le lieutenant Sponer. L'Arbeitsamt qui y fut institué avait pour chef le hauptmann Ollendorf, son subordonné le plus actif fut le lieutenant Geiger. A l'Arbeitsamt, étaient déposées les listes de tous les hommes de la ville et des communes environnantes susceptibles d'être réquisitionnés.

A tous ces officiers revient une part de responsabilité dans les déportations.

Ici comme partout, après l'arrêté du G. Q. G. du 3 octobre 1916, les réquisitions de civils furent organisées d'une façon méthodique. Mais bien avant octobre 1916, de nombreux ouvriers avaient reçu l'ordre d'effectuer des travaux militaires déterminés.

Signalons que le Corps de la Marine, sur l'ordre de l'amiral Schröder et du commandant von Buttlar, fit installer à Dudzele, une colonie de discipline, où furent déportés les civils qui refusaient de travailler. Ce fut un véritable bagne.

Enfin, lors de la retraite des Allemands, en octobre 1918, dans toutes les communes de la zone de la marine, on procéda à la dépor-

tation de tous les hommes valides vers la région de Gand, où on les soumit également à des travaux divers. Sans doute, il s'agit ici d'une mesure de précaution militaire prise par l'ennemi en retraite et qui n'est pas en elle-même en contravention avec les lois de la guerre ; mais nous avons estimé devoir relever tout au moins le fait, parce que, dans la plupart des cas, les Allemands ont fait exécuter par les civils ainsi enlevés, des travaux variés d'intérêt militaire.

Voici les faits principaux qui se sont passés dans l'arrondissement de Bruges.

Bruges : L'administration communale ayant refusé de fournir des équipes d'ouvriers pour effectuer des travaux dans l'intérêt des Allemands, le bourgmestre fut démis de ses fonctions et remplacé par le Hauptmann Rogge. Nombre d'ouvriers furent alors mandés par les Allemands à l'hôtel de ville et déportés, spécialement à Lapscheure.

A partir de 1917, la majeure partie des hommes furent forcés de travailler pour les Allemands.

Le chef de la Polizei de la kommandantur, Guebengiesser et ses deux adjoints, Byrrh et Carl Weis, furent les exécuteurs des ordres de von Schröder et von Buttlar.

Ceux qui refusèrent de travailler, furent arrachés de leur foyer, enmenés de force au travail ou déportés aux colonies de discipline de Dudzele ou de Sedan.

A Waerdamme : L'oberleutnant Sanguinetto, adjudant de la kommandantur de Beernem, réquisitionne, le 4 janvier 1916, 7 ouvriers, qui furent contraints de faire des tranchées et des travaux de défense au front. Plusieurs fois encore, à la suite d'ordres émanés des kommandanturs de Ruddervoorde et de Veldeghem, un grand nombre d'ouvriers furent contraints d'effectuer des travaux de toute nature.

A Oedelem : le 30 novembre 1916, sur l'ordre du major Rieger et de l'oberleutnant Sanguinetto, 31 jeunes gens sont déportés dans la région de Verdun, parce qu'ils refusaient de travailler pour l'ennemi. 5 d'entre eux moururent en captivité.

A Beernem : l'oberleutnant Sanguinetto ordonna d'envoyer 100 hommes qu'il avait désignés au petit bonheur, — il y avait parmi eux des adolescents de 15 ans et des vieillards de 65, de riches propriétaires et des ouvriers — faire des travaux au front. Il les fit arrêter la veille du départ et enfermer dans l'école de la

localité. Ils ont été conduits à la gare un dimanche, à 5 heures du matin, le lundi à 4 heures du soir, ils s'y trouvaient encore. Le bourgmestre leur fit distribuer de la soupe (Rapport du Bourgmestre.)

A St-Joris-ten-Distel: 115 personnes furent envoyées par intervalles et en groupes à Cortemarck, Roulers et environs. Ils devaient effectuer le chargement et le déchargement de munitions et de matériel, construire des abris, etc. L'Arbeitsamt, section de la kommandantur (de Beernem) envoyait la liste des hommes qui devaient se trouver à une heure indiquée à la gare avec leurs bagages.

1 déporté fut tué d'un éclat d'obus, pendant le travail, dans la région du front.

A Oostcamp: le 2 novembre 1916, on remet au bourgmestre une liste de 71 hommes, parmi lesquels il reçoit l'ordre d'en désigner 51. Sur son refus d'obéir, un officier de la kommandantur de Beernem vint désigner lui-même les 51 hommes. Ceux-ci, à la date du 30 novembre 1916, furent envoyés dans les régions de Verdun, Longwy et Sedan.

À Clemskerke: Joseph de Clerq, de Coq s/Mer, candidat en sciences naturelles, reçut, le 8 août 1917, l'ordre de travailler pour les Allemands. Il refusa. Convoqué à la kommandantur, on le mit en prison. Il fit 18 jours de prison préventive. Le 31 août, l'Orst-kommandant de la place, Holtsmidt, lui lut sa condamnation: 1 an de prison. Il fut envoyé à Sedan, au Strafgefangen Arbeiter Bataillon N° 2, le 17 septembre. De là transféré à la prison de Gand, puis à celle de Bruges et ne fut libéré que le 12 août 1918.

A Vlissegheem: En 1916, 1917 et 1918, presque tous les hommes valides furent contraints de travailler au placement de voies ferrées, construction de tranchées, etc. Il ne restait pour ainsi dire plus de bras pour faire la moisson. Les ordres émanaient de Walter Holdschmidt, Hauptmann de la marine, Ortskommandant à Coq s/Mer.

Le 1^{er} octobre 1918, environ 200 hommes, dont 65 de 15 à 45 ans, 35 de 46 à 60 ans, furent employés à conduire le bétail qui restait dans la commune. Ils durent aller ainsi dans le pays de Waes, entre Gand, Eecloo et Anvers. Nombre d'entre eux, durent également construire des travaux de défense ou charger des bateaux.

Le rassemblement se fit le 1^{er} octobre à midi, sur un ordre de convocation de Holdschmidt portant que les hommes de la commune devaient se trouver à la kommandantur à 3 heures de l'après-

midi Le motif de la convocation n'était pas indiqué A 5 heures fut donné l'ordre de départ pour le travail au loin Beaucoup d'hommes n'avaient pas apporté de linge de rechange et n'avaient rien à manger. Seules quelques personnes furent autorisées à rester au village le bourgmestre, le Président du Comité local, le secrétaire communal, le garde-champêtre, un forgeron et un charpentier

Un déporté est mort pendant son absence de la commune. Plusieurs autres tombèrent malades (Rapport du Bourgmestre)

A Uytkerke : en 1916, des chômeurs durent aller travailler dans les environs et furent employés à la réfection des voies ferrées, à la construction de baraques, à l'établissement de plaines d'aviation, même à la fabrication de munitions

Le 1^{er} août 1917, vint un ordre général, par lequel toute la population mâle de 15 à 60 ans, était requise en vue de travaux du même genre Des hommes furent même envoyés au front, pour y effectuer des ouvrages de défense. Ceux qui résistaient ou bien n'obéissaient pas strictement aux ordres, étaient envoyés à la colonie de Dudzele et soumis à un régime extrêmement dur Le 14 octobre 1918, lors de la retraite allemande, 347 personnes furent déportées dans la direction de Gand : 4 d'entre elles moururent en cours de route.

A Zuyenkerke, le 1^{er} octobre 1918, Muller, commandant de place de Blankenberghe, donne l'ordre de déporter tous les hommes valides On n'exempta que le bourgmestre, le secrétaire et le garde-champêtre 113 personnes furent emmenées et obligées de charger des bateaux à Gand 3 personnes moururent des suites de cette déportation.

A Blankenberghe, on avait institué un Arbeitsamt chargé de dresser et de tenir la liste des personnes à réquisitionner Cet Arbeitsamt était sous la direction du capitaine commandant Ortskommandant Muller et du lieutenant Platz-major Letz ; 2 ou 3 militaires subalternes y étaient employés. C'est de cet Arbeitsamt que partaient les réquisitions

Par ordre de Muller et de Letz, 5 chômeurs, qui avaient refusé de travailler, furent envoyés à Sedan.

Le 1^{er} octobre 1918, 900 hommes de 15 à 50 ans furent déportés dans l'arrondissement de Gand-Eecloo ; 7 sont morts, au cours de cette déportation.

A Damme : lors de la retraite, les hommes de 15 à 50 ans et même au delà, ont été déportés et traités d'une façon inhumaine , ils furent notamment frappés de nombreux coups de crosse.

A Dudzeele : du 7 janvier à fin juillet 1917, 25 civils de toutes les conditions, furent envoyés dans la zone du front, notamment à Leffinghe, pour y effectuer des travaux militaires. On désigna les 25 hommes au hasard, parce que la commune avait refusé de livrer la liste des chômeurs, lors d'un contrôle mensuel des hommes valides. Au moment de la retraite, presque tous les hommes valides ont été déportés à Desteldonck

C'est à Dudzeele, que fut organisée, par ordre de von Schröder, une colonie de discipline où tous les Belges de la région qui refusaient de travailler pour les Allemands furent enfermés et soumis aux travaux forcés. La nourriture y était presque nulle ; si les habitants n'avaient pas réussi à faire parvenir aux hommes un peu de vivres, beaucoup de ces malheureux seraient morts de faim

La colonie était dirigée par le feldwebel Heinrich de la division d'infanterie de la marine Il était extrêmement cruel

A Oostkerke : sur l'ordre de la kommandantur de Dudzeele, 5 à 6 cultivateurs, renouvelés toutes les 3 semaines, furent contraints, pendant les mois de janvier, février et mars 1917, à aller au front avec une voiture attelée de 2 chevaux, pour effectuer le transport de pierrailles devant servir à la réfection des routes.

D'avril 1917 à octobre 1918, également sur ordre de la kommandantur de Dudzeele, chaque jour les hommes furent forcés de travailler dans différentes localités : Bruges, Dudzeele, Zuyvenkerke, etc Ils étaient occupés au placement des voies de trams, à l'abatage de bois, etc.

A Ramscapelle-lez=Bruges, 150 personnes furent transportées en octobre 1918, jusqu'aux environs de Gand 3 sont mortes des suites de mauvais traitements

A Knocke s/Mer. Le 23 septembre 1916, l'Ortskommandant Jahncke dans un avis transmis au bourgmestre de Knocke, annonce qu'il est dans l'intention de l'autorité militaire d'utiliser plus complètement les forces ouvrières (hommes, jeunes gens et femmes) qui se trouvent dans le ressort du corps de marine. A cette fin, il demande que l'on établisse une liste des personnes mises à charge de la commune ou d'un comité et de faire 6 classes :

1. Les travailleurs du fer.
2. » » du bois
3. » » de l'électricité.
4. » » des machines.
- 5 » » des mines et carrières
- 6 » autres ouvriers.

Les réquisitions furent nombreuses et les Allemands se montrèrent particulièrement rigoureux pendant l'hiver 1917-1918. Ceux qui refusaient le travail étaient impitoyablement envoyés à la colonie de Dudzele. On employa des enfants et des femmes.

Le 1^{er} octobre 1918, les Allemands firent partir 500 hommes environ, de 15 à 40 ans. Le 4 octobre, on prit un second contingent : tous les hommes sans limite d'âge durent se présenter à la kommandantur, où se faisait un triage.

Le nommé De Backer, Casimir, est mort à l'hôpital civil de Gand, le 24 octobre 1918, des suites de cette déportation. (Rapport du Commissaire de police.)

A Heyst s/Mer : l'Arbeitsamt, dirigé en fait par le caporal Willy Roedeker, réglait les déportations. On avait dressé, d'après les registres de la population, une liste de toutes les personnes, tant aptes qu'inaptes au travail.

A Lichtervelde : Les réquisitions d'hommes commencèrent en novembre 1916. Un contrôle général de jeunes gens appartenant à toutes les classes de la société, eut lieu le 9 novembre pour la désignation des travailleurs. L'Ortskommandant Klein dirigeait personnellement les opérations.

Comme des réquisitionnés manquaient à l'appel, 26 jeunes gens furent enlevés par la force de chez eux et enfermés. Chaque jour, on les fit sortir pour les conduire sur la place du marché, où on les exposait au public sous la garde de gendarmes. Dix d'entre eux, qui persistèrent dans leur refus de travailler, furent conduits à Roulers, où ils ne furent libérés que le 7 décembre, après avoir pris l'engagement de travailler, s'ils en recevaient un ordre formel par écrit. Lors de l'arrestation des 26 jeunes gens, l'obergendarm Drasch Jules, qui exécutait les ordres de Klein, blessa d'un coup de sabre le nommé Vandenbilck Aloïs.

Le 13 novembre 1916, l'Ortskommandant Klein annonça qu'il avait infligé 3000 marks d'amende à la commune, parce que de nombreuses personnes avaient refusé de travailler.

Les hommes étaient conduits à Handzaeme et rentraient le soir chez eux.

Dans la suite, les ouvriers furent désignés soit par l'Ortskommandant, soit par ses subordonnés.

En août 1917, fut créé un bureau distinct s'occupant uniquement des réquisitions. On y établit les listes des ouvriers. Chaque

personne, tant femme que homme, devait avoir une carte de travail ; pour ceux qui étaient reconnus aptes, une fiche spéciale était gardée à la kommandantur, en vue de la réquisition

A Handzaeme : Un cultivateur d'Handzaeme, Auguste de Clercq contraint de se rendre à Clercken avec cheval et chariot pour effectuer un transport, fut tué en cours de route par un projectile

A Thourout, il existait un Arbeitsamt. La kommandantur remettait une liste d'hommes aux chefs de l'Arbeitsamt, ceux-ci faisaient faire des billets de réquisition pour chaque ouvrier, les remettaient à l'administration communale qui était obligée de les remettre aux ouvriers.

A Couckelaere il y eut de nombreuses réquisitions en 1916, 1917 et 1918

En septembre 1918, une quarantaine de jeunes gens furent déportés par ordre de la kommandantur ; plusieurs d'entre eux furent affectés pendant la retraite de l'ennemi, à des travaux militaires ; d'autres durent conduire du bétail, etc

A Ruddervoorde des hommes, que l'on avait fait venir de différentes localités, furent rassemblés dans un camp et contraints au travail. Parmi eux se trouvait le nommé Maubouch, Hubert de Wervicq, qui, au cours d'un travail dans les bois de Muncke, essuya sans cause apparente un coup de feu tiré par le lieutenant Pendorf. Blessé au genou, il dut être transporté à l'hôpital (Rapport du Commissaire de police)

A Ardoye, qui faisait partie du groupe d'Ypres, il y avait un Arbeitsamt, où arrivaient les demandes d'ouvriers à réquisitionner. Le chef de l'Arbeitsamt envoyait alors aux kommandanturs le nombre d'hommes réclamés. La kommandantur désignait les hommes d'après un registre qu'elle avait dressé

Dans les premiers temps, les Allemands ne prirent que des ouvriers chômeurs. Mais au cours de 1917, des fils de cultivateurs et des gens appartenant à la bourgeoisie furent obligés de travailler également dans la zone du front.

En août 1918, il y avait 468 hommes et 156 femmes employés dans la région du front, au déchargement de matériaux, à la construction de baraquements ou de lignes de défense, etc. ; certains étaient envoyés jusqu'en première ligne.

En décembre 1917, un enfant Alidor Delaere, né à Ardoye le 10 février 1918, étant venu chercher du charbon à la kommandan-

tur à la place de son père qui craignait d'être retenu par la réquisition, est arrêté et obligé d'aider à pousser des wagons chargés de munitions.

Le 11 décembre se produisit un accident où l'enfant trouva la mort Il avait été arrêté par le sergent Paul Enlich, qui était sous les ordres de l'Orstkommandant Vuldner (Rapport du Juge de paix.)

A Swevezele : De nombreux civils furent contrains à aller travailler au front Parmi eux, y furent tués : Versteele, Pascal et Vanderplancke, Petrus Alois Decloedt, Victor y fut blessé

A Coolscamp : Le Rittmeister Freiherr von Buhler, en décembre 1917, donna l'ordre à la commune de désigner 100 jeunes filles, pour aller travailler à la voie du chemin de fer de Lichtervelde à Thielt La commune refusa Le premier jour du refus, von Buhler infligea 500 marks d'amende à la commune, le deuxième jours 1000 marks Comme la commune ne s'inclinait pas, il envoya des gendarmes qui étaient chargés d'arrêter toutes les jeunes filles qu'ils rencontreraient Les jeunes filles ainsi arrêtées, furent enfermées dans un local ; chaque fois qu'il y en avait une vingtaine de rassemblées, elles étaient conduites sous escorte à la gare d'Ardoye-Coolscamp, où elles étaient tenues de prendre pelles et pioches et de se mettre à la besogne Elles durent travailler ainsi pendant 3 semaines environ, en plein hiver (Rapport du Bourgmestre)

A Ostende : Depuis le début de l'occupation jusqu'à fin octobre 1916, l'autorité militaire, par voie de réquisition ordonna à l'administration communale de lui fournir des ouvriers dont elle avait besoin pour des travaux déterminés Le nombre d'hommes réquisitionnés de cette manière fut relativement restreint

A partir d'octobre 1916, un service spécial fut créé à la kommandantur, ayant pour mission de fournir les ouvriers nécessaires aux différents travaux. L'administration communale dut faire un recensement de tous les ouvriers habitant la ville, cette liste fut complétée dans la suite à la kommandantur, sous la direction d'un sous-officier, au moyen des cartes d'identité qui avaient été imposées au mois d'août aux habitants.

Au fur et à mesure des nécessités, les ouvriers, par convocation personnelle, recevaient l'ordre de se présenter à la kommandantur, où on leur indiquait la nature du travail qui leur était imposé et l'endroit où ils devaient se rendre. (Rapport du Commissaire de police.)

A Steene, presque tous les hommes ont été contraints à travailler. Des femmes et des jeunes filles ont été forcées d'accepter de coopérer à des travaux de défense, pour ne pas être déportées.

Un commerçant, Néron Vanslinsbroeck, qui refusa le travail fut envoyé au camp de Dudzele où il fut soumis pendant 1 mois et 19 jours aux travaux forcés. Il fut renvoyé chez lui après avoir promis de payer 1000 marks d'amende et de ne plus refuser le travail.

En octobre 1918, le commandant de place Krach, fit partir tous les hommes valides. Plusieurs réussirent cependant à se cacher. 4 déportés moururent en Flandre Orientale pendant cette déportation ; beaucoup rentrèrent malades chez eux.

A Ruysselede, le 3 novembre 1916, 51 hommes furent déportés dans la région de Verdun. L'ordre émanant du major von Rieger, Chef de la kommandantur de Beernem, fut exécuté par son ober-leutnant adj. Sanguinetto.

L'autorité militaire allemande fit preuve d'une mauvaise foi insigne : une liste de 75 prétendus chômeurs fut dressée par la kommandantur de Beernem, les hommes désignés devaient se présenter devant un officier. Ce dernier déclara qu'ils devaient travailler à Lokeren ; des salaires élevés leur étaient promis. On les embarqua ; ils firent une halte de 2 jours à Gand et, malgré leurs protestations, furent transportés au front de Verdun, où on les incorpora dans une compagnie de correction, sous prétexte qu'ils avaient refusé le travail. Ils restèrent absents pendant une moyenne de 2 ans ; 3 moururent dans la région de Verdun ; 35 passèrent par l'hôpital.

Le 26 janvier 1918, l'Orstkommandant Cheringhaus, de la kommandantur de Ruysselede, ordonna la déportation d'ouvriers pour des travaux militaires à Hooglede. Le sergent Nagengast fut chargé d'exécuter cet ordre. Malgré les instructions, personne ne se présenta. Alors des patrouilles emmenèrent de force tous ceux qu'elles purent découvrir, frappant à coups de crosse dès que l'on opposait la moindre résistance.

Le 5 février 1918, 5 de ces déportés furent tués, à Hooglede, par des bombes et il y eut de nombreux blessés, dont l'un dut être amputé d'un pied.

Les déportés furent employés à des travaux militaires : déchargement de munitions, placement de voies ferrées, etc.

A Wyngene, 1 millier de personnes environ furent réquisitionnées. On les employa aux travaux les plus variés ; couper du

bois ; réfectionner des chemins, placer des lignes de chemins de fer vicinaux, coopérer à la construction de plaines d'aviation, soit dans la commune ou les communes environnantes, soit dans les environs du front.

Au début, on ne réquisitionna que les chômeurs ; puis on ne distingua plus et l'on fit même travailler des femmes.

Le 30 octobre 1918, presque tous les hommes de 14 à 60 ans, furent emmenés d'abord à Aeltre et à Meerendre, ensuite dans les environs d'Olsene

A Thielt : 2000 personnes environ, prises tant dans la classe ouvrière que dans la bourgeoisie, ont été réquisitionnées, pour des travaux d'ordre militaire.

En 1916, une première fournée de 97 ouvriers fut envoyée en France ; ils purent revenir après quelques mois

Une seconde équipe de 79 ouvriers, dont la plupart étaient mariés et père de famille, fut également envoyée en France, quelques mois après. Aucun d'entre eux ne revit son foyer avant l'armistice, malgré les demandes réitérées de l'administration communale.

250 personnes ont été réquisitionnées pour aller travailler au front ; 3 d'entre elles furent tuées pendant un bombardement.

Enfin, de nombreuses femmes ont dû travailler à des plaines d'aviation, aux chemins de fer, à la construction de baraques, etc.

A Pitthem, 600 hommes environ furent employés à des travaux militaires ; 6 d'entre eux périrent des suites d'une explosion de munitions ; 2 furent tués par un obus ; 1 mourut écrasé par un chariot ; 5 sont décédés des suites de maladies contractées pendant le travail.

B) Zone des étapes de la IV^e armée

Arrondissement de Gand

Tout le territoire de la Flandre Orientale faisait partie de la zone des Étapes de la IV^e Armée. L'arrêté du Grand Quartier-Général allemand du 3 octobre 1916, y fut mis en vigueur sans retard, par le commandant en chef de la IV^e Armée. Cette mise en vigueur fut annoncée en effet dès le 11 octobre, par un avis mentionnant que l'arrêté en question ne serait pas applicable aux personnes qui, volontairement, signeraient un engagement de travailler moyennant un salaire stipulé.

Avant octobre 1916 déjà, des réquisitions d'ouvriers avaient eu lieu dans nombre de communes pour des travaux déterminés, mais il ne s'agissait pas encore dans ce cas d'une mesure générale dont les effets devaient être ressentis partout à peu près également.

A partir d'octobre, l'enlèvement et l'envoi des hommes dans des bataillons de travailleurs civils sont uniformément organisés dans tout l'arrondissement. Ces bataillons de travailleurs civils (Zivil Arbeiter Bataillon ou Z A B) étaient constitués spécialement en France, où les travailleurs belges qui y étaient expédiés furent astreints à exécuter les travaux les plus divers, mais tous d'une utilité militaire directe, derrière la ligne de combat depuis Verdun jusqu'à Lille.

Aussitôt après la parution de l'arrêté du 3 octobre, à Gand et dans les communes limitrophes, l'administration communale reçut l'ordre de dresser les listes des habitants du sexe masculin âgés de 18 à 45 ans. En possession de ces listes, le chef de la police allemande organisa les premières réquisitions, en enjoignant aux ouvriers, au moyen de billets de convocation signés de son nom, à se présenter à certains bureaux. Un service spécial fut bientôt créé à la kommandantur d'étape sous le nom d'Abteilung Z A B.

Ce dernier organisme avait pris à la fin de novembre 1916 une très grande extension ; il fut installé sous la dénomination de « Arbeitsamt » (office du travail) dans les spacieux locaux de la Bourse de Commerce de Gand. C'est là qu'a défilé presque toute la population ouvrière de l'agglomération gantoise ⁽¹⁾. Le service était d'ailleurs organisé avec beaucoup de méthode et comprenait de nombreuses subdivisions (notamment pour les questions de congé, de désertion, de maladie, d'accident, de décès, etc.). Un service spécial s'occupait de l'expédition des paquets de vivres que les familles envoyaient à leurs parents réquisitionnés pour le travail au loin, en même temps qu'il exerçait un contrôle sévère sur le contenu des colis, afin d'éviter toute correspondance privée entre le destinataire du paquet et sa famille.

Les chefs de bataillons de Z. A. B adressaient à un service de l'« Arbeitsamt » les commandes d'effets nécessaires aux hommes à l'ouvrage, ces commandes étaient transformées en bulletins de

(1) Le chef de cet office était un sous-lieutenant Grüber qui se montra d'une extrême dureté, aidé en cela particulièrement par un sous-officier du nom de Geisler, qui, ayant habité Gand pendant de longues années, parlait couramment le français, le flamand et le patois gantois.

réquisition destinés à l'administration communale qui devait fournir les effets

Enfin, par arrêté du 9 décembre 1916, le général von Unger, Inspecteur des étapes, créa un service postal spécial « pour travailleurs de nationalité non allemande, au service des intérêts allemands ».

Afin de donner une idée du manque complet de considération avec lequel les réquisitionnés étaient traités par leurs exploiters, nous donnons ci-après le relevé des pérégrinations de l'un d'entre eux, pris au hasard parmi des quantités d'autres exemples :

Carbonnez, Édouard du village de Deurle, fut réquisitionné le 30 novembre 1916 et transporté à Gand, où il fut maintenu dans une fabrique désaffectée jusqu'au 13 décembre suivant, puis envoyé à Broeulles (région de Verdun). Il y travailla au salaire de 30 pfennigs par jour. Le 2 juin 1917, il fut transporté de là à Belval (près Stenay) dans un camp, au milieu du bois, où il séjourna jusqu'au 20 août 1918. Il fut alors renvoyé à Gand, enfermé pendant 6 jours, puis dirigé sur Cortemark, où on le força à faire des abris et à travailler aux voies ferrées. Il parvint enfin à s'échapper le 30 septembre et rentra chez lui.

A Gand, afin de porter dans la limite du possible un adoucissement aux souffrances et aux privations de leurs compatriotes réquisitionnés pour un travail lointain dans des conditions odieuses, des philanthropes généreux et éclairés organisèrent une « Commission locale d'aide et d'assistance aux réquisitionnés ». Les membres de la Commission firent preuve, en même temps que d'une charité pleine de tact et d'un grand esprit d'organisation, d'une fermeté inébranlable dans leurs relations avec l'autorité allemande. Cette attitude permit à la Commission d'intervenir avec succès, dans certains cas, pour empêcher l'exécution d'abus trop criants et d'apporter des secours de toute nature aux déportés, malgré la méfiance des préposés allemands. On doit à la Commission locale d'aide et d'assistance la statistique suivante extrêmement éloquentes pour la déportation dans l'agglomération gantoise ⁽¹⁾. On constatera notamment, en la parcourant, que nombre de civils ont été réquisitionnés à plusieurs reprises : rentrés chez eux et se croyant enfin tranquilles, brusquement ils recevaient une nouvelle convocation et devaient repartir pour un Z A B

(1) Voir aussi la brochure : *Réquisitionnés de la Ville de Gand*, avec photographies (Gand, 1919)

Statistique de la déportation pour la ville de Gand et ses faubourgs.

Nombre total des réquisitionnés	11.782
Réquisitionnés 1 fois	9.049
» 2 fois	2.373
» 3 fois	319
» 4 fois	40
» 5 fois	1
	<hr/> 11.782
Nombre total de décès	333
Pneumonie	60
Maladies de cœur	47
Diarrhée	32
Causes Accidents	22
Entérite	18
des Tuberculose	17
Faiblesse générale	14
décès Attaque d'avions	11
Néphrite	9
Fusillés	5
Causes diverses	98
	<hr/> 333

On peut affirmer quant aux cas de décès par maladies, que la plupart des victimes moururent sinon des mauvais traitements endurés, du moins des suites de privations dont ces maladies étaient la conséquence.

2648 réquisitionnés furent soignés par les médecins de la ville lors de leur retour

1129 réquisitionnés furent soignés dans les hôpitaux.

Nous donnons ci-après, à titre d'exemples complémentaires, une série de renseignements particuliers sur diverses localités du territoire des étapes.

A Aelte: les déportations furent ordonnées surtout par la kommandantur de Beernem, où l'Oberleutnant Sanguinetto déjà signalé à Ruyssede, se montra particulièrement exigeant et brutal vis-à-vis des travailleurs.

Les Allemands essayèrent d'amener les administrations communales à fournir des ouvriers, ou du moins à exhorter ceux-ci à accepter du travail pour les Allemands. Devant l'échec de cette

tentative ils convoquèrent les bourgmestres du canton de Nevele à une réunion tenue à Beernem, où, par la persuasion, puis par les menaces, ils tentèrent de les décider à désigner eux-mêmes les hommes qui seraient astreints au travail. Le refus fut unanime. Le bourgmestre d'Aeltre se contenta de faire afficher un avis, disant que, sur ordre de la kommandantur, on le forçait de publier que des ouvriers étaient demandés. Le résultat de cette publication fut insignifiant.

Les Allemands désignèrent alors eux-mêmes les hommes pour les réquisitions. Plus de 900 hommes furent ainsi contraints d'aller travailler, soit du côté du front d'Ypres, soit à des champs d'aviation de la commune même ou à Oostcamp, commune éloignée. Les récalcitrants furent envoyés à Sedan.

Une cinquantaine de femmes furent forcées également d'aller travailler à la plaine d'aviation d'Oostcamp.

La dernière réquisition eut lieu peu avant l'armistice, en septembre 1918.

A Hansbeke : 10 ouvriers furent contraints d'aller travailler dans le voisinage immédiat du front. De plus, la commune dut fournir pendant 2 ans, tous les jours, 4 chevaux conduits par deux hommes pour effectuer le transport d'arbres, pendant ce laps de temps, la commune devait mettre à la disposition de l'occupant de 8 à 10 hommes, pour scier et découper le bois.

Lors de la retraite allemande, une cinquantaine d'hommes furent contraints de faire des travaux de défense le long du canal de Schipdonck.

A Landegem : 3 réquisitions successives furent faites les 2 novembre, 2 décembre 1916 et 2 janvier 1917, au cours desquelles plusieurs jeunes gens furent envoyés en France (Mouzon, Sedan, etc.) dans des Z. A. B.

Un réquisitionné d'un Z. A. B. venu en permission ne s'étant pas représenté, le père fut arrêté et mis en prison jusqu'à ce que son fils se présentât.

Journellement, des hommes étaient obligés d'aller travailler à la plaine d'aviation de Mariakerke, d'autres à la ligne de chemin de fer d'intérêt militaire Ruysselede-Nevele, une vingtaine d'autres enfin devaient scier des arbres au canal de Schipdonck.

Le 3 octobre 1918, tous les hommes de 14 à 60 ans, furent avisés qu'ils devaient se présenter le lendemain à un contrôle à Vosselaere (village éloigné d'une lieue). 86 d'entre eux furent conduits à Olsene (14 kilomètres), pour y effectuer des travaux militaires.

quelques jours avant l'attaque de cette localité par les troupes françaises (passage de la Lys)

A Loo-ten-Hulle : on compte 125 déportés, dont quelques-uns furent envoyés à Sedan ou dans la région de Verdun et la plus grande partie, au front de Belgique. Cortemarck, Couckelaere, Vladsloo, etc ; en dernier lieu à Deynze et Nevele

Cette commune, comme la plupart de celles que nous venons de citer, recevait de la kommandantur de Deynze des listes de noms d'hommes qu'elle était chargée de convoquer à Deynze pour un jour déterminé. Ces appels restant généralement sans effet, des rafles d'hommes étaient exécutées dans le village par la gendarmerie et généralement pendant la nuit.

A Nevele : 154 déportés, dont 71 furent envoyés à des Z A B Dans la nuit des 2 à 3 janvier 1918, une trentaine d'hommes furent pris par des soldats armés qui avaient envahi leur demeure

A Poucques : la commune dut payer 1000 francs d'amende, à la kommandantur de Deynze, parce qu'un réquisitionné s'était enfui.

A Assenede : On signale la mort d'un jeune homme de 18 ans, du nom de Heyt, réquisitionné et tué par une bombe d'avion à Wervicq

A Laethem-St-Martin, (population de 1200 âmes) : 22 fils de fermiers furent envoyés le 25 novembre 1916, en France.

En août 1917, 30 personnes sont envoyées au travail à Swynaerde et Gand ; en octobre 1917, 24 à Gand ; en décembre 1917, 50 à la plaine d'aviation de St-Denis-Westrem ; en septembre 1918, 10 personnes à Swynaerde. Il est à noter que pas un des individus réquisitionnés n'était secouru par les œuvres d'assistance.

A Nazareth : il y eut 157 déportés La kommandantur envoyait des billets de convocation aux réquisitionnés. Comme il y eut un certain nombre de réfractaires, des passants furent arrêtés dans les rues au cours de rafles exécutées, parfois pendant la nuit

Il fut infligé à la commune une amende de 8000 francs, parce que des réquisitionnés ne s'étaient pas présentés à la convocation.

A Swynaerde : on déporta en France comme chômeurs, 37 personnes en novembre 1916, or, les 3/4 d'entre elles, étaient fils de cultivateurs. On avait promis de les renvoyer quand les travaux des champs reprendraient ; mais la plupart sont restés absents jusqu'en novembre 1918.

A Deurle : il y eut 86 déportés, dont 15 en France, à partir de juin 1917, et 24 au front de Belgique ; 5 d'entre eux, qui ne

s'étaient pas présentés au contrôle furent tirés de leur sommeil, au milieu de la nuit, et brutalement emmenés.

Dans le canton de Deynze les réquisitions d'hommes se firent, dans chaque commune, par listes envoyées sur l'ordre direct des chefs de la kommandantur de Deynze Certains sous-ordres à la kommandantur libéraient des réquisitionnés moyennant paiement d'une somme d'argent Certains hommes furent exemptés des déportations, à condition de se faire inscrire comme étudiants de l'Université flamandisée de Gand

A Gotthem : un déporté fugitif découvert par un homme de la police allemande fut abattu

A Maekelen : l'autorité allemande infligea une amende de 3000 francs à la commune, parce que tous les ouvriers désignés ne s'étaient pas présentés au jour fixé.

A Peteghem-lez-Deynze : une amende de 2000 francs fut infligée à la commune le 26 octobre 1917, parce que deux ouvriers réquisitionnés s'étaient enfuis

A Eecloo : la première réquisition d'ouvriers eut lieu en octobre 1915 . une affiche, signée du commandant Aegidt, intima aux maçons et aux charpentiers l'ordre de se mettre, au nombre de 100, à la disposition de l'autorité militaire, pour effectuer des travaux de restauration de bâtiments à quelques kilomètres derrière le front.

Personne ne répondant à l'appel, il y eut des menaces de la part de l'autorité allemande. L'administration communale reçut alors l'ordre de convoquer à la Justice de paix tous les maçons et charpentiers pour obtenir d'eux l'engagement de travailler L'administration communale dut se conformer à cet ordre Les ouvriers spécialistes se présentèrent en nombre au local de la Justice de paix Brusquement, un fort détachement de soldats vint cerner le local ; les ouvriers furent capturés et emprisonnés, puis conduits sous escorte à la gare, envoyés à Gand et de là au front Comme pour compléter l'infamie de ce procédé, le lendemain de cette arrestation arbitraire, les Allemands infligèrent à chacun des membres du collège des bourgmestre et échevins, une amende de 500 francs et consignèrent pendant 3 jours les habitants dans les limites de leur commune. Cette punition était infligée sous le prétexte que les maçons et les charpentiers avaient refusé de se laisser enrôler ⁽¹⁾

(1) Dans de nombreuses localités du canton d'Eecloo le bourgmestre fut de même mis en demeure de désigner des maçons et des charpentiers parmi ses administrés. Des incidents similaires à ceux que nous avons cités se produisaient presque dans chaque cas.

Plus tard un Arbeitsamt fut créé à Eecloo, on y dressa la liste des hommes à déporter. Ces listes étaient remises à l'administration communale qui devait aviser les intéressés.

Le 1^{er} novembre et 2 décembre, 120 personnes, parmi lesquelles des hommes mariés et des pères de famille, furent réquisitionnées pour les régions de Sedan, par l'entremise de l'Arbeitsamt. On cite notamment le cas de De Brouwer, Henri, père de 6 enfants, déporté le 14 novembre 1916 jusqu'au 13 septembre 1918. Ceux qui se soustrayaient à l'appel étaient recherchés et, lorsqu'ils étaient pris, envoyés immédiatement à un bataillon de correction. Enfin, de nombreux ouvriers durent aller travailler dans la région du front belge. Tous les quinze jours ils pouvaient revenir chez eux, pendant 2 ou 3 jours.

A Maldeghem : Une centaine d'ouvriers furent envoyés dans la région de Sedan, en novembre et décembre 1916.

En outre, il y eut de 800 à 1000 personnes employées presque en permanence à des travaux, dans la région du front. En général, tous les quinze jours, les ouvriers réquisitionnés purent retourner chez eux.

32 de ces réquisitionnés furent envoyés à un bataillon de discipline pour être revenus chez eux sans permission. En réalité, ces malheureux, presque affamés, étaient venus chercher de la nourriture, celle qui leur était servie étant absolument insuffisante.

On cite parmi les cas les plus révoltants, celui du cultivateur Matthys, père de 8 enfants, qui fut ainsi réquisitionné, de même que son fils aîné, pour travailler à proximité du front.

Malgré les violentes protestations de l'administration communale, 60 jeunes filles furent réquisitionnées en même temps que nombre d'hommes pour travailler à la construction d'une plaine d'aviation. Pendant le très rude hiver de 1917-1918, elles furent tenues sans pitié à un travail pénible.

A Adeghem : près de 200 ouvriers furent forcés de faire des travaux, derrière le front.

Lors de la retraite, les hommes âgés de 15 à 60 ans, durent faire des travaux de fortification au canal de Schipdonck ; 450 femmes environ y furent également employées.

Dans le canton de Cruyshautem, comme partout ailleurs, les hommes furent envoyés soit en France (régions de Sedan, Valenciennes, Douai) soit dans la région du front belge, où tous furent obligés de coopérer à des travaux de guerre : construction de tranchées ou d'abris ; manutention de munitions, placement de fil de

fer barbelé ; réparation des voies de chemin de fer , construction des champs d'aviation, etc.

Le salaire moyen était de 30 à 32 pfennings par jour , une petite minorité gagna de 2 à 2,50 marks

Les administrations communales furent requises de désigner individuellement les hommes à déporter Sur leur refus, les kommandanturs dressèrent elles-mêmes la liste des victimes, auxquelles elles enjoignaient de se trouver au jour et heure fixés aux endroits désignés Ceux qui ne se présentaient pas, étaient recherchés et enlevés de force Les opérations de l'enlèvement eurent lieu avec grande partialité De nombreux subalternes allemands se laissèrent soudoyer et, moyennant versement de sommes variant entre 200 et 500 marks, accordaient la liberté aux réquisitionnés

A Cruyshautem : 11 jeunes gens avaient réussi à s'enfuir de Sedan L'autorité allemande donna l'ordre à la commune d'indiquer le lieu de leur retraite ou de les remplacer par d'autres habitants La commune refusa. Il lui fut infligé 11 000 francs d'amende et de plus, le 29 novembre 1917, une douzaine de personnes qui se trouvaient dans la rue, vers 8 heures du matin, furent brutalement arrêtées par la police allemande, conduites à Deynze et dirigées sur Sedan.

A Wanneghem : Le 3 janvier 1918, vers minuit, 6 policiers de la kommandantur d'Audenaerde vinrent éveiller le bourgmestre, le secrétaire communal et le garde-champêtre et voulurent les obliger à désigner 20 à 24 jeunes gens de la commune pour être conduits à Audenaerde. Ils refusèrent. Alors les policiers firent irruption dans les maisons et arrachèrent brutalement les jeunes gens de leur lit Après en avoir recueilli un nombre suffisant, ils conduisirent, sous la menace des armes, leur proie à Audenaerde

A Zulte : Meister, commandant d'étape à Deynze, s'empara lui-même, le 21 septembre 1916, par la violence et la menace du revolver, de la liste des secourus, que le Comité local avait refusé de communiquer à la kommandantur

La principale réquisition eut lieu au début de novembre 1916, elle fut suivie de 6 autres, dont la dernière, en date du 28 septembre 1918.

Michels, Achille, réquisitionné d'Olsene, était venu se cacher à Zulte, chez la veuve Henri Van de Malte. La police vint perquisitionner chez cette dernière dans la nuit du 20 avril 1917. Michels ayant pris la fuite, fut tué à coups de fusil à une vingtaine de mètres de l'habitation

A Dyngem, il y eut 5 réquisitions.

la première fut faite le 17 janvier 1917 ; les hommes envoyés à Marles (France) furent occupés pendant 17 mois environ au placement de voies ferrées ;

la deuxième, le 6 décembre 1917 ; les hommes furent envoyés à Lichtervelde et Jabbeke (Belgique, Flandre Occidentale)

la troisième, le 14 décembre 1917 Lieu de déportation : Ardoye (Flandre Occidentale).

la quatrième, le 31 décembre 1917. Lieu de déportation : Deynze.

la cinquième eut lieu le 3 janvier 1918 ; 4 hommes furent pris la nuit, dans leur demeure, par des gendarmes

Les hommes furent toujours employés à des travaux d'une utilité militaire directe pour l'armée allemande.

A Aeldonck : Certains jeunes gens requis pour travailler ne s'étant pas présentés, les notables de la commune furent arrêtés et ne furent relâchés qu'après 5 jours de détention, contre paiement d'une amende de 3000 marks

A Caprycke : La première réquisition d'ouvriers eut lieu au début d'octobre 1915 : une vingtaine de maçons et charpentiers furent convoqués Ils ne répondirent pas à l'appel Une nuit, une patrouille de soldats qui avait obligé le bourgmestre à l'accompagner, alla de maison en maison rechercher les hommes désignés Ils furent arrêtés et retenus prisonniers à Eecloo, d'où on les envoya au travail, jusque près du front.

Il y eut encore de nombreuses réquisitions de civils, qui durent aller faire des travaux dans la région du front.

Au début d'octobre 1918, une centaine d'hommes furent transportés à Waarschoot, où ils furent contraints de contribuer à des travaux de défense.

A Oost-Eecloo : De nombreux hommes furent conduits au travail, dans la région du front : Deynze, Cortemark, Lichtervelde, Langemark.

3 hommes furent tués dans une explosion à Lichtervelde

A Watervliet : La commune dut payer 5000 marks d'amende, parce qu'en octobre 1915, des maçons réquisitionnés s'étaient enfuis.

A Melle : La première réquisition eut lieu en août 1916 ; la commune reçut l'ordre de fournir 100 ouvriers Elle refusa, malgré

toutes les menaces. Alors la commune fut cernée par un contingent important de soldats qui arrachèrent les ouvriers de leur demeure et les transportèrent à Gand.

Le 22 novembre 1916, 41 ouvriers furent envoyés dans des Z. A. B. Le 19 décembre 1916, 29 ouvriers furent envoyés en France au travail derrière le front. Enfin, 30 personnes furent transportées à Ruykenhoeck (Flandre Occidentale), pour y faire la moisson.

A Baelegem : Le 30 septembre 1918, l'autorité allemande vint réquisitionner des travailleurs. Le nommé Vanden Berghe, Léon, s'enfuit de la maison où s'étaient présentés les soldats et se cacha dans un champ de betteraves. Un soldat n'hésita pas à tirer sur lui et le tua. (Dépositions de De Landsheere, René et Richard Baudewin, témoins oculaires.)

A Baeygem, lors de la deuxième réquisition, en décembre 1916, parmi les hommes désignés se trouvaient plusieurs cultivateurs.

A Gavere : pour obliger les hommes qui s'étaient échappés des Z. A. B. à se rendre, on prit des otages, dont certains restèrent 15 jours en prison.

A Munte, un déporté qui s'était enfui, fut tué.

A Oosterzele : Pendant plus de deux ans, des paysans furent contraints d'effectuer journallement des transports, avec chevaux et voitures, à la plaine d'aviation de Scheldewindeke.

En novembre 1916, 63 personnes furent envoyées dans des Z. A. B. En septembre 1918, eut lieu une nouvelle réquisition et nombre d'hommes furent transportés à Sotteghem. Là, un certain Verhoest, Charles, tenta de s'échapper. Il fut tué d'un coup de fusil tiré sans avertissement. (Rapport du Bourgmestre.)

A Scheldewindeke : 158 personnes furent déportées dans le Nord de la France.

Un homme avait réussi à s'enfuir et à rentrer chez lui. Découvert par la police, il tenta de s'échapper et fut tué.

A Vurste : Sur les 54 réquisitionnés, à la fin de l'année 1916, il y avait 24 pères de famille.

A Dikkelvenne : 150 personnes furent déportées en octobre et novembre 1916. D'abord on ne prit que les célibataires, jusqu'à 35 ans. Dans la suite, on ne fit plus la distinction et l'on désigna même des cultivateurs.

En 1918, 25 personnes durent aller travailler à la plaine d'aviation de Scheldewindeke.

Arrondissement d'Audenaerde.

Le nombre total des déportés pour l'arrondissement s'élève à 11 406

233 d'entre eux moururent des suites de maladies ;

59 autres moururent d'accidents de travail ou de blessures de guerre ,

215 furent blessés ;

1032 ont eu leur santé ébranlée par les suites de leur déportation.

Les déportés furent en majeure partie dirigés d'abord vers le Nord de la France. En 1918, ils furent réquisitionnés surtout pour effectuer des travaux du côté du front, en Flandre Occidentale.

Les réquisitions se faisaient en général, au moment des contrôles mensuels des hommes en âge de milice (17 à 45 ans). A ces occasions, on retenait un nombre d'hommes déterminé à l'avance, on les conduisait dans un local, sous une escorte de soldats et, quelques heures après, on les embarquait dans des trains.

Il y eut parfois de véritables chasses à l'homme, spécialement durant la nuit. Des soldats entouraient un village, tandis que d'autres visitaient les maisons une à une pour conduire au chef de la kommandantur les hommes dont ils s'étaient emparés.

L'agent de la Geheim Polizei d'Audenaerde, Stoll, est accusé de deux meurtres commis dans les circonstances suivantes

1) A Etichove, Stoll rencontra dans un champ Geenens, Baidon, qui s'était évadé d'un camp de déportés ; il lui demanda sa carte d'identité. Comme Geenens n'en avait pas, il l'emmena et brusquement l'abattit d'un coup de revolver dans la nuque. Le meurtre fut commis le 24 juin 1918.

2) Le nommé Duhaut, Frédéric, s'était également échappé d'un camp de déportés en France. Depuis octobre 1916, il se cachait. Le 10 mai 1917, il commit l'imprudence d'aller à un pèlerinage à Kerselaere. Il fut rencontré par Stoll et un autre membre de la police secrète qui lui demandèrent sa carte d'identité. Il fut arrêté. Comme Stoll avait tiré son revolver, Duhaut sortit un couteau ; Stoll l'abattit immédiatement d'un coup de revolver. Duhaut mourut le 13 mai 1917.

A Renaix : le 3 novembre 1918, des ouvriers, pour échapper à la déportation, se tenaient cachés dans les caves de l'usine Lagache.

Découverts par un officier, ils prirent immédiatement la fuite à travers champs. L'officier donna l'ordre à ses hommes de tirer sur les fugitifs, au moyen de mitrailleuses. De Witte, Félix, fut atteint de 3 balles et mourut quelques jours plus tard.

Arrondissement de Termonde

La population ouvrière de l'arrondissement judiciaire de Termonde fut soumise à une exploitation à outrance. Les rapports détaillés du Procureur du roi de cet arrondissement, que nous publions ci-dessous, donnent des exemples frappants de la méthode employée par les Allemands pour opérer les réquisitions d'hommes dans la zone des étapes.

Pour l'intelligence de ce qui va suivre, il convient de noter qu'un office du travail (Arbeitsamt) avait été organisé dans les derniers mois de 1916 dans toutes les kommandanturs de l'arrondissement faisant partie de la région de l'Etape (la ville de Termonde elle-même, faisait partie du Gouvernement général). Dans ces kommandanturs, toutes les personnes du sexe masculin, de 15 à 60 ans, étaient munies d'une carte, dite carte de travail, délivrée par l'Arbeitsamt et sur laquelle il était marqué si le détenteur avait une occupation ou était sans travail. L'exhibition de cette carte facilitait la besogne des recruteurs d'ouvriers au moment des appels en masse ; son emploi n'empêcha pas toutefois l'enlèvement de gens occupés.

A Hamme : De toutes les communes de l'arrondissement de Termonde, la commune de Hamme a été la plus éprouvée. Les Allemands y pratiquèrent à vingt reprises différentes des réquisitions dont voici le détail.

- 1^{re} réquisition : 16 octobre 1916, comprenant 470 hommes. Ceux-ci furent envoyés à Rougeries, Marles, St-Gobert, Laon.
- 2^e réquisition : 26 octobre 1916, 251 hommes déportés vers Lesdins, Château, Porcin, Amagne, Darby, St-Quentin, Neuville, St-Amand, Coucy, Mézières s/Oise, May, Corbehem, Réthel.
- 3^e réquisition : 30 novembre 1916 ; 177 hommes pour Verdun, Billy, Longuyon.
- 4^e réquisition : 22 décembre 1916 ; 360 hommes dirigés vers St-Quentin, Neuville, St-Amand, Pierpont, Avesnes, Le Cateau, Hannégicourt, Moy, Stancourt, Lens, Fonciers.

- 5^e réquisition : 22 février 1917 ; 5 hommes (des bateliers) furent forcés de faire la navigation entre Gand, Valenciennes, Charleville.
- 6^e réquisition : 3 avril 1917 ; 11 hommes envoyés à Billy lez-Verdun.
- 7^e réquisition : 10 novembre 1917 , 12 hommes furent dirigés sur Mont Cornet lez-Marles
- 8^e réquisition : 24 juin 1917 , 414 hommes
- 9^e réquisition : 10 octobre 1917 ; 200 hommes
- 10^e réquisition : 17 octobre 1917 , 35 hommes
- 11^e réquisition : 14 décembre 1917 ; 337 hommes
- 12^e réquisition : 25 février 1918 ; 320 hommes pour le front belge.
- 13^e réquisition : 14 mai 1918 ; 173 hommes, destination inconnue
- 14^e réquisition : 21 mai 1918 ; 11 hommes, destination inconnue.
- 15^e réquisition : 4 juin 1918 ; 171 hommes, envoyés à Roulers et à Moorslede.
- 16^e réquisition : 7 juin 1918 , 39 hommes ,destination inconnue.
- 17^e réquisition : 18 juin 1918 , 93 hommes pour Bousbecque
- 18^e réquisition : 3 juillet 1918 ; 277 hommes
- 19^e réquisition : 27 juillet 1918 ; 18 hommes
- 20^e réquisition : 20 septembre 1918 ; 167 hommes

destination
inconnue

destination
inconnue

Ces réquisitions intéressent un peu plus d'un millier d'hommes dont un grand nombre furent appelés plusieurs fois. Tous furent embauchés de force. Les 177 hommes faisant partie de la 3^e réquisition (30 novembre 1916) furent arrêtés par des soldats allemands dans leur demeure

Tous ont été employés à des travaux dans la zone du front : travaux de construction de routes, voies ferrées, tunnels, démolition de maisons, creusage de fosses, etc

Sur 1000 déportés, 109 moururent à la suite des privations et des mauvais traitements qu'ils eurent à endurer (soit 10 %) C'est surtout parmi les premiers déportés que la mort fit des ravages : 15 % rentrèrent atteints de maladies diverses ; 5 % ont été frappés d'incapacité de travail totale ou partielle

Auteurs responsables : Freiherr von Marcken ; Oberleutnant und adjudant Dhoel ; Leutnant Müller, Major Pschorr, Ratley Polizei Unteroffizier.

A Zele : Dans cette commune, 567 hommes furent réquisitionnés. Les premières déportations se firent à la date du 24 octobre 1916. Les déportés furent expédiés sur Mézières, Bertincourt, St-Quentin, Itancourt, Verdun, Laon, Billy, Sedan, Réthel et autres points du front français. Ils y furent employés à des travaux de construction de routes, voies ferrées, à l'abatage d'arbres, etc. Un très grand nombre d'entre eux parvint à s'échapper, mais presque tous furent repris et sévèrement punis, parfois à coups de cravache. On cite Dhooge, René, qui en reçut un tel nombre, que le malheureux dut faire un séjour de trois mois à l'hôpital à la suite de cet odieux traitement.

Le procédé habituellement suivi pour forcer les hommes au travail était le suivant : arrivés à destination, on interrogeait les hommes pour savoir quels étaient ceux qui consentaient à travailler. Ceux qui refusaient, et ce fut de très loin le plus grand nombre, étaient mis dans une prairie, où on les laissait séjourner pendant 24, 48, voire même 72 heures sans boire ni manger. Contraints par la faim, ils se décidèrent alors à travailler pour échapper aux tortures qu'ils enduraient.

La deuxième déportation en masse se fit le 1^{er} décembre 1916. Les déportés qui en firent partie furent dirigés sur le front de France : Billy, Apremont, Mézières, etc.

Vinrent ensuite des réquisitions moins importantes à des dates variées. Il est à remarquer que dès le premier semestre de 1917, les déportés furent de préférence utilisés en Belgique ou sur le front des Flandres : Menin, Wervicq, Jabbeke, Halluin, Bousbecque, etc. Bon nombre de déportés furent même retirés des autres points du front pour être envoyés dans cette région.

49 déportés moururent à la suite de violences et de privations. Le régime auquel tous furent astreints fut horrible ; nombreux furent les cas de renvoi pour cause de maladie, ou les cas de maladie au retour. Les maladies les plus fréquentes furent : hydropisie, maladies des reins, affections cardiaques, rhumatismes, hernies, entérites. Plusieurs déportés furent tués ou blessés par les bombes ou les obus.

A Wetteren : on compte 979 déportés. La plupart furent invités à comparaître à la kommandantur de Termonde où se firent le triage et l'enrôlement. Une dizaine d'individus cependant furent déportés à la suite d'infractions aux règlements pris par l'occupant concernant la fraude, la détention de pigeons ou d'armes, etc. Un seul fut arrêté au moment où il se disposait à franchir la

frontière dans l'intention de rejoindre l'armée. Les déportés de ces dernières catégories furent expédiés en Allemagne : Senne-lager, Holzminden ou Hacken. Ils y furent principalement employés à des travaux de culture. Enfin, une dizaine d'individus furent arrêtés chez eux ou même dans la rue sans le moindre prétexte, et expédiés sur le front sans autre forme de procès.

La première réquisition se fit le 16 octobre 1916; elle comprit environ 300 hommes. Ils furent dirigés sur St-Gobert et Laon.

La deuxième déportation se fit le 25 octobre 1916 et comprit 100 hommes environ. On les expédia à St-Quentin, Neuville, St-Amand, etc.

La troisième déportation le 1 décembre 1916, comprenait environ 150 hommes. C'est encore vers le front français qu'ils furent acheminés. Villers, Romagne, Mézières, Billy, Verdun, Danvillers, etc.

Quatrième déportation le 23 décembre 1916; elle frappa approximativement 200 hommes. Ils prirent la même direction. St-Quentin, Verdun, Mézières, Uvillers, Bertincourt, Arras, Douai, etc.

D'autres réquisitions se firent encore mais moins nombreuses et à des dates irrégulières. Ce ne fut que dans le courant de l'année 1917, que les Allemands dirigèrent des déportés vers le front belge.

Tous les déportés, à de rares exceptions près, furent employés à des travaux d'ordre militaire : construction de routes et de voies ferrées, abatage d'arbres, travaux de terrassement, confection de tranchées et d'abris, transport de munitions, placement de réseaux de fils de fer barbelés. Le concours des réquisitionnés fut important dans la construction de la fameuse ligne Hindenburg.

Plus d'une fois les déportés durent fuir devant les obus et plus d'un fut blessé. Tous sont unanimes à se plaindre du manque de nourriture et des mauvais traitements qu'ils eurent à endurer. Soixante-douze d'entre eux moururent au cours de l'exil. Onze périrent à la suite de coups, les autres moururent d'inanition. Environ 250 furent renvoyés malades dans leurs foyers, incapables de continuer le travail. En dehors de ceux-ci, plus de cent durent suivre un traitement médical à leur rentrée. Environ 130 furent, au cours de leur exil, soignés dans des formations sanitaires allemandes, pour des maladies dues à l'épuisement physique et aux mauvais traitements. Environ 35 furent soignés dans les infirmeries à la suite des violences et des coups qui leur avaient été infligés.

par leur gardiens Plusieurs perdirent, dans une mesure plus ou moins grande, l'usage de la vue et de l'ouïe Une dizaine furent blessés à coups de bayonnette Plusieurs furent victimes d'accidents et revinrent estropiés

Les chiffres suivants sont de nature à établir l'état d'exténuation dans lequel se trouvaient les déportés à leur retour dans leurs foyers :

Claus Florent	pesait	77 kilos au départ	et 48 à sa rentrée
Latoir Maurice	114 »	»	68 »
De Croeve Jules	78 »	»	45 »
De Nys André	60 »	»	42 »
De Witte Elias	71 »	»	35 »
Van Houtte Arthur	74 »	»	38 »
Dauwe Jos	68 »	»	39 »

Une quinzaine d'hommes furent soumis deux fois aux réquisitions, c'est-à-dire, qu'après avoir été renvoyés chez eux, ils furent rappelés.

Environ 250 évasions se produisirent, mais presque tous les évadés furent repris et sévèrement punis

A Calcken : environ 190 personnes ont été déportées La grande majorité des réquisitions fut opérée suivant le procédé ordinaire : ordre était donné à la population mâle de se rendre à la kommandantur ; le troupeau était dirigé soit sur Termonde, soit sur Wetteren où se faisait un triage ; les hommes choisis étaient immédiatement dirigés sur l'unité qui leur était assignée

Pour Calcken, il y eut également plusieurs séries de déportations La première date du 16 octobre 1916 ; les réquisitionnés de cette date furent envoyés à St-Gobert et ensuite à Aulnois sous Laon Ils y furent presque exclusivement employés aux travaux de la voie ferrée Le second convoi fut organisé le 25 octobre 1916 Il fut dirigé sur Mézières Les déportés y furent occupés à des travaux divers : entretien de route, travaux de transport, travaux de défense, manipulation de munitions Certains même furent forcés d'aider l'ennemi dans ses travaux de destruction des usines du Nord de la France

Le 30 novembre, une nouvelle levée fut faite Ceux qui en firent partie furent envoyés à Billy et dans d'autres localités de France Ils y effectuèrent des travaux variés

Les déportés de ces trois catégories se plaignent tous très amèrement d'avoir subi des traitements inhumains : nourriture

insuffisante, froid et intempéries, violences innombrables, coups de bâton et de crosse Le déporté Bersyn, Remi, notamment, fut atteint à l'œil d'un coup de bâton dont les conséquences nécessitèrent son admission à l'hôpital Les déportés de St-Gobert durent travailler pieds nus en hiver pendant plusieurs jours, certains même pendant plusieurs semaines

Diverses déportations se produisirent également à des dates irrégulières Ce furent celles dues à certaines infractions à des règlements allemands, ou à la fantaisie des policiers ennemis

Dans les premiers mois de l'année 1918, de nombreuses réquisitions furent opérées, mais les déportés furent alors principalement envoyés dans des communes belges situées à une certaine distance du front belge, telles que Aerseele, Thourout, Quatrecht, etc Les déportés y furent employés aux travaux du chemin de fer

Enfin, lors de la première offensive, quelques réquisitions eurent lieu Les officiers O Reppert et Helling de la kommandantur d'Overmeire avaient donné l'ordre d'arrêter les personnes de 16 à 35 ans. Celles-ci furent employées à Gysegheem à l'abatage ou au transport d'arbres Le salaire, surtout dans les premiers temps, était en général dérisoire (25 à 40 pf)

Dix déportés de Calcken moururent en captivité Deux ne survécurent pas à leurs souffrances et moururent peu de temps après leur retour. Presque tous ceux qui ont travaillé en France ou sur le front belge sont rentrés malades et totalement exténués

Fait caractéristique : le déporté Verschraegen, Emile, âgé de 26 ans, pesait à peine 42 kilos à son retour.

A Baesrode : Cette commune compte environ 200 déportés Comme partout ailleurs, les victimes furent convoquées à la kommandantur et immédiatement enrôlées Trois grandes levées furent faites :

1°) celle du 16 octobre 1916 qui comprit environ 75 hommes. Ceux-ci furent dirigés sur St-Gobert pour y effectuer des travaux de terrassement ou pour travailler à l'établissement de voies ferrées.

2°) celle du 25 octobre 1916 comprenant une cinquantaine d'hommes. Ceux-ci furent employés dans les environs de Neuville, St-Amand, à la construction de la ligne Hindenburg.

3°) celle du 30 novembre 1916 comprenant une trentaine d'hommes qui furent dirigés sur Billy, où ils furent occupés à des travaux d'ordres divers : entretien des routes, coupes d'arbres, voies ferrées, etc.

A part ces levées en masse, de nombreuses déportations eurent lieu à des dates irrégulières. Ceux qui en firent partie furent dirigés principalement sur le front français pour y travailler aux voies ferrées, à l'entretien des routes et à la construction de baraquements.

Il va de soi que les déportés ne restaient pas en permanence au même endroit. Ils voyagèrent derrière le front et certains même réussirent à obtenir un emploi à l'arrière. Le salaire, au début, était ordinairement de 30 pf par jour. Vers la fin, il eut une tendance à s'élever et certains gagnèrent jusqu'à 5 et 6 marks par jour.

A St-Gilles-lez-Termonde : La commune compte 355 déportés. Toutes les réquisitions se firent à l'initiative de la kommandantur de Termonde. Un certain nombre d'ouvriers du chemin de fer qui avaient refusé de travailler pour l'ennemi furent déportés. Enfin, quelques non-chômeurs furent également arrêtés et réquisitionnés, d'autres qui avaient encouru des peines d'amendes furent expédiés à Sedan dans un bataillon pénitentiaire.

La première réquisition en masse se fit le 16 octobre 1916. 105 hommes furent enlevés et dirigés sur St-Gobert pour y travailler à des travaux de terrassement et à la construction de voies ferrées.

La seconde réquisition, celle du 25 octobre 1916, comporta environ 70 hommes. Ceux-ci durent effectuer des travaux de terrassement, enterrer les morts, creuser des tranchées, construire des routes et des voies ferrées.

Le 1^{er} décembre 1916 un convoi composé d'environ 40 hommes fut dirigé sur le secteur de Verdun. Ces déportés y creusèrent des tranchées et furent employés à l'abatage d'arbres, la construction et l'entretien des routes et l'établissement de voies ferrées.

Du 20 au 27 décembre 1917, les déportations se succédèrent par petits groupes. Une cinquantaine d'hommes, dont une dizaine d'ouvriers de chemin de fer de l'État qui avaient refusé de se mettre au service de l'ennemi, furent déportés à St-Gobert. On les utilisa à des travaux de terrassement et de construction de voies ferrées et on les fit même travailler dans des dépôts de munitions.

En dehors de ces dates, de nombreuses déportations se produisirent vers le front français.

Dans le courant de l'année 1918, une quarantaine d'hommes furent déportés vers diverses localités des Flandres, telles que Aerssele, Audenaerde, Courtrai, (travaux de terrassement), Zedelghem, (réparation de canons et de mitrailleuses) ; Roulers, Staden,

Passchendaele, Moorslede, Zarren, (construction de baraquements).

Sur 355 déportés, dix moururent en exil, par suite des privations endurées; quatre succombèrent peu de temps après leur retour. 70 furent atteints de maladies diverses (tuberculose, maladie des voies respiratoires, dysenterie, faiblesse générale, fièvre typhoïde, hydropisie, maladie des reins, etc)

La grande majorité eut à souffrir des violences et des sévices.

A Massemen : Dans cette commune les déportations commencèrent fin octobre 1916. 68 personnes furent réquisitionnées par l'autorité allemande. Sauf dans 4 ou 5 cas où il s'agit de prisonniers extraits de la prison pour être expédiés dans un « strafbataillon » (bataillon pénitentiaire) à Sedan, la procédure suivie fut la suivante :

L'autorité allemande, par l'intermédiaire de l'administration communale invitait un certain nombre de personnes à se présenter à la kommandantur de Termonde. A ce contrôle, l'ennemi prenait possession de ses victimes et les dirigeait sans retard sur l'arrière du front de Flandre ou de France, c'est-à-dire à Mézières, Billy, Hoogdele, Roulers, St-Quentin, Bousbecque, etc

Les déportés y furent employés à des travaux de nature diverse. travaux de terrassement, coupes de bois, construction de voies ferrées, curage des fossés, entretien de routes. Bon nombre même fut employé à certains moments à la construction d'ouvrages de défense militaire et à des travaux divers dans les parcs de munitions.

En 1918, plusieurs furent destinés à faire la moisson dans les environs de Cortemark.

Cinq sont morts au cours de leur exil, à la suite des privations qu'ils eurent à souffrir. Deux sont morts peu de temps après leur retour au foyer. Une vingtaine furent atteints de diverses maladies telles que : pleurésie, bronchite, rhumatismes, cécité provenant de faiblesse, pieds et mains gelés, épuisement total.

Tous sont unanimes à se plaindre du froid et du manque de nourriture.

La quasi totalité affirme en outre avoir été malmenée par les soldats et des sous-officiers : presque tous ont eu à endurer des coups de bâton ou des coups de crosse.

A Cherscamp : On compte 9 déportés. Ils furent réquisitionnés fin 1916 et envoyés sur le front français. Tous se plaignent

d'avoir subi des violences Deux furent renvoyés dans leurs foyers pour cause de maladie Les sept autres passèrent également par des hôpitaux allemands. Un d'eux est rentré atteint d'affection cardiaque. Un autre a souffert longtemps après son retour d'eczéma chronique généralisé des deux jambes, pour avoir séjourné plusieurs jours dans l'eau.

A Tamise : les réquisitions se firent de la manière ordinaire ; invitation à se présenter au contrôle.

Quatre réquisitions eurent lieu :

1^{re} réquisition : le 11 novembre 1916 Elle comprit environ cent individus et fut faite à l'intervention du commandant Thon et du feld-webel Menecken Avant d'être déportés, les malheureux furent promenés et exhibés dans les environs de Lokeren et de St-Nicolas On les dirigea ensuite sur le camp de Soltau, d'où ils furent dispersés et envoyés à Meckelingen, Lichtenhorst, Munsterlager, Bremen, Duivelsmoor, Bedenbostel, etc

On les employa à des travaux de culture, à l'assèchement de marais, la construction de travaux de voirie, etc. Certains durent travailler dans des mines de sel et dans diverses usines, notamment dans la fabrique de munitions « Machine und Armature Fabriek, Klein, Chauzline und Bekke » à Krakenthal, où se faisait la fabrication de pièces pour sous-marins. La plupart de ces déportés se plaignent d'avoir eu à subir de mauvais traitements et des violences Beaucoup revinrent atteints de bronchites, rhumatismes, ulcères, hydropisie, etc.

La 2^e réquisition se fit le 30 novembre 1916, également à l'intervention du commandant Thon et du feldwebel Menecken Elle comprit 380 hommes. Ceux-ci furent dirigés sur le camp de Guben et de là on les envoya dans diverses directions.

Une 3^e réquisition fut faite le 21 octobre 1918 par le lieutenant Porath. Les réquisitionnés, au nombre de 400, furent conduits à St-Amand-lez-Puers pour y effectuer des travaux militaires à l'Escaut La plupart s'évadèrent après deux ou trois jours.

Dernière réquisition : le 1^{er} novembre 1918 par le hauptmann Escher officier de la Zivilverwaltung, à Tamise. Les civils au nombre de 40 furent expédiés à Beveren-Waas, pour y

creuser des tranchées, mais, eux aussi, s'enfuirent pour la plupart après deux jours

Seuls, les chômeurs furent réquisitionnés. Ceux qui purent établir qu'ils avaient du travail furent exemptés

A Alost : Cette ville compte 1119 réquisitionnés, sur une population de 30 000 habitants.

Il y a trois grands centres sur lesquels les hommes furent dirigés. Le Cateau, Onville et Maurois. Cependant, un assez grand nombre en fut envoyé directement à Waville et Amaville.

La plupart de ceux qui partirent pour Le Cateau passèrent par après par Ors et Marcquigny ou bien par Vandencourt.

Ceux de Onville allèrent à Amaville ou Waville. Ceux de Maurois passèrent par Vandencourt et Marcquigny. Il y a encore d'autres localités où ils allèrent travailler telles que : Giraumont, St-Julien, Vadelainville, Bertry, etc. Après avoir été forcés par la faim ou les mauvais traitements à signer un contrat de travail, beaucoup allèrent à Marcquigny, Dommartin, Hirson, etc.

Le fait que plusieurs d'entre eux s'évadèrent, prouve bien que ces hommes n'étaient que des soi-disant volontaires ne cherchant qu'une occasion favorable pour s'échapper.

Ces déportés furent occupés surtout à des travaux de terrassement, à des constructions et entretiens des routes et des voies ferrées ; à charger et décharger des matériaux de guerre ; à construire des abris et des tranchées. L'enlèvement s'est fait par deux grandes réquisitions : la première à la date du 16 octobre 1916, vers Maurois et Le Cateau ; la seconde à la date du 9 novembre 1916 vers Onville et Vadelainville. Dans la suite, des enlèvements d'hommes furent encore opérés pendant la nuit, mais plus en masse.

Les enlèvements se faisaient d'après un choix, car les Allemands n'ont déporté que des ouvriers, à l'exception de quelques cultivateurs.

Tous les déportés se plaignent d'avoir souffert de la faim.

Quarante sont morts dont 38 réquisitionnés par le lieutenant Forch et 2 réquisitionnés par le Commandant Sanguinetto. De ces 40 victimes, 23 sont mortes en exil, 16 à Alost et une à Gand.

La grande moitié des réquisitionnés se plaint d'avoir subi des mauvais traitements consistant surtout en coups de crosse, de bâton, de cravache, en coups de pied et en coups de poing. Quatre ont été forcés de travailler les pieds nus dans la neige et deux ont été frappés avec des bâtons armés de clous.

Six sont revenus mutilés, d'autres tuberculeux, d'autres encore ont eu les pieds gelés ou sont devenus incapables de travailler ; un grand nombre étaient encore en traitement chez des médecins au mois de juillet 1919.

A Waesmunster : Il y eut 135 déportés

La première levée — 23 octobre 1916, — comprenait environ 50 hommes, pris lors d'un contrôle organisé à la gare de Sinay et dirigés sur Rieux, où ils furent employés aux travaux de construction d'un chemin de fer. Dans la suite ils séjournèrent à Blaton, Denain, Exaudoin et autres villages situés derrière le front.

La seconde levée en masse eut lieu le 5 décembre 1917, lors d'un contrôle à la maison communale de Waesmunster ; elle comprenait environ 40 hommes, qui furent dirigés sur Aerseele, Thielt, Ruyssede, Deynze, où ils furent employés à la construction de chemins de fer et d'obstacles en fil de fer.

Retournée à Waesmunster vers la fin de février 1918, cette même équipe fut rappelée le 25 mai 1918 et dirigée sur Halluin pour y aider au déchargement de munitions.

En outre, il y eut quelques déportations isolées lors des contrôles à la suite de condamnations encourues. Quelques victimes de celles-ci furent envoyées à Dusseldorf ou incorporées à une compagnie de discipline (Sedan ou Ehy).

À l'exception de ceux qui furent déportés à la suite d'une condamnation et qui ne reçurent que 30 pfs par jour, tous furent payés dès le début à raison de deux marks et touchèrent au bout de quelque temps des salaires de 4, 5, 6, jusque 7 marks par jour.

Une trentaine de déportés se plaignent de mauvais traitements (coups). Un seul, le nommé Temmerman, François, précise avoir été frappé à Blaton par Karl Ussenhoven, de Dusseldorf.

De Mulder, François avait reçu tant de coups, qu'à son retour il portait 21 cicatrices ; il ne peut désigner le coupable de ces brutalités.

Cinq déportés se plaignent de la mauvaise nourriture. Une dizaine ont été admis dans les hôpitaux situés derrière le front ou sont revenus malades. Quatre sont décédés : 1) Nélis Maurice, décédé le 2 septembre 1917 à l'hôpital de Valenciennes à la suite du manque de nourriture et de mauvais traitements ; 2) Van Hemelryck Camille, tué fin décembre 1916 par un coup de feu tiré par une sentinelle au moment où il s'en allait mendier du pain ; 3) Van

Gesteruyen Cyrille, décédé le 19 juin 1917, à l'hôpital de Valenciennes à la suite des mauvais traitements subis; 4) Permentier François, ayant contracté un froid à Denain fut obligé de rester au travail pendant deux jours, grelottant de fièvre, admis à l'hôpital de Valenciennes le 13 février 1917, il y fut extrêmement mal soigné, il dut coucher sur une planche et ne reçut comme nourriture qu'un morceau de pain sec et une assiette de « soupe de betteraves », ramené à Waesmunster le 2 avril 1917, le dos couvert de plaies, il y expira au bout de quatre jours.

A Lokeren : Il y eut environ 650 personnes déportées et incorporées de force dans les bataillons de travailleurs

Le premier enlèvement, le plus important, se fit vers le milieu du mois d'octobre 1916 (14, 16, 18 octobre). Le second enlèvement en masse eut lieu au début du mois de novembre de la même année. Plus tard, dans le courant des années 1917 et 1918, il y eut de temps en temps encore quelques hommes enrôlés dans les Z. A. B lors des contrôles mensuels.

Le chômeurs furent convoqués par voie d'affiches et même au moyen de convocations adressées individuellement à chacun d'eux.

Les victimes furent rassemblées et parquées dans les salles de danse où on les enferma pendant un ou deux jours; quelques hommes atteints de maladies ou infirmités graves, les rendant inaptes au travail, furent renvoyés dans leurs foyers.

Les récalcitrants furent recherchés et pourchassés par la police allemande, qui vint souvent les surprendre et les arrêter pendant la nuit. Dans beaucoup de cas on enleva même le père, la mère, l'épouse, les enfants du réquisitionné réfractaire et on les enferma jusqu'à ce que leur parent vint se présenter au contrôle.

Les victimes furent expédiées en masse vers les communes situées immédiatement derrière le front en Flandre et dans le Nord de la France. C'est ainsi que les déportés du mois d'octobre furent dirigés presque tous sur Rieux et Avesnes, ceux de novembre sur Le Quesnoy. Dans la suite ils séjournèrent successivement à Cortemarck, Lendelede, Aerseele, Solesmes, Cambrai, Escaudain, Ath, etc., etc..

Cinq d'entre eux furent incorporés à la compagnie de discipline de Sedan. La généralité des déportés de Lokeren furent incorporés au Z. A. B. 1. Quelques-uns aux Z. A. B. 3, 14 et 21.

Partout ils furent employés à des travaux de terrassement, construction de voies ferrées, creusement de tranchées, construction d'obstacles en fil de fer, déchargement de munitions, etc. Les

artisans, tels que menuisiers et maçons, aidaient à construire des baraques.

Au début tous étaient payés à raison de 30 pfennings par jour. Au bout de quelques semaines la plupart touchaient un salaire de 2, 3, et parfois 4 et 5 marks.

Tous sans exception se plaignent du manque de nourriture et du mauvais couchage. On les laissa parfois plusieurs jours sans nourriture ou au régime du pain sec.

Sur les 650 déportés, 250 environ sont revenus atteints de blessures et d'infirmités : rhumatismes contractés en couchant sur une mince couche de paille étendue sur les pavements des usines, pieds et mains gelés, dysenteries, hydropisies, hernies, pour certains même perte d'un œil (2), d'un doigt, d'une phalange, perte de l'ouïe (1), à la suite de mauvais traitements ou d'accidents de travail.

Trois déportés eurent une ou plusieurs dents cassées par des coups de crosse reçus en plein visage. Les 2/3 se plaignent des mauvais traitements qu'ils eurent à subir : coups de bâton, coups de pied, coups de crosse, coups de bayonnette même, ayant entraîné souvent une incapacité de travail.

A Termonde : La ville de Termonde faisait partie du Gouvernement général. Elle avait été pillée et presque totalement détruite par l'incendie en septembre 1914. Le reste de sa population vivait dans des conditions misérables. Il y eut toute une série de réquisitions de travailleurs.

Par ses ordres des 11 et 22 octobre 1916, Pschoor, Etappenkommandant, réclame 458 hommes.

Par son ordre du 6 novembre 1916, Doehl, oberleutnant, réclame 6 ouvriers électriciens et par son ordre du 23 janvier 1917, 23 travailleurs.

Van Call, Hauptman et Etappenkommandant par son ordre du 20 novembre réclame 120 hommes.

Le 22 février 1918, Buningen, Rittmeister réclame 27 pilotes et ouvriers bateliers (schippersgasten).

Par son ordre du 11 mai 1918, Jung, Hauptmann, réclame 59 travailleurs.

Bartels, Leutnant, en réquisitionne 198 par ses ordres des 27 et 31 mai, 4 et 15 juin, 4 octobre 1918.

Le 11 juillet 1918, Bauer, Hauptmann en réclame 26.

Le 23 octobre 1917, von Gall, l'Etappenkommandant donnait l'ordre de s'emparer de tous les travailleurs civils fugitifs. En

cas d'insuccès, on prendrait des otages et pour chacun des hommes non repris, la ville devrait payer une amende de 1000 marks

Les cafés furent fermés, tous les passeports retirés et les habitants ne purent sortir après 5 heures

Faits particuliers

A Alost : Cette ville eut particulièrement à souffrir, du fait d'un officier allemand Sanguinetto ⁽¹⁾, arrivé à Alost en qualité d'adjudant et devenu commandant effectif de la kommandantur à la fin décembre 1917.

Sanguinetto avait donné l'ordre de tuer tous les ouvriers réquisitionnés qui tenteraient de s'évader.

On allait parfois prendre les jeunes gens, la nuit, les faisant sortir de leur lit; on les transférait à la gendarmerie, jusqu'au moment de leur départ pour Sedan ou ailleurs

Sanguinetto infligeait des punitions collectives lors d'évasion de travailleurs; il interdisait, notamment dans ce cas, à la population, de sortir le dimanche, à partir de 3 heures et ordonnait la fermeture de tous les lieux publics

Deux jeunes gens furent abattus à coups de fusil, alors qu'ils tentaient de s'échapper du groupe de déportés pendant le trajet de la caserne de gendarmerie à la gare. L'un fut ainsi tué le 8 juin, l'autre le 4 août 1918. Chaque fois, les gens qui voulurent porter secours à un compatriote blessé et gisant à terre, furent brutalement écartés.

A Lede : Rarschaert, Clément, qui avait été déporté, avait réussi à s'évader. La gendarmerie était à sa recherche. En septembre 1918, il se trouvait un soir chez les époux De Sadeleer. La maison fut cernée, vers 11 heures du soir, par une quinzaine de soldats allemands. Rarschaert fut tué d'un coup de fusil au moment où il apparut à une fenêtre. Les soldats étaient sous les ordres du gendarme Rittner, Auguste, attaché à la kommandantur de Wetteren.

A Termonde : Le 5 septembre 1918, le policier secret Bauer tira un coup de revolver dans la direction d'un groupe de personnes qui avaient fui au moment où il réclamait la production des cartes

(1) L'Oberleutnant Sanguinetto a déjà été cité à Ruysselede et à Aeltre; partout il fut signalé pour sa brutalité.

d'identité ; une femme sortant d'un magasin fut atteinte à la jambe par le projectile.

A Zele : Les frères Van den Steen, Alphonse et Auguste, avaient réussi à s'évader au cours d'une réquisition. Ils furent rencontrés le 12 novembre 1918, par des policiers qui leur demandèrent leurs papiers; comme ils n'en avaient pas, on voulut les arrêter. Une lutte s'ensuivit, au cours de laquelle des policiers furent blessés; les frères Van den Steen parvinrent à s'échapper. La retraite de Van Steen Auguste fut découverte; une expédition fut organisée par Stettener, le chef de la gendarmerie de Wetteren. Van den Steen fut tué d'un coup de fusil. Il semble qu'il y ait eu lutte entre lui et les gendarmes.

Dans ce cas-ci, tout à fait exceptionnel, les Allemands pourraient peut-être soutenir qu'ils étaient en état de légitime défense, Van den Steen ayant opposé de la résistance. Quoiqu'il en soit, cet exemple montre que les souffrances endurées par les déportés étaient telles, qu'ils préféraient risquer la mort à peu près certaine, plutôt que de retourner dans les bagnes d'où ils venaient.

A Lokeren : Les ouvriers réquisitionnés de Lokeren, pouvaient en général, rentrer chez eux le samedi soir. Ils devaient passer le contrôle à la gare ou au Meldeamt.

Le 17 septembre 1918, Lattrez, Cyrille, d'Ardoye, qui était réquisitionné, avait suivi les permissionnaires sans autorisation. Arrivé à la gare, pour échapper au contrôle, il voulut prendre une autre voie et se mit à courir. L'Allemand Eysel, dirigeant l'Arbeitsamt, donna l'ordre à un soldat de tirer sur Lattrez. Le soldat refusa; Eysel prit alors un fusil et tira, atteignant Lattrez au bas ventre. Lattrez fut transporté à l'hôpital, où il dut rester jusqu'au 23 janvier 1919.

A St-Nicolas-Waes : Un jeune homme du nom de Willssens, cherchait à échapper à la réquisition. Le 23 octobre 1918, pour ne pas devoir montrer ses papiers, il se cacha dans un hangar. Il fut découvert par le gendarme Hannewinckel, qui l'abattit d'un coup de feu.

A Belcele : Dans la nuit du 6 au 7 juin 1918, 2 gendarmes accompagnés de 5 soldats et de 2 gardes-champêtres, étaient à la recherche des réquisitionnés évadés. Ils arrivèrent à un cabaret tenu par Haentjens, où ils pensaient qu'un jeune homme du nom de De Mol, se trouvait. Effrayé par le bruit, le fils Haentjens sortit

de la maison armé d'une fourche. Dès qu'il vit les Allemands, il jeta la fourche, mais essuya néanmoins un coup de feu qui l'atteignit à la jambe. Il s'empara alors à nouveau de la fourche, mais fut atteint par un second coup de feu dans le dos. Sa mère accourue au bruit, fut prise à la gorge et renversée. Les Allemands pénétrèrent alors dans la maison, où se trouvaient les deux autres fils Haentjens qui furent également blessés. Aucune des blessures n'eut de suites mortelles. Les deux gendarmes étaient Feuehelm et Sasse.

A Overmeire : La nuit du 29 au 30 janvier 1918, le lieutenant Grotjan, Chef de l'Arbeitsamt de Wetteren, fit encercler la commune, rassembla les hommes de 15 à 60 ans, dont plusieurs avaient à peine eu le temps de se vêtir. Pendant 4 heures, ils furent exposés au froid, puis emmenés à Wetteren, où ils furent détenus pendant plusieurs jours.

A Berlaere : Le 16 septembre 1918, toutes les personnes sous contrôle furent convoquées sur la place publique de Berlaere. Pendant le rassemblement, le lieutenant Koch survint comme un furieux et commanda aux soldats de charger leurs armes et de tirer sur ceux qui tenteraient de s'en aller.

Trois personnes manquant à l'appel, Koch s'emporta contre le bourgmestre, le menaça de la prison, et frappa le secrétaire communal d'un violent coup au côté.

Il prit ensuite 7 otages, qui devaient répondre du retour de leurs parents réquisitionnés réfractaires et les fit transférer à la prison de Wetteren. Parmi ces otages, il y avait trois jeunes garçons de 17 ans.

A Lebbecke : La commune fut frappée d'une amende 27 000 marks, parce que les réquisitions d'hommes rencontraient de la résistance dans la commune. De plus, le bourgmestre, le secrétaire communal et le commissaire de police, furent condamnés chacun à une amende de 3000 marks, parce que la population masculine ne mettait pas assez de spontanéité à se soumettre aux réquisitions.

A Waesmunster : La commune fut condamnée à 28.750 francs d'amende, le 9 septembre 1918, parce que des travailleurs réquisitionnés s'étaient évadés.

A Stekene : La commune fut frappée d'une amende de 37.000 marks, pour l'évasion de 37 travailleurs.

A St-Nicolas-Waes : Nous signalons la dernière réquisition d'hommes, faite à St-Nicolas-Waes, dans des conditions particuliè-

rement brutales. Voici le récit qu'en a fait M. le Procureur du roi de Termonde :

Pendant les dernières semaines de l'occupation, l'Ortskommandantur de St-Nicolas-Waes avait pour chef un certain Rincke, major, un certain Porath, lieutenant, y était attaché

Ils se sont signalés par des procédés inhumains et de la plus révoltante illégalité. Cinq ou six cents personnes, classées comme aptes au service militaire, ont été enfermées ; il s'agissait de recruter des travailleurs pour effectuer des travaux de défense dans la position fortifiée d'Anvers. Pendant plusieurs jours, les personnes ainsi arrêtées ont été parquées dans un local qui eût à peine pu en contenir deux cents. Ils y ont souffert de la faim (les Allemands ne les nourrissaient pas, et il fallut user de ruse pour les ravitailler) et des intempéries, une partie du local étant à ciel ouvert. L'intervention d'un Hollandais ne parvint à faire relâcher que quelques-uns des captifs. Le lieutenant Porath avait dit d'ailleurs « Ces Schweinhunden doivent mourir ». Après cette libération, le lieutenant Porath n'ayant plus le nombre d'hommes qu'il lui fallait, envoya des gendarmes faire la chasse dans les rues et dans les maisons, pour remplacer ceux qu'il avait renvoyés. Porath ayant vu qu'on avait passé de la nourriture à ses prisonniers par dessus les murs, donna ordre de tuer ceux qui tenteraient encore de communiquer avec l'extérieur de cette façon.

Beaucoup de ces malheureux sont devenus malades, et ont dû être renvoyés ; ils croupissaient dans les ordures. Un médecin s'était présenté pour voir un malade, il fut grossièrement insulté par Porath et jeté dehors par les soldats.

Le Hollandais dont il a été question, obtint enfin que les parents des reclus fussent autorisés à venir leur apporter de la nourriture ; les malheureux venaient un à un à la porte faire un rapide repas.

Quelques jeunes gens (5 ou 6) sont morts à la suite des traitements qu'ils ont endurés.

Les hommes, après cette détention, furent employés à des travaux de défense militaire. La plupart s'évadèrent ⁽¹⁾.

(1) Il est à noter que l'on était à la veille de l'effondrement allemand et que la surveillance des déportés se désorganisait.

*La déportation dans le Hainaut.**(Zone d'étapes de la 1^{re} Armée.)**Arrondissement de Tournai.*

Il y avait dans l'arrondissement de Tournai 3 kommandanturs d'étape . à Tournai, à Antoing et à Velaines Leurs commandants rivalisèrent de zèle et de cruauté dans l'organisation de la déportation des travailleurs belges

Les conditions de l'enlèvement des hommes furent des plus pénibles. Arrachés brusquement à leurs familles, parfois même en pleine nuit, les victimes étaient en général dirigées par camions automobiles aux lieux de concentration (spécialement en France), où ils étaient incorporés dans un bataillon de travailleurs civils Quand un travailleur ne se présentait pas, souvent des membres de sa famille étaient arrêtés et gardés en prison, jusqu'à ce que le récalcitrant se mît à la disposition des Allemands

A Tournai : Le général major Hoppfer, chef de la kommandantur de Tournai, depuis octobre 1916, réquisitionna d'abord les chômeurs, puis les autres ouvriers Il organisa des perquisitions et arrestations au domicile des ouvriers ; il imposa des rassemblements en plein air ou à la prison

L'histoire des événements qui se succédèrent à Tournai, lors des déportations, est particulièrement suggestive. On y voit d'une part la résistance énergique des autorités communales belges et de la population civile, d'autre part, l'impitoyable rigueur des Allemands décidés à faire exécuter coûte que coûte les ordres reçus.

Le 29 septembre 1916, la ville fut requise par l'autorité militaire allemande de mettre à sa disposition 50 ouvriers maçons, menuisiers et terrassiers, qui auraient à exécuter des travaux dans l'enceinte de la gare du chemin de fer, moyennant un salaire de 3 francs par jour.

L'échevin Wibaut répondit que cet ordre était contraire à l'article 52 de la convention de La Haye.

Le 2 octobre 1916, le général Hoppfer, commandant de l'étape, écrivit au bourgmestre :

« Vous avez refusé de mettre à notre disposition des ouvriers pour des travaux qui ont des rapports avec les choses militaires J'attire votre attention sur ce point, que les ordres donnés par moi, doivent être exécutés sans aucune discussion. »

Il menaçait ensuite la ville de peines diverses, au cas où elle persisterait dans son attitude

Hoppfer ne daignait donc pas discuter le point de vue auquel se plaçait l'autorité communale ; au contraire, il reconnaissait que les travaux avaient « des rapports avec les choses militaires », mais il n'entendait pas moins les imposer

L'administration communale se décida alors à publier une affiche par laquelle elle annonçait que les Allemands réclamaient des ouvriers et que l'administration était sommée de les fournir, sous menace de peines sévères. Personne ne se présenta.

Hoppfer désigna alors lui-même les ouvriers, le 6 octobre, déclarant que chaque ouvrier ne se présentant pas serait arrêté et déporté en Allemagne, à moins que quelqu'un ne prit sa place volontairement ; il déclarait en outre, qu'avec chaque transport d'ouvriers en Allemagne, on ferait partir également un membre de l'administration de la ville, conseillers communaux compris

Hoppfer, voulant créer des chômeurs, interdit jusqu'à nouvel ordre les travaux d'utilité publique et exigea qu'une liste des hommes employés à ces travaux lui fut remise avant le 9 octobre

Aucun des ouvriers convoqués ne s'étant présenté, les gendarmes vinrent les arrêter chez eux. Ils furent incarcérés, au nombre d'une cinquantaine à la prison ; 31 d'entre eux furent gardés et dirigés le 11 octobre vers la gare, à destination de l'Allemagne

L'échevin Wibaut, que les Allemands considéraient comme l'âme de la résistance, fut déporté avec eux

Le jour où ces événements se passaient, Hoppfer faisait publier un avis, par lequel il signalait la déportation et annonçait qu'en cas de récidive, « d'autres transports et d'autres mesures seraient ordonnées. »

Voulant sans doute éprouver l'effet de ces menaces, il transmit, le 11 octobre également, une nouvelle réquisition à la commune. 25 journaliers et 25 maçons devaient se trouver le 13 courant, à Pont à Chin (il s'agissait d'aménager en cet endroit, un grand champ d'aviation). Il fut ordonné à la ville d'informer de cet ordre les ouvriers et maçons se trouvant sur la liste des électeurs, en commençant par la lettre D et en prenant successivement les lettres suivantes, jusqu'à ce qu'on ait désigné non seulement les 25 premiers journaliers et premiers maçons, mais encore un nombre égal de ces ouvriers, qui viendraient comme réserve

L'administration communale prévint les intéressés, mais personne ne se présenta. Dans la nuit du 13 au 14, la police allemande

se rendit au domicile des réquisitionnés , mais nombre d'entre eux s'étaient cachés Elle réussit à s'emparer de 42 personnes qui furent incarcérées et conduites le 16 octobre en auto-camion au lieu du travail, avec 5 autres ouvriers dont on avait découvert la retraite

75 autres personnes avaient été désignées pour se trouver le 15 octobre à Pont à Chin L'ordre n'eut pas plus de succès que le précédent et fut suivi d'une nouvelle arrestation de 53 ouvriers, qui furent envoyés le lendemain au travail

Le 16 octobre, on avisa 40 menuisiers et forgerons qu'ils devaient se trouver à Pont a Chin le surlendemain. Bravant les menaces, ils n'obéirent pas plus que les autres Les arrestations nocturnes et les déportations se reproduisirent comme les fois précédentes.

De plus, à partir du 18 octobre, les Allemands organisèrent de véritables battues, arrêtant dans la rue tous ceux qu'ils présumaient être des ouvriers 188 personnes furent ainsi arrêtées le 18, les jours suivants, cette chasse à l'homme continua On conduisait dans la journée les victimes à la prison ; le lendemain matin, on les en faisait sortir pour les transporter au travail dans des auto-camions et d'autres malheureux venaient occuper leur place en prison pour y attendre le départ.

Hoppfer n'en continuait pas moins à insister auprès de l'administration communale ; il exigea pour le 2 novembre, au plus tard, la liste de tous les hommes âgés de moins de 50 ans Par une résolution votée le 20, le conseil communal refusa « de fournir des armes contre ses propres enfants »

La réponse allemande ne se fit pas attendre : le 22 octobre, par un avis de Hoppfer, il fut défendu pendant 7 jours à la population de quitter les maisons à partir de 6 heures du soir jusqu'à 7 heures du matin ; les magasins, cafés et cinémas devaient fermer leurs portes à 6 heures du soir.

Le 23 octobre, la municipalité reçut la lettre suivante, reproduite ici textuellement, qui révèle un état d'esprit caractéristique :

A la ville de Tournai

Il y a une prétention sans exemple et une parfaite méconnaissance de la situation créée par l'état de guerre, quand la ville se permet, par décision du conseil communal, de s'opposer aux ordres de l'autorité militaire du pays occupé.

L'état des choses, simple et clair, est plutôt celui-ci : l'autorité militaire ordonne et la ville obéit. Autrement, elle doit supporter les plus lourdes conséquences, come je l'ai dit dans mes explications antérieures.

M le Commandeur de l'armée a infligé à la ville, à cause de son refus, jusque maintenant, de présenter les listes ordonnées, une contribution-punition de 200.000 marks qui doivent être payés à partir d'aujourd'hui, en 6 jours

De plus, il ajoute que jusqu'au moment où ces listes ordonnées seront entre ses mains, pour chaque jour suivant, en premier lieu, jusqu'au 31 décembre 1916, une somme de 20 000 marks devra être payée par la ville ».

Rien n'ayant pu vaincre la résistance de la ville, Hoppfer fit procéder à l'arrestation de 3 conseillers communaux. MM Allard, Landierieu et Valcke. Ils furent incarcérés à la prison cellulaire, le 26 octobre ; le 28, ils étaient envoyés en Allemagne

Les Allemands finalement, renoncèrent à obtenir des listes, les battues recommencèrent et l'on vit, de nombreux jours encore, des cortèges d'ouvriers emmenés au travail.

Les Tournaisiens déportés furent dirigés principalement vers la France, sur Prémontré, Jolimetz, Anglesfontaine, Sedan et Ste-Preuve

A Antoing : Nous entrerons dans quelques détails, pour cette commune, ce qui nous permettra d'être bref pour les autres localités du canton, les faits s'étant passés de façon à peu près identique dans toute la région.

Le 11 octobre 1916, le bourgmestre reçoit l'ordre du major Buz, commandant de l'étape d'Antoing, d'établir la liste de tous les hommes de plus de 17 ans qui sont sans travail et secourus par la commune. Ces hommes devaient être répartis dans 6 catégories, d'après leurs occupations :

- 1) les travailleurs du fer,
- 2) les travailleurs du bois,
- 3) ceux qui s'occupent d'électricité,
- 4) les monteurs de machines,
- 5) ceux qui travaillent dans les carrières,
- 6) les autres ouvriers

Cette liste devait être remise pour le 14 au plus tard.

La commune, très habilement, publia un avis annonçant ce que voulait l'autorité militaire et disant qu'un bureau d'inscription

était ouvert au commissariat de police. Naturellement personne ne s'y présenta.

Le 14 octobre, le bourgmestre écrivit au major pour lui annoncer ce résultat négatif. Il faisait remarquer, en outre, que les ouvriers des 4 premières catégories étaient fort peu nombreux et n'avaient jamais chômé et que les ouvriers des deux autres catégories étaient occupés à des travaux d'utilité publique.

Le 17 octobre, le major ordonna qu'on lui remît la liste de tous les hommes de 17 à 30 ans, domiciliés dans la ville, qui pouvaient travailler. Le même jour, le bourgmestre répondit au major qu'il ne pouvait lui donner satisfaction, déclarant notamment ceci :

« Nous ne pourrions, sans nous déshonorer, prêter notre intervention pour désigner des ouvriers appelés à travailler sous les ordres de l'autorité militaire, à des tâches fixées par elle. L'honneur et le patriotisme nous interdisent ce rôle. »

A la suite de ce refus, la commune reçut l'ordre de publier l'avis, signé par Buz, prescrivant que : « tous les contrôlés de la ville d'Antoing avaient à se présenter le vendredi 20 octobre 1916 à 8 heures avant midi, dans la cour de la kommandantur ».

Le major fut présent à ce contrôle. Il demanda à plusieurs reprises, si des hommes voulaient travailler volontairement, leur promettant 3,50 et 4,50 francs par jour. Il ajouta que s'il n'y avait pas de volontaires, il prendrait 100 hommes au hasard, qui toucheraient 33 pfennig par jour. Personne ne se présenta. Le major écarta d'abord les mariés, les cultivateurs et les ouvriers de l'usine d'électricité, puis fit ranger les hommes qui restaient sur deux rangs et chargea un sous-officier de gendarmerie de désigner ceux qui devaient être déportés. Celui-ci passa devant les hommes, et au hasard en désigna 40. Il fut interdit à ces derniers de s'en aller ; leurs parents furent informés qu'ils avaient à préparer sur le champ les bagages nécessaires et à les apporter à la kommandantur. Après une visite médicale, 30 hommes furent maintenus et embarqués en camions automobiles pour la France ; 6 autres hommes furent convoqués pour partir le 24 octobre.

Le 28 octobre, le major Buz ordonna à nouveau de lui remettre la liste des ouvriers chômeurs de 17 à 30 ans. Par un avis du même jour, il exigea la liste des ouvriers et ouvrières de 17 à 46 ans, avec l'indication de leurs charges de famille. Il était annoncé en outre, que l'on créerait un bureau du travail, que les ouvriers volontaires toucheraient 4,50 francs par jour s'ils étaient âgés de plus de 18 ans.

et avaient la connaissance d'un métier, et 3,50 francs s'ils n'étaient pas dans ces conditions. Il était ajouté que l'on pouvait forcer la population civile au travail, s'il n'y avait pas suffisamment de volontaires. Nous reproduisons ci-après textuellement l'avis, tel qu'il a été publié :

« Mesure coercitive »

« Au cas de refus de travail, on mettra sous peine d'amende, de prison, déplacement dans un bataillon d'ouvriers civils, d'arrêt avec nourriture retranchée (sic) chaque personne qui a refusé le travail ; alors, on peut punir aussi la commune, en limitant le commerce, taxes d'amendes, etc »

A partir du 1^{er} novembre, les hommes destinés à être déportés furent appelés à la kommandantur suivant l'ordre des listes qui y étaient dressées.

Le 11 novembre, le major Buz convoqua 26 hommes et ordonna à la commune de fournir à chacun d'eux un équipement complet déterminé. L'ordre de convocation portait textuellement

« A la place de tels hommes qui ne sont pas présents au lundi prochain, à 10 heures du matin, les gendarmes viendront enlever sans choix et sans égard, 5 hommes pour chaque homme qui n'était pas présent. De plus, le bourgmestre s'est fait coupable. » (sic)

Les enlèvements d'hommes par groupes plus ou moins importants, se succédèrent ainsi selon les nécessités de l'autorité allemande.

Il y eut même le 19 mai 1918, une nouvelle déportation en masse, vers le front, à la suite d'un contrôle des hommes de 15 à 60 ans.

A Taintegnies : La première grande réquisition eut lieu à la fin de 1916 ; 192 hommes furent enlevés. D'autres déportations suivirent.

Lorsque des ouvriers s'enfuyaient des bataillons de travailleurs civils, les Allemands, afin de les obliger à se présenter, emprisonnaient leurs proches parents. C'est ainsi qu'un certain Léon Guelton resta emprisonné 3 mois parce que son beau-frère Jules Robert, avait fui et ne revenait pas au bataillon.

En juin 1917, des ouvriers, commandés pour le travail, ne se présentèrent pas à la kommandantur. L'administration communale fut accusée de vouloir résister aux ordres allemands. 10 otages

furent pris, dont l'échevin ff de bourgmestre, le secrétaire et les instituteurs ; ils furent retenus un jour à la caserne d'infanterie, puis relâchés. Les Allemands organisèrent alors une véritable chasse à l'homme, poursuivirent les ouvriers, dont plusieurs s'étaient réfugiés dans des villages voisins.

Malgré tout, les Allemands ne parvinrent pas à avoir le nombre voulu d'ouvriers ; la gendarmerie ordonna alors un « contrôle » où l'on prit des hommes au hasard.

La kommandantur ordonna à l'administration communale de lui procurer des ouvriers et des élèves des écoles pour effectuer la récolte des fanes. Sur refus de l'administration communale d'exécuter cet ordre, la gendarmerie, un sous-officier commandant le dépôt des chevaux et le chef de culture prirent tous les hommes disponibles, d'après les listes de contrôle, ainsi que les instituteurs avec les élèves de plus de 10 ans et les retinrent, sans indemnité, pendant 10 jours, à couper des herbes et à recueillir des fanes.

A Velaines : Le 23 octobre 1916, les jeunes gens avaient été convoqués, en vue de la déportation. Personne ne s'étant présenté, un peloton de soldats, bayonnette au canon, commandés par un lieutenant, parcourut les rues, arrêtant tous les hommes. Ceux-ci furent maltraités par les soldats et emprisonnés pendant plusieurs jours.

A Meslin-l'Evêque : Le bourgmestre et son fils furent arrêtés et emprisonnés pendant 6 jours, sous prétexte que lors de la levée des hommes, le bourgmestre était responsable de ce que certains d'entre eux n'avaient pas répondu à l'appel.

A Melles : Il n'est pas sans intérêt de reproduire textuellement un passage d'une circulaire du 11 décembre 1916 émanant du général major Blanck, commandant de l'étape de Velaines. Cette circulaire était adressée à la commune de Melles, mais a été distribuée à d'autres communes de l'étape. Elle contient un aveu suggestif de l'insuccès des manœuvres allemandes :

« Avec le manque continuel de présentations volontaires d'ouvriers civils, l'administration allemande est toujours réduite à la levée d'ouvriers. Ce serait aussi bien dans l'intérêt de l'administration allemande que dans l'intérêt de l'administration communale, si on appuyait plus sur les présentations volontaires, dans les bataillons civils. Quand même que ces ouvriers volontaires reçoivent un salaire de 5 francs par jour, aucun engagement ou présentation volontaire ne s'est effectué. On reste à la procédure habituelle ; on désignera les jeunes gens comme ouvriers. »

A Estaimpuis : Les Allemands se sont montrés dans cette commune particulièrement inhumains lors de l'enlèvement des ouvriers, c'est ainsi que des hommes convoqués s'étant cachés, la commune fut à plusieurs reprises, la nuit, envahie par des soldats qui fouillaient les maisons et enlevaient les hommes, tandis qu'un cordon de troupes cernait l'agglomération

Voici quelques détails à ce sujet : le 24 décembre 1916, le bourgmestre et le secrétaire communal furent arrêtés et conduits à la kommandantur de Tournai, pour avoir refusé d'accompagner un piquet de soldats, conduit par un officier, qui voulait se faire indiquer les habitations des chômeurs. Le bourgmestre et le secrétaire communal furent remis en liberté le soir avec ordre de convoquer les hommes pour le lendemain. Comme personne encore ne s'était présenté, ils furent arrêtés de nouveau et durent faire tous deux, 10 jours de prison cellulaire à Tournai

Le 23 janvier 1917, de grand matin, le village fut cerné par une compagnie de soldats. Le secrétaire communal, qui refusa d'accompagner la troupe pour désigner les demeures des ouvriers, fut arrêté et outragé par l'officier ; il fut remis en liberté le soir du même jour.

Le 25 janvier, vers 3 heures du matin, la scène se renouvelle : 7 hommes sont arrachés de leur lit et conduits dans un café pour y attendre l'aube. Des femmes, des jeunes filles, voire même des enfants, sont emmenés comme otages à l'école des garçons, où on les incite à dévoiler l'endroit où se cachent les chômeurs.

Les déportés furent conduits à la caserne d'infanterie de Tournai, et de là envoyés au travail. Quant au secrétaire communal, Tiberghien, Louis, il fut incarcéré préventivement pendant 10 jours à Tournai et fut ensuite condamné à 14 jours de prison ; de plus, il fut destitué de ses fonctions et le séjour dans la commune d'Estaimpuis lui fut interdit.

Dans plusieurs communes, on se livra à une véritable chasse à l'homme. Ce fut le cas notamment pour Evreghies où, en 1917, des escouades de soldats envahirent les maisons le soir, arrêtaient des hommes et les emmenèrent de force ; pour Leers Nord, qui, le 22 décembre 1916, fut cernée à midi par un cordon de troupes ; une vingtaine de soldats se livrèrent aux recherches et ceux qui furent pris, furent conduits à l'école de garçons, où un officier procéda à un triage.

A Templeuve : Le 9 octobre 1916, dans la nuit, l'autorité allemande fit prendre à leur domicile, 33 ouvriers de la commune.

Plusieurs de ces derniers n'eurent pas le temps de se vêtir convenablement. Les arrestations eurent lieu, parce que les Allemands avaient envoyé une liste de personnes à convoquer, mais que personne ne s'était présenté.

A Ellignies-Ste-Anne : A certain moment, on enferma à Belœil et à Peruwelz, les père, mère et même d'autres parents de ceux qui ne se présentaient pas lors d'un appel à la déportation.

A Wadelincourt : En 1918, quelques hommes convoqués pour le travail ne s'étant pas présentés, le jour même de l'Ascension une troupe de 300 soldats vint cerner la commune. Tous les hommes rencontrés par les patrouilles reçurent l'ordre de se rendre immédiatement à la place communale; 37 cultivateurs furent pris ainsi et déportés.

A Wiers : Le 27 avril 1918, le bourgmestre fut arrêté et dut faire 10 jours de prison, parce qu'un certain Léon Caucheteux s'était enfui au moment où il était réquisitionné pour faire un transport pour l'armée allemande. On prétendit que le bourgmestre était responsable du fait, quoique Caucheteux eut affirmé n'avoir pas vu le bourgmestre le jour de sa fuite.

A Deux-Acren : Les Allemands organisèrent le 6 novembre 1916, un « contrôle », dont le but n'était pas indiqué. Ils y retinrent 250 hommes, de tout âge et de tout rang, qui furent envoyés au camp de Soltau. Beaucoup de ces déportés furent renvoyés en Belgique, en juin 1917, mais, au lieu de les laisser rentrer dans leurs foyers, les Allemands les dirigèrent directement vers la France, où ils furent enrôlés dans les bataillons de travailleurs civils.

A Lessines : Le sort de la population lessinoise a été particulièrement malheureux, en ce qui concerne les déportations. Il existe à Lessines, d'importantes carrières de porphyre produisant, outre des pavés, du macadam qui peut être employé, tant pour la construction et la réfection des routes, que pour la construction des travaux de défense militaire. Aussi les maîtres de carrières avaient-ils décidé de s'abstenir de travailler.

Les Allemands, dans le courant du mois d'août 1915, convoquèrent les patrons et leur donnèrent l'ordre de reprendre le travail, leur promettant que les produits des carrières ne serviraient qu'à l'entretien des routes belges. Les patrons exigèrent des garanties, notamment le contrôle de la destination des produits par une commission mixte, composée de délégués neutres. Les Allemands refusèrent. Les patrons s'étant réunis, avisèrent, par lettre collective, les autorités qu'ils persistaient dans leur refus.

Le carrières furent alors mises sous séquestre, au début du mois de septembre. Le séquestre désigné était un nommé Hoppner. Des affiches furent apposées invitant les ouvriers à reprendre le travail et menaçant de peines sévères ceux qui ne répondraient pas à cet appel. Ce fut en vain.

Les Allemands traduisirent alors devant un tribunal militaire 7 patrons, 6 contremaîtres et 81 ouvriers. Les patrons se virent infliger l'un 5 ans de prison, 5 autres 1 an de prison, le dernier 4 mois de prison ; les 6 contre-maîtres furent punis de 6 mois de prison et les 81 ouvriers chacun de 8 semaines de prison.

Le général von Bissing, gouverneur général, jugea bon de faire publier dans tout le territoire du Gouvernement général un avis, daté du 12 octobre 1915, pour porter à la connaissance de la population les dites condamnations.

Les patrons et les contre-maîtres furent envoyés en prison en Allemagne ; les ouvriers restèrent en Belgique. Malgré cet exemple de sévérité, les ouvriers, sauf de très rares exceptions, refusèrent le travail. La ville fut punie à plusieurs reprises : on interdit souvent la circulation dans les rues, soit après 4 heures, soit après 6 heures du soir.

Le 5 novembre 1916, des affiches furent apposées sur les murs de la ville, convoquant pour le lendemain 6, à 8 heures du matin, à une école, la population mâle âgée de plus de 17 ans. À la suite de ce « contrôle », plus de 1300 personnes furent déportées au camp de Soltau, pour avoir refusé de travailler pour les Allemands. Elles y restèrent un temps qui varia de 4 mois à un an et demi.

Le 25 mai 1918, une nouvelle déportation eut lieu : 250 personnes furent envoyées au travail, du côté de Lille. En août 1918, une centaine d'ouvriers furent encore dirigés vers les mêmes régions.

Arrondissement de Mons

Jusqu'au 1^{er} janvier 1917, l'arrondissement de Mons fit partie du Gouvernement général. Les déportations en masse eurent donc lieu principalement sous le régime en vigueur dans le territoire du Gouvernement général. Il y avait un Kreischef à Mons (le colonel von Quast), un à Soignies et un à Ath. C'est d'eux qu'émanaient les ordres relatifs aux déportations qui eurent lieu en 1916.

A partir du 1^{er} janvier 1917, la partie occidentale de l'arrondissement (arrondissements administratifs d'Ath et de Mons) fit partie de la zone des étapes et fut placée sous la dépendance du général inspecteur des étapes qui siégeait à Tournai

En juin 1917, il y eut à Mons une vive alerte . on crut à un nouvel enlèvement général , les hommes désignés pour la déportation furent entassés dans la caserne de cavalerie, mais furent libérés peu après, sur un ordre venu on ne sait d'où.

En général, par l'intermédiaire de l'Arbeitsamt, un nombre plus ou moins élevé de Montois recevaient l'ordre de se présenter dans les locaux de l'organisme, avec leurs bagages Ils étaient dirigés vers les lieux du travail.

Ce régime dura jusqu'à la fin de l'occupation Un grand nombre d'ouvriers qui avaient déjà été envoyés en Allemagne lors des premières réquisitions de 1916, furent ainsi déportés à nouveau, principalement dans le Nord de la France ⁽¹⁾

A Mons : Le 7 août 1916, 51 ouvriers du chemin de fer furent déportés en Allemagne, pour avoir refusé de travailler pour l'ennemi.

Le 16 novembre 1916, eut lieu un contrôle général avec déportations en masse.

Dans la suite, les Allemands adressèrent des convocations individuelles aux hommes qu'ils envoyaient au travail en France dans la région du front

A Cuesmes : 555 hommes furent déportés en Allemagne à la fin de 1916 ; 60 d'entre eux revenus dans le courant de 1917, furent encore envoyés dans le Nord de la France

A Baudour : 90 hommes furent déportés en Allemagne, en octobre 1916. A leur retour, 16 d'entre eux furent envoyés en France 96 autres civils durent également aller travailler en France pour un temps plus ou moins long , 10 d'entre ces derniers furent repris une seconde fois et soumis au travail forcé en Belgique.

..A Blazegnies : Un grand nombre d'habitants furent astreints à des travaux de défense au front 3 jeunes gens de 17 ans furent obligés de transporter des munitions dans la région du front.

A Eugies : 48 hommes furent déportés en Allemagne, en octobre 1916. 24 furent désignés pour travailler au bois de Colfon-

(1) En octobre 1918, on déporta dans plusieurs communes de l'arrondissement, les habitants mâles de 18 à 35 ans

taine, le 24 novembre 1917. Plus tard encore, 30 autres furent envoyés en France. Enfin, le 25 mai 1918, 7 étudiants furent déportés dans les environs de Douai.

A Givry : En novembre 1916, 106 personnes furent déportées en Allemagne. A leur retour, 12 d'entre elles connurent à nouveau les misères de la déportation et furent envoyées avec 61 autres personnes désignées, en France.

A Paturages : 145 personnes furent déportées en Allemagne et 300 en France, où elles furent employées à des travaux militaires ; enfin, une centaine d'hommes furent occupés dans la forêt de Colfontaine.

A Haine-St-Paul : lors de la déportation en masse, le 18 novembre 1916, les directeurs d'usine furent invités à passer avec leur personnel devant des autorités allemandes. Ce fut un guet-apens : les Allemands eurent ainsi l'occasion de connaître les ouvriers spécialistes et leur choix porta principalement sur l'élite de la classe ouvrière. 260 hommes furent envoyés en Allemagne : 60 % d'entre eux n'étaient pas chômeurs.

A Houdeng-Goegnies : Le secrétaire communal, qui avait assisté au contrôle des hommes, se rendit à la kommandantur de La Louvière, pour protester contre l'enlèvement de 6 employés qu'il avait sous ses ordres. Pour toute réponse, on l'enferma dans une salle humide pendant une heure.

A Dour : 154 hommes furent déportés en Allemagne, 288 en France. Les mineurs s'étant mis en grève, en avril 1917, pour insuffisance de nourriture, 35 d'entre les grévistes furent emmenés de force par ordre de la kommandantur d'étape de St-Ghislain et déportés en France, à Tilloy, dans la région du front. Ils y restèrent pendant 6 mois.

A Boussu : on ne tint aucun compte des réclamations. Le personnel du ravitaillement fut enlevé presque au complet.

A Quaregnon : Sur 304 déportés, en novembre 1916, il n'y avait que 61 chômeurs. Tous les autres avaient une occupation réelle et régulière. Parmi eux on compte : 4 cultivateurs ; 5 patrons boulangers ; 1 ingénieur-brasseur, directeur effectif d'une brasserie ; 1 ouvrier brasseur, père de 9 enfants, dont l'aîné avait 17 ans ; 2 frères, soutiens de leur père infirme, de leur mère, d'un frère aveugle et d'une sœur en bas-âge ; 1 camionneur, père de 5 enfants ; 4 frères entrepreneurs de camionnage pour le ravitaillement communal ; 1 fils, soutien de veuve, dont le mari avait été fusillé en 1914 et la maison incendiée.

A partir d'avril 1917, les Allemands réquisitionnèrent des hommes pour le travail en France. Le recrutement se fit d'abord au hasard, suivant des listes d'habitants, réclamées à l'administration communale. L'Arbeitsamt régularisa le service par l'émission de cartes : on remettait des cartes différentes, suivant l'occupation de personnes.

Les réquisitions furent d'abord limitées aux hommes de 17 à 50 ans, dans la suite on enrôla même des enfants, ainsi que des vieillards de plus de 60 ans.

Signalons enfin, que 63 des personnes déportées en France, étaient rentrées depuis peu d'Allemagne, où elles avaient subi une première déportation.

Nous relevons ci-après pour le canton de Soignies, où il n'y eut, à de rares exceptions près, que des déportations en Allemagne, quelques chiffres particulièrement éloquents.

A Braine-le-Comte : 495 déportés ; 14 d'entre eux moururent en Allemagne ; 20 sont décédés après leur retour ; 38 sont rentrés blessés ou infirmes, les malades furent nombreux.

A Ecaussines-Lalaing : 80 déportés, 7 décès en Allemagne ; 3 décès après le retour. Certains déportés d'Allemagne furent dirigés dans la suite dans la région de Sedan, où l'un d'entre eux est mort. 44 se plaignaient d'affections diverses ; 2 sont rentrés tuberculeux, 1 atteint de surdité de l'oreille droite, des suites de coups.

A Ecaussines d'Enghien : 584 déportés, 58 décès, soit en Allemagne, soit à leur retour.

A Hennuyères : 76 déportés, 3 décès en Allemagne, 2 après le retour.

A Henripont : 35 déportés ; 1 décès en Allemagne, 2 revenus tuberculeux.

A Naast : 161 déportés ; 9 décès en Allemagne ; 3 décès après le retour.

A Ronquières : 60 déportés ; 2 décès en Allemagne, 1 après le retour ; 7 restèrent atteints d'infirmités.

A Soignies : 834 déportés ; 32 morts dans le cours de la déportation.

*La déportation dans le Luxembourg**(Zone d'étapes de la V^e Armée)**Arrondissement d'Arlon*

La partie Sud de la province du Luxembourg, y compris Arlon, était incorporée dans la zone des étapes. La population eut particulièrement à souffrir des déportations.

En général, on transporta en Allemagne les prétendus chômeurs, vers la fin de 1916 et au début de 1917. Dans la suite, on réquisitionna, et parfois à plusieurs reprises, de nombreux civils, parmi lesquels se trouvaient souvent des personnes qui avaient déjà été renvoyées d'Allemagne dans leurs foyers.

Il importe de signaler, que dans une notable partie de la région, nettement agricole, il n'existait pour ainsi dire pas de chômeurs et que la culture se ressentit du manque de bras par suite de la déportation.

Notons deux exemples, parmi quantité d'autres :
le bourgmestre de Toulange a déclaré :

« Il n'y avait pas un seul chômeur à Toutelange. Bien au contraire, la population laborieuse de cette contrée fertile manquait de bras et les Allemands ont causé un tort énorme à la culture en la privant de main d'œuvre »

la déclaration du bourgmestre de Guisch est semblable :

« Les déportés de la commune de Guisch n'étaient pas des chômeurs. Comment y aurait-il eu des chômeurs, au sein d'une population agricole manquant habituellement de bras ? Le résultat de cette mesure odieuse fut de causer un tort énorme à la culture. Bien des terrains sont restés en souffrance, d'autres ont été imparfaitement cultivés »

On a vu d'autre part les mesures prises par les Allemands pour « créer » des chômeurs, en interdisant les travaux communaux d'intérêt public qui avaient été entrepris là où toute la population risquait de ne pas être occupée toute entière.

A Arlon : Le 28 novembre 1916, des affiches convoquaient à un « contrôle », pour le 30 novembre tous les habitants mâles, sans distinction, de 17 à 50 ans, d'Arlon et des communes voisines ; ils étaient invités, dans leur intérêt, à se munir de vivres, d'effets d'habillement et d'une couverture.

Le contrôle eut lieu dans la grande cour de la maison de retraite des R P Jésuites , un triage y fut effectué en vue de l'envoi d'ouvriers en Allemagne

Parmi les officiers composant la commission spéciale de triage et qui se distinguèrent particulièrement par leur brutalité, il faut mentionner le Rittmeister comte von Wedel et le capitaine Kalkhoff.

von Wedel, exaspéré par l'intervention d'un officier de la garnison, qui s'efforçait timidement de soustraire quelques malheureux à la déportation, cria « Si on écoutait celui-là, on ne prendrait personne ; cependant nous avons besoin d'ouvriers en Allemagne . »

338 personnes furent retenues le 30 novembre et embarquées le soir même pour l'Allemagne On ne s'était pas préoccupé de la situation sociale des hommes désignés C'est ainsi que de nombreux employés d'administration et des étudiants furent déportés, de même que des pères de famille

Il importe de noter que beaucoup de déportés furent renvoyés à Arlon, au bout de quelques mois. Mais dans le courant de 1917, plusieurs d'entre eux, en compagnie d'autres Arlonais, furent déportés à nouveau en France, notamment à Montmédy-Ste-Marie, etc

Dans tout le canton d'Étalle, on a déporté les civils, d'abord en Allemagne, puis on les a envoyés au travail en France ou en Belgique. La plupart du temps, les déportés n'étaient pas des chômeurs.

A Étalle : On déporta le 2 décembre 1916, 20 personnes, dont 9 cultivateurs, 1 ouvrier agricole, 1 négociant, un zingueur, 1 employé des postes.

Au cours de 1917 et 1918, on déporta en France, 66 civils ; parmi eux se trouvaient 30 cultivateurs, 3 étudiants, 2 négociants, 2 cordonniers, 1 tailleur, 1 boucher.

5 déportés envoyés au travail en Belgique, à Florenville, Rossignol, etc pour des périodes variées, avaient tous de l'occupation : c'étaient 2 cultivateurs, 1 boucher, 1 mécanicien, 1 manœuvre

A Villers-sur-Semois, on déporta 25 hommes en Allemagne également le 2 décembre 1916 : 24 d'entre eux étaient cultivateurs, le 25^e était facteur Dans la suite, 52 hommes furent envoyés au travail en France ; parmi eux, il y avait 40 cultivateurs. Quant aux autres, ils étaient incontestablement occupés, à une ou deux exceptions près ; il y avait parmi eux 2 maçons, 2 cordonniers,

1 cantonnier, 1 maréchal-ferrant, un employé de chemin de fer, un ouvrier d'usine, un négociant, un étudiant, un sous-chef de station

A Bellefontaine, outre les hommes déportés en Allemagne et ceux employés à des travaux forcés en France et en Belgique, les Allemands réquisitionnèrent en mai 1918, 24 fillettes pour la cueillette des bourgeons et des jeunes pousses des buissons dans la forêt, ces fillettes durent travailler sous la surveillance des soldats

A Habay-la-Neuve, il y eut 108 déportés en Allemagne et en France; 26 civils réquisitionnés pour la France, avaient déjà été déportés en Allemagne, d'où ils étaient revenus peu de temps auparavant

Plusieurs de ces malheureux furent même réquisitionnés à deux reprises différentes pour le travail en France

Les faits sont de même nature dans tous les autres cantons de la province.

CHAPITRE IV

LES DÉPORTÉS EN ALLEMAGNE

Les camps principaux ou camps de triage

Nous avons montré dans les chapitres précédents que la réquisition des ouvriers belges et leur déportation, afin de les faire travailler en Allemagne ou à l'arrière du front, loin d'être une mesure de bonne administration inspirée par des considérations sociales et humanitaires, constituait au contraire une violation très caractérisée du droit des gens. Nous nous sommes étendus longuement sur les méthodes employées pour exécuter les déportations et sur les scènes dramatiques qui en résultèrent. Ceci nous a permis de constater combien la population ouvrière belge était hostile à l'idée de travailler dans l'intérêt allemand et d'évaluer toute l'importance de l'atteinte portée abusivement à la liberté de citoyens paisibles.

Il y a lieu maintenant de suivre les déportés à l'endroit où on les convoyait en troupeaux après les avoir arrachés à leurs foyers, et de faire connaître à quelles pressions nouvelles ils furent soumis pour leur faire rendre tout de même à l'Empire allemand le service qu'on attendait d'eux.

Ces convois étaient composés, rappelons-le, d'hommes ayant refusé encore au dernier moment, de signer un engagement de travail, d'ouvriers protestant de leur volonté de ne pas travailler sous les ordres et dans l'intérêt de l'ennemi.

Examinons d'abord ce qu'il advenait de ceux qui, originaires du territoire du Gouvernement général, étaient envoyés en Allemagne.

Les autorités allemandes avaient la conviction que la résistance opposée par les ouvriers à l'acceptation du travail offert, était le

résultat d'une propagande patriotique exercée par les classes bourgeoises en Belgique, et qu'une fois soustraits à cette influence et enlevés à leur milieu habituel, les déportés consentiraient finalement à exécuter de bon gré l'ouvrage proposé, voire même à signer les fameux contrats de travail refusés jusqu'alors. En conséquence, les convois formés en Belgique étaient dirigés sur un certain nombre de camps d'attente ou de triage, où les déportés devaient être maintenus quelque temps pour permettre de les répartir convenablement, suivant leurs aptitudes, dans les industries et les entreprises où la main-d'œuvre faisait défaut.

Ces camps, ou « lager », étaient situés à Münster, Holzminden, Senne, Guben, Soltau, Meschede, Wittenberg, Cassel et Altengrabow ⁽¹⁾. Ils avaient été organisés originairement pour l'internement de prisonniers militaires ou civils et le rapport que nous publions d'autre part sur le régime qui était en vigueur dans chacun d'eux, expose suffisamment le traitement auquel les déportés y furent soumis ⁽²⁾. Les ouvriers déportés furent donc traités tout d'abord comme des prisonniers, et ces gens qu'on envoyait en Allemagne, prétendument par mesure humanitaire, pour leur éviter l'influence néfaste et déprimante d'une alimentation insuffisante, y connurent tout de suite le régime de la faim.

Dans la pensée des autorités allemandes ils n'auraient dû faire dans les camps de triage qu'un assez court séjour. En réalité, ce séjour se prolongea singulièrement, atteignant parfois plus d'un mois, et cela pour deux raisons différentes.

La première, dont le détail nous échappe, doit tenir à une faute d'organisation dans la militarisation des ouvriers allemands. Nous avons pu consulter, en effet, deux documents dans lesquels

⁽¹⁾ D'après une enquête faite auprès des administrations communales du Royaume, les nombres de déportés dans chacun de ces camps auraient été les suivants :

Soltau	14 685	Münster	6 556
Guben	9 813	Altengrabow	3 735
Cassel	8 061	Senne Lager	190
Meschede	6 973	Holzminden	127
Wittenberg	6 652		

Ces chiffres ne sont que partiels. Voir tableau statistique page 24.

⁽²⁾ Voir dans la seconde partie du présent volume, le Rapport sur les traitements infligés aux prisonniers de guerre et aux prisonniers civils belges.

il est fait allusion à la lenteur avec laquelle l'Allemagne industrielle serait parvenue à absorber la main-d'œuvre envoyée de Belgique. Tout d'abord, la lettre déjà citée ⁽¹⁾ du Gouverneur général von Bissing au Maréchal von Hindenburg, datée du 25 novembre 1916, constate qu'un état de choses fâcheux en Allemagne nécessitait un ralentissement dans l'envoi des ouvriers belges ⁽²⁾.

Dans un autre document, le même Gouverneur général proposait d'affecter les bénéfices réalisés par les Centrales allemandes en Belgique à la Caisse destinée à soutenir les familles d'ouvriers belges enlevés de force pour aller travailler en Allemagne et qui — d'après lui — loin de pouvoir envoyer à leur ménage une partie de leur salaire, étaient retenus, improductifs, dans des camps de concentration ⁽³⁾.

Il y eut donc, dans l'accomplissement du programme dicté par le Grand Etat-Major allemand, un moment d'arrêt, un à-coup, qui explique pourquoi, dans certains camps de triage, on laissa les déportés végéter dans l'inactivité, dans le chagrin d'être éloignés de chez eux et dans toutes les misères morales et physiques de la captivité en Allemagne, et cela pendant deux mois, sans insister auprès d'eux pour qu'ils acceptent de travailler.

Dans d'autres camps de triage, la raison du séjour prolongé qu'y firent les déportés est précisément leur refus de se mettre à l'ouvrage.

(1) Introduction du présent Rapport, page 19.

(2) Voici la traduction de ce passage de la lettre du 25 novembre du Gouverneur général von Bissing au Herrn Generalfeldmarschall von Beneckendorff und Hindenburg : « Il semble qu'entre temps de nouvelles difficultés aient apparu dans la patrie, car le 2/11, 3/11 et 11/11/16, j'ai reçu de différents côtés des instructions, tendant à me faire envoyer non pas 20 000 ouvriers par semaine, comme je l'avais organisé et établi suivant les ordres, mais seulement 8.000 ; je regrette ces nouveaux retards dans l'application des remèdes que Votre Excellence, tout comme moi, s'efforce d'apporter au manque d'ouvriers régnant en Allemagne et j'espère que les circonstances fâcheuses reconnues par Votre Excellence, et qui m'ont forcé de porter coup sur coup des changements aux mesures que j'avais prises, ne retarderont pas davantage l'afflux des travailleurs belges »

(3) Le document en question fait partie d'une correspondance échangée entre le Secrétaire d'Etat pour l'intérieur à Berlin et différents chefs de service de l'administration civile en Belgique. Voir à ce sujet : Rapports et documents d'enquête. Volume III, tome I, page 58.

Comme nous l'avons dit, les Allemands ne s'étaient pas attendus à ce que les déportés persistent longtemps dans leur opposition. Pour essayer d'en venir à bout, ils eurent recours tout d'abord à la persuasion. Ils firent miroiter aux yeux de leurs prisonniers les avantages attachés à la signature d'un contrat : liberté relativement plus grande, salaires importants et octroi de permissions d'aller périodiquement en Belgique.

Dans le camp de Cassel, dès les premiers jours de l'arrivée des déportés, on plaça dans tous les dortoirs des affiches les invitant, en termes pressants, à travailler et les assurant que les Belges de bon vouloir seraient mis sur le même pied que les travailleurs allemands.

Au camp, très important, de Guben, qui contient jusque 8 et 10 mille déportés à la fois, un bureau central avait été établi, où l'on reportait sur des fiches tous les renseignements concernant les déportés. Le camp était encombré d'affiches indiquant les firmes qui demandaient à embaucher certaines catégories d'ouvriers, ainsi que les conditions du travail. Ailleurs, comme à Wittenberg, chaque soir à l'appel des déportés, un sous-officier faisait des propositions d'engagement appuyées par l'argumentation persuasive, et parfois menaçante, d'un civil allemand chargé de recruter des ouvriers.

Un certain nombre de déportés dans les différents camps se laissa prendre aux appâts. Il fut toutefois si peu important ⁽¹⁾, que le résultat de la manière persuasive, même renforcée de quelques menaces, fut considéré comme un échec. Mais là où la persuasion avait été vaine, les Allemands estimèrent que la terreur et les mauvais traitements feraient œuvre plus utile.

Une première méthode, générale à tous les camps, consistait à diminuer encore la pitance journalière, déjà si misérable. Les plaintes sur la mauvaise nourriture et les gémissements sur les souffrances de la famine sont les refrains invariables, monotones, de tous les déportés dans les camps allemands qui sont venus pour témoigner des violences qui leur avaient été faites.

Comme exemple nous citerons le régime de Guben où chaque homme recevait :

le matin, environ 250 grammes de pain avec une infusion de feuilles appelée thé ; à midi, une soupe de faible valeur nutritive ;

(1) Il n'atteignait généralement pas 1 % de la population du camp.

les déportés la décrivent comme étant de l'eau avec des « rutabagas » ou des betteraves , elle contenait parfois du poisson . , le soir, un litre d'eau dans lequel on avait cuit de l'orge

Le même menu est décrit partout, dans tous les camps, de façons très concordantes, avec cette variante que l'infusion servie le matin est parfois appelée café-erzatz (succédané de café). Souvent les victimes déclarent que la consistance des soupes diminuait de jour en jour, à mesure que se prolongeait la résistance des hommes aux injonctions de travailler

En même temps que l'action démoralisante de la famine, les autorités des camps exploitaient le sentiment d'inquiétude et de crainte pour dompter l'énergie des réfractaires

Voici, par exemple, comment on s'y prit à Guben · afin de maintenir plus facilement l'ordre et la discipline dans l'énorme camp, le commandant avait exigé que, dans chaque groupe de 100 déportés, il fût désigné un délégué chargé de s'occuper de la distribution de la nourriture et de certains détails administratifs. Chaque soir les délégués devaient se présenter ensemble devant la Commission supérieure du camp pour recevoir les ordres. A plusieurs reprises, il leur fut commandé de déclarer à leurs hommes que, suivant les instructions reçues, ils allaient devoir quitter le camp pour travailler et qu'en cas de refus, ils y seraient contraints par la force des armes. Le général commandant le camp faisait lui-même, à ces occasions, un tableau impressionnant de ce qu'il était arrivé dans les camps de discipline, aux obstinés qui refusaient le travail. Comme un délégué, M. René Miche, lui fit valoir, un soir, qu'il n'avait accepté les fonctions de délégué que pour veiller à la salubrité du camp et non pour agir sur la conscience des autres déportés, il s'attira cette singulière réponse « si les hommes possèdent une conscience, l'Allemagne, elle, est maîtresse de leur corps » (1). Cette phrase est une boutade si l'on veut , elle n'en témoigne pas moins de l'état d'esprit révoltant auquel étaient parvenus ceux à qui l'on confiait, en Allemagne, la direction des camps de déportés.

En général, lorsqu'il devenait patent que les engagements volontaires allaient être nuls, des sous-officiers allemands étaient lancés dans les baraquements, pour annoncer de façon impressionnante que la bienveillante patience de l'Allemagne était à bout et

(1) Dépositions Miche René et Doumont Henri, enquête du juge de paix du canton de Charleroi

que le travail forcé allait être établi à brève échéance. En même temps, le régime du camp devenait plus dur. Les corvées auxquelles les hommes étaient astreints devenaient plus pénibles, les coups de crosse et de botte plus fréquents. Les tortionnaires, comme le feldwebel Steiger au camp de Senne ⁽¹⁾, ou le feldwebel De Becker au camp d'Alten Grabow ⁽²⁾, avaient plus particulièrement l'imagination féroce ou la botte lourde. On faisait aussi agir avec plus d'énergie les deux grands moyens : le froid et la faim.

Par exemple, au camp de Cassel, en décembre, des ouvriers, principalement des métallurgistes, durent se réunir trois jours de suite dans une plaine, où ils étaient mis en présence d'une vingtaine de patrons d'usines et d'officiers. Un individu parlant parfaitement le français les faisait un à un passer dans son bureau pour les influencer. Pendant ce temps, pour les écœurer, on obligeait les hommes à stationner au dehors, par un froid intense, tous les jours de 2 à 5 heures du soir ⁽³⁾.

C'était d'ailleurs une punition courante dans ce camp de Cassel, pour les refus de travail, que la station au dehors en plein froid pendant plusieurs heures ⁽⁴⁾.

Au camp d'Alten Grabow aussi, on faisait stationner les déportés des heures entières dans le froid. Voici dans cet ordre d'idées le témoignage impressionnant de Verhulst, Guillaume, de Dieghem, pris parmi de nombreux autres ⁽⁵⁾.

« J'ai refusé tout travail les six premières semaines, pour nous obliger au travail, les Allemands nous ont laissés deux jours sans manger, un des jours suivants, il faisait très mauvais, il neigeait ; dès 7 heures du matin, ils nous faisaient sortir des baraques et nous exposaient aux intempéries. Tous les quarts d'heure, ils venaient nous demander si nous consentions à travailler. Nous étions à 350 hommes au début, et quand à 2 heures de l'après-midi, n'en pouvant plus, j'ai consenti à ce qu'ils me mènent au travail, il restait encore 45 hommes. »

La faim est d'un emploi plus courant encore que le froid. La nourriture fut toujours insuffisante dans tous les camps d'Allemagne ; dans les camps de déportés, nous l'avons vu, elle était

(1) Enquête du juge de paix du canton de Laeken.

(2) Enquête du juge de paix du canton de Vielsalm.

(3) Récit d'un groupe de 106 déportés de Namèche ; dépositions des secrétaires du groupe Demeur A. et Braibant F.

(4) Témoignage de nombreux habitants de Tongerlo.

(5) Enquête du juge de paix de Schaerbeek.

encore systématiquement réduite. Pour dompter la volonté des réfractaires au travail, on la supprima même tout à fait. Les dépositions sous ce rapport abondent, notamment pour les camps de Wittenberg, Soltau et Cassel. En voici une entre autres sur le camp de Cassel.

Déposition de Bille, Clément, de Flawinne ⁽¹⁾ :

« J'ai été déporté en Allemagne le 27 novembre 1916 et je suis rentré le 29 juillet 1917 ; j'ai été interné au camp de Cassel où je suis resté 4 mois.

L'endant les 4 mois que je suis resté là, je n'ai cessé d'être sollicité par les Allemands d'aller travailler pour leur compte et ce sous peine de prison ou d'être expédié dans les tranchées au front pour y travailler de force. J'ai toujours résisté, mais à cause de mon refus, j'ai été à différentes reprises emprisonné dans la prison de Cassel et chaque fois pour 5 jours. Je suis resté plusieurs fois dans la prison sans avoir la moindre nourriture pendant tout le temps que j'y étais. On venait le matin ; un soldat ouvrait la porte de mon cachot me disant : « travaille-t-on aujourd'hui ? » Sur mes réponses négatives, on refermait la porte jusqu'au lendemain matin, sans voir la moindre nourriture et le lendemain, la même scène recommençait. Cela durait 4 à 5 jours. La nourriture était infecte, à ne pas donner à des animaux, elle consistait en un peu de soupe et en un pain noir par jour pour dix personnes. J'avais tellement faim que, ayant plusieurs fois été chargé avec mes compagnons d'aller chercher la soupe à la cantine, j'ai ramassé sur un fumier des pelures de pommes de terre et des épluchures de légumes pour les manger. Mes compagnons en ont fait autant et nous avons reçu immédiatement des coups de crosse de fusil.

Les brutalités et les cruautés étaient de règle dans ce camp pendant que j'y étais. A bout de force j'ai consenti à aller travailler et on m'a envoyé à Oberhoffenzheim, dans une scierie, où je suis resté 4 mois »

Ces périodes de 4 ou 5 jours de peine paraissent exagérées et insoutenables pour des individus déjà affaiblis par une nourriture insuffisante. Le même chiffre se retrouve pourtant dans de nombreuses dépositions de déportés d'origines absolument différentes.

La faim, dans le camp de Meschede, poussait les malheureux internés à se glisser dans le camp voisin des prisonniers militaires français, pour y mendier un peu de nourriture. La tentative était périlleuse. On risquait soit le coup de fusil d'une sentinelle, soit une punition terrible en cas de découverte. Le déporté Degel, Henri, a déposé ⁽²⁾ qu'à son retour du camp français, il fut sur-

(1) Enquête du juge de paix du canton de Namur-Nord.

(2) Enquête du juge de paix du canton de Tirlemont.

pris par une patrouille allemande. Les soldats formèrent une haie, l'obligèrent à passer devant eux et, à son passage, le frappèrent tour à tour à coups de crosse. Trois fois ils l'obligèrent à refaire le chemin douloureux. A la troisième reprise, Degel tomba évanoui. Rentré dans sa baraque, il dut garder sa couchette pendant 15 jours.

Il est incontestable que, lorsqu'un grand nombre d'hommes sont réunis dans un emplacement limité pour y séjourner un temps assez prolongé, il faut, dans leur intérêt même, faire régner parmi eux une discipline sévère. Lorsque ces hommes sont réunis et internés contre leur volonté, qu'on veut leur imposer un travail qui les révolte, on comprend qu'il soit difficile de maintenir cette discipline. Nous admettons encore que les hommes réunis dans ces conditions, ne comprennent pas toujours l'utilité des mesures d'ordre prises par l'autorité, les traitent, toutes indistinctement, de vexatoires, et que leur indignation perpétuellement fouettée, risque d'affaiblir la valeur de leur témoignage. Il n'en est pas moins vrai que les « passages à tabac » exécutés *hic et nunc*, pour la moindre faute, par des sous-ordres brutaux, que les supplices du poteau et de la course au sac chargé de briques ⁽¹⁾ imaginés au camp de Senne, sont des moyens de discipline affreux et brutaux, et que la comparaison avec les procédés en usage dans l'armée allemande ne suffit pas à excuser. Il y avait en l'occurrence, dans tous les camps de triage de déportés, bien plus que l'application d'une discipline sévère par les procédés allemands, il y avait l'usage systématique de mauvais traitements pour dégoûter les hommes de la vie des camps. Les chefs eux-mêmes s'abaissaient à donner l'exemple de la brutalité la plus révoltante pour inciter leurs subordonnés à se montrer impitoyables et cruels. Le colonel Gallus, commandant du camp de Holzminden en 1917, déclarait à ses hommes, qu'il était interdit de parler aux prisonniers, sinon avec la crosse du fusil ⁽²⁾. Au camp de Soltau, quantité de déportés ont été frappés, tant par des officiers que par des subalternes, pour le seul motif qu'ils refusaient de souscrire un engagement.

Ces procédés réussirent en partie. L'armée des irréductibles diminua sensiblement. Il fallait désormais avoir l'âme d'un héros pour résister !

Aussi, lorsque les individus que, dans certains camps, les déportés appelaient « les marchands d'hommes », des patrons ou dé-

(1) Voir pour la description de ces supplices le Rapport sur les traitements infligés aux prisonniers, faisant suite au présent Rapport.

(2) Enquête du juge de paix de Tournai.

légues de firmes allemandes se présentaient, on put leur désigner des groupes d'hommes assez nombreux, dont beaucoup consentaient à les suivre de bonne volonté, sans toutefois vouloir signer de contrat de travail.

En général, nos compatriotes excédés de la vie du camp, où d'ailleurs la mortalité était grande ⁽¹⁾, s'en éloignaient avec une certaine satisfaction, mais, arrivés à destination, la plupart refusaient encore de travailler. Alors, lorsque malgré les privations et les menaces on ne parvenait pas à les contraindre à la besogne, ou bien on les renvoyait au camp de triage, où, dans l'esprit des autorités, leurs narrations des souffrances endurées devaient avoir une influence salubre sur l'esprit de leurs compagnons, ou bien on les envoyait dans les camps de discipline. Parmi tous les déportés, ceux qui séjournèrent dans ces derniers camps furent certainement les plus éprouvés.

Les camps secondaires ou camps de discipline.

Si, dans les camps principaux dont nous venons de parler, les hommes furent astreints à des corvées, quelquefois à des travaux plus importants, et recevaient des coups s'ils se refusaient à l'ouvrage, c'est dans les camps secondaires ou camps de discipline que le travail forcé fut véritablement organisé.

Là l'Allemand semble renoncer à toute considération humaine: Furieux de la résistance qu'on lui oppose, il pense véritablement ce qu'il dit, quand il crie au déporté « tu travailleras ou tu mourras ». Les récalcitrants étaient amenés à pied d'œuvre d'un travail à entreprendre ; on les mettait devant la tâche et s'ils la refusaient encore, on les cravachait comme des animaux rétifs, on les harassait de marches, on les privait de nourriture, on les laissait transis dans la neige jusqu'à ce qu'ils pliassent.

Il n'est pas possible, en l'absence de tout document allemand, de donner aucune précision au sujet du nombre ou de la situation exacte de ces bagnes. Ils ne sont connus que par le témoignage de nos compatriotes déportés, qui bien souvent prononcent avec difficulté un nom allemand, d'ailleurs estropié, cueilli sur les lèvres patoisantes d'une sentinelle allemande ou épilé avec peine sur la façade d'une gare de chemin de fer. Certains noms de localités ne sont prononcés que par un seul déporté, qui ne peut désigner aucun de ses compagnons de misère. Ce qu'il raconte concorde exac-

(1) Notamment à Guben.

tement avec ce qui se passe dans la plupart des autres camps, mais son témoignage est incontrôlable.

Il nous faut nous limiter à relater, d'après les témoignages nombreux recueillis par les juges de paix ou d'après le récit d'un déporté confirmé par ses compagnons, les faits particulièrement graves qui se passèrent dans quelques-uns des camps secondaires, dont la situation géographique a pu être bien établie. Les nombreuses redites sont inévitables, car c'étaient toujours les coups, la faim et le froid dont avaient le plus à souffrir les ouvriers belges qui refusaient de se plier aux prétentions illicites des Allemands.

Au camp de Lotzen (Prusse Orientale) un groupe de 400 hommes avait été formé pour travailler à un chemin de fer destiné au transport des troupes. On conduisait les ouvriers au lieu du travail et, comme ils refusaient de prendre les outils qu'on leur présentait, on les faisait rentrer au camp, où ils étaient laissés dans le froid et privés de nourriture. Ce martyre se renouvela tous les jours pendant six semaines, après lesquelles les déportés cédèrent. Ces hommes étaient arrivés en janvier au camp de Lotzen ; à Pâques il n'en restait guère qu'une centaine de valides ⁽¹⁾.

Trois autres camps dépendaient de la forteresse de Lotzen, ceux de *Boyen*, de *Stulgen* et de *Possessern*. Douze cents hommes venus le 15 janvier 1917 du camp de triage de Guben, y avaient été répartis en 3 groupes de 400 ouvriers

Au sujet du camp de *Boyen*, voici un récit de Drese, Jules, de Suarlée ⁽²⁾:

« Quelques jours après notre arrivée (15 janvier, Drese avait été déporté en novembre), on nous a mis sur une hauteur, en plein froid, pour nous contraindre à travailler. Vers 9 heures du matin, la plupart ne tenant plus de froid et de faim sont descendus et ont dit qu'ils consentaient à travailler.

Quant à moi et vingt-trois de mes compagnons nous avons encore résisté jusque vers deux heures et demie. Alors, sur un signe du sergent, nous sommes descendus de la hauteur.

Cette brute nous faisait coucher sur un banc, il levait notre pardessus et nous cravachait à tour de rôle. Après cette opération, il nous a fait remonter sur la hauteur jusqu'à cinq heures, où nous n'avons reçu pour nourriture qu'un seul pain pour vingt-quatre personnes. A bout de résistance, nous avons alors consenti à travailler. »

(1) Enquête du juge de paix de Namur-Nord.

(2) Enquête du juge de paix de Namur-Nord.

Le cravachage était une institution au camp de Boyen ; le nommé Duquesne, dépose ⁽¹⁾ en effet, qu'en cas de refus de travail, on introduisait dans une certaine salle un groupe de déportés, qu'à tour de rôle on les obligeait à se pencher ou à se coucher sur une table et qu'on leur donnait des coups de matraque. Badot, Hector, de Spy ⁽²⁾, dépose, qu'une fois lui-même et des compagnons ont été frappés à coups de matraque pendant deux heures, parce qu'ils s'étaient dirigés du côté d'un groupe de femmes qui les appelaient pour leur donner du pain. Un de ses compagnons, originaire de Forville, était mourant au sortir de cette scène de cruauté.

Le sort des groupes envoyés à Possessern et à Stulgen ne fut guère plus enviable. Dans ce dernier camp notamment, tout en infligeant aux déportés les coups et les privations habituelles, on les forçait à dormir sur les planches, sans paille ni couvertures.

Au camp de discipline de *Lettgenbraun*, dans la région de Cassel, on privait aussi les hommes de nourriture et on les forçait à rester en plein air, dans la neige, des jours entiers. Les récits sous ce rapport sont les mêmes, recueillis à tous les points du Royaume où se trouvent des ex-déportés ayant séjourné dans ce camp ⁽³⁾. On fit stationner des récalcitrants devant les cuisines, pendant un jour entier, sans leur donner de nourriture.

Dans le camp de discipline d'*Ohrdruff* (Saxe-Cobourg-Gotha), il n'y avait ni paillasses ni couvertures dans des baraquements non chauffés. Il fallait dormir sur les planches. Les Allemands trouvaient même en plein hiver des raffinements de cruauté : ils faisaient arroser les parquets et de cette façon, les déportés devaient se coucher sur les planchers couverts d'une couche de glace ⁽⁴⁾.

Les mêmes témoins ajoutent que, comme les déportés ne voulant pas travailler refusaient de sortir des baraques, les soldats se sont mis à les frapper à coups de crosse et de bayonnette.

Les secrétaires d'un groupe de 106 déportés de Namèche, MM. Demeur, Alphonse et Braibant, Félicien, signalent que 3 ou 4 fois par semaine on leur faisait faire une trentaine de kilomètres

(1) Enquête du juge de paix de Charleroi.

(2) Enquête du juge de paix de Namur-Nord.

(3) Procès-verbal du commissaire de police de Jodoigne. Enquête du juge de paix du canton de Boom. Enquête du juge de paix du canton de Tirlemont.

(4) Enquête du juge de paix du canton de Marche.

de marche, à travers plaines et forêts, avec des arrêts de 4 à 5 heures en pleine campagne, alors que le froid était des plus rigoureux

La nourriture consistait en 150 grammes de pain, un peu de soupe ou deux pommes de terre cuites à l'eau.

Un jour le commandant déclara que les déportés avaient à choisir entre le travail et la mort

Nous donnons ci-après, la déposition ⁽¹⁾ de M. Coste, Henri, de Floriffoux. On y trouvera une fois de plus, les procédés indignes auxquels eurent recours les Allemands, à l'égard des déportés .

« J'ai été déporté en Allemagne en novembre 1916 , je suis resté un mois au camp de Cassel sans subir de mauvais traitements, car je n'appelle pas mauvais traitement la nourriture infecte qu'on nous donnait et dont n'avions qu'une quantité insuffisante

J'ai été alors dirigé sur le camp d'Ohrdruff , on nous a d'abord laissés quatre jours sans pain, n'ayant pour nourriture que deux fois de la mauvaise soupe sur la journée. Le lendemain matin, vingt soldats sont venus dans la baraque et nous ont dit que nous devions tous partir pour une corvée. Plusieurs de mes compagnons étaient malades et étaient restés couchés. Les soldats les ont empoignés, les ont jetés brutalement hors de leur lit sur le plancher , nous les avons alors soutenus pour sortir de la baraque et on nous a fait marcher pendant deux heures et demie pour nous rendre dans un grand bois éloigné de la ville. Il y avait alors beaucoup de neige et il faisait un froid très rigoureux. Plusieurs de mes compagnons, dont tous les malades qui ne pouvaient se traîner, sont tombés dans les fossés remplis de neige ; nous avons voulu les secourir et les ramener au camp, mais les soldats nous en ont empêchés. Plusieurs sont probablement morts sur la route dans la neige et quelques-uns ont réussi à regagner le camp.

Etant dans le bois, un officier nous a mis en présence des outils nécessaires pour défricher un bois et il nous a dit que ceux qui voulaient travailler auraient de la soupe et que ceux qui ne travailleraient pas n'en auraient pas. Nous avons tous refusé et pour nous punir l'officier nous a fait rester jusque cinq heures du soir dans la neige

On nous a reconduits alors au camp, où nous avons été nourris, en moitié seulement, de la soupe que l'on nous avait donnée la veille.

Le lendemain, on nous a fait sortir du camp, mais arrivés sur le chemin, nous avons refusé de marcher , l'officier a alors commandé aux soldats de mettre bayonnette au canon et ceux-ci se sont mis alors à terrasser quelques hommes ; puis on en a emmenés quelques-uns et on a fait marcher les autres au milieu de la campagne pendant cinq heures

(1) Enquête du juge de paix du canton de Namur-Nord

Le lendemain et les cinq autres jours qui ont suivi, on nous a reconduits dans le bois dont j'ai parlé tout-à-l'heure et là on nous a encore ordonné de travailler et chaque fois nous avons refusé. Comme punition, on nous a alors enlevé nos paillasse, tous les deux ou trois jours on jetait de l'eau sur le plancher et on nous forçait à nous coucher sur le plancher humide

Le commandant supérieur du camp est venu alors près de nous ; il nous a fait réunir dans la cour et nous a fait crier par son interprète que nous étions venus au camp d'Ohrdruff pour y mourir si nous ne voulions pas travailler.

Il est à noter que, pendant tout ce temps, on avait supprimé notre café, de même que l'eau potable manquait parce que les robinets étaient gelés et nous étions alors obligés de sucer de la glace pour apaiser notre soif.

Devant tous ces mauvais traitements, plusieurs centaines de mes compagnons ont consenti à travailler. Après leur départ, cette même brute de commandant a réuni les plus récalcitrants dans la cour et il a dit : « Vous voyez, vos compagnons partent pour travailler, faites comme eux, ceux qui ne travailleront pas mourront ici ». J'ai répondu que jamais je ne travaillerais pour l'ennemi, que s'il fallait mourir, nous étions prêts à mourir, que du reste nos frères mouraient pour nous dans les tranchées. Alors il a levé son sabre au dessus de ma tête et m'a dit que si j'osais répéter le propos, il me transpercerait le cœur.

Nous avons toujours maintenu notre refus de travailler, et quelque temps après on nous a réintégrés au camp de Cassel »

Au camp de *Grossen moor* (région de Cassel?), pour réduire la résistance des ouvriers, on supprima successivement d'abord le café, puis la soupe, le pain et enfin la paille, le poêle et les couvertures, de telle sorte que les internés ont été pendant 72 heures, sans nourriture, sans objets de couchage et exposés au froid intense, en plein hiver, vers la Noël de 1916 ⁽¹⁾

Au camp de *Lichtenhorst*, (près de Soltau) le commandant lui-même frappait quelquefois les déportés avec sa cravache. Quant aux soldats, ils frappaient continuellement, sans raison à coups de pieds et à coups de bayonnette. Le nommé J-S Carlier, de Tubize, fut frappé violemment par une sentinelle parce qu'il ne se levait pas, alors que son état de faiblesse l'en rendait incapable. Il fut transporté à l'hôpital le 6 février 1917 et y mourut le 8 suivant. Son décès, que les témoins jugent être les conséquences des mauvais traitements, fut, suivant les indications officielles, attribué à une pneumonie ⁽²⁾.

(1) Plainte de M. Watelet (enquête du Ministère de la Marine) et enquête du juge de paix de Laeken

(2) Nombreuses dépositions recueillies par le procureur du roi de Nivelles.

Des hommes qui ne voulaient pas travailler furent conduits pendant 3 jours, en plein froid, dans des marécages. Le quatrième jour, ils refusèrent de sortir de leurs baraquements, mais ils en furent chassés à force de coups par des gardes armés ⁽¹⁾.

Des déportés concentrés au camp de Kleine Wittenberg, qui avaient refusé de travailler, furent envoyés au camp de *Merseburg* (province de Saxe) où se trouvait un chantier de construction. À leur arrivée, on les força à rester toute la journée à l'extérieur dans le froid. Exténués par les mauvais traitements, ils durent finir par se soumettre.

Ces mêmes hommes étaient au camp depuis 4 mois environ, lorsque les Allemands publièrent un avis annonçant que, si les déportés ne consentaient pas à signer un engagement, ils seraient envoyés à Verdun pour y faire des tranchées ; cette mesure n'eut pas d'effet. Comme punition, les Allemands les firent rester au soleil les mains en l'air ; quand les malheureux n'étaient plus capables de se tenir debout et s'affaissaient, les sentinelles lançaient sur eux de grands chiens bergers et des surveillants civils les frappaient à coups de batons ⁽²⁾.

Au camp de *Teufelsmoor*, pour forcer les hommes au travail dans les marécages, il était de pratique courante de les enfermer en grand nombre dans des réduits trop étroits pour les contenir : 200 hommes furent ainsi parqués pendant 4 heures dans un local de 4 mètres de côté. Ce supplice absolument intolérable, et pendant lequel plusieurs hommes tombaient faibles, durait parfois 8 heures.

Sur tous ces camps les plaintes des déportés abondent ; elles sont plus nombreuses encore et plus amères au sujet de trois autres camps, où tout sentiment d'humanité aurait été systématiquement ignoré. Ce sont les camps de *Preussisch-Holland* (Prusse orientale), *Tessendorf* (Prusse occidentale) et de *Marienburg* (Prusse occidentale). Ce n'est pas que des procédés spéciaux y aient été mis en œuvre, ou qu'on y ait trouvé mieux que le froid, la faim et les coups pour forcer les hommes au travail ; mais la brutalité semble y avoir été maintenue continuellement à un degré plus violent.

À *Marienburg*, les hommes étaient partagés en trois compagnies ayant chacune à leur tête un officier. Ces officiers excessivement brutaux, frappaient eux-mêmes les déportés ; l'un d'eux,

⁽¹⁾ Enquête du juge de paix de Boom.

⁽²⁾ Enquête du juge de paix de Lacken.

celui de la deuxième compagnie, cravachait les hommes régulièrement le matin, lorsqu'ils étaient placés en rang pour l'appel. Le déporté Victor Gilot dépose, qu'il fit partie d'un groupe de 50 hommes que les Allemands firent le simulacre de fusiller, pour impressionner leurs camarades qui les crurent, en effet, exécutés⁽¹⁾. Presque tous les déportés ayant séjourné à ce camp déposent qu'ils ont été exposés au froid pendant 12, 24 et même 36 heures et qu'ils ont été soumis à des peines de 36 heures suivies de demi-rations, toujours bien entendu pour les forcer au travail.

Tessendorff et *Preussisch-Holland*, sont l'objet des mêmes plaintes.

La Ligue des déportés de Gosselies réclame, ne vertu des articles 228 et 230 du Traité de Versailles, la mise en jugement du général commandant le camp de *Preussisch-Holland* en avril, mai et juin 1917, pour les privations qu'il a infligées aux déportés dans le camp qu'il dirigeait. Ces privations furent telles et si prolongées, qu'elles auraient entraîné la mort d'un grand nombre d'internés : à un moment on aurait enterré 18 hommes par jour, sur les 2 000 qui peuplaient le camp.

Sur les camps de *Preussisch-Holland* et *Tessendorff*, nous possédons autre chose encore que les courtes déclarations, précises et concordantes certes, mais peu descriptives, des malheureux ouvriers qu'on y abrutissait de coups et de privations. La mission belge à Berlin y fit, après l'armistice, une enquête sur place : elle recueillit le témoignage non suspect d'Allemands indignés du traitement qu'on avait fait subir aux déportés. Les noms de ces déposants ne pouvant être révélés, nous n'insisterons pas sur leurs déclarations. La Mission recueillit encore la déposition du pope russe Stefirzi, que nous croyons utile de reproduire ici en grande partie, moins encore à titre de témoignage que pour illustrer d'une façon saisissante les excès dont toutes les victimes se plaignent si abondamment.

Déposition du pope Stefirzi.

« Vers le mois de décembre 1916, pour autant que ma mémoire soit restée fidèle, au kommando de *Tessendorff*, près de Marienburg, où se trouvaient environ 1.000 prisonniers russes, furent envoyés de Belgique quelques civils belges, 400 environ, comme me l'ont communi-

(1) Enquête du bourgmestre de Ophain-Bois-Seigneur-Isaac (canton de Nivelles) et plainte de la Ligue des déportés de Gosselies.

qué des personnes dignes de foi : des officiers supérieurs et des sous-officiers russes

Les Belges, n'ayant reçu comme nourriture que de la soupe au rutabaga et une très petite quantité de pain, refusèrent d'aller au travail. Le commandant de l'Arbeit-Kommando, le capitaine de cavalerie Zimmerman, me semble-t-il, ordonna de ne pas donner à manger aux Belges pendant quelques jours, disant qu'ils devaient gagner leur nourriture, mais les Belges, même épuisés par la faim, ne se mirent pas au travail ; alors on commença à les battre à coups de crosse, mais les Belges sans forces et le corps couvert de sang ne voulaient pas travailler tout de même.

En janvier, j'ai reçu de Tessenborf des plaintes de la part de prisonniers de guerre et civils belges qui étaient obligés de travailler au vent et à la gelée, sans pardessus, sans même la moindre capote, les Russes commencèrent à affluer dans les hôpitaux les pieds gonflés par les privations et par le froid et le corps portant des marques qui indiquaient qu'ils avaient eu à exécuter des travaux pénibles ; ils étaient complètement épuisés, au mois de février, arriva au camp tout un convoi de Belges malades et épuisés parmi lesquels les 2/3 ne se tenaient pas debout et on était obligé de les transporter sur des brancards ou simplement les chasser avec des bâtons pour qu'ils fassent la route du wagon au camp. Les docteurs russes qui se trouvaient alors au lazaret et moi, nous pensions qu'on les enverrait dans un hôpital, mais les Belges furent isolés dans une baraque du camp que l'on entourait de sentinelles. Pour autant que je sache, ils ont dû être soignés par des médecins allemands, parmi eux se trouvait le médecin Auscheleger (de Strasbourg) qui était en même temps à Elbingen.

5 à 6 Belges en moyenne mouraient par jour. Il m'arrivait aussi d'enterrer des Russes et des Roumains et quand j'arrivais au cimetière, je voyais alors de nouvelles tombes belges.

Par ma situation de président du comité, il m'arriva un jour de passer devant les baraques où logeaient les Belges (Camp II, block XI), j'y ai vu des Belges, les effets déchirés et nu-pieds ; un d'entre eux courut vers les fils de fer et me dit quelque chose en français, mais je lui répondis que je ne comprenais pas, alors l'autre mit la main à la bouche et prononça ces mots : « Camarade, du pain » Aussitôt une sentinelle s'approcha de lui et lui donna un coup de crosse sur la poitrine qui le fit tomber ; il se mit à cracher et du sang lui sortit de la bouche et du nez ; quant à moi, je reçus une réprimande sévère, parce que j'étais passé devant la baraque ; l'aide de camp me menaça d'arrêts et de punitions.

Au mois de mai 1917, j'eus l'occasion de parler à un Belge qui à ma demande : « Comment êtes-vous nourri ? » me répondit : « Comme les Russes ; mais les Belges ont fait un passage à travers les fils de fer de la cuisine et, pendant la nuit, ils volent les déchets de cuisine et les épluchures de pommes de terre ; mais cette voie a été remarquée par les Allemands et la kommandantur donna des ordres sévères prescrivant de tirer sur chaque prisonnier qui s'approcherait du tonneau contenant les déchets et résidus qui, saupoudrés de farine, servaient de nourriture aux cochons » (il faut savoir que dans le camp on

nourrissait de 30 à 40 cochons, leur chair était distribuée aux officiers du casino et était aussi vendue dans le commerce ; c'est la raison pour laquelle la nourriture destinée aux cochons était plus savoureuse et bien meilleure que la nourriture des prisonniers).

Un beau jour, au mois de mai, entre 4 et 5 heures, je passais dans le camp et je vis la sentinelle charger son fusil, puis viser quelqu'un ; je regardai de plus près et je vis que c'était un Belge, un appelé Jules Dagnet, comme il le fut établi par la suite, il entra, en se courbant, dans un tonneau renfermant des déchets et y mangea ; la sentinelle sans mot dire le mit en joue, chaque fois que le Belge montrait la tête, elle le mettait en joue et alors je me mis à siffler, le Belge le remarqua et se cacha dans le tonneau, mais la sentinelle le tenait à l'œil ; finalement le Belge ne pouvant plus rester dans le tonneau, voulut en sortir ; au même moment une détonation retentit, le Belge leva les mains, blessé mortellement d'une balle au ventre, quelque temps après, il mourait dans d'atroces souffrances. Il fut enterré le 18 mai 1917.

Le traitement envers les civils belges était très dur, ils mouraient de faim, de froid, des suites de rudes coups de crosse et de bâton. Lorsqu'on fit part à la Kommandantur de ce traitement, l'aide de camp Illiesgow répondit que la kommandantur exécutait les ordres du général commandant ; tous les soldats et sous-officiers qui ont traité rudement les prisonniers de guerre ont reçu des congés et ils n'ont pas été envoyés au front, ils étaient considérés comme étant de bons employés.

L'officier du camp à cette époque était le capitaine Muller »

Situation des déportés dans les usines, ateliers, mines et carrières d'Allemagne.

Les Allemands ont donné le nom de travailleurs volontaires aux déportés belges qui consentaient à signer un contrat de travail. Nous nous refusons à reconnaître parmi eux un seul volontaire, car il est impossible d'attribuer une valeur quelconque à des signatures consenties dans les circonstances que nous venons de décrire.

L'engagement était fait pour un terme de 3 à 4 mois. Le signataire se liait indissolublement ⁽¹⁾ pour un temps indiqué avec la firme ou l'employeur auquel il était envoyé ; il en devenait l'esclave. Le rapatriement était bien promis au terme de l'engagement, mais il était loin d'être toujours exécuté.

(1) Des dossiers allemands datant de l'occupation contiennent de nombreuses traces d'enquêtes faites sur la possibilité de rapatrier des déportés réclamés par des parents laissés sans soutien, l'enquête conclut généralement par la négative, le déporté ayant signé un contrat de travail.

On a soutenu en Allemagne que ces hommes employés dans l'industrie avaient été bien traités, bien nourris et avaient reçu des salaires aussi importants que ceux des ouvriers allemands. On a prétendu de plus, que les travailleurs déportés n'avaient pas été occupés à des ouvrages destinés à l'armée.

A cette dernière affirmation nous opposerons tout de suite une liste, qui n'a pas la prétention d'être complète, d'établissements dans lesquels ces hommes furent utilisés. On constatera qu'il y eut des travailleurs belges dans presque tous les centres industriels allemands et qu'ils furent employés dans les usines de fabrication d'armes et de munitions.

LISTE D'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS EN ALLEMAGNE,
DANS LESQUELS DES OUVRIERS BELGES FURENT UTILISÉS

Les Usines Krupp, de Essen,

Les Hauts-Fourneaux de Lubeck, de Oberhausen ;

Les Charbonnages de Dalhausen, de Merseburg (Ober Beuna) de Frielendorf, de Rosbach, de Hemingen (Barbra), Greppinerwerk de Wolfen (Kreis Bitterfeld)

Les Fabriques de briquettes de Gross Kayna, près de Merseburg (Gewerkschaft Michel), la Grube Sibilla, Benzeroth bei Frecken

Les Fabriques de produits chimiques de Neckarzinner (Bade), de Briesem a/Rhein

Les Houillères de Gelsenkirchen

Les Mines de sel ⁽¹⁾ à Unterbriezbach, à Ehmen (près Fallerleben ; Kreis Gifhorn) à Hezingen

Les fonderies de Wetzlar, Surth lez-Cologne

Les Ateliers de construction de Libbar lez-Cologne.

Les Usines électriques A. E. G. de Francfort s/Mein

Les carrières de Neu-Remscheid, Dombowken (Kreis Sensbung)

Les fabriques de ciments. Niederlasteine, Emmoor (Hanovre)

Des fabriques d'engrais (Rheinhausen); des sucreries (Klein

⁽¹⁾ Le travail dans les mines de sel a laissé aux hommes un souvenir particulièrement épouvantable. Voir Rapport sur les traitements infligés aux prisonniers, publié dans le même volume à la suite du présent Rapport.

Wassleben), des fabriques de briques réfractaires (Andernach s/Rhin).

Des corderies (Locknitz près de Stettin).

Des fabriques de wagons (Brême)

La fabrique de munitions d'Elsen, celles de Dusseldorf (Bohler Stahlwerk), de Gustberg, Griestinne, Höchst s/Main, Krankenthal (fabrique de pièces pour sous-marins), etc, etc.

Pour ce qui concerne le traitement subi par les ouvriers dans ces industries, il est certain et tout-à-fait naturel, qu'il fut moins mauvais que celui infligé dans les camps. Il s'en faut même de beaucoup. Nous rappellerons toutefois, qu'il se trouva des chefs d'entreprise assez mauvais, assez brutaux et dépourvus de sens moral, pour accepter de tenter eux-mêmes de réduire par la force la résistance de certains hommes dont ils avaient besoin, mais qui se refusaient à travailler. Dans la série des sévices dont nous publions le récit ci-après, on verra des cas qui justifient l'appellativo d'esclavage dont nous avons stigmatisé l'emploi des ouvriers belges déportés dans les entreprises industrielles en Allemagne.

Charbonnages Greppinerwerk, Wolfen, près Bitterfeld.

Les hommes étaient groupés dans un camp à Bitterfeld, d'où on les emmenait travailler à la mine. On relève de très nombreuses plaintes de déportés qui ont été battus par des gardiens. Le nommé Mottet, de Laroche, déclare ce qui suit :

Les deux contremaîtres de ce charbonnage, Lintoff et Kieroff, nous laissèrent sans manger pendant 8 ou 10 jours, jusqu'au moment où, à bout de forces, nous avons dû nous résigner au travail.

Le contremaître Lintoff était d'une brutalité jusqu'à la férocité. Il battait les hommes avec une telle rage, qu'il cassa plusieurs cannes sur le dos de pauvres déportés, après quoi, il employait des barres de fer. Il nous menaçait et braquait son revolver, prêt à tirer pour nous obliger à travailler.

Cette déposition est confirmée notamment par le témoin Gillet.

Au camp même de Bitterfeld, nombreuses scènes de brutalité. Un Allemand aurait frappé si violemment un déporté, au moyen d'une barre de fer, qu'il l'aurait laissé inanimé dans la neige pendant près d'une heure. Quand on voulut transporter la victime dans son baraquement, on constata qu'elle était morte.

(Déposition de Public, Théodore, de Laeken Enquête du juge de paix de Laeken)

Chemikefabrik (de Griche Théodor) à Bos Bitterfeld

Cravet, Jules, de Beauraing a déposé (enquête du juge de paix du canton de Beauraing) que le déporté Ignace, Thomée fut tué d'un coup de bâton, par un soldat allemand La cause de cette violence était la non exécution d'un ordre que Thomée n'avait pas compris

Carrières de Drombrowken (Kreis Sensbüng, Prusse Orientale).

La ligue des déportés de Gosselies a fait un rapport contre le régisseur de la carrière, nommé Bachzynsky. Pour les forcer de travailler, celui-ci menaçait les déportés, les rouait de coups, les injuriait En avril 1917, il laissa 20 déportés sans nourriture pendant 4 jours et, pendant 2 de ces jours, il leur refusa un abri pour la nuit

(Confirmé par l'enquête du Ministère de la Marine ; faits signalés par le commis d'ordre Chantraine.)

Usine A. Risberksen, Montagnewerk Krupp, à Teutschental.

Le nommé Leurquin, de Ceroux-Mousty, fut roué de coups, parce que, complètement épuisé, il avait cessé le travail 5 minutes avant l'heure fixée ; puis on l'obligea à rester debout sur une table en plein air, devant son baraquement ; chaque fois qu'il tombait il était cravaché.

Leurquin est mort des suites de ces mauvais traitements en mars 1917 L'enquête faite à ce sujet par le Parquet de Nivelles est confirmée par Van Doorslaer, Théodore, de Laeken (enquête du juge de paix de Laeken) dont voici une partie de la déposition .

J'ai été moi-même témoin du meurtre du nommé Leurquin de Ceroux-Mousty lez-Ottignies Le soldat allemand qui portait le surnom de « lion » a frappé sans la moindre raison ce pauvre garçon sur la tête Leurquin est mort une heure après. Avant que Leurquin fut emporté, les Allemands l'ont laissé étendu dans la neige environ 1 heure, sans lui donner de soins et même il n'a rien reçu à boire

Pour le surplus Van Doorslaer a déposé que les procédés employés pour contraindre les déportés au travail étaient les mêmes que partout ailleurs, il est resté lui-même 6 jours sans nourriture.

Van Pellecom, Louis, a été laissé 2 jours sans nourriture. Il dit qu'on infligeait aux récalcitrants des coups de matraque, de crosse de fusil et de bâton.

Usine Han (Corderie), à Locknitz, près Stettin.

Tous les gardiens et principalement le nommé Freiss Auguste se montraient très brutaux à l'égard des déportés. Peu après leur arrivée, on força les déportés à marcher toute une journée dans la neige et on les laissa sans nourriture, de telle sorte que le lendemain, ils se résignèrent à accepter de travailler. (Déposition de Fernand Merey).

Le surveillant Freiss notamment, a battu à coups de canne les déportés Désiré Nollemon et Billy, Henri, de Nassogne. Nollemon fut si maltraité, que ses compatriotes, témoins du fait, ont dû le conduire chez le docteur de Locknitz, qui le fit transporter d'urgence à l'hôpital de Stettin, où il mourut peu après.

Paquet et Merey, Fernand, ont déposé notamment qu'en juillet 1917, les hommes ayant refusé le travail ont été frappés à coups de crosse de fusil, par 3 soldats qui avaient été réquisitionnés par le directeur des travaux.

Rosbach (mine de charbon)

Le surveillant, nommé Johan, sous prétexte que les déportés ne travaillaient pas assez, les battait presque journellement avec tout ce qui lui tombait sous la main, bâton, bêche, etc. Van Capellen a été blessé à la jambe droite d'un coup de bêche que lui avait donné un surveillant.

Usine Leuna Werke à Leuna (Saxe Anhalt).

De Brucker, Jean, a déposé (enquête juge de paix de Wolverthem) que pour le contraindre au travail, on l'a obligé à rester à moitié déshabillé et pieds nus, pendant 4 heures, dans la boue qui lui venait jusqu'aux genoux.

Quand des hommes refusaient de travailler, le maître ouvrier leur lançait à la tête tout ce qui lui tombait sous la main : morceaux de bois ou de fer, pierres, etc.

Leemans, René, cultivateur à Ophem-Brusseghem, a déposé (juge de paix de Wolverthem) qu'il fut envoyé avec 301 de ses compagnons d'Alten Grabow à Leuna. On les fit rester toute la journée à l'extérieur, dans la neige, pour les amener à accepter le travail. Le soir, ils étaient encore 45 qui refusaient. Ceux-ci furent renvoyés à Alten Grabow, après avoir passé quatre jours encore, privés de nourriture, dans un cachot.

Usine de Brilon Wald

Bourrelet, Ernest, a déposé (P. V. du commissaire de police de Jodoigne) que, s'étant évadé et ayant été repris, un sous-officier allemand l'a menacé de son revolver, puis lui a fait enlever ses vêtements, ne lui permettant de garder que son pantalon, et ainsi l'a fait conduire dans une cave, où il est resté enfermé pendant 3 jours et 3 nuits, sans nourriture. Chaque matin, deux soldats et le même sous-officier venaient l'inviter à travailler et, sur son refus, il était roué de coups par le sous-officier, tandis que les soldats le maintenaient. A la fin du troisième jour, devant sa résistance inébranlable, il fut reconduit au camp de Meschede.

Wefensleben (Mines de sel)

Le travail commençait à 6 heures du matin pour se terminer à 6 heures du soir. Les hommes recevaient pour toute ration journalière 200 grammes de pain et 2 litres de soupe. A tour de rôle ils devaient travailler jusqu'à 10 heures du soir, sans pour cela recevoir de ration supplémentaire (Déclaration de Henri Masson, électricien à Bruxelles. Enquête faite par le Ministère de la Marine.)

Ober Buena, Charbonnage

Van den Bergen, Léonard, de Hasselt a déposé (enquête du juge de paix de Laeken) que pour refus de travail, on l'a frappé à coups de bâton, de matraque, etc. et privé de nourriture.

Il a ajouté :

J'ai vu frapper d'autres prisonniers civils, notamment des Anversois ; j'ai vu tuer un Anversois à coups de bâton la nuit ; je crois que l'auteur principal de cet assassinat s'appelait Müller ; l'ingénieur de la mine a également frappé ; tous les jours, d'ailleurs, on frappait les prisonniers.

Ceci est confirmé par Edgard, Nicolas, de Laeken qui accuse également Muller du meurtre du malheureux Anversois. Celui-ci n'a pu être identifié

Mine de charbon Barbia, de Griave Hemingen

Un déporté d'Anvers ou des environs, malade, fut contraint de travailler malgré son mal et battu. Il mourut trois jours plus tard. (Déposition de Van Doren, de Duffel, au commissaire de police du canton de Malines)

Ce fait est confirmé par Fierens, Jean, qui déclare qu'il s'agissait d'un déporté de Wavre Ste-Catherine. Il a ajouté qu'un déporté de Malines a été violemment frappé par un surveillant, qu'il en eut une blessure à la tête ayant exigé des soins pendant 4 mois. Il a vu également qu'on jetait un Anversois, incapable de travailler parce qu'il avait les pieds gelés, dans un puits d'où il put heureusement sortir. L'auteur de ce forfait était un surveillant du jour.

De nombreux déportés se plaignent d'avoir été contraints de travailler, quoique malades, pour éviter des coups. Ils étaient battus également par le surveillant, sous prétexte qu'ils ne travaillaient pas assez.

Fabrique de briques Gewerkschaft Michel, à Gross Kayna, près Merseburg (Saxe).

De nombreux surveillants et employés frappaient les déportés qui ne travaillaient pas suffisamment à leur gré. En avril 1917, un déporté originaire d'Ath, qui était malade depuis une huitaine de jours et alité, fut frappé avec une telle violence qu'il en mourut (Déclaration de M. J.-B. Ernoux, président de la ligue des prisonniers civils et déportés à Waha, canton de Marche, certifiée sincère par 9 témoins)

Florentin Mostenne a déposé que le 15 juin 1917, des affiches avaient été apposées annonçant que les non-chômeurs n'avaient plus à travailler. Malgré tout, l'inspecteur les a obligés à travailler, allant jusqu'à signer lui-même, pour eux, des contrats de 3 mois ⁽¹⁾.

(1) En juin 1917, d'après le rescrit impérial de février 1917, il ne devait plus rester en Allemagne, en fait de Belges, que des « travailleurs volontaires ». A beaucoup de déportés, on extorqua par ruse ou violence la signature de contrats pour avoir un prétexte administratif de les retenir au travail.

Hauts-Fournaux à Lübeck.

Beghin, Emile, a déposé (enquête du juge de paix du canton de Fosses), que des déportés ayant refusé de travailler, le 15 juillet 1917, 4 d'entre eux furent battus à coups de crosse de fusil et de matraque. Le lendemain, 40 déportés persistant dans leur attitude, furent mis contre un mur, pendant 48 heures, sans recevoir aucune nourriture.

Fabrique de briquettes, à Nerath.

Une cinquantaine de déportés refusant le travail furent enfermés dans un réduit, où 30 hommes à peine auraient pu s'étendre, de telle sorte qu'ils ne pouvaient s'allonger qu'à tour de rôle pour dormir. A 3 1/2 h. du matin, on les faisait sortir et on les mettait en rangs de 10 ; ils devaient rester ainsi en plein air (il neigeait) pendant 4 à 5 heures, sans mouvement. Puis, transpercés, ils devaient rentrer dans la baraque non chauffée, où ils ne disposaient d'aucune couverture. Après quelques heures de tranquillité, on les faisait sortir à nouveau, et cette fois ils devaient rester à l'extérieur pendant 24 heures. S'ils s'avisaient de vouloir remuer, ils recevaient des coups. Par épuisement les hommes acceptèrent de travailler, mais sans signer de contrat.

Le travail était de dix heures par jour. (Enquête juge de paix de Boom. Nombreuses dépositions.)

Claes, Emile, a déposé qu'un jour, pour refus de travail, 7 hommes et lui furent conduits dans une cave bétonnée, où on les laissa quatre jours et 4 nuits sans nourriture et sans couverture. Chaque jour on venait leur demander s'ils consentaient à travailler. Devant leur refus, on leur disait : « Alors vous crèverez dans cette cave ». Le quatrième jour, les malheureux, complètement épuisés, acceptèrent de travailler.

A la fabrique de briquettes de Nerath les déportés n'avaient jamais de jours de repos, pas même le dimanche.

Grube Sibilla, Fabrique de briquettes à Benzeroth bei Frecken, Cologne.

Mêmes mauvais traitements que ceux déjà cités

Un jour, le nommé Lissens, Henri-Jean, (enquête du juge de paix de Boom) prit la défense d'un camarade, qui, au travail, avait

été maltraité On se mit alors à le frapper à son tour avec un outil de fer et on le menaça d'un revolver. Puis on le mit au cachot pendant 48 heures, en le privant de toute nourriture A sa sortie, il fut encore frappé par un gendarme.

Fabrique de béton, Knapzack

On laissa les hommes pendant 24 heures en plein air, sans leur donner de nourriture, pour les forcer au travail Ils étaient gardés par de la police armée de revolvers et par des chiens policiers On les menaça de les abattre s'ils persistaient dans leur refus

Neckarzinner (Bade), Fabrique de produits chimiques et construction d'une fabrique.

15 déportés de Bautersem, 1 de Oirbeek, 7 de Vertryck ont déposé que, pour refus de travail, ils ont été enfermés pendant 2 jours, sans recevoir de nourriture, puis obligés de stationner dans la neige durant une bonne partie de la journée suivante Ce fait se passa en février 1917

En juin 1917, les déportés refusèrent de nouveau de travailler Les Allemands les enfermèrent dans leurs baraquements, les obligèrent à dormir plusieurs nuits sur des planches et ne leur donnèrent que de la soupe et du pain. (Enquête du juge de paix du Canton de Tirlemont)

Le nommé Decerf, Lucien, reçut d'un soldat allemand, un si violent coup de pied dans le ventre, qu'il dut être transporté à l'hôpital (Dépositions de Stiers, Emile, témoin oculaire et de Abts, Théodore)

Lenschede (carrière).

Pour avoir refusé de travailler, des déportés furent enfermés dans une chambre pendant 2 jours et privés de nourriture 4 Allemands, 2 soldats et 2 civils, les menacèrent de mort et les frappèrent à coups de crosse et de bayonnette (Dépositions de Nuyts Eugène, Achten Adolphe et Dewijnants François. Enquête du juge de paix du canton de Tirlemont)

En général, les évasions étaient sévèrement punies de peines de prison et d'amendes. Citons, à titre d'exemple, les nommés Lacroix, Gustave et Hubin, Emile, qui se virent infliger chacun 15 jours de prison, pour s'être évadés d'une mine à Muchelen. Nous reproduisons ci-après le texte de la curieuse condamnation, qui leur a été communiqué.

Sur réquisitoire du Parquet Royal, une peine de prison de deux semaines est fixée à charge de vous du chef d'avoir refusé à Muchelen, au mois de juillet 1917, en qualité de sujets non militaires d'un Etat ennemi, d'exécuter les travaux qui vous ont été régulièrement assignés par le Service militaire compétent, en ce que vous abandonniez le travail à la fosse Elise et que vous vous sauviez.

Délit prévu par le 5149 de la loi relative à l'état de siège du 4 juin 1851 et 11 décembre 1915, en connexion avec la publication du Général FF du IV^e Corps d'armée, du 9/12/1916

CHAPITRE V.

LES DÉPORTÉS EN FRANCE ET DANS LA ZONE DE COMBAT EN BELGIQUE

On se souvient que les chômeurs et prétendus chômeurs rassemblés par les « offices du travail » (Arbeitsamten) dans le territoire des Etapes, étaient, au contraire de ce qui se passait dans le territoire du Gouvernement général, expédiés dans des zones rapprochées du front, soit en France, soit en Belgique.

Là, ils étaient groupés en compagnies de travail, dont plusieurs réunies formaient un bataillon de travailleurs civils, un des fameux « Zivil Arbeiter Bataillonen », ou Z. A. B. comme nous les appellerons dorénavant. Embrigadés de la sorte dans des unités organisées militairement, les déportés furent soumis à une discipline impitoyable, brutale dans ses méthodes, et tout-à-fait odieuse, lorsqu'on songe qu'elle était destinée à augmenter le rendement en travail d'hommes courbés sur une tâche dirigée contre l'intérêt de leur patrie, bien plus, forcés d'élever des ouvrages meurtriers contre leurs propres frères.

C'est bien en cela que consistait, en effet, le travail imposé, so-disant par humanité, aux ouvriers réquisitionnés. Les besognes sont des plus variées, mais toutes intéressant directement ou indirectement les travaux de défense de l'armée allemande ; qu'on en juge plutôt par cette nomenclature établie d'après les dépositions des déportés : chargement et déchargement de munitions, de

gravier, de ciment, abattage d'arbres ⁽¹⁾, construction d'abris bétonnés, de baraquements, terrassements pour travaux de défense, établissement de fils de fer barbelés; réfection de routes dans le voisinage du front

Aucun doute ne peut être conservé. les civils belges ont été réquisitionnés pour participer à l'érection rapide du système de défense adopté pendant l'été 1916 par le Grand État-Major allemand et qui porte dans l'histoire de la guerre le nom de ligne Hindenburg ⁽²⁾ Si même le témoignage des victimes ne l'établissait pas péremptoirement, il suffirait de jeter les yeux sur une carte pour s'en convaincre. En effet, les localités où la présence des bataillons de travailleurs civils belges a été signalée, se répandent derrière tout le front, depuis Verdun jusqu'à la côte belge ⁽³⁾

Depuis octobre 1916 jusqu'à l'armistice, la population du territoire belge soumis à la juridiction militaire, (nous désignons par là les territoires des étapes, des zones maritimes et des zones de combat), a donc vécu sans interruption sous le régime de la corvée militaire avec déplacement lointain. Les habitants de ces régions ne bénéficièrent pas de la mesure suspendant les réquisitions d'hommes en Belgique, qui fut arrachée à l'Empereur allemand au début de 1917, par les protestations des Belges appuyées de l'indignation du monde entier. Le Grand Quartier-Général et les chefs d'armée excitant de l'autonomie de leur commandement militaire, — qui leur accordait le droit souverain d'apprécier les nécessités imposées par la guerre, — maintinrent leur droit à exiger la corvée de la part des habitants du territoire soumis à leur juridiction martiale

Il arriva même que, dans certaines parties du Royaume tardivement incorporées dans les zones d'étapes par suite des fluc-

(1) Les Allemands ont fait pour la construction de leurs travaux de défense une consommation considérable d'arbres, dont les bois, les routes et les parcs de la Flandre ont fait les frais.

(2) Celle-là même sur laquelle se replièrent les troupes Allemandes en hiver 1917, afin de faire échouer l'offensive française prévue du général Nivelle.

(3) Nous reproduisons aux annexes nos 5 et 6, les deux cartes qu'a dressées M. R. Henning dans son livre « Les déportations de civils belges en Allemagne et dans le Nord de la France »; elles indiquent les nombreuses localités de la région de Lille et de la région de Verdun, où des déportés étaient cantonnés; ces localités voisines du front étaient généralement prises sous le feu des canons alliés.

tuations de la ligne du front, ou pour toute autre raison à laquelle la question des déportations n'est peut-être pas étrangère ⁽¹⁾, certains déportés libérés en 1917 à la suite du décret impérial, furent repris et déportés de nouveau, en 1917 et en 1918, par ordre de l'autorité militaire. Ils furent astreints au travail forcé, cette fois à l'arrière du front allemand.

*
* *

Quelles étaient les conditions du travail dans les Z A B ?

Nous avons vu au chapitre III que beaucoup d'hommes ne touchèrent jamais pour ce travail forcé que la somme dérisoire de 30 pf par jour. Le manque de zèle à la tâche entraînait des punitions sévères, accompagnées d'injures et de coups. Les hommes étaient gardés par des sentinelles armées et plus d'un paya de sa vie une tentative d'évasion. Le personnel allemand exécutait sans faiblesse les ordres impitoyables des chefs de bataillon et de compagnie.

Les déportés étaient évidemment logés et nourris. Le logement ne paraît pas avoir été spécialement le sujet de vives réclamations. Il n'en est pas de même de la nourriture : tous ces hommes se plaignent d'avoir reçu des aliments sans consistance et des rations tout-à-fait insuffisantes, alors qu'on les forçait à fournir un effort physique considérable.

Aucun souci de l'état de santé des déportés ne semblait préoccuper les autorités allemandes, en dehors, bien entendu, des cas qui présentaient des dangers d'épidémie. Lorsqu'un homme se déclarait malade, on le laissait sans soins et on refusait de l'exempter du travail : on ne s'occupait de lui que lorsqu'il était absolument épuisé. Les décès, lamentablement nombreux dans les hôpitaux, ne sont dus, d'après les témoignages des camarades, en grande partie qu'aux mauvais traitements, au manque de soins et à l'épuisement.

La Commission locale de secours et d'assistance aux réquisitionnés du Grand-Gand (Gand et agglomération) avait insisté à plusieurs reprises, notamment en juin 1917 lorsqu'elle demanda le rapatriement des déportés, pour que l'autorité allemande accordât une sérieuse augmentation de salaires à ceux-ci et des in-

⁽¹⁾ Exemple : l'arrondissement de Mous, devenu zone d'étapes en 1917.

demnités raisonnables aux victimes d'accidents de travail et aux familles des décédés C'était, en effet, une question capitale que de faire admettre par les Allemands, l'application de la loi sur les accidents aux ouvriers réquisitionnés, de même que leur propre responsabilité comme employeurs. Après de nombreuses entrevues et une longue correspondance, le principe en fut admis ; mais les très rares indemnités accordées furent toujours insignifiantes et le demi-salaire payé aux intéressés ne fut fixé qu'à 1.10 fr par jour. Dans la suite, les Allemands n'admirent plus aucune discussion à ce sujet et interdirent même au Comité National d'accorder un secours spécial aux mutilés Quant aux familles des décédés, les Allemands ne voulurent jamais leur accorder qu'une indemnité de 400 fr. au maximum.

Tous les déportés souffrirent intensément de leur séjour dans les Z. A. B L'examen de leur état physique, à leur retour, fera l'objet d'un chapitre spécial ; nous ne nous y arrêtons donc pas ici Nous signalerons toutefois, que les premiers réquisitionnés renvoyés dans leurs foyers, complètement épuisés, firent une profonde impression sur leurs frères restés au pays C'étaient suivant l'expression généralement employée « de lamentables loques humaines » Quelques mois de service dans les Z. A. B avaient fait d'hommes bien portants, de véritables squelettes.

*
* *

L'administration de l'Étape nia toujours énergiquement que le sort fait aux ouvriers déportés pût donner lieu à des critiques Ainsi, lorsque l'aspect des déportés renvoyés de France, le récit de leurs infortunes et le tableau qu'ils firent de la vie imposée dans les Z. A. B. poussèrent leurs compatriotes à formuler une protestation auprès de l'autorité allemande, celle-ci refusa d'admettre le bien-fondé des plaintes qui lui étaient adressées. A un long rapport présenté au mois de décembre 1916 par la Commission locale de secours et d'assistance aux réquisitionnés de Gand, rapport contresigné par 21 ouvriers civils réformés renvoyés de France, et dénonçant avec précision les traitements infligés dans les Z. A. B, le général von Unger, inspecteur de l'étape, répondit qu'il avait fait procéder à une enquête, que selon lui, les renseignements fournis par la Commission étaient tous faux Il ajoutait cependant, que des mesures avaient été prises là où des abus avaient pu être commis !

En février 1917, la Kommandantur de Gand invita la Commission locale de secours et d'assistance aux déportés, à faire envoyer des instruments de musique dans les camps, pour permettre aux ouvriers de se distraire. La Commission répondit sèchement, que ce qui manquait surtout dans les camps, c'étaient les effets d'habillement et les vivres. Les Allemands n'insistèrent pas.

Plus tard, en juin 1917, lorsque les déportés originaires du Gouvernement général furent régulièrement renvoyés d'Allemagne, la même Commission locale de Gand demanda à la Kommandantur de la ville, la libération des ouvriers du territoire de l'étape envoyés dans le Nord de la France. L'Inspection des Etapes répondit par l'argument habituel, sur la sincérité duquel nous n'avons plus à revenir, c'est-à-dire, que les réquisitions dans la région considérée avaient été ordonnées dans l'intérêt général, pour diminuer les dépenses occasionnées par les secours et pour faciliter le ravitaillement. Elle fit de plus remarquer à la Commission locale, que les réquisitionnés étaient mieux soignés dans les Z. A. B. que nos soldats ne l'étaient à l'armée belge ! Après cette observation, qui avait à toute évidence sa raison politique, la réponse de l'Inspection des Etapes faisait savoir qu'aucune discussion ultérieure à ce sujet n'était plus autorisée.

Aux dénégations hautaines de l'autorité allemande relative aux mauvais traitements infligés aux hommes enrégimentés dans les Z. A. B., s'oppose la masse de témoignages que les déportés eux-mêmes sont venus, dès la libération du territoire, déposer entre les mains des magistrats belges préposés pour les recevoir. On les trouvera tous dans les archives de la Commission d'Enquête. Il n'est pas possible de publier tous ces récits, qui, même si on fait une large part à l'exagération assez fréquente chez les victimes d'actes de brutalité, permettent de conclure, par leur nombre et leur concordance, que dans tous les Z. A. B. les déportés furent traités avec une extrême rigueur. Sans doute certains chefs n'eurent pas recours à un terrorisme aussi impitoyable que d'autres, mais il n'en est pas moins vrai que dans toutes les unités, en raison même du caractère odieux du travail que l'on cherchait à obtenir des hommes, on eut recours à des procédés peu en rapport avec ce qu'exige la dignité humaine.

Il ne nous paraît pas nécessaire d'établir un bilan complet de toutes les violences dont furent victimes les travailleurs civils, ni de dépeindre le sort que subirent les déportés dans chacune des compagnies de Z. A. B. Ce serait d'ailleurs produire une série

fastidieuse de récits à peu près similaires Nous croyons suffisant pour justifier l'acte d'accusation contre les Allemands d'avoir forfait aux règles du droit des gens en abusant indignement des populations des territoires occupés, de publier certains faits particulièrement caractéristiques de leurs méthodes Nous les citerons en nombre assez élevé, pour qu'il ne soit pas possible de soutenir qu'il s'agit de cas isolés ⁽¹⁾.

Quelques faits particuliers

Z A B I. — Les déportés, à leur arrivée derrière le front, refusèrent de se mettre au travail On les tortura A Le Quesnoy (France), Meert Alphonse, faisant partie de ce Z. A. B. fut, à 5 reprises différentes, enseveli dans une fosse, de façon que la tête seule restât découverte, et chacune des fois les soldats le firent sortir de la fosse en le tirant par la tête et les oreilles ; à Rieux (France), les nommés Damme Pierre et De Muynck Benoit, eurent à subir le même sort (Rapport du procureur du roi de Termonde)

Z. A B 2 — Les Allemands avaient adopté une punition communément appliquée en cas de refus de travail ils plaçaient le récalcitrant dans un verger et le forçaient à se tenir immobile et sans manger pendant 48 heures et même davantage Certains déportés prétendent y être restés 92 heures

14 déportés de Baesrode se plaignent d'avoir été frappés par le sous-officier Bauwens ou Bauer.

Le déporté Verhulst, Jacques, prétend avoir vu tuer par ce même sous-officier un de ses camarades, parce que ce dernier atteint de maladie, refusait de se rendre au travail. (Mêmes références)

Z A B. 4. — Le déporté Deschuyter, de Gand, fut frappé si violemment avec un bâton par le sous-officier Kranzer, qu'il en mourut quelques jours plus tard (Rapport de la Commission locale de Gand, 2 témoins du fait)

A la 3^e compagnie du même bataillon, le nommé Schuermans Charles, de Gand, était tombé de fatigue et de faiblesse. Il fut

⁽¹⁾ On lira avec intérêt, concernant le même sujet, de très nombreux récits de déportés des Z. A. B, recueillis par M René Henning et publiés dans son ouvrage : « Les déportations de civils belges en Allemagne et dans le Nord de la France » Il s'agit de déportés recueillis dans les hôpitaux de Bruxelles à leur renvoi en Belgique et que M. Henning interrogea en 1917.

achevé à coups de crosse de fusil, par le sous-officier Stein, en présence du lieutenant Losch, commandant du bataillon. Les Allemands annonçèrent à la sœur du malheureux, que celui-ci était décédé des suites d'une pneumonie et d'une maladie d'estomac (Mêmes références, plusieurs témoins du fait.)

Z A B. 11 — Le gefreiter Max Grund, s'est montré d'une brutalité extrême à l'égard des déportés. On peut dire notamment, qu'il causa la mort du déporté Lefèvre, Ferdinand, de Gand. Le fait se passa à Pouilly s/Serre (France), en février ou mars 1917; Lefèvre transportait du bois sur le dos, il tomba exténué, l'Allemand lui donna l'ordre de continuer un travail, dont il était incapable. Il se mit à cracher du sang, pendant 1/4 d'heure. Le lendemain il alla à la visite du médecin, mais il fut déclaré un « carotier » Depuis ce jour, il dépérit et mourut le 19 mai.

L'autorité allemande déclara qu'il était mort de faiblesse de cœur (Rapport de la Commission locale de Gand, 3 témoins.)

A La Ferté (France), 2^e compagnie du même bataillon, quelques déportés, poussés par la faim volèrent un pain qui se trouvait sur une voiture. Le soldat Fritz Mebuus, qui était de sentinelle, fit feu, il tua Gustave Vermeire et blessa au pied Alphonse Corain, tous deux de Gand. L'autorité allemande annonça que Vermeire avait été tué au cours d'une évasion (Mêmes références; témoins plusieurs compagnons de travail de Vermeire.)

Z A. B. 16 — Les plaintes concernant les mauvais traitements y sont particulièrement nombreuses. Signalons notamment que, rien que pour l'arrondissement de Termonde, 121 déportés se plaignent d'avoir reçu des coups de pied du sous-officier Kitsing (ou Kitsching).

Le soldat Lievesohn aurait porté un coup de bayonnette à l'épaule du déporté De Wit, Adolphe, et de plus il lui aurait brisé deux doigts.

Le déporté Lutens Pierre, de Termonde, pressé par la faim, avait ramassé à Aulnois, dans un wagon déchargé, quelques croûtes de pain. Pour le punir, le sous-officier Dorrin lui porta plusieurs coups de bayonnette et de bâton. 3 déportés se plaignent de faits analogues.

Le déporté Ghysels Philippe, de Termonde, fut grièvement blessé au dessus de l'œil gauche, par le soldat Schwartz, qui lui porta, sans motif, un violent coup de crosse sur la tête. La blessure occasionnée avait 5 centimètres de largeur. Plusieurs déportés

se plaignent d'avoir subi des mauvais traitements de la part de ce même soldat (Rapport du procureur du roi de Termonde.)

Signalons encore, subsidiairement, qu'une trentaine de plaintes sont dirigées contre le sous-officier ou caporal Leeman et une centaine contre le sous-officier Aberlandt

Z A B 19 — Le nommé Florimond de Moortzeele, fut frappé si violemment, qu'il en mourut 2 jours après, à l'hôpital de Le Cateau, où il avait été transporté (Déposition de Van der Beken, Gilbert, enquête du juge de paix du canton d'Oosterzeele.)

Z. A B. 20 — Il s'est passé à ce bataillon, un fait d'une particulière gravité, vu spécialement la personnalité de celui qui l'a commis un infirmier allemand, nommé Matheus Maszmann, religieux à Vallendorf Une instruction a été ouverte contre lui par le parquet de Courtrai. La Chambre du Conseil du Tribunal de Courtrai a estimé que la juridiction de cette ville était incompétente pour juger les actes commis par Maszmann, pour le motif que ce dernier, de nationalité allemande et habitant l'Allemagne, n'avait pas été découvert en Belgique, que de plus, les faits avaient été perpétrés en dehors de l'arrondissement judiciaire de Courtrai

Nous possédons toutefois le dossier de cette affaire ; les témoignages oculaires ont été entendus, sous la foi du serment, par le juge d'instruction Voici le résultat de l'instruction

Maszmann était infirmier au Z A. B 20 L'unité se trouvait à Pouilly s/Serre (France).

Le 30 janvier 1917, les déportés reçurent l'ordre de se rendre en train à La Fère pour y prendre un bain Le déporté Georges Depraeter, de Courtrai, complètement épuisé par suite des fatigues et des privations, s'était rendu à la visite médicale, pour être exempté du travail. L'infirmier Maszmann le renvoya en le frappant De plus, il l'obligea à accompagner ses camarades à La Fère. A la descente du train, De Praeter était incapable de marcher. Maszmann le frappa à nouveau en disant : « Qu'on abatte ce cochon » (Schiessen Sie mir diesen Schwein kaput) Déposition de Dekimpe Remi).

Au retour, de la gare de Pouilly à la baraque, Maszmann interdit à Verschuere Léopold de porter De Praeter Verschuere fut même, pour ce motif, frappé à coups de crosse, par des soldats, à la demande de l'infirmier. De Praeter dut faire le chemin, sans aide Il tomba plusieurs fois en cours de route et Maszmann lui donna des coups de pied pour le faire relever. « Je n'exagère pas,

— a déposé le témoin Verschuere — en disant que pour ainsi dire à chaque pas, De Praeter recevait un coup de Maszmann ».

Le soir, De Praeter était évanoui et le lendemain, il mourait, sans avoir reçu le moindre soin, sans même que Maszmann fût venu le voir.

De Muynck, Michel, a déposé qu'il était allé prévenir l'infirmier que De Praeter était mourant et que l'infirmier lui répondit : « Cela n'est rien, c'est encore un cochon de Belge de plus au cimetière de Pouilly »

Z. A B 26. — 4^e Compagnie Les hommes incapables d'exécuter le travail commandé, étaient frappés à coups de crosse

Un jour du mois de février 1917, le nommé Remy t'Sjoen tomba inanimé sur le chantier Un soldat le battit, pour le forcer à se relever, puis il l'obligea à rester debout, pendant 4 heures. Au retour, t'Sjoen fut roué de coups On fut obligé de le porter, car il était incapable de faire un pas de plus. Il mourut le lendemain (Déclaration de Ernest Hennion, témoin du fait : Gaston Massens, tous deux d'Estaimpuis, Hainaut)

Le nommé Victor, Jules, était malade et incapable de travailler. Il fut brutalisé par deux soldats, qui lui donnèrent des coups de crosse et de bâton. Il fut contraint de se rendre au travail, le caporal infirmier et le médecin ayant refusé de l'examiner Il était très gravement atteint, quand on se décida à le faire entrer à l'hôpital Il fut finalement renvoyé chez lui, où il mourut, dix jours après son retour. (Dépositions de Cornille Achille et Fourmentiaux Jules Enquête du juge de paix du canton de Templeuve, Tournai)

Z. A B 27 — 3^e Compagnie Le nommé Pol Verstraeten, de Gand, fut tué Un des témoins ne donne pas de motif ; toutefois, un autre dit que Verstraeten fut tué, au cours d'une évasion. (Enquête du juge de paix du canton d'Oosterzeele)

Z A B 28 — Posvyn, René, fut un jour porté manquant à l'appel ; en effet, malade, il était resté dans le baraquement ; 3 soldats vinrent l'y chercher Ils le trouvèrent au lit et l'en arrachèrent. Il tomba, la tête la première, sur le sol Les soldats se mirent à le frapper. De plus, pour l'empêcher d'aller trouver le médecin, ils l'emmenèrent travailler à un puits de 3 mètres de profondeur, où ils le laissèrent pendant 1 heure et demie Il dut être transporté au lit ; le soir, il fut envoyé à l'hôpital, où il mourut le lendemain. (Déposition de Nerinck, Gustave, enquête du juge de paix du canton d'Oosterzeele).

Z. A. B 30 — Un dimanche matin, des déportés avaient dû aller couper des carottes, à la cuisine Le déporté Kilemoes, Camille, de Gand, poussé par la faim, ramassa en sortant un morceau de carotte et le mit en poche Un soldat l'aperçut, le frappa et lui donna l'ordre de jeter le morceau, ce qu'il fit Kilemoes fut ensuite conduit auprès du sous-officier Olhne, qui lui demanda pourquoi il avait pris la carotte ; il répondit : « Parce que je mourais de faim » Le sous-officier lui asséna en pleine figure un coup de poing si violent, que Kilemoes en saignit et que le sang lui coula sur les vêtements Etourdi, il tomba. Le sous-officier se mit alors à le frapper avec un morceau de bois (Plainte de la victime, 3 témoins du fait.)

Un déporté du nom de Pierre, Emile, de Gand, déclare qu'une sentinelle tira sur lui à bout portant, sans le moindre motif, le blessant à l'épaule gauche.

Z. A. B 31. — De nombreux déportés se plaignent d'avoir été maltraités par le lieutenant feldwebel Pingel et ses subordonnés (Enquête du juge de paix du canton d'Avelghem)

A la 4^e Compagnie de ce bataillon, le déporté Declercq, Remi, tomba malade au cours du travail Il était 1 heure de l'après-midi On l'obligea pourtant à rester au travail jusqu'à 4 heures Ne pouvant suivre la colonne à la rentrée, il fut frappé par la sentinelle, d'abord avec un bâton, ensuite avec un fusil La sentinelle voulait, par les coups, l'obliger à courir Il resta deux jours au cantonnement, puis on dut le transporter à l'hôpital, où il mourut 8 jours après (2 témoins)

Z. A. B 32. — Le sous-officier Janssens est accusé d'actes de violence par de nombreux déportés Le nommé Copieters se plaint d'avoir été roué de coups par lui

Le nommé Raes avait été autorisé, pour cause de maladie, à rentrer chez lui Au moment de quitter le camp, il fut frappé jusqu'au sang à coups de bâton par les sous-officiers Janssens et Keil (ou Kaill).

Les deux mêmes sous-officiers, sur les ordres du lieutenant Schmincke, frappèrent le déporté Verlaekt, Pierre, à coups de crosse et lui brisèrent une côte Il dut être soigné dans un hôpital. Les faits se passèrent à Billy (France).

Le soldat Sinkel est présumé avoir tué le déporté César Heyman, de Zele, à coups de bayonnette. Ce fait aurait eu lieu à Baraucourt (France).

(Faits relevés par le procureur du roi de Termonde.)

A la 3^e Compagnie du bataillon, qui se trouvait à Affreville (France) au travail, le nommé André Leveugle devint malade, dans la matinée du 28 novembre 1917. Un soldat lui donna l'ordre de travailler, il refusa, car il en était incapable. Le feldwebel intervint, renouvelant l'ordre sous menace de le laisser sans nourriture toute la journée. Il répondit qu'il était incapable de manger. Dans l'après-midi le soldat revint et le brutalisa pour le faire lever et travailler. Leveugle fut atteint au front d'un coup de crosse de fusil; il s'évanouit et expira à 6 1/2 heures du soir. (Rapport transmis par le bourgmestre d'Aelbeke, avec la déclaration du déporté Desmet, Alois.)

Pour les quelques faits que nous relevons encore ci-après, nous ne possédons pas l'indication du bataillon où ils furent commis.

A Le Poirier (près de Valenciennes) des déportés trouvèrent, en octobre 1918, le nommé Soreau, Henri, étendu dans la cour de l'usine, où ils travaillaient. Le malheureux avait les côtes défoncées et portait des traces de coups dans le dos. Il déclara avoir été frappé par un soldat allemand faisant une patrouille. Il mourut le lendemain (Enquête du juge de paix du canton de Chièvres, 5 dépositions.)

Van Hove J.-B., déporté à Montmédy, où l'on s'occupait de la construction d'abris derrière le front, a déposé : « J'ai reçu des coups de bâton et de crosse de fusil, parce que je refusais le travail. J'ai fait 2 mois et un jour de prison; à ma sortie, en mars 1917, j'avais les pieds gelés. » (Enquête du juge de paix de Schaerbeek.)

Signalons encore les actes inhumains commis dans les camps de Jolimetz, d'Anglefontaine, de Ste Preuve et de Prémontré, où se trouvaient un grand nombre de civils déportés de l'arrondissement de Tournai. Beaucoup d'entre eux étaient rattachés, soit au 22^e, soit au 26^e bataillon de travailleurs civils. Les déportés sont unanimes à se plaindre des traitements qu'on leur infligea. A Jolimetz et à Prémontré, les coups étaient incessants et pour les motifs les plus futiles.

Joseph Delhaye a déposé (commissaire de police de Tournai) que deux déportés occupés au placement d'une ligne de chemin de fer, malades et incapables de travailler, furent battus si violemment à coups de bâton, qu'ils s'affaissèrent. On dut improviser des civières pour les ramener au camp. L'un des deux fut trouvé mort le lendemain sur sa paillasse.

Les déportés qui s'enfuyaient et étaient repris, recevaient des coups de bâton (Déposition de Van den Dyck, même référence.)

Un déporté de Tournai, du nom de Planque, fut renvoyé de Prémontré chez lui. Il succomba peu après son retour. M. le substitut du procureur du roi de Tournai a fait une enquête au moment du retour de Planque. Des témoins ont déclaré qu'il n'était plus qu'une loque humaine ; il était couvert de poux, avait des plaies et des ulcères sur tout le corps et portait des traces de coups sur les jambes et le ventre ; la victime déclara, notamment aux témoins Jeanne d'Haye et M. l'abbé Gilmant, qu'il avait été battu à coups de crosse de fusil, de bâton, de pied et de cravache, parce qu'il refusait obstinément de signer un engagement de travail.

A. Angelfontaine, un déporté malade, ayant demandé la visite du médecin, reçut pour toute réponse des coups de bâton. Il fut jeté au cachot, où le lendemain on le trouva mort.

(Déposition de Richeling Charles, même référence.)

Enfin, pour ce qui concerne les camps de Sedan, de Bazeille, de St Mandé et de Longwy, dirigés par le Commandant Engels, on trouvera des détails dans le Rapport sur les traitements infligés aux prisonniers ⁽¹⁾

Ces camps de discipline renfermèrent des condamnés politiques, des fraudeurs punis par les Allemands ; mais on y envoya aussi des civils réquisitionnés qui refusaient le travail, ou que l'on avait punis pour d'autres motifs.

⁽¹⁾ Ce rapport constitue la deuxième partie du présent volume.

CHAPITRE VI

CAMP DE STRAIMONT (NEUFCHATEAU, BELGIQUE)

De nombreux civils, la plupart originaires du Luxembourg, ont été déportés à Straimont, où se trouvait une scierie.

Les frères Schenck, l'un lieutenant, l'autre feldwebel, avaient la direction de l'exploitation ; le sergent Krell y était contre-maître. Ce dernier était d'une brutalité inouïe.

Les déportés étaient soumis à un travail très rude (abattage et sciage des arbres, transports sur wagonnets, etc) En mai 1917 ils étaient encore cantonnés à l'école communale de St Médard et chaque jour on les conduisait à la forêt. A partir de septembre 1917, le camp a été transféré à la gare de Straimont.

Jamais l'état de santé des déportés ne fut pris en considération.

M. le docteur Lifrange, de Bertrix, a déposé que le 23 mai 1917 il a visité les déportés qui se trouvaient à l'école de St Médard. Sur 24 personnes qu'il a examinées, 15 auraient dû être hospitalisées d'urgence et 4 autres étaient inaptes au travail par suite de maladies chroniques.

On essayait naturellement de faire signer aux déportés des contrats de travail. Pour y arriver plus aisément, les Allemands publièrent, le 3 août 1917, une affiche apposée à la porte du corps de garde : on y annonçait que les déportés pouvaient toujours signer un contrat de 4 mois en se présentant au bureau du sergent. Dans le but de vaincre les derniers scrupules, il était ajouté que ces engagements ne pourraient nuire au contractant après la conclusion de la paix, car « aussitôt le terme accompli, ces contrats seraient détruits ».

La nourriture comme partout était exécrable et insuffisante.

Les Allemands se montraient surtout impitoyables à l'égard de ceux qui étaient surpris dans une tentative d'évasion. Ces malheureux étaient alors roués de coups de matraque et mis en cellule.

M. le curé de St Médard, qui s'efforçait d'atténuer dans la mesure du possible la détresse des déportés en leur apportant le réconfort de sa présence et leur faisant remettre des vivres et des vêtements, a déposé, que le 8 février 1918 il se trouvait à quelques mètres du corps de garde du camp, avec quelques prisonniers. Ceux-ci lui dirent « On vient de reprendre Nestor Buydens, de Bruxelles, vous allez entendre ce qui va se passer ». Et en effet, partant du corps de garde où se trouvaient Buydens et un Allemand, que les déportés surnommaient « le bourreau », de véritables hurlements de douleur se firent entendre et cela pendant 10 à 15 minutes environ. Les témoins entendaient frapper, mais ne voyaient pas.

De très nombreux déportés se plaignent d'avoir été frappés par le sergent Krell. De Meyer, Adolphe, a déposé qu'un jour où il portait un rail avec un autre prisonnier, Krell a asséné à son compagnon d'infortune, sans aucune raison, un formidable coup de bâton.

Deleu a déposé que des déportés ayant refusé de travailler, un jour qu'il y avait deux pieds de neige, Krell est arrivé et s'est mis à frapper à tort et à travers, avec un gourdin.

Enfin, signalons le meurtre commis par Krell, sur la personne d'un déporté français, du nom de Boussemard, Lucien. Ce déporté âgé de 51 ans, était en proie à de fréquentes crises d'épilepsie, mais les Allemands n'avaient pas consenti à le réformer. Le 31 décembre 1917, Boussemard avait passé au dessus des fils barbelés. Krell tira deux coups de feu qui l'atteignirent à la tête et le frappa ensuite de coups de bayonnette et de crosse de fusil. (Dépositions : Cardon, Mergeay, Hubert, Sandmont. Toutes les dépositions relatives à ces faits, sont extraites de l'enquête judiciaire faite par les soins du Parquet Général de Liège dans l'arrondissement de Neufchâteau.)

De nombreux déportés de Bruxelles et de ses faubourgs se plaignent également des mauvais traitements endurés à Straimont.

Hunaerts J.-B. a déposé qu'il s'était évadé du camp pour aller chercher des pommes de terre. Il fut arrêté. Le lendemain, il

comparut devant le sergent Krell, qui, après l'avoir insulté, le frappa si violemment au visage avec un morceau de bois, qu'il lui brisa 4 dents à la mâchoire supérieure (Enquête du juge de paix du canton de Laeken.)

De Bruyn, Edouard, a déposé qu'il a vu un jour, Krell assommer un homme au moyen d'un morceau de poutrelle de fer. L'homme a été ramassé, mais les déportés n'ont jamais su ce qu'il était devenu

CHAPITRE VII.

CONSTATATIONS FAITES SUR L'ÉTAT DE SANTÉ DES DÉPORTÉS A LEUR RETOUR D'ALLEMAGNE ET DE FRANCE

On a lu d'autre part, qu'après l'intervention impériale de février 1917, un grand nombre des déportés qui avaient refusé jusqu'au bout de signer un engagement de travail, furent renvoyés d'Allemagne dans leurs foyers. Il fut dès ce moment possible de se rendre compte en Belgique des privations qu'ils avaient endurées. ils rentraient dans un état pitoyable, débilités pour la plupart et beaucoup d'entre eux gravement atteints de maladie. Leur aspect confirmait, ce qu'avaient révélé déjà, sur le régime des camps et kommandos allemands, les hommes renvoyés précédemment chez eux pour cause de faiblesse trop grande ou de maladie.

Nous possédons sur l'état de santé des déportés rentrés d'Allemagne dans le courant de l'année 1917 une importante déposition faite sous la foi du serment par M. le docteur Ledent, de Liège, devant le procureur du roi de cette ville. M. le docteur Ledent était parvenu, en effet, à organiser un véritable service de Croix-Rouge, pour porter secours au deportés venant d'Allemagne et passant par Kinkempois-lez-Liège. Il fut mis ainsi en mesure d'examiner rapidement dans un service de premier secours, environ 40.000 déportés en 1917, parmi lesquels il a relevé 3 408 cas (c'est-à-dire 8,5 %) d'affections nécessitant des soins urgents. Ce chiffre même, d'après M. Ledent, doit être inférieur à la réalité, beaucoup

de rapatriés, ayant dissimulé leur état réel dans le désir de regagner au plus tôt leurs foyers (¹)

Il convient de noter, que de nombreux déportés ne rentrèrent d'Allemagne que dans le courant de 1918, beaucoup même ne revinrent qu'après l'armistice. Ces hommes échappèrent à un contrôle systématique organisé dans toutes les communes, qui eût permis des constatations rigoureuses sur leur état de santé. La même observation doit être faite pour les ouvriers ayant travaillé en France et en Belgique dans les Z. A. B.

Là où des constatations furent faites, là où une organisation existante put fonctionner discrètement sous l'occupation et dresser en quelque sorte les comptes de la déportation, les chiffres sont éloquents et révélateurs.

M. le procureur du roi d'Anvers a réussi, pour l'arrondissement judiciaire d'Anvers, à établir les proportions suivantes :

- 3 à 4 % de déportés moururent en exil.
- 5,2 % de déportés sont estropiés ou demeureront invalides
- 6,5 % portent des cicatrices des violences subies
- 4,4 % ont eu les pieds gelés.
- 35,8 % sont rentrés malades d'Allemagne

D'autre part la Commission locale de secours et d'assistance aux déportés de l'agglomération gantoise a relevé les constatations suivantes :

Nombre total de déportés considérés	11 782
Nombre de décès connus à la date du 25 janvier 1919	324 ou 2,8 %
Nombre d'hommes soignés dans les hôpitaux belges	1.129 ou 9,5 %

Sur 6.779 hommes recensés comme ayant travaillé dans les bataillons du Nord de la France, 2.648 ou 39 % sont rentrés malades et furent soignés par les médecins de la ville de Gand

(¹) La déposition du docteur Ledent est publiée, en annexe, à la suite du présent rapport, annexe n° 7, pages 334 et suivantes

Rappelons d'ailleurs les résultats de la statistique générale de la Commission d'Enquête publiés aux pages 24 et 25 du présent rapport. On y voit que 2 17 % des déportés moururent en exil, alors que pour la grande majorité d'entre eux, la durée de la déportation ne dépassa pas 9 mois.

On sait qu'en général, lors de l'enlèvement des hommes, les Allemands n'ont pas procédé à un examen médical sérieux. Seuls les malheureux atteints d'infirmité visible ont réussi à éviter la déportation. Extrêmement rares furent les médecins militaires qui se donnèrent la peine de visiter sérieusement ceux qui défilaient devant eux, parfois même, l'autorité ennemie jugeait cette formalité inutile.

Il ne fut pas tenu compte des certificats médicaux belges présentés. Nombre de malades furent ainsi dirigés vers les camps et les lieux de travail, ce qui aggrava leur état d'une façon considérable et amena beaucoup de décès.

Les maladies les plus fréquemment observées parmi les déportés étaient la pneumonie, l'entérite, la diarrhée, la tuberculose, la néphrite, sans compter les épidémies, telles que le typhus ou la grippe. Au surplus, à leur retour, les déportés étant atteints de faiblesse générale plus ou moins accentuée. Ces maladies furent occasionnées indiscutablement par le manque de soins, le manque d'hygiène, la nourriture manifestement insuffisante, surtout par rapport au travail exigé des déportés.

Il sera possible, dans un avenir plus ou moins prochain de déterminer les conséquences de la déportation sur la santé et la capacité ouvrière des hommes qui en furent les victimes. Ce sera l'œuvre des médecins des hôpitaux, appelés tous les jours à soigner des malheureux dont la santé reste chancelante; des statistiques pourront être dressées et l'on constatera certainement une recrudescence énorme de cas de tuberculose.

Des observations scientifiques dans ce sens ont déjà été faites. L'autorité allemande envoya notamment en juillet 1917 deux cents ouvriers flamands malades, qui avaient été déportés dans le Nord de la France, à l'hôpital St Pierre à Bruxelles. Ils furent l'objet de la part de MM. les docteurs Vandeveldt et Cantineau, d'examen cliniques dont les résultats ont été résumés dans un mémoire paru dans le Bulletin de l'Académie Royale de Belgique en 1919. L'examen détaillé de ces nombreux cas a permis aux deux médecins précités de porter un jugement général et de valeur absolue. Il s'agissait en effet de déportés venus de provinces différentes.

On peut affirmer qu'il n'a pas été tenu compte de l'état de santé des hommes, lorsqu'on constate qu'un déporté au moment de l'enlèvement, était convalescent de pneumonie, que plusieurs autres portaient depuis des années une volumineuse hernie inguinale, que d'autres encore, étaient porteurs de hernie, qu'un autre était atteint d'aortite ; qu'il y avait un cas d'endocardite chronique ; qu'un déporté présentait une atrophie d'un membre inférieur consécutive à une poliomyélite infantile, que deux tuberculeux sont morts à l'hôpital St Pierre

L'examen du régime alimentaire, d'après les déclarations de ces malades, a également une portée générale, puisque le régime était sensiblement le même dans toutes les régions où les civils belges ont été soumis au travail forcé

Or, quelle était la ration journalière des hommes

3 à 400 grammes de pain ;

2 bols de café (ersatz) ;

1 ration de soupe ;

un peu de graisse, de pâté de foie ou de marmelade de fruits

Au sujet de la qualité de cette ration, MM. Vandevelde et Cantineau ont obtenu des précisions de la part de déportés qui étaient chargés de préparer la nourriture des Belges ; il en résulte que la soupe contenait 5 fois par semaine 75 grammes de viande par portion. Chaque déporté en recevait donc 375 grammes par semaine, ce qui équivaut à une ration quotidienne de 54 grammes. De plus la viande renfermait, au moins 50 % d'os.

On ajoutait à la viande :

soit 100 gr de riz ;

» 100 gr. de blé concassé ;

» 100 gr. d'orge perlé ou de gruau d'avoine ;

» 150 gr. de fèves ;

» 300 gr. de rutabagas.

Enfin, la soupe était additionnée de feuilles sèches de betteraves ou d'orties. Les auteurs du mémoire signalent que M. le professeur Slosse a dressé le bilan de l'effet utile d'un tel régime. Il a établi ce bilan en supposant la ration la plus avantageuse, composée des aliments les plus riches :

ALIMENTS		ALBUMINE	GRAISSES	HYDRATE DE CARBONE
		Grammes	Grammes	Grammes
Viande	25 grammes	5,14	0,45	—
Os	25 »	0,24	0,60	—
Fèves	125 »	30,57	2,22	94 10
Pain	350 »	28,35	2,52	166,46
Saïndoux	40 »	0,44	37,60	—
Café	7 »	0,23	0,35	0,87
Chicorée	4 »	0,14	—	2,07
Totaux		65,11	43,74	263,50

Ce régime, concluait le professeur Slosse, comporte une énergie totale de 1,703 calories

« Or, ajoutent les docteurs, le poids moyen d'un homme de notre pays, s'élève d'après Quételet, à 65 kilogrammes. La ration de travail intense doit être évaluée, d'après Atwater, à 55 calories nettes, par kilogramme. La recette énergétique approximative doit être 55×65 , soit 3 575 calories. Les conséquences de ce calcul, sont formelles : les déportés ont subi un déficit quotidien de $3.575 - 1.703$, soit 1 872 calories. Ce déficit supposant la formule de soupe la plus riche, on peut dire que nos compatriotes ont reçu communément une alimentation plus insuffisante encore ».

Il importe de ne pas oublier que, la plupart du temps, dans les cantines des camps — quand il y en avait — on ne pouvait se procurer que du tabac et que, de toute façon, quand on y pouvait trouver un peu de vin et des conserves, le prix était prohibitif pour les maigres ressources des déportés.

Le mémoire des deux médecins aborde l'examen des symptômes cliniques communs à tous les déportés. Nous en extrayons les passages particulièrement édifiants :

« *Considérations générales.* — Quand on examine un grand nombre de déportés, on constate bientôt que ces hommes, qui ont enduré les mêmes privations, qui ont subi les mêmes fatigues et les mêmes tortures, présentent tous des symptômes semblables, d'une fixité extrême. Sans doute l'intensité de ces symptômes varie dans des limites

étendues, il est des formes sévères et des cas bénins, le tableau clinique n'en offre pas moins une singulière uniformité

Nous nous efforcerons de décrire et de préciser ce syndrome, nous étudierons ensuite les accidents morbides qui s'ajoutent chez certains malades au syndrome principal, nous terminerons ce travail par un examen rapide des lésions chirurgicales que portaient un grand nombre de nos pensionnaires

Symptômes de début — Le début ne varie guère une sensation générale de faiblesse, des douleurs abdominales, de l'inappétence, une diarrhée souvent sanguinolente, de la céphalalgie, des vertiges, parfois des frissons, et des hémorrhagies nasales. En même temps apparaît un oedème des membres inférieurs, lequel augmente rapidement, les urines diminuent d'abondance, tandis que les mictions deviennent plus fréquentes, surtout au cours de la nuit

A ce moment, le sort des déportés va se dessiner, quelques-uns sont immédiatement envoyés au lazaret, là, à la faveur du repos et d'une alimentation moins mauvaise, les symptômes s'atténuent et l'oedème se dissipe. Quand, quelques jours plus tard, ces malades arrivent dans notre service de l'hôpital St Pierre, il ne reste plus de traces extérieures, apparentes, de l'infiltration et des troubles digestifs.

Malheureusement la plupart de nos compatriotes ont été contrainsts, malgré l'état de leur santé, de poursuivre le travail; chez ceux-là, les oedèmes vont croissant, la dyspnée survient et l'oligurie s'accroît, parfois même les oedèmes se compliquent de phlegmons étendus, dont nous étudierons plus loin l'évolution et les conséquences.

Ajoutons que les malades se plaignent généralement peu des soins dont ils ont été l'objet dans les lazarets de campagne; on y couchait sur la paille; la nourriture, bien que médiocre, était supérieure à celle des camps de travailleurs; fait capital pour les déportés, ils échappaient pour quelque temps aux brutalités dont ils avaient souffert pendant des mois.

Le voyage de retour vers Bruxelles paraît s'être effectué dans des conditions satisfaisantes

Arrivée à l'hôpital Saint-Pierre. — A leur entrée à l'hôpital, tous les déportés sont dans un état de malpropreté repoussante, un grand nombre sont couverts de vermine. Les vêtements sont en lambeaux. Quelques malades ont dû emprunter des hardes à l'administration militaire allemande; celle-ci a pris soin d'en exiger dans la suite la restitution. Plusieurs déportés portent des sabots, les chaussures des autres sont éculées. Beaucoup de malades souffrent de durillons et de plaies plantaires; quelques-uns sont dépourvus de bas et de chaussettes.

Les hommes sont maigres; le teint est généralement pâle, blafard, grisâtre; l'allure est farouche, inquiète, il faut plusieurs jours de repos calmant et d'alimentation réparatrice pour que nos hôtes prennent confiance et osent nous conter leurs odyssées.

Amaigrissement — Tous les déportés, indistinctement, ont maigri, la perte moyenne de poids s'élève à treize ou quatorze kilogrammes. Plusieurs de nos pensionnaires, dont les oedèmes persistaient, ont continué leur deshydratation et on maigri encore pendant les premiers temps de leur séjour à l'hôpital Saint-Pierre. Chez les autres, le redressement des poids s'effectue, rapide et régulier, sans arriver toutefois aux chiffres d'avant la déportation.

Il résulte des observations faites, qu'en général dès le début du séjour des déportés à l'hôpital, le relèvement du poids se constate ; à peine le malade a-t-il reçu une nourriture convenable, qu'il gagne un kilogramme par jour. MM. Vandevelde et Cantineau signalent que ces progrès sont significatifs, au point de vue du pronostic : il est exceptionnel que l'on rencontre de telles augmentations, même aux cours de la convalescence des maladies infectieuses. Les seuls déportés ne bénéficiant pas d'une progression de poids, sont les tuberculeux.

Les déportés présentent en outre une amyosthénie très marquée. Un repos de quinze jours et une alimentation tonique provoquent un relèvement sérieux de la force musculaire. Cependant les malades ne retrouveront qu'exceptionnellement leur force normale, même après avoir été bien nourris et s'être reposés pendant trois semaines.

L'examen de la tension artérielle chez les malades montre que celle-ci a diminué dans des proportions considérables, provoquant des syncopes et même du collapsus cardiaque ; le repos et le régime ramènent rapidement un relèvement de cette tension.

Les déportés présentent, au moment de l'entrée à l'hôpital, des températures quelque peu inférieures à la normale. Il faut deux semaines au moins, pour que celle-ci atteigne la normale.

Suivent des considérations sur l'examen du sang, sur les altérations rénales, très caractéristiques ; tous les déportés indistinctement, présentent des symptômes manifestes d'insuffisance rénale qui est la conséquence directe du régime défectueux, ainsi que des conditions d'hygiène fâcheuses auxquelles les malades ont été soumis pendant la durée de la déportation.

Il convient ici de citer textuellement le mémoire des médecins :

« Dans un précédent paragraphe, nous avons déterminé la valeur calorimétrique du régime et nous en avons établi le déficit. On comprendra sans peine que des ouvriers nourris de la sorte durant des mois, chargés d'un travail des plus rudes, exposés sans cesse à des tortures physiques et morales, se débilitent rapidement et deviennent une proie facile pour les maladies de tous ordres.

D'autre part, les conditions d'hygiène que nous avons énumérées : privation de bains et de linge propre, logements insalubres, exposition au froid et à l'humidité, mettaient en péril le fonctionnement des émonctoires et favorisaient l'apparition des accidents d'insuffisance rénale

Laissant de côté les cas de néphrites confirmées, que nous développerons plus loin, nous constatons que tous les déportés ont eu, pendant leur séjour en France, des oedèmes plus ou moins étendus des membres et de la paroi abdominale. Ces oedèmes, qui parfois s'étendaient au cou et à la face, disparaissaient généralement grâce au repos que les malades trouvaient dans les lazarets de campagne

Au moment de l'arrivée à Bruxelles, les déportés ont le teint pâle, la face blafarde si commune chez les brightiques chlorurémiques. Cette pâleur ne trouve pas sa justification dans la formule hématique qui a été établie précédemment, elle ne peut s'expliquer que par un certain degré de rétention chlorurée, un oedème apparent ; c'est le pré-oedème de Widal. Un simple coup d'œil jeté sur quelques tableaux indiquant la courbe des poids, la diurèse, la chlorurie, observée pendant les premiers jours d'hospitalisation, donnera la preuve de cet état de deshydratation de l'organisme.

Dès leur entrée à l'hôpital, les malades sont soumis à un traitement identique. Exception est naturellement faite pour les brightiques albuminuriques, qui reçoivent un régime spécial. Après un bain de propreté, les déportés se mettent au lit ; la plupart, au demeurant, ne demandent qu'à dormir ; ils n'interrompent leur sommeil que pour prendre un peu de nourriture.

Tous nos pensionnaires accusent une faim vive. Cependant le premier jour, nous ne leur accordons que deux litres de lait ; le lendemain, on leur donne un litre de lait et le quart de ration ordinaire. Les jours suivants, ils reçoivent le régime commun de l'hôpital, augmenté d'un œuf et de cinquante grammes de lard gras

Afin d'apprécier les résultats du traitement, nous mesurons régulièrement les urines, nous pesons les malades de trois en trois jours, nous procédons au dosage quotidien des chlorures urinaires ; enfin, la température axillaire est recueillie à sept, à douze et à dix-sept heures.

Sous l'influence du repos et du régime alimentaire, à l'exclusion de toute thérapeutique médicamenteuse, l'énergie du myocarde se renforce, les reins se débloquent et une diurèse abondante ne tarde pas à se développer.

Puis viennent les observations, faites pour 14 cas de néphrite confirmée

Nous reproduisons le résumé des observations qui dispense de tout commentaire

« *Résumé du chapitre II.* — Si nous envisageons dans son ensemble le tableau clinique offert par la totalité des déportés, nous y découvrons sans peine un syndrome constant, dont les éléments essentiels sont :

- a) un amaigrissement dépassant, chez certains malades, le quart du poids total ;
- b) une amyosthénie très marquée ;
- c) une hypothermie qui persiste après une période assez longue de repos, en dépit d'un régime alimentaire tonique
- d) une débilité rénale, sans azotémie, mais avec chlorurémie intense et élimination imparfaite du bleu de méthylène. Chez quelques sujets la débilité rénale est profonde et il se développe de véritables néphrites avec albuminurie et hématurie

Ce syndrome est, sans aucun doute, la conséquence du régime alimentaire, des soins défectueux d'hygiène, du surmenage et des mauvais traitements.

Par son insuffisance, le régime alimentaire a occasionné l'anémie, l'amaigrissement, l'amyosthénie, l'hypothermie, par sa mauvaise qualité, il a provoqué les troubles gastro-intestinaux et la débilité rénale.

L'absence de soins corporels a aggravé l'état des travailleurs en troublant les fonctions des émonctoires.

Les conditions défectueuses de couchage ont exposé les déportés à l'action nocive du froid et de l'humidité.

Enfin, les sévices, les mauvais traitements ont contribué pour une large part, à affaiblir les malades, à réduire leurs moyens de défense.

Ajoutons que depuis le début de la guerre, et surtout au cours de l'année 1917, la population civile de la Belgique occupée a fourni de nombreux cas de débilité rénale. Ces cas sont comparables à ceux des déportés, mais la gravité est généralement moindre. Les médecins du bassin houiller en signalent chez les ouvriers mineurs ; l'un de nous en a rencontré plusieurs dans un asile pour aliénés indigents. A l'hôpital Saint-Pierre, nous avons soigné beaucoup de chômeurs bruxellois dont le régime comprenait la ration de soupe et le pain délivrés dans les cantines communales ; plusieurs d'entre eux présentaient des infiltrations oedémateuses considérables. Tous ces malades guérissaient rapidement ; il suffisait d'un peu de repos et d'une nourriture tonique pour assurer la résorption des liquides transsudés. »

C'est là le syndrome constant, mais la déportation a occasionné, chez certains de nos compatriotes, divers troubles morbides qui se sont ajoutés au syndrome principal décrit.

MM. Vandeveld et Cantineau ont limité leurs observations à trois maladies qui résultent le plus directement de la déportation et qui paraissent avoir exercé les plus sérieux ravages : la tuberculose pulmonaire, la pleurésie et le rhumatisme articulaire aigu.

Les auteurs rappellent que l'enlèvement des hommes a été exécuté sans contrôle médical et que souvent l'on déportait des malheureux atteints de lésions organiques graves. Des hommes bien portants reposaient, dans des locaux encombrés trop restreints, avec des tuberculeux. De plus l'alimentation défectueuse, le travail trop rude, les tortures physiques et morales, le manque de soins de propreté ont amené une grande propagation de la tuberculose.

Il a été constaté ainsi, qu'une première série de cent déportés comprenait :

a) sujets indemnes de tuberculose	58
b) sujets portant des lésions exposées pyrétiques en période d'activité	10
c) sujets portant des lésions discrètes, telles que : condensation d'un sommet, synéchie pleurale, adénopathie médiastine	32

Quarante-deux pour cent des déportés sont donc tuberculeux !

Citons .

« La grande proportion de tuberculeux, relevée parmi les déportés, est d'autant plus significative, que ces hommes sont pour la plupart originaire de la région agricole, où la maladie est beaucoup moins répandue que dans les grands centres urbains. Nous avons fait une enquête concernant l'hérédité de nos pensionnaires et le milieu familial dans lequel ceux-ci vivaient avant la déportation. sur 100 malades, 86 offrent une hérédité indemne et ne comptent aucun tuberculeux dans leur entourage immédiat ; quatorze sont hérédo-tuberculeux ou ont été exposés à la contagion avant leur départ pour le Nord de la France »

MM. les docteurs Vandeveldt et Cantineau ont constaté 15 cas de pleurésie. Un des déportés, atteint de pleurésie purulente, a été particulièrement malmené avant de recevoir les soins qu'exigeait son état.

37 des Belges examinés ont présenté des atteintes de rhumatisme articulaire aigu pendant la déportation ; 34 d'entre eux n'avaient jamais souffert de rhumatisme avant leur départ pour le Nord de la France. Le froid humide, la fatigue sont les causes prédisposantes les plus habituelles du rhumatisme aigu ; on ne s'étonnera donc guère que cette maladie ait frappé près de 20 % de nos compatriotes.

Enfin, MM Vandevelde et Cantineau relatent quelques exemples intéressants de maladies de cœur Il s'agit d'hommes déjà malades avant la déportation ; citons pour exemple Vercruysse, Achille de Courtrai, qui, en raison de son affection cardiaque, était un infirme , il était fréquemment en proie à des crises angineuses ; le moindre effort provoquait l'essoufflement. C'est dans cet état qu'il fut pris par les Allemands Il fut employé à la réfection des routes, dut travailler 10 et 11 heures par jour et fut très souvent battu. Ce n'est qu'après plusieurs mois qu'il fut soumis à l'examen d'un médecin Il fut immédiatement envoyé à l'hôpital de campagne et de là, à Bruxelles

MM Vandevelde et Cantineau écrivent avec raison à la fin de leur étude .

« Notre travail ne comporte aucune conclusion , les faits que nous avons rapportés sont éloquentes , il serait puéril d'y rien ajouter

Mais il nous paraît que toute injure matérielle ou morale, tout dommage comporte une réparation . nos malheureux compatriotes sont les créanciers de ceux qui les ont torturés. Quand l'heure des règlements de compte aura sonné, nous ne manquerons pas de livrer aux autorités compétentes les dossiers que nous avons dressés pour chacun de nos malades. »

Annexes au rapport sur les déportations des ouvriers belges.

ANNEXE N° I.

General-Gouvernement
in Belgien.
III T. L. Nr. 4840

Brussel, den 15. Mai 1916.

VERTRAULICH.

*An die (Militar-) Gouverneure, die Kommandanten von Beverloo
und Maubeuge und an die Kreischefs.*

Ich habe heute die nachfolgende Verordnung gegen die Arbeitsscheu erlassen, welche zum Ersatze der von mir aufgehobenen Verordnung gegen die Arbeitsscheu vom 15. August 1915 bestimmt ist und durch welche das Einschreiten der Militärgerichte und Militärbehörden bei Missbrauch amtlicher oder privater Unterstützungen ermöglicht werden soll. Die in Art. 2 dieser Verordnung enthaltene Bestimmung, dass an Stelle der Strafverfolgung die zwangsweise Abschiebung zur Arbeitsstelle treten kann, veranlasst mich zu näheren vertraulichen Erläuterungen.

Durch die erwähnte Bestimmung soll erreicht werden, dass Unterstützung geniessende, arbeitslose belgische Arbeiter, deren Beschäftigung in Deutschland oder in Belgien für deutsche Zwecke erwünscht ist, auch gegen ihren Willen zu solcher Arbeit gezwungen werden können. Das deutsche Industriebüro in Brussel mit seinen Zweigstellen wird voraussichtlich grossen Bedarf an Arbeitern haben und in der Lage sein, etwaige ihm zur Arbeit zugewiesene Arbeiter in den in militärischen Zwangsbetrieb genommen Fabriken unter gehoriger Aufsicht zu beschäftigen, oder es wird Auskunft geben können, ob und wo in Deutschland die betreffenden Arbeiter benötigt werden.

Voraussetzung für die Anwendung der Bestimmung ist, dass für die Arbeit des betreffenden Mannes Bedarf vorhanden und dass die nötige Beaufsichtigung sicher gestellt ist. Die Abschiebung von Arbeitern, die über 40 Jahre alt, Familienväter oder Besitzer ländlicher Grundstücke sind, wird sich im Allgemeinen *nicht* empfehlen. Eine gewisse Freiheitsbeschränkung ist mit der zwangsweisen Arbeitsanhaltung naturgemäss verbunden, auch wird die Sorge für Unterkunft und Verpflegung von dem Arbeitgeber zu übernehmen sein, der dem Arbeiter einen seiner Arbeit und dem Arbeitslohn freier Arbeiter entsprechenden Arbeitslohn zahlen muss.

Die Abschiebung zur Arbeitsstelle wird sich nur in solchen Fällen empfehlen, in denen keine berechtigten Einwände aus dem Völkerrechte gegen die verlangte Arbeit hergeleitet werden können. Die

Befugnis zur Verhängung der Massregel habe ich auf die Gouverneure, die Kommandanten von Maubeuge und Beverloo und auf die Kreis-chefs beschränkt, um ihrer sachgemassen Anwendung sicher zu sein.

Ich weise besonders daraufhin, dass dieses Anschreiben als streng vertraulich zu behandeln ist und nicht in unberufene Hände kommen darf.

Die Verordnung lautet:

VERORDNUNG gegen die Arbeitsscheu

Unter Aufhebung der Verordnung gleichen Titels vom 15. August 1915 (Gesetz- und Verordnungsblatt N° 108, Seite 889) verordne ich wie folgt

Artikel 1

Wer bei Ermittlungen, die die Feststellung seiner Hilfsbedürftigkeit bezwecken, über seine persönlichen Verhältnisse wissentlich oder fahrlässig falsche Angaben macht, wird, wenn nicht nach den bestehenden Gesetzen eine höhere Strafe verwirkt ist, mit Gefängnis bis zu 6 Wochen bestraft, daneben kann auf Geldstrafe bis zu 1000 Mark erkannt werden.

Artikel 2

Wer die Uebernahme oder die Fortsetzung einer ihm angebotenen, seinem Leistungsvermögen entsprechenden Arbeit ohne hinreichenden Grund ablehnt, obwohl er aus öffentlichen oder privaten Mitteln unterstützt oder durch seine Ablehnung unterstützungsbedürftig wird, wird mit Gefängnis von vierzehn Tagen bis zu 1 Jahr bestraft.

Als hinreichend ist insbesondere jeder nach dem Völkerrechte berechnete Grund anzusehen.

An Stelle der Strafverfolgung kann von den Gouverneuren und gleichberechtigten Befehlshabern, sowie von den Kreis-chefs die zwangsweise Abschiebung zur Arbeitsstelle angeordnet werden

Artikel 3.

Wer einer nach Artikel 2 strafbaren Arbeitsverweigerung durch Gewährung von Unterstützungen oder auf andere Weise wissentlich Vorschub leistet, wird mit Geldstrafe bis zu 10000 Mark bestraft, neben der auf Gefängnis bis zu zwei Jahren erkannt werden kann.

Artikel 4.

Leisten Gemeinden, Vereinigungen oder sonstige Veranstaltungen der Arbeitsverweigerung gemäss Artikel 3 Vorschub, so wird die Strafe gegen die leitenden Personen verhängt.

Artikel 5.

Beträge, die nachweisbar zur Unterstützung der in Artikel 2 genannten Personen bestimmt sind, werden zugunsten des Belgischen Roten Kreuzes eingezogen.

Artikel 6.

Die Militärgerichte und Militärbefehlshaber sind bei Zuwiderhandlungen gegen die Artikel 2-4 der Verordnung und bei denjenigen Zuwiderhandlungen gegen den Artikel 1 der Verordnung zuständig, welche gegen deutsche Behörden oder Truppen und gegen von mir eingesetzte Behörden oder Vereine begangen sind

Die Strafkammern der belgischen Gerichte 1. Instanz sind bei denjenigen Zuwiderhandlungen gegen den Artikel 1 der Verordnung zuständig, welche hiernach nicht unter die Zuständigkeit der Militärgerichte und Militärbefehlshaber fallen

Der General-Gouverneur
Frhr v. Bissing
Generaloberst

ANNEXE N° 2

General-Gouvernement
III Nr 5688

Brussel, den 4 August 1916.

Vertraulich

*An die (Mil-) Gouverneure, die Kommandanten von Maubeuge
und Beverloo und an die Kreischefs*

Nach Mitteilung des Kriegsministeriums sollen die auf Grund meiner Verordnung gegen die Arbeitsscheu vom 15 Mai 1916 zur Arbeit nach Deutschland abzuschiebenden Belgier in das Zivilgefangenenlager in Holzminde aufgenommen und dort nach folgenden Richtlinien behandelt werden:

- 1 Die Ueberwiesenen sind nicht Gefangene, sondern freie Ausländer, die nur im Interesse der Landessicherheit in ihrer Freizugigkeit beschränkt werden müssen
- 2 Unterkunft, Verpflegung und Behandlung ware daher allen billigen Anforderungen ebensogut wie für die deutschen Arbeiter einzurichten Eine Verwöhnung musste natürlich vermieden werden, um nicht den Anreiz zur Arbeitsaufnahme abzuschwächen. In dem Lager ware durch die Deutsche Arbeiterzentrale eine geschickte Propaganda anzubauen.
3. Die Ueberführung der Belgier in die Arbeitsstellen übernimmt die Deutsche Arbeiterzentrale, die einen Vertreter nach Holzminde senden wird, nach Anhorung des Verbandes niedersächsischer Arbeitsnachweise, der sich mit den anderen Verbänden, insbesondere dem Westfälischen und dem Rheinischen ständig in Verbindung halten wird (die Reichszentrale wird vom Kriegsministerium aus verständig). Die Aufsicht übt das stellvertretende Generalkommando X. Armeeekorps durch seine Fachoffiziere aus.

4. Die Verträge mit den Arbeitgebern werden von der Deutschen Arbeiterzentrale aufgestellt, die auch das Einverständnis des für den Betrieb örtlich zuständigen stellvertretenden Generalkommandos beibringt. Die Kommandantur des Lagers kontrolliert durch sachverständige Offiziere, ob der Vertragsinhalt angemessen ist, und verlegt alsdann die Ueberführung unter Benachrichtigung des für den Betrieb örtlich zuständigen stellvertretenden Generalkommandos. Dieses hat die erfolgte Unterbringung in der Arbeitsstelle der Lagerkommandantur mitzuteilen, damit dort der Verbleib der Belgier kontrolliert werden kann. Im übrigen wäre für die Zurückbehaltung der Belgier der Erlass des Kriegsministeriums vom 20. 6. 15 — 2200/15 geh. A 1 — massgebend (Mitgeteilt am 28. 6. 15 unter IIIa 4080 geh.).

Die stellvertretenden Generalkommandos werden vom Kriegsministerium ersucht werden, über die in ihren Bezirken unterbrachten Leute eine besondere Aufsicht auszuüben, sowie die Arbeitsbedingungen durch die Fachoffiziere und Gewerbeinspektoren prüfen zu lassen, bei Streitigkeiten zu vermitteln und erforderlichenfalls einzuschreiten.

*
* *

Ich ersuche nunmehr die Gouverneure und Kreischefs, in allen geeigneten Fällen von der Befugnis des Art. 2 (Abs. 3) der Verordnung Gebrauch zu machen, da in Deutschland ein dringendes Bedürfnis nach technischen und industriellen Arbeitern vorhanden ist, welches auf dem Wege der freiwilligen Anwerbung nicht gedeckt werden kann. Für die Abschiebung der Arbeiter und ihre Rückkehr sind, da es sich um Sicherheitsgefangene handelt, die Verfügungen des General-Gouvernements vom 25. 3. 15 (IIIb 1305/15) und 24. 7. 16 (IIb 11832) massgebend, wonach für beides die Genehmigung des General-Gouvernements erforderlich ist.

Die Abschiebung wird wegen Gefährdung militärischer Interessen zu verfügen sein, doch wird es sich empfehlen, dem Gefangenenlager Holzminden ausserdem mitzuteilen, dass es sich um eine auf Grund der Verordnung über die Arbeitsscheu angeordnete zwangsweise Abschiebung zur Arbeitsstelle handelt.

Von der Inanspruchnahme des Deutschen Industriebüros in Brüssel und seinen Zweigstellen wird angesichts der in der Heimat getroffenen Regelung im allgemeinen abzusehen sein.

Der General-Gouverneur:

Frh. v. Bissing
Generaloberst

*Militär-Gouvernement der Provinz Lüttich; den 13.8.1916
(III a n° 2069).*

ANNEXE N° 3.

Antwort des Reichskanzlers auf das Schreiben des Generalgouverneurs in Brüssel, 6 Oktober 1916. P. A. I.

1. — Volkerrechtlich lässt sich geplante Abschiebung arbeitsscheuer Belgier nach Deutschland zwecks Heranziehung zu Zwangsarbeiten rechtfertigen, wenn:

- a) Arbeitsscheue *öffentlicher* Wohltätigkeit zur Last fallen,
- b) Arbeitsgelegenheit in Belgien nicht zu finden ist,
- c) Zwangsarbeiten nicht in Beziehungen zu Kriegsunternehmungen stehen.

2. — Artikel 2 dortiger Verordnung gegen Arbeitsscheue von 15 Mai 1916 erscheint insofern bedenklich, als danach auch Unterstützung aus privaten Mitteln zu Zwangsarbeit Anlass gibt und ferner ausländische Arbeitsstellen auch ohne Rücksicht auf Arbeitsgelegenheit in Belgien angewiesen werden können. Dagegen wurde die in dortigem Schreiben aufgeworfene immerhin zweifelhafte Frage, ob abgeschobene als Strafgefangenen zu betrachten, für Massnahme nicht von ausschlaggebender Bedeutung seien (ou sein).

3. — Geplante Massnahme muss mit Vorsicht ausgeführt werden, da entsprechende Massnahme in Lille Vorstellungen Papstes und Königs von Spanien zur Folge gehabt auch die öffentliche Meinung in neutralem und feindlichem Auslande in bedenklich Masse gegen und erregt hat. Es wäre deshalb sehr zu begrüssen, wenn Massnahme ohne Zwang oder wenigstens durch blosser Androhung vor Massnahmen-vielleicht durch gewährung hoher Lohnsätze-durchgesetzt werden könnte.

4. Ist Zwang unvermeidlich, dürfte dieser in folgender Weise zu begründen und durchzuführen sein :

a) Arbeitsscheue und infolgedessen unterstützungsbedürftige Belgier werden im Wesentlichen von Reliefkommissionen ernährt, diese Einrichtung hat nach Lage der Umstände öffentlichen Charakter, sodass ihre Unterstützungen als öffentliche anzusehen.

b) Bei Darniederliegen belgischer Industrien ist für belgische Industriearbeiter Arbeitsgelegenheit oder wenigstens angemessene Arbeit in Belgien nicht zu finden

c) Die Zwangsarbeit in Deutschland trägt keinen ausschliesslichen Kriegscharakter; zu vermeiden wäre daher unmittelbare Heranziehung zu Munitionsarbeiten.

d) Der Zwang hatte auf Grund des Artikels 2, Absatz 3 der Verordnung vom 15 Mai 1916 ohne strafrechtlicher Verfahren durch blossen Verwaltungsakt zu erfolgen ; es wäre erst nach Androhung und unter Vermeidung aller unnötigen Härte auszuführen. Angemessener Lohn wäre auch bei Zwang zu gewähren, wogegen freiwillige Arbeiter zweckmässig besser zu stellen wären.

(gz) von Bethmann-Hollweg.

ANNEXE N° 4

Brussel, den 25, September 1816.

Der Chef des Generalstabes des Feldheeres hat hierher mitgeteilt, das am Donnerstag zwei wichtige Sitzungen stattfinden sollen, welche darüber zu beraten haben,

1) **in welcher Weise die Arbeitskräfte der besetzten Gebiete die Arbeiternot in Deutschland mässigen oder abhelfen sollen,**

2) **wie sich die Ernährungsverhältnisse in den okkupierten Gebieten gestalten bzw. gestalten sollen** ⁽¹⁾

Zu 1. Schon seit langer Zeit ist es mein eifrigstes Bemühen gewesen, die Zuführung belgischer Arbeiter, womöglich **gelernter Facharbeiter**, für die Zwecke der deutschen Industrie zu ermöglichen bzw. zu erleichtern. Zwei Möglichkeiten wurden ins Auge gefasst, entweder die **Anwerbung** oder die **zwangsweise Ueberführung** nach Deutschland. Eine zwangsweise Ueberführung nach Deutschland, mag man nun hauptsächlich die Masse der Arbeitslosen dabei im Auge haben, oder sogar das mir vorgeschlagene Verfahren, die Heerespflichtigen zwangsweise nach Deutschland zu überführen, ist **äusserst bedenklich** und kann zu Verhältnissen führen, die sowohl auf dem wirtschaftlichen wie auf dem politischen Gebiete und zwar für Belgien wie für die Allgemeinheit äusserst schadenbringend sein können. Allerdings habe ich, da die Anwerbung belgischer Arbeiter auf manche Widerstände stiess und durchaus der Not in Deutschland nur geringe Hülfe gewährte, auch dadurch zu unterstützen versucht, dass ich eine Verordnung im Mai 1916 erlassen habe, in welcher der Artikel 2 von eingreifendster Art ist. Dort wird folgendes ausgeführt:

« Wer die Uebernahme oder die Fortsetzung einer ihm angebotenen, seinem Leistungsvermögen entsprechenden Arbeit ohne hinreichenden Grund ablehnt, obwohl er aus öffentlichen oder privaten Mitteln unterstützt oder durch seine Ablehnung unterstützungsbedürftig wird, wird mit Gefängnis von 14 Tagen bis zu einem Jahre bestraft. An Stelle der Strafverfolgung kann von den Gouverneuren und gleichberechtigten Befehlshabern, sowie von den Kreischefs, die zwangsweise Abschiebung zur Arbeitsstelle angeordnet werden ».

(1) N.-B. — Les passages imprimés en caractères gras sont soulignés au crayon dans le document même

Eine gewisse Einschränkung erfährt diese Verordnung dadurch dass als hinreichender Grund der Verweigerung der Arbeitsübernahme die volkerrechtlichen Bestimmungen entgegentreten.

Um die Abschiebung veranlassenden Behörden vor der Verletzung der völkerrechtlichen Bestimmungen bezw der Landeskriegsordnung zu bewahren, habe ich vertraulich an die Gouverneure verfügt, dass die Abschiebung zur Arbeitsstelle sich nur in solchen Fällen empfehlen wird, in denen keine berechtigten Einwände aus dem Völkerrecht gegen die verlangte Arbeit hergeleitet werden können, und dass für die Abschiebung Voraussetzung sei, dass für die Arbeit des betreffenden Mannes Bedarf vorhanden und dass auf der Arbeitsstelle die notige Beaufsichtigung sicher gestellt ist Auch soll die Abschiebung von Arbeitern, die über 40 Jahre alt, Familienvater oder Besitzer landlicher Grundstücke sind, im Allgemeinen nicht stattfinden Als offizieller Grund der Abschiebung soll angegeben werden, dass der Arbeitsunwillige bezw. die Masse der Arbeitsunwilligen in dem besetzten Gebiete die Erhaltung der Ordnung und Ruhe in Frage stellen.

In Deutschland sollen diese abgeschobenen Arbeitsunwilligen dem dafür bestimmten Kriegsgefangenenlager in **Holzminden** ⁽¹⁾ zugeführt werden. Dort sollen sie als freiwillige Arbeiter angesehen und zur freiwilligen Arbeit angeworben werden Das Nähere ist mit dem Kriegsministerium vereinbart und zwar soll die Ueberführung der abgeschobenen Belgier nach der Arbeitsstelle die Deutsche Arbeitszentrale übernehmen, die dort die Verträge u s w. tätigt und alles andere mit dem Lagerkommandanten vereinbart Die listliche Führung der so verwendeten Arbeiter hat das Stellvertretende Generalkommando zu veranlassen, damit der Verbleib der Belgier kontrolliert werden kann, auch um beim Generalgouvernement die Kenntniss zu bekommen, wo sich die einzelnen abgeschobenen Belgier in Deutschland befinden

Unter dem 4 August 1916 ist ein weiteres Ersuchen an die Gouverneure und Kreischefs von mir erlassen worden, dass sie in allen geeigneten Fällen von der Befugnis meiner bereits angeführten Verordnung Gebrauch machen sollen, **weil in Deutschland ein dringendes Bedürfnis nach technischen und industriellen Arbeitern vorhanden ist** und es wird dabei hervorgehoben, dass für die Abschiebung der Arbeiter und ihre Rückkehr, da es sich um

⁽¹⁾ En marge, de la main de von Bissing : (Durch dortige nachträglich eingetroffene Mittheilen beschränkt auf 400). (Gefangenenlager beschränkt). Ces mots sont barrés dans le texte.

Sicherheitsgefangene handelt, die Verfügungen des Generalgouvernements vom 25.3.15 und 24.7.16 massgebend sein sollen, nach welchen sowohl für die Abschiebung wie für die Zurückführung die Genehmigung des Generalgouvernements erforderlich ist.

Hierbei sollen das Industriebüro und seine Zweigstellen nicht in Anspruch genommen werden. Dagegen habe ich dem Industriebüro zur Fortsetzung seiner doch immerhin nicht unerheblichen Erfolge in der Arbeiterbeschaffung für Deutschland alle Hülfen, die ich gewähren kann, zugesagt, und dem Leiter des Industriebüros erst neulich bei einer Sitzung aufgegeben, die geltend zu machenden Wünsche bei mir zur Sprache zu bringen. Ich habe auch überlegt und den Herrn Verwaltungschef um Erwägung gebeten, ob nicht besonders grosse Mittel zur Auszahlung von grösseren Unterstützungen an die zurückgelassenen Angehörigen der nach Deutschland angeworbenen Arbeiter und auch für Prämien für Arbeitswilligkeit zur Verfügung gestellt werden können und sollen ⁽¹⁾.

Wenn sowohl diese Arbeiteranwerbung und auch die unter den von mir gegebenen Grenzen ausgeführte zwangsweise Ueberführung von Arbeitern nach Deutschland gute Erfolge zeitigt, so erübrigt es sich, dem Vorschlage der Obersten Heeresleitung überhaupt nahe zu treten, **sämtliche Heerespflichtigen nach Deutschland zwangsweise zu überführen**. Jedenfalls muss ich meine lebhaften Bedenken gegen eine solche, praktisch so schwer durchführbare, wirtschaftlich ungemein schädigende und politisch unerwünschte ⁽²⁾ Massregel aussprechen.

Praktisch ist die Abschiebung der nach vielen tausenden zählenden Heerespflichtigen nur durchführbar, wenn man die Machtmittel dazu besitzt und gar keine Rücksicht nimmt auf das, was die Heerespflichtigen für das Wirtschaftsleben in Belgien darstellen. Ausnahmen in dieser Beziehung zu machen, nach Kategorien die Heerespflichtigen zu trennen, wird ebenso schwer wie bedenklich sein.

Wirtschaftlich muss deshalb diese Abschiebung schädigen, und zwar nicht nur für Belgien selbst, sondern für alle diejenigen Handlungen, welche für Deutschland bzw. die Heeresleitung nutzbringend sein sollen, weil unter den Bergarbeitern **unter denjenigen, die in den von uns für die Heereszwecke wieder eröffneten**

⁽¹⁾ En marge, de la main de von Bissing, une note : « mehrere Mittel » difficile à lire.

⁽²⁾ von Bissing a remplacé ce mot par « gefährliche ».

Fabriken fleissig arbeiten, sich eine grosse Anzahl von Heerespflichtigen befinden. Dasselbe gilt für die Landwirtschaft und dasselbe gilt für die Fortführung eines Wirtschaftslebens, dass ganz unentbehrlich ist, wenn man ein okkupiertes Land in Ordnung und Ruhe erhalten und gemäss der Landeskriegsordnung für seine Wohlfahrt sorgen will.

Politisch aber muss eine solche Abschiebung im neutralen Auslande, ganz abgesehen vom feindlichen Auslande, die für uns **nachtheiligsten Gefühle erwecken** und es wird nicht ausbleiben, dass der Verdacht wieder ausgesprochen wird, dass Deutschland seine abnehmenden militärischen Kräfte durch die Heerespflichtigen Belgiens verstärken will, und ferner wird eine solche massenhafte, jede wirtschaftliche Rücksicht bei Seite setzende Abschiebung der Heerespflichtigen zu einer Beunruhigung in der Bevölkerung führen, die im Zusammenhang mit anderen Massnahmen schliesslich den Bogen überspannen muss und Explosionen hervorrufen wird, die, ganz abgesehen davon, ob man sie unterdrücken kann, zu Verhältnissen führen werden, die ich nicht **verantworten kann und will**.

Dass bei solchen rigurosen Massnahmen die Zufuhr der **Lebensmittel aus Uebersee** augenblicklich aufhören wird, ist nur nebenbei hervorzuheben ; bedeutungsvoller ist die Wahrscheinlichkeit, dass infolge der Beunruhigung der gesamten Bevölkerung vor allen Dingen aber der Arbeiter, **Massenstreike** ausbrechen und die für unsere Heereszwecke und für Deutschlands Nutzen hier in Belgien durch belgische Arbeiter ausgeführten Arbeiten und Produkte nicht mehr hergestellt werden können. Das hat nicht nur höchst unliebsame praktische Folgen, sondern auch politische, denn durch die Erzeugnisse der hier in Belgien hergestellten Arbeiten sollen die politischen Beziehungen zum neutralen Auslande ⁽¹⁾ gestärkt werden und durch die jetzt ganz besonders zu erhöhende Kohlenförderung auch unsern Bundesgenossen zu Gute kommen. Ferner ist doch zu überlegen, dass eine solche Massenabschiebung **und die Absicht, die Abzuschiebenden in Deutschland als Arbeiter sei es für die Industrie oder für Heereszwecke, zu verwenden**, in Deutschland selbst gar keinen Nutzen schaffen werden, denn die

(1) En marge de la main du Gouverneur Général :
Schweiz,
Oesterreich (a),
Dänemarck
(a) Barré par von Bissing.

so zwangsweise abgeschobenen Arbeiter werden an der Arbeitsstelle die Arbeit verweigern und ich weiss kein Mittel, wenigstens keines, **welches einem Kulturstaat zu Gebote steht, um die die Arbeit Verweigernden zu einer wirklich fruchtbringenden und nützlichen Arbeit zu zwingen.** Deshalb wird eine solche massenhafte Abschiebung lediglich so und soviel tausend mehr Fresser nach Deutschland bringen und die Arbeiternot nach wie vor bestehen bleiben. Wenn man aber die Anwerbung mit den Hilfsmitteln, die ich zur Verfügung stellen will, und wenn man die zwangsweise Verbringung von widerwilligen Arbeitern zur Arbeitsstelle in der Weise anwendet, wie ich es hervorgehoben habe, so glaube ich, dass es mehr wie bisher möglich sein wird genügend Arbeitskräfte aus Belgien, für Deutschland verwendbar zu machen.

Dies mag genügen, um diese Frage als für mich erschöpfend genug behandelt anzusehen.

Zu 2. Mit der gewiss auch von mir als notwendig erkannten Verringerung der Arbeiternot in Deutschland durch Zuführung brauchbarer Arbeitswilliger aus den besetzten Gebieten, hängt deshalb die Ernährung der belgischen Bevölkerung zusammen, weil die Klagen wiederholt ausgesprochen worden sind dass die Anwerbung freiwilliger Arbeiter hier in Belgien deshalb so unzureichend ausfällt, ja sogar die belgischen Arbeiter wieder aus Deutschland nach Belgien zurückdrängen, **weil die belgischen Arbeiter hier besser ernährt würden,** wie es in Deutschland möglich ist.

Ich bitte den Grafen Rantzau ⁽¹⁾, diese Anschuldigungen und Klagen zurückzuweisen und die tatsächlichen Verhältnisse darzustellen. Dabei wird die Rationierung, die Massregeln, welche hier getroffen worden sind, um die Ernährungsmittel Belgiens nicht nur für die Reichen und Wohlhabenderen leicht zur Verfügung zu stellen, sondern um auch die ärmere Bevölkerung und namentlich die Arbeiter vor Hungersnot zu schützen, auszuführen sein und es wird von mir für wichtig erachtet werden darüber Klarheit zu schaffen, durch welche Einrichtungen es hier in Belgien möglich, ja sogar notwendig ist, um, sei es rationiert, sei es unrationiert, gewisse Lebensmittelprodukte von dem Einzelnen oder von Vereinigungen, von Gemeinden kaufen zu können. Das klar zu stellen, wird schon deshalb wichtig sein, weil in der von mir

(1) Rantzau : en novembre 1917, le Comte de Rantzau-Rastorf était le président de la « Zentral-Ernte-Kommission ».

bereits erwähnter telegraphischen Mitteilung der Obersten Heeresleitung und des Generalfeldmarschalls von **Hindenburg** folgendes ausgeführt ist :

« Was die Ernährung der belgischen Bevölkerung anbetrifft, so ist die Mitteilung, dass die belgische Arbeiterbevölkerung nicht besser rationiert ist, als die deutsche Bevölkerung, für mich sehr wertvoll, da in Deutschland hierüber recht falsche Gerüchte im Umlauf sind, die neben Besserstellung der belgischen Zivilbevölkerung auf den Vorteil hinweisen, dass die armlichste Bevölkerung in Belgien im Stande ist, sich neben der zugeteilten Ration Verpflegung zuzukaufen, sofern und soweit sie von der Commission oder dem Comité National Geldunterstützung erhält. »

Aus diesen Sätzen geht hervor, dass trotz meiner Ausführungen, die ich **schriftlich und mündlich** dem Generalfeldmarschall von Hindenburg gemacht habe, **er mir weniger glaubt wie den Mitteilungen**, die er vermutlich aus **solchen industriellen** Kreisen bekommen hat, die mit Neid oder aus anderen Gründen scheel auf meine Verwaltungsart sehen, und es wird dabei von Herrn Graf zu Rantzau scharf zu betonen sein, dass eine doppelte Rationierung namentlich durch Rationen und ausserdem durch Geldunterstützung, verboten ist und gerade wenn letzteres namentlich festgestellt ist und dadurch die Arbeitswilligkeit untergraben wird, ich die Massregeln treffe, die ich bereits bei dem Abschiebungsverfahren der Arbeitsunwilligen hervorgehoben habe. In einem in gleicher Beziehung an den Staatssekretär des Innern gerichteten Schreiben habe ich gleiche unbestimmte Klagen als ganz unbegründet zurückgewiesen und ich bin auch in diesem Schreiben auf die Tätigkeit der Commission for Relief und des amerikanischen Hilfskomitees eingegangen und habe sowohl auf die Vorteile, wie auf die Nachteile dieser Tätigkeit hingewiesen. Dabei habe ich an der Auffassung festhalten müssen, dass, da nun einmal die Zufuhr von Lebensmitteln aus Uebersee besteht, und ich seiner Zeit sowohl von der Reichsregierung wie von der Obersten Heeresleitung geradezu mit den beweglichsten Worten dazu veranlasst wurde, die Abmachungen mit den Protektoren des Hilfswerks so zu treffen, wie sie jetzt gehalten werden müssen, ich keine Veranlassung habe, **jetzt die Abmachungen zu brechen**, vielmehr hielt ich es für durchaus nützlich aber auch politisch notwendig, die Uebelstände, welche mit der Lebensmittelzufuhr aus Uebersee gewiss zusammenhängen,

in Kauf zu nehmen und es der Zukunft und den rigurosen Massregeln Englands zu überlassen die Zufuhr zu sperren, damit England als schuldiger Teil beim Aufhören der Lebensmittelfuhr durch das amerikanische Hilfswerk angesehen werden kann.

Ueber die Vorteile, welche tatsächlich das amerikanische Hilfswerk nicht nur für Belgien, sondern für meine Okkupationsstruppen allein schon durch die Einzelankäufe und schliesslich auch direkt für Deutschland bietet, wird am besten wohl Herr von **der Lancken** ⁽¹⁾ oder Herr **Bruhns** ⁽²⁾ die klarsten Mitteilungen machen können.

Seine Majestät der Kaiser und König, wie ich schon wiederholt hervorgehoben habe, hat mir die Verwaltung des Landes durch eine Kabinettsordre übertragen, in der er mich vollständig selbstständig und verantwortlich allein gegen ihn macht. Solange der Kaiser daran festhält, dass die Ausübung der gesamten Staatsgewalt mir allein zufällt, solange **muss ich jede Einmischung** in die von mir getroffenen **Massnahmen zurückweisen** und ich muss deshalb auch über die Art und den Zeitpunkt der bis ins Kleinste durchgeführten Rationierung nach etwaigem Aufhören der amerikanischen Lieferungen die Entscheidung mir ebenso vorbehalten wie den Entschluss, die Abmachungen mit den Schirmherren des amerikanischen Hilfswerks zu beseitigen. Es zeigt mindestens ein vollständiges Verkennen der hiesigen Verhältnisse, wenn man diese vollständig gleich mit den in Deutschland behandeln wollte. Ganz abgesehen davon, dass jedenfalls bis zum 1. Oktober die Lebensmittelverteilung und Versorgung in Deutschland sehr verschieden war und auch noch verschieden bleiben wird, so ist es ganz anders in **einem patriotisch gesinnten, für seine Existenz kämpfenden Lande, Anordnungen riguroser Art treffen zu können, als in einem Lande, das dem Okkupanten jede Schwierigkeit macht**, die nur möglich ist, um seine Anordnungen zu umgehen und der Okkupant nicht die Mittel besitzt, um bis aufs kleinste die so schwierig zu überwachenden Lebensmittelvorschriften durchsetzen zu lassen. Es muss nur hervorgehoben werden, dass in Belgien eine Polizei, Organe derselben wie Gendarmen u.s.w. nicht vorhanden sind und dass durch die **starke Verringerung meiner Okkupationsstruppen** es immer fraglicher wird, ob die, namentlich in den landlichen Bezirken ausgeführten polizeilichen und wirtschaftlichen

(1) Chef de la Politische Abteilung.

(2) Non cité dans le « Personnel-Übersicht in Zivilbehörden » de novembre 1917.

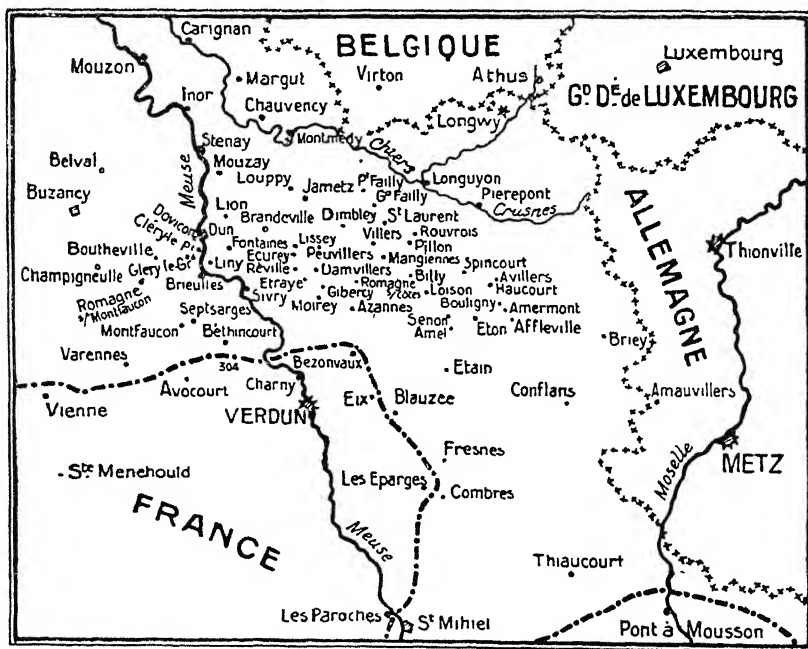
Aufsichtsmassnahmen durch die LandsturMLEute als Kontrolleure oder wie man sie nennt, ausgeföhrt werden können. Ja im Gegenteil, es sind schon bewegliche Wünsche dahin ausgesprochen worden, die LandsturMLEute von wirtschaftlichen Hilfsleistungen nach Möglichkeit zu befreien.

Unter allen Umständen muss in den Sitzungen, denen die Herren ja beiwohnen wollen, mit genügender Klarheit und rücksichtsloser Scharfe dieser mein Standpunkt geltend gemacht werden und ferner, dass ich nur so lange das schwere Amt weiter verwalten werden, solange ich die Ueberzeugung haben kann, dass Seine Majestät der Kaiser und König mir nach wie vor das mich so ehrende Vertrauen schenkt, und wenn es Herren oder Leute gibt, die an meiner Verwaltung Kritik üben wollen und glauben, es tun zu müssen, so mögen sie an die entscheidende Stelle gehen, um ehrlich und ohne Hinterhalt den Generalgouverneur bei der entscheidenden Stelle zu verklagen, aber fortwährende Beunruhigung in seine schwierige Aufgabe zu bringen, ist nicht die Art, wie man Arbeitsfreudigkeit erreicht und wie man auch hier und da Wünsche, die vielleicht beachtenswert sind, zur Ausführung bringt. Namentlich ist es unbedingt eine nach meiner Auffassung unerquickliche Erscheinung, dass auf Redereien unverantwortlicher und unorientierter Persönlichkeiten Stimmungen, weniger im Volke als bei Leuten, die diesen Persönlichkeiten Gehör schenken, entstehen und es ist geradezu für mich bitter und so schmerzlich als möglich, wenn man offen oder auch so versteckt wie es nur irgend geht, den Verdacht aufkommen lässt, als ob ich Eigenbrodelei hier triebe, die Belgier als meine Schosskinder behandle und Deutschland in jeder Beziehung vernachlässigen wollte.

Es ist mir geraten worden in dieser Depesche, die ich schon oft erwähnt habe, die Flucht in die Öffentlichkeit und die Presse in Anspruch zu nehmen, um über die Ernährungsverhältnisse Belgiens die sogenannte Stimmung in Deutschland aufzuklären und zu bessern. Ich kann doch unmöglich als Generalgouverneur mich mit Herstellung von Zeitungsartikeln befassen, ausserdem habe ich gestern erst einen ganz verständigen, wenn auch natürlich nicht erschöpfenden Artikel über die Ernährung in Belgien gelesen. Mögen sich doch die, die solches Interesse an der Ernährung Belgiens haben, durch die bisher erschienenen und vielleicht jetzt im Entstehen begriffenen Ausführungen diejenige Kenntnis verschaffen, die sie wünschen. Ich bin aber auch garnicht in der Lage, bezw. wäre es ein Fehler, wenn ich die Ernährungsfrage Belgiens

in breitesten Weise behandeln wollte oder behandeln lassen wollte, denn sowie dies geschahe, wurden die Protektoren Einspruch nach dieser und jener Richtung hin erheben und wurde man schliesslich auch bei den Neutralen und England vor allen Dingen der Meinung sein, dass die knappe **Ernährung Belgiens lediglich dem zuzuschreiben sei, dass versteckt und widerrechtlich eine Menge Nahrungsmittel nach Deutschland gebracht würden und da muss ich gestehen, meine Herren, dass ich nicht ein ganz reines Gewissen habe und dass tatsächlich in dieser Beziehung manche Freiheiten gestattet worden sind, die ja vielleicht von demjenigen Herrn, der über die Ernährungsverhältnisse nähere Auskunft geben soll, auch streifender Weise beleuchtet werden können.**

ANNEXE N° 5



--- Ligne de front en Novembre 1916

Localités de la région de Verdun où les déportés ont été utilisés



- Ligne de front en Novembre 1916

ANNEXE N° 7.

Rapport de M le docteur René Ledent, de Liège, sur les soins donnés aux rapatriés belges en 1917.

Lorsque en janvier 1917, les premiers transports d'ouvriers belges rapatriés d'Allemagne parvinrent à la gare de Kinkempois, la population s'empessa de ravitailler ces malheureux et de leur prodiguer des soins bien nécessaires.

Je fus amené ainsi à examiner plusieurs malades et à faire des démarches auprès de l'autorité occupante pour obtenir le repos de quelques jours, aux chômeurs hébergés chez l'habitant.

Mais bientôt l'autorité ne permit plus aux rapatriés de quitter la gare d'arrivée et les soins durent être donnés à la cantine même de la gare. C'est alors, qu'en présence du nombre considérable d'arrivants, je pensai à mobiliser officieusement les ambulanciers du secteur de la Croix-Rouge de Belgique habitant Kinkempois, ceux-là même qui avaient rempli leur devoir en août 1914, mais qui n'avaient pu, comme il est écrit dans la Convention de Genève, regagner l'armée belge.

Entretiens, le Comité de l'Œuvre liégeoise de Secours aux rapatriés était constitué et son président, M Mahaim voulut bien me charger de la direction et de l'organisation du service des secours médicaux.

Les docteurs H de Nimal de Liège et F. Fayasse d'Angleur m'apportèrent leurs concours ; ils avaient aussi, dès le début, donné des soins à plusieurs rapatriés, et le service auxiliaire fut placé sous la direction de M. Petit, instituteur, chef du secteur de la Croix-Rouge de Kinkempois.

Ce personnel assurait les soins dans une maison habitée par M^{me} Vve Soreille, sise à côté de la cantine.

Les soirées, les nuits ne sont pas rares où 20, 30 malades se présentent en même temps dans un étroit local, encombré de plus, par des parents venus de loin à la recherche d'un frère, d'un père, d'un mari !

Je veux envoyer les plus atteints à l'hôpital. Des ordres s'y opposent. Ils prennent une heure de repos dans les lits de l'hospitalière maison avant de reprendre leur voyage. On renouvelle les pansements lorsqu'il en a été fait ! On change des linges souillés. En 20 jours, 7 750 sont examinés, 224 sont spécialement traités et enfin 22 peuvent être envoyés à l'hôpital... Cinq sont déjà morts des suites d'affections diverses. D'autres sont morts avant d'arriver à Kinkempois et je puis relater un incident vécu du premier dimanche de février 1917.

Des trains de blessés sont en gare de Kinkempois ; les automobiles de la Croix-Rouge allemande vont et viennent entre Liège et Kinkempois. Je voudrais faire transporter un malade rapidement ; l'autorisation en est refusée. Mais à la gare, je trouve dans la salle de pansement (ancienne salle d'attente), un médecin militaire qui essaie de ranimer un ouvrier belge couché sur un brancard que vont emporter

les samaritains ; le malheureux vient d'être descendu du train de rapatriés, il râle. Le médecin en donnant l'ordre de transport, me dit « Er schlait » (Il dort) ! Le lendemain, l'autopsie faite par le docteur Firket, professeur à l'Université de Liège, denote l'existence d'une pneumonie. D'autres d'ailleurs sont décédés à Liège, l'état civil de la ville porte les noms de 25 chômeurs rapatriés décédés à Liège de janvier à fin avril 1917 et auxquels j'ai personnellement donné mes soins et que mon personnel ou moi avons conduits à l'hôpital dans le service de M. le docteur Beco.

Plusieurs d'ailleurs ne voulant point écouter mes conseils, désireux de rentrer au plus tôt au foyer se firent reconduire et allèrent mourir quelques jours après : tels ce malade Tihange de Perwez (Namur) et celui de Marchienne.

Violation du droit des gens. — Selon les déclarations du Gouvernement général allemand, ne devaient être déportés que les ouvriers chômeurs qui vivent de charité et qui seraient aptes à travailler dans des chantiers n'ayant pas de rapport avec les industries de guerre.

Or, j'ai vu un soldat français du 141^e d'infanterie, habitant Gosselies (Hainaut), réformé en 1914 dès le début de la guerre pour bronchite chronique. Demeuré en Belgique, il est emmené comme chômeur.

J'ai vu un soldat belge, habitant la région d'Arlon, blessé à Louvain en 1914, prisonnier de guerre 18 mois à Holzminden, renvoyé définitivement en ses foyers par les médecins allemands comme invalide et enlevé comme chômeur.

J'ai vu rentrer d'exil un amputé de la jambe, plusieurs ouvriers invalides par perte de doigts, un épileptique de Verviers, deux simples d'esprit, un tuberculeux de Verviers qui possédait son billet d'entrée au sanatorium populaire de Borgoumont (Liège).

Etat à la rentrée. — Une pâle journée de décembre 1917. Je reviens de ma tournée habituelle. Trois ouvriers de Lessines sont à ma table dévorant le modeste repas qu'on peut offrir. Etat de malpropreté repoussante. Odeur *sui generis* que nous ne connaissons pas et qui nous poursuivra encore le lendemain. Vêtements en lambeaux, des loques dans les sabots remplaçant les chaussettes. Ces hommes sont maigres, le teint est pâle, gris ; l'allure inquiète, la tête est baissée. On a bien souffert... On me prie de soigner quelques plaies : « des coups de crosse, de cravache Monsieur le médecin ! Quand rentrerons-nous ? » L'un d'eux pleure, il a eu les pieds gelés. « Pourrais-je encore travailler ? j'ai trois enfants »

Une sombre inquiétude plane et l'on pense à ceux qui sont restés là-bas.

Voici quelques cas que j'ai vus ultérieurement à l'hôpital de la rue Basse-Wez.

Michiels, Pierre d'Eeckeren. Il est entré au camp de Wittenberg en février 1917. Il avait les pieds gelés. Il ne donne aucun renseignement, profère des mots incompréhensibles sur l'instance d'une religieuse qui parle flamand. Il a peur de tout, il se cache sous les couvertures. On

lui met 2 oranges en mains, il regarde stupide, puis avale pelure et grains. On lui rendra ses jambes, mais pas la raison.

Bouillet, de Court-sur-Heure, a des hallucinations et pleure continuellement. On n'en tire aucun renseignement.

Willems, a perdu 2 orteils.

Polet, a un ulcère du dos, une pleurésie. Guérira-t-il ?

Lechat, Léon est atteint de tuberculose à forme de Broncho-pneumonie à marche rapide. Il meurt.

Colligion, Gustave a contracté une néphrite et affection cardiaque.

Pluetens, Alexis est rhumatisant. Un autre a des ulcères sur les yeux.

J'examine le 21 avril 1920 Lambert, Maximilien, de Melreux, déporté 7 mois à Altengrabow (13 décembre 16 au 26 juin 17), n'a jamais été malade, a travaillé chez Krupp 3 mois 1/2, n'était pas mieux nourri, à Magdebourg. séjour de 21 jours à l'hôpital de cette ville pour tuberculose. A repris ici son service à l'E. B., souffre de dyspnée de toux. Il crache. Il a 36 ans, et fait l'effet d'un petit vieux asthmatique de 50 ans.

Nous n'insistons pas sur des cas d'affection telles que : pneumonie, méningite, albumine, gale, typhus exanthématique, cystite, que nous avons diagnostiqués. Ce qui frappe le plus c'est la fréquence des cas d'œdème, plus ou moins généralisés, résultant soit du froid, soit du mauvais choix de la nourriture, soit du séjour en hiver dans des baraques sans feu, soit des travaux en punition en plein air, soit de préparation non variée d'aliments de mauvaise qualité.

Les cas de congélation des extrémités avec lésions souvent étendues et perte de substances ont nécessité de nombreux pansements.

Les entérites chroniques, — qu'on ne dénombre plus — amenaient régulièrement un état d'affaissement tel, que de nombreux rapatriés ont dû arrêter leur voyage à Liège et être hospitalisés avant de rentrer dans leur foyer.

Les abcès, les phlegmons, les pleurésies purulentes ne se comptent pas et dans le cas de cette dernière affection, nous notons un nombre de décès anormal, tenant à une évolution foudroyante de la maladie et à la résistance nulle des malades affaiblis, mal nourris, insuffisamment examinés et soignés tardivement. Comment ne pas être étonné du nombre de cas de tuberculose et de leur évolution grave et rapide ? Le marasme où les chômeurs belges sont tombés, a conduit à des variétés de lésions que la pratique habituelle ne décèle pas : kératite marastique, pleurésie atypique, déchéance organique.

Ah ! cette déchéance, cette sénilité précoce de qualité de ces ouvriers qui s'accuse par l'examen, par la comparaison avec la photographie des cartes d'identité et à laquelle il sera si difficile de remédier. Les tissus sont fatigués, les fibres ont épuisé leur réserve, les cellules ont dû, dans la misère ambiante, brûler leur propre substance pour assurer la vie. Des lésions irrémédiables existent. En terme d'entraînement on dit que l'individu est forcé.

La tuberculose et la déchéance précoce ont marqué leurs traces chez de nombreux chômeurs.

Les faits ont été constatés par moi en 1917. Des observations identiques ont été présentées à l'Académie de Médecine par MM les docteurs Vandeveldé et Cantineau de Bruxelles, en 1918

Ma déposition résume l'impression rapportée en examinant rapidement dans un service de premier secours, 40 000 déportés que j'ai vus en 1917. J'ai relevé 3.408 cas d'affection nécessitant des soins urgents et ce chiffre est inférieur à la réalité, parce que beaucoup de rapatriés, trop désireux de rentrer au foyer, cachèrent leur état réel. L'atmosphère d'oppression où avaient vécu ces ouvriers leur inspirait des craintes continuelles. A leur arrivée, la nuit le plus souvent, à notre dispensaire, ils se croyaient dans un camp allemand et n'en désiraient point des soins qu'ils connaissaient par trop rudimentaires.

L'autorité allemande ne permit que des soins urgents. Je me vis refuser plusieurs fois l'envoi de malades sérieux ou contagieux à l'hôpital. Le dépistage des tuberculeux n'a jamais été permis : une organisation détaillée aurait trop clairement établi l'état des rapatriés, le régime de famine qu'ils avaient dû supporter, les dangers de contamination qui résultaient de la situation pour la population civile belge.

L'autorité allemande nous empêcha de créer un dispensaire conforme à l'hygiène, elle refusa des transports urgents, elle limita le temps des examens de malades, subordonnant notre action aux formalités administratives ; elle réduisit notre personnel infirmier au maximum et refusa l'augmentation ou le roulement des équipes, le tout sous la menace constamment répétée de supprimer notre œuvre de secours.

Des renseignements qui me sont parvenus en 1920 de Gand, de Roux, de Wasmes, de Marchienne, de Luttre, de Courcelles, me permettent d'affirmer, qu'à l'heure actuelle de nombreux déportés souffrent encore des conséquences de la déportation et que le rendement professionnel a subi pour beaucoup d'entr'eux une dépréciation allant de 25 à 50 %.

Je confirme, sous serment, que dans le présent rapport je n'ai relaté que des faits dont j'ai été le témoin oculaire et des renseignements personnellement recueillis

Ma relation est une image strictement vraie.

(s) René Ledent,

Membre de la Commission médicale provinciale
d'hygiène à Liège

RAPPORT

SUR LES VIOLATIONS DU DROIT DES GENS

A L'EGARD DES

PRISONNIERS DE GUERRE

ET DES PRISONNIERS CIVILS BELGES

INTRODUCTION

Une section spéciale de la Commission d'Enquête a reçu pour mission de rechercher les violations du droit des gens dont furent victimes les prisonniers de guerre et les prisonniers civils belges. La définition du prisonnier de guerre est donnée par le droit des gens ; l'appellation de prisonnier civil désigne ici les diverses catégories de personnes que les Allemands ont privées de leur liberté, soit par l'application de mesures connexes à des opérations militaires, soit par raison politique ou pour des délits ou prétendus délits de la dite nature politique. On ne s'occupe pas ici des personnes qui furent atteintes lors des déportations en masse, aux fins d'obtenir un travail forcé ; cette question est traitée dans la première partie du présent volume.

Il ressort de cet énoncé que les investigations ont dû être étendues à la fois aux camps de prisonniers allemands, aux prisons allemandes, aux prisons belges (pour autant que les Allemands y eussent exercé l'autorité) et aux Kommandos, où les prisonniers, détachés des prisons et des camps, étaient astreints, tant en Allemagne que dans les territoires occupés, à fournir la corvée.. La

tâche était considérable. Au moment de rendre compte de ce qui a été effectué en vue de l'accomplir, le présent rapport doit débiter par la constatation qu'il ne constitue pas un rapport complet. Il se fait, malheureusement, alors que l'importance du sujet réclamait des moyens spéciaux d'investigation, que l'on s'est trouvé à cet égard devant une situation difficile. Les pouvoirs publics, absorbés au lendemain de l'armistice par des devoirs urgents, n'ont pu organiser la présente enquête au moment où la rentrée des prisonniers l'eût facilitée et ce n'est guère qu'au mois de septembre 1919 que les travaux ont pu être entamés effectivement. Sans doute, il n'était pas trop tard alors pour découvrir les témoins utiles ; l'appel qui avait été adressé au public par la voie de la presse a été entendu. Il convient de relever cependant, que cet appel n'a pas trouvé tout l'empressement qui l'eût sans doute accueilli dans la première émotion du retour des prisonniers au pays.

La Commission s'est d'autre part adressée aux comités belges de secours qui existaient dans les camps. Elle a demandé à ceux qui avaient été membres de ces comités de la renseigner sur les situations qu'ils avaient été à même de connaître et, pour les faits dont ils n'auraient pas été suffisamment informés, de lui indiquer les noms de personnes capables de faire une déposition utile.

Si ce procédé avait pu être d'une application générale, il eût fourni les matériaux suffisants pour donner un aperçu d'ensemble, en somme assez complet. Encore une fois, il n'a été possible d'obtenir que des renseignements partiels. En effet, il y eut des comités de prisonniers dans les grands centres d'internement, il n'y en avait pas et il ne pouvait y en avoir dans les nombreux centres secondaires et Kommandos, où les prisonniers formaient de petits détachements sous la garde de quelques soldats. Or comme on le constatera dans la suite, les pires abus eurent lieu précisément dans les Kommandos, où n'eurent aucune action les deux moyens de défense qui servirent à combattre les excès du régime : la solidarité entre prisonniers et le contrôle des diplomates des pays neutres. C'est donc sur ces Kommandos que l'enquête aurait dû porter avant tout ; mais il résulte de la situation même des

choses, telle qu'elle vient d'être exposée, que les moyens d'investigation pour cette enquête ont fait défaut

Non seulement les noms des victimes de mauvais traitements manquaient souvent; mais l'absence de liens entre les témoins avait encore parfois ce résultat, que si un témoin apportait spontanément son témoignage, il n'était cependant pas toujours en mesure de faire connaître le nom d'autres témoins, et l'on se trouvait de la sorte devant des dépositions isolées, manquant du contrôle voulu. A cela s'ajoutait une autre circonstance défavorable. Les Allemands ont employé le plus souvent dans les Kommandos et surtout aux travaux les plus pénibles, les hommes appartenant aux classes ouvrière et paysanne, les intellectuels étaient éparpillés et peu nombreux et cette circonstance a eu comme effet de permettre aux abus, la plupart du temps, de rester dissimulés. Pour les motifs indiqués plus haut, la recherche systématique des témoins était impossible et il fallait se borner ici à accueillir ceux qui répondaient spontanément à un appel général. C'est dire combien les chances de succès étaient minimes. On ne devait guère s'attendre en effet à ce que, dans les milieux sociaux auxquels on s'adressait, se produisissent les initiatives nécessaires. Les personnes appartenant aux classes populaires ne sont pas préparées à fournir aux autorités établies des renseignements que n'imposent pas des obligations légales et qui s'inspirent d'un souci d'ordre juridique.

En résumé on pourrait presque dire que l'importance de la documentation recueillie est en rapport inverse de l'importance des faits. Nous sommes bien informés de la situation de certains camps ou prisons, où étaient détenus des avocats, des magistrats, des ecclésiastiques, des ingénieurs ou d'autres hommes cultivés, alors que ces camps ou prisons, par le fait même qu'ils recevaient des prisonniers de marque, n'étaient pas, d'ordinaire, les plus mauvais, tandis qu'il n'y a qu'un seul Kommando dont on puisse affirmer connaître suffisamment le régime (les mines de sel d'Ehmen) et ce, pour le motif qu'il s'y trouvait, contrairement à la règle, un « délégué » belge et un étudiant en droit de qui nous avons obtenu des renseignements précis.

Il convient donc d'avertir les lecteurs de ce que le rapport présenté ici n'est pas absolument complet. En faisant cette déclaration, la Commission d'Enquête n'entend pas seulement se conformer à cette règle de méthode scientifique qui veut que tout auteur fasse la critique de ses sources et attire lui-même l'attention sur les lacunes de sa documentation. Elle veut aussi mettre en garde contre une erreur possible et, en conséquence, insister sur ce point que si les rapports particuliers qui suivent ne concernent que certains camps et prisons et ne s'occupent pas des autres, c'est parce que la Commission disposait pour les premiers des éléments nécessaires et non pas parce qu'ils ont été, seuls, le théâtre de violations du droit des gens. Loin de là ! Il est des camps et des prisons où se sont passés de graves abus (on possède à cet égard des indices très suffisants), mais le faisceau des dépositions qu'il a été possible de réunir ne paraît pas assez fourni pour constituer la matière d'un rapport. L'observation se vérifie relativement aux centaines de Kommandos qui se trouvaient établis par toute l'Allemagne et dans les pays occupés, jusque sous le feu des canons des armées alliées.

Là, où les preuves font défaut, il ne sera porté aucun jugement ; aucun argument ne sera tiré des indices pourtant nombreux qui ont été recueillis. Il doit être permis cependant, de mettre en valeur cette considération : parmi les griefs dont l'existence est affirmée formellement, il en est qui se présentent comme les effets d'un régime, comme les traits d'une mentalité collective ou comme la mise en œuvre d'une directive officielle, et l'on peut donc légitimement admettre qu'ils ont dû avoir un caractère de généralité sur lequel édifient les espèces traitées ci-après.

*
* *

Pour en terminer avec cette critique des sources, il convient enfin de dire un mot de la méthode de travail adoptée. En définitive, les résultats, auxquels la Commission d'Enquête est parvenue, sont dus le plus souvent à des dépositions bien faites, ayant pour objet des choses d'un intérêt général. Ce sont ces dépositions

qui fournissaient la possibilité d'enquêtes complémentaires. En effet, beaucoup de témoignages manquaient à la fois de précision dans le détail et de clarté dans l'ensemble. Pour ce qui est de la précision dans le détail, il est à observer que les Allemands avaient soin de détruire toutes les notes que les prisonniers prenaient au cours de leur captivité et ils ont effectivement réussi à faire disparaître ainsi un ensemble de preuves précieuses, il est à remarquer aussi que les témoins n'ont souvent retenu que les faits les plus frappants, de sorte qu'ils se rappelaient exactement des assassinats ou des tortures commis sur des prisonniers des pays alliés et notamment sur des Russes ou bien sur des « déportés » (tous cas qui sortaient du sujet traité), alors qu'ils ne pouvaient apporter les mêmes précisions quant aux cas de prisonniers belges. Et pour ce qui est de la clarté dans l'ensemble, il importe de se représenter que des esprits peu cultivés ont souvent de la peine à dégager les traits saillants d'une situation. On conçoit dès lors le rôle que pouvait jouer une seule déposition bien faite. Quand celle-ci donnait les noms de quelques témoins, il devenait aisé de procéder par interrogatoires, et, la portée de l'enquête une fois établie, d'obtenir, sur les points voulus, des réponses précises, d'étayer enfin le récit des faits sur des témoignages suffisants.

Les difficultés qui viennent d'être exposées ont contribué à déterminer la physionomie du présent travail. L'enquête avait à tenir compte des obstacles qu'elle rencontrait ; mais on n'a pas renoncé pour cela à la conduire suivant un plan raisonné. Il importait, en effet, de commencer par déterminer son objet, de se demander s'il n'était pas des considérations qui devaient a priori donner une certaine orientation aux recherches, de prendre enfin une vue d'ensemble du sujet traité. Les prisonniers de guerre apparaissaient comme une catégorie de beaucoup plus importante que celle des prisonniers civils, et il était nécessaire de lui attribuer dans l'enquête une place correspondant à cette importance. D'autre part, une observation s'imposait et on y trouvait le principe d'une subdivision utile : les prisonniers étaient groupés dans des camps, auxquels ils restaient attachés, même quand ils portaient en kommandos ; chaque camp ayant son commandement propre, son régime

devait dépendre dans une certaine mesure de la personne qui y exerçait l'autorité et demandait donc à être examiné en particulier. Il convenait donc, tout d'abord, de dresser la liste des grands centres d'internement de prisonniers belges.

On sait que les camps allemands recevaient des prisonniers de toute nationalité et, tandis que dans certains camps, on ne comptait, par exemple, qu'une dizaine ou une centaine de Belges, dans d'autres nos compatriotes formaient des groupes importants. Il a été possible de dresser la liste des camps avec l'indication de la population belge qu'ils contenaient, en se servant des chiffres fournis par les services de l'Office central belge pour les prisonniers de guerre, office qui s'est occupé du ravitaillement des dits prisonniers pendant leur captivité.

Les chiffres ci-dessous indiquent d'abord la population pendant les années 1915 et 1916; pour la période qui commence le 1^{er} octobre 1916, ils donnent des moyennes calculées d'après les éléments qu'ont fournis les états mensuels d'effectifs établis par les autorités allemandes.

NOMS DES CAMPS	1915		1916		Moyenne d'Octobre 1916 à Octobre 1917		Moyenne d'Octobre 1917 à Octobre 1918	
	Mili- taires	Civils	Mili- taires	Civils	Mili- taires	Civils	Mili- taires	Civils
Alten Grabow	2150	—	1995	—	1719	—	1634	—
Cassel	23	—	700	—	477	—	534	—
Celle	—	—	3000	—	Passé sous Soltau à partir de septembre 1916			
Friedrichsfeld . .	450	—	1473	—	1345	—	1542	—
Glessen	650	—	887	—	926	—	1062	—
Gottingen	1125	—	1860	—	2342	—	2429	—
Gustrow.	1800	—	282	—	1709	—	1343	—
Hameln	—	—	2800	—	5315	—	8208	—
Holzmindeu. . . .	—	1100	—	806	—	1742	—	1619
Munster (Westphalie)								
Camp I	43	—	247	—	241	—	327	—
» II	2750	—	5325	—	2415	—	2522	—
» III	100	—	539	—	607	—	657	—
Munster (Hanovre) .	1100	—	2100	—	Passé sous Soltau (Z 3605) en décembre 1916			
Parchim.	6/7000	—	1580	—	1917	—	2328	—
Sonne	449	1484	1139	2500	1783	2147	1736	1785
Soltau.	19767	—	19574	69	15389	—	12197	—

Il n'était pas possible d'utiliser les mêmes sources pour déterminer les chiffres de la population belge dans les prisons, étant donné que dans la plupart d'entre elles le ravitaillement par les soins du Gouvernement belge était interdit et que, quand il ne l'était pas, les obstacles mis à la correspondance des prisonniers empêchaient le contrôle de ce ravitaillement. En tout cas, les chiffres de la plupart des prisons étaient évidemment fort inférieurs au chiffre de la population des camps.

Afin de tenir compte de toutes les considérations qui viennent d'être développées, le plan suivant a été adopté : faire des rapports distincts pour les camps ou prisons qui se signalaient par leur importance et au sujet desquels on possédait des témoignages particulièrement précis ; reproduire, à la suite des rapports, le texte des principaux témoignages qui leur servent de base, réunir enfin dans une dernière partie un ensemble de dépositions tel, qu'il projette quelque lumière sur les abus qui se sont produits ailleurs.

*
* *

Il reste maintenant à donner ici un rapide aperçu des faits dont l'enquête a établi l'existence et à formuler les conclusions qu'il y a lieu de tirer des rapports et des dépositions publiés ci-après :

Le gouvernement allemand est coupable d'avoir sciemment violé le droit des gens et les lois de l'humanité sur les points suivants :

1) TRAITEMENT DES PRISONNIERS — L'article 4 du Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, annexé à la Convention de La Haye de 1907, stipule que les prisonniers doivent être traités avec humanité, et, bien avant ce texte, le droit des gens garantissait au soldat malheureux, tombé aux mains de l'ennemi, le respect de sa personnalité. Ce droit élémentaire du prisonnier n'a certainement pas été violé dans tous les cas, mais on peut affirmer que, dans des cas extrêmement nombreux et formant une moyenne considérable, le traitement infligé par les Allemands aux

prisonniers de guerre était la négation de l'intégrité physique et morale de l'individu. Les rapports ci-après sont loin de mentionner tous les cas où des gardiens allemands frappèrent de leur bâton, de la crosse de leur fusil, de leur baïonnette ou de leur sabre des prisonniers à l'égard desquels l'emploi d'aucune contrainte ne se justifiait, puisqu'il n'y avait pas chez eux la moindre velléité de résistance. Bien souvent les coups étaient accompagnés d'appellations comme « francs-tireurs » et « bagnards » qui soulignaient l'intention méchante.

Tel était l'état d'esprit de ceux qui avaient la garde des prisonniers. Ces mauvais traitements étaient d'ailleurs variés. Il y avait : les coups de bâton ou de fouet distribués, suivant l'expression qu'emploie un témoin, comme par un bouvier cruel sur son troupeau ; les coups de poing depuis la simple bourrade jusqu'aux coups de boxe en pleine figure ; les coups de crosse allant jusqu'à provoquer des lésions graves ; les coups isolés ou les bastonnades prolongées, administrées souvent par plusieurs hommes jusqu'à l'évanouissement de la victime, et dont font mention, en particulier, comme d'une peine presque régulière, les prisonniers évadés et repris ; puis les coups de baïonnette ou de sabre, appliqués parfois avec le plat, mais d'autres fois avec le tranchant ou la pointe ; enfin les coups de fusil ou de revolver employés comme simple punition, faits plus rares il est vrai, mais dont des exemples sont cités ; et pour terminer la série des mauvais traitements, on arrive à de véritables tueries des prisonniers évadés que l'on fusille à la faveur du désordre causé par la poursuite, mais à un moment où déjà ils étaient repris, d'autres abattus dans un simple mouvement de colère, d'autres encore, comme dans le massacre des prisonniers de Munsterlager, tombant sous une fusillade inspirée par le seul désir de tuer.

On trouvera sur toute cette matière des documents irrécusables dans les rapports qui suivent, et il convient de rappeler que les documents publiés sont extraits d'une série monotone de dépositions concernant les coups et mauvais traitements divers dont se plaignaient les prisonniers. Une constatation importante doit être

mise en relief. si ces agissements sont le fait de sous-ordres, de simples soldats et plus fréquemment de sous-officiers et de gardiens de prison, qu'une véritable haine pour les prisonniers poussait à recourir à des pratiques d'une cruauté rare (sous le prétexte d'une discipline dont on connaît de longue date les brutales applications), la responsabilité du régime doit être recherchée chez les autorités supérieures, non seulement en vertu du principe du droit des gens, qui veut que l'État réponde pour les agissements dus aux agents d'exécution qu'il s'est choisis, mais aussi à raison du rôle que les chefs militaires ont joué. Certains officiers ont toléré les abus et d'autres, plus nombreux, occupant jusqu'au rang d'officier supérieur ou de général, ont encouragé les violences ou même donné l'exemple des voies de fait. C'est là une considération que l'on retiendra, puisqu'elle fournit la preuve de l'élément intentionnel visé dans l'inculpation, quand on reproche aux autorités allemandes d'avoir méconnu dans son principe le droit du prisonnier de guerre à un traitement humain.

2) DISCIPLINE — En soulignant les droits du prisonnier, les conventions de La Haye n'avaient pas manqué de reconnaître, comme contre-partie, à l'État capteur, les pouvoirs indispensables pour son autorité. L'article 8 du règlement cité formule donc cette règle d'une parfaite précision que les « prisonniers de guerre seront soumis aux lois, règlements et ordres en vigueur dans l'armée de l'État au pouvoir duquel ils se trouvent ». Il suffira, pour établir que cette règle a été violée, d'énumérer les peines disciplinaires dont on peut dire que l'application, si elle n'a pas été observée dans tous les camps ou kommandos, a cependant revêtu un caractère très grand de généralité.

a) *La peine du poteau* — Le patient était lié à un poteau ou devait rester immobile pendant plusieurs heures ou même une journée entière, souvent partiellement dévêtu et sans nourriture, exposé au froid et au soleil. Dans bien des cas, il était placé au préalable sur un escabeau qui était retiré ensuite, de sorte que la victime restait suspendue par ses liens, sur lesquels elle pesait de tout le poids de son corps. Ce supplice, qui rappelle l'ancienne peine crimi-

nelle de la crucifixion, se traduisait par des troubles extrêmement douloureux dans la circulation du sang et de nature à provoquer la mort après un certain temps

b) *L'exposition sur le goudron.* — La victime était placée debout, nu-pieds, ou couchée, entièrement dévêtue, par les fortes chaleurs, sur le toit goudronné d'une baraque. Le goudron en fusion brûlait la peau avec laquelle il était en contact.

c) *L'épuisement.* — On imposait au prisonnier un havresac rempli de briques, on lui mettait d'autres briques dans les mains ou sous les bras, on lui faisait alors prendre le pas gymnastique en l'astreignant à un parcours semé d'obstacles; si le prisonnier s'arrêtait ou tombait, on le relevait à coups de crosse ou de baïonnette; cela durait d'habitude jusqu'à l'exhaustion complète.

d) *Les stations prolongées.* — A titre de peine collective on maintenait les prisonniers à l'appel pendant des matinées entières.

e) *L'exposition aux fous.* — Cette peine était appliquée surtout dans certains kommandos; quand un prisonnier refusait le travail, on le plaçait de face devant une chaudière, les pieds touchant le massif de fondation; ou bien le prisonnier devait se tenir entre deux creusets contenant de l'acier en fusion. Le rayonnement de la chaleur produisait de véritables brûlures.

f) *La réclusion dans les chambres chaudes.* — Comme variante du supplice précédent, les prisonniers étaient mis dans des chambres surchauffées à la vapeur, parfois privés de nourriture et de boisson, et ce pendant un temps prolongé.

g) *La faim.* — Pour réduire ceux qui s'obstinaient à ne pas travailler, alors qu'il s'agissait souvent de travaux militaires, les Allemands faisaient endurer également la torture de la faim. Des prisonniers qui ne voulaient pas céder étaient ainsi privés de nourriture pendant plusieurs jours.

h) *Les peines morales.* — On verra, dans le rapport spécial sur Holzminden, que l'autorité a prononcé, à titre disciplinaire, l'internement des prisonnières dans les baraques des prostituées.

De manière générale, les prisonniers politiques, internés dans les prisons, se voyaient soumis à un régime de promiscuité plus

ou moins complète avec les forçats de droit commun, tant avec ceux qui avaient été évacués des prisons belges ou françaises qu'avec les forçats allemands.

Ceux qui ont été soumis à ce régime affirment qu'il constitue la plus pénible des souffrances morales. Il n'y a pas de texte qui interdise expressément ce dernier abus ; mais le droit interne des pays civilisés établissant une distinction entre les condamnés politiques et les criminels, on peut dire que le respect de cette distinction fait partie de ces principes du droit non écrit qui a été le premier fondement du droit des gens. Et quant à la réclusion de prisonnières dans une baraque de prostituées, elle est certainement contraire à la disposition citée sur les peines disciplinaires.

3) ENTRETIEN DES PRISONNIERS — L'article 7 du règlement cité porte : « Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre est chargé de leur entretien. A défaut d'une entente spéciale entre les belligérants, les prisonniers de guerre seront traités, pour la nourriture, le couchage et l'habillement, sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les a capturés »

Il eût été facile de prouver que le Gouvernement allemand a manqué aux termes précis de cette obligation. Cette preuve faite, il aurait fallu rencontrer l'objection consistant à dire que le blocus de l'Allemagne a pu rendre impossible l'exécution de ce devoir, l'examen de cette question dépassait les moyens d'investigation de la Commission d'Enquête, qui fut forcée de la laisser ouverte et de se borner aux considérations suivantes. Il est un point, d'abord, qu'on ne peut relever qu'en passant : il semble bien que l'insuffisance des vivres fournis aux prisonniers ait été pour partie la suite d'un défaut de surveillance des autorités allemandes, qui a permis au personnel de s'approprier frauduleusement des quantités importantes de vivres destinés aux prisonniers. Le fait est évidemment étranger à la question du blocus ; seulement, il n'a pas été possible de contrôler suffisamment, sur ce point, les affirmations des témoins.

On aurait mieux pu établir que, souvent, les soins médicaux dus aux prisonniers ont été insuffisants, non seulement à raison du manque de produits pharmaceutiques, mais surtout à raison de la

mauvaise volonté des médecins allemands. On doit cependant, s'abstenir ici encore de conclusions générales, et se borner à renvoyer aux cas cités ci-dessous. Ces cas ne représentent toutefois qu'un tout petit nombre de ceux qui ont été signalés à la Commission d'Enquête ; mais comme il peut être difficile pour un témoin dépourvu de connaissances médicales d'apprécier la qualité des soins fournis par un médecin, il n'a été retenu dans le présent rapport que les faits de ce genre signalés par des médecins prisonniers ou par des témoins particulièrement précis

On trouvera relaté, pour le camp de Cassel, un cas d'une extrême gravité : une épidémie meurtrière de typhus a ravagé ce camp et la Commission a cru pouvoir en imputer la responsabilité au commandant de l'unité. On a relevé comme cause de contamination, d'abord le mélange des prisonniers de nationalités différentes, ensuite le défaut de toutes mesures pour combattre le mal. La Commission d'Enquête s'est limitée à l'examen d'un cas déterminé, sans conclure que d'autres cas pouvaient lui être assimilés ; elle n'apporte donc pas d'appréciation générale sur la question de l'entretien des prisonniers, en ce qui concerne les soins médicaux.

Mais la Commission est tout à fait affirmative sur le point suivant : en admettant même (ce qui a été laissé en suspens) que l'Allemagne n'ait pu, en raison du blocus, fournir une nourriture satisfaisante aux prisonniers, il est certain que l'argument devient sans valeur quand il est acquis que les gouvernements alliés ont fourni eux-mêmes à leurs hommes un complément de vivres suffisant. Or, en ce qui concerne tout au moins les prisonniers de guerre belges, on peut affirmer que tous devaient être convenablement nourris, et il est de fait qu'ils l'ont été là où le service du ravitaillement s'effectuait de la manière voulue. Dès lors l'obligation du gouvernement allemand d'assurer aux prisonniers, moyennant ce concours, une bonne alimentation s'imposait sans contestation et si on y manquait, ce ne pouvait être que de manière délibérée. Or, l'enquête établit, par des témoignages irrécusables, que de nombreux prisonniers ont souffert de la famine et que, suivant l'affirmation de témoins dignes de foi, certains d'entre eux y ont

succombé directement ou indirectement. C'est surtout dans les prisons que les autorités allemandes ont fait des difficultés diverses à accepter le ravitaillement par les gouvernements intéressés. D'autres fois, tout en ayant été admis en principe, ce ravitaillement était suspendu sous prétexte de représailles. Ainsi, en invoquant l'insuffisance de la ration de pain des prisonniers allemands en France, alors cependant que ceux-ci recevaient, outre le pain, une alimentation complète, les Allemands supprimaient aux prisonniers belges le pain de leur gouvernement qui, seul, leur permettait de se sustenter.

Dans les dépositions qui sont publiées plus loin, les prisonniers décrivent les tortures de la faim, la déchéance physique, les maladies, la mortalité qu'amenait leur état de faiblesse. Ils parlent des affamés dévorant des détritiques d'aliments de telle nature, que leur absorption entraîna la mort pour certains prisonniers.

Il n'y a peut-être pas, contre le Gouvernement allemand, d'accusation plus grave que celle d'avoir affamé ses prisonniers en refusant de leur donner la nourriture que leur gouvernement leur offrait.

4) TRAVAUX FORCÉS — Aux termes de l'article 6 du règlement cité :

« L'État peut employer, comme travailleurs, les prisonniers » de guerre, selon leur grade et leurs aptitudes, à l'exception des » officiers. Ces travaux ne seront pas excessifs et n'auront aucun » rapport avec les opérations de la guerre

» Les prisonniers peuvent être autorisés à travailler pour le » compte d'administrations publiques ou de particuliers, ou pour » leur propre compte.

» Les travaux faits pour l'État sont payés d'après les tarifs » en vigueur pour les militaires de l'armée nationale exécutant les » mêmes travaux, ou, s'il n'en existe pas, d'après un tarif en » rapport avec les travaux exécutés.

» Lorsque les travaux ont lieu pour le compte d'autres admi- » nistrations publiques ou pour des particuliers, les conditions en » sont réglées d'accord avec l'autorité militaire.

» Le salaire des prisonniers contribuera à adoucir leur position » et le surplus leur sera compté au moment de leur libération, sauf défalcation des frais d'entretien. »

Ce texte consacre, d'une part, le droit qu'a l'État capteur d'employer les prisonniers à des travaux non militaires, d'autre part, la faculté qu'ont les prisonniers de solliciter des autorités représentant cet État la faveur de travailler pour le compte d'administrations publiques ou de particuliers

La politique suivie, en violation de ce texte, par le gouvernement allemand a été de forcer les prisonniers à travailler tant à son profit qu'au profit d'industries privées et à imposer ces travaux pour des objets de nature militaire et cela, en dépit de la patriotique résistance des intéressés

De plus, ces travaux, contrairement encore au vœu exprimé par le texte cité, étaient souvent tout à fait excessifs et n'étaient pas rémunérés ou donnaient lieu à une rémunération dérisoire, exception faite des cas où certains prisonniers acceptèrent de s'engager librement dans les industries.

La Commission d'Enquête ne possède pas sur ces faits tous les renseignements désirables, parce qu'ils se passèrent surtout dans les Kommandos ; néanmoins, les rapports fournissent des éléments qui permettent d'avoir un aperçu de la situation.

Il ne paraît pas nécessaire, en présence du texte explicite reproduit ci-dessus, d'insister sur le point de droit, qui est clair. Quelques mots seulement s'imposent au sujet des moyens de contrainte qui furent mis en œuvre. On n'oubliera pas, à ce sujet, que la résistance qu'il s'agissait de briser procédait du sentiment patriotique le plus légitime ; il convient de saisir cette occasion pour rendre hommage aux hommes qui bravèrent la faim, les violences et les supplices pour ne pas travailler au détriment de leur pays et de leurs compagnons d'armes.

Les moyens de coercition auxquels l'autorité allemande avait recours ont été indiqués plus haut et spécialement, l'exposition au rayonnement des fournaies et l'incarcération dans les chambres

surchauffées. Voici encore quelques indications qui mettent en lumière le rôle joué, dans cette affaire, par l'autorité supérieure et le caractère systématique que revêtirent les abus. On trouvera aux annexes le texte des instructions données au camp de Lichtenhorst par ordre de l'« Inspection » et qui établissent la procédure suivante : En cas de refus de travail, on appliquera d'abord les arrêts, la privation de nourriture, de couvertures et de sac à paille ; puis, le chef de kommando aura le droit de faire usage de la crosse de fusil ; il devra seulement observer la mesure que commande l'objet du procédé. Si ce moyen n'opère pas, le chef de kommando renverra le prisonnier au camp et fera un rapport. Les instructions poursuivent dans ces termes : « On agira alors contre le prisonnier, après son retour au camp, avec le moyen le plus énergique qu'on peut imaginer et que l'Inspection a autorisé » (mit dem denkbar schärfsten Mittel das die Inspektion genehmigt hat). On remarquera que le texte ne dit pas « les moyens » mais « le moyen ». Il s'agit donc d'une mesure bien déterminée, qui a été approuvée par l'Inspection. Les instructions ne disent pas en quoi elle consiste, mais on verra dans les dépositions, que d'autres instructions étaient plus explicites et qu'elles portaient expressément qu'on ferait usage des armes à feu, avec la seule réserve que l'ordre devrait être donné par un officier ou un sous-officier d'élite. (Porte-épée unteroffizier).

Tout commentaire serait inutile.

5) ABUS DIVERS. — Il est de nombreux abus qui ne sont que brièvement mentionnés dans les rapports, tels les vols d'argent, de vêtements ou de vivres sous prétexte d'exercer la censure, les difficultés mises à la correspondance, ainsi que d'autres vexations de tous genres qui s'exercèrent sur les prisonniers. Il a semblé que ces faits ne devaient pas distraire l'attention des violations capitales du droit des gens qui font l'objet du présent travail, encore qu'ils eussent considérablement aggravé les rigueurs de la captivité ; car il importe de se figurer l'état d'esprit d'un homme condamné à un long internement, pour lequel un colis représente la seule douceur de l'existence.

Obéissant à la même inspiration le rapport ne fait que mentionner la campagne, d'ailleurs tout à fait infructueuse, que firent les Allemands pour répandre « l'activisme » parmi les prisonniers belges. Le mouvement dit « activiste » patronné par l'autorité allemande fut organisé en Belgique pendant l'occupation ; il tendait à la séparation administrative du Royaume suivant ses frontières linguistiques et eut pour conséquence la proclamation de la déchéance du gouvernement belge par quelques partisans. La séparation administrative fut officiellement décrétée et effectuée d'autorité par le pouvoir occupant. Cette manœuvre était une violation directe de l'art 43 du règlement déjà cité, qui imposait à l'occupant le respect des lois belges. En transportant la question dans les camps de prisonniers, le gouvernement allemand ajoutait simplement aux effets de sa première violation du droit. Comme nous l'avons dit, l'action du dit gouvernement n'obtint pas de résultats dans les camps ; mais de nombreux prisonniers belges pâtirent des mesures de contrainte tout à fait abusives, mises en œuvre contre eux à ce propos.

On ne peut clore cette introduction sans attirer l'attention sur une catégorie de prisonniers dont la seule présence dans les camps est une atteinte au droit des gens : nous voulons parler des femmes et des enfants, des vieillards de soixante-dix, soixante-quinze et quatre-vingt ans internés à Münsterlager et, de façon générale, de ces populations qui, aux premiers jours de l'invasion de la Belgique, furent déportées, par villages, sous prétexte de guerre de francs-tireurs, et qui furent maintenus en captivité sans même l'apparence d'une raison ayant quelque valeur juridique. Voici à propos des femmes et des enfants prisonniers, les chiffres pour le camp de Holzminden ;

1915	40 femmes	17 enfants
1916 (juin)	59 »	13 »
1917 (sept.)	450 femmes et enfants	
1918	89 femmes	3 enfants

D'après un renseignement du « Unterkunft-departement »

allemand, il restait en août 1918 dans l'ensemble des camps allemands 277 femmes et 5 enfants belges

(On verra dans le rapport spécial sur Munsterlager, qu'il y eut dans ce camp, parmi ces mêmes prisonniers civils des premiers jours, un massacre atroce que l'on peut rapprocher des scènes dont la Belgique était alors le théâtre

A considérer dans son ensemble la responsabilité du gouvernement allemand dans les faits relatés, la question se pose de savoir ce qui a pu être fait par ce gouvernement pour combattre les abus. Des prisonniers rapportent qu'il y eut, après quelques mois, des instructions interdisant les mauvais traitements et l'on peut, en effet, signaler des camps où après la période du début, la situation s'améliora. Il faut opposer à cela, par contre, que le sort des prisonniers dépendait surtout des dispositions personnelles des commandants des camps. Et c'est ainsi que, loin d'amener une amélioration, on vit l'arrivée d'un nouveau chef se traduire par une aggravation de rigueur dans le régime de la détention. On observe à ce sujet que la contrainte exercée sur les prisonniers pour les forcer au travail, avec tous les abus auquel elle donna lieu, a été croissante jusqu'à la fin. D'autre part, quand il se produisit une amélioration dans certains camps, il est difficile d'en attribuer le mérite, du moins entièrement, à l'autorité allemande. En fait, il n'y a guère que deux influences qui s'exerçaient de façon certaine au profit des prisonniers, c'est d'abord le mouvement de défense dû à l'initiative des prisonniers eux-mêmes ; là où ce mouvement put se développer, c'est-à-dire dans les grands camps, l'esprit de solidarité d'hommes qui surent courageusement revendiquer leurs droits, sans craindre les rigueurs de l'autorité, fut parfois efficace. Il ne le fut toutefois, — et c'est ici la seconde influence à signaler — que parce qu'il rencontra un appui chez les membres du corps diplomatique des puissances neutres qui voulurent bien se charger de l'inspection des camps. Trop souvent les victimes des violations du droit des gens ne parvinrent pas à saisir de leurs protestations les représentants des puissances protectrices. Mais lorsque ces protestations parvinrent, les diplomates des puissances neutres accrédités à

Berlin surent remplir, en dépit des obstacles, leur mission humanitaire avec un dévouement auquel on doit rendre hommage. Le droit des gens trouva des avocats dans les camps allemands de prisonniers, grâce à ces diplomates, et, violé souvent, il leur doit tout au moins d'avoir été défendu.

CHAPITRE I.

LE CAMP DE SENNE

Le camp de Senne, comprenant quatre blocs de baraquements, était l'un des plus considérables au point de vue de la population belge. Celle-ci, la plupart du temps, atteignit au minimum le chiffre de 35 000 hommes, militaires et civils.

L'autorité supérieure a été exercée dans ce camp successivement par les généraux von Bissing et von Roddewald et par le colonel von Stuckrath. Le rôle des deux premiers ne s'est guère accusé. Ils laissaient se commettre tous les abus ; mais les prisonniers n'ont pas eu l'occasion de constater par eux-mêmes en quel sens s'exerçait l'autorité de ces chefs. Le colonel von Stuckrath, au contraire, s'affirme comme le premier auteur des excès de tout genre qui sévissent dans le camp, où, d'ailleurs, il commanda pendant le temps le plus long. Irascible et dur, il ne battait pas seulement de sa main les prisonniers, mais même ses propres soldats. M. Bonaventure raconte qu'un soir il se rua à coups de canne sur les sous-officiers allemands, parce que ceux-ci avaient permis à quelques prisonniers (qui se rendaient aux lieux d'aisance) de circuler dans le camp après l'heure du couvre-feu. Il en résulta que ces sous-officiers, qui, comme on le verra bientôt, n'avaient nul besoin d'être rappelés à la plus extrême rigueur, organisèrent aussitôt une chasse à l'homme, frappant à coups de matraque et de baïonnette tous les prisonniers qu'ils rencontrèrent ⁽¹⁾.

Tenant ainsi la main personnellement à l'exécution des consignes les plus sévères, le colonel von Stuckrath ne recevait pas même les réclamations. Pour ne prendre qu'un exemple, il avait interdit en 1918, de faire du feu dans les baraques ; les prisonniers ne pouvaient donc plus cuire eux-mêmes leurs aliments, et cette

(1) Annexe N° 7.

interdiction s'étendait aux aliments fournis par la Croix-Rouge, les cuisines du camp livraient une nourriture que tous s'accordent à déclarer repoussante, et en particulier une soupe aux champignons qui dégageait une odeur nauséabonde et que les médecins allemands avaient déclarée malsaine ; le colonel ordonna de continuer à la servir quand même (déposition de M. Jadot) ⁽¹⁾ M. Bonaventure intervint alors auprès du colonel von Stuckrath et voici ce qu'il rapporte « Cet officier supérieur s'est conduit comme un portefaix, en m'insultant et en insultant le camp entier. Les soldats et gradés allemands qui assistaient à cette scène étaient presque plus révoltés que nous. Comme je considérais cet individu comme un fou, je me suis contenté de hausser les épaules » Une autre fois, le colonel von Stuckrath dit qu'il préférait faire fusiller quinze civils plutôt que d'accorder quoi que ce soit (déposition de M. Gillet) ⁽²⁾.

Les prisonniers voulaient-ils recourir à l'ambassade d'Espagne ou à tel autre pouvoir de contrôle, ils ne rencontraient pas moins de difficultés. Ils affirment que leurs plaintes écrites étaient retenues par les autorités allemandes (déposition de M. Jeuniaux) ⁽³⁾ et quand, lors des visites des camps par les diplomates ou les membres des commissions neutres, ils se bornaient, sur interrogation de ceux-ci, à faire connaître verbalement leurs sujets de plaintes, ils s'exposaient de la part de l'autorité allemande à de véritables vengeance. C'étaient, nous dit M. Gillet, les arrêts de rigueur pendant quinze jours, au pain et à l'eau, dans un cachot sans lumière, avec privation, la nuit, de la veste ou du pantalon. Mais il y avait plus. M. Jeuniaux ayant, en présence du général commandant, remis à trois dames suisses en visite officielle, un billet au sujet de son abonnement de pain en Suisse, il fut appelé chez le sergent Murgener. Celui-ci le mit au cachot et là, d'un coup de pied dans les reins, le coucha sur le sol, où il resta plus d'une heure évanoui. L'emprisonnement dura quatre jours et M. Jeuniaux fut privé du privilège dont il jouissait d'avoir une chambre personnelle. Néanmoins quand pour un motif ou l'autre, un prisonnier était libéré, il devait signer une déclaration disant qu'il avait été bien traité par les autorités allemandes, qu'il avait reçu une nourriture saine et abondante, ainsi que trois couvertures de laine, et que la discipline était sévère mais juste (déposition de M. Gillet) ⁽²⁾.

(1) Annexe N° 6.

(2) Annexe N° 3.

(3) Annexe N° 8.

Les gradés qui commandaient en sous-ordre étaient loin de faire quoi que ce soit pour amener des atténuations dans l'exercice des mesures prises par l'autorité supérieure. M. Gillet rapporte ce mot du Dr. Bamberger : « Ich mache den Krieg in Innern während unsere Feldgrauen machen es draussen » (Je fais la guerre à l'intérieur pendant que nos soldats la font au front). Aussi bien, aucune mesure d'isolement n'était adoptée quand il se produisait des épidémies de fièvre typhoïde, de scarlatine ou de grippe espagnole et la médication était quasi nulle (dépositions Jadot, Wéry, Gillet) ⁽¹⁾. Parmi les victimes de cette absence d'hygiène, citons M. Willem Geertsens, qui, parti pour franchir la frontière et rendu à sa famille après 3 ans de captivité, revenait tuberculeux, crachant le sang et mourait le 25 mai 1919 à l'âge de 20 ans.

Quant au lieutenant Weinen si nous devons admettre, sur l'affirmation de M. Gillet, qu'il avait le respect du prisonnier et qu'il a dans certains cas fait acte de justice, il demeure établi, que, étant chargé du commandement intérieur du camp, il a laissé se commettre, fût-ce par manque d'énergie, tous les actes abusifs dus à ses sous-officiers. M. Boseret ⁽²⁾ lui reproche « sa scandaleuse négligence ». M. Maurice Demulder ⁽³⁾ précise que le lieutenant Weinen assista un jour, le cigare à la bouche, à une scène où un prisonnier évadé et repris fut battu à coups de botte et de bâton, ces coups ne s'arrêtant même pas quand la victime tomba inanimée sur le sol. Ce que furent les abus qui se commirent dans ces conditions, nous ne voulons pas en retarder plus longtemps le récit.

Et d'abord, les abus officiels, inhérents au régime. Les peines disciplinaires qui furent appliquées aux prisonniers à titre de peines de droit commun, publiquement, sous le contrôle de l'autorité des chefs, constituent à elles seules une violation de tous les principes du droit et d'humanité. En voici la liste.

1°) *Le poteau* — La victime montait sur deux briques et s'adossait au poteau, auquel elle était solidement attachée. Puis on retirait les briques sous ses pieds. Elle restait suspendue, tout le poids de son corps pesant sur les liens. La douleur, au bout de quelque temps devenait intolérable. C'est là en somme le supplice du crucifiement tel qu'on l'appliquait, dans l'antiquité, aux criminels. D'autres fois le prisonnier n'était pas attaché et reposait sur ses

⁽¹⁾ Annexes Nos 6, 9 et 3.

⁽²⁾ Annexe N° 1.

⁽³⁾ Annexe N° 13.

pieds, mais, soit debout, soit accroupi, ou dans toute autre attitude qui lui était indiquée (par exemple, debout en équilibre sur une jambe, les bras en l'air), il devait observer une immobilité absolue. Au moindre mouvement, des coups de bâton ou de cravache lui faisaient reprendre la position, à moins qu'il ne se vît frappé d'une peine plus forte, choisie parmi celles que nous allons énumérer. En hiver, on enlevait au prisonnier sa coiffure et son manteau ; en été on lui tournait la figure vers la paroi goudronnée d'une baraque toute proche qui réverbérait le soleil. Non seulement défense était faite de parler, mais on y ajoutait la privation de nourriture. Cela durait de 7 heures du matin à 7 heures du soir ou même de 5 heures du matin à 9 heures du soir. La surveillance cependant s'exerçait sans relâche ; pour ne citer qu'un exemple, tel homme qui avait essayé de porter subrepticement à la bouche un morceau de chocolat, fut empoigné par le sergent Steiger et conduit à coups de poing dans une cellule vide pour y être cruellement battu (déposition Cleirens) ⁽¹⁾

2°) *Le goudron brûlant.* — La victime était placée debout, les pieds nus, ou couchée entièrement dévêtue sur le toit goudronné d'une baraque, en plein feu du soleil. Le goudron liquide coulait sur ses membres nus. La peine durait parfois tout un jour.

Il est arrivé qu'avant d'être placés nus sur le toit, les patients fussent frottés à sang avec une brosse en chiendent.

3°) *L'exténuation.* — Un havresac de soldat, rempli de briques, était imposé à la victime, qui recevait en outre une brique dans chaque main ou sous les bras. Il fallait, avec cette charge, descendre et remonter au pas de course les flancs d'un fossé profond d'un mètre, large de deux, et cela jusqu'à épuisement complet. Lorsque le patient tombait, il était relevé à coups de trique. Lorsqu'il s'était abattu définitivement on venait l'enlever et on le transportait sur une civière.

Le havresac était parfois remplacé par un seau d'eau ou un sac de sable pendu au cou de la victime, et la traversée du fossé par une course au pas gymnastique.

M. Jeuniaux rapporte le cas d'un nègre, nommé Gims, qu'on fit tourner pendant 3 heures autour d'un poteau avec le havresac au dos, six briques dans les mains et deux autres sous les bras. Malgré sa force herculéenne, le nègre s'affaissa. Alors le sergent Murgener et un autre gardien, connu sous le sobriquet de Fil de

(1) Annexe N° 2.

Fer, le rouèrent de coups de chicotte à tel point qu'il s'évanouit et qu'on dut le porter dans sa baraque, le sang coulant des plaies ouvertes sur tout le corps ⁽¹⁾.

La peine s'appliquait pour un simple retard à l'appel. En 1915 surtout, il ne se passait pas de jour sans que des prisonniers ne dussent porter le sac.

4°) *Coups*. — Nous avons vu que le colonel von Stuckrath bâtonnait ses sous-officiers. On conçoit dès lors que, de la part de ceux-ci, les coups aux prisonniers fussent chose vraiment habituelle et normale : coups de poing, coups de pied, coups de cravache ou de matraque et, aussi, coups de sabre.

Ce n'étaient pas là, qu'on s'en persuade, de simples bourrades, mais trop souvent de terribles horions, témoin cet incident parmi bien d'autres. Le feu ayant pris dans une annexe du camp, les prisonniers avaient couru à la clôture pour voir l'incendie. Survint le sergent Murgener, qui se mit à distribuer des coups de sabre. M. Jeuniaux rapporte ⁽¹⁾, qu'ayant été touché du revers du sabre à la tête, il fut littéralement assommé et dut être transporté sur son lit et soigné. La blessure a laissé une cicatrice. Un autre prisonnier, M. Boris Alexis, sujet russe âgé de 60 ans, eut la moitié de l'oreille enlevée. Ce n'était pas seulement sous le prétexte de sévir que les gardiens usaient de mauvais traitements. Certains de leurs procédés révélaient purement et simplement chez ces hommes le plaisir malsain qu'ils trouvaient à exercer l'autorité avec une rigueur abusive. Les appels étaient à cet égard une occasion de s'en prendre à tous les prisonniers collectivement. En plein soleil ou dans la pluie ou la neige, on prolongeait ces appels à plaisir pendant des heures. Il arrivait que les hommes, mis en rangs à 6 heures du matin, fussent maintenus en position jusqu'à midi et plus tard encore, sans pouvoir bouger, sans recevoir de nourriture. C'était là la façon dont le sergent Murgener traduisait sa mauvaise humeur à la nouvelle d'un succès des armées alliées. Les appels de deux heures étaient normaux ; celui qui se permettait le moindre mouvement était puni de la manière qui a été indiquée plus haut.

Telles étaient les règles de la discipline et de l'ordre intérieur au camp de Senne. Les rapports des prisonniers sont absolument concordants à ce sujet. Pas un rapport qui ne confirme nos assertions, et de leur ensemble se dégage nettement l'impression que

(1) Annexe N° 8.

les abus décrits caractérisaient la vie régulière du camp (dépositions de MM. Cleirens, Gillet, Jeuniaux, Boscret, Deleers, Mossoux, Burssens, Lavaux ⁽¹⁾)

Ce simple énoncé ne suffit pas toutefois à donner une impression exacte de ce qu'était le sort des prisonniers de Sennelager. Il faut pour cela entrer dans le détail et s'occuper des individus eux-mêmes.

Celui qui exerce de la façon la plus directe l'autorité dans le camp, celui qui applique le régime, c'est le sous-officier allemand. Incité à procéder avec rigueur par le commandant, laissé libre d'agir à sa guise, par le lieutenant dont il dépend, c'est lui, en fait, qui exerce un pouvoir, contre lequel il n'y a pas de recours. Il importe de décrire avec quelque précision comment s'établissaient les rapports entre ce gardien et les prisonniers.

L'homme auquel le lieutenant Weinen déléguait en réalité ses pouvoirs (déposition Cleirens) ⁽²⁾ était le feldwebel Murgener ou Mergener, dans le civil, commissaire de police, croit-on à Ham ou Cassel. Les prisonniers l'appelaient « Choléra ». C'était lui qui avait la haute direction en matière de discipline, et veillait donc notamment à l'administration des peines ou supplices que nous avons énumérés. Nous avons déjà cité son nom à ce propos. M. Jeuniaux ⁽³⁾ nous dit à son sujet : « J'étais malade, au lit, perclus de rhumatismes. Murgener, en ne me voyant pas à l'appel, vint à mon lit et voulut me faire lever, alors que je criais de souffrance. Je lui dis que je ne pouvais pas. Là-dessus, il entra dans une violente colère et rejetant la maigre couverture qui était collée à mon dos — j'avais 40° de fièvre — il m'empoigna par les jambes et me tira sur le plancher. Je ne pus m'empêcher de l'appeler bourreau, lâche ; alors de sa botte, il me fouilla les côtes et les reins. Les larmes me sautent des yeux en écrivant ceci. Trois jours après j'étais au lazaret avec une pneumonie et une pleurésie, à moitié mort, et si je n'avais eu M. Boscret et M. Borel pour me soigner, j'aurais succombé. » Il y a lieu de noter qu'il n'était pas rare que l'on commît pareil abus à l'égard de prisonniers. Ainsi M. Hoffelt, étant malade, fut forcé à coups de baïonnette de se lever et d'assister à l'appel, dans la neige, avec sa capote pour tout vêtement (voir sa déposition à la suite du rapport sur la prison

(1) Annexes Nos 2, 3, 8, 1, 12, 5, 11 et 17.

(2) Annexe No 2.

(3) Annexe No 8.

de la Chartreuse à Liège) ⁽¹⁾ Ce dernier cas ne concerne pas Murgener et nous n'en dirons pas plus sur le compte de ce dernier, car nous avons déjà parlé à maintes reprises de lui ; nous nous bornons à signaler encore ce fait qui, s'il concerne, à la vérité, des prisonniers français, est caractéristique de sa mentalité et de sa conduite en général. Quand il mit aux travaux les plus durs les prisonniers d'Hirson (un vieillard de 65 à 70 ans en mourut), il déclara ouvertement que c'était parce que Hirson était un nid de francs-tireurs. Le plus bas esprit de haine et de vengeance inspirait cet homme à qui la notion d'équité était inconnue.

Le sergent, puis feldwebel, Steiger ne cachait pas davantage sa haine des prisonniers sur qui il se vengeait de la perte de deux de ses fils, tombés au front. Les prisonniers disaient que, dans le civil, il était forain. Quand Murgener fut déplacé, ce fut lui le maître du camp. M. Cleirens ⁽²⁾, nous dit de lui « Le nombre de fois que Steiger fondit dans les rangs, sabre au clair, est incalculable. Coups de poing, coups de sabre, « passages à tabac » dans les cellules des arrêts, pas un jour ne se passa sans que l'un ou l'autre prisonnier ne vînt se plaindre auprès de nous. A plusieurs reprises, le feldwebel Steiger m'a dit ceci : « Il y a bien longtemps que je n'ai plus eu personne au poteau et cela manque à mon déjeuner » Le nom de Steiger revient dans les plaintes de tous les prisonniers. M. Veillet ⁽³⁾ raconte qu'il souffrait d'un furoncle à la tête et portait un pansement couvert d'une écharpe ; le feldwebel Steiger arracha le tout, provoquant une forte hémorragie suivie d'un érysipèle qui cloua M. Veillet au lit pendant un mois.

En ce qui concerne le sergent Schnadhorst, il suffira de dire que Steiger lui-même trouvait excessives les punitions auxquelles il recourait (c'était d'ordinaire le poteau prolongé pendant toute la journée) et qu'il confia à M. Cleirens que Schnadhorst était un homme méchant et insupportable. Préposé à la garde de la sortie, Schnadhorst bourrait de coups les prisonniers, les jetait sans motif les uns sur les autres. Tel jour, comme à la suite de fortes pluies de grandes mares s'étaient formées devant l'entrée, il y poussa les prisonniers, de sorte que les hommes qui devaient se rendre au travail avaient les pieds dans l'eau jusqu'à la cheville.

Wilhelm Metzler était préposé à la baraque de discipline. Il se faisait un plaisir, dit encore M. Cleirens, de frapper les prison-

⁽¹⁾ Annexe N° 89

⁽²⁾ Annexe N° 2.

⁽³⁾ Annexe N° 10.

niers qui séjournèrent là (et qui étaient la plupart des évadés) attendant d'être transférés aux arrêts. Il était dénommé le « Toqué » à raison de l'exaltation nerveuse dont il témoignait dans ses accès de rage.

Conraths, chef de compagnie, ami de Schnadhorst, faisait régner dans la baraque un régime tel, que beaucoup de prisonniers, parmi les plus fermes et les plus patriotes, acceptèrent, pour lui échapper, de participer au travail dans les kommandos.

On peut citer encore parmi les plus mauvais, Hagen et Lang, tous deux sujets fréquemment à des colères forcenées, se manifestant par les pires violences.

Un exemple caractéristique des actes de mauvais gré en usage nous est fourni par la déposition des frères Jean et Lambert Wéry ⁽¹⁾, qui, ayant refusé le travail volontaire, furent astreints à la corvée de cour pendant deux ans et demi ; ils étaient forcés de remplir tous les jours, aux latrines, un tonneau en fer d'un mètre cube et demi et de le traîner à bras sur un parcours de 3 kilomètres pour aller le déverser.

Il va de soi qu'outre les peines que nous avons décrites, il y avait les arrêts et le cachot. Mis aux arrêts les prisonniers étaient enfermés dans une chambre commune. Ils s'y trouvaient dans une promiscuité souvent terrible avec des délinquants de droit commun, et à cause de cela certains prisonniers préféraient le cachot. Les colis de vivres n'entraient pas. Les prisonniers étaient réduits à la cuisine du camp ; toutefois, leurs camarades réussissaient à leur passer clandestinement quelques vivres de l'extérieur. Ils couchaient sur un plancher sans paille ou avec une paille tous les 3 jours.

Les cachots étaient des cellules d'environ 2.50 m sur 1.50 m éclairées par une petite fenêtre. Un seul poêle chauffait toute la baraque, de sorte que le froid était extrême en hiver. Les prisonniers ne pouvaient conserver leurs vêtements la nuit et devaient se contenter des deux couvertures réglementaires. Point de paille, sauf pour certains une tous les 3 jours. Privation de colis et de correspondance, voire jusqu'en 1918, de biscuits. La ration de pain était légèrement augmentée, mais la soupe n'était distribuée que tous les deux ou trois jours.

Parmi les abus les plus graves il faut signaler que, systématiquement, les autorités ont mélangé, dans les compagnies, les élé-

(1) Annexe N° 9.

ments honnêtes avec la lie de la population qu'ils avaient enlevée dans les grandes villes des pays occupés. Le camp de Senne comprenait des contingents des prisons centrales de Loos (Lille) et de Varsovie. On y comptait même une centaine de Marocains dont la plupart avaient des mœurs contre nature (déposition Bonaventure) ⁽¹⁾. Ces éléments étaient couchés la nuit à côté des autres prisonniers et parmi ceux-ci il y avait des enfants de 14 à 15 ans. « Quel est le nombre des tout jeunes gens qui ont été abîmés physiquement et moralement au contact de ces individus? » demande M. Bonaventure. « Les actes de la plus abjecte immoralité et les vols étaient chose courante dans les baraques, surtout en 1915-1916 » dit M. Boseret ⁽²⁾. Toutes les réclamations à ce propos restèrent sans effet. Parmi les jeunes gens ainsi exposés à cette contamination, il y en avait beaucoup qui avaient été pris tandis qu'ils essayaient de franchir la frontière, poussés par le plus noble idéal patriotique.

Contre ces abus, la lutte s'engagea. L'Allemagne avait dû accepter le principe du contrôle des camps par les diplomates neutres. Ce contrôle qui rencontra, ainsi que nous l'avons dit, des résistances de la part du commandement allemand, représentait aux yeux des prisonniers, l'idée du droit et l'espoir d'une généreuse protection.

D'autre part, les prisonniers s'étaient défendus eux-mêmes. Ils avaient créé entre eux divers organismes dont les principaux étaient : le Comité de Secours présidé par M. Joseph Boseret et un bureau qui était dénommé Bureau Civil (vraisemblablement par opposition au bureau militaire allemand) lequel était composé des adjudants belges prisonniers placés à la tête des compagnies, des chefs des différents services et du président du Comité de Secours.

Le Comité de Secours se chargea de parer à l'insuffisance des conditions matérielles des prisonniers.

Le Bureau Civil s'employa à limiter au strict minimum, quant à l'organisation d'ordre intérieur du camp, les rapports directs entre les prisonniers et l'autorité allemande. Il recevait les ordres de celle-ci, prenait sur lui de les discuter s'il y avait lieu et se chargeait d'en assurer l'exécution, pour autant qu'ils étaient réalisables et n'étaient pas contraires au droit des gens. Son activité fut particulièrement précieuse dans l'organisation des corvées, qui

⁽¹⁾ Annexe N° 7.

⁽²⁾ Annexe N° 1.

auparavant amenaient toujours des coups et des violences de tous genres. Grâce à son intervention persévérante, les abus que nous avons signalés devinrent moins fréquents à partir de 1916. M. Boseret a encore entendu jusqu'en 1918 des prisonniers crier de douleur sous les coups qui leur étaient appliqués dans les cachots à la moindre infraction, mais il estime que de 1916 à 1918 les violences n'étaient plus, dans le camp, que des cas isolés.

Les conditions matérielles de l'existence des prisonniers étaient fort défectueuses.

Au début, les prisonniers étaient logés à 200 ou 300 dans des baraques construites au grand maximum pour 160 hommes. Il n'y avait ni lits, ni tables, ni chaises, ni bancs. Les paillasses, misérables, et souvent distribuées à raison d'une pour deux ou trois hommes, étaient étendues la nuit à même le plancher ; le jour, repliées en deux, elles servaient de sièges. Deux minces couvertures de coton étaient remises à chaque prisonnier. L'éclairage et le chauffage étaient tout à fait insuffisants. Il n'y eut même pas de baraques pour tout le monde. Au début de 1915, certains prisonniers ont encore dû coucher sur le sol, par un froid rigoureux (10° sous zéro) sous une tente, n'ayant pour se couvrir que leurs deux couvertures de coton (dépositions de MM. Gillet et Mossoux) ⁽¹⁾.

Les premiers lits furent placés vers février 1916 ; le reste du mobilier suivit petit à petit.

Les baraques étaient construites en bois, d'une seule cloison, revêtues de carton goudronné et munies de fenêtres ; le plancher en était élevé à environ dix centimètres du sol. En 1918, leur état était devenu déplorable. Rien n'était fait pour les maintenir en état. Les toits étaient percés ; on pendait au plafond des gamelles et de vieilles boîtes à conserves pour y recevoir l'eau de pluie. De nombreux carreaux étaient brisés. Par places, le carton qui revêtait la paroi extérieure avait disparu, et l'air passait.

La nourriture a toujours été insuffisante et d'une qualité défectueuse. La soupe se faisait aux œufs de poisson, aux glands moulus, aux pelures de pommes de terre ou aux pommes de terre non épluchées, aux feuilles de rutabaga, à la morue, au maïs ou à la semoule moisie, sans aucune viande ni graisse. Parfois le pain (200 grammes) était supprimé. Des prisonniers ont mangé des rats ; des Russes ont avalé du savon. Beaucoup tombaient de faim.

⁽¹⁾ Annexes N^{os} 3 et 5.

(déposition Gillet) ⁽¹⁾ La situation ne fit qu'empirer La soupe devint si mauvaise que les prisonniers, quoique souffrant des affres de la faim, n'allaient pas la prendre Un contrôle organisé par les prisonniers a établi que, pour certaines soupes, 8 à 10 prisonniers (des Russes à moitié morts d'inanition) s'étaient présentés sur un effectif de 2 000 hommes A part la ration de pain on peut presque considérer comme nulle la nourriture fournie depuis la fin de 1917 M Boseret, qui nous donne ces renseignements, nous fait part aussi de l'opinion qui régnait, à ce sujet, parmi ceux des prisonniers qui connaissaient, par leur emploi, l'organisation du camp Ils attribuaient cet état de choses aux causes suivantes ⁽²⁾ .

1° Insuffisance et mauvaise qualité des denrées fournies par la Kommandatur.

2° Vol d'une partie des denrées par le lieutenant préposé aux cantines.

3° Préparation systématiquement mauvaise des aliments, ceux-ci étant mêlés à bon escient à des produits avariés et immangeables. L'administration du camp récupérait ainsi de grandes quantités de soupe et s'en servait pour élever des porcs à son profit ; elle vendait, aux mêmes fins, le surplus de ces subsistances aux fermiers des environs.

Pendant l'hiver 1917-1918 pas un seau de charbon n'a été distribué aux compagnies (déposition Cleirens) ⁽³⁾

Les installations sanitaires étaient plus qu'insuffisantes Elles se composaient, pour une part, de deux barres en bois parallèles, disposées au-dessus d'un canal légèrement incliné vers une fosse centrale. Celle-ci était irrégulièrement vidée, exhalant, par temps chaud, la pire odeur.

Il y avait des douches, mais pas de savon Nous avons dit que le service médical allemand était quasi nul Les malades ne durent leur guérison, quand ils l'obtinrent, qu'au dévouement du personnel belge et allié, ainsi qu'à l'intervention du Comité de Secours

Le docteur Jos Stevens, qui a été attaché à l'ambulance du camp, nous rapporte les traits suivants

« Le Stabsartz, médecin chef, se désintéressait des malades, en dehors des cas chirurgicaux (pour lesquels, d'ailleurs, il excellait). Son passage dans les salles (passage rapide, sans examen

⁽¹⁾ Annexe N° 3.

⁽²⁾ Annexe N° 1.

⁽³⁾ Annexe N° 2.

des malades) était suivi d'un nombre d'exécat affectant souvent plus de la moitié des malades. Ces hommes, non guéris, étaient naturellement renvoyés aussitôt au travail.

« Un jour, même, et j'aime à croire que ce fut par inadvertance, il signa la sortie de tous les malades d'une salle dans laquelle ne se trouvaient que des malades trouvés, après analyse des crachats, porteurs de bacilles de Koch et dont deux moururent dans la semaine. Naturellement, nous n'exécutâmes pas cet ordre de sortie. »

Le docteur Stevens nous signale cependant le cas du docteur Beer qui fit preuve du « dévouement le plus absolu » aux prisonniers, se dérangeant plusieurs fois par jour et même en pleine nuit dans les cas graves.

Les prisonniers qui ne travaillaient pas en Kommando étaient pour la plupart astreints aux corvées. Ces corvées consistaient dans les travaux du camp ou même dans des travaux d'une nature nettement militaire : transport de matériel de guerre, entretien de toiles de tentes, etc. Nous avons signalé, à propos de corvées, l'action du Bureau civil des prisonniers, qui réussit d'abord à faire exempter les malades et les vieillards (lesquels auparavant y étaient astreints sans égard pour leur état) et qui ensuite, dans certains cas, put mettre fin aux corvées militaires.

*
**

A plusieurs reprises on exerça des représailles contre les prisonniers du camp, en donnant comme prétexte à ces représailles le traitement réservé, en France, aux prisonniers allemands. Il y a lieu de relever qu'elles atteignirent toujours spécialement les plus faibles : interdiction de distribuer des vivres aux malades ; interdiction de biscuits aux prisonniers non employés aux corvées, c'est-à-dire aux malades et aux vieillards, interdiction de cuire dans les baraques les vivres reçus dans les colis et même les vivres des malades (déposition de M. Boseret) ⁽¹⁾

Ceci nous mène à la question des *colis des prisonniers*. Beaucoup de ceux-ci se plaignent des vols dont ils ont été l'objet. Il est malheureusement impossible d'établir dans quelle proportion ces vols se pratiquèrent. Un vol ayant un caractère tout à fait général a été, une fois, dûment constaté. Au cours d'une perquisition dans les baraques, qui eut lieu le lundi de Pâques 1917 et pour laquelle

(1) Annexe N° 1.

on avait fait sortir tous les prisonniers, les soldats allemands s'emparèrent de tout ce qu'ils trouvèrent, biscuits, lard, chocolat, montres, argent. Le fait étant vraiment trop patent, l'autorité du camp paya, en guise d'indemnité, une somme qu'on croit être de 1 200 marks et qui fut versée à la Croix-Rouge; mais les propriétaires lésés ne furent pas indemnisés (dépositions Jean Wéry, Bonaventure) ⁽¹⁾.

Ce qui est certain, par contre, c'est que les vivres qui ne furent pas volés furent à certains moments gâtés à plaisir. Des ordres étaient venus d'exercer une censure sévère et d'ouvrir les paquets adressés aux prisonniers, parce qu'on aurait trouvé dans quelques-uns des paquets des boussoles, des cartes et de l'argent destinés aux prisonniers désireux de s'évader. Le sous-officier Sauer, préposé au service, ne se contentait pas d'ouvrir les paquets, il vidait dans un même récipient une boîte de lait condensé et une boîte de sardines à l'huile, ou bien, il émettait des comprimés de potage Maggi dans du tabac. M. Jadot, qui nous rapporte ce fait, dit aussi que Sauer après avoir fait faire la file aux prisonniers pendant de longues heures, suspendait la distribution sous le moindre prétexte; qu'il l'a vu en mars et avril 1917 jeter des briques sur les prisonniers qui attendaient; que, l'un de ceux-ci ayant surpris en flagrant délit le soldat allemand Art qui prenait un objet dans son colis, ce soldat sauta au-dessus du comptoir pour frapper le prisonnier à coups de poings et que Sauer, sur ce, lui reprocha de ne pas avoir usé de sa baïonnette ⁽²⁾.

Sauer succéda plus tard, vers 1918, à Steiger, comme feldwebel chef du camp. Nous ne voulons pas manquer de reproduire à son sujet une opinion favorable, qui est émise par M. Boscret ⁽³⁾ : « Le respect de la vérité me force, écrit celui-ci, de l'excuser dans une certaine mesure, vu les circonstances qui provoquèrent ses accès de colère, motivés ordinairement par une mauvaise volonté extraordinaire des prisonniers. Par son esprit droit et correct il rendit beaucoup de services au camp. » Nous nous bornerons à observer à ce sujet que M. Gillet, prisonnier à Senne du début de 1915 à la fin de 1918, qui nous a fourni un rapport précis et circonstancié et qui prend soin de signaler les bons sentiments qu'il avait constatés chez le lieutenant Weinen, les docteurs Cleve et Behr, et d'autres, comprend cependant Sauer parmi ceux « qui rivalisent d'ingéniosité pour trouver les moyens de torture dont ils

⁽¹⁾ Annexes N^{os} 9 et 7.

⁽²⁾ Annexe N^o 6.

⁽³⁾ Annexe N^o 1.

se vantent ». Il cite encore Sauer dans sa conclusion parmi ceux qui devraient être punis. Il est d'avis également que les vols de colis étaient normaux. Parmi les dépositions à charge de Sauer et sur le vol de colis, signalons encore celles de MM Kempeneers, Bonaventure et Wathelet ⁽¹⁾

*
* *

De nombreux kommandos dépendaient du camp de Senne. Les Allemands recoururent à divers moyens pour y faire travailler les prisonniers.

Au début, le feldwebel Murgener ou Steiger désignait simplement les hommes qui devaient partir. Plus tard, le travail y était en principe volontaire, mais, pendant un certain temps encore, les Allemands usèrent des mesures de contrainte les plus extrêmes. M Gillet ⁽²⁾ affirme que ceux qui refusaient étaient placés sous la salle surchauffée des machines, sans nourriture jusqu'à ce qu'ils eussent accepté. D'autres furent menacés d'exécution par les armes. En 1915, les correspondances sont supprimées pendant quarante jours pour le motif qu'il se présentait trop peu de volontaires. Il est à remarquer entre autres que les kommandos comprenaient des mines et des usines de munitions.

La vie dans les kommandos rappelait dans bien des cas les pires moments du camp. Nous avons dit que, dans ce dernier, le Bureau civil des prisonniers avait pu, à la longue, lutter avec succès contre les abus les plus flagrants. Aucun organisme semblable n'existait dans les kommandos où les prisonniers étaient livrés sans protection aucune à l'autorité des sous-officiers.

Il est fort difficile malheureusement d'obtenir des renseignements complets sur des faits qui se passaient chaque fois devant un petit nombre de témoins.

Nous nous abstenons donc d'entrer ici dans plus de détails.

⁽¹⁾ Annexes Nos 19, 7 et 15.

⁽²⁾ Annexe N° 3.

CHAPITRE II.

LE CAMP DE HOLZMINDEN

Le camp de Holzminden était un camp de civils. C'est là qu'ont été envoyés, en 1917, les « otages coloniaux » c'est-à-dire les membres du conseil d'administration des principales sociétés coloniales de Bruxelles, que le gouvernement allemand avait emprisonnés sous prétexte de représailles, comme moyen de pression dans une discussion au sujet des Allemands faits prisonniers au Congo belge. On comptait également à Holzminden, parmi les prisonniers, de nombreuses personnes déportées pour des motifs politiques. Au début, sous le commandement du colonel von Pflugradt, le régime y était exceptionnellement libéral. La nourriture a été toujours très mauvaise et insuffisante, mais les prisonniers jouissaient de leur initiative. Et c'est chose digne de remarque que de voir comment des prisonniers surent, à la seule condition de n'être pas opprimés, organiser eux-mêmes leur existence. Pour ce qui est du côté matériel, il n'est pas sans intérêt de noter qu'il se trouvait dans un camp de prisonniers, des cafés et des restaurants où s'installaient des musiciens ; il y eut même dans ce camp, un orchestre de symphonie et, surtout, ce que les prisonniers appelaient leur université, une œuvre très sérieuse d'enseignement, dotée d'une bibliothèque bien fournie et où s'organisaient des cours et des conférences de tout genre.

Cette liberté prit fin en 1917, le jour où le colonel von Pflugradt fut remplacé par le colonel Gallus. Un nouveau régime fut alors établi. Il allait être appliqué par son initiateur, sans un instant de relâchement. L'école et toutes les créations des prisonniers disparurent aussitôt, malgré les protestations les plus énergiques des intéressés. Dorénavant, tout le monde dans le camp était obligé de travailler, c'est-à-dire de travailler de ses mains. En réalité, c'était plus qu'un nouveau régime, c'était l'application d'un système. Il s'agissait de rendre la vie intolérable dans le camp, pour

amener les prisonniers à accepter le travail libre, à cette fin, on les astreignait aux plus dures corvées. Le système devait avoir cet effet ou d'obtenir un travail volontaire, ou d'assurer un travail forcé, au profit de l'Allemagne

M. F. Waleffe, juge d'instruction à Liège, interné à Holzminden de 1916 à 1918, nous a fourni, à ce sujet, un rapport complet ⁽¹⁾ C'est son travail qui nous sert de guide sur ce point, aussi bien, les dépositions que nous avons recueillies chez d'autres ne font que le confirmer.

La règle qui va régir le camp, c'est que tous les prisonniers sans exception sont astreints à la corvée, pendant toute la journée Le médecin les classait en diverses catégories suivant leur état de santé, mais, en réalité tous étaient astreints à des travaux très durs ; seuls les inaptes restaient au camp, où ils étaient occupés à des besognes moins épuisantes. Il n'y avait pas de jour de repos.

Afin d'empêcher les prisonniers de jouir de leurs dimanches on les réunissait très fréquemment pour l'appel dès la première heure du matin ; ils y restaient debout, sans bouger, jusqu'à midi ou plus tard, dans la pluie ou la neige, sous prétexte de fouilles dans les baraques ou bien d'appel aux travailleurs libres Dans ce dernier cas, chacun était interpellé nominativement ; il lui était demandé s'il ne voulait pas aller au travail industriel plutôt que de vivre sous le régime insupportable du camp Parmi les arguments qu'on faisait valoir, il n'y avait pas seulement les gros salaires ; M. Waleffe a entendu dire aux jeunes gens : « Allez au travail libre ; vous pourrez facilement satisfaire toutes vos passions. »

Il était interdit aux prisonniers d'avoir, dans leurs baraques, deux costumes de travail Or, ils étaient conduits à la corvée tous les jours du matin au soir, par tous les temps, le soir, en rentrant ils ne pouvaient pas se sécher, il y avait bien un feu dans chaque grande chambre, mais la maigre quantité de mauvais charbon et de tourbe que délivrait l'administration du camp était tout à fait insuffisante. Les malades, dans ces conditions, étaient nombreux Pour être exempts de corvée ils devaient se présenter à la visite médicale. C'était là tout autre chose qu'une formalité. Une escouade cernait la baraque. Le colonel Gallus assistait lui-même à l'examen et le médecin ne pouvait dispenser personne de la grosse corvée sans l'assentiment du colonel. Si le malade était reconnu bon pour le travail, il était en même temps condamné à la

(1) Annexe N° 21.

corvée de la carrière Voici en quoi elle consistait : la carrière était à une certaine distance du camp ; on devait y aller, y prendre et en rapporter les pierres les plus grosses, en les chargeant à même l'épaule, qui bientôt était toute meurtrie Défense de s'arrêter ou de se reposer sous peine de recevoir des coups de crosse ou de baïonnette On effectuait ainsi 20 à 25 voyages par jour C'est au cours de ces travaux forcés, dit M. Waleffe, qu'un malheureux a eu le bras cassé d'un coup de crosse par un soldat, qui a été félicité par le colonel devant les prisonniers Fréquemment, les prisonniers, déclarés bien portants le matin, tombaient gravement malades au cours de la journée et devaient être transportés à l'infirmierie M. Pierre Tonglet ⁽¹⁾ nous signale le cas de M. Joseph Louvet qui, après une crise d'épilepsie qui avait duré de 10 heures du soir à 4 heures du matin, ne fut pas jugé malade à la visite et fut envoyé au travail. « Le séjour dans le camp était insupportable » dit M. Waleffe « Ce n'était pas un camp de prisonniers de guerre mais un bagne rempli de forçats et les nombreux prisonniers qui, malgré un régime inhumain ont continué à y rester, sans s'engager au travail libre, sont dignes des plus grands éloges. »

Et pourtant, il y avait encore un régime de rigueur spécial, réservé aux prisonniers qui étaient considérés comme récalcitrants. Ils étaient logés dans une même baraque Ils partaient à la première heure, pour ne rentrer que le soir et, étant employés aux ouvrages les plus rudes, ils restaient toute la journée sans recevoir la moindre nourriture. Le bureau de bienfaisance belge du camp avait organisé un service clandestin pour soutenir, dit M. Waleffe, « ces braves gens », en leur passant du chocolat ou d'autres aliments

M. Waleffe signala le fait à l'attaché d'ambassade d'Espagne, lors de son passage au camp, lui demandant de visiter la baraque et d'interroger les hommes, mais il pense que l'attaché a dû quitter le camp avant que la corvée ne fût rentrée Le geste de M. Waleffe n'était pas sans danger, car toute réclamation exposait à de sévères représailles

M. Albert Allard ⁽²⁾, avocat à Tournai, ayant été invité par l'autorité du camp à répondre par écrit à une demande de renseignements de la Croix Rouge de Francfort concernant son état de santé, avait déclaré dans sa lettre qu'il était malade et que sa ma-

⁽¹⁾ Annexe N° 28.

⁽²⁾ Annexe N° 22.

ladio provenait du régime du camp La lettre fut remise à l'administration sans observation, mais ensuite, M Allard se vit infliger trois jours de cachot « pour propos haineux à l'égard de l'Allemagne »

M Allard nous fait sentir toute l'importance de cette peine . « Le cachot consistait en un ignoble réduit, où suintait le liquide provenant des urinoirs La cruche à eau était pleine d'urine. Il n'y avait dans ce local aucun meuble J'y suis resté trois jours, dans l'obscurité au pain et à l'eau » Il ajoute que, de manière générale, il était dangereux de se plaindre « On était puni pour ce motif ».

M Van den Branden, étudiant ⁽¹⁾ rapporte qu'il avait demandé au colonel Gallus d'être exempté du travail en invoquant les dispositions relatives aux intellectuels Le colonel répondit qu'il s'inquiétait fort peu des conventions internationales et ordonna à un feldwebel de jeter le plaignant à bas des escaliers

Les réclamations provoquaient également l'envoi du plaignant dans un camp de représailles (déposition Delbrouwire) ⁽¹⁾

Il suffira de peu d'exemples pour donner une idée de ce qu'étaient les travaux forcés auxquels étaient soumis les prisonniers.

Un groupe de vingt-deux prisonniers a été appliqué à l'élargissement d'une rivière à Gronau Deux d'entre eux seulement étaient des ouvriers manuels ; les autres étaient des étudiants ou des employés des chemins de fer Ils étaient envoyés là, eux qui étaient Belges, en manière de représailles, pour de prétendus abus commis dans les camps d'Allemands prisonniers en France Ils étaient logés tous ensemble dans une baraque de 6 m sur 7, tout au plus, éclairée d'une seule lucarne. Le travail à la pelle durait de 6 heures à midi et de 1 h à 6 1/2 ou 7 heures du soir. On y était maintenu à coups de crosse, sans compter les menaces du poteau et du peloton d'exécution. Un contremaître battait les prisonniers au point de provoquer les protestations des habitants de l'endroit « peu tendres pour nous, cependant », comme le dit M Marcel Leduc ⁽²⁾, qui nous rapporte ces faits. M Henri Boland ⁽¹⁾ raconte que lui et ses camarades, avertis qu'ils allaient travailler

⁽¹⁾ Annexe N° 29

⁽²⁾ Annexe N° 23.

⁽³⁾ Annexe N° 26.

chez des fermiers, s'aperçurent qu'on les conduisait dans une mine de fer à Elbingerode. Ils refusèrent de descendre et aussitôt les soldats les frappèrent à coups de crosse. M. Collignon de Verriers fut atteint de quatre coups à la tête, dont l'un laissa une plaie de 7 cm. M. Jules Bresmal ⁽¹⁾ de Vierset fut blessé à la tête également. Les prisonniers résistèrent néanmoins et on les ramena au camp. On les envoya alors dans les marais de Vordner Moor, où ils étaient privés d'eau potable, tandis qu'on allait en chercher au village pour l'usage des gardiens, les prisonniers devaient faire leur cuisine avec l'eau stagnante des marais. Sous ce régime des travaux forcés, les mauvais traitements sont la règle. M. Paul Van den Branden ⁽²⁾ a été battu à deux reprises à coups de poing par le feldwebel Greune pour le motif que son attitude n'était pas assez respectueuse.

M. François Koekelbergs ⁽²⁾ a reçu, deux jours de suite, des coups de crosse à l'épaule et à la poitrine, en même temps que des coups de pieds; la conséquence fut qu'il dut être admis à l'infirmerie. M. Arthur Gasiaux ⁽²⁾ a été battu à coups de gourdin par plusieurs hommes à la fois. M. Maurice Douffet ⁽²⁾ porte encore les cicatrices d'un coup de crosse reçu à la tête. Un témoignage particulièrement significatif nous est fourni en ces termes par M. Allard ⁽³⁾. « Je vous citerai encore le cas d'un nommé Hayez de Bruxelles, qui est mort au camp en 1918, à la suite des mauvais traitements qu'il a subis, et celui du député Hoyois mort également à Holzminden. Au cimetière on pouvait voir les tombes de deux prisonnières nées en 1834 et mortes en 1915 »

L'homme que tous les prisonniers nous désignent comme responsables des abus est le colonel Gallus. M. Waleffe ⁽¹⁾ nous le décrit en ces termes : « Quoique très âgé, il était toujours, de la première heure jusqu'au soir, attentif à suivre l'exécution de ses ordres. Armé d'une lorgnette qui ne le quittait pas, et placé sur les hauteurs avoisinant le camp, caché derrière une haie ou un arbre, il espionnait toutes les corvées et s'il surprenait un soldat permettant à des corvéables de se reposer un instant, il fonçait sur eux comme un oiseau de proie. Il punissait sévèrement soldat et prisonniers » Il ajoute que, par ailleurs, la plupart des soldats étaient des brutes dignes de leur chef, mais à supposer que certains d'entre

⁽¹⁾ Annexe N° 27

⁽²⁾ Annexe N° 29

⁽³⁾ Annexe N° 22.

⁽⁴⁾ Annexe N° 21.

eux eussent été capables de manifester des sentiments humains, la terreur que le colonel leur inspirait leur en aurait enlevé l'idée. Le rittmeister Winter doit être cité en même temps que son supérieur. Les prisonniers le dépeignent organisant des chasses à l'homme pour rechercher ceux qui auraient échappé à la corvée, s'acharnant réellement à imposer aux prisonniers les plus durs travaux. Un fait caractéristique de la responsabilité des chefs nous est rapporté par M. Allard ⁽¹⁾ en ces termes : « J'ai vu le capitaine Wikop donner un coup de poing à un prisonnier civil en présence du général (ou colonel) Pflugradt, sous le prétexte que le prisonnier ne le saluait pas assez bas. Ceci se passait pendant l'hivers 1916-1917. J'ignore le nom et la nationalité du prisonnier ».

Parmi les sous-ordres, il suffira de citer le sous-officier Ems, qui se distinguait spécialement entre tous ceux qui battaient et brutalisaient les prisonniers (dépositions de MM. Tonglet et Van den Branden) ⁽²⁾.

Les plaintes visent aussi les vols et les suppressions de colis et de biscuits. Il est difficile d'établir dans cette matière la proportion exacte des abus. Nous nous bornons à citer la déposition de l'avocat Allard ⁽¹⁾ qui estime qu'un tiers de ses colis ont disparu.

Pour finir nous relaterons en particulier quelques-uns des procédés auxquels furent exposées les femmes, assez nombreuses dans le camp.

En septembre 1917 parut un ordre enjoignant aux femmes de travailler sous la menace « des peines les plus sévères ». Elles devaient dénouer les mailles des filets qui remplaçaient les ressorts dans les lits des prisonniers. On disait que les cordes ainsi obtenues devaient servir aux paniers protégeant les obus. Considérant que c'était là un travail pour des engins de guerre, les femmes refusèrent. En réponse, les colis de vivres leur furent supprimés. Etant donnée la nourriture tout à fait insuffisante que fournissait le camp, c'était là une mesure de pression très forte. Sachant d'autre part que les hommes qui avaient antérieurement refusé le travail avaient dû céder, le canon des fusils allemands braqués sur eux, la plupart des femmes cédèrent. Les femmes belges cependant déclarèrent qu'elles persistaient dans leur attitude. La suppression des colis fut alors suivie de la suppression de toute correspondance, puis de la suppression des paillasses et des couvertures, puis des

⁽¹⁾ Annexe N° 22.

⁽²⁾ Annexes N°s 28 et 29.

manteaux et des fourrures. Octobre approchait, le camp était exposé sur une hauteur et il n'y avait ni bois ni charbon. La résistance cependant se maintint. Alors le colonel Gallus fit enfermer toutes les réfractaires au nombre de 22 dans une seule baraque ; les fenêtres furent aveuglées avec des planches et les prisonnières restèrent dans l'obscurité sans aucune communication avec le dehors. Le R. P. Cambier ⁽¹⁾ observe à ce sujet que le traitement par l'obscurité est celui qu'on inflige aux forcenés et que sa propre expérience de captivité lui a appris que c'est très dur. La résistance continuant, le colonel imagina un autre moyen. Il fut défendu aux prisonnières, dont la plupart nous assure encore le R. P. Cambier étaient du meilleur monde, de sortir de la baraque pour satisfaire aux nécessités de la nature ; un seau fut placé dans la chambre, sans rideau ni cloison pour ménager la pudeur ; la pièce n'ayant même plus de fenêtres, l'air devint irrespirable. Plusieurs femmes durent être alors admises à l'ambulance. Parmi les prisonnières se trouvait la femme d'un général belge, âgée de 60 ans. Pour le plus léger motif les prisonnières étaient punies de 3 ou 5 jours de cachot. L'aumônier intervint auprès du colonel, demandant que les femmes fussent employées aux travaux du camp, lessive, repassage du linge, etc. Ce fut en vain.

Il fallut l'intervention de l'Ambassade d'Espagne pour mettre fin à la situation. Un jour que son envoyé se trouvait au camp, il fut averti par les prisonniers. Il dut, nous assure le R. P. Cambier, déjouer les manœuvres du capitaine qui le guidait pour gagner la baraque en question. Comme il arrivait, la porte quoique fermée à clef, s'ouvrit, et Mademoiselle Marie Balon, en religion sœur Victoire, s'élança ; devant l'officier allemand elle raconta ce qui se passait. L'attaché promit de faire ce qui dépendait de lui.

Le lendemain les prisonniers lurent dans le texte des ordres la punition suivante : « Marie Balon, trois jours de cachot, pour être sortie en temps non permis, pour parler avec un homme ». On a vu que la femme sur qui ce libellé jetait un soupçon d'inconduite était une religieuse.

Quelques jours après la visite du diplomate neutre, un nouvel ordre envoyait les femmes belges dans un camp de punition, camp de femmes de mauvaise vie. Exception fut faite pour la sœur Victoire.

(1) Annexe N° 30.

L'Ambassade d'Espagne à Berlin, avait dans l'intervalle, pris l'affaire en main, et elle obtint la libération des prisonnières et leur renvoi en France. Leur supplice avait duré trois mois.

Le R P Cambier possède l'original des deux documents suivants

14/9/1917.

« J'ai remarqué que les femmes, notamment en allant en ville, marchent très lentement et ne conservent pas l'ordre. Si je rencontre encore un pareil détachement, je punirai les coupables. »

(s) Gallus

21/9/1917.

« Ordres pour le camp des femmes

Les mesures prises contre les habitants de la baraque 13 (celle des femmes belges) qui refusent de travailler, n'ont produit jusqu'ici aucun résultat. J'ordonne par la présente, d'accord avec M le Commandant du camp, ce qui suit :

A partir du vendredi 21 septembre, entrera de nouveau en vigueur pour toutes les femmes, la défense de recevoir lettres, colis et paquets. En même temps continueront à être enlevées, couvertures et paillasses. J'attire tout particulièrement l'attention sur ce que je punirai sans pitié tout essai de passer à celles qui refusent le travail, les objets qu'il leur est défendu d'avoir : couvertures, paillasses, surtout produits alimentaires »

(s) Letule.

Ajoutons que les prisonniers bravèrent courageusement ces menaces pour passer des vivres aux recluses.

Il faut lire le détail des dépositions des victimes si l'on veut se rendre un compte exact du sort qui leur était fait. Voici un passage de la déposition de M^le Lucie Dejardin, déportée pour recrutement de volontaires :

Au mois d'avril 1917, j'ai été frappée sur la tête par un soldat, avec le canon de son fusil, et enfermée dans une guérite. Il est vrai que le soldat a été puni. Par suite du coup je suis restée sourde d'une oreille.

Au mois de mai, comme on avait trouvé dans mes effets des cartes, une boussole, des pinces à couper les fils de fer et des vêtements en

vue de mon évasion, je fus enfermée dans la baraque 4, où se trouvaient des prostituées de toutes les nationalités. Je pouvais, par ce fait, être mal jugée de ceux qui ne me connaissaient pas ; d'autre part beaucoup de ces femmes étaient atteintes de syphilis, je demandai donc à être mise plutôt au cachot. Le capitaine Wenneken me répondit que c'était encore trop bon pour moi et que je ne valais pas mieux que ces sales femmes. Le 10 mai on voulut me conduire à la douche avec ces personnes. Je fis remarquer aux dames allemandes Guiselmänn et Waldick ainsi qu'au feldwebel Dreyer, que je ne pouvais pas aller à la douche avec des femmes atteintes de maladies contagieuses et qu'au surplus ma place n'était pas dans un pareil cortège. Alors tous trois se jetèrent sur moi pour me frapper. Le feldwebel me jeta à bas des quatre marches de l'escalier et comme je me relevais, il me donna un coup de poing qui me jeta dans les fils de fer de la baraque, car cette baraque était entourée de fils de fer. J'en eus des déchirures au cou, derrière l'oreille, au front, aux mains et aux genoux. Saignant de la bouche et du nez, je fus traînée au cachot, sans matelas ni couverture, au pain sec et à l'eau. Mes amies du camp vinrent me passer le soir du café chaud ; elles tenaient la cruche à hauteur du vasistas et je suçais le breuvage réconfortant à l'aide d'un bâton de macaroni.

Je passai trois mois et demi dans cette baraque avec des femmes ayant perdu tous bons sentiments, couvertes de plaies et de bosses, qui se tuaient aux trois quarts et où on n'osait dormir, car deux ou trois fois par semaine, les soldats allemands venaient avec des boissons. Alors, vous devinez le reste.

Mlle Dejardin ne sort de là que pour aller travailler et sur son refus elle est enfermée à la baraque 13 avec les autres femmes belges. Après avoir rappelé les principaux faits exposés ci-dessus, elle poursuit en ces termes.

Bref, le 10 septembre voyant qu'aucune de nous ne voulait céder nos bourreaux nous avertirent qu'ils allaient nous enlever nos matelas et nos couvertures. Comme personne ne bougeait, le fameux feldwebel Dreyer alla chercher les hommes de corvée, des cheminots du Nord, prisonniers comme nous. Ils avaient les larmes aux yeux en voyant la détresse dans laquelle nous nous trouvions, mais ils étaient forcés de faire leur honteuse besogne, car Dreyer avait tiré son sabre et nous bousculait dans tous les coins.

Jusqu'au 3 octobre, nous couchâmes sur le plancher, et les brutes voyant que nous ne cédiions pas, nous emmenèrent au Kommando à Bretel, au milieu des bois et des marais, où, pour nous chauffer et faire notre popote, on nous donnait 2 briquettes de charbon de 2 kilos en plein hiver, dans une baraque non plafonnée, où la neige et la pluie entraient partout. Nous sommes restées là jusqu'au 30 novembre 1917, donc deux mois. A notre retour à Holzminden, Madame Waldick dont je vous ai parlé plus haut nous demanda si nous n'étions pas encore mortes. Cela doit vous dire pourquoi on nous avait envoyées à Bretel. Mais je vous dirai que, pas plus à Bretel qu'à Holzminden, nous n'avons voulu travailler, et nous leur avons dit que nous

ne travaillions pas pour les ennemis de notre pays. A Bretel les soldats ont frappé Thérèse Odyn de Bruxelles et deux autres jeunes filles de Bruxelles dont je n'ai retenu que les prénoms, Jeanne et Marie.

La déposition de Mmes Florence Lambrecht, Philomène Cou-
telier, Louise Ladrière, Marthe Van Drise et Jane Orianne ⁽¹⁾ ainsi
que celle de M. Waleffe confirment la plupart de ces faits.
Mlle Orianne précise en particulier, que pendant le rigoureux hiver
1916-1917 le combustible manquait totalement, qu'il n'y avait
d'autres médicaments que l'aspirine et que, ses colis étant volés,
elle a eu faim à crier.

(1) Annexes N^{os} 31 à 36.

CHAPITRE III.

LE CAMP DE SOLTAU

Le commandement supérieur du camp a été exercé successivement par les généraux Rubesamen et Thuenig et le colonel Bleibieu ; le commandement direct du camp, par les capitaines Bokelmann, Staude et Siegburg ; le prédécesseur du capitaine Bokelmann jusque vers la mi-septembre 1914 fut un officier des hussards de la mort.

M. F. Kraentzel, sous-chef de bureau au ministère des Sciences et des Arts, soldat au 10^e de ligne, nous a fourni sur le camp de Soltau un rapport approfondi qui sert de base aux développements qui suivent ⁽¹⁾ Il fait en débutant une observation intéressante. si les prisonniers furent surtout maltraités pendant les premiers temps, on doit l'attribuer à la peur qu'ils inspiraient à leurs gardiens, lesquels croyaient se préserver en les terrorisant. « Un des sous-officiers les plus terribles de l'époque, dit-il, fut le feldwebel Pfitsch ; coups de poing, de pied, de matraque furent un système chez lui ; — trois mois après c'était peut-être le plus modéré de nos geôliers. »

En ce qui concerne les chefs, le capitaine Bökelmann, fut, de manière générale, bienveillant Il laissa aux prisonniers beaucoup de liberté, leur permettant d'organiser eux-mêmes la plupart des services et de fonder même des œuvres de récréation intellectuelle. Il eut fréquemment des gestes heureux : aider d'un secours un prisonnier indigent ; se charger personnellement de la correspondance d'un prisonnier privé de nouvelles ; intervenir efficacement auprès du général Il lui arrivait souvent aussi d'émettre des appréciations bienveillantes Nous nous faisons un devoir d'impartialité d'indiquer dans nos rapports les témoignages favorables

(1) Annexe N° 37.

qui figurent dans les dépositions que nous avons reçues, afin de donner, selon nos moyens, de la vie dans les camps, une image en tout point conforme à la vérité

M. Kraentzel, dont nous venons de reproduire le jugement sur le capitaine Bokelmann, reproche, par contre, à celui-ci, sa négligence dans la surveillance de l'alimentation.

Les traits sous lesquels M. Kraentzel nous dépeint le second des officiers du camp, le capitaine Staude, sont chose tout à fait unique dans nos dépositions. Cet officier, qui avait d'ailleurs combattu et avait été blessé plusieurs fois, dit un jour à ses sous-officiers : « Songez que ces gens-là (les prisonniers) ont fait leur devoir, tandis que vous n'avez pas encore fait le vôtre » Quand, à un moment donné, on vit arriver au camp les déportés, il permit à leurs camarades de captivité, les prisonniers militaires, de s'occuper d'eux et il tint aux sous-officiers allemands ce propos « Ce sont des civils, ils n'ont pas votre esprit de discipline ; soyez patients avec eux » Le capitaine Staude, conclut M. Kraentzel, fut un parfait gentleman.

M. Kraentzel a moins connu son successeur, le capitaine Siegburg et il se borne à déclarer que celui-ci avait une réputation détestable.

La cuisine du camp avait été à l'origine concédée à un nommé Rheinold. Les soldats allemands eux-mêmes l'accusaient de voler son gouvernement. A partir du 15 août 1915, le service fut repris par l'intendance allemande « Ce fut alors, dit M. Kraentzel, quelque chose de terrible » Quantité et qualité diminuèrent rapidement. Sans les biscuits envoyés par le gouvernement belge, il y aurait eu des morts nombreuses par inanition.

Si la nourriture était plus qu'insuffisante, on doit en dire autant des soins médicaux.

M. Vital Coche, ingénieur, nous relate ce qui suit ⁽¹⁾. « Au début de décembre 1918, les prisonniers de guerre belge rentrant au camp de Soltau ont été logés à la baraque 30 qui avait servi quelques jours auparavant aux vénériens allemands. Des bassins vides et d'autres renfermant des solutions de permanganate se trouvaient encore dans la baraque. Des sacs à paille, dont plusieurs étaient encore souillés ont servi de lits à nos camarades. Vu le danger, j'ai prévenu immédiatement M. L. Vitry, président du comité de secours belge, afin qu'une communication fût faite

(1) Annexe N° 38.

dans les baraques à ce sujet. Mais déjà les prisonniers avaient changé de baraques, emportant dans les autres baraques du camp les sacs à paille qui avaient servi aux soldats allemands atteints de maladies vénériennes. Le commandant du camp et les médecins allemands ne pouvaient ignorer cette situation. »

Nous possédons sur le même sujet, les soins médicaux, un autre témoignage. M. Henri Horlait nous a confié la dernière lettre que son fils lui a écrite à l'ambulance de Soltau, tracée au crayon, d'une main défaillante, sur deux feuilles de papier d'emballage. La voici :

« C'est votre fils qui vous écrit pour vous annoncer sa fin prochaine. Après avoir échappé à la bataille et avoir subi 6 mois de captivité, une affection des bronches m'a conduit à l'hôpital, où l'on m'a soigné pendant 8 jours, puis on nous a conduits dans une autre salle et on ne nous a pas donné de médicaments. On nous a dit que nous allions retourner chez nous, pour nous (?) faire soigner car les médicaments étaient très chers (?) et les appareils leur manquaient. Il est évident que c'était nous condamner à mort, si dans un délai très restreint ils ne nous renvoyaient pas en Belgique. Nous avons toujours attendu et il n'est pas venu (?) En même temps nous nous voyons dépérir ; quelques-uns sont déjà partis, et je pense que mon tour approche. »

L'avant veille de sa mort, le 21 février 1915, M. Théodore Horlait écrivait à ses parents : « Je n'ai rien reçu de tout ce que vous me dites m'avoir envoyé. Pour la dame de Bruxelles cela ne m'étonne pas si elle est allée à Munster et je suis parti pour Soltau. Pour les paquets il faut toujours 1 1/2 mois (?) au moins pour les avoir. L'argent du mois de novembre, mystère. Quant à l'argent envoyé par les banques, le pays a besoin d'argent et il fait difficile de toucher. »

Les appréciations favorables que nous avons rapportées au sujet de deux officiers n'empêchent pas, qu'en ce qui concerne les travaux excessifs imposés aux prisonniers et les mauvais traitements dont ils étaient l'objet, nous recueillons les plaintes habituelles. Les hommes fournissaient un travail épuisant dans les marais ; pour la construction de routes, ils étaient attelés à de grands chariots, quand ils ne sortaient pas assez vite des baraques, ils en étaient chassés à coups de crosse et de sabre (déposition de M. Wybo) ⁽¹⁾ ; les malades incapables de se lever étaient frappés

(1) Annexe N° 39.

à coups de matraque, le lieutenant de service pour les civils distribuait des coups de sabre et infligeait des peines barbares comme celle du poteau (déposition de M. Tonnemans ⁽¹⁾) Un témoignage impressionnant sur le régime de Soltau nous est fourni par le registre des inhumations. On y lit par exemple

16-9/14 Beukelaars, d'Éppeghem, Brabant, 76 ans

17-9-14 Masenon, de Mettet, 68 ans.

18-9-14 Kaes, 57 ans, sourd-muet.

10-10-14 Lanidard, de Lebbeke, 70 ans, tué d'un coup de baïonnette pendant son transport

10-10-14 Turlouse Henri, 46 ans, tué d'un coup de fusil par un factionnaire.

Le 7 avril 1915, le sous-officier Fildhut surveillait avec deux ou trois soldats allemands une corvée de prisonniers belges, chargés de transporter des uniformes belges. Au cours de ce travail, l'un des prisonniers appelé Depaepe dérobe un vêtement. Fildhut l'aperçoit, crie en allemand : « Arrêtez », et comme l'autre fuyait, donne l'ordre à un soldat allemand de tirer. Le soldat belge tombe, tué, presque à bout portant. Le général commandant le camp fit le lendemain exprimer ses regrets et annoncer qu'il avait donné l'ordre de ne plus tirer à l'intérieur du camp, mais les prisonniers croient que Fildhut n'a eu qu'une punition très légère. Il était connu pour sa brutalité, il frappait dans le tas des prisonniers avec un jonc flexible (dépositions de MM. Kraentzel, Vitry, Driesen, Vrancken) ⁽²⁾ D'autre part, un prisonnier civil de Lebbeke, père de huit enfants, a été tué d'un coup de feu sans motif connu (déposition de M. Wybo) ⁽³⁾ Un troisième meurtre du même genre a été commis sur M. Rehan, artilleur, originaire d'Ougrée, qui avait franchi une clôture (dépositions de MM. Vitry et Tonnemans) ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Annexe N° 40.

⁽²⁾ Annexes N°s 37, 41, 42 et 43.

⁽³⁾ Annexe N° 39.

⁽⁴⁾ Annexes N°s 41 et 40.

CHAPITRE IV.

LE CAMP DE MUNSTERLAGER

Le camp de Munsterlager fut l'un des premiers qui reçut des prisonniers civils.

Au début de la guerre, quand une localité belge était détruite, sous prétexte d'attaques de francs-tireurs, une partie de la population était d'ordinaire passée par les armes et une autre emmenée en Allemagne ; ceux qui subissaient ce second traitement étaient conduits dans des camps comme les prisonniers de guerre. Il y avait parmi eux des vieillards, des femmes et des petits enfants. Les premiers convois arrivèrent en Allemagne à un moment où les journaux étaient pleins des récits des atrocités prétendument commises par ces « francs-tireurs » contre les armées impériales. Il est bon de rappeler ces choses quand on va faire le récit de traitements infligés, notamment à des civils, dans les camps de prisonniers en Allemagne.

Une après-midi de la fin d'août ou du début de septembre 1914, un groupe de 2 à 300 civils originaires d'Aerschot, fut amené à Munsterlager. Il comprenait des enfants de trois à cinq ans. Ces prisonniers n'avaient eu aucun aliment pendant les deux jours que dura leur voyage ; aucune distribution ne leur fut faite à leur arrivée au camp. Le lendemain matin vers 7 heures, un officier vint pour les reconnaître ; ils défilèrent devant lui un à un et, comme s'il voulait ainsi les compter, cet officier leur donnait, sauf aux petits enfants, un fort coup de sabre sur les épaules. Ils furent ensuite mis sur deux rangs, le visage au soleil, pendant toute la journée.

A 5 heures du soir, les sentinelles ordonnèrent aux prisonniers de se tenir debout sur un pied, l'autre pied restant tenu en l'air. Il n'était pas possible à des êtres épuisés d'inanition d'exécuter le commandement ; aussitôt les soldats s'élançant la crosse

levée, et la scène suivante alors se déroule Dans le tumulte et la bousculade, trois prisonniers s'encourent, c'était de leur part un simple mouvement instinctif, pour échapper aux coups, et nullement une tentative d'évasion qui eût d'ailleurs été impossible à réaliser, le camp étant clôturé Néanmoins une véritable fusillade éclate deux des trois prisonniers sont tués, le troisième, frappé à la jambe, tombe et quand les soldats le rejoignent, ils le battent à coups de crosse et à coups de pied, on ne sait s'il fut ainsi achevé. Cependant, la fusillade avait fait deux autres victimes; un maréchal des logis belge avait été tué à deux cents mètres de là et un autre soldat belge avait été blessé à la jambe

Entretemps, d'autres civils étaient arrivés au camp et notamment un groupe de 4 à 500 habitants de Louvain, eux aussi exténués de privations, ayant été frappés à coups de crosse et avec la pointe des baïonnettes

Le 30 août 1914, vers huit heures du soir un sous-officier vint faire aux prisonniers militaires, qui étaient réunis dans un enclos séparé, l'annonce suivante (nous en citons les termes d'après le chevalier Ernest de Laminne) ⁽¹⁾ « Si vous entendez tirer cette » nuit, restez couchés. Ce n'est pas aux soldats que nous en avons, » mais aux francs-tireurs » Trois heures se passent, pour les militaires, dans une anxiété naturelle et, effectivement, à onze heures des coups de feu déchirent le silence de la nuit, des carreaux se brisent, on distingue les hurlements d'épouvante et les cris des victimes, et, dans l'obscurité s'entend le bruit d'une foule qui se rue Les soldats allemands avaient tiré par les fenêtres de la baraque où dormaient les civils. Il y eut 7 tués sur le coup — 2 blessés moururent le lendemain Voici les noms de six des victimes Claes, Cornélius, de Gelrode; Kiebooms, Alphonse, de Wesemael, Swinss, Guillaume, de Wesemael, Van Steenwinkel, Augustin, de Wesemael; Wouters, Alphonse, de Wesemael; X Louis, domestique chez le jardinier Winkelbosch ou Winkelpersch, à Louvain Leur tombe commune porte qu'ils sont au nombre de neuf. Nous manquons de détails sur les prisonniers qui ne furent que blessés. M. François Daems, ⁽²⁾ prisonnier militaire, rapporte que le lendemain il a vu, parmi les prisonniers qui allaient prendre la soupe dans le camp des civils, un prêtre qui avait la tête enveloppée de bandages.

⁽¹⁾ Annexe N° 47.

⁽²⁾ Annexe N° 48.

A côté des fusillades, il y avait aussi des coups de feu isolés. Les soldats allemands tiraient quand les prisonniers approchaient simplement de la clôture ; plusieurs de ceux-ci furent tués. Un prisonnier militaire fut aussi tué parce qu'il s'était rendu, en courant, à l'appel pour la soupe, son allure étant interprétée comme un mouvement de fuite. Trois soldats furent blessés de coups de feu tirés sur un prisonnier russe qui avait passé le bras par la clôture pour ramasser un morceau de pain. L'un d'eux, M. Van Houche fut sérieusement atteint, la balle ayant brisé le fémur ; le médecin allemand Janssen refusa de faire l'extraction de la balle et des esquilles et s'opposa même à ce que les médecins belges prisonniers prissent soin de leur compatriote. Quand un autre médecin allemand, le docteur Richard, vint au camp, le 17 novembre 1914, il était trop tard et le blessé dut être amputé. Le 7 décembre 1914, le soldat François Dricot du 14^e de ligne, originaire de Liège, fut tué d'une balle dans le dos pour avoir volé un pain. La sentinelle qui épiait Dricot, le laissa s'approprier l'objet convoité et l'abattit ensuite. Une autre fois un prisonnier civil s'était avancé sur la chaussée qui séparait son enclos de celui des prisonniers militaires et qui lui était interdite. Une sentinelle tira sur lui ; elle le manqua mais la balle traversa la poitrine du maréchal des logis d'artillerie Vannedeghem (de la position fortifiée d'Anvers) qui se trouvait à quelque distance de là. Pendant que celui-ci expirait, les quatre sentinelles continuèrent à tirer sur le civil, qui fut tué également. Ce dernier cas nous est rapporté par M. Van Santbergen, adjudant secrétaire d'intendance ; ceux qui précèdent sont mentionnés par le chevalier Ernest de Laminne, qui observe à ce sujet qu'étant constamment ivres « sous-officiers et soldats allemands étaient pris de frénésies subites et que les fusils alors partaient tout seuls ».

Indépendamment de ces excès, le traitement dont on usait envers les prisonniers dépassait les limites de la discipline la plus sévère. Voici la première expérience caractéristique qu'en firent les prisonniers. Aux premiers jours de la captivité, quelques soldats belges avaient réclamé, parce qu'ils n'avaient pas eu leur ration de café. Un sous-officier allemand vint demander quels étaient ceux qui avaient à se plaindre ; ils étaient au nombre d'une quarantaine. On les conduisit sur l'esplanade devant le camp, et là, placés en file de manière à former un cercle de cinquante à cent mètres de diamètre, ils reçurent l'ordre de courir. Le sol était sablonneux, les hommes étaient affaiblis par le manque de nourriture. Dès le second tour, leur allure se ralentit, un prisonnier

tombe, puis un autre, mais, à coups de bâton et de crosse, on les remet en marche et pendant un quart d'heure les prisonniers courent sous les coups, relevés à coups de crosse quand ils s'abattent. Finalement l'un a une jambe cassée, un autre, le rein décollé, allait devoir rester à l'infirmerie pendant un an. La course finit, les prisonniers furent placés, en rangs, pendant une demi-heure, au soleil. Ils connurent alors le motif de leur punition. Un sous-officier belge avait dit à un sous-officier allemand, à propos de la réclamation dont nous avons parlé, que ses hommes étaient des volontaires peu familiarisés avec la discipline. Le sous-officier allemand avait répondu que, dans ce cas il la leur apprendrait ⁽¹⁾

D'une manière générale, les gardiens battaient les prisonniers. Un jour, le feldwebel Oock se jette brusquement, le sabre haut, sur un groupe de civils et quand il les a dispersés dans une bousculade où les plus faibles sont jetés par terre, il s'écrie en riant, s'adressant à d'autres sous-officiers. « Je leur ai fait une belle peur ». Un autre sous-officier, Pepler ou Poppler, avait un chien berger qu'il lançait parfois sur les prisonniers et par qui il les faisait mordre. Nous ne pouvons entrer dans les détails au sujet des mauvais traitements subis quotidiennement. On est édifié, à cet égard, quand on s'est rendu compte de l'état d'esprit dont ils étaient la manifestation. Notons, à ce propos, un trait qui concerne le major Freiherr von Valentini, le frère du chef du cabinet civil de l'empereur. Cet officier supérieur, conduisant des dames en visite dans le camp, traitait devant elles les prisonniers de « porcs », de « voyous », de « bandits » et les menaçait de mort, ce trait est rapporté par le chevalier de Laminne.

Vers la mi-janvier 1915 l'ordre, en lui-même significatif, était venu de Berlin interdisant de frapper les prisonniers. Cet ordre fut violé bien souvent encore, mais les cruautés cessèrent toutefois d'être la règle dans le camp ; il y a lieu d'observer, ici comme ailleurs, que cette constatation se limite au camp proprement dit, et que les prisonniers restèrent exposés à tous les sévices dans les kommandos.

D'ailleurs, les peines régulières employées à Münsterlager, comme en bien d'autres endroits, dépassaient la mesure d'une discipline permise. C'était notamment la peine du poteau (nous l'avons déjà décrite) dans sa forme la plus accusée, le prisonnier étant attaché sans appui sur le sol. Souvent le patient était éva-

(1) Annexes Nos 47 et 48.

noui quand on le délivrait et on devait, pour le ranimer, le frictionner et même pratiquer la respiration artificielle. D'autres fois, la victime pouvait reposer sur les pieds, mais la peine restait néanmoins très rigoureuse, car le patient était lié étroitement de la tête aux pieds et restait ainsi durant six heures, exposé aux intempéries, à la pluie et même à la gelée, sans capote, avec des vêtements en règle générale très insuffisants. La peine de la course était également d'application courante : le prisonnier courait pendant une demi-heure en cercle, au pas gymnastique portant un sac rempli de pierres ; un sous-officier était présent et à chaque coup de sifflet, l'homme devait se jeter à terre, comme à l'école de tirailleurs. Ces deux peines furent supprimées en 1915 par le colonel von Baumbach et remplacées par le cachot.

Ce nouveau régime n'était pas, cependant, sans laisser subsister des abus. Un prisonnier subit une détention préventive de trois mois, pour avoir satisfait un besoin naturel, alors qu'il pouvait être aperçu d'une maison qui se trouvait de l'autre côté de l'enclos. Deux soldats, Gustave de Latin et Quaniers, restèrent sept mois en prévention, dans un cachot de 1 m.85 sur 1 m. 80.

Un autre soldat, Guillaume Vanderschueren, du 9^e de ligne, atteint de mélancolie et reconnu malade, reçut d'un soldat allemand l'ordre de porter une caisse. Comme il avait refusé, il fut roué de coups, ensuite de quoi il dut être admis à l'infirmerie ; il portait les traces de onze blessures provenant de coups de baïonnette. Comme il avait fait le geste de se protéger de la main contre les coups, il fut, après sa guérison, écroué sous prétexte d'avoir frappé une sentinelle. Retenu pendant des mois en prévention, il perdit graduellement la raison. Le docteur Büscher constata qu'il était « réellement un peu fou » mais pas assez pour être mis en liberté. Le détenu perdit complètement la raison. Son nom figure sur une liste de prisonniers rapatriés le 1^{er} février 1918, il était désigné pour la maison de santé de Château-Giron.

Les conditions matérielles de l'existence donnaient également lieu à critique. Les prisonniers étaient entassés dans des baraques ou des tentes, ils couchaient sur de la paille qui ne fut pas renouvelée pendant des mois et qui pourrissait. A chaque extrémité de la tente un seau était disposé pour les besoins des hommes, et ces seaux étaient remplis dès 9 heures du soir et débordaient. Quand l'hiver fut là, on ne fournit, pour combustible, que des racines pourries, tellement humides qu'elles ne brûlaient pas. Les prisonniers souffraient, en outre, de la faim. Ils recevaient une ration de pain qui servait au repas du matin et du soir, et qui, de

600 grammes au début, descendit à 400 et puis à 250 gr comprenant 70 % de farine, à midi on leur servait une soupe aux pommes de terre et plus tard aux fèves, aux pois, aux rutabagas et choux de marais, avec, en général, un peu de lard, de poumons, de panse ou d'autres déchets semblables ou un corps gras extrait d'os. Dans la suite il y eut une seconde soupe, très maigre, le soir. Pareille alimentation était tout à fait insuffisante. M. Philippe Visart de Bocrarmé pour tromper la faim, formait un petit tas de sable et se couchait dessus de façon à se comprimer l'estomac.

Les prisonniers, cependant, étaient astreints à la corvée. Beaucoup étaient très pauvrement vêtus, certains n'avaient pas de chaussures. Ils étaient conduits au travail dans la pluie ou la neige, pendant toute la journée. M. Radoux se plaint d'avoir dû travailler pieds nus.

Une circulaire du lieutenant colonel von Baumbach, commandant le camp et sans doute inspirée, car le colonel avait, de manière générale, fait preuve d'humanité, disait en substance :

Les prisonniers sont obligés au travail. En cas de refus il faut :

- 1°) leur montrer les lettres arrivées pour eux mais les retenir ;
 - 2°) faire de même pour les colis ;
 - 3°) supprimer un ou plusieurs repas,
 - 4°) appliquer des coups de crosse, mais sans diminution de la puissance de travail ;
 - 5°) faire usage des armes à feu, mais seulement sur l'ordre d'un officier ou d'un sous-officier d'élite (portepeeunteroffizier).
- (Déposition de M. Lefèvre) (1).

Les malades étaient nombreux parmi des hommes soumis à ce régime. Les soins médicaux cependant leur étaient pratiquement refusés. Le chevalier de Laminne accuse le chef de l'ambulance, le Dr Janssen, d'avoir systématiquement manqué à son devoir. Nous avons cité (2) le cas du soldat Van Houche qui dut subir l'amputation, plusieurs mois après sa blessure. Les pleurétiques, particulièrement très nombreux, manquaient des soins voulus. Quand, le 17 novembre 1914, arriva au camp un nouveau médecin allemand, le Dr Richard, il y eut une scène violente, où celui-ci traita Janssen d'assassin et opéra d'urgence trois pleurétiques MM. Westhof, Celis et un civil de Louvain. La ponction faite à M. Westhof donna plus d'un litre et demi de pus ; elle était faite

(1) Annexe N° 49.

(2) Voir page 387 du présent chapitre.

trop tard M. Westhof et le civil moururent, M. Cels ne put recouvrer la santé. Les prisonniers étaient, de plus, insultés et brutalisés. Il faut mentionner avec éloges le Dr. Richard. Par contre les docteurs Buhtz et Uttendorfer ont complètement négligé leurs devoirs. Rien n'était fait pour isoler les tuberculeux et on ne les rapatriait que lorsqu'ils étaient pour ainsi dire mourants. Quand M. Hubert Weickmann, souffrant de pleurésie fut renvoyé en Belgique, il y avait huit jours que Uttendorfer n'avait pas regardé sa plaie.

Le 19 octobre 1914, les vieillards et les enfants furent rapatriés. Parmi les vieillards, il y en avait de très âgés. Voici les noms de quelques-uns qui moururent au camp dès les premiers jours : Dodémont, Urbain, de Visé, âgé de 75 ans, mort le 23 août ; Feyaert, François, de Rotselaer, âgé de 80 ans, mort le 3 septembre, Van de Brande, François, de Gelrode, âgé de 70 ans, mort le 10 septembre ; Vermaelen, Félix, de Rotselaer, mort le 29 septembre, Wuygts, Félix, de Wesemael, mort le 17 septembre.

Plusieurs prisonniers devinrent fous, un grand nombre mélancoliques ; la neurasthénie régnait sous toutes ses formes.

Le 3 mars 1917, M. Maucq, d'Ecaussines-d'Enghien, est trouvé mort sur sa pailleasse, sans avoir montré les symptômes d'aucune maladie caractérisée.

Le lendemain, M. de Dobbeleer, également d'Ecaussines, mourait dans les mêmes circonstances.

Il y eut le même jour, après le stationnement quotidien des prisonniers d'une heure et demie dans un froid intense, douze congestions graves, dont une mortelle, et les jours suivants, par les mêmes froids, deux à six congestions.

Le 7, M. Bruyninckx de Tamise mourait comme MM. Maucq et de Dobbeleer. Pendant le même mois, il y eut à l'infirmerie 7 morts et 240 admissions de malades. L'effectif moyen des malades gravement atteints (débilité générale, tuberculose, pneumonie, entérite) était de soixante-dix. Quand ils mouraient les rapports allemands les mentionnaient comme ayant souffert de faiblesse cardiaque.

Les renseignements relatifs aux décès causés par le seul effet du régime du camp nous sont fournis par M. René Lefèvre. Ils sont confirmés par M. Alexandre Scaff, qui déclare que plusieurs de ses amis sont morts sans avoir contracté de maladie proprement dite ⁽¹⁾.

(1) Annexes Nos 49 et 50.

CHAPITRE V.

LE CAMP DE MUNSTER

(WESTPHALIE)

Nous possédons, pour le camp de Munster en Westphalie, un document qui donne une idée assez précise des abus qui se produisaient dans la façon de traiter les prisonniers de ce camp. C'est un cahier dans lequel ont été recueillies sur place, après l'armistice, des réclamations signées de soixante-douze prisonniers. Nous en extrayons quelques exemples caractéristiques :

M. Charles Soudan, du 28^e de ligne, ayant refusé de travailler en kommando, a été brutalisé et condamné à un an de forteresse. A l'occasion de cette peine, on lui a enlevé sa montre avec chaîne, et sa provision de savon et de tabac. De retour à Munster il a fait 17 jours de cachot pour propos anti-activistes.

M. Charles Soudain, du 7^e régiment d'artillerie de campagne, après une tentative d'évasion a été frappé à coups de baïonnette et de bâton ; il en a gardé les traces pendant trois mois. Ayant fait des quêtes pour son évasion, il a été, en guise de punition, « placé aux fours ». Cette expression vise évidemment la peine en usage dans les camps : le patient était exposé au rayonnement, presque au contact immédiat, d'une fournaise quelconque.

M. Jean Thomson, un déporté, rapporte que sous prétexte de lui faire signer des papiers en vue de la réforme, on lui a fait souscrire à un contrat de travail volontaire.

M. Guillaume Timmermans, du 8^e régiment de ligne, travaillant en kommando, a été forcé de rester au travail, malgré une blessure qu'il avait à la main. A son retour au camp, il a dû subir l'amputation du petit doigt de la main gauche.

M. Georges Storme, civil, a été retenu au travail pendant sept mois, malgré une fracture du pied gauche.

M. Cyrille Mestdagt, civil, s'est plaint à son chef de kommando de ce qu'il avait dû rester trois quarts d'heure debout dans la cour avant le travail. Il fut appelé au bureau, et là, frappé à coups de poing et de pied. Il a souffert pendant quatre semaines des suites des coups reçus.

M. Gustave Van Caneghem, du 1^{er} bataillon cycliste, déclare qu'en juillet 1918 il passa au rapport de l'infirmier qui décidait des exemptions en l'absence du médecin, celui-ci ne venant que trois fois par semaine. L'infirmier renvoya Van Caneghem pour le motif qu'avec 38° de fièvre les prisonniers étaient capables de travailler. Un autre jour qu'il n'avait pas été exempté, il a été porté à l'appel et y est tombé évanoui.

M. Alois Hinnekint, du 2^e carabiniers, repris après une tentative d'évasion, a été frappé à coups de sabre par le feldwebel, qui ensuite le battit une seconde fois en ajoutant qu'il l'aurait tué s'il avait eu son revolver sur lui.

M. Lucien Renson, du 14^e de ligne, demeurant 17, rue Kinkempois, à Angleur et Jules Michel, de l'artillerie de forteresse à Namur, demeurant rue St-Pierre, à Dinant, font la déclaration suivante, au nom, disent-ils, de tous les prisonniers du kommando n° 56 à Altendorf :

« Les trente-trois Belges étant à ce kommando de mines se » plaignent de la direction, qui prétendait qu'ils étaient volon- » taires pour ce travail. Au début, ils furent mis, comme punition, » dans une place chauffée à la vapeur à une cinquantaine de de- » grés. En même temps, ils n'avaient que 200 gr. de pain par jour » et de l'eau. Le contremaître en chef Hustermann, habitant Al- » tendorf, menaça et frappa tous les prisonniers en général. Il les » enferma sous la grande cheminée de la chaufferie. »

M. Armand Rogmans, caporal au 1^{er} chasseurs à pied, rapporte en détail comment un envoi de 85 tenues militaires pour les prisonniers belges du kommando n° 7, adressé à son nom par le Comité de Secours de Munster et arrivé le 17 avril 1917, fut retenu par le sous-officier allemand Kuhne (14^e Bataillon Landsturm VII A K). Une partie des tenues fut distribuée, le reste servit à faire des tenues pour le sous-officier et le caporal et des effets pour l'enfant du sous-officier ; comme M. Rogmans refusait, malgré les violences de langage dont il fut l'objet, de signer l'accusé de réception et de le faire signer par les hommes, il fut destitué de sa qualité de délégué belge et fut affecté au travail des chaufferies pendant douze heures. L'accusé de réception fut finalement

signé par un autre prisonnier que les Allemands nommèrent délégué ; il fut couvert, en outre, de fausses signatures parmi lesquelles celle de M Rogmans lui-même MM Nucrinckx, Fannes, Labaere (23^e régiment infanterie coloniale), Minvielle (21^e chasseurs) — ces deux derniers, tailleurs de leur métier — confirment la déposition.

M François Poelaert, du 13^e de ligne, a été frappé à sang par le même Kuhne au kommando n^o 7

M François Fannes, artillerie, dépose contre le même Kuhne. A deux reprises, après avoir passé la nuit au travail dans la mine, il fut lié au poteau par Kuhne, pendant toute la journée sans nourriture

M. Arthur Watté, du 11^e de ligne, étant malade et n'ayant pas fourni un travail suffisant, a été mis au mur par Kuhne depuis 6 heures du matin jusqu'à 9 heures du soir ; vers midi, M Watté est tombé de faiblesse ; le sous-officier l'a relevé à coups de baionnette et a commandé à la sentinelle d'employer la crosse du fusil. A 9 heures du soir, le sous-officier a fait descendre M. Watté dans la mine pour travailler.

M. Jean-François Poolen, du 1^{er} guides, a été tiré de son lit à coups de baionnette et obligé d'aller à la mine, le jour où il avait été victime d'un accident

M. Léon Pelletier, du 8^e de ligne, a été puni d'une nuit de poteau pour n'avoir pas voulu doubler ses heures de travail.

M Emile Hanique, de l'artillerie de forteresse de Liège a été enfermé, en guise de punition, au kommando 38 « Ransah » à Dortmund, dans une chambre où pénétraient des vapeurs d'ammoniaque.

M. Camille Claes, du 8^e de ligne, employé au kommando 17, rapporte qu'il souffrait de fortes fièvres et que, quand il était ainsi inapte au travail, il était appelé chaque fois au bureau du chef du kommando et forcé de se déshabiller entièrement devant celui-ci. Ces faits se passaient de juillet à septembre 1918.

M. Armand François, artilleur, accuse le sous-officier allemand Dittmar, commandant le kommando n^o 33, Eisenkonstruction Dern, d'avoir maltraité les prisonniers, de les avoir forcés à travailler sans manger et d'avoir employé les rations des prisonniers à l'élevage d'une douzaine de porcs. Le médecin ne faisait la visite que quand bon lui semblait ; des hommes crachant le sang ont été envoyés au travail, les prisonniers n'étaient renvoyés au

camp que quand ils étaient mourants. On les piquait avec la baionnette pour les faire travailler M Adolphe Joassin, du 34^e de ligne, confirme la déposition.

MM. Armille Chameau, de l'artillerie de forteresse à Namur, Huberlan Frédéric, du 10^e de ligne et Henry Camille, du 1^{er} chasseurs à pied, déclarent que les deux punitions suivantes étaient en usage au kommando 40, mine Germania P I. la détention dans une chambre contenant des gaz d'ammoniaque ; la mise en position contre les fours à coke, la pointe des pieds touchant la porte du four, jusqu'à ce que le patient tombât de faiblesse

M Leboutte, brigadier de l'artillerie de forteresse à Liège, relève les faits suivants à charge du sous-officier Jaeger et du caporal Mennigen, au kommando 22 à Gelsenkirchen, Bismarck : avoir battu les prisonniers à coups de crosse ; les avoir mis au poteau pendant des demi-journées entières sans manger, leur donnant des coups de talon aux chevilles quand ils voulaient se reposer ; avoir mis les prisonniers au garde-à-vous devant les portes des fours à coke, au sortir de la mine et ce pendant deux heures, de sorte qu'ils avaient la figure brûlée. Cette dernière punition était infligée parce que les prisonniers, qui n'avaient pas reçu de pain, n'avaient pas voulu travailler jusqu'à minuit Les deux heures que dura la peine étant passées, les prisonniers reçurent leur pain, mais ils durent redescendre à la mine et continuer le travail.

Nous ne citons que pour mémoire les nombreuses réclamations au sujet de vols de toute espèce dont les prisonniers se plaignent de la part de leurs gardiens et de leurs employeurs

Les déclarations qui précèdent font, à plusieurs reprises, allusion à une peine qui rappelle le supplice des « chambres de plomb ». Voici quelques détails à ce sujet, empruntés à un cas particulier. Le 5 janvier 1916, 150 prisonniers belges et français étaient envoyés à Munster à la mine König Ludwig à Recklinghausen. En cours de route, ils s'étaient promis de refuser le travail, considérant que le charbon qu'on voulait leur faire extraire, devait servir aux usines de munitions. L'ayant déclaré aux Allemands, ils furent enfermés dans une salle qui servait de magasin de sulfate d'ammoniaque et où il n'y avait d'autre ouverture que la porte, un large conduit de vapeur contournait la pièce, qui se trouvait ainsi chauffée à une température étouffante. Au début ils ne reçurent aucun aliment ; un robinet leur donnait une eau toute rouge (plus tard elle devint claire) Après 30 heures de détention on leur fournit un demi-litre de soupe, qui n'était que de l'eau

chaude avec quelques grains d'orge et 250 grammes de mauvais pain. Ce n'était cependant pas la faim, mais la chaleur qui constituait le vrai supplice. Cette chaleur était telle, nous dit M. Neujean, que les prisonniers approchaient à tour de rôle de la porte pour respirer par le trou de la serrure ; la chaleur était, au surplus, dosée, en ce sens que de temps à autre on la réduisait, de façon à donner un répit aux captifs ; puis de nouveau on lançait la vapeur. Il faut ajouter que la salle contenait 5 cuves destinées à la satisfaction des besoins naturels des hommes et que ces récipients restaient là jusqu'à ce qu'ils fussent complètement remplis. M. Neujean affirme qu'une trentaine de prisonniers traités de la sorte tombèrent malades et durent être emportés. La victoire resta cependant aux prisonniers. Ils endurèrent cette vie pendant 18 jours, après quoi ils furent renvoyés au camp, « très faibles, dit M. Goffe, mais heureux d'avoir été vainqueurs ». Sur l'ensemble, voir les dépositions de MM. Neujean, Lafontaine, Goffe, Preumont et Joakim ⁽¹⁾. MM. Blampain et Ronse ⁽²⁾ confirment que ce procédé était courant.

M. Ronse nous rapporte le cas (qu'il ne connaît cependant que par la déclaration d'un témoin) du soldat Jean Gilson qui, pour refus de travail, a été enfermé dans un réduit d'un mètre carré environ, sans lumière, presque sans air, les pieds dans la boue ; après une détention de plusieurs jours, il a été trouvé mort un matin.

Pour ce qui est de la vie au camp proprement dit, nous n'avons pu recueillir de plaintes au sujet de sévices excessifs d'ordre général. Le régime restait cependant très rigoureux et nous ne voulons en citer qu'un exemple. Les cachots pour les prisonniers étaient situés dans le sous-sol des casernes, c'étaient des chambres basses et mal aérées, d'un cubage d'environ 120 mètres cubes et qui pouvaient contenir au maximum 18 hommes. Or, pendant les mois d'été de 1917, par une chaleur torride et alors qu'au lieu de 18, le nombre des détenus était de 72, le colonel fit blinder les trois petites fenêtres (1m20 x 0.50) qui éclairaient et aéraient le réduit. La mesure était prise en manière de représailles pour le traitement dont des prisonniers allemands étaient prétendument l'objet en France ; à la même occasion et en s'emparant du même prétexte, on tripla le taux de toutes les peines.

⁽¹⁾ Annexes Nos 53 à 57.

⁽²⁾ Annexes Nos 58 et 59.

Dans ces cachots ainsi surpeuplés, les volets qui couvraient les fenêtres n'étaient plus ouverts qu'une ou deux heures par jour. Les prisonniers y restaient dévêtus, et malgré cela, ils étaient en transpiration continuelle. Ajoutons que, la nuit, ils n'avaient pour leurs besoins qu'une cuve, bientôt remplie. L'atmosphère surchauffée et saturée de mauvaises odeurs était quasi irrespirable. Les prisonniers s'adressèrent au médecin du camp, qui intervint pour faire cesser cet état de choses, mais vainement, car le colonel (plus tard général) Gheyse avait donné des ordres formels. Tous les jours, plusieurs malades étaient transportés à l'infirmerie ; la situation devint particulièrement grave lors d'une épidémie de grippe. Ce n'est que vers le mois de juillet, après plus de deux mois, que la mesure fut rapportée, grâce au docteur allemand Buss, rentrant alors d'une tournée d'inspection (Déposition de MM. Blampain et Lamalle) ⁽¹⁾

Voici d'autre part, un ordre dont le texte nous est communiqué par M. Ronse (nous traduisons littéralement).

« Munster le 28 mars 1917 »

« Ordre de la Kommandantur »

« 2) Un cas particulier m'amène à faire observer de nouveau »
 » que je dois chaque fois rejeter, pour des motifs de service, la »
 » prière bien intentionnée qui m'a été adressée à plusieurs reprises »
 » par les prisonniers de guerre, de pouvoir céder leurs colis de »
 » vivres (Liebesgaben) à des civils belges. Il ne peut y avoir au- »
 » cune communication ou contact, dans aucune forme, avec les »
 » civils belges et par conséquent il ne peut leur être donné aucune »
 » espèce d'assistance ou d'aliments. Je réprimerai toute infraction »
 » par des punitions sévères. »

« Note pour l'infirmerie »

« Cet ordre sera porté une fois par semaine à la connaissance »
 » des hospitalisés et le personnel de surveillance devra veiller à »
 » ce qu'aucun don ne soit fait par les prêtres et autres prisonniers »
 » étrangers présents à l'infirmerie. »

signé · Frhr Raitz von Frentz.

(1) Annexes Nos 58 et 60

Pour donner à ce document toute sa portée, nous mentionnons, d'après M. Ronse, que le 17 février un détachement de 500 civils, n'ayant pas mangé depuis deux jours, était arrivé au camp dans un état de véritable épuisement. Un certain nombre se jeta sur un tonneau contenant des détritius d'une nature telle, que des prisonniers de guerre français firent tous leurs efforts pour les empêcher d'en manger. Durant la nuit et le lendemain vingt et un civils durent être transportés à l'infirmerie ; onze moururent empoisonnés.

.

CHAPITRE VI.

LE CAMP DE GÖTTINGEN

Nous avons eu l'occasion de dire que les plus grands abus dans les camps de prisonniers en Allemagne se sont produits surtout au cours des premiers mois de la guerre. Après cette époque une action défensive s'était exercée, d'une part grâce aux diplomates neutres, qui avaient bien voulu assurer l'œuvre de l'inspection des camps, d'autre part par suite de l'initiative des prisonniers eux-mêmes qui avaient réussi, en certains cas, à s'organiser et à faire valoir leurs droits. Cette action purement morale fut loin de réussir toujours. Nous avons signalé qu'elle s'avérait à peu près inopérante dans les kommandos où les prisonniers dispersés, incapables de constituer des groupements, ne se trouvaient guère préparés à bénéficier du contrôle des diplomates étrangers. Nous avons dit aussi qu'il y eut des camps où, après l'époque des premiers mois de la guerre, les violations du droit des gens continuèrent dans la même proportion qu'auparavant ou même s'aggravèrent. Mais, dans maints cas, l'action défensive eut donc des résultats heureux, et il en fut ainsi, en particulier, à Göttingen. M. Bauwens, qui nous a fourni des renseignements très complets sur ce camp met nettement en lumière l'influence des deux éléments qui constituaient la défense morale et que nous venons d'indiquer. Il précise d'abord qu'à Göttingen les brutalités envers les prisonniers ont cessé après la visite que M. Gérard, ambassadeur des Etats-Unis, a faite au camp vers la mi-avril 1915, en compagnie du consul attaché à l'ambassade d'Espagne. Il déclare ensuite qu'au même moment a commencé la résistance des prisonniers, résistance se traduisant par des réclamations chaque fois qu'un abus était commis ; cette attitude devait s'affirmer plus fortement encore : en août 1915, un groupement des prisonniers se forma sous le titre : « L'Union belge ».

Ce n'est pas à dire cependant que dès ce moment tout sujet de plainte eût disparu. Les règlements avaient, à Gottingen, la même sévérité qu'ailleurs. La nourriture était mauvaise et absolument insuffisante (Déposition de M. Bauwens) ⁽¹⁾. En dehors des corvées ordinaires (entretien du camp, service des colis, etc.), les prisonniers étaient employés à la construction d'une gare de chemin de fer et d'une route, ils étaient répartis dans de nombreux kommandos, dans lesquels ils avaient à souffrir des abus qui caractérisaient ce régime. Plus de six cents personnes ou entreprises allemandes utilisèrent le travail des prisonniers belges. Les autorités allemandes forcèrent au travail même les sous-officiers; ceux de ces derniers qui refusaient, étaient mis en détention avec des prisonniers russes dans des conditions où l'hygiène laissait plus qu'à désirer, et on les privait des biscuits du ravitaillement belge. Ceux qui s'obstinaient, étaient envoyés au camp de Cassel et de là dans d'autres camps; ces mutations successives étaient en réalité un acte de pression très sensible, car elles avaient pratiquement pour résultat que les colis de vivres n'atteignaient plus leurs destinataires.

D'autre part, M. Bauwens, qui déclare, comme nous l'avons dit, que les brutalités envers les prisonniers ont cessé après la première visite de l'ambassadeur américain, mentionne l'existence d'une peine qu'avait établie le colonel Bogen, commandant du camp. Les prisonniers dénommaient cette peine « le sous-marin »: celui qui avait refusé le travail ou à qui l'on voulait arracher un secret, était mis dans un tout petit enclos attenant aux prisons. Sans couchage, sans abri, sans siège, le prisonnier y restait 24 ou 48 heures, quel que fût le temps, au régime du pain sec et de l'eau. La punition n'a été supprimée qu'après la visite d'un médecin attaché à l'ambassade d'Espagne.

Au point de vue général, nous n'avons pas beaucoup de témoignages concernant le camp de Gottingen; mais dans un certain ordre d'idées, ce camp mérite de retenir l'attention.

Il a été le centre du mouvement conduit par les autorités allemandes, dans les camps de prisonniers, en faveur de l'« activisme ». On sait que ce terme désigne une propagande organisée en Belgique occupée contre le gouvernement légal. On invoquait des griefs d'ordre linguistique et on entendait proclamer la déchéance du gouvernement belge et la constitution d'une Flandre autonome. Un petit nombre de Belges avaient été acquis à cette

(1) Annexe N° 6r.

entreprise, que l'autorité occupante commença à réaliser en instituant la « séparation administrative » entre les parties flamande et wallonne du pays, et ce au mépris de la constitution belge, qui, selon les termes des conventions de La Haye, devait être respectée (Art 43 du règlement sur les lois et coutumes de la guerre sur terre.)

Si nous insistons sur ce point, c'est pour faire remarquer que cette agitation était contraire au droit des gens dans son principe et qu'en la poursuivant parmi les camps de prisonniers, afin d'ébranler le patriotisme des soldats belges, à la faveur de la dépression morale qui est une suite presque nécessaire de la captivité, les autorités allemandes rendaient plus grave la violation qu'elles avaient déjà commise des règles formelles du droit international.

La question linguistique a été posée au camp de Göttingen avant l'agitation activiste. Un homme a joué ici dès le début un rôle prépondérant : c'est le professeur Karl Stange, un civil allemand dont la qualité officielle n'apparaissait pas clairement aux prisonniers. Il n'était que le subordonné du colonel Bogen et cependant tous ses ordres étaient exécutés par les soldats allemands. Il posa pour la première fois la question linguistique lors de la formation d'un comité de secours parmi les prisonniers. Ce n'est qu'après de longs efforts que nos prisonniers purent constituer l'Union belge, qui réussit, en usant de beaucoup de prudence, à se maintenir jusqu'en 1917. Il est à remarquer que M. Stange n'a cependant pas agi de son propre chef, car les prisonniers ayant réclamé auprès du colonel contre la séparation des flamands et des wallons, logés à l'intérieur du camp dans des baraques distinctes, il leur fut répondu que c'était l'ordre de Berlin.

L'activisme proprement dit fit sa première apparition dans les colonnes du journal flamand des prisonniers du camp « Onze Taal ». Le 19 janvier 1916, un article « Omtrent de Vlaamsche Hoogeschool » attaquait ouvertement le gouvernement belge. Les prisonniers s'en plaignirent au colonel Bogen, qui admit que l'introduction de la politique était chose contraire à la discipline militaire et ne pouvait être tolérée dans aucune armée. Il chargea M. Stange d'une enquête, qui eut d'autant moins de succès que l'article incriminé avait passé par la censure préalable de M. Stange lui-même.

A partir de ce moment, l'action du gouvernement allemand s'accusa davantage. Tous les camps de prisonniers reçurent l'ordre

d'envoyer à Gottingen les flamands « intellectuels », les étudiants et les artistes ou ceux qui se faisaient passer pour tels. La mesure n'eut pas l'effet attendu. Les nouveaux venus ne savaient pas pourquoi ils changeaient de camp et, quand ils purent se rendre compte de la situation, la plupart se déclarèrent absolument hostiles à l'activisme. On les renvoya et on en fit venir d'autres; on procéda, de la sorte, à des triages successifs, dans l'intention de créer un noyau de prisonniers ralliés à l'activisme.

Ceux des prisonniers qui se montraient favorables aux suggestions allemandes, bénéficiaient de diverses atténuations à la captivité; ils sortaient du camp, par exemple, par petits groupes, sans sentinelles, accompagnés seulement d'un civil (professeur ou ayant un grade universitaire de docteur); ils recevaient la visite d'activistes belges, ils entendaient des conférences ou des concerts; leurs correspondances passaient par la censure spéciale, bien plus rapide que l'autre, de M. Stange et de son collègue M. Beyerle. Malgré cela, le nombre des prisonniers gagnés à l'activisme resta fort limité. Ces prisonniers furent absolument l'exception, et encore comptaient-ils surtout, dans leur petit groupe, des gens désireux de s'assurer des avantages matériels.

On prit des mesures de rigueur contre les Belges fidèles. Les sous-officiers flamands, considérés par les activistes comme leurs principaux ennemis furent, des premiers, emmenés « en représailles ». Les prisonniers s'exprimaient ainsi pour désigner le transfert d'un homme dans un camp d'ordinaire plus sévère, transfert entraînant cette conséquence, que la correspondance et les colis de vivres n'atteignaient le prisonnier qu'avec un grand retard pendant un certain temps, quand ils ne couraient pas le grand risque de se perdre. Dans les kommandos, si un activiste était mécontent de son séjour, il obtenait de permuter avec un prisonnier qui, détenu ailleurs, n'avait pas à se plaindre de son sort.

Nous devons ces précisions à M. Bauwens. Il fut, lui, envoyé à Zerbst et il note que, là pendant l'hiver rigoureux de 1917, quand le thermomètre descendit à 27 et 29 degrés au dessous de zéro, les sentinelles veillaient à ce qu'il ne sortît pas de fumée des cheminées des baraques de prisonniers.

CHAPITRE VII.

LE CAMP DE CASSEL

On doit signaler avant tout un fait particulièrement grave qui engage la responsabilité des autorités commandant le camp de Cassel. Une épidémie meurtrière de typhus y décima les prisonniers et il est certain qu'elle a sa cause directe dans les mesures prises par l'administration allemande.

Depuis le début d'octobre jusqu'à la fin de décembre 1914, les prisonniers furent logés dans des tentes, qu'ils durent élever eux-mêmes. Ils couchaient tout habillés sur la paille, et celle-ci, n'étant pas renouvelée, devint bientôt, selon l'expression de M. Delbrouwire ⁽¹⁾, un véritable fumier. C'est à grand peine qu'ils purent prendre certains des soins de propreté les plus élémentaires, et ils furent bientôt infectés de vermine.

Quand, après les opérations en Prusse Orientale, au début de la guerre, arrivèrent les premiers prisonniers de guerre russes, au nombre de plusieurs milliers, le général major von Kruska, commandant le camp, ordonna qu'ils fussent répartis dans les compagnies, jusque-là composées de Belges et de Français. Non seulement les prisonniers, mais les médecins allemands eux-mêmes représentèrent aussitôt au général quelles suites dangereuses pouvait avoir cette mesure. von Kruska fit alors cette réponse connue, et que M. Delbrouwire affirme avoir entendue lui-même. « Je n'ai pas besoin d'armes pour faire la guerre », réponse qu'il compléta, sur les objections de l'un des prisonniers, par ces paroles : « Vous êtes alliés pour nous combattre, vous pouvez aussi crever ensemble (sic) ».

En décembre, les prisonniers furent transférés dans des baraques. Cette fois une sélection fut faite parmi les prisonniers belges, français et russes, mais il est à remarquer qu'à défaut de moyens

(1) Annexe N° 63.

de désinfection, les prisonniers emportèrent dans leurs logis la vermine qui s'était multipliée. Les premiers cas de typhus se déclarèrent au mois de février 1915 et l'épidémie fit des progrès rapides. Or, dès le premier moment, il fut interdit à tous soldats, officiers et même médecins allemands de mettre les pieds dans les baraquements. Pendant plus de huit jours aucun médecin allemand ne se présenta dans les tentes qui avaient été transformées en ambulances. Les malades furent à ce point délaissés, que des cadavres restèrent pendant deux jours à côté des mourants, et il fallut que des prisonniers forçassent la consigne pour enterrer ces cadavres. L'épidémie fut finalement enrayée, mais ce fut grâce à l'esprit de sacrifice des médecins français et russes, prisonniers en Allemagne, et qui, d'autres camps, furent appelés au camp de Cassel. Quand ces médecins partirent le 14 juillet 1915, l'un d'eux dit à M. Delbrouwire, que l'épidémie avait fait 3200 victimes, l'effectif du camp étant à cette époque d'environ 13.000 hommes. M. Delbrouwire déclare encore qu'il est à sa connaissance, qu'une commission médicale allemande fut chargée d'une enquête et qu'elle conclut dans son rapport que l'extension prise par l'épidémie trouvait son explication dans la présence de la vermine. Or, la vermine, on l'a vu, s'était propagée à cause du mélange des prisonniers russes et des autres prisonniers, et le témoin crut savoir, que c'est en raison de la responsabilité qu'il avait encourue dans la question de l'épidémie, que le général von Kruska fut déplacé ultérieurement.

Dans un ordre d'idées analogue, il y a lieu de mentionner les punitions qui, à l'hôpital du camp, étaient infligées aux malades. M. Verbouwe ⁽¹⁾ rapporte que le médecin militaire allemand Vroe-bich, malgré les protestations du médecin militaire russe, docteur Loubetsky, avait institué à l'hôpital la peine de la privation de pain et qu'elle fut appliquée, par exemple, à un patient qui avait laissé couler un robinet de la distribution d'eau, M. De Rees ⁽²⁾ précise que cette peine a été prononcée de manière collective contre tous les malades, pour punir des faits isolés.

De manière générale, les prisonniers se plaignent de mauvais traitements. M. Verbouwe signale que les hommes qui se trouvaient aux arrêts étaient souvent battus par les gardiens. Pendant qu'il était lui-même détenu, il a entendu que ceux-ci, dans des cellules voisines, administraient aux prisonniers des « raclées ».

⁽¹⁾ Annexe N° 64.

⁽²⁾ Annexe N° 65.

M. Boutens ⁽¹⁾, mis en inculpation pour des motifs qui ne lui furent pas communiqués, subit la prison préventive pendant 33 jours ; puis, comme il était malade, il fut transféré à l'hôpital où il restait surveillé. Après six mois, il apprit que l'instruction ouverte contre lui avait abouti à un non-lieu. Mais son avoir (coffre, vêtements, etc) qui avait été saisi, ne lui fut restitué que pour une faible partie, lui laissant une perte d'environ mille francs (valeur en 1918). Enfin il fut privé du bénéfice de la désignation dont il avait été l'objet, par la commission médicale suisse, pour l'internement en Suisse.

Il nous reste à signaler les circonstances dans lesquelles a été tué M. Emile Vandendaele, soldat de 1^{re} classe, domicilié à Namur.

Le 19 mars 1918, au soir, celui-ci, qui travaillait dans la forêt à Beiseforth avec d'autres prisonniers, reçut l'ordre d'un surveillant civil de déplacer un tronçon d'arbre. Le bloc était trop lourd et ne put être enlevé. Le civil allemand saisit alors un bâton et frappa M. Vandendaele qui, à son tour, empoigna l'Allemand à la gorge. L'incident n'eut pas de suite le même soir. Le lendemain matin cependant, comme les hommes se trouvaient de nouveau au travail, le garde forestier allemand, qui exerçait l'autorité, réunît les hommes et leur donna lecture, dans un livre, d'un texte qui disait que les prisonniers qui frappaient les gardiens civils étaient punis de mort. M. Vandendaele devait en conséquence être envoyé à Cassel. Il reçut d'abord quelques coups de crosse, après quoi il reprit son travail. Vers 9 heures, le garde forestier donna l'ordre de l'emmener. M. Vandendaele s'éloigna avec un soldat allemand et quelques instants après, ses camarades entendirent un coup de feu. Ils allèrent voir et à deux cents mètres de là, ils le trouvèrent mort, frappé dans le dos à bout portant. Nous possédons sur cet incident les versions concordantes de quatre soldats français, MM. Louis Veziers, Paul Nogues, Emile Belnez et Anselme Touche. Les dépositions des deux premiers sont reproduites aux annexes ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Annexe N° 65

⁽²⁾ Annexes Nos 66 et 67

CHAPITRE VIII

LE KOMMANDO DE EHMEN

Les Kommandos établis pour l'exploitation des mines de sel sont fréquemment cités par les prisonniers parmi les plus mauvais centres de détention ; mais il y a lieu de remarquer que des relations circonstanciées nous font généralement défaut, tant pour les Kommandos de mines de sel, que pour les autres Kommandos. En effet, d'une part, il n'y avait pas, d'ordinaire, dans les Kommandos, de comités de prisonniers organisés comme il en existait dans les grands camps et auxquels nous avons pu nous adresser pour obtenir des renseignements complets. D'autre part, les Allemands affectaient d'exempter des plus grosses corvées les prisonniers des classes aisées, qu'ils considéraient comme des intellectuels et si, à la vérité, ces prisonniers eurent souvent à endurer les plus graves abus au point de vue du travail forcé, il est certain néanmoins que la plupart des hommes qui ont travaillé dans les Kommandos des mines appartenaient à des milieux sociaux peu préparés à nous apporter quelque concours pour notre enquête. C'est ainsi qu'il se fait que nous ne possédons des données détaillées et complètes que sur un seul de ces Kommandos, celui des mines de sel de la *Gewerkschaft Einigkeit* à Ehmen, près de Fallersleben. Il n'en faudrait donc pas conclure que la situation dans ce Kommando constituât un cas unique.

Le travail dans cette mine était réglé comme suit : Les prisonniers au nombre d'environ cinq cents étaient répartis en cinq équipes : trois pour la mine et deux pour la fabrique et le moulin. Des trois équipes pour le travail sous terre chacune travaillait huit heures sur vingt-quatre, mais il faut ajouter que le rassemblement se faisait déjà une heure et demie avant que l'on ne se mît au travail et que le retour au camp avait lieu de même une heure et demie après la fin du travail. Quant à ceux qui étaient occupés à

la surface, leur temps était de douze heures parce que leur travail était considéré comme léger et comme tel réservé aux malades il s'agissait surtout de manipuler des sacs de 50 kg sans aucune interruption pendant les douze heures Or, c'était là un minimum, car il arrivait souvent que le Betriebsfuhrer, sous prétexte qu'il y avait des besognes urgentes ou des réparations à faire, retenait les hommes à la tâche, pendant 15 ou 16 heures et même plus Enfin, il n'y avait de repos qu'un dimanche sur six

Au fond de la mine le travail consistait à charger le sel dans des wagonnets et à transporter ceux-ci à une distance moyenne de 30 mètres Les prisonniers travaillaient deux par deux et chacun des couples devait fournir pendant les huit heures un nombre de wagonnets qui de 30 au début fut porté à 32 et enfin à 36. cela sous une température de 27 à 32°

Il y avait, en outre, une compagnie de correction (Strafabteilung) formée des hommes punis et surtout des évadés qui avaient été repris. Ces hommes restaient là deux, trois ou quatre mois, suivant le bon plaisir du feldwebel, travaillant sans répit, même le dimanche Pour eux, la tâche à fournir pendant les huit heures était de 40 wagonnets par deux hommes et le chef de kommando réservait les plus mauvaises places des galeries à ceux qu'il appelait les criminels (Verbrecher). (Dépositions de MM. Guillaume et Rorive) ⁽¹⁾.

La somme de travail ainsi exigée des prisonniers était au-dessus de leurs forces et dépassait sensiblement celle que fournissaient les ouvriers allemands (déposition de M. Dumont) ⁽²⁾

Chose importante, car elle est bien caractéristique du régime, si, pour un motif quelconque, fût-ce la rupture d'un câble conducteur, le défaut d'éclairage ou le manque de wagonnets, les 36 ou 40 wagonnets n'étaient pas livrés, les intéressés devaient rester dans la mine afin de fournir le nombre de ces wagonnets qui était réglementairement exigé Comme il n'y avait de remontée des travailleurs que toutes les huit heures, il fallait attendre la remontée suivante et, les prisonniers ne pouvant rester inactifs, on les employait, leurs wagonnets livrés, à d'autres objets. Ces hommes étaient ainsi contraints de fournir un travail de seize heures et non seulement ce travail était épuisant comme il vient d'être dit, mais ceux qui y étaient astreints demeuraient

⁽¹⁾ Annexes Nos 68 et 73

⁽²⁾ Annexe No 69.

pendant ces seize heures sans prendre aucune nourriture ni aucune boisson Enfin, comme ils étaient en route depuis une heure et demie avant la descente et ne rentraient qu'une heure et demie après leur retour à la surface, leur journée s'élevait à dix-neuf heures de travail ce qui laissait cinq heures de repos. Le lendemain en effet il fallait repartir avec l'équipe à l'heure habituelle. (Dépositions de MM Guillaume, Mertz et Rorive) ⁽¹⁾

M Fizaine affirme même qu'étant malade et ayant vainement invoqué ce motif pour refuser de descendre dans la mine il dut y rester 24 heures, et que le fait se renouvela M. Hermans a dû rester également 24 heures dans la mine ⁽²⁾

Il arrivait aussi que, les huit heures terminées au fond, les hommes étaient forcés de décharger de la houille à la surface, également pendant huit heures (dépositions de MM Mertz et Dumont ⁽³⁾).

Pour avoir une notion bien exacte de ce qu'était ce régime, il faut avoir présent à l'esprit, qu'indépendamment de tout abus, le travail dans les mines de sel présentait de graves inconvénients.

Épuisés par un travail tout à fait excessif, les prisonniers étaient exposés dans les plus mauvaises conditions à l'action corrosive du sel Beaucoup, la plupart même, d'entre eux étaient couverts d'abcès et de furoncles Ce fait ne valait cependant pas aux prisonniers une amélioration de leur sort S'ils se présentaient à la visite du médecin, celui-ci incisait les foyers d'infection et renvoyait les hommes au travail Il était de principe de n'exempter que les « Todeskranken » (déposition de M Guillaume).

M Fizaine ayant pu se faire désigner par le médecin pour les travaux légers fut contraint néanmoins aux travaux les plus durs. On voyait des prisonniers s'appuyer sur un bâton pour se rendre à la mine, et ils n'étaient exemptés du travail qu'après être tombés d'épuisement (Déposition de M. Mertz) M Gourdin dut travailler malgré qu'il fût atteint de nombreux furoncles aux genoux et sous les bras M Debudt confirme la déposition de M Gourdin et M. Guillaume précise qu'il ne réussit jamais à faire exempter M Gourdin alors même que les furoncles avaient dû être entaillés. M Hermans, après avoir été obligé de rester 24 heures dans la mine, avait le bras droit couvert d'abcès suppurants et saignants ⁽⁴⁾

⁽¹⁾ Annexes Nos 68, 71 et 73

⁽²⁾ Annexe N° 73.

⁽³⁾ Annexes Nos 69 et 71

⁽⁴⁾ Annexe N° 73.

Ce n'est pas tout. Les hommes qui se voyaient infliger le régime compris ainsi que nous l'avons dit étaient, en outre, victimes des plus mauvais traitements. Ceux-ci commençaient au moment de se rendre au travail. Les prisonniers, rapporte M. Mertz, étaient rangés par quatre, et une corde était tendue tout autour de la colonne des prisonniers, qui était conduite de cette façon à la mine, sous les cris et les coups de bâton des gardiens. Le retour avait lieu dans les mêmes conditions. Dans la mine, les prisonniers sont battus par les sentinelles (Déposition de M. Guillaume). Chaque porion est armé d'un solide bâton. (Déposition de M. Richard) ⁽¹⁾ Si un homme ne peut continuer le travail, il est entendu qu'il restera dans la mine avec son co-équipier jusqu'à l'achèvement de sa tâche, mais, de plus, il est battu par les sentinelles ou les civils allemands. M. Hostier a été battu à tel point qu'il dut passer trois semaines à l'hôpital, sa déposition est confirmée par M. Bajeux. Les prisonniers évadés et repris étaient roués de coups de crosse et de pied au point de n'être plus capables de travailler pendant plusieurs jours avant d'être versés au Strafabteilung (dépositions de MM Guillaume et Rorive) ⁽²⁾ M Plunus dut, à la suite de coups reçus, subir un traitement assez long à l'hôpital de Braunschweig (dépositions de MM Mertz et Tillil) ⁽³⁾

M Richard ⁽¹⁾ rapporte le cas d'un prisonnier dont il a oublié le nom, un Tournaisien, qui, pour être tombé malade dans la mine, avait été battu par un ingénieur et un porion jusqu'à en perdre connaissance et qui resta, après avoir repris ses sens, privé de parole. Le même témoin affirme avoir vu casser la crosse d'un fusil sur la tête d'un prisonnier. M. Guillaume rapporte qu'il provoqua l'intervention de l'ambassadeur espagnol en raison des mauvais traitements quotidiens infligés aux prisonniers et qu'il obtint ainsi le déplacement du chef du kommando, il ajoute que ce fut « le seul changement » obtenu.

Un fait, en particulier, mérite d'être signalé, encore que la victime soit un Russe, parce que des prisonniers belges ont été impliqués dans l'affaire. M. Guillaume rapporte ce qui suit. Un jour, un Russe repris après une tentative d'évasion est tellement battu qu'il doit garder le lit, ou plutôt sa paille, pendant plusieurs jours. Cela amène le feldwebel à dire à la sentinelle qui avait ramené

⁽¹⁾ Annexe N° 70

⁽²⁾ Annexes N°s 68 et 73

⁽³⁾ Annexes N°s 71 et 73

⁽⁴⁾ Annexe N° 70.

le prisonnier évadé « Vous m'avez esquinté un homme. Le résultat est que nous devons le soigner, d'où dépense et perte de travail. A l'avenir tuez-les immédiatement De cette façon nous en serons quittes » Exactement huit jours après un autre Russe s'évade ; il est repris et, cette fois, fusillé à bout portant avant le retour au camp M Guillaume décide tous les prisonniers belges, français et anglais à raconter le fait en détail dans une prochaine lettre qu'ils adresseront chez eux et qui, lue à la censure de Soltau, aura pour résultat d'amener une enquête. Une enquête eut lieu effectivement grâce à ce moyen. Le feldwebel sut cependant se procurer un certificat médical attestant que la balle était entrée par la nuque et sortie par la bouche, ce qui était contraire à la vérité ; à s'en tenir à ce faux certificat il était donc possible que le prisonnier eût été frappé pendant le fait de l'évasion Puis par des menaces, le feldwebel voulut faire signer par deux prisonniers anglais et un prisonnier belge une déclaration par laquelle ceux-ci reconnaissaient n'avoir rien vu. Le Belge, ayant refusé, fut envoyé alors le surlendemain dans une direction inconnue.

A signaler que M. Richard parle également d'un prisonnier évadé, tué à bout portant après avoir été repris M. Rau rapporte et M Tonneau confirme qu'un prisonnier, pour avoir fumé une cigarette, a été jeté d'un pont, à une hauteur de 15 mètres et tué ; ces deux derniers témoins signalent aussi le cas d'un prisonnier tué d'un coup de feu à petite distance ⁽¹⁾.

Nous n'avons pas encore tout dit des circonstances aggravantes du régime de ce kommando. Par suite du mauvais état du matériel, les accidents du travail étaient nombreux, spécialement les accidents dus aux éboulements et aux électrocutions. Le 13 février 1917 un accident plus grave que les autres se produisit : une explosion au fond de la mine causa la mort d'une trentaine d'hommes, la plupart prisonniers de guerre Le soir de l'accident les Allemands demandèrent des volontaires pour aller retirer les corps ; ils promirent qu'on ne travaillerait pas. Belges, Français et Anglais se présentèrent tous Mais quand ils furent au fond de la mine ils reçurent l'ordre de prendre pelles et pioches Ils refusèrent, prétendant ne pas se mettre à l'ouvrage tant que les mesures nécessaires n'auraient pas été prises pour éviter la répétition du même accident. A ce moment, il se trouvait sur les lieux un groupe d'officiers allemands, un général en tête Ce fut celui-ci qui le premier frappa les prisonniers, lesquels bientôt accablés de coups de

(1) Annexe N° 73.

sabre et de crosse de fusil durent céder. (Déposition de M. Guillaume) ⁽¹⁾.

M Bajeux affirme que pendant les deux années qu'il a passées au kommando, cinquante-deux prisonniers ont été tués, soit qu'ils aient été victimes de leurs gardiens, soit qu'ils aient succombé à la suite d'un accident

M Guillaume, qui séjourna au kommando du 24 avril 1917 au 28 février 1918, donne comme étant responsables des abus : le vize-feldwebel Viehring, premier chef du kommando, le gefreiter Hubner qui remplissait les fonctions de secrétaire, la direction de la mine, le betriebsführer et le médecin chargé du service de la mine ; le gefreiter Luddecke.

M. Mertz, qui séjourna à Ehmen du 17 février 1917 jusqu'à l'armistice, accuse :

Le betriebsfuhrer Elte, la direction de la mine, le secrétaire (dont il écrit le nom Ypner au lieu de Hubner), le médecin de Fallerleben attaché au service de la mine, les gefreiter Schmidt, Adolwsky, les soldats Hartmann et Wolff.

⁽¹⁾ Annexe N° 68.

CHAPITRE IX.

LA PRISON DE SEDAN

La prison de Sedan était, à proprement parler un camp de travailleurs (Strafgefangene Arbeiterbataillon), installé dans l'ancienne citadelle de la ville. On y trouve une population flottante qui va de quatre à cinq cents hommes. Les prisonniers, qui y entrent en grand nombre, sont dirigés sur des kommandos : Longwy, Bazeilles, Saint-Aignan et Sainte-Marie, le camp retenant le nombre d'hommes nécessaires pour les travaux de la ville. Les premiers contingents que le camp reçut étaient les détenus de droit commun des prisons centrales de Gand et de Loos. Les assassins, voleurs, escrocs, faux monnayeurs et proxénètes continuèrent à y figurer en nombre, dans une promiscuité complète avec les condamnés politiques, que des trains mensuels amenaient de Gand, de Condé, d'Avesnes, de Mons et de Charleroi.

M. Jos Schramme, avocat, ancien échevin de la ville de Bruges, membre suppléant de la Chambre des Représentants, qui a donné des vues d'ensemble très nettes sur le camp de Sedan ⁽¹⁾, nous dit qu'on a peine à se représenter l'impression que causait cette promiscuité entre honnêtes gens et criminels. C'est une première impression à dégager. Le cas de Sedan n'est d'ailleurs pas isolé à cet égard. M. Schramme insiste sur la torture raffinée que constitue le contact de jour et de nuit avec des hommes qui allient la malpropreté physique à la malpropreté morale.

Les conditions matérielles de l'existence n'étaient pas moins dégradantes. Pour loger les quatre à cinq cents, et parfois six cents prisonniers, il y avait neuf chambres, l'une de six mètres

⁽¹⁾ Annexe N° 86. Voir l'ouvrage intitulé : *Au Bagne de Sedan*. Editeur Desclée-De Brouwer et C^{ie}, Bruxelles, 1919.

sur dix, les autres d'environ huit mètres sur quatre, qui antérieurement étaient affectées à la garnison française de la citadelle. Ces chambres étaient disposées pour recevoir seize hommes, lorsque les soldats français les occupaient ; elles devaient en contenir à présent une quarantaine en moyenne M Joly cite le chiffre de 46 pour la chambre n° 7 ⁽¹⁾. Aussi, il fallait serrer les unes contre les autres les paillasses de copeaux de bois qui servaient de couchettes, à tel point qu'on ne pouvait bouger sans réveiller ses voisins. Certains préféraient s'allonger sur le plancher de la chambre, quand il restait de la place libre. Avant de se coucher, il était de règle de passer à tour de rôle sous l'unique ampoule électrique, pour épouiller son linge de corps et subir ainsi un court répit, avant de recevoir un nouvel afflux de vermine qui arrivait dès qu'on touchait son grabat.

Autre circonstance qui aggrave les conditions de cette hygiène : il se trouvait dans chaque chambre une simple cuve, sans couvercle, pour les besoins des hommes ; nombre de ceux-ci avaient la dysenterie, au point qu'on pouvait voir le sang qui restait au fond du récipient. (Dépositions de MM Yserentant, Réquillé, Joly) ⁽²⁾

Beaucoup de prisonniers se plaignent de n'avoir pas eu d'eau pour leurs soins de propreté. La distribution du temps ne laissait pas le loisir de laver le linge et, de plus, l'eau manquait d'ordinaire. (Dépositions de MM. Réquillé, Hérion, J. B Raquet) ⁽³⁾ ; quand en hiver les robinets étaient gelés, il n'y en avait pas du tout. (Déposition de M. Liénard) ⁽⁴⁾. On restait parfois un mois sans pouvoir se laver. (M. Crapez) ⁽⁵⁾ M Yserentant raconte que, n'ayant pas changé de chemise depuis octobre 1917, sans chaussettes depuis novembre, il était resté sans eau depuis trois semaines, quand il dut être admis à l'hôpital. Pendant six semaines, il demanda en grâce, mais en vain, une autre chemise, étant complètement couvert de vermine. Il finit par donner sa ration d'un jour à un convalescent pour que celui-ci lui lavât sa chemise, à l'eau froide et sans savon. On était alors fin février ; la chemise mit trois jours à sécher et M. Yserentant resta dans son lit avec sa culotte et sa veste raidies par la saleté.

⁽¹⁾ Annexe N° 82.

⁽²⁾ Annexes N°s 76, 77 et 82

⁽³⁾ Annexes N°s 77, 79 et 80

⁽⁴⁾ Annexe N° 78.

⁽⁵⁾ Annexe N° 84.

Il existait bien des douches, mais M. Liénard, par exemple, n'a pu en user que trois fois en l'espace de neuf mois. A ce propos, M. Schramme nous décrit le spectacle de ce bain, où l'on voyait « des squelettes vivants, corps émaciés aux os saillants, la peau tachetée de morsures, corps nus d'hommes exténués à la fois de faim et de travail ».

C'est que, en effet, la misère morale et physique était la moindre des souffrances des prisonniers. Dans ce que M. Schramme appelle « le bain de Sedan » les souffrances les plus vives étaient provoquées par la faim, les travaux forcés et les violences.

Les prisonniers recevaient une nourriture tout à fait insuffisante. Il n'est pas contestable qu'en général, dans les camps allemands, si nos prisonniers se soutenaient, c'était surtout à l'aide des colis de vivres qu'ils recevaient des comités de secours belges ou amis, notamment de l'Office des Prisonniers de guerre du Havre et à l'aide du biscuit que celui-ci leur fournissait ; on doit noter comme tout à fait caractéristique à cet égard que de nombreux témoins, quand ils se plaignent simplement d'irrégularités dans la réception de ces colis de vivres, signalent le cas de prisonniers russes qui, pour en être privés, tombaient d'inanition. Or, à Sedan, comme dans plusieurs autres prisons, ce ravitaillement spécial était supprimé ; il y eut une fois distribution de « Liebesgaben » pris probablement, pense M. Schramme, sur les colis arrivés pour certains prisonniers dans les prisons où ils avaient été détenus antérieurement, mais cela resta un cas tout à fait isolé et les promesses faites en février 1918 ne furent pas suivies d'effet. Le prisonnier souffrait donc littéralement de la faim. Encore que nous nous abstenions ici de tout commentaire, nous croyons devoir observer que les Allemands ont souvent prétendu se disculper de l'accusation de sous-alimentation des prisonniers, en soutenant que le blocus allié les empêchait de remplir à cet égard les obligations formelles que leur imposaient, sur ce point, le droit des gens et en particulier les conventions de La Haye. On voit ici que c'est intentionnellement et sans même alléguer de motifs que les autorités allemandes privaient leurs prisonniers des choses qui leur étaient nécessaires pour vivre et que les organismes et les particuliers belges étaient prêts à leur fournir. Nous allons établir par des témoignages irrécusables que la sous-alimentation, combinée avec l'excès de travail, a causé directement la mort d'un très grand nombre de prisonniers belges.

Il sera bon de se rappeler la preuve que nous aurons pu faire pour la prison de Sedan quand, ultérieurement, nous montrerons

le même système en vigueur dans d'autres prisons, où la difficulté de recueillir des témoignages précis concernant la mortalité nous empêchera d'établir, comme nous avons pu le faire dans ce cas-ci, l'existence du crime d'homicide perpétré sur un groupe d'hommes méthodiquement affamés. Sont responsables, d'une part l'autorité supérieure allemande, qui n'a pu ignorer le système et les conséquences qu'il devait produire, et d'autre part les agents d'exécution, qui ont mis à l'appliquer toute leur volonté.

Les autorités allemandes ont songé à mettre leur responsabilité à couvert. La cuisine tenait un tableau, indiquant tous les jours la ration par tête et la quantité d'ingrédients qui avait été employée. En regard, un dégustateur, nommé parmi les prisonniers, devait inscrire tous les jours son avis sur la qualité de la soupe qui était servie. Il n'avait cependant aucun moyen de vérifier si les quantités figurant au tableau avaient été effectivement utilisées et son appréciation se bornait en fait à un avis laconique, sans valeur, comme ceux-ci qu'a notés M. Schramme : 8 janvier 1918 : soupe à l'orge avec viande fraîche ; ressemble à de l'eau (*waterachtig*). 9 janvier : soupe aux nouilles, liquide (*dun*), mais bonne au goût. 10 janvier : soupe à l'orge ; liquide (*dun*). 14 janvier : soupe au gruau ; très liquide (*dun*). 15 janvier : soupe à la choucroute avec pommes de terre et viande conservée ; assez liquide mais bonne au goût. 18 janvier : soupe à la choucroute avec pommes de terre et viande fraîche ; relativement épaisse, bien mélangée et bonne au goût. En regard des quantités indiquées, « devrait être bien meilleure ». Cette désignation d'un dégustateur privé de tous moyens de contrôle quant aux quantités et ne disposant pas de la liberté morale voulue pour formuler son appréciation n'était qu'une manœuvre fallacieuse. Les prisonniers sont unanimes à déclarer qu'ils souffraient des horreurs de la faim. Trois fois sur cinq, nous dit M. Schramme, la soupe était de l'eau claire. Dans la réalité des choses, le prisonnier, astreint à un dur travail, recevait cinq cents grammes de pain, avec un demi-litre d'eau le matin, un demi-litre d'eau le midi et un demi-litre d'eau le soir ; le matin et le soir, le demi-litre d'eau était coloré de noir, sous prétexte de café, et le midi il y nageait quelques grains d'orge ou de riz, ou des bribes de choux-raves décorés du nom de choucroute. Il faut ajouter, le soir, une cuillerée de confiture. Le pain, bien entendu, n'était pas de pur froment. M. Haquin dit qu'il contenait de la sciure de bois et que la soupe comprenait parfois de la viande de cheval pourrie. Il estime la soupe à un litre, de même que M. Yserentant, qui ajoute qu'elle était infecte. MM. Réquité

et Liénard font mention des mêmes quantités. Il n'est pas un des nombreux témoins que nous avons entendus qui ne se soit plaint de l'insuffisance absolue de l'alimentation. En fait, beaucoup de prisonniers se soutenaient à l'aide des aliments, même les plus misérables, qu'ils réussissaient à marauder quand ils étaient au travail « Les souffrances de la faim étaient terribles, — dit M. Yserentant, — nous avons mangé des têtes de hareng, des feuilles de choux que nous retirions des poubelles quand nous allions travailler en ville. Certains ont mangé l'herbe aux bords des routes, comme les animaux; d'autres faisaient la chasse aux rats et aux souris » M. Crapez encourut un coup de baïonnette au genou droit parce qu'il avait voulu prendre un morceau de pain que lui tendait une femme M. Hubaille a vu un prisonnier affamé dévorer cru et sans le plumer un petit oiseau qu'il avait pu attraper.

Et cependant, malgré cette nourriture insuffisante, les prisonniers étaient à Sedan pour y exécuter des travaux forcés. Levés à 5 heures et demie (heure allemande) ils étaient, une heure plus tard, réunis dans la cour, en rangs, par files de cinq. A 7 heures arrivaient les soldats, qui prenaient la tête de chacune de ces files et on descendait en ville. Sedan était un grand entrepôt militaire et le travail consistait surtout dans la manipulation de marchandises : sacs de charbon ou de farine, fûts de pétrole, caisses de toute sorte, poêles de tranchées ou d'appartement, ballots de copeaux pressés (que les ouvriers expérimentés estimaient à 120 kg) D'autres devaient, avec de lourds marteaux, démolir les machines qui se trouvaient dans les usines de la ville après avoir réduit en mitraille les métiers à tisser, les arbres de transmission, les roues de fonte, tout le matériel de l'industrie ardennaise, on devait le trier, puis le charger sur des camions automobiles et enfin le transborder de là sur les wagons. A 11 heures et demie, les équipes rentraient à la citadelle, pour la soupe. A 1 heure, nouvel appel et formation des files, à 2 heures départ, retour à 6 heures et distribution du pain et du café. A la fatigue du travail se joignait aussi celle de la route et des interminables stations, pour l'appel, pour la formation des équipes et pour la distribution des vivres. Ces stations, plus épuisantes que la marche, duraient chaque fois deux heures, et étaient l'occasion de brutalités, la masse des prisonniers étant refoulée vers ses emplacements à grands coups de bâton comme du bétail. « On ne pourrait mieux comparer les appels, dit M. Lheureux, qu'au rassemblement d'un troupeau de bœufs, par un bouvier cruel à l'excès » M. Schramme raconte

qu'à la fin de la journée il dut souvent traîner à son bras un compagnon plus épuisé que lui, pour gravir le véritable calvaire qu'était la rampe raide menant au plateau de la citadelle (Dépositions de MM Yserentant, Lheureux, Hérion, Réquillé) ⁽¹⁾

Rentrés enfin dans leurs chambres, les vêtements percés de pluie ou de neige, les prisonniers n'y trouvaient, bien entendu, pas de vêtements de rechange, mais même pas de feu (déposition de M. Yserentant) ⁽²⁾, car, quand ils recevaient du combustible, celui-ci ne brûlait pas. (M. Liénard) ⁽³⁾.

L'âge, la faiblesse de constitution, l'exhaustion générale des forces, n'étaient pas considérés comme des motifs donnant aux prisonniers le droit d'interrompre le travail. La sentinelle y veillait. M. Yserentant a vu un homme cracher du sang et tomber sans connaissance. Relevé à coups de bâton, il dut continuer son ouvrage. Le lendemain il était mort. M. Crapez rapporte que M. Clément Delfosse, obligé également sous les coups de bâton à se traîner au travail, succomba quatre jours plus tard d'épuisement, de froid et de faim, et le témoin affirme aussi que M. Fernand Blondiau eut un sort identique. M. Liénard, occupé à charger des sacs de farine de 50 kg, accomplit sa tâche, jusqu'à ce que, à bout de forces, il laisse tomber le sac qu'il portait. Accablé aussitôt de coups, il reprend sa charge qu'il doit cependant abandonner de nouveau au bout d'un instant. Alors, dit-il, la sentinelle l'a frappé de la crosse de son fusil, l'a frappé tellement, qu'il criait de douleur; la sentinelle l'emmena ensuite dans un coin, le jeta par terre et le menaça de l'abattre d'un coup de feu s'il bougeait.

Le travail se poursuivait sans répit, même le dimanche (déclarations de MM Schramme et Liénard).

Il était dans l'ordre de ce système que les exemptions médicales ne fussent accordées qu'à la dernière extrémité. La visite médicale était précédée d'un premier triage que faisait le sous-officier Ritzman, attaché à l'ambulance, c'est-à-dire que celui-ci ne laissait arriver jusqu'au médecin que trois ou quatre hommes sur vingt et encore les choisissait-il suivant ses dispositions personnelles. (Dépositions de MM. Hubaille, Crapez et Haquin) ⁽⁴⁾. Ainsi, un prisonnier se présenta huit jours de suite à la visite médicale, en vain; le neuvième jour, il mourut (déposition de M. Hubaille).

⁽¹⁾ Annexes Nos 76, 74, 79 et 77.

⁽²⁾ Annexe No 76.

⁽³⁾ Annexe No 78.

⁽⁴⁾ Annexes Nos 75, 84 et 85.

M. Lheureux, mis à la porte de l'ambulance le matin avec force insultes, y était admis le soir avec 40° de fièvre, atteint du typhus. Pareils faits, dit-il, étaient habituels. Il arrivait aussi que, pour avoir seulement demandé de passer la visite du docteur, on était comme le dit M. Crapez, « battus comme des chiens ». C'étaient pour le même motif, dit M. Haquin, des coups de cravache en pleine figure. Un homme se sentant malade le matin restait-il au lit, on le faisait lever à coups de bâton. On pouvait en voir, dit M. Liénard, chassés hors de la chambre en chemise, criant sous les coups, et alors le lieutenant riait. L'homme passait-il la visite et était-il jugé apte au travail, il était mis au cachot ; M. Liénard connaît le cas d'un malade qui y fut trouvé mort. M. Fayt y passa trois jours bien qu'il eût 39° de fièvre. M. Joly précise qu'un prisonnier, réformé pour double hernie et envoyé néanmoins en corvée, tomba à peine arrivé, et dut être, au retour, porté jusqu'à la citadelle. Il arrivait, dit M. Schramme, que les hommes fussent traînés au travail, malgré les déclarations médicales. M. Lheureux quittant l'hôpital à moitié guéri de la fièvre typhoïde, avait obtenu du docteur une exemption de travail pour trois semaines. Le lendemain de son retour au camp, le sergent Holz l'obligea à aller porter des billes de chemins de fer. M. Lheureux présenta l'écrit du médecin et fit observer qu'il était incapable d'une telle besogne. Il reçut une bastonnade en règle, après quoi il se mit au travail pour tomber bientôt sur le chantier ; il dut être transporté au camp.

Ce n'est pas, au surplus, qu'il manquât un service médical régulièrement organisé, avec une salle de visite convenablement chauffée, mais pour y parvenir on devait se déhabiller et attendre dans un préau glacial (déposition de M. Yserentant) ⁽¹⁾. Les malades ne pouvaient-ils pas se lever, le médecin ne passait pas dans les chambres ; on plaçait le patient, dévêtu, sur un brancard et il attendait également son tour pendant une demi-heure ou trois quarts d'heure. (Déposition de M. Haquin) ⁽²⁾. M. Joly rapporte que, comme il se trouvait à l'infirmerie depuis trois jours, il vit entrer le lieutenant Denzin, qui en grande colère, se mit à frapper tous les malades et les jeta à la porte par un froid glacial, pour les envoyer dès le lendemain en kommando à Sainte Marie à Py. M. Hubaille ajoute que le fait n'était pas unique et que Denzin faisait

⁽¹⁾ Annexe N° 76.

⁽²⁾ Annexe N° 85.

marcher dans la cour, par la pluie et la neige, pendant plusieurs heures, des malades qu'il venait ainsi d'arracher de leur lit à coups de cravache.

Ce dernier fait peut paraître à peine croyable. Aussi est-ce le moment d'introduire ici un élément d'inculpation que nous annonçons plus haut, celui de l'intention criminelle. L'homme directement responsable, si l'on excepte les autorités supérieures qui ont voulu le système dans son ensemble, c'est le commandant de la citadelle, le feldwebel-leutnant Denzin. Il n'est pas seulement le chef qui tient strictement la main à ce que tous les ordres s'exécutent avec la dernière rigueur ; il ne se borne pas à être le premier à maltraiter les prisonniers, prenant plaisir à bourrer les visages à coups de poing, et, armé toujours d'un lourd bâton, à l'abattre sur les têtes ou les nuques de toutes ses forces, ou à faire usage pour frapper d'une lanière de cuir qui laisse sur les corps de longues stries rouges ; il a, comme dit M. Schramme, le sadisme de la torture. Il se complait à montrer aux prisonniers la mort affreuse où il les conduit. C'est encore M. Schramme qui nous décrit la scène d'un groupe de nouveaux arrivés qui, rangés dans la cour, regardent passer ceux des prisonniers que l'épuisement ou la dysenterie ont déjà marqués du signe de la mort, formes décharnées et vacillantes qui s'appuient au mur pour ne pas tomber. Denzin a vu ceux qu'assaille, à ce spectacle, un sinistre pressentiment « Regardez bien, crie-t-il, dans un ricanement ; il y a deux mois c'étaient des gaillards aussi vigoureux que vous. Dans deux mois vous serez comme ça ». M. Crapez rapporte ce propos habituel du commandant : « qu'il les ferait mourir un à un ». M. Réquillé déclare que Denzin faisait dire par l'interprète aux prisonniers en rans : « qu'il les ferait tous crever et qu'il y avait de la place pour les enterrer dans les fortifications ». M. Liénard dépose de même que, s'adressant à un groupe d'une centaine d'hommes qui étaient reconnus inaptes au travail, le commandant leur fait entendre qu'ils ne doivent pas croire pour cela qu'ils rentreraient chez eux, mais qu'il y avait encore beaucoup de place pour les enterrer. « Chiens de cochons, je vous ferai tous crever (crepieren). Je vous ferai mettre au cachot trois jours sans manger, j'irai vous y battre moi-même (ce qu'il faisait) ; les uns crèveront au cachot, je ferai fusiller les autres ». Tels sont les propos que rapporte M. Hubaille. Ce qui est plus grave encore, c'est que Denzin tenait le même langage à ses soldats quand il les encourageait à maltraiter les prisonniers, leur disant qu'il fallait « tuer ces sales es-

pions », (déposition de M. Haquin) ⁽¹⁾, qu'il ordonnait aux soldats de frapper les prisonniers à coups de bâton, disant qu'ils devaient tous crever (déposition de M. Legay) ⁽¹⁾, que, voyant les soldats frapper des hommes, il criait de toutes ses forces : « immer feste . immer feste » (tapez dur, dur), voulant disait-il, « les faire crever tous » (déposition de M. Lheureux) ⁽²⁾ « Zuchthäusler, Freischützler » (bagnards, francs-tireurs), ces mots ou plutôt ces hurlements proférés la canne levée par Denzin (récit de M. Schramme), traduisent bien l'état d'esprit de ce commandant d'un camp de prisonniers.

Les cris de mort étaient loin d'être une simple menace. Le régime de la faim, les travaux forcés sous les coups jusqu'à complet épuisement, le refus de soins médicaux pour le grand nombre dans des conditions d'hygiène déplorables, les mauvais traitements, tout cela réuni représentait plus que l'organisme humain ne peut endurer. Nous ne possédons pas le chiffre exact des décès, mais les éléments que nous avons réunis donnent une idée suffisante de la mortalité au camp de Sedan. Il est essentiel de noter qu'il n'y a pas eu là, comme ailleurs, d'épidémies ; la mort était la conséquence normale du système.

M. Léon Verdonck, attaché à l'infirmerie, a dit à M. Schramme qu'il avait enterré sept cent trente deux hommes. Le feldwebel du « lazarett » lui a confié le 9 février 1918 qu'il y avait eu pendant les trente derniers jours soixante-trois morts pour le seul bataillon. M. Lheureux a pu vérifier le chiffre de soixante-trois morts en un mois sur quatre cent quatre-vingts hommes.

Le jour où M. Joly arriva au camp, on lui montra cinq morts. M. Hubaille estime que pendant son séjour à l'infirmerie il mourut un ou deux malades par jour. Un matin, en se réveillant, il constate que ses deux voisins de chambrée ont succombé. Une autre fois, il voit cinq corps dans la salle où on les lavait en vue de la dissection, car, nous dit-il, les morts étaient régulièrement destinés au scalpel.

Il est un chiffre plus éloquent encore. Le 15 octobre 1917, un contingent de cent seize prisonniers partait de la prison de Rheinbach pour Sedan, la plupart des condamnés politiques belges et vingt-deux soldats français qui avaient réussi à se cacher un temps en Belgique. Tous avaient été obligés au préalable de prendre le

⁽¹⁾ Annexe N° 85

⁽²⁾ Annexe N° 74.

costume des forçats. Ils se trouvaient ainsi particulièrement marqués pour les rigueurs de la détention, et on continua à en former un groupe distinct. Les hommes valides furent d'abord envoyés en Kommando, puis revinrent à la citadelle, où ils furent logés tous ensemble dans une seule chambre. Soumis au même traitement, revêtus de la même tenue, ils étaient désignés, par le fait, pour être l'objet d'une lugubre statistique dont la pensée ne s'imposait que trop à leur esprit. Quand M. Liénard quitta Sedan, en juin 1918, il dit que soixante-dix d'entre eux étaient morts. M. Réquillé, qui part le mois suivant, donne le chiffre de quatre-vingts, correspondant à celui de soixante-dix-neuf donné par M. Hérion. M. Adolphe Raquet, qui est resté jusqu'à la fin d'octobre 1918, le porte à quatre-vingt-quinze. Les survivants, d'ailleurs, se connaissent personnellement et M. Hubaille affirme, en citant les noms, qu'il ne reste plus que vingt et un hommes des cent seize qui ont quitté Rheinbach. M. Fromont donne également le chiffre d'une vingtaine de survivants. M. Hérion rapporte, qu'étant entré à l'hôpital de Sedan, il y trouva huit d'entre eux ; quand il sortit, sept étaient morts. Tous ces prisonniers de Rheinbach étaient des prisonniers politiques condamnés pour services rendus à la Patrie. Ceux qui les avaient vus entrer à Sedan, dit M. Schramme, se rappelaient leur air martial et imposant. Ils étaient les victimes désignées du commandant, qui ne voyait en eux que des « francs-tireurs » et les faisait mettre sans répit et sans rémission en première ligne pour les plus durs travaux. M. Lheureux confirme que les prisonniers de Rheinbach étaient particulièrement exposés à la fureur de leurs gardiens. Or, nous avons dit qu'ils étaient presque tous, eux, prisonniers politiques ou soldats français, alors qu'au contraire il y avait parmi le reste des prisonniers, des condamnés de droit commun pour délits de vol ou de fraude et jusqu'à de véritables forçats qui ne portaient pas la tenue du bagne allemand, mais qui sortaient des prisons centrales belges et françaises.

Dans le système que les Allemands avaient organisé à la prison de Sedan, en faisant vivre en promiscuité des condamnés politiques et des condamnés de droit commun, il subsistait donc, entre les prisonniers, une différence de traitement ; et c'était contre la catégorie où il n'y avait que des gens conscients de leurs devoirs envers leur patrie et des soldats, que s'exerçaient les plus durs sévices.

Ajoutons pour finir, dans cet ordre d'idées, que les prisonniers de la prison de Sedan vivaient dans un véritable état de claustration morale. Ils étaient pratiquement coupés de toutes communications avec leurs familles et privés aussi du ministère de leur religion, sauf aux grands jours de fête (M. Schramme).

Nous nous sommes attachés, dans ce qui précède, à ne retenir que les faits d'ordre général qui constituent les abus inhérents au régime du camp et qui étaient la vie journalière de tous les prisonniers. Nous terminerons par quelques cas d'espèce, en insistant bien, toutefois, sur ceci que les faits que nous comptons décrire sont individuels mais nullement exceptionnels et que nous les donnons simplement comme des exemples de ce que nous appellions d'un seul mot les mauvais traitements

Un matin Denzin, faisant personnellement sa première ronde dès le lever des hommes, passe dans l'une des chambres. Les prisonniers sont en position au pied de leur lit, sauf un qu'on voit encore couché. On pouvait raisonnablement admettre que, pour manquer ainsi à une discipline rigoureuse, cet homme devait être malade. Mais Denzin se précipite, son bâton s'abat à plusieurs reprises. L'homme ne bouge pas ; le sergent monte sur le bas flanc de l'homme et frappe à son tour sans résultat. La chose commençant à lui paraître étrange, Denzin regarde de plus près : il avait frappé un cadavre.

Nous avons réuni au sujet de cette scène, qui fit naturellement sur les prisonniers, une impression profonde, de nombreux témoignages (MM. J. B. Raquet, Hérion, Joly, etc.) MM. Hubaille et Crapez nous font connaître le nom de la victime : M. Carton.

M. Yserentant ajoute que Denzin s'écria en manière de conclusion : « C'est votre sort de crever tous ici » Au dire de M. Hubaille, la victime était un Français ; le fait n'en doit pas moins trouver place dans ce rapport, car les spectateurs de pareilles scènes étaient bouleversés et ils sentaient peser sur eux une nouvelle menace de mort. M. Maes au surplus, affirme que le même fait se reproduisit sur un Belge, un vieillard de 60 à 65 ans, originaire de Steendorp et que les prisonniers appelaient de son prénom François.

Un prisonnier, nommé Lanten, avait désarmé son gardien, afin de s'évader. Il échappa au peloton d'exécution, mais il subit les pires violences. Sa figure était toute couverte de sang, rapporte M. Réquillé. Il fut torturé de toutes les façons, dit M. Hubaille, battu tous les jours plusieurs fois. Quand il reparut au camp 3 mois après, ses camarades ne le reconnurent plus. Comme il portait le costume de Rheinbach ses anciens compagnons de captivité lui demandèrent qui il était, et il dut se nommer pour se faire reconnaître. C'était un homme de vingt-trois ans ; il semblait, disent MM. Hubaille et Réquillé, être un vieillard.

Quelques hommes ayant pu s'évader, les Allemands s'en prirent à leurs camarades de corvée M Maes fut appelé au bureau et interrogé, faute de fournir des indications utiles, il fut battu à coups de bâton et à coups de chaise. Quand ce fut fini, les Allemands lui donnèrent un miroir pour lui permettre de voir dans quel état ils l'avaient mis. M Maes fit un mois de prison pendant lequel, dit-il, il avait huit heures par jour les mains liées derrière le dos. Pour ce qui est des coups de chaise, et à titre de confirmation, nous reprenons les témoignages concordants de MM. Lheureux et Fromont, concernant un Français, M Michel Henri, de Le Cateau qui, assommé à coups de chaise au retour d'une tentative d'évasion, dut être transporté à l'infirmerie avec une large plaie au sommet de la tête et y resta plusieurs mois en traitement.

Nous avons dit que les mauvais traitements étaient la règle et s'exerçaient sans motif ou pour les motifs les plus légers. Ainsi Denzin ne faisait pas dix pas sans frapper un prisonnier à la figure (M Réquillé), distribuant à l'envi des coups de bâton au cours de ses inspections. Les prisonniers amenés de Rheinbach eurent particulièrement à souffrir (MM. Lheureux, Hubaille). Denzin était surtout secondé en cela par le sergent Holz et un autre sergent surnommé « le Russe » (MM Lheureux, Schramme).

Voici un exemple de motif de punition. Pour avoir endommagé sa capote par une brûlure sous le bras, grande comme une pièce de dix centimes, M. Baetslé a subi le traitement suivant. sur l'ordre du lieutenant, le sergent Holz et le sergent de garde l'ont battu, le premier avec une matraque, le second à coups de poing dans la figure ; le lieutenant les encourageait en riant et infligea pour finir 15 jours de cachot à M. Baetslé (dépositions de MM. Baetslé et Lheureux) ⁽¹⁾

M Lheureux a vu maltraiter « avec une violence inouïe » des malheureux qui, chargés pour la cuisine du nettoyage de choux-raves, en avaient, poussés par la faim, mangé un morceau. Holz frappait et Denzin criait : « fort, fort »

Lui-même, Denzin, a frappé des malades à coups de cravache jusqu'à ce que ceux-ci tombassent sans connaissance. M Fromont nous l'affirme de la manière la plus formelle. Il est à remarquer que tout le personnel de la prison disposait d'un véritable arsenal de moyens de correction ; à part les bâtons gros de deux doigts, avec lesquels on pouvait voir des jeunes gens (souvent des soldats

(1) Annexes Nos 85 et 74.

réformés) battre des vieillards (déposition de M. Hubaille) ⁽¹⁾, on leur voyait des fouets dont la lanière était terminée par une petite boule de plomb, des martinets de formes diverses et des lanières de cuir (dépositions de MM Lheureux, Hubaille, Joly) ⁽²⁾ M Dax ajoute qu'on s'en servait même à l'hôpital.

Ne voulant consigner ici que des faits, nous ne reproduirons pas la description que M. Schramme a donnée de la dysenterie, qui vide les corps de leur sang et ne leur laisse même pas l'énergie de résister à l'invasion de la saleté et à l'avilissement On trouvera dans les dépositions annexées au présent rapport des plaintes émanant de ceux qui, sortis vivants de Sedan, n'ont pu, avec la liberté, recouvrer la santé.

⁽¹⁾ Annexe N° 75

⁽²⁾ Annexes N°s 74, 75 et 82.

CHAPITRE X.

LA PRISON DE LA CHARTREUSE

A LIÈGE

Trois ordres de faits caractérisent le régime de la prison de la Chartreuse à Liège : la promiscuité des prisonniers politiques et des prisonniers de droit commun ; les mauvais traitements , l'insuffisance de l'alimentation.

Les détenus vivaient dans des chambres communes. Vingt, quarante, cinquante hommes logeaient ensemble suivant les dimensions de la salle, mais toujours dans un espace beaucoup trop restreint et dans un air infecté par l'odeur des cuves qui, déposées dans un coin, servaient pour la satisfaction des besoins naturels. Comme il vient d'être dit, les prisonniers politiques étaient mêlés aux prisonniers de droit commun. (Déposition de M. Cornélis) ⁽¹⁾, Nous avons enregistré déjà, à propos de la prison de Sedan, les plaintes que fait naître cet état de choses chez ceux qui en sont victimes. Ici, M. Cornélis nous confirme que le fait de subir, à tous les instants, le voisinage dégradant des détenus de droit commun constituait une véritable souffrance.

Il y a peu de chose de spécial à dire au sujet des sévices exercés sur les détenus de la Chartreuse. Les coups étaient l'ordinaire des prisonniers, on peut noter comme une particularité, en plus des coups de crosse et de plat de sabre, les coups assénés avec une clef.

M. Cornélis a vu un prisonnier qui avait la tête tout ensanglantée. Il avait reçu — disait-on — des coups de baïonnette, parce qu'il n'avait pas accéléré le pas, sur l'ordre qui lui avait été donné (quant à ce dernier point, M. Cornélis n'en a pas été témoin oculaire).

(¹) Annexe N° 87.

M. Jean Servais ⁽¹⁾ nous rapporte qu'il a vu un gardien prendre à la gorge et coller au mur un vieillard de plus de soixante-dix ans, parce que celui-ci avait demandé la permission d'aller aux cabinets. Enfin, M. Gourdet ⁽²⁾ affirme que le sous-officier Blömer, commandant de la prison, faisait tirer sur les prisonniers qui s'approchaient des fenêtres, exigeant d'ailleurs de manière générale des geôliers qu'ils déployassent la brutalité qu'il déployait lui-même.

En ce qui concerne le troisième point, l'insuffisance d'alimentation, nous renvoyons également à notre rapport sur la prison de Sedan. Nous y avons exposé en détail ce que signifiait l'interdiction, pour les prisonniers, de recevoir les colis de vivres de leur gouvernement, des œuvres pour prisonniers de guerre ou de leur famille : c'était en réalité la famine. Or à la Chartreuse cette interdiction ne fut levée qu'en 1917, et nous soulignons encore une fois la responsabilité directe qui incombe de ce chef à l'autorité supérieure. De plus, quand les colis purent entrer à la prison, ils furent détournés en partie par le commandant du camp lui-même (Déposition de M. Boseret) ⁽³⁾. Nous possédons sur ce pillage des indications précises. Le sous-officier Blömer, qui commandait la prison, était dans le civil, restaurateur à Cologne, où il expédiait de grands paniers contenant des vivres qui étaient destinés aux prisonniers. Il avait imaginé de les faire transporter par les prisonniers eux-mêmes ; quand un convoi partait pour l'Allemagne, et cela arrivait au moins tous les huit jours, il remettait son envoi aux prisonniers sous la garde de l'escorte ; sa femme et ses enfants venaient en prendre réception à Cologne. M. Derwael dépose qu'il a été chargé d'un de ces paniers, et il a constaté qu'il contenait des vivres. M. Liétard a fait partie d'un convoi qui dut effectuer pareil transport. Sur l'ensemble des faits nous avons les témoignages de MM. Gourdet, Derwael, Hoffelt, Liétard, Boseret ⁽⁴⁾.

Comme conséquence de cet état de choses, M. Hoffelt nous dit que pendant tout un mois la plupart de ses camarades et lui-même ont souffert de la faim la plus atroce, à tel point qu'il a rongé le cuir de ses chaussures pour ne pas tomber. Un jour qu'il ramassait un morceau de rutabaga dans la boue, il fut roué de coups de pied. Et une autre fois il a mangé de la neige, ne recevant même

⁽¹⁾ Annexe N° 91.

⁽²⁾ Annexe N° 90.

⁽³⁾ Annexe N° 92.

⁽⁴⁾ Annexes N°s 90, 93, 89, 94 et 92.

pas d'eau. M. Liétard déclare que la nourriture était insuffisante et la plupart du temps immangeable ; pendant tout un mois les prisonniers ne reçurent qu'une soupe faite avec un peu de pommes de terre et des côtes de chou. M. Liétard passa trois fois la visite du médecin ; mais malgré son affaiblissement, il ne put obtenir de se faire envoyer des vivres du dehors. Lorsque, après trois mois de séjour à Liège, il fut transféré à Sennelager, il dut y entrer aussitôt à l'infirmerie, avec 39 degrés de fièvre, et il y resta en traitement pendant plusieurs mois. M. Jean Servais, qui n'a été qu'un mois à la Chartreuse, nous affirme que, torturé par la faim, il a mangé de l'avoine qui restait dans les mangeoires des chevaux

CHAPITRE XI.

LA PRISON DE SIEGBURG

L'ordre intérieur de la prison de Siegburg se résume dans les traits suivants .

Les détenus devaient travailler à des ouvrages manuels, à moins de payer une pension de 1 mark par jour au profit de l'établissement.

Ils portaient indistinctement la tenue de forçat.

La nourriture était insuffisante et mauvaise et les soins médicaux laissaient, de même, fort à désirer.

M. H. de Radiguès de Chennevières, dont nous suivons surtout la déposition ⁽¹⁾ pour formuler ce jugement d'ensemble, nous fournit les détails qui suivent

La nourriture se composait principalement d'une soupe au rutabaga ou à la choucroute, ou d'un mélange des deux avec des pelures de pommes de terre à peine lavées , au fond de la soupe il restait un résidu de terre et de sable. La soupe était à la morue le mardi et aux crevettes conservées le vendredi ; parfois elle contenait des petits poissons conservés et non nettoyés. Ces poissons dégageaient une odeur si mauvaise, qu'on était obligé de les laver dans six ou huit eaux successives. Deux fois par semaine, il y avait une soupe à l'orge qui était considérée comme un régal. La ration de pain est descendue de 300 gr. à 250, puis à 205 en enfin à 190 gr.

Une partie importante des colis était volée. Le témoin en a reçu quatre sur plus de vingt qui lui ont été envoyés par son fils,

(1) Cette déposition est faite conjointement pour les prisons de Rheinbach et de Siegburg , elle fait l'objet de l'annexe N° 104

et dix-huit sur la grande quantité de ceux que sa femme lui a adressés en dix-sept mois de temps. Il rapporte les plaintes des co-détenus peu fortunés dont les familles s'imposaient de gros sacrifices pour les ravitailler ; l'un d'eux, alors que les siens avaient dépensé plus de trois cents francs en colis, n'en reçut rien. Le témoin ajoute que le pain contenu dans les envois, ainsi que le savon, étaient régulièrement volés

En novembre 1916, la direction fit passer une circulaire émanant du kommando de Wahn et défendant de parler dans les lettres, sous peine de les voir arrêter, de la confiscation du pain.

De plus, l'accord entre les belligérants sur l'approvisionnement des prisonniers alliés en biscuits, par les soins de leurs gouvernements, qui reçut ses effets à la prison de Freinditz le 16 septembre 1916 et à celle de Cassel le 5 décembre, ne fut exécuté à Siegburg qu'à partir du 24 mars 1917. Quant aux abonnements de pain, payés par les familles des détenus en Hollande et en Suisse, les intéressés en furent entièrement frustrés.

Dans l'ensemble, l'alimentation des prisonniers restait ainsi au-dessous du nécessaire, et le témoin estime que ces conditions d'existence ont été mortelles ou au moins très préjudiciables pour beaucoup.

De nombreux prisonniers ont maigri de 20, 25 ou 30 kg. Du premier janvier au 13 mars, il est mort à la prison de Siegburg 10 prisonniers politiques belges et français. Parmi ceux-ci, figure M. Collinet, âgé de 26 ans qui fut trouvé mort dans son lit avec un rutabaga entamé. Les prisonniers affamés mangeaient en effet des rutabagas, des choux blancs ou des pommes de terre crues qu'ils parvenaient à dérober

M. Pochet ⁽¹⁾ a été obligé de travailler à Troisdorf à une entreprise d'agrandissement d'une fabrique de munitions où les gardiens battaient les prisonniers et les privaient de nourriture sous prétexte qu'ils fournissaient un travail insuffisant. Étant malade et n'ayant pas été exempté par le médecin, il a été frappé et renvoyé à son kommando avec une demi-ration de vivres. Comme il ne pouvait résister au travail qu'on lui donnait, il fut mis au cachot le soir sans recevoir de nourriture. A sa nouvelle demande d'exemption, les mêmes faits se reproduisirent. Ce n'est qu'après complet épuisement qu'il obtint cette exemption. Aux mêmes travaux de Troisdorf il a vu mourir de froid et de faim M. Caudron et un prisonnier dont il ignore le nom. Il confirme que M. Collinet a été

(1) Annexe N° 95.

tué par l'excès de travail et le manque de nourriture. Le témoin lui-même est, depuis sa captivité, atteint de tuberculose pulmonaire et a dû être reçu au sanatorium de Mont s/Meuse. Le régime des travaux forcés était appliqué même aux femmes. Mme Van Houte, épouse Boecke ⁽¹⁾, condamnée pour avoir fait passer en Hollande des hommes en âge de faire le service militaire, a dû travailler pendant vingt-deux mois, soit aux munitions, soit à l'agriculture. Elle a même été brûlée par l'explosion d'une chaudière dans une usine. Quand elle refusait de travailler, elle était mise au cachot avec réduction de la ration de vivres aux trois quarts, il en fut ainsi une fois du 31 mai 1918 au 20 juillet, une autre fois pendant huit jours.

Mme Callewaert ⁽²⁾ a été également forcée, par la privation de nourriture, au travail des munitions.

Mlle Marie Verhenne ⁽³⁾ a été près de 7 mois et demi en cellule. Elle se plaint d'avoir souffert de la famine. Elle se plaint aussi d'avoir dû subir la promiscuité avec les prisonnières de droit commun.

Parmi les procédés des gardiens envers les prisonniers, mentionnons que le gardien Kurth, quand il conduisait les prisonniers à la promenade, s'ingéniait à leur faire faire cette promenade dans les conditions les plus pénibles; il conduisait à dessein les prisonniers par les chemins où il y avait du verglas; il les empêchait d'aller au soleil en hiver et à l'ombre en été (déposition de M. De Coninck) ⁽⁴⁾

Nous avons mentionné le fait que les prisonniers étaient forcés au travail, même quand ils étaient malades, ils ne réussissaient pas, en effet, à obtenir que les médecins les exemptassent. Un autre fait vient à l'appui de celui-là. même les malades reconnus tels, ne recevaient pas les soins voulus. Le baron Pierre Verhaegen rend le Dr Hohn responsable (avec le directeur de la prison) de cette absence des soins médicaux les plus élémentaires qui ont entraîné la mort de plusieurs prisonnières ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ Annexe N° 96.

⁽²⁾ Annexe N° 97.

⁽³⁾ Annexe N° 98.

⁽⁴⁾ Annexe N° 99.

⁽⁵⁾ Comme nous n'avons pu demander à M. le Baron Pierre Verhaegen sa déposition sous serment sur les faits les plus graves, parce qu'il n'en a pas été le témoin personnel, nous nous bornons à renvoyer à son volume : *Souvenirs d'un forçat de la guerre*. Editeur Van Derpooten, rue de la Cuiller, Gand.

Mlle Alida Marien ⁽¹⁾ nous rapporte en détail comment son mal put s'aggraver faute d'aucun remède. Arrêtée le 25 janvier 1917, elle avait eu les pieds gelés après quinze jours de détention, c'était le rude hiver de 1917 et elle n'avait eu alors, pour se préserver du froid, qu'une seule couverture. Au mois d'avril, ses jambes commencèrent à gonfler. En août, alors que, sa condamnation prononcée, elle était envoyée en Allemagne, elle ne pouvait déjà plus plier les genoux. Pour tout traitement on lui ordonna 6 jours de repos au lit. Un peu plus tard de nouveaux symptômes se déclaraient. Mlle Marien se rendait chez le docteur, mais celui-ci qu'on appelait à la prison « le fossoyeur », parce que plusieurs prisonnières étaient mortes faute de soins, la renvoyait toujours en ces termes « C'est fini, sortez ». Ce n'est qu'au mois de juin 1918, comme l'inflammation dépassait le mollet et prenait la couleur cramoisie, que le docteur ordonna le repos et des pansements. Mlle Marien apprit indirectement qu'elle était atteinte de phlébite. Elle était à peine un peu remise, que, le 12 août 1918, elle fut transférée à Delitzsch sur la frontière russe, où elle resta jusqu'à l'armistice.

Prisonnière à Siegburg, en 1917 et en 1918, Mlle Marien fut forcée au travail, en dépit de son état de santé. Elle devait se rendre pour cela dans une fabrique, distante d'un quart d'heure de marche du camp. Un jour, au retour de ce travail le cas de Mlle Marien fut jugé tellement grave, qu'elle dut garder le lit pendant plus d'un mois. L'affection était devenue incurable.

Il y a lieu de rapprocher de ce témoignage celui de Mme Calwaert qui, parlant du Dr Wegler, dit qu'il a bien des victimes sur la conscience.

Il nous reste à relater les circonstances dans lesquelles est mort M. Paul Marie Knapen, âgé de 16 ans quand il fut condamné à un an et demi de prison pour complicité dans le service des communications par la frontière. Le père de M. Paul Knapen, M. Ulysse Knapen, ancien officier de cavalerie, était, en même temps, condamné à mort comme membre du service de renseignements anglais (sa peine fut commuée en celle de travaux forcés à perpétuité) et sa mère, condamnée à un an de prison. M. Knapen père, fut envoyé à la prison cellulaire de Celle (Hanovre) au milieu de criminels, tous condamnés de droit commun, Mme Knapen subit sa peine à Bruges; le fils, à Siegburg.

M. Ulysse Knapen ⁽²⁾ accuse les Allemands d'avoir causé la

⁽¹⁾ Annexe N° 100.

⁽²⁾ Annexe N° 103.

mort de son fils par les souffrances physiques et morales résultant de ce que, dans la prison, ce dernier avait été séparé complètement de ses compatriotes et forcé de vivre avec les détenus de droit commun allemands, de ce que son isolement avait été renforcé par le fait qu'il ne recevait aucune lettre de son père ni de sa mère, enfin de ce que la nourriture était insuffisante et malsaine et de ce que le jeune homme n'a pas reçu les soins médicaux voulus.

Ces faits nous sont confirmés par le témoignage du frère Marcel Léon de Louvain qui nous fait connaître ce qui suit ⁽¹⁾ M Paul Knapen, sujet belge et détenu politique, fut assimilé aux prisonniers allemands détenus de droit commun et cela pour le motif qu'il n'avait pas 18 ans. En effet, les prisonniers qui n'avaient pas cet âge devaient suivre des cours qui se résumaient, dit le témoin, dans l'étude de quelques chants patriotiques allemands, ou dans le récit de quelque histoire insipide.

Sous prétexte de recevoir cet enseignement, destiné, semblait-il au relèvement des jeunes gens ayant donné des signes graves de précocité dans le crime, M Paul Knapen, dont le témoin vante l'honnêteté rare, fut jeté au milieu de jeunes gens, tous des délinquants, et privé du réconfort moral que les prisonniers politiques retiraient du contact qu'ils avaient entre eux. Tout à fait à la fin, les instances des autres prisonniers obtinrent qu'il pût participer à leur promenade, le dimanche seulement. Malgré qu'il fût possesseur d'une somme de plus de 200 marks (qui d'ailleurs lui fut enlevée), Paul Knapen dut travailler dans sa cellule à la réfection de paniers d'obus, obligé de terminer chaque jour la tâche assignée le matin.

La nourriture insuffisante et la dépression morale altérèrent la santé du jeune homme. La grippe régna dans la prison en juillet 1918. M Knapen tomba malade et celui qui remplissait les fonctions de docteur le déclara atteint de gastrite. Pour tout traitement il lui ordonna de garder la cellule et lui fit donner la soupe des malades, qui était la même que la soupe ordinaire, mais un peu mieux préparée. Il bénéficia de ce traitement durant 8 jours.

A partir de ce moment la santé du patient parut visiblement affaiblie. Quand les prisonniers furent délivrés, lors de la révolution, il put gagner Liège; mais là il dut se faire recevoir à l'hôpital de Bavière. Il résulte d'un certificat médical de la clinique du Dr. Beco qu'il y est décédé le 10 janvier 1919 de septicémie staphylococcique.

(1) Annexe N° 102.

CHAPITRE XII

LA PRISON DE RHEINBACH

La prison de Rheinbach a reçu bon nombre de prisonniers politiques belges, pris parmi ceux qui étaient condamnés aux peines les plus sévères et appartenant, en partie, à la magistrature, aux professions libérales ou au clergé

Ils étaient cependant assimilés en tout point aux forçats allemands M de Radiguès de Chennevière ⁽¹⁾ expose que, dès leur arrivée ils étaient fouillés et dépouillés de leurs vêtements, obligés de se déshabiller complètement devant l'économe de la prison et ses aides, et de passer au bain dans la même chambre ; après quoi ils revêtaient le costume des prisonniers. Puis on les tondait complètement : cheveux, barbe, moustache, et ils étaient mis en cellule. Personne n'échappait à la règle, et c'est ainsi que M Herman, curé-doyen d'Orp-le-Grand, âgé de 65 ans, pour ne citer que lui, a dû subir le bain et le rasoir.

On était mis d'abord, dit M de Radiguès de Chennevière, dans une cellule de 13 pieds de long sur 4 de large, on n'obtenait qu'une heure de sortie au bout de huit jours. Puis on entrait dans des cellules de 13 pieds sur 8. Les prisonniers politiques avaient toujours pour voisins des forçats allemands, et la même alternance était observée à la promenade, qui avait lieu dans la cour de la prison. Les prisonniers suivaient le chemin de ronde, à la file indienne, à 5 mètres l'un de l'autre.

L'assimilation des détenus politiques et des forçats a été complète jusqu'au début de 1916 ; un arrêté y a apporté alors certains adoucissements ; les premiers ne furent plus obligés d'être tondus ni de porter le costume de forçat (Déposition de M Claesens) ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Annexe N° 104.

⁽²⁾ Annexe N° 105.

Le régime ne comportait pas seulement l'assimilation, mais dans certains cas la promiscuité avec les criminels allemands. Le même témoin, M. Claessens, a travaillé pendant un an et demi au bureau de l'économet en compagnie d'un forçat condamné à quinze ans de travaux forcés, pour nombreux vols avec effraction. Il ajoute que certains prisonniers ont dû loger dans la même cellule avec des forçats. Ce n'est que vers la fin, et sur les instances réitérées des prisonniers politiques, qu'on les a mis dans des sections séparées. M. Kistenberg ⁽¹⁾ observe enfin, qu'outre l'assimilation et la promiscuité, il y avait le fait que certains gardiens, notamment les gardiens Putz, Odenthal, Engels et Horscheid, se plaisaient à humilier les prisonniers politiques en présence des forçats. Les détenus subissaient aussi des actes de violence de la part de leurs gardiens.

M. Denis ⁽²⁾ rapporte que, le troisième jour de son arrivée, il se sentait malade par suite des mauvaises conditions d'hygiène; l'ayant déclaré au gardien Engels, celui-ci, sans autres explications, lui donna sur la tête des coups de poing tels, qu'ils occasionnèrent dans la suite une surdité qui est, d'après les médecins spécialistes, évaluée à la perte des trois quarts de l'ouïe normale; le gardien força ensuite M. Denis à se rendre à l'atelier. M. Dettileux ⁽³⁾, confirme le fait, en ajoutant que Engels s'est rendu coupable d'actes de brutalité envers d'autres prisonniers encore.

M. le notaire Verstraeten ⁽⁴⁾ accuse le gardien Schaller d'avoir été toujours de la plus grande arrogance et d'une extrême brutalité envers tous les prisonniers politiques. Je puis, dit-il, affirmer moi-même notamment, que Schaller allait trouver les prisonniers dans leurs cellules, et là, les frappait à coups de poing, de pied ou de clef. Il faisait cela même le soir, alors que les prisonniers se trouvaient dans leurs cellules pieds nus et en chemise, incapables de se défendre. Il a donné un soir des coups de botte à un homme de Jupille, le frappant dans les parties sexuelles, en sorte que la victime avait celles-ci complètement gonflées et était incapable de marcher. M. Denis parle également d'un prisonnier qui pour avoir regardé par la fenêtre reçut du gardien Schaller des coups de pied dans les parties sexuelles et dut garder le lit pendant quinze jours; M. Kistenberg affirme aussi que le gardien Schaller était brutal.

(1) Annexe N° 106.

(2) Annexe N° 107.

(3) Annexe N° 108.

(4) Annexe N° 109.

M. le notaire Verstraeten cite encore un autre garde, Sion, qui a frappé les prisonniers et en particulier M. Mahy, à effusion de sang ; la même déposition est faite par M. Kistenberg, qui dénonce aussi pour vol et brutalités le gardien Sulle lequel se vantait d'avoir participé au pillage de Louvain.

Il y a lieu de mentionner encore une déposition collective émanant de MM. Dewandre, Drossaert et Servais ⁽¹⁾ et concernant le nommé Schaeffer, gardien à la prison de Rheinbach, mais relative au commandement qu'il a exercé au kommando de Grevenbroich. Il fut, déclarent-ils, brutal au possible M. Drossaert, pour n'avoir pas été prêt au moment de la corvée d'eau, a été mis au cachot pendant douze heures, par un froid de quinze degrés sous zéro. Schaeffer laissait exercer le pouvoir dans le kommando par un forçat de droit commun allemand nommé Satory, qui frappait régulièrement les prisonniers. Les mêmes témoins se plaignent de la brutalité du gardien Putz, également de la prison de Rheinbach.

Dans le même ordre d'idées, il y a lieu de signaler que la peine de la mise aux fers pendant plusieurs jours était appliquée dans la prison de Rheinbach aux prisonniers ayant tenté de s'évader. M. Misseleyn ⁽²⁾ y a été soumis pour ce motif, du samedi au mardi (ou peut-être au lundi — le témoin ne pourrait l'affirmer en toute certitude, mais c'est l'un ou l'autre de ces deux jours). Sur le fait de la peine des fers en général nous avons les dépositions de MM. Van Es, Dubois et Van Schoote ⁽³⁾. M. Van Schoote s'est vu infliger la même peine pour avoir ouvert sa fenêtre un peu plus largement que ne le permettait le règlement. Il n'a pas dû la purger, mais il a, en échange, été battu.

Il est un abus dont les prisonniers se plaignent avec plus d'insistance encore : c'est le régime de famine auquel ils ont été soumis. Ce n'était pas le cas dès l'origine. Il ne nous est pas possible de préciser le moment où la nourriture devint mauvaise et insuffisante ; M. Kistenberg le situe vers le milieu de 1915 ; M. Claessens estime que les plaintes ne sont légitimes qu'à partir du milieu de 1916. Quoi qu'il en soit, il est certain que, de là à la fin, la quantité et la qualité des aliments ont été absolument inférieures à ce qui était requis. Pour ce qui est de la qualité, passant sous silence les

⁽¹⁾ Annexe N° 110

⁽²⁾ Annexe N° 111

⁽³⁾ Annexes N°s 112, 113 et 114

qualificatifs employés par les témoins et nous tenant aux faits précis, nous notons ce qui suit. M. Van Es affirme que les vivres existant dans les magasins en quantité suffisante, n'étaient distribués qu'au moment de leur corruption. M. Misseleyn et M. Van Schoote nous parlent aussi de vivres qui furent distribués alors qu'ils étaient corrompus. M. Claessens parle de soupes dans la composition desquelles entraient des moules et du phoque en putréfaction. Pour ce qui est de la quantité des vivres, les témoins s'accordent à dire qu'ils ont souffert de la faim, et qu'ils n'ont pu se sustenter qu'à l'aide de la partie des biscuits du gouvernement belge et des colis qui ne leur était pas dérobée. Il y eut également des suppressions de biscuits sous prétexte de reprèsailles contre le traitement qui était infligé aux prisonniers allemands en France. « En 1917 et en 1918, dit M. Claessens, la nourriture était insuffisante à tel point que, sans les biscuits du gouvernement belge, un très grand nombre de prisonniers seraient morts de faiblesse. L'infirmerie, à ce moment-là était trop petite, et une section de la prison y a été annexée. Tous ces malades avaient l'oedème provenant du manque de nourriture » M. le juge Libiez ⁽¹⁾ dit que « de nombreux prisonniers sont morts de faim ou en grande partie de faim, et que d'autres, bien plus nombreux, ont été atteints de hernies et d'éventration, par suite du relâchement des tissus abdominaux, provoqué par l'amaigrissement et les efforts qu'ils devaient faire pour évacuer, l'absence d'aliments rendant, par dessiccation, les évacuations très pénibles. La faim était telle, notamment lors de la suppression des biscuits, que j'ai vu des camarades, chargés de porter au chien de cour sa nourriture, reprendre dans le chenil, pour eux-mêmes, des os déjà rongés par le chien ».

M. Dubois déclare que plusieurs prisonniers sont morts de faim, l'un d'eux après avoir mangé des pommes de terre gelées et crues.

Nous devons, dans ce cas comme dans les autres du même genre que nous avons relevés ailleurs, insister sur la part de responsabilité incombant directement à l'autorité supérieure. Il est rigoureusement établi, dans l'espèce actuelle comme dans beaucoup d'autres, que l'alimentation des prisonniers, fort inférieure à ce qu'elle aurait dû être en général, devenait absolument insuffisante quand elle n'était pas complétée par les biscuits du gouvernement belge et par les colis de vivres. Or, les Allemands

(1) Annexe N° 115.

ont supprimé ces suppléments de nourriture pendant des périodes prolongées. (M. Libiez précise qu'une fois l'interdiction dura de janvier ou février 1918 au 11 mai, M. Misseleyn parle d'une suppression qui dura un mois et demi, M. Dubois d'une suppression de plusieurs mois; M. Van Schoote a été privé personnellement de biscuits du 22 mars au 8 mai) Ils ne peuvent invoquer la pénurie de vivres qui régnait dans leur pays en conséquence du blocus, puisque les vivres en question étaient fournis par le gouvernement ou les œuvres belges; c'est donc dans la seule intention de nuire que les autorités allemandes ont fait subir à leurs prisonniers un régime de véritable famine, au point que M. Libiez y voit la cause directe, ou au moins partielle, de la mort d'un certain nombre de prisonniers et d'une véritable déchéance physique des autres, manifestée par de l'éventration et des troubles généraux de la santé, troubles tels que M. Henri Vincent ⁽¹⁾ nous déclare, le 20 septembre 1919, que, rendu à la liberté à l'âge de 60 ans, il ne peut plus, par suite des privations, exécuter aucun travail, ni même presque plus marcher. Et l'on ne retiendra pas un instant comme sérieux le motif de représailles qui était invoqué, (les prisonniers allemands en France ne recevant pas, prétendument, assez de pain), car pareilles représailles ne pouvaient être appliquées que toutes conditions égales. Les vivres belges étant devenus, par l'insuffisance même de ce que l'Allemagne fournissait, la partie essentielle de la nourriture des prisonniers (contrairement à ce qui se passait en France), il ne pouvait plus être permis sous aucun prétexte d'en priver ceux qui en dépendaient pour vivre.

Il est difficile d'établir, pour le surplus, le rôle des autorités dans l'insuffisance des aliments fournis par la prison. M. Dubois affirme qu'en 1917 le service allemand du ravitaillement de Rheinbach a pu récupérer plusieurs wagons de pommes de terre sur les quantités destinées aux détenus. D'autre part le personnel allemand s'appropriait une autre partie des vivres à titre privé. M. Kistenberg accuse de vol le Dr. Ch. Rath, alors aumônier de la prison, et depuis directeur, qui, en particulier, s'est emparé d'une grande partie des vivres, que la femme du témoin avait apportés à ce dernier, en lui rendant visite. M. Henri Vincent, d'autre part, a reçu, en deux ans, 12 colis au lieu de 48, qui lui ont été envoyés, et il mentionne qu'il manquait toutes les semaines 16 à 25 biscuits belges, dont, par contre, dit M. Kistenberg, les gardiens et les forçats allemands étaient abondamment pourvus.

(1) Annexe N° 116.

Les soins médicaux prêtaient également à critique. M. Kistenberg dépose que, d'une part, le docteur allemand Geehraertz restait en défaut de traiter les malades comme il eût fallu, que d'autre part les malades étaient brutalisés, en particulier par le gardien Engels M. Dubois qui, personnellement n'a pu obtenir les médicaments nécessaires qu'en les payant, accuse le service médical d'avoir causé la mort, faute de soins, de M. Willot, professeur à l'Institut Pasteur de Lille. Nous avons reçu, sur ce cas, des renseignements plus précis de M. Auguste Dislaire, maire de Rieux qui déclare ce qui suit ⁽¹⁾. Le Dr Willot, devant subir une intervention chirurgicale, fut transporté à Bonn, où l'opération qui avait déjà été retardée sans motif pendant plusieurs mois, fut faite dans de mauvaises conditions. Une heure après on enlevait le malade de sa couchette et on le ramenait épuisé à Rheinbach. Comme il se trouvait ainsi dans sa cellule, son pansement, mal fait, était tombé ; il baignait dans son sang. Le médecin de la prison, dont le cabinet de consultation était en face de la cellule de M. Willot, refusa systématiquement de voir celui-ci, le livrant au soin d'un « calfat » déserteur allemand, qui l'assistait par humanité. Le témoin, qui ignore le nom du médecin, ajoute que celui-ci se comportait de la même façon envers les autres détenus malades. Nous citons exceptionnellement le cas qui concerne un prisonnier français, parce qu'il vient soutenir la déposition de M. Vincent qui déclare également qu'on laissait mourir les malades faute de soins, ainsi que celles de plusieurs témoins qui signalent qu'il n'y avait d'autres médicaments que la teinture d'iode.

(1) Annexe N° 117.

ANNEXES

AU

RAPPORT SUR LES VIOLATIONS DU DROIT DES GENS

A L'ÉGARD DES PRISONNIERS DE GUERRE

ET DES PRISONNIERS CIVILS BELGES

I. Le camp de Senne.

ANNEXE N° 1

Déposition (1) de M Joseph Boscret, domicilié à Embourg, Président du Comité de Secours du camp de Senne.

Le logement était tout à fait défectueux, particulièrement en 1914/15 et 1918. Au début les prisonniers étaient logés à raison de 200 à 300 hommes dans des baraques construites pour un grand maximum de 160 hommes. Il n'y avait ni lits, ni tables, ni bancs, ni chaises, ni armoires. Les paillasses, infectes et souvent remises à raison d'une pour 2 ou 3 hommes, étaient étendues directement sur le plancher pour la nuit ; repliées en deux pendant la journée, elles servaient de sièges. L'éclairage et le chauffage étaient tout à fait insuffisants. Deux couvertures de coton, dont l'épaisseur minimale rendait l'efficacité illusoire, étaient remises à chaque prisonnier. Les premiers lits furent placés vers le 15 février 1916, les tables, bancs, armoires suivirent petit à petit.

Les baraques, construites en bois d'une seule cloison, étaient revêtues de carton goudronné, élevées à environ 10 cent. du sol et munies de fenêtres.

En 1918 particulièrement, leur état était déplorable et rien, ou presque rien, n'était fait pour les remettre en état. Les toits étaient transpercés, forçant les prisonniers à suspendre au plafond, gamelles et boîtes à conserves, pour que la pluie ne tombât pas sur eux ; une grande partie des fenêtres avaient leurs vitres brisées ; les parois laissaient passer l'air par de nombreux endroits dépourvus de caïton.

La nourriture était toujours insuffisante et infecte. La situation alla en empirant avec le temps, au point que, souvent, les prisonniers, malgré leur faim, n'allaient point la prendre. Un contrôle établi par des prisonniers a révélé que, pour certaines soupes, 8 à 10 prisonniers (des Russes à moitié morts de faim) s'étaient présentés sur un effectif de près de 2000 hommes. A part la ration de pain, on peut presque considérer comme nulle la nourriture fournie à partir de fin 1917.

L'opinion générale des prisonniers qui s'occupaient de l'organisation du camp attribuait cet état de choses aux causes suivantes :

- 1°) Insuffisance et mauvaise qualité des denrées fournies par la commandantures ;
- 2°) Vol d'une partie de celles-ci par le lieutenant (nom inconnu) placé à la tête du service des cantines ;

(1) Affirmée sous serment le 16 août 1920 devant M. le Juge de paix de Fléron.

3°) Préparation systématiquement mauvaise de ces aliments, les matières susceptibles d'être mangées étant par principe mélangées à des denrées immangeables ou avariées, de cette façon les autorités allemandes pouvaient récupérer des quantités plus grandes de soupe non utilisée, celle-ci servait à l'engraissement des porcs dont ces autorités faisaient l'élevage à leur profit personnel, le surplus étant vendu à des fermiers des environs

La promiscuité était des plus écœurantes. Systématiquement les Allemands mélangèrent dans les compagnies, aux éléments honnêtes, toute la lie de la populace qu'ils retiraient des grandes villes par lesquelles ils étaient passés

Ils amenèrent ainsi à Senne les contingents des prisons centrales de Looz (Lille) et Varsovie. Des personnes des plus honorables étaient obligées de dormir à côté de ces éléments.

Les actes de la plus abjecte immoralité et les vols étaient chose courante dans les baraques et ce particulièrement en 1915 et 1916.

Les effets de cette présence furent particulièrement terribles sur les jeunes gens de 15 à 18 ans, qui, pris à la frontière, furent amenés au milieu de cette tourbe.

Les traitements les plus pénibles infligés aux prisonniers virent le jour en 1914 et 1915.

A mon arrivée au camp, un mieux considérable était survenu à la suite de la visite d'un envoyé américain.

La situation s'améliora continuellement, grâce à l'action prépondérante prise par les organismes créés par les prisonniers placés à la tête des compagnies, les chefs des différents services et le Président du Comité de Secours.

Ce dernier organisme parvint à limiter au strict minimum, au point de vue de l'organisation disciplinaire du camp, les rapports directs entre les prisonniers et les Allemands

Il recevait les ordres des autorités allemandes, les discutait, s'il y avait lieu, et se chargeait d'en assurer l'exécution pour autant qu'ils étaient réalisables et n'étaient point en contradiction avec le droit des gens.

Son activité fut particulièrement précieuse dans l'organisation des corvées du camp, réclamées par les Allemands, corvées qui auparavant étaient toujours la cause de coups et de représailles.

Avant 1916, il convient de noter — mais je ne connais moi-même ces faits que par ouï-dire — deux espèces de peines disciplinaires :

1°) Le prisonnier puni devait porter un sac contenant un certain nombre de briques ; des soldats le forçaient à courir et à sauter au dessus d'un ruisseau traversant le camp et ce, jusqu'à ce qu'il tombât inanimé sur le sol.

Le personnel de l'infirmerie était alors appelé et le prisonnier était promené sur civière à travers le camp.

2°) Le prisonnier, dénué de ses vêtements, était étendu sur le toit d'une baraque en plein soleil, le goudron, fondant, déglutinait le long de ses membres.

Remarquons au surplus la facilité avec laquelle les coups de pied, de poing, de crosse, de plat de sabre, voire même de bayonnette étaient distribués, la rigueur du poteau, des cachots et des arrêts dont je parlerai ci-après

A partir de 1916, il ne reste plus à noter comme châtimement habituels :

1^o) *Le poteau* · Les prisonniers souvent nombreux, étaient alignés devant la baraque servant de cachot, une position déterminée leur était enjointe, droite, courbée ou accroupie. Interdiction leur était faite de porter pardessus, voire même veston et chapeau, lorsqu'il gelait, neigeait ou pleuvait. Au moindre mouvement qu'ils faisaient, le geôlier leur administrait des coups de baguette, de poing ou de plat de bayonnette

2^o) *Les arrêts* Les hommes punis étaient enfermés dans une chambre commune, dans une promiscuité souvent terrible, qui faisait que d'aucuns préféraient le cachot. Ils ne pouvaient recevoir leurs paquets et devaient se contenter de la nourriture allemande (les prisonniers parvenaient heureusement à enfreindre cette règle, grâce aux secours de leurs camarades non punis). Ils devaient loger sur la planche, sans paille (ou avec une paille tous les trois jours) avec deux couvertures de l'administration allemande

3^o) *Les cachots* C'étaient des cellules, ménagées dans une baraque pouvant avoir 2,50 sur 1,50 mètres, éclairées par une petite fenêtre. Le froid y était extrême en hiver (un seul poêle pour toute la baraque), comme la chaleur en été. Les prisonniers ne pouvaient rien recevoir de leurs colis ni de leurs correspondances, voire jusqu'en 1918, de leurs biscuits.

La ration de pain était légèrement augmentée, mais la soupe ne leur était distribuée que tous les deux ou trois jours.

Ils ne pouvaient conserver leurs vêtements, pendant la nuit, ils devaient se contenter des deux couvertures réglementaires. Ils n'avaient point de paille, sinon, pour certains, une tous les trois jours.

A la moindre infraction, des coups leur étaient distribués, même en 1916-1918, j'eus l'occasion d'entendre des prisonniers crier de douleur.

Dans des cas plus rares des coups furent encore distribués dans le camp à des prisonniers, je ne pense pas que ces cas isolés méritent une spéciale attention.

L'état sanitaire était des plus défectueux.

Les latrines étaient pour une part des plus rudimentaires : deux barres de bois parallèles disposées au-dessus d'un canal légèrement incliné vers une fosse centrale. Un simple toit protégeait cette installation.

Les fosses, surtout en 1918, étaient irrégulièrement vidées exhalant, par les temps de chaleur, des miasmes infects.

Des douches étaient mises à la disposition des prisonniers. L'autorité allemande, qui ne distribuait d'ailleurs pas de savon, ne veilla jamais à ce que les prisonniers s'en servissent régulièrement. Cette circonstance et les conditions de logement, expliquent l'invasion de

poux, qui infectaient les baraques jusqu'en 1916. Un service de désinfection fut enfin organisé, diminuant le mal dans de grandes proportions. L'épilation, qui l'accompagnait, fut faite sans précautions d'hygiène, avec des produits qui déterminèrent souvent des affections cutanées.

Le service de l'infirmerie manquait de tout. Les visites médicales furent toujours faites sans soins aucuns. Seule la présence des infirmiers et docteurs belges put éviter les suites funestes de cet état de choses. Les malades du « lazaret » ne durent leur guérison qu'au dévouement du personnel belge et allié et à l'aide aussi efficace que continue des comités de secours (il y a peut-être lieu d'excepter les docteurs allemands Behr et Dhondt, ce dernier de nationalité mal délinie, Belge ou Allemand). A part les deux docteurs que je viens de citer, il y a lieu de considérer comme à peu près nulle l'action des docteurs allemands. Notons aussi le peu de sérieux des visites passées en vue de l'internement en Suisse.

Depuis 1915 quatre transports seulement eurent lieu. La plupart des bénéficiaires de cette mesure n'étaient que peu ou pas malades, tandis que les tuberculeux restaient nombreux et mouraient dans les hôpitaux de Senne et Staumuhle.

Pour ce qui est du travail, en 1915, les Allemands auraient envoyé de force un certain nombre (pas très grand) de prisonniers en commandos, entre autres, aux mines de Werne.

Depuis mon arrivée, soit janvier 1916, ce fait, à ma connaissance, ne s'est plus renouvelé.

Dans certains cas particuliers et point nombreux, ils ont usé de pression et de menaces à l'égard de certains prisonniers pour les amener à signer un contrat de travail. Le prisonnier qui résistait était ordinairement quitte avec quelques jours d'arrêts et pendant quelque temps avec l'obligation de travailler, tous les jours, dans une corvée du camp.

En principe donc, le Commando n'était pas forcé, il était de deux sortes :

1°) *Commando ordinaire*. Le prisonnier conservait sa qualité de prisonnier. Il portait le vêtement découpé, logeait dans une baraque attenante à l'usine, était nourri par l'autorité allemande. Sur son salaire étaient retenus les frais de nourriture et logement, voire même également ceux relatifs au poste qui devait garder les travailleurs. Ordinairement les prisonniers, employés dans ces conditions, ne travaillaient pas directement à des buts de guerre, sinon peut-être, à Unterbarmen où ils étaient employés à la fabrication des grenades, (si j'en crois les dires de certains prisonniers). Les autres usines fabriquaient des pièces détachées qui, peut-être, d'ailleurs, en dernière analyse, pouvaient servir à l'armée : des écrèmeuses, des articles de poêlerie, etc. ; ou bien le prisonnier était astreint à des travaux de terrassement, de menuiserie, ou employé dans les fermes.

2°) *Commando libre*. L'autorité offrait plus rarement, aux prisonniers qui s'engageraient à travailler, la liberté dans une ville. Le prisonnier perdait sa qualité de prisonnier et était assimilé au civil allemand. Il pouvait circuler dans un périmètre fixé, était soumis à un

contrôle du bureau de police de l'endroit, jouissait de cartes de ravitaillement et logeait en dehors de l'usine.

Les évasions étant plus faciles des commandos que du camp, il est arrivé, plus d'une fois, que des prisonniers s'engageaient dans ceux-ci dans le but de s'enfuir.

Les prisonniers qui restaient au camp étaient pour une grande partie astreints à des travaux divers.

Au début les Allemands se chargeaient, chaque matin, de réunir le contingent, souvent important, des hommes dont ils prétendaient avoir besoin. Ils le faisaient sans admettre de sélection, prenant les malades comme les hommes valides, les intellectuels comme les ouvriers. D'où discussions, fuite des appelés, etc., qui se terminaient invariablement par des mesures de rigueur, coups, etc.

Le bureau civil organisa bientôt ces corvées, établissant un roulement, permettant souvent aux prisonniers l'obtention d'un jour ou deux de repos par semaine, écartant les malades, les vieillards et les notables, assignant les corvées aux hommes suivant leurs forces et leur état de santé.

Une moitié de ces corvées était faite dans l'intérêt du camp : vidange des latrines et des ordures, transport du charbon, du pain, des vivres pour la cuisine, etc., l'autre moitié se rapportait plutôt à l'entretien du camp des soldats allemands : travaux de charriage, épluchage de légumes, nettoyage, confection de paillasses, transport de matériel de guerre à la gare ou de la gare, entretien des toiles de tentes. Cette seconde catégorie de travaux forcés était donc à maintes reprises en contradiction avec les accords de La Haye et de Genève. L'intervention énergique du bureau civil parvint souvent à y mettre fin.

Les prisonniers désignés pour ces travaux partaient le matin entre cinq et sept heures, revenaient au camp vers 12 1/2 pour repartir vers deux heures et revenir vers 6 heures. D'aucuns ne revenaient pas à midi et étaient ravitaillés à l'endroit du travail. Certains touchaient une rétribution dérisoire de quelques pfennigs par semaine (trente à cinquante). Il y a lieu de noter également comme travaux, mais qui n'étaient pas dans l'intérêt du camp, des défrichements à côté de Klauscheid et des travaux de culture à Lippspringe (cinq à huit km du camp).

En règle générale, ces corvées n'étaient pas particulièrement dures.

Le camp fut, à plusieurs reprises, frappé de représailles, décidées prétendument en haut lieu pour répondre à des mesures prises par le gouvernement français. Le caractère odieux de ces représailles réside dans le fait qu'elles frappaient toujours les plus faibles, c'est-à-dire les malades : interdiction de distribuer des vivres aux malades du « lazaret », interdiction de distribuer des biscuits aux prisonniers non employés dans les corvées, c'est-à-dire, donc aux malades, vieillards, notables, intellectuels ; interdiction de cuire les aliments reçus dans des colis, au moyen de feux établis dans les baraques ou les chambrées d'adjudants ; fermeture du théâtre, suppression des jeux, etc.

Le camp possédait une troupe théâtrale et un orchestre. Vers le milieu de 1916, fut aménagée au camp une cantine, qui comprenait

une salle de spectacle. A plusieurs reprises ces divertissements furent interdits par représailles. Une bibliothèque fonctionnait assez normalement. Une école parvint par moments à s'organiser plus ou moins, malgré tous les ennuis que lui créèrent les Allemands.

Les prisonniers n'eurent pas trop à se plaindre du service des colis. Il durent subir à partir de 1917 la mesure générale de censure outre-mer qui, au début, s'exécuta souvent avec brutalité.

Le service du comité de secours parvint toujours à fonctionner, malgré les difficultés sans nombre que lui créèrent les Allemands.

Quant aux menées activistes, elles n'ont pas pris particulièrement d'essor durant ma présence au camp. En juin 1917 les wallons furent séparés des flamands et dirigés sur le bloc de Staumühle. Ils revinrent à Senne le 4 juillet 1917, tandis que les flamands partaient pour le camp de Munster.

Il est assez difficile d'établir les responsabilités des divers abus.

Il y aurait pourtant lieu de citer particulièrement :

1°) Le feldwebel Mergener (dit choléra), dans le civil commissaire de police à Ham ou Cassel (d'après oui-dire), sous les ordres duquel les punitions du port des briques et exposition au soleil étaient appliquées. C'était une brute accomplie, distribuant force coups de poing, de pied et de plat de sabre. Je puis moi-même affirmer avoir reçu le jour de mon entrée au camp, un coup de poing dans le dos, tandis qu'il me lançait son vélo dans les jambes. Il est resté au camp jusqu'en Février 1916.

2°) le sergent ou feldwebel, dénommé par les prisonniers « fil de fer », digne bras droit du précédent, particulièrement célèbre par ses coups de plat de sabre. Il a séjourné au camp pendant la même époque.

3°) le sergent, puis feldwebel Steiger, qui fit toujours preuve d'une brutalité toute teutonne, tant comme geôlier des cachots et poteaux, jusqu'en juillet 1916, que comme sous-chef de camp, jusqu'au commencement de 1918.

Les prisonniers battus, bousculés, secoués et frappés par lui ne se comptent pas. Lui-même ne cachait pas sa haine du prisonnier qui lui venait de ce que deux de ses fils étaient tombés au front.

4°) le sergent Schnadorst, portier du camp, qui s'est rendu plus d'une fois coupable de voies de fait contre les prisonniers, digne émule du précédent.

5°) le feldwebel Pemcut, sous-chef du camp, entre Mergener et Steiger, contre lequel il y aurait également moyen de relever des témoignages des prisonniers frappés par lui.

Quant à l'organisation générale du camp, l'autorité supérieure, la commandanture, eut successivement pour titulaire, les généraux von Bissing, von Roddewald, von Stuckgradt. Je n'ai point connu le premier ; le second a toujours semblé se soucier ni peu ni point du camp, le troisième eut un rôle plus actif et souvent néfaste. Plus d'une fois des prisonniers en reçurent des coups, auxquels n'échappaient d'ailleurs pas davantage ses propres soldats allemands.

Directement à la tête du camp, il y eut le lieutenant Wijnen. Son rôle fut plein de duplicité et très difficile à définir. S'il semble devoir être la cause de beaucoup d'irrégularités, il intervint pourtant à maintes reprises en faveur des prisonniers (surtout en 1917-1918) dans les débats avec la commandanture. Il autorisa et favorisa l'établissement du bureau civil. Néanmoins il reste évident que c'est à cause de sa scandaleuse négligence que des prisonniers furent livrés, particulièrement en 1915, à la brutalité de ses sous-ordres (Mergener, Steiger, etc.)

Pour être un peu complet, force m'est de citer le sergent Sauer, placé à la tête du service des colis et à la tête du camp vers 1918 après le départ de Steiger. Certains prisonniers eurent à se plaindre de lui et en reçurent même des coups. Le respect de la vérité me force à l'excuser dans une certaine mesure, vu les circonstances qui provoquèrent ses accès de colère, motivés ordinairement par une mauvaise volonté extraordinaire des prisonniers. Par son esprit droit et correct, il rendit beaucoup de services au camp.

ANNEXE N° 2

Déposition (1) de M. Paul Cleirens, 19, rue Sainte-Marie, à Liège

Parmi les Allemands chargés de coopérer à la direction du camp de civils de Senne et qui ont fait preuve d'une cruauté et d'une brutalité telles qu'elles semblent appeler une sanction, il faut citer en tout premier lieu :

1°) le Feldwebel Mergener, communément appelé « Choléra ». Ses principaux exploits datent de l'été et l'automne 1915, période à laquelle je n'étais pas encore au camp. Je me contenterai de résumer ici le tableau des supplices imaginés par ce bourreau et exécutés en sa présence et sous sa haute direction. Au dos un sac de briques, une brique dans chaque main et obligation, dans cet équipement, de descendre et de remonter les flancs d'un fossé profond d'un mètre, large de deux, jusqu'à ce que l'on s'abatte épuisé, moment auquel le dit Feldwebel intervenait à coups de trique pour vous faire relever. Ou bien, exposition au soleil, pieds nus sur le toit goudronné d'une baraque. Ou bien encore monter sur deux briques, être attaché à un poteau ; puis les briques étaient enlevées et vous demeuriez ainsi, suspendu jusqu'à ce que le bon vouloir du dit Feldwebel vînt vous libérer. Les appels duraient deux heures qui devaient être deux heures d'immobilité absolue, le moindre mouvement étant considéré comme une infraction grave et puni par un des supplices énumérés ci-dessus. Se rendre la nuit aux latrines était une expédition dangereuse, car les rondes de nuit circulaient sans cesse et poursuivaient avec acharnement tout qui, disaient-elles, « se promenait » la nuit. Ce régime de terreur, — qui coïncidait avec les victoires allemandes en Pologne — dut cesser après les arrivées de nombreux convois de prisonniers d'octobre et novembre 1915, le camp ayant dû être agrandi et le Feldwebel

(1) Affirmée sous serment le 21 août 1920 devant M. le Juge de paix du second canton, à Liège.

Mergener ayant dû renoncer à surveiller par lui-même toutes les victimes. Cet Allemand, auquel le Lieutenant Wemen déléguait véritablement ses pouvoirs, — à vrai dire plus par paresse, nonchalance et manque de volonté, que par méchanceté — ne connaissait pas un mot de français et exigeait que toute la correspondance de service (demande de renseignements, réclamations, etc.) fût rédigée en allemand, répondant arrogant à ceux qui ne possédaient pas cette langue (98 %) : « Lernen Sie Deutsch Die deutsche Sprache wird die Weltsprache sein. » Véritable incarnation du principe « la force prime le droit » ou du « Je suis allemand, tout m'est permis », il lut le créateur d'un régime qui ne prit fin qu'à son départ en Janvier 1916. (Pour références: MM E. et L. Deleers, Anderlecht.

20) Le Feldwebel Steiger, qui, d'après des dires répétés et peut-être exacts, exerçait dans le civil la profession de forain (patron ou mécanicien dans un manège de chevaux de bois ; certains précisaient chez Opitz) Il avait séjourné en Belgique avant la guerre, mais ignorait également le français. Je le connus d'abord comme préposé à la surveillance des arrêts. Le 1^{er} mai 1916 à la suite d'une discussion avec un chef de compagnie, je fus mis « au poteau » A ce moment-là, la peine en question consistait à être exposé au soleil nu-tête, la figure tournée vers la paroi goudronnée de la baraque des arrêts, les mains jointes derrière le dos, garder l'immobilité la plus absolue et rester ainsi sans manger de l'appel du matin, 7 heures, jusqu'à l'appel du soir, 19 heures Ce supplice fut maintenu en usage au camp pendant les trois années que j'y suis demeuré et nos efforts pour le faire remplacer par trois jours de baraque disciplinaire (Erziehungs Baraque, communément E. B) furent presque toujours infructueux. Or ce 1^{er} mai 1916, un autre prisonnier, le nommé Bens Frans, actuellement domicilié rue Engeland 265 à Uccle, fut ainsi condamné à stationner (stehen bleiben) devant les arrêts à mes côtés. Défense de parler et, je le répète, de manger. Vers 1 heure, Bens se souvint qu'il avait du chocolat dans sa poche et se mit à le grignoter Steiger qui surveillait, l'empoigna violemment et le conduisit à coups de poing dans une cellule vide des arrêts, où il le « passa » copieusement « à tabac ». Ceci n'est qu'un cas isolé. Le nombre de fois où Steiger fondit dans les rangs sabre au clair est incalculable. Coups de poing, coups de sabre, « passage à tabac » dans les cellules des arrêts, pas un jour ne se passa sans que l'un ou l'autre prisonnier ne vînt se plaindre auprès de nous. Le lieutenant, sans cesse mis au courant, lui adressait des réprimandes qui n'avaient d'effet que quelques jours, puis bien vite recommençait la pluie de coups de poing et de coups de sabre Je ne suis ici que l'écho d'une plainte unanime et générale. Un dimanche matin, un Allemand, par ordre de Steiger, tira des rangs de ma compagnie huit hommes coupables de s'être absentés du travail la veille. Les hommes réclamèrent auprès de moi, disant n'avoir pas été commandés. J'en réfère à leur chef de groupe, qui m'explique qu'ayant en effet mal compris mes indications, il ne les a pas envoyés en corvée et qu'il est seul responsable. Aussitôt je cours chez Steiger dont la chambre située en face de la baraque des arrêts, avait une fenêtre donnant sur l'endroit où stationnaient déjà les victimes. Steiger partait à la messe Je l'aborde, lui explique le cas et il accepte les explications ajoutant : « Qu'ils y

restent jusqu'à ce que je revienne de l'église » — « Mais puisque vous reconnaissez qu'ils sont innocents. » — « Oh ! ça ne leur lera quand même aucun tort » A plusieurs reprises le Feldwebel Steiger m'a dit ceci . « Il y a bien longtemps que n'ai plus eu personne au poteau et cela me manque à mon déjeuner » Cynisme, brutalité, cruauté, rien ne manquait à ce triste individu qui dirigea le camp en grand maître depuis fin juillet 1916 jusqu'au commencement d'octobre 1918.

3^o) Le sergent Schnadhorst dans le civil charpentier à Essen, préposé à la surveillance des arrêts en juillet 1916, lorsque Steiger quitta ce poste pour celui de chef de camp (le lieutenant Weinen ne fut jamais chef de camp qu'en titre) Ni cruel, ni cynique, mais foncièrement méchant et brutal, ne jouant pas de la baïonnette, mais menaçant du revolver, individu qui eût volontiers été un agent provocateur Il ne resta aux arrêts qu'un temps assez court, pour devenir bientôt sous-officier « de la porte » Son rôle consistait à surveiller la sortie des corvées, remettre aux sentinelles leurs billets de route et noter le nombre des prisonniers rentrants et sortants C'est dans cet emploi qu'il sut se montrer particulièrement féroce D'août 1917 à novembre 1918 j'exerçai les fonctions de « chef des travailleurs » c'est-à-dire que j'avais à répartir les hommes dans différentes corvées, établir journellement la liste des travailleurs d'après un rôle dressé pour chaque chef civil de compagnie et faire le pointage des sorties, en vue d'établir les listes de paiement hebdomadaire (paiements effectués avec l'argent provenant des recettes du théâtre) Cette fonction m'obligeait à me trouver à la porte aux côtés de Schnadhorst. Les vexations de tout genre, les tracasseries inimaginables, les ennuis incessants qu'il nous créa à mes collaborateurs et à moi, cela est indicible. Il ne frappait pas, il bousculait, il « bourrait », il renversait brutalement les uns sur les autres les travailleurs qui attendaient le moment où j'allais les appeler Il me souvient que le 11 janvier 1918, à la suite de pluies violentes succédant à plusieurs jours de gelée, l'entrée du camp, littéralement bloquée par de vastes mares, était devenue inaccessible Il poussa les travailleurs dans l'eau jusqu'à la cheville pour les obliger à se rendre en corvée. Cité pour ce fait devant le lieutenant par M. Pierre Giron (domicilié actuellement 22, avenue Milcamps à Schaerbeek) et par moi, il nous donna le plus formel démenti. Chaque jour les plaintes contre lui se renouvelaient.

Sans cesse à l'affût de victimes, il sévissait impitoyablement pour les moindres fautes et chaque samedi remettait à Steiger une longue liste de prisonniers, avec prière de les envoyer « stehen bleiben am Arrest » pendant toute la journée du dimanche Steiger lui-même se révolta contre ces répressions et me confia à maintes reprises que Schnadhorst était un homme méchant et insupportable Les bordées d'injures adressées aux prisonniers par Schnadhorst augmentaient de jour en jour notre connaissance de la langue : « Schweinhund, Drek-sack, schmierige Lumpe, verdammte Bande, verfluchte Kadetten », ne sont que quelques échantillons des plus ordinaires. Le soldat Muller, qui était son adjoint, était vraiment écœuré et finit par lier partie avec les prisonniers, m'avertissant en cachette des mauvais coups que projetait Schnadhorst. Celui qui en 1918 remplaça Müller partageait les

mêmes sentiments que ce dernier, Schnadhorst d'ailleurs était mé-
quemment qualifié par d'autres Allemands de « grob, gemein und
unertraglicher Hund ». Ces propos me furent plusieurs fois répétés par
les soldats Tolle et Gottfeld. Le 9 novembre 1918, jour de la révolution,
Schnadhorst lut particulièrement ivre. Vers 23 heures il fit une ronde
dans le camp accompagné de deux soldats du « Arbeiter und Soldaten
rat ». Je dus intervenir auprès du sous-officier Sauer pour faire cesser
les provocations et bagarres nocturnes qui provoquaient Schnadhorst.
Les deux soldats ne cachèrent pas l'ignominie de ce dernier. Nombre de
prisonniers ont été bousculés, terrorisés par cet ignoble individu qui les
faisait impitoyablement mettre au poteau sous des prétextes quel-
conques, alors que neuf fois sur dix ils étaient totalement innocents.

Je passe maintenant aux Allemands dont le rôle de bourreau ne
s'est pas étendu à tout le camp, mais bien à certaines compagnies seule-
ment ou à certains groupes de prisonniers.

1°) Wilhelm Metzler, préposé à la surveillance de la baraque de
discipline.

Il se fit constamment plaisir de frapper ces prisonniers qui étaient
pour la plupart des évadés faisant un stage à la dite baraque, en
attendant d'être transférés aux arrêts. Type de l'exalté, brutal et
nerveux, il ne se rendait guère compte de tout ce que sa conduite
avait d'irrégulier. Souvent nous le disions fou et communément nous
l'appelions « le toqué ». Presque tous les évadés ont été victimes de
ses accès de rage (Pour références : Jean Lohest, rue Ambiorix, Liège).

2°) Conraths, successivement chef de compagnie à la 18^e, 6^e, 4^e et 3^e,
dans le civil, paveur ; ami intime et exclusif de Schnadhorst, menteur
et méchant comme lui, aussi méprisé que lui par les autres Allemands.
Il fit de la 3^e compagnie, une vraie compagnie de discipline, baraqués
où les gens terrorisés vivaient dans la peur constante des pires puni-
tions. Cette compagnie devenait une geôle à ce point insupportable,
que beaucoup parmi les plus purement intentionnés, ne pouvant obtenir
leur changement de compagnie, préféraient émigrer au Kommando.

3°) Hagen, chef de la 4^e compagnie en 1918. Individu maigre,
maladif, nerveux, exalté, toujours prêt à tirer la baïonnette et frappant
de toute son énergie avec la rage subite du taureau fasciné par le rouge.
Cyniquement lâche, il aimait surtout à s'en prendre aux plus jeunes,
incapables de lui résister.

4°) Lang, chef de compagnie, exalté lui aussi, très fort, brutal,
considérant le « passage à tabac » comme le plus hygiénique des sports.
Se fit principalement remarquer dans un commencement d'émeute à
la 15^e compagnie, en juin 1916.

Je terminerai enfin ce rapport par quelques généralités.

1°) Le Service de Santé. Les médecins du « lazaret » furent en gé-
néral des hommes capables. Les maladies graves ont été soignées par eux,
et naturellement surtout aussi par les médecins belges et français, d'une
façon très satisfaisante. Quant aux soins quotidiens, je les ai souvent
jugés insuffisants. Les médicaments manquaient ou étaient réduits
à un minimum (iode, aspirine, opium) (Pour références : Van Rom-
paey, rue François Bossaers, 108, Bruxelles).

2°) Je dois aussi signaler les mesures prises pour envoyer des prisonniers de force au Kommando ou pour les envoyer en étapes. Au Kommando, ce fut fait fréquemment en 1915, entre autres moments, en septembre 1915, puis en juillet 1916. Les Feldwebel Mürgener et Steiger désignèrent les hommes qui devaient partir, recourant à leur propre arbitraire. Mais j'ai toujours supposé, qu'ici ils n'agissaient que d'après des instructions venues de plus haut. Si cela vous semblait nécessaire, je serais à même de vous donner de plus amples détails sur la façon dont il fut procédé en juillet 1916. Quant aux départs en étapes, ils eurent lieu de tout temps, mais si mon estimation est exacte, plus fréquemment les dernières années que les premières.

3°) Les traitements infligés en Kommando sont loin d'avoir été meilleurs que ceux infligés au camp. J'ai souvent recueilli des plaintes nombreuses. Au camp il y avait une autorité civile établie et reconnue par les Allemands, qui dans les conflits possibles pouvait intervenir et réclamer. Au Kommando, semblable organisation n'existait pas. Les mauvais traitements se répétaient sans cesse, les Kommando-führer étant les pires des geôliers. Je me contenterai de citer ici le Kommando-führer Feldwebel Zabel, qui, en 1918, devint directeur du Cinéma de Senne. Je ne saurais vous préciser quel était le Kommando qu'il dirigeait, les prisonniers en rentrant du travail y étaient battus comme des chiens et mis au poteau sans manger. Le dit Feldwebel Zabel qui ordonnait ces mesures, tira un jour à coups de revolver sur un Français nommé Moire Albert. Fréquemment ivre, il insultait sans raison les prisonniers et transforma le Kommando en question en véritable bagnie. Les faits que je viens de citer se sont passés entre septembre 1915 et septembre 1916 (Références : Hubert Burssens, à Montignies-sur-Sambre).

Je crois avoir donné suffisamment des indications, bien je sois certainement incomplet. Il y aurait beaucoup à imputer aux autorités supérieures quant à la façon dont nous avons été traités matériellement et moralement. Je me borne à cet égard à citer les faits suivants :

1°) Pendant tout l'hiver 1917-1918 pas un seau de charbon n'a été distribué aux compagnies. Chaque baraque comptait sur quelques hommes de bonne volonté qui allaient en voler à leurs risques et périls.

2°) Les couvertures étaient insuffisantes, déchirées et, constamment des perquisitions enlevaient aux hommes le maigre supplément qu'ils avaient pu se procurer en fraude. Les toits des baraques étaient percés et, à la moindre pluie, les chambres devenaient de vrais étangs humides, boueux et malsains.

3°) Jamais, malgré toutes mes réclamations, les autorités allemandes n'ont voulu séparer les prisonniers de guerre (civils et déportés) des prisonniers de droit commun, qui comprenaient par exemple, tous les Français sortis de la prison centrale de Loos (près de Lille). Des jeunes gens de seize et de dix-sept ans ont été en contact avec les plus tristes individus de ce dernier bagnie et Dieu sait quelles mœurs terribles et néfastes sont devenues leurs.

Voici encore quelques traits isolés qui me reviennent à la mémoire.

Le lieutenant Brandt, officier des cuisines et cantines, giffla le nommé Raes, parce que ce dernier ne l'a pas salué.

Le soldat Schueeweiss, au cours d'une perquisition faite dans les baraques, voulut empoigner un prisonnier récalcitrant et le conduire aux arrêts. Il le menaçait, baïonnette au clair et allait le frapper, lorsque Timas, Alfred, intervint et reçut au bras le coup de baïonnette destiné au camarade qu'il voulait protéger.

Le petit Mazy (16 ans), le plus petit garçon du camp, un véritable enfant, en se rendant au cinéma en colonne escortée, voulut sortir des rangs pour pénétrer plus rapidement dans la plaine des sports qui donnait accès au cinéma. Il s'apprêtait à sauter au-dessus d'un tas de pommes de terre qui se trouvait là, lorsqu'il fut renversé d'un coup de crosse appliqué par le Landsturmmann Pürz.

ANNEXE N° 3.

Déposition (1) de M. Marcel Gillet, 186, rue Adolphe Renson, à Montegnée.

Arrêté dans la nuit du 10 février 1915 entre le village de Mouland et la frontière belgo-hollandaise, je fus conduit au poste dit « la Maison Blanche ». Un sergent des hussards me visita et me força à me dévêtir complètement en présence d'une femme. Conduit à la prison St-Léonard, Liège, un gardien boche, le 11 février 1915, me roua de coups dans la cellule, parce que j'étais assis sur la pailleasse.

Dans les prisons d'Aix-la-Chapelle, de Dusseldorf, de Recklinghausen, les geôliers pénétraient dans les cellules armés de casse-têtes, de matraques et réduisaient pour ainsi dire les détenus à l'état de loque humaine.

A la Chartreuse, nous étions logés au nombre d'environ 700 dans une écurie, sur de la paille, au milieu de la vermine, forcés d'y déposer les excréments.

Notre transport (300 hommes) pour l'Allemagne s'effectua en trois jours et demi. Partis le vendredi 19 février de Liège nous arrivions au camp de Friedrichsfeld le lundi à 13 heures, n'ayant reçu durant ce voyage pour toute nourriture qu'un bol de soupe infecte à la station d'Opladen. Dans cette ville ainsi qu'à Wesel, nos sentinelles nous promenèrent sur les boulevards. La population nous lapidait, nous souillait de crachats et nous gratifiait des noms de « Schwein Hunde » de « Räuber », « Saubande » (bande de cochons, de brigands, de truies).

Après un mois de détention, les autorités veulent nous faire travailler ; sans exception nous refusons catégoriquement, ensuite de quoi nous sommes envoyés au camp de représailles de Sennelager.

Dès notre arrivée dans ce camp, nous sommes forcés de coucher sur le sable, avec deux minces couvertures, par un froid de 10° sous 0.

Plusieurs d'entre nous ont contracté des pneumonies infectieuses, bronchites, tuberculose, néphrites, etc. Certains en sont morts, n'étant soignés que rudimentairement par des médecins incapables (docteurs Kilpp et Yseken).

(1) Affirmée sous serment le 18 août 1920 devant M. le juge de paix de Hollogne-aux-Pierres.

Notre nourriture se composait uniformément de soupes aux glands moulus, aux œufs de poisson, aux moules, pelures de pommes de terre, feuilles de rutabagas, le tout cuit à l'eau, sans un atome de viande ou graisse, ayant une odeur repoussante. Nous avons dû nous contenter d'une ration de pain de 200 gr par jour et parfois celle-ci nous était supprimée en guise de punition.

C'est ainsi que nous avons été poussés au vol, à manger du rat, des rutabagas crus, et même certains Russes, du savon. Combien n'en ai-je pas vus s'affaïsser, pris de syncopes, par suite de faiblesse.

La plaine du camp devint bientôt le lieu des supplices où le sergent Steyer, les chefs de compagnie Meyer, Conrad, Kitzke, Nietgemeyer, Sabel, Sauer, Haas, et d'autres rivalisent d'ingéniosité pour trouver des moyens de tortures dont ils se vantent.

Le poteau — Les mains, les pieds et la poitrine sont liés solidement à l'un des poteaux électriques de la plaine ; on reste la face tournée vers le soleil de six heures du matin à six heures du soir. Parfois l'un des gardiens porte un solide coup de crosse à la poitrine de la victime.

L'équilibre — Le prisonnier est placé en équilibre sur une jambe, bras en l'air, pendant plusieurs heures. Coups de poing, de cravache l'aident à se remémorer la position première.

Sur les toits des baraques — Le prisonnier est complètement dévêtu, puis placé sur le toit des baraques en plein soleil jusqu'au soir.

La « pelote » — Le prisonnier portant un sac de 25 kgs de sable, marche ou court sur la plaine pendant 3 heures.

La traversée du ruisseau — Courir et traverser sans tomber un ruisseau aux berges escarpées. Parfois un seau d'eau est suspendu au cou du patient.

Le Kommando forcé — Vieillards, étudiants, enfants de 12 ans, sans égards aux professions sont emmenés de force dans les mines ou les usines de munitions. Si l'un d'eux refuse, on le placera sous la salle surchauffée des machines pendant plusieurs jours, sans nourriture, jusqu'à ce qu'il accepte, ou vienne échouer au « lazaret » pour y mourir. Pour d'autres on simulera l'exécution. Enfin, certains se couperont volontairement un doigt, se brûleront, pour échapper à leurs gardiens et revenir au camp.

Après avoir perdu toute initiative, opprimés par une force brutale qui nous enlevait toute liberté d'action, il fallait nous avilir jusqu'au plus bas degré de l'échelle humaine. Les prisonniers politiques durent subir le contact des prisonniers de droit commun, parmi lesquels la trop fameuse bande de Loos (prison centrale près de Lille) : assassins, satyres, escrocs qui donnaient libre cours à leurs instincts, sans être aucunement inquiétés par les Allemands.

Quelques faits sont encore à signaler.

En 1915 la correspondance fut supprimée pendant 40 jours pour le simple motif que trop peu de volontaires se présentaient pour le Kommando.

On engagea, en qualité d'interprètes, des malheureux qui furent envoyés à Mitau en Pologne russe non loin du front.

A partir de 1916 les convois pour Holzminden et pour la France occupée se suivirent régulièrement. Tous ceux qui en firent partie, furent envoyés dans les marais ou au front afin de transporter les munitions.

Le 10 mai 1917, l'un de ces convois resta sur la plaine pendant plusieurs heures par pluie battante, temps pendant lequel les bagages étaient visités.

Lors de tout élargissement, le prisonnier était tenu de signer une formule conçue en ces termes : « Je soussigné déclare avoir été bien traité par les autorités allemandes, avoir reçu une nourriture saine et abondante et trois couvertures de laine ; la discipline fut sévère mais juste ».

Lorsqu'un ambassadeur neutre visitait le camp et se rendait compte auprès des prisonniers de ce dont ils avaient à se plaindre, ceux-ci faisaient ensuite un stage de 15 jours aux arrêts de rigueur (streng Arrest) dans un cachot sans lumière, au pain et à l'eau, privés, la nuit, de leur veste ou de leur pantalon.

Les réclamations écrites auprès des ambassades étaient strictement interdites.

Pendant le mois de juin et au commencement de juillet, les colis, vivres, biscuits du comité de la Croix-Rouge furent supprimés, ceci dans le but d'obtenir des travailleurs.

Dans nos baraques les toits et parois pourrissaient et nous abritaient à peine des intempéries, les vitres n'étaient plus remplacées ; il n'y avait pas d'établissement de bains. En septembre et octobre 1918 le camp civil de Senne comptait exactement 18 lunettes de W. C. pour un effectif de 2000 hommes. Les fosses étaient ouvertes au plein air et n'étaient vidées que très rarement, d'où décomposition des matières organiques dégageant des gaz pestilentiels infectant tout le camp. Il y eut en conséquence de cet état de choses des épidémies de typhoïde, de dysenterie, de scarlatine etc. Rien n'était établi pour séparer les baraques suspectes des autres.

Enfin l'épidémie de grippe espagnole qui éclata en 1918 ne fut conjurée que par la belle entente des internés entre eux. Aucun médicament ne fut mis à notre disposition par le « lazaret », aucun médecin allemand ne vint visiter un seul malade.

A l'infirmerie on ne voyait que des médicaments, n'ayant aucune valeur active, ordonnés par des médecins inexpérimentés. La preuve en est indiscutable. Combien d'entre nous sont revenus tuberculeux, bronchitiques, asthmatiques, rhumatisants et albuminuriques. A leur inexpérience, les docteurs allemands ajoutaient parfois aussi leur haine de tout ce qui n'était pas allemand. Tel le docteur Bamberger qui s'écriait : « Ich mache den Krieg im Innern während unsere Feldgrauen machen es draussen » (Je fais la guerre à l'intérieur pendant que nos soldats la font au front).

Le plus souvent les appels duraient une heure et plus, en plein camp, à la pluie, dans la neige, peu importe.

Le Général von Rodewald, qui commanda la circonscription de Senne, ne venait au camp que pour dire aux internés : « Si vous n'avez pas assez à manger, demandez-en à vos amis les Anglais ».

Son successeur l'Oberstleutnant von Stuckrad répliquait à l'adjudant chef Bonaventure, de Verviers, qui lui demandait des améliorations :
« Je préférerais fusiller 15 civils que d'accorder quoi que ce soit »

Les sentinelles qui tiraient sans préavis en plein camp pour des futilités n'étaient pas rares, un exemple suffit. un soldat anglais blessé, refusant d'aller chercher du café, fut tué à bout portant en 1918.

De son côté le Vizefeldwebel Steiger ne connaissait que le maniement du sabre et de la baïonnette, ce que quantité d'entre nous ont éprouvé.

Enfin les vols de colis étaient normaux. Le gefreiter Haas en faisait une spécialité.

Ceux qui méritent particulièrement d'être cités comme les auteurs de ces faits sont :

Le général von Rodewald,

L'Oberstleutnant von Stuckrad ;

Le vizefeldwebel Steiger ;

Le feldwebel Pinckwit ;

Les sergents Sabel, Sauer,

Les gefreiter Meyer, Haas, Konrad, Kitzke, Guzeke, Nietgemeyer

Ne peuvent être compris dans ces accusations : le lieutenant Weinen, les gefreiter Honigsheim, Evert, Ernst Voßmann et Wegner, les médecins Dr Cleve et Behr qui ont fait tout leur possible pour améliorer notre sort, ont compris que les prisonniers devaient être respectés et méritent notre gratitude bien qu'ils soient allemands

ANNEXE N° 4

Déposition (1) de M. Robert Cartigny, employé à la Banque Nationale, demeurant à Heusy.

Parmi les sous-officiers dirigeant le camp de Sennelager pendant les trois années que j'y ai passées, du 21 mars 1915 au 7 mars 1918, les deux plus mauvais étaient Mergener et Steiger. Le premier, surnommé par nous « Choléra », dirigeait le camp en 1915, organisait ou du moins permettait la punition des « briques », à laquelle j'ai assisté plusieurs fois en spectateur en juin ou juillet 1915. La victime de cette punition était forcée à coups de plat de baïonnette à courir, portant sur le dos un sac militaire rempli de briques et dans chaque main une ou deux briques. Steiger, lui, qui a remplacé Mergener, s'acharnait à nous rendre la vie la plus malheureuse possible, il nous infligeait toutes espèces de punitions injustes, parmi lesquelles celle du « poteau » qui consistait à placer la victime pendant des heures en plein soleil en été et en hiver en plein air, à peine habillé. Cet individu se rendait dans les cachots pour y battre à coups de poing ou de pommeau de baïonnette les malheureux qui s'y trouvaient. Les brutalités de ce feldwebel vis-à-vis des captifs étaient de tous les jours. En cas de faute

(1) Affirmée sous serment, le 11 août 1920 devant M. le juge d'instruction de Verviers.

quelconque de l'un d'entre nous (tentative d'évasion par exemple), on généralisait à tout le camp la punition ou la suspension des divertissements que nous organisions de temps à autre pour atténuer la terreur de notre situation.

Ce n'est pas moi, mais un nommé Léonard, Paul, de Wegnez qui a été battu à coups de poing et de plat de baïonnette par Steiger, après avoir été forcé de se déshabiller. On forçait les prisonniers, non seulement à travailler dans les cultures dans les fermes, ce qui a duré plusieurs mois fin 1916, mais en outre pendant une période de plusieurs mois, vers l'époque de l'offensive de la Somme, à effectuer le triage et le chargement des pièces de tente. Pendant l'année 1915, la nourriture a été spécialement mauvaise. Nous mangions des pommes de terre non épluchées, non triées, à peine lavées et bouillies ainsi dans la soupe. Pendant la première année, nous couchions sur des paillasses posées sur un plancher humide et malsain ; serrés les uns contre les autres, sur ces paillasses misérables et insuffisantes, les angines et rhumatismes étaient la suite normale de ce régime. La nourriture était d'ordinaire mauvaise et toujours insuffisante.

ANNEXE N° 5.

Déposition (1) de M. Hubert, Camille, Adelin Mossoux, 338, rue Martine, à Ampsin.

J'ai fait partie d'un groupe de trois cents hommes qui tous ont refusé de travailler et ont été transportés au camp de Sennelager.

A notre arrivée dans ce camp, le 19 avril 1915, nous avons dû coucher sur le sable, n'ayant pour nous couvrir que deux minces couvertures, alors qu'il faisait un froid terrible.

Plusieurs d'entre les prisonniers ont contracté des maladies de toute espèce ; ils ont été mal soignés par des docteurs incapables. M. Camille Melin qui est mort à Ampsin, le 2 décembre 1919, a succombé aux suites du traitement qu'il a subi à Senne.

Pour la nourriture, elle était immangeable, composée d'œufs de poisson, de moules, de pelures de pommes de terre, de feuilles de rutabaga et de choux-navets cuits à l'eau, sans graisse ni viande, avec 200 gr. de mauvais pain. Encore trouvait-on des motifs pour nous supprimer notre ration.

A l'appel que l'on faisait tous les jours et qui durait quelquefois 2 à 3 heures, j'en ai vu beaucoup s'affaïsser de faiblesse.

La plaine du camp était, peut-on dire, la plaine des supplices, où le sergent Steiger réunissait ses chefs de compagnie pour trouver les moyens de réduire les prisonniers.

1°) *Le poteau* — Les mains, les pieds et la poitrine étaient liés solidement à un poteau électrique de la plaine ; le visage tourné au

(1) Affirmée sous serment le 17 août 1920 devant M. le juge d'instruction de Huy.

soleil, on restait là de 6 heures du matin à 6 heures du soir. Le plaisir des Allemands était de porter un violent coup de crosse à la poitrine du prisonnier ou encore des coups de sabre et de cravache.

2°) *La peine de l'équilibre.* — Le patient était placé sur une jambe, bras en l'air pendant quelquefois plusieurs heures.

3°) *L'exposition sur les toits des baraques.* — Trois prisonniers ont été complètement dévêtus, puis lavés avec une brosse de chiendent à l'eau sale. Ils ont été frottés à sang et puis placés sur le toit en plein soleil jusqu'au soir.

4°) *La pelote.* — Le prisonnier portait un sac de 25 kgs de sable ou encore une brique dans chaque main et devait faire dans ces conditions une marche de 3 heures et quelquefois plus. D'autres fois, il fallait traverser un ruisseau avec le sac de sable et les pierres en main ou avec un seau d'eau au cou. Le sergent Steiger ordonnait à ses chefs de compagnie de nous frapper dans nos lits à coups de baïonnette.

*
* *

Arrêté à la frontière le 28 janvier 1915, j'ai été conduit au camp de Friedrichsfeld comme prisonnier civil, ayant refusé de travailler pour l'ennemi, j'ai été transporté au camp de Sennelager.

Je confirme, sous la foi du serment que je viens de prêter, toutes mes déclarations que j'ai faites à la commission d'enquête sur la violation du droit des gens. Toutes les tortures et mauvais traitements que nous avons subis, nous étaient infligés uniquement à cause de notre refus de travailler pour l'ennemi.

Un jour, nous avons été convoqués à un appel qui a duré depuis 5 heures du matin jusque 4 heures de l'après-midi. Pendant cet appel, les Allemands sont arrivés dans les baraquements et ont enlevé des montres et notre argent. Marcel Gillet de Montegnée-lez-Liège pourra vous donner tous renseignements. Il était infirmier au camp et il a pu constater les mauvais traitements infligés aux prisonniers.

ANNEXE N° 6.

Déposition (1) de M. Albert Jadot, 4, rue Destriveaux, Liège

J'ai été prisonnier civil au camp de Senne, Bloc 4, de janvier 1917 à novembre 1918. Nous avons eu à nous plaindre surtout du lieutenant-colonel Stückradt qui circulait dans le camp, la canne à la main, en battant les prisonniers. Il a toujours contrarié les intentions plus bienveillantes du lieutenant Weinen. En 1918, les médecins allemands ayant déclaré que la soupe aux champignons était malsaine, le colonel a donné l'ordre de continuer à nous la servir. En 1918, il a interdit de cuire les aliments que nous recevions de la Croix-Rouge. Aux réclamations de notre délégué, M. Bonaventure, de Verviers, il a répondu par les plus grosses injures (cochons, sales Belges). Tous les ordres

(1) Affirmée sous serment le 21 août 1920 devant M. le juge de paix du second canton de Liège.

les plus cruels concernant les punitions, sabotage des colis, etc provenaient de lui. En janvier 1918, un soldat anglais a été tué à bout portant dans la baraque de désinfection par un Allemand dont j'ignore le nom, mais qui n'a pas été puni par le colonel, au contraire il a reçu de l'avancement (Était témoin de cet assassinat un Belge, Rulkin, bruxellois à ce que je crois)

Le Ieldwebel Steiger est connu de tous les prisonniers de Senne pour sa férocité, je l'ai vu plus de cinquante fois battre des innocents à coups de pied, de poing, de baïonnette, de sabre, il a décerné de nombreuses heures de poteau, personnellement je n'ai jamais été touché par lui; mais tous les prisonniers de Senne peuvent témoigner de sa sauvagerie

Au second plan vient le sous-officier de la poste, Sauer, qui a saboté nos colis, faisant mélanger le tabac et les potages en poudre, le lait condensé avec les sardines. Brutal, je l'ai vu jeter des briques à la tête des prisonniers en avril 1917. Il est responsable de beaucoup de vols commis dans les colis, en particulier du papier à cigarettes, qu'il extrayait des colis et centralisait chez lui, le cédant alors contre du lard, biscuits etc. Son employé à la poste, le soldat Art, est coupable des mêmes vols, en 1918 je l'ai vu subtiliser quelque chose hors du colis d'un prisonnier, celui-ci le fait remarquer, Art saute au-dessus du guichet et assomme le malheureux. Sauer intervient et dit à Art qu'il aurait dû tuer le coupable avec sa baïonnette. Art, outre son activité aux colis, était renommé aussi pour sa brutalité en toute occasion dans le camp.

J'ai assisté encore à de nombreuses scènes de brutalité à Senne, mais je ne connais pas les noms des coupables, les quatre que j'ai cités étaient certainement les plus réputés.

Personnellement, j'ai été maltraité à la prison de Neuss en août 1918, m'étant évadé j'ai été arrêté à Neuss et enfermé dans la prison pendant 1 mois. Malgré toutes mes réclamations auprès du gardien-chef, j'ai été constamment enfermé dans une petite cellule avec 4 ou 5 Allemands déserteurs, voleurs ou criminels. Privé de biscuits, de correspondance, colis, lecture, tabac, n'ayant rien pour me laver, ni pour me soigner, j'ai été couvert de vermine et j'ai dû ouvrir avec mes ongles les furoncles dont j'ai été accablé. La nourriture était infecte, en état de pourriture, contenant des vers et elle était en trop petite quantité. Les fenêtres de la cellule étaient fermées. A mes réclamations on a répondu: « Quand vos amis les Anglais cesseront leur blocus, vous aurez à manger, vous serez plus à l'aise quand on se pressera un peu moins vers les prisons. » Le geôlier-chef a gardé à peu près tout le tabac que j'avais sur moi.

ANNEXE N° 7.

Déposition (1) de M. A. Bonaventure, 41, rue aux Laines, Verviers

Il est exact que le colonel du camp de Sennelager, von Stuckrath,

(1) Affirmée sous serment le 11 août 1920 devant M. le juge d'instruction de Verviers.

a interdit en 1918 de cuire des aliments de la Croix Rouge. Cette interdiction concernait d'ailleurs toute cuisson (interdiction de faire du feu) dans les baraques, ce qui obligeait les prisonniers à manger la nourriture infecte qui se préparait à la cuisine du camp Vers cette même époque, il a en effet ordonné la continuation de la soupe aux champignons, soupe qui dégageait une odeur nauséabonde et qu'aucun être humain n'aurait voulu donner à un porc

Sur mon intervention, au sujet des faits ci-haut mentionnés, auprès de cet officier supérieur, celui-ci s'est conduit comme un portefaix, en m'insultant et en insultant le camp tout entier. Les soldats et gradés allemands qui assistaient à cette scène étaient presque plus révoltés que nous Comme je considérais cet individu comme un fou, je me suis contenté de hausser les épaules et ai fait adresser une plainte par les prisonniers (individuellement) à l'ambassadeur d'Espagne Ces lettres ont d'ailleurs été retenues par le lieutenant du camp, avec notre assentiment, à condition que les mesures d'interdiction fussent levées Chose qui fut faite après quelques jours

Quant à toutes les mesures de rigueur, tracasseries de toutes sortes, il est difficile d'en désigner le coupable réel

Tel est le fait, lorsqu'un soir le susdit colonel entra au camp après la sonnerie du coucher, il vit encore des prisonniers circulant dans le camp (ceux-ci se rendaient au W C) Entrant dans une rage folle, il distribua des coups de canne à ses sous-officiers Ceux-ci naturellement se vengèrent, en organisant une chasse à travers le camp et en frappant à tort et à travers à coups de matraque et de baïonnette

Une autre fois, une fouille était ordonnée On nous parqua de 6 heures du matin à 2 heures et demie dans un terrain attendant au camp. Une compagnie de soldats, armés de pelles et de pioches, arriva avec les instructions de fouiller les baraques et jusqu'au sol où elles étaient construites. Mais au lieu de fouiller, ceux-ci préférèrent voler tout ce qui leur tombait sous la main. Aussi, lorsque nous pûmes rentrer dans nos baraques, ne restait-il rien de toutes nos provisions Les montres et autres objets de valeur avaient également disparu. Sur une plainte déposée par nous, la Kommandantur nous bonifia, je crois, 1200 marks, mais ces quelques sous ne nous rendirent pas nos vivres

Il m'est impossible de signaler tous les faits répréhensibles, les vols de colis, les brutalités des sergents ou soldats, toutes les tracasseries légères ou graves qu'on infligeait aux prisonniers et qui se renouvelaient tous les jours. La mémoire me fait défaut pour indiquer tous ces faits et les noms des victimes.

Le fait le plus grave que je reprocherai toujours à l'autorité allemande, et particulièrement à la Kommandantur de Senne, est d'avoir mis des enfants de 14 à 15 ans dans un camp comme celui-là ; camp où se trouvaient une quantité de repris de justice sortant de la prison de Loos et une centaine de Marocains ayant pour la plupart des mœurs contre nature. C'est certainement l'acte que je considère comme le plus immoral et le plus répréhensible, d'autant plus qu'ils avaient des camps spéciaux pour cette sorte de prisonniers Je n'ai cessé de réclamer le départ de ceux-ci Des promesses me furent faites toujours, mais

jamaïs tenues. De tout jeunes gens ont été abîmés physiquement et moralement au contact de ces individus

ANNEXE N° 8

Déposition (1) de M. Luc Jeuniaux, Sanatorium de Mont Meuse, Lustin

Parmi ceux qui se sont rendus coupables d'actes de violence au camp de Senne, il faut d'abord citer le feldwebel Mergener, appelé par nous « Choléra », lorsque les Alliés avaient obtenu un succès au front, il nous faisait rester en position sur la cour depuis 6 heures du matin jusque midi et parfois plus tard, sans manger, sans oser bouger et sous un soleil de plomb ou sous la neige ou la pluie.

Un jour un grand nègre nommé Gims, préposé au lavage, avait été puni, on le fit tourner pendant 3 heures autour d'un poteau, avec le sac et 6 briques et en ayant 2 sous les bras. Malgré sa force herculéenne, il s'affaissa sur le sol ; alors Mergener aidé de « fil de fer », un autre sous-officier allemand, le roua de coups de chicote, à tel point, que Gims s'évanouit et qu'on dut le transporter dans sa baraque, le sang giclant de tout son corps.

Un autre jour, il y eut un incendie ; une annexe de notre camp renfermant des marchandises destinées à la nourriture du camp prit feu et tous les prisonniers coururent aux fils pour juger des progrès du feu. Mergener survint et commença à distribuer des coups de sabre ; j'eus un terrible coup de plat sur la tête, je fus littéralement assommé. M. De Backer, le magasinier du camp, me porta sur mon lit et je fus soigné par mes camarades de lit, MM. Boseret, Mors Joseph, Curtys et Planck. Je puis encore montrer la cicatrice de la blessure. Un autre, un sujet russe, un chef de station, M. Boris Alexis, âgé de 60 à 65 ans, eut la moitié de l'oreille gauche enlevée et fut soigné par le docteur Dont.

Un autre fait qui se rapporte à Mergener et qui me concerne est le suivant : j'étais un jour malade et au lit dans ma Kopfstube avec M. Albengs adjudant de compagnie. J'étais perclus de rhumatismes. Mergener, ne me voyant pas à l'appel du matin, vint à mon lit et voulut me faire lever. Criant de souffrance, je lui dis doucement qu'il m'était tout à fait impossible de me lever et que je n'irais pas à l'appel ; il entra dans une colère violente et jetant la maigre couverture qui était collée à mon dos par mes 40° de fièvre, il m'empoigna par les jambes et me tira sur le plancher, je ne pus m'empêcher de l'appeler bourreau, lâche ; alors de sa botte il me fouilla les côtes et les reins. Trois jours après j'étais au « lazaret », avec une pneumonie et une pleurésie, à moitié mort, et si je n'avais eu M. Boseret et M. Borel pour me soigner et qui venaient tous les jours me voir, je serais mort certainement. Le docteur principal de l'hôpital fut lui-même outré de la façon dont Mergener m'avait traité. Deux mois après, celui-ci fut rappelé à Berlin ; dire la joie du camp est impossible.

(1) Affirmée sous serment le 2 septembre 1921 devant M. le juge de paix de Ciney.

Un jour, trois dames suisses sont venues faire une enquête sur la façon dont on était traité à Senne, enquête que nous savions tout à fait inutile, jamais les récriminations et réclamations ne dépassaient la salle à manger du général Rodenwald. Les dames se promenaient dans le camp, je m'approche d'elles et leur remets un petit papier concernant mon abonnement de pain en Suisse, pain que je n'avais jamais reçu, malgré le paiement par anticipation fait par ma femme à Bruxelles. Le général de sa plus douce voix et devant ces dames me demanda si j'avais à me plaindre, vu que je leur remettais une lettre; je lui fis remarquer que l'objet de ma réclamation était tout personnel. Je croyais la chose finie, lorsqu'une sentinelle vint me chercher et me conduisit en prison et, d'un seul coup de pied dans les reins, me coucha sur le plancher infect du cachot, où je restai plus d'une heure évanoui.

Après 4 jours de souffrance on me mit dehors, je fus en outre chassé de ma Kopfstube et réintégré dans la baraque commune.

Un autre fait me revient encore à la mémoire. Des prisonniers d'Hirson (France) étaient venus à Senne, on les fit immédiatement travailler. L'un d'eux dont le nom m'échappe (ses deux fils étaient au front) âgé de 65 à 70 ans dut aller casser des cailloux sur la grande route. Tombé malade de privation et d'excès de travail, on le mit au « lazaret ». Son lit touchait au mien et 12 jours après il était mort. C'est lui même qui me fit le récit de toutes ses souffrances et ce fut encore le fameux Mergener qui l'envoya au travail, parce que, disait-il, Hirson était un nid de francs tireurs.

ANNEXE N° 9.

Déposition (1) de M. Jean Wery, 32, rue de Saives, Waremme, machiniste aux Chemins de Fer de l'Etat

J'ai été transféré au camp de Senne, après avoir été emprisonné à la Chartreuse à Liège du 11 mai au 1^{er} décembre 1915, date de mon départ pour l'Allemagne. Nous étions logés à 150 au moins dans une écurie.

J'ai séjourné au camp de Senne du 1^{er} décembre 1915 jusqu'au 22 novembre 1918.

Je n'ai jamais travaillé pour les Allemands. Comme j'étais machiniste aux chemins de fer de l'Etat, les Allemands à cinq reprises différentes me demandèrent de travailler pour eux. Malgré leurs promesses, mon frère et moi avons toujours refusé. Nous avons dû subir alors des représailles. Nous avons fait le cheval pendant deux années et demie, à tirer un tonneau en fer, d'un mètre cube et demi, le remplir aux latrines et le déverser à 3 km du camp par tous les temps. En 1915 et 1916, nous avons dormi à terre. J'ai contracté le rhumatisme à un bras. En ce qui concerne la nourriture, la plupart des soupes étaient immangeables, elles étaient par exemple aux feuilles de choux jaunies, aux feuilles de navets, pulpes de betteraves moisies, farine fermentée. La viande était rare et elle était pourrie. Rares aussi les pommes de

(1) Affirmée sous serment le 31 août 1920 devant M. le juge de paix de Waremme.

terre , le pain était mauvais et collant, en un mot, nous avons été très mal nourris, logés et entretenus. Nous n'avons jamais eu de savon des Allemands

La discipline était très dure, pour un rien on allait au cachot

En 1917, le lundi de Pâques pendant l'une des perquisitions, où on nous prenait notre argent, nos bagues en aluminium et en argent, les Allemands ont volé pour plus de 2000 francs de biscuits, de lard, de chocolat, de montres d'argent, de monnaies des prisonniers. On nous avait fait évacuer les baraques , nous étions à côté de l'église et pendant ce temps on nous dévalisait. Nous n'avons jamais été remboursés de ce vol , mais les Allemands ont versé une somme à la Croix-Rouge. Les malades étaient mal soignés au camp. On ne connaissait que la teinture d'iode, les pastilles d'aspirine et les bandes en papier ; il fallait avoir 40° de fièvre pour aller au « lazaret » Il y a eu beaucoup de morts et de malades faute de soins

ANNEXE N° 10.

Déposition (1) de M. Alfred Veillet, 159, Grand'Rue, à Montigny-sur-Sambre.

Le 12 novembre 1916, alors que je voulais passer la frontière hollandaise en compagnie des nommés Baudoux, Lambert, de Gilly et Bertrand, Louis, de Jumet, nous avons été arrêtés dans la commune de Vroenhoven par une patrouille allemande et conduits dans l'un de leurs postes. Là, après nous avoir louillés, nous avons été emmenés dans une gendarmerie à Canne, où nous sommes restés quelques heures.

En quittant ce poste, nous avons été conduits à Tongres et écroués à la prison

Après avoir resté 8 jours en cellule, on nous a informés de ce que nous étions condamnés à être internés en Allemagne jusqu'à la fin de la guerre et nous avons été transférés à Reickem dans une maison de refuge transformée en prison

Le 29 décembre 1916 nous avons été expédiés au Palais de Justice de Liège. Deux jours plus tard à la Chartreuse et le 11 janvier 1917 au camp de Sennelager.

Arrivés à ce camp le 13, nous avons été soumis à la désinfection, pour laquelle nous sommes restés pendant deux heures dans une salle sans feu, sans effets au corps, rien qu'une petite couverture. Le 15 je fus soumis à un travail, dans la neige jusqu'à mi-jambes avec des médiocres galoches aux pieds, consistant dans le chargement et déchargement de matériel de tentes pour le front. J'ai été occupé à ce dur labeur pendant 20 jours consécutifs sous la menace de punition en cas de refus.

Vers le 15 février, sur ma réclamation, je fus versé dans la compagnie des vieux dont les corvées étaient moins dures.

(1) Devant M. le commissaire de police de Montigny-sur-Sambre, le 10 septembre 1920.

Une nuit d'août 1917, des soldats allemands et leur feldwebel ont fait irruption dans notre baraque en criant comme des possédés, la baïonnette au poing, ils nous arrachèrent de nos grabats, frappant à tort et à travers; il y eut même 15 blessés, les soldats étaient ivres.

En octobre 1917, je fus atteint de furoncles dont un à la tête qui me fit énormément souffrir. Je fus très très bien traité par un infirmier anversoïse. Mais un jour que je passais avec d'autres camarades dans le camp, le feldwebel Steiger, me voyant la tête entourée d'une écharpe, me l'arracha violemment avec le pansement, ce qui fit couler le sang de la plaie.

Peu de temps après, j'étais emporté au « lazaret », avec 40° de fièvre, où je restai pendant un mois, j'avais contracté l'érésipèle. Je pense que c'est à la suite de ce que m'a fait le feldwebel. On m'a envoyé ensuite au camp imparfaitement guéri, sous prétexte qu'il fallait de la place pour d'autres.

Je me suis alors soigné comme j'ai pu et, grâce au secours d'amis et de la Croix Rouge belge, je suis à peu près remis.

J'ai été libéré le 27 juillet 1918 et depuis lors ma santé est atteinte et j'ai dû recevoir chez moi des soins médicaux, ce qui ne m'était jamais arrivé depuis que je suis au monde, car j'avais toujours joui d'une santé de fer.

Depuis mon retour je souffre d'une maladie des os d'après M. le docteur Lemaître de Charleroi qui m'a visité et cela me met encore dans l'impossibilité de travailler tous les jours et de gagner ma vie.

ANNEXE N° II.

Déposition (1) de M. Hubert Burssens, Chaussée de Montigny, à Châtehneau

Je confirme la déclaration que j'ai faite à la commission d'enquête sur les violations du droit des gens (*voir ci-après*)

C'est le 16 août 1915 que j'ai été arrêté par les Allemands, alors que j'essayais de passer la frontière avec Laurent Dusan de Braine-le-Comte. Nous avons été arrêtés tous les deux à Diest. Nous avons été gardés à Diest pendant 18 jours, où j'ai été mis sept à huit fois contre le mur par un petit sous-officier allemand portant des pince-nez en or qui me menaçait de son revolver, prétendant que j'étais un espion et ajoutant que si je voulais dire la vérité, j'aurais été mis en liberté. Pendant ces dix-huit jours, je suis resté au cachot noir. Sous le rapport de la nourriture à Diest, c'était passable. Au bout des dix-huit jours on m'a annoncé, alors que je n'avais passé devant aucun tribunal, que j'étais condamné à rester en Allemagne jusqu'à la fin de la guerre. J'ai été conduit alors au camp de Sennelager. Je ne connais que les noms des feldwebel Steiger et Zabel parmi les officiers et sous-officiers qui nous ont maltraités à ce camp.

(1) Affirmée sous serment devant M. le juge d'instruction de Charleroi, le 19 janvier 1921.

Steiger avait toujours la baïonnette au poing quand il entra dans notre baraque et frappait du plat de cette arme sur le dos de ceux qui ne s'étaient pas mis debout en position de suite dès son entrée. Il m'est arrivé ainsi d'être frappé par lui. C'est lui aussi qui avec Zabel, étant tous deux ivres, sont entrés avec des soldats vers minuit dans la baraque, ivres de rage, parce qu'on y avait parlé alors que c'était interdit. Ils nous ont fait sauter de nos grabats et nous ont conduits en chemise au cachot en plein hiver. Ils ont frappé sur nous à tort et à travers en nous conduisant.

La déposition faite à la Commission d'Enquête par M. Burssens et confirmée ci-dessus, était conçue comme suit :

J'étais arrivé de 8 jours à Sennelager qu'on me prenait de force ainsi que des autres camarades pour le Kommando Fischer à Werne.

L'officier qui nous a envoyés de force était appelé par nous « Choléra ». Quand des hommes avaient refusé de travailler, il leur faisait ôter leurs bottines et leurs chaussettes et ils devaient se tenir pieds nus sur les toits goudronnés pendant 2 heures. Quand ils descendaient, on leur mettait un sac au dos avec 10 briques dedans et ils devaient courir ainsi autour du camp pendant deux heures ; s'ils tombaient de fatigue, on venait avec une matraque pour les battre. J'ai été moi-même victime de ces traitements.

Pour ce qui est du feldwebel du Kommando forcé de Werne c'était un nommé Zabel. Il n'était pas moins cruel que l'autre. Quand on revenait du travail, il montrait déjà son gourdin à 100 mètres et celui qui n'avait pas travaillé dans les conditions voulues était battu comme plâtre et puis mis au poteau pendant 3 ou 4 heures sans manger. En ce qui concerne ce manger, on peut dire d'ailleurs qu'un porc n'en aurait pas voulu. Un dimanche on riait entre prisonniers ; Zabel est entré pris de boisson et, ivre de rage, il nous a menacés et alors il a pris son revolver et il a tiré sur un prisonnier qui était sur son lit ; c'était un nommé Albert Meine, prisonnier français.

Quand nous sommes revenus au camp après presque un an de ce dur traitement, nous n'avons pas été mieux traités. Les Allemands venaient dans notre baraque, s'ils entendaient le moindre bruit et alors ils faisaient lever les hommes et, en chemise, ils nous conduisaient au cachot en plein hiver.

ANNEXE N° 12.

Déposition (1) de M. Louis Deleers, 54, rue Auguste Gevaert, Bruxelles.

Il est exact que le nommé Murgener, feldwebel au camp de Senne où j'étais interné, a commis de véritables actes de cruauté.

J'ai été témoin des supplices qu'il faisait subir aux prisonniers, coups de plat de sabre, course aux obstacles : le patient était chargé d'un sac de briques et ce ordinairement jusqu'à épuisement complet. Quand les malheureux qui subissaient pareil traitement tombaient de fatigue, l'Allemand chargé de leur surveillance les frappait à coups de crosse pour les faire relever et recommencer le manège. Le supplice du poteau était chose courante ; les prisonniers punis y restaient en

(1) Affirmée sous serment, le 17 août 1920, devant M. le juge d'instruction de Bruxelles.

plein hiver du matin au soir ; pour augmenter encore leur peine, on les dépouillait de leur capote et de leur veston, de sorte que par les grands froids ils restaient là, ayant pour tout vêtement leur pantalon et leur chemise. Comme pour chaque saison il fallait un supplice adéquat, Mergener avait imaginé en été d'exposer les prisonniers punis par lui au soleil, les pieds nus sur le toit d'une baraque. Sous l'action du soleil, le goudron qui recouvrait ce toit fondait et brûlait complètement les pieds du condamné.

Quant à d'autres faits contraires au droit des gens, je vous citerai seulement mon cas. Lors de mon transfert en Allemagne, après mon arrestation à la frontière, les Allemands m'ont fait voyager en compagnie de mon frère pendant deux jours et deux nuits en nous donnant pour toute nourriture un morceau de pain. La seule boisson que nous ayons reçue pendant le voyage à Cologne était de l'eau, que nous devions boire à même le seau dans lequel on nous l'apportait.

ANNEXE N° 13.

Déposition (1) de M. Maurice Demulder, 60, rue du Bailli, Bruxelles.

Il est exact que les prisonniers ont été très maltraités au camp de Senné, que les sous-officiers battaient les prisonniers et leur infligeaient des punitions cruelles.

J'estime cependant que les plaintes contre les sous-officiers n'atteignent pas le personnage qui, à mon avis, est le plus responsable, le lieutenant Weinen, commandant le camp de Senne (Civils).

Deux actes m'ont particulièrement frappé, mettant directement en cause le susdit officier.

C'était en 1915. Je venais d'arriver au camp. Les évasions étaient en ce moment rares. L'appel général est sonné à l'heure où personne ne s'y attend. Nous ne tardions pas à en connaître les raisons. A 50 mètres de nous, nous vîmes 4 ou 5 soldats allemands occupés à battre un prisonnier évadé qui avait été repris, coups de bottes et de bâtons pleuvaient. Notre pauvre compagnon d'infortune gisait inanimé dans la boue et cependant les Allemands ne s'arrêtaient pas. A deux pas de là, le lieutenant Weinen le cigare à la bouche, le sourire satisfait, contemplait ce spectacle.

Autre fait accablant : Un de mes co-prisonniers du nom Corneille Ceuppens, domicilié à Molenbeek, fut appréhendé par un « Kompaniefuehrer » et conduit au logis du feldwebel Penkwitt. A trois ou quatre ils ont sauté sur Ceuppens et l'ont battu jusqu'à ce qu'il restât inanimé sur le sol. Le sang lui coulait du nez et des oreilles. Ensuite il fut traîné au dehors et abandonné pour mort devant la porte. Le lendemain, après avoir reçu les soins de quelques camarades, Ceuppens a voulu déposer plainte auprès du commandant du camp. Pour toute réponse, le lieutenant Weinen a haussé les épaules et toute la journée Ceuppens a pu rester au « poteau » pour avoir réclamé.

Les cas que je viens de vous signaler se sont produits par centaines de fois. Je vous cite les faits ci-dessus, parce qu'ils m'ont particulièrement impressionné, le commandant de notre camp étant chaque fois témoin.

(1) Affirmée sous serment, le 17 août 1920, devant M. le juge d'instruction de Bruxelles.

ANNEXE N° 14

Déposition de M Léon Detry, 40, rue Elise, Ixelles

Je soussigné Detry Léon, rue Elise 14 à Ixelles, attaché à l'administration communale d'Ixelles en qualité de réceptionnaire principal du service d'électricité, déclare avoir été témoin et victime des faits suivants

Camp civil de Sennelager — La nourriture était très mauvaise. Je citerai à titre d'exemple que nous avons reçu le 3/7/16 - Matin, thé infect, - Midi, soupe liquide à l'orge. - Soir, soupe au maïs mélangée d'un produit rougeâtre et environ 300 grs de pain, dans lequel il y avait de la sciure de bois Le 4/7/16 - Matin, thé infect, - Midi, soupe à l'orge (très liquide) avec quelques morceaux de saucisson (pourri) - Soir, soupe julienne. Le 5/7/16 - Matin, thé Midi soupe très liquide avec feuilles de choux déchets provenant du camp militaire allemand Soir, thé (infect) avec morceau de pain et un morceau de saucisson (pourri)

Travail (corvée) des prisonniers · Il comportait le chargement de matériel de guerre J'ai protesté auprès du lieutenant du camp ; le résultat a été une punition de 3 jours de cachot et 14 jours de corvée.

Les prisonniers étaient soumis à de mauvais traitements (coups et blessures) par les sentinelles Mon poids normal qui était de 78 kgs a diminué jusqu'à 53 kgs à cette époque, j'ai été atteint d'épuisement et de faiblesse de la vue que j'ai conservée encore actuellement. Accidenté au poignet droit, j'ai été forcé de faire encore de lourds travaux

Camp de Holzminden — J'ai été envoyé au Kommando forcé n° 1231 ; j'ai été de nouveau astreint à un travail forcé ayant rapport à la guerre ; voies ferrées, routes, barrages de l'Aisne ; nous ne recevions plus ou très rarement nos colis, nous étions privés de correspondances La nourriture était mauvaise et insuffisante ; des biscuits destinés à notre Kommando ne nous parvenaient pas, je n'ai pu non plus, obtenir paiement des mandats envoyés de Belgique

J'ai été témoin des mauvais traitements infligés aux prisonniers civils et militaires à l'hôpital de Rethel, où il y a eu beaucoup de décès Les Allemands s'approprièrent ce qui appartenait aux morts

J'ai reçu un coup de crosse dans l'aîne pour refus de travail, dont je ressens encore des douleurs continues Je me suis vu, en outre, infliger du travail supplémentaire A Rocquigny le gefreiter du Kommando frappait les prisonniers avec sa bayonnette.

J'ai vu des prisonniers forcés de travailler, alors qu'ils étaient atteints d'œdème à un degré très avancé ; on leur refusait la visite médicale.

J'ai été également atteint d'abcès pendant deux mois, dont les traces existent toujours

ANNEXE N° 15

Déposition de M. Désiré Wathelet, à Marchienne-au-Pont.

J'ai été prisonnier pendant quarante mois à Senne.

On nous a fait travailler pendant deux ans au chargement de tentes expédiées directement au front, cela malgré nos réclamations.

Le service de santé était défectueux. On manquait de linge pour les pansements et de médicaments.

Le ravitaillement était insuffisant. On avait un pain de trois kilos à partager entre seize hommes ; la soupe était de l'eau chaude avec des rutabagas ou betteraves séchées.

De nombreux colis n'arrivaient pas ou en mauvais état ; 6 sur 10 étaient volés.

Voici les punitions infligées au camp de Sennelager : le port du sac pendant deux ou trois heures, ce qui consistait à porter le sac au dos rempli de 10 briques et une dans chaque main et à tourner ainsi dans un cercle de 5 mètres, le poteau - on devait rester depuis 6 heures du matin jusqu'à 9 heures du soir debout devant les cachots sous l'œil du sergent du camp et d'une sentinelle.

À la suite d'une requête de mon père au commandant du camp, on me fit appeler et l'on me dit que je pourrais être libre de suite, si je voulais signer un engagement dans une usine et travailler pour les Allemands, ce que j'ai refusé.

ANNEXE N° 16

Déposition (1) de M. Maurice Werquin, 38, rue Albert de Latour, Schaerbeek

Je signale comme particulièrement dignes d'attention les punitions qui étaient appliquées au camp de Senne.

1°) punition consistant à faire courir le prisonnier porteur d'un havresac rempli de briques et portant en outre deux briques dans chaque main. Les prisonniers couraient en manège l'un à la suite de l'autre jusqu'à épuisement, ou devaient sauter un petit ruisseau qui traversait le camp.

2°) punition consistant dans l'exposition, tête nue, sur le toit d'une baraque dans le feu du soleil.

ANNEXE N° 17.

Déposition de M. Marcel Lavaux, 15, rue Van Haelen, Schaerbeek.

Au camp de Sennelager I (Block 4 - Civils) je fus ainsi que tous les prisonniers très mal nourri et maltraité.

Au mois de juin 1915, je fus envoyé de force au Kommando de Gutterstlohe dans une usine de munitions. Je refusais de travailler ainsi que de nombreux prisonniers ; les Allemands de ce Kommando nous mirent alors à un régime de rigueur, mais voyant notre obstination, ils nous renvoyèrent au camp de Sennelager, où nous fûmes tous condamnés à 15 jours de cachot. Quelque temps après, je fus désigné de

(1) Déposition confirmée par M. Gaston Leclef, étudiant à Louvain, qui précise que c'est nu-pieds que le prisonnier devait se tenir sur le toit des baraques pendant les fortes chaleurs.

ce chef pour partir en forteresse. M. Drion, président de la Croix Rouge, put m'éviter cette peine ; mais j'ai vu partir nombre de prisonniers civils en forteresse qui avaient refusé de travailler à des kommandos ou qui s'étaient sauvés

D'autres durent courir avec des pierres, ce qui veut dire qu'ils étaient forcés de courir autour d'un poteau, chargés d'un sac contenant 4 grosses briques avec une autre dans chaque main. On forçait le prisonnier de courir aussi vite qu'il pouvait et s'il n'allait pas assez vite les Allemands le irrapaient ou le piquaient avec leurs baïonnettes. D'autres encore durent rester regarder le soleil ou se tenir debout sur les tortures chaudes en été, dont le bitume leur collait aux pieds.

Les Allemands avaient également l'habitude de nous mettre devant le cachot, les mains derrière le dos ou sur les épaules et de nous laisser pendant des heures entières à l'appel en plein froid dans le vent ou la pluie. Beaucoup de prisonniers tombèrent malades de ce régime

ANNEXE N° 18

Déposition de M. Guillaume Geerissen, 72, rue des Moulins, Anvers.

Mijn zoon Willem Geerissen, is bijna 3 jaar in het kamp te Sennelager geweest, voor grens overschrijding. In november van het jaar 1918, is hij terug naar huis gekomen met eene bloed spuwende longtering opgedaan in Duitschland, wat bevestigd is door den dokter en zijne medegevangenen, waarvan hij dan ook na vruchtelooze en goede zorgen overleden is op 25 Mei 1919 op den ouderdom van 20 jaar.

Volgens inlichtingen van zijn medegevangenen heeft hij, op het Kommando van Gevelsberge, geleden van onvoldoende verzorging van den dokter en ondervoeding, bij gedwongen arbeid in de fabrieken. Daar hij op een morgen niet meer werken kon, en om den dokter vroeg, heeft de wachtpost hem gedwongen van op te staan, daar hij niet kon, werd hij uit zijn bed getrokken, geslagen en gestampt.

Traduction :

Mon fils Willem Geerissen a été interné pendant près de 3 ans au camp de Sennelager, pour avoir tenté de franchir la frontière. En novembre de l'année 1918, il est revenu à la maison souffrant d'une phtisie pulmonaire accompagnée de crachement de sang contractée en Allemagne, ce qui est attesté par le médecin et ses co-détenus. Il est mort de cette maladie le 25 mai 1919 à l'âge de 20 ans, malgré les bons soins qui lui ont été donnés.

Suivant les indications de ses co-détenus, il a souffert au Kommando de Gevelsberg d'insuffisance de soins médicaux et d'insuffisance de nutrition, pendant un travail forcé dans les fabriques. Lorsqu'un certain matin, ne pouvant plus travailler, il réclama la visite du médecin, le soldat de garde l'a forcé à se lever, comme il n'y parvenait pas, il fut tiré du lit, battu et piétiné.

ANNEXE N° 19

Plainte de M Camille Kempencers, à Hollogne-sur-Geer.

Je signale les abus suivants au camp de Senne :

- 1°) la nourriture était tout à fait insuffisante, avariée et malpropre,
- 2°) les mauvais traitements et les coups aux prisonniers étaient la règle, surtout de la part du feldwebel Steiger qui était sans cesse en chasse dans le camp, frappant les hommes à coups de poing et de pied, infligeant à tout propos les peines du poteau et du cachot.
- 3°) retards, arrêts et mauvais procédés dans la distribution des colis (s/off. Sauer) Les distributions étaient retardées à plaisir ; les hommes restaient des demi-journées sous la pluie ou sur le sable brûlant
- 4°) Le colonel du camp von Stuckrath et le lieutenant Weinen ont dédaigné toute réclamation.

ANNEXE N° 20

Lettre de M. Maurice Lippens, gouverneur de la Flandre Orientale, du 29 août 1919

Je veux signaler à votre Fédération le nom du Feldwebel Mergener, qui commandait le camp des prisonniers civils de Sennelager près Paderborn en 1915

Pour les moindres fautes, telles que fumer lorsque c'était défendu, retard à l'appel ou quelque peccadille quelconque, les hommes punis étaient attachés au poteau sous un soleil de plomb pendant des heures ; ils étaient ficelés à un mât

D'autres hommes étaient punis du supplice de la brique qui consistait à les faire tourner en rond au pas de course autour d'un poteau dans un cercle de 15 m. de diamètre On fixait sur le dos un vulgaire sac attaché aux épaules par des ficelles ; dans le sac 2 grandes briques du Rhin retombaient à chaque cahot sur le dos du supplicié ; de plus les victimes devaient porter dans chaque main une brique de façon à ne pouvoir, en soutenant le sac, amortir la chute des pierres du sac sur les reins Ils étaient astreints de courir en rond jusqu'à épuisement, et lorsque l'allure se ralentissait, des sentinelles commandées ne ménageaient pas les coups de crosse ou autres.

Un autre supplice, que Mergener ordonnait, consistait à faire courir les hommes chargés de briques comme dit ci-dessus, en ligne droite jusqu'à un ruisseau qui traversait le camp Ce ruisseau avait été creusé et mis sous profil, les terres qui en provenaient formaient un talus de l'autre côté du petit cours d'eau, celui-ci n'avait que 10 centimètres d'eau Les hommes devaient dégringoler dans le ruisseau, remonter de l'autre côté, courir jusqu'à la clôture et ce jusqu'à épuisement. A la moindre hésitation sur le bord du fossé, un soldat, d'un coup, les poussait en avant de façon à ce que dans leur chute les briques leur retombent violemment sur la tête et dans le dos.

D'autres fois encore, pendant les fortes chaleurs de juillet-août, Mergener forçait les hommes à rester deux heures et plus, tête nue et pieds nus, debout sans soutien, sur le toit en carton bitumé d'une baraque. Les malheureux pour atténuer les brûlures de la poix fondant sous le soleil, devaient sautiller sur place pendant tout ce temps.

Enfin, lorsque d'aventure, et c'était fréquent, un de nos pauvres compagnons de captivité, sortant de Dieu sait quelle autre prison, arrivait au camp mangé de poux ou de vermine, pour le punir de cette saleté qui ne lui était pas imputable, on le faisait mettre à nu contre une baraque et le faisait gratter avec une brosse en chiendent d'une façon on ne peut plus brutale par un grand diable de nègre que, pour humilier les Anglais, les Allemands retenaient près de nous, comme sujet britannique.

Les malades n'étaient pas admis au lazaret s'ils n'avaient pas 40° de fièvre. Un d'entre eux, petit fermier de Knocke, dont je pourrais vous communiquer le nom si cela vous intéresse, est mort d'urémie après 4 jours de souffrances cruelles, sans qu'on ait voulu le soigner, malgré mes démarches personnelles à la « Revierstube ».

II. Le camp de Holzminden.

ANNEXE N° 21

Déposition (1) de M. F. Waleffe, Juge d'instruction, rue du Vieux-Mayeur, 5, à Liège.

A mon avis, l'attitude des Allemands à l'égard des prisonniers était l'effet d'un système organisé, du moins tous les faits à Holzminden le prouvent. Ils avaient un besoin pressant de main d'œuvre et il fallait par conséquent forcer les prisonniers civils à s'engager au travail libre, et pour y arriver, il fallait rendre le séjour au camp aussi insupportable que possible. On ne pouvait trouver, pour cette mission, mieux que le colonel Gallus et son subordonné, le rittmeister Winter.

En juin 1916, quand je suis arrivé à Holzminden, la vie au camp était très supportable. Naturellement, je ne parle pas de la nourriture que l'on donnait aux prisonniers, qui toujours a été véritablement infecte et insuffisante, mais les prisonniers pouvaient organiser leur vie et la rendre aussi plaisante que possible. On avait créé ce qu'on appelait « l'Université », où il y avait une splendide bibliothèque et où on donnait des cours et des conférences de tout genre. Des prisonniers avaient monté des cafés, même des restaurants où s'installaient des musiciens. Il y avait une symphonie donnant de très bons concerts. Cela se passait sous le général Plugrade (je ne garantis pas l'orthographe), mais celui-ci fut remplacé en 1917 par le colonel Gallus et alors tout changea.

Tous les cafés furent supprimés et, comme le système des corvées à outrance du matin au soir fut inauguré, l'école belge fut fermée faute de temps disponible pour les professeurs comme pour les élèves, il n'y eut plus de conférences. Nous avons protesté aussi énergiquement que possible, mais vainement.

Tous les prisonniers étaient astreints à la corvée et portaient au travail par tous les temps du matin au soir. Le médecin les classait dans différentes catégories, suivant leur état de santé, au point de vue du travail à leur imposer. Mais en réalité, tous étaient envoyés à des travaux très durs. Seuls ceux dont l'état de santé était absolument trop mauvais étaient occupés dans le camp à des travaux moins rudes. Personne ne pouvait rester inactif, on ne jouissait pas de jours de repos. Le colonel Gallus assistait personnellement à la visite médicale et le médecin ne pouvait dispenser un malheureux de la grosse corvée.

(1) Affirmée sous serment le 18 juin 1920 devant M. G. Comeliau, juge d'instruction, à Liège.

sans son assentiment. Tous les prisonniers présents au camp en 1917 et 1918 pourront le certifier. Pour empêcher les prisonniers de jouer de leur dimanche, on nous conduisait tous, très fréquemment, dès la première heure du matin, à l'Appelplatz, et là on était obligé de rester debout, sans bouger dans la pluie ou la neige, jusque midi ou plus tard, sous prétexte de faire des fouilles dans les baraques ou dans nos affaires, ou bien pour faire des appels aux travailleurs libres, alors, chaque prisonnier était appelé nominativement et interpellé sur la question s'il voulait aller au travail plutôt que de continuer à être soumis à ce régime insupportable. Tous les moyens étaient bons pour chercher à entraîner ces malheureux, on ne faisait pas seulement valoir les gros salaires qu'ils obtiendraient, mais j'ai entendu dire aux jeunes gens : « Allez au travail libre, vous pourrez facilement satisfaire toutes vos passions. »

Ajoutez à cela, qu'il était défendu aux prisonniers d'avoir dans leur baraque deux costumes de travail ; or, comme ils étaient conduits au travail tous les jours du matin au soir quel que soit le temps, les malheureux ne pouvaient se changer en rentrant le soir, et il ne fallait espérer pouvoir sécher ses vêtements pour le lendemain matin, vu le manque de combustible. Il y avait un feu dans chaque grande chambre, mais on ne recevait que très peu de charbon (si l'on peut donner ce nom à ces petites briquettes de poussière et de tourbe qu'on nous donnait).

Pour résister à un régime semblable il fallait être solide. Aussi les malades étaient-ils nombreux. Celui qui se disait malade devait se présenter à la visite médicale qui avait lieu le matin, mais malheur à celui qui n'était pas reconnu malade. La baraque, où cette visite se faisait, était cernée par une escouade de soldats du colonel Gallus et ceux que le docteur prétendait valides étaient conduits à la corvée la plus dure, celle de la carrière. Cette carrière était à une certaine distance du camp et les prisonniers devaient aller chercher des pierres et les rapporter au camp ; on les obligeait à prendre les plus grosses et il fallait les porter à même l'épaule qui bientôt était toute meurtrie. Défense de s'arrêter, de se reposer, sous peine de recevoir des coups de crosse ou de baïonnette. C'est à cette corvée qu'un malheureux a eu le bras cassé d'un coup de crosse par un soldat qui a été félicité pour ce fait par le colonel. Fréquemment le prisonnier déclaré bien portant le matin, tombait malade gravement au cours de la journée et devait être transporté au « lazaret ».

La plupart des soldats étaient des brutes dignes de leur chef ; mais à supposer que certains d'entre eux auraient été capables de manifester des sentiments humains, la terreur que le colonel leur inspirait leur enlevait l'idée. Le colonel, quoique très âgé, était toujours dès la première heure du jour jusqu'au soir derrière eux. Il était toujours porteur d'une lorgnette et des hauteurs avoisinant le camp, caché derrière une haie ou un arbre, il espionnait toutes les corvées ; s'il surprenait un soldat permettant à des corvéables de se reposer un instant, il fonçait sur eux comme un oiseau de proie et punissait sévèrement soldat et prisonniers.

Le rittmeister Winter, lui, organisait de véritables chasses à l'homme. Les différents services du camp, poste, paquets, caisse, infirmerie, comités de secours, etc., étaient faits par des prisonniers.

Le rittmeister Winter en restreignait le nombre autant que possible pour augmenter les corvéables et, après le départ des corvées, pendant les heures de travail et de bureau, il circulait lui-même dans le camp avec une escouade de soldats, courant de baraque en baraque pour chercher à punir celui qui avait réussi à échapper au travail.

Aussi le séjour du camp était-il rendu insupportable. Ce n'était plus un camp de prisonniers de guerre, mais un bagné rempli de forçats et les nombreux prisonniers qui, malgré ce régime inhumain, ont continué à y rester sans s'engager au travail libre, sont dignes des plus grands éloges.

Dans le courant de 1917 (pour mieux préciser les otages coloniaux étaient au camp) les Allemands ont voulu astreindre les femmes belges au travail. Presque toutes les femmes belges ont refusé malgré les menaces et les mesures draconiennes. Alors on les a enfermées dans une même baraque et on leur a supprimé leurs colis et leur correspondance ; puis, comme après un mois elles continuaient à refuser, on les a envoyées dans un camp de punition. Parmi ces vaillantes, il y avait une religieuse dont j'ignore le nom, M^{me} Remacle et M^{lle} Lucie Dujardin, sœur du député de Liège (Beyne-Heusay).

Le Bureau de bienfaisance Belge a fait naturellement ce qu'il a pu pour ces vaillantes femmes en leur envoyant des vivres en cachette. Nous avons de plus recueilli des vivres pour elles dans le camp, que nous leur faisons parvenir, soit par le curé qui allait à leur chapelle, soit par les hommes de corvée. D'autre part, des Belges employés au bureau des postes subtilisaient leur correspondance et la leur envoyaient de la même façon.

Le délégué d'ambassade espagnol les a vues ; nous l'avions prévenu, et arrivé dans le camp des femmes, la religieuse l'a appelé par la fenêtre et lui a parlé. Après le départ du délégué, la religieuse a été punie de plusieurs jours d'arrêts et, pour la flétrir publiquement, on a publié sa punition dans le rapport mensuel en la motivant comme suit : « pour avoir, malgré la défense formelle, parlé à un homme ».

Les deux officiers responsables sont le colonel Gallus et le rittmeister Winter.

En général, les prisonniers récalcitrants étaient logés dans une baraque spéciale et surveillés étroitement. Le matin, on les emmenait à la première heure et ils n'étaient ramenés que le soir ; on leur imposait les travaux les plus durs et ils restaient toute la journée sans recevoir la moindre nourriture. Il fallait être solide et d'une volonté de fer pour pouvoir résister. Le Bureau de bienfaisance Belge avait organisé un service spécial, à l'insu des Allemands, pour soutenir ces braves gens et on leur faisait passer journellement du chocolat ou autre chose pour les sustenter. J'ai signalé ce fait à l'attaché d'ambassade d'Espagne à son passage au camp et lui ai demandé d'aller à cette baraque pour se rendre compte par lui-même du régime infligé à ces malheureux, en les interrogeant et en voyant leur état ; mais je crois qu'il a quitté le camp avant qu'ils ne soient rentrés du travail. Ces faits se passaient en 1918 et les deux officiers responsables sont aussi le colonel Gallus et le rittmeister Winter.

Pour montrer combien tous étaient pourchassés pour le travail, Winter a voulu forcer les magistrats qui étaient au camp à faire le service de pompiers, c'est-à-dire, à faire l'exercice sous les ordres d'un sous officier boche et à traîner la pompe en l'absence de cheval. Je m'y suis absolument refusé et j'ai eu 3 jours d'arrêts de rigueur (cachot obscur, pain et eau) Deux magistrats d'Arlon ont été astreints à éplucher les pommes de terre et à conduire des brouettes de houille : M. Perot juge à Arlon et M. Lejeune juge d'instruction à Arlon.

ANNEXE N° 22

Déposition (1) de M. Albert Allard, Avocat-avoué à Tournai, 12, Quai des Salines.

J'ai été interné comme otage au camp de Holzminden depuis le 28 octobre 1916 jusqu'au 24 novembre 1918

J'y ai connu comme officiers allemands dirigeant l'administration du camp : 1°) le général Pflugradt et le capitaine Wikop ; 2°) le colonel Gallus et les capitaines Wyneken et Winter

J'ai vu le capitaine Wikop donner un coup de poing à un prisonnier en présence du général Pflugradt, sous le prétexte que le prisonnier ne saluait pas assez bas Ceci se passait pendant l'hiver 1916-1917. J'ignore le nom et la nationalité du prisonnier

Des prisonniers, notamment les sieurs Delepierre et Buysse, tous deux anciens bouchers à Tournai, m'ont affirmé qu'en leur présence le colonel Gallus a engagé les sous-officiers et soldats à malmenier les prisonniers. Delepierre et Buysse se plaignaient d'avoir été eux-mêmes victimes de mauvais traitements.

Le colonel Gallus et le capitaine Wyneken m'ont infligé trois jours de cachot sous prétexte de « propos haineux à l'adresse de l'Allemagne ». Ils m'avaient obligé à répondre moi-même par écrit à une demande de renseignements faite par la Croix Rouge de Francfort au sujet de mon état de santé. J'ai dit dans ma lettre que j'étais malade et que cela provenait du régime du camp. C'est ce renseignement qui a été considéré comme « propos haineux » J'ai remis ma lettre moi-même à l'administration du camp et, ni le colonel Gallus ni le capitaine Wyneken ne m'ont demandé ni donné aucune explication

Le cachot consistait en un ignoble réduit où suintait le liquide venant des urinoirs. La cruche à eau était pleine d'urine. Il n'y avait dans ce local aucun meuble. J'y suis resté trois jours dans l'obscurité, au pain et à l'eau.

A plusieurs reprises, l'officier du camp a supprimé la distribution des colis et du biscuit qui étaient envoyés aux prisonniers, un tiers de mes colis ont disparu

La nourriture du camp n'était pas mangeable ; pour ma part je n'ai jamais pu l'avalier.

(1) Affirmée sous serment le 17 juin 1920 devant M. F. du Bus de Warnaffe, juge d'instruction à Tournai.

Quant aux actes de violence commis par le personnel allemand sur les prisonniers, ils ont été innombrables. J'en ai souvent été le témoin, mais je ne pourrais citer les subalternes, car j'évitais le plus possible le contact avec eux et j'ignore leurs noms ; je n'ai connu que ceux des chefs. Ces derniers approuvaient ouvertement les sous-ordres et comme je l'ai montré plus haut, il était dangereux de se plaindre. On était puni pour ce motif.

Je vous citerai encore le cas d'un nommé Hayez de Bruxelles qui est mort au camp en 1918, à la suite des mauvais traitements qu'il a subis et celui du député Hoyois mort également à Holzminden. Au cimetière on pourrait voir les tombes de deux prisonnières nées en 1834 et mortes en 1915.

ANNEXE N° 23

Déposition (1) de M Marcel Leduc, aide-médecin à Liège

J'ai été envoyé en kommando forcé à Gronau. Nous étions 22 civils belges, c'était par motif de représailles que nous avons été transférés en kommando pour les prétendus mauvais traitements que les prisonniers allemands subissaient de la part des Français. Nous sommes arrivés à Gronau le 29 juillet 1915 et on nous a obligés de travailler à élargir le lit d'une rivière.

Menaces de poteau, menaces d'être fusillés, coups de crosse, brutalités de tout genre étaient notre sort journalier.

Nous avions pour logement une baraque infecte avec une seule lucarne pour l'éclairer.

Je suis resté là jusqu'en décembre 1915. Un contre-maître civil était surtout brutal avec nous. Il nous battait au point de provoquer les protestations des indigènes de l'endroit, peu tendres vis-à-vis de nous.

Notre travail consistait à draguer la rivière avec la pelle, et pour cela malgré le froid, nous devions nous tenir dans l'eau.

ANNEXE N° 24.

Déposition (2) de M C Lambry, 24, Strée, à Huy.

Je confirme la déposition de M Leduc, Marcel, concernant le travail au Kommando de Gronau, travail très pénible et au dessus de nos forces, consistant à élargir la Leine et pour cela puiser la vase au moyen de dragues à main et à charger cette boue sur des wagonnets.

Moi-même j'ai dû travailler étant dans l'eau, alors que je souffrais de rhumatisme au genou. Après avoir travaillé plusieurs jours et souff-

(1) Affirmée sous serment le 30 juin 1920 devant M. le juge de paix du 1^{er} canton de Liège.

(2) Affirmée sous serment, le 1^{er} juillet 1921, devant M. le juge d'instruction de Huy.

frant énormément, j'ai été enfin conduit chez un médecin sous la menace que, si je n'étais pas reconnu malade, je serais lié au poteau. Le médecin m'ayant reconnu inapte m'a fait transporter d'urgence à l'hôpital d'Alfeld et, de là, au camp et ensuite en Suisse. Ce travail forcé était commandé par un entrepreneur de Porthelm du nom de Luthe-muller et par son contre-maître. Nous avions également pour nous surveiller un gefreiter et deux soldats. Ceux-ci nous ont forcés à travailler plusieurs fois sous la menace de leur fusil.

ANNEXE N° 25

Déposition ⁽¹⁾ de M. Lambert Dedonck, rue Natalis, 50, à Liège

J'ai travaillé à Gronau du 30 juillet 1915 au 9 septembre 1915 date à laquelle j'ai été ramené au camp de Holzminden, comme malade.

Sous la menace de coups de crosse, du poteau et même de mort, nous fûmes tous obligés de travailler.

La nourriture était insuffisante, le logement infect était une étable recevant la lumière par une unique petite lucarne. Au retour du travail nous étions immédiatement enfermés, seule une petite cour de trois mètres carrés nous était accessible et nous étions 22.

L'entrepreneur, et surtout son contre-maître, furent d'une brutalité révoltante. Journallement des prisonniers étaient battus, d'une manière inhumaine.

J'ai cherché tous les moyens pour me faire réformer, entre autres en laissant tomber une grosse pierre sur ma jambe, je souffrais de calculs au foie, mais je ne pouvais me faire exempter.

Notre travail consistait à élargir le lit d'une rivière.

ANNEXE N° 26.

Déposition ⁽²⁾ de M. Henri Boland, à Prayon-Trooz, Province de Liège.

Fait prisonnier en Novembre 1914 en voulant passer la frontière pour aller me mettre au service de notre armée, je fus transporté dans différents camps. En mai 1916, j'étais à Holzminden, quand on nous informa que nous allions travailler chez les fermiers, mais, en fait, on nous transporta dans une mine de fer à Elbingerode. Voyant cela, nous avons refusé de travailler. Devant notre attitude, les soldats allemands se mirent à nous battre à coups de crosse de fusil. Furent blessés grièvement mes amis Guillaume Collignon, de Verviers, qui reçut 4 plaies à la tête, de 7 centimètres de longueur, et Jules Bresmal, de Vierset lez-Huy, une plaie à la tête et plusieurs coups dans le dos; moi-même, je reçus 6 coups dans le dos.

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 1^{er} juillet 1921, devant M. le juge de paix du 1^{er} canton de Liège.

⁽²⁾ Affirmée sous serment, le 13 juillet 1921, devant M. le juge de paix de Fléron.

Malgré ces coups nous avons continué à refuser le travail. Enfin nous avons été ramenés au camp de Holzminden.

Plus tard au mois de juin 1917, j'ai été envoyé dans les marais de Vordner Moor, cette fois jusqu'au moment de l'armistice. Là nous étions privés d'eau potable. La cuisine des prisonniers était faite avec la sale eau des marais et, cependant pour la cuisine des soldats allemands, on allait en chercher de la bonne dans le village de Vordner.

ANNEXE N° 27.

Déposition de M. Jules Bresmal, à Saint-Julien, France (Côtes du Nord).

Je confirme la déposition de M. Boland

Nous sommes partis le 21 avril 1916 pour le Kommando d'Elbinggerode. Nous avons refusé de travailler. On nous a frappés alors à coups de crosse. J'ai reçu un coup à la tête, à la suite duquel j'ai été trois semaines à l'hôpital. On nous a, après cela, demandé de nouveau si nous voulions travailler, nous avons encore répondu non. On nous a alors enfermés. Enfin le 23 nous avons été ramenés au camp.

ANNEXE N° 28.

Déposition de M. Pierre Tonglet, 19, Vieux marché aux grains, Bruxelles.

Je signale les faits suivants relatifs au camp de Holzminden :

1°) la brutalité du sous-officier Ems (je crois) qu'on appelait le carrier, car il accompagnait souvent à la carrière, je l'ai vu plusieurs fois frapper et jeter à terre de malheureux prisonniers traités tout à fait en esclaves,

2°) ce qu'ils appelaient le Stralarbeit, consistant à porter sur l'épaule de grosses pierres de la carrière au camp (20 à 25 voyages) sans revenir manger à midi ;

3°) l'attitude du colonel du camp Gallus, qui se cachait derrière les buissons, armé toujours de ses jumelles, pour espionner les patrouilles de prisonniers,

4°) le travail absolument excessif qu'on exigeait de nous : déchargement du charbon à la gare et chargement des locomotives, même le dimanche, avec une heure de répit à midi, rémunéré par un mark,

5°) le cas de M. Joseph Louvet, lequel, après une crise d'épilepsie, qui avait duré depuis 10 heures du soir jusque 4 heures du matin, ne fut pas reconnu malade par le médecin, dit le Russe. Or, les malades non reconnus étaient envoyés de force au travail.

ANNEXE N° 29.

Extraits de dépositions.

M. Paul Van den Branden, 2, Avenue Paul Janson, Anderlecht, déclare qu'à deux reprises il a été battu par le feldwebel Greune, parce que celui-ci lui trouvait une attitude trop peu respectueuse.

Le témoin ayant demandé au colonel Gallus l'exemption du travail, à laquelle lui donnait droit sa qualité d'étudiant, le colonel lui répondit qu'il s'inquiétait très peu des conventions internationales et ordonna à un feldwebel de jeter le témoin en bas des escaliers.

Le témoin signale les brutalités du gardien Wilhelm Ems, qui aurait (sans que le témoin puisse l'affirmer personnellement) cassé le bras à un prisonnier.

M François Delbrouwe, 16, rue de Serbie, à Bruxelles, a été envoyé dans un camp de représailles, à Lichtenhorst, pour le fait d'avoir présenté des réclamations

M François Koeckelberghs, 248, Chaussée de Diest à Kessel-Loo, a été frappé deux jours de suite à coups de crosse et de pied, au point d'avoir dû être admis à l'ambulance

M Arthur Gasiaux, 10, rue de Condé, à Jumez, a été battu par six hommes à coups de matraque, pour avoir tenté de s'évader.

M. Maurice Douffet, à Dison, a reçu à la tête un coup de crosse dont il porte encore la marque.

ANNEXE N° 30.

Déposition (1) de M. Emery Cambier, coadjuteur domicilié à Mettet (Gosselies).

Après avoir fini mes deux ans de prison cellulaire, j'avais été envoyé (signalé comme homme dangereux) au camp d'Holzminden où les Allemands m'ont tenu prisonnier de février à novembre 1917. Un jour en septembre, la nouvelle se répand dans le camp des hommes qu'on va faire travailler les femmes. Et le lendemain en effet, on apprend qu'ordre a été donné aux femmes « sous les peines les plus sévères » de travailler. Elles avaient à dénouer les mailles d'espèces de filets qui avaient servi de ressorts à des lits de prisonniers, pour en faire des cordes. On disait que ces cordes devaient servir à ficeler les paniers protégeant les obus. Donc, travail pour munitions de guerre.

Le 1^{er} jour toutes ces dames refusèrent le travail. Mais Gallus, le colonel commandant le camp, avait ordonné « sous les peines les plus sévères ». On commença donc à supprimer les « paquets » à celles qui ne travailleraient pas. Il faut savoir que la nourriture du camp, en qualité comme en quantité, était absolument insuffisante. On ne pouvait se soutenir que grâce aux paquets envoyés de Hollande, de Suisse, de France, d'Angleterre. La privation de ce supplément de nourriture était donc une peine très sévère. Les Polonaises et les Françaises cédèrent. Il ne faut pas leur jeter la pierre. Ces dames étaient déprimées par une longue détention; leur situation était tout simplement affreuse; la vie commune en baraque, lits superposés, créait une promiscuité repoussante; elles étaient affaiblies par des privations de tout genre; bref, ces brutales conditions de vie étaient faites et voulues pour émousser les courages les mieux trempés. Elles savaient d'ailleurs, que quelques

(1) Affirmée sous serment le 5 juillet 1920 devant M. le Juge d'instruction de Charleroi.

mois auparavant des hommes avaient refusé d'accomplir un travail en dehors du camp; le canon de fusil braqué sur leur poitrine avait été la réponse des Allemands. D'ailleurs encore, elles cédaient à la force, le sacrifice était inutile.

Les femmes belges continuèrent cependant à refuser le travail.

Une semaine plus tard, l'ordre vint qu'elles ne pourraient plus recevoir ni envoyer ni cartes, ni lettres, ni correspondance d'aucune sorte.

Le feldwebel apporte un jour à une fille de 17 ans une quinzaine de lettres arrivées à son adresse. Depuis 2 mois qu'elle était prisonnière cette enfant n'avait pas reçu de nouvelles de sa famille; « Si vous voulez travailler » — dit l'Ours (c'était le nom du feldwebel) — « vous aurez toutes ces lettres. Sinon, non » — « Je ne travaille pas » répond la jeune fille.

Une autre, en ce même temps apprend que son père détenu au camp des hommes doit partir en kommando « Si vous voulez travailler — lui dit le même Ours — vous pourrez dire au revoir à votre père ». « Je ne travaillerai pas » fut la réponse, et le père partit sans embrasser son enfant.

Mais Gallus avait menacé « des peines les plus sévères » La privation de paquets et de correspondances n'ayant pas d'effet, on enleva successivement à ces malheureuses la paillasse, puis les couvertures, puis huit jours encore après, leurs manteaux et fourrures. Il faisait cependant froid, on était arrivé en octobre et, le camp étant situé sur une hauteur, on devait geler la nuit dans ces baraques aux planches mal jointes, sans paillasse, sans couvertures, sans manteau. Et rien pour se chauffer, ni bois, ni charbon.

L'obscurité viendra peut-être à bout de ces enragées se dit le colonel Gallus. Et il fit enfermer toutes ces dames belges (vingt-sept je crois) dans la même baraque, la baraque n° 13, la deuxième, à gauche, en entrant; puis, il fit clouer des planches aux trous des fenêtres, de manière à laisser ses prisonnières dans l'obscurité, leur ôtant ainsi toute communication avec le dehors. C'était le cachot noir qu'on emploie dans les prisons pour les forcenés et les récalcitrants. C'est dur, c'est très dur, j'en sais quelque chose et il faut prendre tout son courage pour ne pas céder après trois jours de pareil supplice.

Les femmes belges ne cédèrent toujours pas.

Alors, le colonel Gallus défendit à ces dames, et la plupart étaient du meilleur monde, de sortir de leurs baraques pour satisfaire aux nécessités de la nature; il fit placer au milieu de la chambre une touque ou poubelle.

Depuis 2 mois que l'affaire durait, plusieurs dames ont dû être dirigées sur le lazaret: bronchites, fluxions de poitrine, etc.

Au camp des hommes, on s'enthousiasmait, on vantait le courage de ces femmes.

Certaines personnes bien pensantes conseillèrent au Père X, aumônier du camp des dames, de leur dire qu'elles en avaient supporté assez pour prouver leur volonté de ne pas travailler pour l'ennemi, qu'en cédant, elles cédaient à la force, qu'on n'avait donc rien à leur reprocher, etc. Le Père X, un Belge lui aussi, était assez embarrassé.

Il pouvait, muni de son Schein, entrer à sept heures juste au camp des dames pour y dire la messe et en sortir à 8 heures. Chaque matin, ceux qui étaient au courant de la chose, souriaient en le voyant passer, les poches gonflées de chocolat, de conserves etc., qu'il allait mendier dans le camp pour ses prisonnières.

Chaque matin on le voyait aussi avec un grand paquet enroulé dans une couverture (la seule qu'il avait et qui lui servait pour la nuit). Les Allemands croyaient que cette couverture enroulait des ornements d'église, c'était tout simplement du bois de chauffage qu'il portait à une vieille dame de 60 ans, épouse d'un général belge qui n'avait même pas de bois pour se faire la soupe ou une tasse de café. Bref, le Père X se trouvait dans l'embarras. Si jamais les Allemands venaient à le soupçonner de soutenir la résistance, il était destitué.

Après avoir averti quelques-unes de ne pas prendre ses paroles pour de l'argent comptant, il dit donc à ces dames, un dimanche avant son sermon, que des personnes bien pensantes trouvaient qu'elles en avaient fait assez pour prouver leur patriotisme, qu'elles ne cédaient qu'à la force, etc.

Une jeune fille (qui n'avait pas été avertie) prend la chose au sérieux, et en guise de protestation, sort de la chapelle.

Quelques jours après, le capitaine fit appeler le Père. « J'ai appris, dit-il, qu'une dame vous a manqué de respect dimanche passé. Elle est sortie pour protester. Chez nous, en Allemagne, nous ne permettons pas qu'on manque de respect à l'autorité. Je vais donner à cette dame trois jours de cachot. » — Pardon, lui répondit le Père, cette dame ne vous a pas insulté vous ; elle n'a insulté ni l'Allemagne ni l'empereur ; en admettant qu'elle ait insulté quelqu'un, ce quelqu'un c'est moi. Or, je crois savoir qu'en Allemagne, comme chez nous, dans un duel, c'est la personne offensée qui a le choix des armes. Je vous prie donc de ne pas punir cette dame. »

Cet appel au duel chatouilla sans doute agréablement l'amour propre de l'officier, il ne punit pas la dame en question.

Le Père X. se présenta comme intermédiaire. Après avoir pris l'avis de ces dames, qu'on laissait encore venir à la messe le dimanche, il alla trouver le capitaine pour lui demander de leur donner un travail d'utilité pour le camp comme celui de laver, de repasser le linge des prisonniers et que, dans ce cas, il s'offrait à intervenir pour leur faire accepter de travailler. Le capitaine ou plutôt le colonel Gallus refusa. Si son but avait été uniquement de donner de l'occupation aux femmes, il aurait accepté.

Heureusement que, sur ces entrefaites, on annonça l'arrivée d'un envoyé de l'ambassade d'Espagne en tournée d'inspection. Nous n'eûmes naturellement rien de plus pressé que de le mettre au courant de la situation. Dans l'après-midi, l'envoyé se rendit au camp des femmes accompagné du capitaine et du feldwebel (l'Ours). Une petite lutte commença. Le capitaine et le feldwebel poussaient toujours l'envoyé à droite pour l'éloigner de la baraque n° 13, mais lui, sachant que la baraque n° 13 était la 2^e à gauche, poussait toujours de ce côté. Finalement il arriva dans les environs de la sinistre hutte. A ce moment la

porte, quoique fermée à clef, sauta et la petite sœur, sœur Marie Victoire, en un bond fut vis-à-vis des trois hommes. En présence du capitaine et du feldwebel, la sœur raconta à l'envoyé tout ce qui se passait. « C'est bien, dit celui-ci, je ne puis rien faire pour le moment, mais je ferai mon possible pour vous aider »

Le lendemain soir donc, parut à l'ordre du jour ceci :

« Marie Balon (c'était le nom dans le monde de sœur Victoire) trois jours de cachot pour être sortie en temps non permis pour parler avec un homme »

Quelques jours après la visite de l'envoyé de l'ambassade d'Espagne, Gallus fit expédier toutes les nobles récalcitrantes dans un camp de punitions, camp de femmes tarées et de mauvaise vie. Il n'osa cependant pas y envoyer la sœur. Celle-ci fit ses trois jours de cachot noir. Quelques semaines plus tard, l'envoyé revint au camp. Cette fois, il exigea que sœur Marie Victoire lui fût présentée. « Ma sœur, lui dit-il, est-il vrai que vous avez dû subir trois jours de cachot pour m'avoir prévenu de ce qui se passait ici, lors de ma dernière visite et que le prétexte donné dans le rapport a été : « Pour avoir causé avec un homme ? »

« Oui » répondit la sœur

« Dans ce cas, reprit l'envoyé, et cela en présence du capitaine et du feldwebel, (l'Ours), ma sœur, je vous adresse mes meilleures félicitations et permettez-moi de vous serrer la main. »

Quant à moi, quinze jours après cette visite, je devins interné et envoyé ailleurs et j'appris un peu plus tard, que par suite de l'intervention de l'ambassade d'Espagne, toutes les braves femmes belges étaient libérées et renvoyées en France libre.

Voici le texte de deux documents dont j'ai l'original :

14/9/17.

J'ai remarqué que les femmes, notamment en allant en ville, marchent très lentement et ne conservent pas l'ordre. Si je rencontre un pareil détachement, je punirai les coupables

Signé : Gallus.

14/9/17.

Ordre pour le camp des femmes.

Les mesures prises contre les habitantes de la baraque 13 qui refusent de travailler n'ont produit jusqu'à présent aucun résultat. J'ordonne par le présent, d'accord avec M. le commandant du camp, ce qui suit :

A partir de vendredi 14 septembre, entrera à nouveau en vigueur, pour toutes ces femmes, la défense de recevoir lettres, cartes et paquets. En même temps continueront à être enlevées couvertures et paillasses. J'attire tout particulièrement l'attention sur ce que je punirai sans pitié tout essai de passer à celles qui refusent le travail, les objets qu'il leur est défendu d'avoir (couvertures, paillasses, surtout des produits alimentaires).

Signé : Letule.

ANNEXE N° 31.

Déposition (1) de Mlle Lucie Deiardin, 45, rue Sainte-Julienne, Liège

A Holzminden où je fus envoyée en janvier 1916, il est impossible de vous dire l'impression morale que me fit cette vie dans les baraques avec des gens de toutes les sociétés et ramassés un peu partout. Au mois d'avril je fus maltraitée par un soldat, il a été puni, mais néanmoins le coup de fusil sur la tête m'a laissée sourde d'une oreille. En 1917 au mois de mai, accusée de favoriser les évasions des prisonniers, ma chambre fut fouillée, les Allemands trouvèrent un costume civil, un pardessus et un pantalon sans bande, une carte d'état-major de l'Allemagne, deux plans de la frontière, une boussole et une pince à couper les fils de fer qui devait nous servir pour nous évader avec un Monsieur nommé Matton et Mlle Valentine Lefevre; au lieu de cela, je fus renfermée dans la baraque 4, où se trouvaient 70 prostituées ramassées un peu partout de toutes les nationalités, mais parlant toutes l'allemand; deux seulement savaient un peu de français. Comme ces femmes étaient atteintes de syphilis et enfermées dans cette baraque pour éviter la contamination des autres prisonnières, je demandai à être mise au cachot. Le capitaine du camp, un certain Wenneken, me répondit que c'était encore trop bon pour moi et que je ne valais pas mieux que ces sales femmes. Le 10 mai on voulut me conduire à la douche avec toutes ces personnes et comme je faisais remarquer aux dames allemandes Mesdames Guiselmann et Valdick, ainsi qu'au feldwebel Dreyer, les 3 gardes chiourmes du camp des dames, que je ne voulais pas aller à la douche avec des personnes atteintes de maladies contagieuses et que ce n'était pas non plus ma place de marcher en cortège avec des femmes de cette espèce, ils ne trouvèrent pas mieux que de se jeter sur moi tous les trois et de me frapper. Le feldwebel me jeta en bas de 4 marches d'escalier et comme je me relevais, il me donna un coup de poing dans le dos qui me rejeta dans les fils de fer de la baraque; car cette baraque était entourée de fils de fer et j'y restai enfermée toute la journée. J'avais des déchirures au cou et derrière l'oreille, au front ainsi que sur les mains et aux genoux; saignant par le nez et la bouche, je fus traînée au cachot sans matelas ni couverture, au pain sec et à l'eau, où mes amies du camp vinrent me passer du café chaud, le soir; elles tenaient la cruche à la hauteur du vasistas, et avec un bâton de macaroni que l'on m'avait passé, je suçais le chaud breuvage à travers le fil de fer; l'on me passait un peu de vivres de la même façon.

Bref, je passai trois mois et demi dans cette baraque avec des femmes ayant perdu tous les bons sentiments que l'on trouve chez l'être humain, et remplies de plaies et de bosses, où les filles se tuaient aux trois quarts et n'osaient dormir; car deux ou trois fois par semaine les soldats allemands venaient avec des boissons. Alors vous devinez le reste.

(1) Affirmée sous serment le 28 juin 1920 devant M. G. Comeliau, juge d'instruction à Liège.

Après avoir souffert moralement encore plus que physiquement dans cette baraque du déshonneur, on me fit chercher et le capitaine me dit : « Si vous voulez travailler aux ficelles à la baraque n° 5, vous rentrerez libre dans une petite chambre de la baraque 14 avec les autres Belges. Je refusai de travailler et je fus envoyée à la baraque 13 avec 22 autres Belges, où nous fûmes enfermées à partir du 15 août, sans poêle pour faire du feu, privées de nos colis, sans recevoir les correspondances de nos familles, et sans pouvoir écrire, privées d'air, de lumière, car les ampoules étaient enlevées et les fenêtres barricadées. Mme Ladrière, de Jumet, a été battue et mise au cachot pour avoir essayé de nous passer des vivres. Le dimanche, on nous enfermait dans la baraque, séparée du cabinet, qui se trouvait sur le carré ; nous étions obligées d'aller l'une après l'autre sur un seau, on restait dans cette salle sans air, cela de deux heures de l'après-midi, le dimanche, jusqu'au lundi matin et il y faisait tellement malsain, que plusieurs dames devinrent malades, même la religieuse qui se trouvait avec nous.

Bref, le 10 septembre, voyant qu'aucune de nous ne voulait céder pour se rendre au travail, nos bourreaux nous firent savoir que si nous n'acceptions pas de travailler, on allait nous enlever nos matelas et nos couvertures. Comme personne ne bougeait, le feldwebel Dreyer alla chercher les hommes de corvée, des cheminots du Nord, prisonniers comme nous, ces hommes avaient les larmes aux yeux en voyant la détresse dans laquelle nous nous trouvions ; mais ils étaient forcés de faire leur honteuse besogne car Dreyer avait tiré son sabre et nous bousculait dans tous les coins. Ils durent enlever nos lits et même nos draps de lit, qui pourtant nous appartenaient.

Jusqu'au 3 octobre nous couchâmes sur le plancher et les brutes, voyant que nous ne cédions pas, nous emmenèrent en Kommando à Bretel au milieu des bois et des marais, où, pour nous chauffer et faire notre cuisine à 27 Belges, 2 Russes et 3 Françaises, on nous donnait deux briquettes de charbon de 2 kilogs en plein hiver, dans une baraque non plafonnée et où la neige et la pluie entraient partout. Nous sommes restées là jusqu'au 30 novembre 1917, donc durant 2 mois. A notre retour à Holzminden, Madame Valdick, dont je vous parle plus haut, nous demanda si nous n'étions pas encore mortes. Cela doit vous dire pourquoi on nous avait envoyées à Bretel. Mais je vous dirai que, pas plus à Bretel qu'à Holzminden, nous n'avons voulu travailler et nous avons affirmé hautement que nous ne travaillerions pas pour les ennemis de notre pays.

A Bretel des soldats ont frappé Thérèse Odyn de Bruxelles et deux autres jeunes filles dont je n'ai retenu que les prénoms de Jeanne et Maria.

On a fait suivre à Bretel les colis arrivés pour nous à Holzminden, mais on avait eu soin d'enlever le contenu de nos boîtes ; nous avons de ce chef déposé une plainte auprès du délégué d'Espagne qui est venu nous voir dans les deux camps et qui a pu constater plusieurs de ces faits que je vous ai signalés.

Lorsque nous étions malades, les Allemands nous refusaient impitoyablement tous soins médicaux et pharmaceutiques.

ANNEXE N° 32

Déposition ⁽¹⁾ de Mlle Florence Lambrecht, 23, nouvelle rue de la Porte du Sas, à Gand

Je confirme que Mlle Lucie Dejardin, a été frappée d'un coup de canon de fusil, sur la tête

Ensemble avec elles j'étais une de ces 22 prisonnières belges qui ont été enfermées pendant deux mois, dans la baraque n° 13 ; nous avons passé là 27 jours où il fallait dormir sur les planches, étant privées de nos lits.

Quant au fait d'avoir logé des prisonnières dans la baraque des prostituées, je vous signale le cas suivant : Quand grâce à l'intervention du gouvernement belge nous avons été rapatriées, les Allemands ont fait savoir au comité compétent en Suisse, que nous étions des femmes de mauvaise vie, pour lesquelles il faudrait prendre des précautions en arrivant en Suisse. Les membres de ce comité, que nous avons trouvés en Suisse, ont été fort étonnés d'apprendre notre véritable sort.

ANNEXE N° 33.

Déposition ⁽²⁾ de Mme Philomène Coutelier, 20, rue de la Station, Herve

Je confirme que Mlle Dejardin Lucie a été frappée par un soldat allemand qui s'est servi pour cela de son fusil ; je n'ai cependant pas été personnellement témoin du fait. Je confirme également que Mlle Dejardin a été enfermée pendant deux mois dans la baraque 13, privée de colis, de correspondance, de lumière, avec 22 autres prisonnières belges. Les fenêtres étaient barricadées, les lits enlevés et on était obligé de coucher par terre et sans couverture, cela parce que les prisonnières avaient refusé le travail. Je faisais partie de celles qui ont été enfermées à la baraque 13.

Mlle Dejardin fut aussi enfermée dans la baraque n° 4 avec 70 prostituées, pour avoir été trouvée porteuse d'objets servant aux prisonniers qui voulaient s'évader.

ANNEXE N° 34.

Déposition de Mme Louise Ladrière, à Jumet

Je confirme les faits que vous me signalez concernant Mlle Dejardin, Lucie. Celle-ci fut enfermée dans la baraque n° 13 pour refus de travail. Elle y fut privée de tout, colis, correspondance, lumière, feu, etc ; on alla même jusqu'à retirer les lits et barricader les fenêtres.

Avant d'être enfermée dans la baraque n° 13, Mlle Dejardin avait été enfermée dans la baraque n° 4 avec les femmes de mauvaises

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 29 juin 1921, devant M. le juge d'instruction de Gand.

⁽²⁾ Affirmée sous serment, le 30 juin 1921, devant M. le juge de paix de Herve.

mœurs, parce qu'elle avait confectionné des costumes civils. Elle fut aussi frappée très durement par le feldwebel

Voici d'autre part, ce qui me concerne personnellement :

Le 10 août 1917, nous fîmes toutes convoquées pour travailler , sur notre refus, je fus enfermée dans la baraque n° 13 avec les compagnes qui refusaient le travail au nombre desquelles était Mlle Dejardin

Je fus privée de tout : colis, correspondance, lumière, feu et lit et des barreaux furent mis aux fenêtres. Je sciai les barreaux de la fenêtre, qui étaient en bois. Alors, je commençai à aller journellement chercher le manger dans les autres baraques, pour pouvoir subvenir à nos besoins. Je fus prise plusieurs fois par le feldwebel qui me donna des coups de plat de sabre , chaque fois je fus conduite chez le commandant ; toutes mes peines réunies, je fus condamnée de 25 à 27 jours de cachot , là je fus mise au pain sec et à l'eau, et j'étais couchée sur des planches, avec une seule couverture. J'en devins tellement malade, que je dus être transportée à l'hôpital presque mourante. Pendant mon séjour au « lazaret », les compagnes de la baraque n° 13 partirent au camp de Brétel. Lorsque je sortis du « lazaret », je fus considérée comme meneuse du mouvement pour ne pas travailler , alors, ils voulurent m'enfermer dans la baraque n° 4 avec les femmes de mauvaises mœurs , comme je refusais, le feldwebel me donna de nouveau des coups de sabre et me jeta sur les escaliers de la baraque, où il me piétina tellement la jambe que je dus être pansée ; ensuite je fus enfermée dans la baraque n° 4, où je fus de nouveau privée de tout

Sur ces entrefaites, les diplomates espagnols firent une enquête , les compagnes qui étaient revenues de Brétel furent délivrées et je sortis moi-même de la baraque n° 4.

ANNEXE N° 35

Déposition ⁽¹⁾ de Mlle Marthe Van Drise, 105, Rempart des Béguines, à Anvers.

J'ai été, comme Mlle Dejardin, enfermée pendant 2 mois dans la baraque 13, privée de colis, correspondance, lumière, les fenêtres étant barricadées ; plus tard lits et sièges furent enlevés ; après cela nous avons été transportées dans un camp au milieu des marais, à Bretel, où pour obtenir le chauffage de la baraque, nous avons été obligées de décharger nous-mêmes un wagon de charbon et de scier des troncs d'arbre, que nous allions chercher aux alentours du camp

J'ai été également enfermée avec les prostituées, parce que je m'étais évadée, ayant été reprise à 5 mètres de la frontière hollandaise.

A la suite de cette évasion, j'ai dû faire 3 semaines de prison. Au tribunal j'ai dit au juge qu'il n'avait pas le droit de me condamner, attendu que d'après un tel article de la conférence de la Haye, je n'étais passible que de peines disciplinaires et que je les avais accomplies en faisant 15 jours d'arrêt de rigueur. Le juge m'a répondu : « C'est vrai, mais si nous n'avons pas le droit, nous le prenons »

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 14 juillet 1921, devant M. le juge d'instruction d'Anvers.

ANNEXE N° 36.

Déposition ⁽¹⁾ de Mlle Jane Oranne, Villa Cara, Londerzeel.

J'étais chef de la baraque 14 à Holzminden, baraque habitée par des Belges. Nous y avons souffert du froid pendant l'hiver 1916-1917 étant restées sans même un peu de charbon ni bois. Les soins médicaux étaient nuls, pour tous les cas graves ou non, on ne donnait que de mauvaise aspirine. J'ai moi-même été très malade d'une anémie du cerveau; le médecin qui avait accès dans le camp des femmes, un russe nommé Lourian, m'a dit plus d'une fois: « je n'ai rien, mais rien », les prescriptions étaient ou compresses froides ou compresses chaudes, encore celles-ci ne pouvaient-elles pas à certains moments être exécutées, faute de charbon. On a puni d'une façon révoltante 26 femmes belges qui refusaient de travailler pour l'ennemi. Vu mon âge et mon titre de chef, j'ai été exemptée; mais je sais que les autres ont été privées de colis, de correspondances, de matelas, de couvertures et qu'en plein mois d'août, elles ne pouvaient ouvrir une fenêtre dans leur baraque, qui était aussi chaude l'été que froide l'hiver. L'odeur des poubelles, des cabinets, était déjà infecte dans les baraques ouvertes, mais dans celle qui était fermée, cela a été atroce. Pour un oui, pour un non, pour une futilité, on punissait de cachot, voire même 5 jours, des dames âgées, et cela au régime de rigueur au pain et à l'eau avec tous les 3 jours une écuelle de ce qu'on nommait la soupe.

J'ai vu donner des coups de crosse à des malheureux qui n'avaient pas assez vite, refuser de laisser partir en Suisse des hommes pour ainsi dire mourants, leur refuser le régime des malades, régime qui consistait à donner un quart de soi-disant lait, mais qui n'était qu'une mixture blanche. Malheureusement ma mémoire me fait défaut, n'étant pas encore remise de mon séjour d'Holzminden. Si je suis revenue de là, c'est à force de volonté, ne voulant pas mourir là-bas, mais j'ai eu faim, faim à crier, car on volait mes colis.

(1) Affirmée sous serment, le 2 mars 1921, devant M. le juge d'instruction de Bruxelles.

III. Le camp de Soltau.

ANNEXE N° 37.

Déposition de M. Fd. Kraentzel, 163, rue Gérard, Bruxelles

J'ai été prisonnier au camp de Soltau du 29 août 1914 au 20 décembre 1916 ; le camp dépendait du X^e corps d'armée , il se trouvait sous le commandement général du général von Rübesamen, résidant à Soltau même, commandant les environs de Soltau Le camp lui-même fut dirigé :

- 1°) par un officier de hussards de la mort, jusque vers la mi-septembre 1914, dont je n'ai pas connu le nom ,
- 2°) par le Hauptmann Boekelmann, dans la vie civile juge à Hanovre (Land- ou Handelsrichter) ;
- 3°) à partir de septembre 1916 par le Hauptmann Staude ;
- 4°) à partir de décembre 1916 par un Hauptmann que j'ai à peine connu

Apprécier leur rôle est difficile Il faudrait tenir compte pour expliquer la rigueur avec laquelle nous fûmes traités :

- a) du désarroi causé par notre arrivée à plusieurs milliers ;
- b) de la peur que nous inspirions à tous ces gens ; ils ont souvent cru se préserver en nous terrorisant. Un des sous-officiers les plus terribles de l'époque fut le feldwebel Pfitsch (dit Gibraltar, du nom porté par son régiment) ; coups de poing, de pied, de matraque furent un système pour lui ; trois mois après, c'était peut-être le plus bienveillant de tous nos geôliers.

Le commandant Boekelmann fut, d'une façon générale, bienveillant Systématiquement il laissa aux prisonniers beaucoup de liberté ; il leur laissa organiser eux-mêmes la plupart des services ; il leur permit de fonder des œuvres de récréation intellectuelle ou autre, infiniment plus nombreuses que partout ailleurs Il eut fréquemment de bons gestes : aider d'un secours un prisonnier malheureux, se charger personnellement de la correspondance d'un prisonnier privé de nouvelles, intervenir souvent et efficacement près du général ; il eut des appréciations souvent agréables à entendre pour des Belges Je pourrais citer divers traits qui le représentent sous de bonnes couleurs.

Par contre, je lui reproche sa négligence dans la surveillance de la nourriture Celle-ci a été, en effet, déplorablement insuffisante et ce, beaucoup à cause des vols dont nous fûmes les victimes. La fourniture en était d'abord entreprise par un certain Rheinold qui fraudait même à l'égard du gouvernement allemand ; les soldats allemands étaient

autant ses victimes que nous, j'ai relevé un jour sur la paroi d'un local des soldats allemands l'inscription : « Gott strafe Rheinold und England »

J'ignore quels sont les droits que possédait en la matière le commandant, il en avait, puisqu'il entendit bien des lois nos observations et alla goûter lui-même très souvent la nourriture dans les cuisines.

A partir du 15 août 1915, la nourriture fut reprise par les soins de l'intendance allemande. Durant 2 mois cela marcha, c'était suffisant et, grâce à nos cuisiniers, convenable. Mais ensuite, qualité et quantité diminuèrent rapidement, ce fut, sans la moindre exagération « terrible », si les biscuits envoyés par le gouvernement belge ne nous étaient pas arrivés, il y aurait eu, à coup sûr, des morts d'inanition très nombreuses.

Il est très difficile d'apprécier exactement la responsabilité du commandant Boekelmann dans cet état de choses ; il a été déplacé vers septembre 1916 pour ce motif ; le lieutenant Elster, chargé du service de l'intendance, doit avoir été puni ; des sous-officiers allemands, qui étaient les voleurs, ont été condamnés.

Le commandant Staude fut un parfait « gentleman ». Peut-être plus rigide que le commandant Boekelmann, il fut certainement plus correct, parce que surtout d'humeur plus égale et plus froid. Il avait d'ailleurs combattu, avait été blessé grièvement plusieurs fois, je suis convaincu qu'il estimait les prisonniers. Voici une de ses paroles à ses sous-officiers réunis : « Songez que ces gens-là (les prisonniers) ont fait leur devoir, tandis que vous ne l'avez pas encore fait. »

Je doute qu'une plainte soit jamais formulée à son propos, et les déportés arrivés fin novembre et commencement décembre 1916, ont eu la chance d'avoir affaire à lui. Je signale notamment qu'il a voulu laisser aux prisonniers belges le soin de diriger ces déportés ; aux soldats chargés de commander les baraques, il disait : « Ce sont des civils, ils n'ont pas votre esprit de discipline, soyez patients avec eux. »

Il a été retraits vers le 1^{er} décembre 1916. Je n'ai pas à apprécier son successeur ne l'ayant pas suffisamment connu ; il eut une réputation détestable.

Le général von Rubesamen était un vieil officier très colérique, mais non dépourvu de bons moments. Il n'a pas, je pense, sa responsabilité engagée dans les actes de mauvais traitements de ce camp principal. Peut-être en est-il autrement pour les kommandos dépendant de Soltau. Peut-être une enquête faite en Allemagne sur la question de la nourriture engagerait-elle sa responsabilité ; il a été déplacé au cours de 1917.

En somme, à part la question de nourriture et jusqu'en décembre 1916, le camp principal de Soltau n'a pas été le lieu de mauvais traitements infligés systématiquement ou d'actes de brutalité habituels. Il y eut des faits isolés ; j'en signalerai notamment un : le 7 avril 1915 vers 15 h. l'unteroffizier Fildhut (je ne suis pas sûr de son nom et n'ai pu prendre le n° de son régiment) surveillait avec 2 ou 3 soldats allemands une corvée de prisonniers belges chargée de transporter des uniformes belges. Un soldat belge, dont j'ai oublié le nom, tandis que le wagonnet roulait dans le camp, dérobe un des vêtements. L'unteroffizier Fildhut l'aperçoit, crie en allemand « arrêtez ». L'autre fuit

L'unteroffizier donne alors l'ordre à l'un des soldats allemands de tirer ; celui-ci obéit et le Belge tombe frappé à mort d'une balle dans le ventre. L'unteroffizier Fildhut était fameux par sa brutalité, à maintes reprises, il a donné des coups de poing, trappé dans le tas de prisonniers avec un jonc flexible.

J'ajoute, pour ne pas faire retomber la responsabilité de cet acte sur un autre

a) que le général, dès le lendemain (c'était le 8 avril, anniversaire royal, et la fête put, avec la pleine adhésion du général, être dignement célébrée) fit exprimer ses regrets, annoncer que l'ordre avait été donné aux sentinelles de ne plus tirer à l'intérieur du camp, et il renouvela la recommandation de s'arrêter toujours à une première sommation ;

b) que le Fildhut a été éloigné de la kommandantur où il était employé, il doit même, croyons-nous, avoir été légèrement puni (probablement 8 jours de prison), il a définitivement quitté le camp 3 ou 4 mois après, il semblait d'ailleurs quelque peu corrigé.

Mais mon appréciation assez favorable sur le camp n'enlève rien à la réputation terrible des kommandos dépendant de Soltau. Là il y a quelque chose à faire. Je signale surtout :

Oberode - 1^{re} période,

Sud-Edeweichtmoor - période 1916.

Cassebruck - Là il y a eu des horreurs sans nom et je puis tout au moins témoigner de l'état de santé lamentable dans lequel nos prisonniers, en mai-juin 1915, rentraient de Cassebruck.

ANNEXE N° 38.

Déposition (1) de M. Vital Hubert Coche place Verte, 5, Cambrès

Au début de décembre 1918, les prisonniers de guerre belges rentrant au camp de Soltau ont logé à la baraque 30, qui avait servi quelques jours auparavant aux vénériens allemands. Des bassins vides et d'autres renfermant des solutions de permanganate se trouvaient encore dans la baraque. Des sacs à paille, dont plusieurs étaient souillés encore, ont servi pour les lits de nos camarades. Vu le danger, j'ai prévenu immédiatement M. L. Vitry président du Comité de secours belge à Soltau, afin qu'une communication fût faite dans les baraques à ce sujet. Mais déjà les prisonniers avaient changé de baraque, emportant dans les autres baraques du camp les sacs à paille qui avaient servi aux soldats allemands atteints de maladie honteuse. Le commandant du camp et les médecins allemands ne pouvaient pas ignorer cette situation.

Le 1^{er} mai 1917, sur l'ordre du commandant de Siegburg, j'ai été désigné pour la Paketstelle russe. Le travail consistait à porter des piles ou des sacs de colis. Je devais fournir en outre 15 km de marche pour l'aller et le retour du camp à la gare de Soltau. Le travail fourni était pénible, incompatible avec les conventions entre les Alliés et les

(1) Affirmée sous serment, le 7 juillet 1921, devant M. le juge de paix de Binche.

Allemands. M. Paul de Longueville professeur à l'athénée de Charleroi, M. Lambert, Joseph, 44, rue Dossin, Liège, se trouvaient désignés par le même ordre et ont exécuté les travaux malgré notre profession libérale.

ANNEXE N° 39.

Déposition de M. Albert Wybo, 269, Chaussée d'Alsemberg, à Forest

J'ai été prisonnier civil à Soltau du début de septembre à la fin d'octobre 1914. J'y fus témoin d'un meurtre commis sur un prisonnier.

Nous étions dans la plaine du camp, lorsqu'un coup de fusil partit. Je vis un homme tomber à la renverse. Il rendit le dernier soupir. Des camarades me dirent que c'était un homme de leur village, Lebbeke lez-Termonde, boulanger, père de huit enfants, demeurant Minnestraat. La sentinelle qui a tiré a aussitôt été remplacée.

J'ajoute, au sujet de l'attitude de nos gardiens, que les hommes, qui ne se pressaient pas assez de sortir des baraques, en étaient chassés à coups de crosse et de sabre.

ANNEXE N° 40

Déposition de M. Jules Tonnemans, 39A, rue Charles-Quint, à Bruxelles

Le fait sur lequel porte ma déposition est entièrement distinct du meurtre commis par le sous-officier Fildhut. Le fait que je vous signale s'est passé vers la mi-septembre 1914 à la Offizier-Reitschule de Soltau.

La victime, que je ne connais pas de nom ni d'origine, était un homme d'un certain âge. Il se trouvait avec bon nombre d'otages des villes de Dinant, de Louvain, etc. dans un enclos fermé au moyen de fils barbelés au milieu de la cour. Incommodé sans doute par le soleil, le pauvre homme voulut se rendre dans le dortoir, mais passa sous le fil barbelé, ce que voyant la sentinelle s'approcha de lui, en le menaçant de la pointe de sa baïonnette; l'homme effrayé se réfugia en courant vers les latrines, où il fut atteint par un coup de feu. On l'emporta râlant à la morgue et le lendemain on désigna certains d'entre nous pour l'enterrer.

Je signale d'autre part les mauvais traitements qui étaient infligés par le lieutenant de service : coups de sabre, punitions barbares, pilori, coups de matraque aux malades incapables de se lever.

ANNEXE N° 41.

Déposition ⁽¹⁾ de M. Léon Vitry, avocat, 35, rue d'Urtebise, à Binche.

Au début de 1915, un sous-officier allemand du nom de Fildhut a donné l'ordre à une sentinelle de tirer sur un prisonnier belge (Depasse (?)) de Courtrai. Ce prisonnier a été tué presque à bout portant.

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 13 juillet 1921, devant M. le juge d'instruction de Charleroi.

dans le camp de Soltau entre deux baraques Il avait dérobé une veste. Surpris par Fildhut il avait abandonné la veste et réussi à s'enfuir

Le fait relatif à M Rehan d'Ougrée est parfaitement exact et distinct du meurtre exécuté sur l'ordre de Fildhut. M Rehan a été tué sur la route de Soltau à Wolterdingen, en juin 1918 ; si mes souvenirs sont exacts, M. Rehan revenait du kommando de Konigsmoor, pour être tenu en observation comme présentant des signes d'aliénation mentale Il aurait escaladé le talus de la route, ce que voyant la sentinelle lui a tiré un coup de fusil presque à bout portant. J'ai adressé à un prêtre, qui me le demandait, M. le Curé d'Ougrée je pense, un petit rapport sur le cas dont il s'agit. Je crois d'ailleurs me souvenir qu'un rapport à également été joint aux divers documents rapportés d'Allemagne.

ANNEXE N° 42.

Déposition de M Pierre François Dricsen, sergent-major au 7^e de ligne, interné à Bex.

Le 7 avril 1915 je me trouvais au camp de Soltau. L'adjudant de matériel de Liège De Brouwer, Charles, devait prendre livraison d'une quantité de vêtements militaires dérobés par les Allemands en Belgique et qui devaient être distribués par l'adjudant précité L'adjudant De Brouwer m'avait demandé de le seconder pour la surveillance, vu que plusieurs hommes dérobaient des vêtements. Un homme dont j'ignore le nom (Belge de nationalité) avait enlevé une veste, mais avait été aperçu par un sous-officier allemand qui voulut le conduire à la « kommandantur ». A un moment donné l'homme se sauva et l'Allemand qui me paraissait sous l'influence de la boisson le poursuivit

Je voyais le moment où l'Allemand aurait pu faire usage de ses armes pouvant ainsi toucher le fugitif ou peut-être d'autres hommes se promenant au camp. Pour éviter ces choses regrettables et ayant l'occasion d'amener le fugitif à s'arrêter, je me suis permis de le faire Malheureusement l'Allemand, au lieu de conduire l'homme au bureau, le frappa d'une façon inhumaine avec un fouet dont il était porteur, partout où il pouvait le toucher. Le Belge se sauva une deuxième fois poursuivi encore par l'Allemand qui, voyant qu'il ne parviendrait pas à le rejoindre, donna l'ordre à une sentinelle de service à l'intérieur du camp de tirer. Le fugitif fut tué. Je crois que le sous-officier allemand s'appelle Filtou et le sergent Lebacq, Henri, du 8^e de ligne m'a dit en 1917, quand je me trouvais au camp de Gottingen, avoir rencontré le dit sous-officier comme feldwebel Je présume que M Fernand Wage-mans du 10^e de ligne, échangé en 1917 comme brancardier pourra fournir le nom de la victime

Si je me suis permis d'essayer la première fois de sa fuite à arrêter le malheureux en question, ma façon de faire était basée sur le fait qu'à maintes reprises il avait été communiqué dans les baraques, qu'à la première injonction d'un poste ou sentinelle tout homme qui y était invité devait s'arrêter, sinon la sentinelle avait le droit de tirer. Ce fait s'était présenté quelques semaines auparavant de la

façon suivante : Un homme avait dérobé un morceau de pain et se sauva. La sentinelle qui avait vu la chose tira sur le fugitif, mais ne l'atteignit pas.

La balle perdue alla tuer dans la baraque un soldat belge de Malines (père de plusieurs enfants) qui jouait aux cartes et en blessa un autre au bras.

ANNEXE N° 43.

Déposition de M. Julien Vrancken, adjudant, ancien président du comité de secours du camp de Soltau, domicilié à Hasselt.

Voici les renseignements que je puis donner concernant le meurtre d'un soldat belge tué au camp de Soltau par ordre du sous-officier Fildhut, dit « matraque ».

Le soldat tué porte le nom de De Paepe, j'ignore son régiment.

D'après des déclarations recueillies le jour de la mort du soldat De Paepe, celui-ci se serait rendu dans une baraque du camp où se trouvaient emmagasinés des effets militaires belges, dont la distribution était assurée par l'adjudant de matériel De Brouwer (de la position fortifiée de Liège) sous le contrôle et d'après les ordres de l'autorité allemande.

De Paepe aurait soustrait une veste et, au moment de sa sortie de la baraque, il aurait été vu par le sous-officier Fildhut. Celui-ci en état d'ébriété, poursuivit De Paepe et comme une sentinelle se trouvait à proximité, il a donné ordre à celle-ci de tirer sur le fuyard. La sentinelle a abattu De Paepe par une balle de fusil entrée dans le dos et sortie par la poitrine. Le malheureux soldat a expiré peu d'instants après avoir été touché. Je crois que l'adjudant De Brouwer, dont j'ai parlé précédemment, pourra donner des renseignements plus précis et plus complets au sujet de ce meurtre.

J'ajoute que le sous-officier Fildhut était la brute personnifiée du camp, se promenant dans le camp, porteur d'une matraque en caoutchouc dont il se servit fréquemment pour frapper des prisonniers sans défense, d'où le surnom de « matraque ».

Le 1^{er} sergent Michiels du 11^e de ligne (décédé en Allemagne en octobre 1918) a dérobé la matraque ainsi que des menottes dans la chambre de ce mauvais gardien.

ANNEXE N° 44.

Déposition (1) de M. l'abbé Englebert Belaerts, professeur au Collège Saint-Pierre à Uccle.

En août 1914 j'étais en vacances chez mes parents à Sempst. Le 25 au matin vers 4 h. 30, mes parents et moi fûmes éveillés par les soldats

(1) Affirmée sous serment devant M le Juge de Paix d'Uccle, le 4 septembre 1919.

allemands qui nous firent signe de quitter la maison et de fuir dans la direction d'Hombek. Je leur demande explication, ils me disent que nous devions fuir parce qu'un combat allait se livrer dans les environs. Confiant malheureusement en leurs paroles, nous fîmes de très rapides préparatifs et nous voilà en route. Nous n'avions pas fait deux pas que déjà toute la famille était arrêtée et gardée avec tous les voisins pres de l'église de Sempst. Nous restions parqués là jusque vers 11 heures, quand à la retraite des boches, les hommes furent séparés des femmes et conduits sous escorte par Eppegem (où environ 150 civils se joignent à nous), Houthem, pour arriver vers 12 h. 1/2 à Peuthy. Tout ce voyage fut fait dans les plus tristes circonstances au milieu des boches en retraite et supportant de leur part les plus vilaines insultes et les plus cruelles menaces. A Peuthy nous sommes parqués sur des champs de trèfle en plein soleil jusque vers 3 heures, quand nous fûmes placés 2 à 2 contre les murs de l'église et menacés tous d'être fusillés. Six malheureux y ont été désignés et fusillés. C'était au moins la 3^e ou 4^e fois que les menaces se répétèrent. Après 3 heures nous fûmes enfermés dans l'église ; nous y passons la nuit et nous y restons jusque vers 2 heures du lendemain, quand on nous annonça que nous étions libres. Jusqu'ici nous n'avions pas reçu le moindre morceau de pain. A deux heures nous quittons l'église de Peuthy surveillés par des gendarmes boches et nous sommes conduits à Dieghem, où l'on nous enferme dans un château abandonné. Nous devons y coucher sur la paille et nous sommes heureux de pouvoir nous y nourrir avec quelques petits morceaux de pain que nous trouvons sous notre couchette.

Nous voilà donc vendredi matin (sans avoir reçu de nourriture, si ce n'est une poire verte) quand nous fûmes conduits à la gare de Dieghem, jetés dans un train et envoyés en Allemagne. Ici commence seulement notre calvaire, surtout le mien, parce que ma soutane attire toutes les méchancetés, toutes les colères. A toutes les gares notre train s'arrête et le machiniste indiquant mon compartiment je dus ouvrir la portière et recevoir les méchancetés des sentinelles à la garde des gares. Sur tout le parcours il en est ainsi, depuis Dieghem jusque Soltau. Il va sans dire que ce fut surtout en Allemagne que j'eus à supporter ces cruautés. A Cologne, nous recevions chacun un quart de pain militaire, c'était notre première nourriture et nous étions samedi matin. Le voyage se continue ainsi, nous ne recevons de temps en temps qu'un peu d'eau pour étancher une forte fièvre. Nous devions boire dans un seau. Ce bonheur nous fut même refusé à partir de la ville de Hanovre. Mais je veux en venir à Soltau, où nous arrivions dimanche midi, où nous étions annoncés ; foule à la gare, foule houleuse et furieuse. Pendant le trajet de la gare à la caserne, je dois être protégé par 4 sentinelles contre la fureur des boches (civils) qui néanmoins encore parviennent à m'atteindre. A la caserne tout nous est volé, je ne puis garder mon bréviaire qu'à condition de recevoir un bon coup de poing d'un sous-officier. Après être passés en revue par un général, nous sommes jetés dans une écurie déjà comble et pour nous reposer un peu, nous devons chercher place entre les jambes de tous ces malheureux arrivés déjà avant nous. Je ne pense pas me tromper si j'évalue de 700 à 1000 les personnes ici présentes. Inutile d'insister sur l'état

de ceux-ci et de nous-mêmes. Nous ne pouvions nous donner le moindre soin. Arrivé ici, je suis immédiatement choisi pour porter des seaux d'eau pour donner à boire ainsi aux malheureux assoiffés. Un soldat belge est parvenu à me délivrer de cette besogne vers le soir. Le lundi midi (je veux être brel) 3 sentinelles viennent me prendre pour travailler, je devais nettoyer la cour. À peine occupé d'autres soldats viennent me prendre et me conduisent au manège. Là j'ai dû courir comme un cheval, recevant des coups de crosse sur tout le corps et des coups de poing en pleine figure de la part du sous-officier. J'ai dû faire ainsi plusieurs tours du manège toujours poursuivi par ces sauvages jusqu'à ce que je suis tombé, la figure tout en sang. Revenu à moi, j'ai dû travailler encore jusque 6 heures à faire des bottes de paille, à les transporter. Entre temps les coups et les rudesses pleuvaient sur moi.

Cette besogne me fut imposée malgré mes épouvantables douleurs que je ressentais sur tout le corps par suite des coups attrapés au manège. Plus mort que vif je travaillais toujours, poussé en avant par des boches en furie. Monsieur le curé de Somme-Leuze était attelé à la même dure besogne, malgré les pieds endoloris par des coups de crosse. Si du moins ils m'avaient permis d'étancher un peu ma soif qui me brûlait la gorge. Si au moins j'avais pu me laver un peu la figure et me rafraîchir ainsi. Mais non ! Inhumainement on m'a retenu ainsi à la besogne jusque vers 6 heures, quand un sous-officier est venu obliger les sentinelles de me laisser rentrer à l'écurie. Là je suis tombé sans mouvement ; heureusement j'y ai trouvé mon père et mon frère Edmond qui m'ont prodigué quelques soins. J'avais au moins de l'eau à boire, tandis que mon père m'a rafraîchi quelque peu le visage. Couché sur la paille je me suis endormi pour me réveiller à tout instant, tant chaque mouvement que je faisais me causait des souffrances. Quelle nuit j'ai passée ainsi.

Le lendemain matin on vient nous réveiller à 6 heures pour chercher notre piteuse ration de café ; impossible de me bouger ; le moindre mouvement me cause d'épouvantables douleurs sur tout le corps. J'avais demandé à mon père de rester auprès de moi et heureusement, car à peine tout le monde fut-il sorti, qu'une troupe de boches rentra dans l'écurie réclamant à grands cris le curé, le « *schwarz schwein* ». Père est parvenu à les calmer par les larmes. Vers huit heures j'ai eu la visite du médecin. Il me demanda si j'avais une blessure ou une plaie. Je lui répondis que je souffrais, mais que je ne savais pas si j'avais une plaie. Alors restez couché ici, me répondit-il, et ce fut tout le soin que j'ai reçu. J'ai vécu ainsi 15 jours sans pouvoir marcher. Quand je devais me lever ou sortir, j'étais porté par mon père et mon frère.

Grâce à Dieu entretemps, père était parvenu à amadouer quelque peu les brutes, au point que le lieutenant du camp, Butner, lui permit d'aller dans la ville m'acheter un costume civil. Il prétendit que les mauvais agissements à mon égard m'étaient infligés par suite de la soutane. Habillé de ce costume, je passai en effet plus inaperçu et petit à petit même je parvins, grâce surtout à l'adresse de mon frère, à me faire respecter quelque peu. J'en arrivai même à pouvoir me faire nommer professeur au camp. Je devais enseigner l'allemand pendant

4 heures aux enfants prisonniers comme moi. Il y en avait parmi eux de 9 à 10 ans

Inutile de dire que je ne me suis nullement appliqué à cette besogne. Je me contentais de les réunir pour les retirer quelques heures du milieu dans lequel sinon ils auraient dû vivre. A ce propos, je voudrais insister sur les souffrances morales dont tous nous avons souffert. Qu'il me suffise de dire, que pendant 2 mois j'ai vécu dans plusieurs écuries (à tout instant on nous faisait déménager) avec une foule dont malheureusement un grand nombre n'avait pas la moindre notion de respect et de dignité, et cela jour et nuit sans pouvoir nous donner le moindre soin. Le nécessaire et surtout les moyens faisaient entièrement défaut.

Au point de vue religieux, pas la moindre consolation, si ce n'est 2 messes en 2 mois de temps et le chapelet que le soir un groupe ensemble disait en cachette.

Après deux mois de triste séjour à Soltau, les prêtres ont été transportés à Celle-Schloss, où nous avons été plus respectés ; nous y étions traités en officiers. Cependant le nécessaire a continué à nous manquer ; ainsi il aurait été plus qu'utile de suppléer à la nourriture que nous recevions.

Heureusement nous avions ici le plus grand bonheur de pouvoir dire tous les jours la Ste-Messe.

Après un mois de séjour à Celle, nous avons pu rentrer en Belgique. Quelle joie, quel bonheur. J'étais ici vers le 3 décembre, mais il fut impossible d'entreprendre la moindre besogne, même la moindre promenade m'exténuaient. En janvier j'ai recommencé à donner mes classes, mais après un mois d'action j'ai commencé à souffrir de la tête et de fatigues continuelles. Je me suis fait soigner par M. le Dr. Libotte de la rue de Livourne à St-Gilles, où je suis resté en traitement plus d'un an. Je suis resté anémique jusqu'en 1916, au point qu'à cette époque encore, ayant encouru une nouvelle condamnation, ma peine a dû être remise jusqu'en 1918 au mois de janvier. Depuis ma déportation aussi, j'ai constaté une surdité à l'oreille droite accompagnée de bourdonnements dont jusqu'ici je ne suis pas encore guéri malgré les soins donnés déjà par les Docteurs Libotte et Gillon.

Voici, en résumé très bref, le récit de mes souffrances ; il va sans dire que bien des détails pénibles y font encore défaut. J'en atteste la plus absolue vérité.

ANNEXE N° 45.

Déposition (1) de M. Jules Matton, ouvrier, 182, rue des fabriques, à Ruysbroeck.

In augustus 1914 woonde ik te Ruysbroeck. Op 25 augustus was ik opgetrokken met mijne 2 meisjes, oud 14 en 15 jaar, naar de Vlaanders om ze bij familie in veiligheid te plaatsen. Toen ik te Eppegheem geko-

(1) Affirmée sous serment devant M. le Juge de Paix d'Uccle, le 2 mai 1919.

men was, hebben de Duitsche soldaten de pakjes kleederen die mijne meisjes droegen afgenomen en ze in een in brand gestoken huis geworpen. Ze hebben mij verders van mijne kinderen gescheiden en mij hebben zij gestoken in eenen groep van inwoners van Eppegheem en hebben mij zoo naar Duitschland gevoerd. Ik wist niet wat er van mijne kinderen gekomen was, doch later heb ik vernomen dat zij in Mechelen aangekomen waren en zoo in de Vlaanders aangekomen zijn bij de familie.

Ik ben in Duitschland gebleven tot 30ste januari 1915.

Dan hebben ze mij los gelaten en ik ben naar Ruysbroeck weder gekomen. Terwijl ik weg was hebben de Duitschers mij eene kar crème à la glace (eene stootkar) gestolen voor eene waarde van 300 F.

Ik ben niet mishandeld geweest in Duitschland, maar veel van mijne makkers kregen er slagen. Eene jonge geestelijken, één van de kanten van Jumet en M. Belaerts van Sempst, zijn hevig mishandeld geweest. M. Belaerts moest rondloopen in een paardenmanegie met eene lange ladder, en als hij niet snel genoeg liep, sloegen ze er op. Ze hebben er zelfs een van mijn makkers van Lebbecke doodgeschoten.

Traduction.

En août 1914, j'habitais Ruysbroeck ; le 25 août j'étais parti avec mes deux filles âgées de 14 et 15 ans pour aller dans les Flandres, les mettre en sûreté dans ma famille. Quand nous arrivâmes à Eppegheem, les soldats allemands s'emparèrent des paquets de vêtements que portaient mes filles et les jetèrent dans une maison en feu. Ils m'ont ensuite séparé de mes enfants, m'ont entraîné dans un groupe d'habitants d'Eppegheem et m'ont ainsi emmené en Allemagne. Je ne savais pas ce qu'il était advenu de mes enfants et ce n'est que plus tard, que j'appris qu'elles étaient arrivées à Malines et qu'ainsi elles avaient pu rejoindre ma famille en Flandre.

Je suis resté en Allemagne jusqu'au 30 janvier 1915 ; on m'a relâché alors et je suis retourné à Ruysbroeck. Pendant mon absence, les Allemands m'ont volé une charrette à « crème à la glace » d'une valeur de 300 francs.

Je n'ai pas été maltraité en Allemagne, mais plusieurs de mes compagnons y ont reçu des coups. Un jeune ecclésiastique des environs de Jumet et M. Belaerts de Sempst ont été fortement maltraités. M. Belaerts fut obligé de courir dans un manège à chevaux, avec une longue échelle et lorsqu'il ne courait pas assez vite, ils le battaient. Ils ont même fusillé là un de mes compagnons de Lebbecke.

ANNEXE N° 46.

Déposition ⁽¹⁾ *de M. Gérard De Bondt, architecte, 57, rue du Rabot, à Gand.*

J'ai été prisonnier de guerre au camp de Soltau de novembre 1914

⁽¹⁾ Faite le 28 janvier 1920, devant le Commissaire de police de Gand.

à janvier 1919, époque de mon rapatriement. La firme Rheinhold fournissait les vivres pour les prisonniers et les Allemands ; elle avait comme gérant Kurt Graupner, qui a repris les affaires pour son compte personnel vers le début de 1915.

J'étais attaché à la firme Rheinhold, en qualité de peintre à partir de fin 1914, jusqu'à la fin de 1915, date à laquelle je fus considéré comme employé de la firme qui était alors « Graupner ». En 1916 j'ai pu constater ce qui suit : Graupner, d'accord avec les employés allemands, détournait de temps à autre des quantités assez considérables de pommes de terre au détriment des prisonniers de guerre ; c'est ainsi qu'au bout d'un certain temps, il était à même de revendre au gouvernement allemand une quantité d'environ cent septante mille kilogs de ces pommes de terre.

A cette époque les prisonniers de guerre au nombre de 3 à 4000 étaient ravitaillés par le gouvernement allemand.

Cette affaire a déjà été appelée devant la justice allemande, qui doit être en possession du dossier complet, affaire dans laquelle plusieurs officiers ont été condamnés. Graupner, lui-même n'a pas comparu à l'audience.

Pour les détournements pratiqués pendant l'époque 1914-15 les nommés : Vanden Broeck, Georges et Louis De Ridder pourront donner les renseignements nécessaires

IV. Le camp de Munsterlager.

ANNEXE N° 47.

Déposition ⁽¹⁾ de M. le Chevalier Ernest de Laminne, à Verlamme.

Fait prisonnier à Namur le 23 août 1914, je fus embarqué à Gembloux le 26 août pour l'Allemagne. Le voyage dura deux jours et deux nuits ; nous étions 61 hommes par wagon, épuisés de fatigue et de faim ; dans les gares nous subissions des manifestations hostiles de la population allemande ; enfin nous arrivâmes à Munsterlager.

Nous étions enfermés au nombre de 5000 dans un enclos d'un hectare environ (182 m. x 67 m). Il y avait là 10 tentes ; avec 300 hommes je fus logé dans la tente n° 1, où se trouvaient déjà 250 prisonniers. Ces tentes mesuraient environ 40 mètres sur 8, comptaient donc 320 mètres carrés pour 550 hommes. Il y avait pour le couchage, un peu de paille. Nous avions faim et froid et l'atmosphère était viciée par le liquide qui débordait de deux seaux, placés là pour les besoins des hommes.

Nous entrions dans ces tentes à 7 heures du soir. Dix minutes après, le silence le plus absolu devait régner. Le deuxième jour de mon arrivée, les soldats de ronde passant le long de la tente 8 quelques minutes après le coucher, entendirent chuchoter. Ils pénétrèrent dans la tente, et après avoir lancé des coups de crosse au hasard parmi les corps étendus, ils firent sortir les prisonniers tels qu'ils étaient, la plupart pieds nus et les forcèrent à rester dehors et debout jusqu'au matin.

Le troisième jour, les Allemands firent sortir de la première tente les prisonniers appartenant à la compagnie des volontaires, dont je faisais partie, et nous ayant rangés par quatre, nous menèrent hors de l'enclos. Là ils nous disposèrent sur deux rangs et nous ordonnèrent de courir au pas accéléré dans un cercle qu'ils avaient déterminé d'avance. Abrutis par la fatigue extrême des dix journées qui avaient précédé notre arrivée et affaiblis par le manque de nourriture, sans nous rendre bien compte de ce que ces hommes nous voulaient, nous nous mîmes à courir. D'abord tout alla bien ; mais un de nous ayant trébuché, les Allemands, qui, au nombre de quinze, s'étaient étendus de façon à nous encercler, commencèrent à pousser des hurlements et deux d'entre eux saisissant leur fusil par le canon, frappèrent celui qui venait de tomber et l'atteignirent dans les reins.

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 11 juillet 1921, devant M. le juge d'instruction de Huy.

Plusieurs des nôtres avaient quinze ou vingt ans d'Afrique ; les privations les avaient anéantis ; un d'eux était tombé, deux autres tombèrent encore. Les Allemands les assommèrent à coups de botte. Celui-ci frappé au ventre et impuissant à se relever hurlait de rage et de douleur ; celui-ci avait la jambe cassée ; un troisième M. Eug. Kerssens âgé de 48 ans était plus grièvement blessé encore ; il partit pour Hameln dans les premiers jours d'octobre et j'appris dans la suite par un soldat venu de Hameln qu'il était resté infirme.

La course cependant continuait ; plusieurs voulurent regimber ; un coup de crosse les rejetait en arrière.

Le cercle que nous parcourions était interrompu par un fossé ; c'était là que les faibles culbutaient, et vers la fin ils y formèrent un monceau sur lequel les Allemands frappaient ; à chaque coup, répondait un hurlement.

Au bout d'un quart d'heure, le jeu s'arrêta ; mais tandis qu'on transportait sous les tentes les trois hommes les plus atteints, on mit les autres sur deux rangs, où ils restèrent une heure au garde à vous. Le moindre mouvement était réprimé d'un coup de botte qui renversait son homme.

J'entendis un Allemand qui disait : « Nous aurions dû les faire regarder dans le soleil. » — « Je n'y ai pas pensé » répondit le feldwebel.

Quant nous fûmes rentrés dans notre tente, il nous fut donné de connaître le pourquoi du traitement que nous avions subi. Un sous-officier belge avait dit au feldwebel à propos de l'inexécution d'un ordre par deux hommes : « Ce sont des volontaires de guerre, ils ignorent la discipline ». Le feldwebel avait répondu : « S'ils ignorent la discipline, moi, je la leur apprendrai ».

Je ne puis dire ma stupeur, ma rage et ma honte, lorsque rentré dans ma tente et couché à ma place, je me mis à réfléchir à ce qui s'était passé ; comment avais-je accepté pareille ignominie, comment ne m'étais-je pas révolté ? La seule explication que je trouvais, c'est celle-ci : j'étais abruti par la fatigue et les privations.

Tandis que cet incident se passait dans le camp de tentes, un événement d'une extrême gravité s'était produit dans le camp principal.

Celui-ci était divisé en « revier » ou sections, isolés par des haies de ronces artificielles. Le revier du feldwebel Rodenwald, comprenant des Belges pris à Liège et des Français pris en Lorraine, reçut en outre, le dimanche 30 avril après-midi, quatre à cinq cents civils qui avaient été ramassés aux environs de Louvain. Ceux qui les virent arriver racontent comment, épuisés par un long voyage, ils se traînaient, chassés par les Allemands qui sans cesse les insultaient, les frappaient de la crosse de leurs fusils ou les piquaient de leurs baïonnettes.

Le même soir vers 8 heures, un des sous-officiers du revier Rodenwald, passa de baraque en baraque, en disant : « Si vous entendez tirer cette nuit, ne vous effrayez pas et restez couchés, ce n'est pas aux soldats que nous en avons, mais aux francs-tireurs ».

C'étaient les civils qu'on désignait par là, qui, pour la plupart, étaient des vieillards et des enfants que leur faiblesse avait empêchés de fuir devant l'invasion.

A onze heures du soir, une fusillade éclate tout à coup ; des hurlements retentissent. Par les fenêtres dont ils ont brisé les vitres, les Allemands tirent dans l'intérieur des baraques.

Des blessés, qui avaient sauté debout pour fuir, s'étaient abattus dans la cour, aux environs des baraques occupées par les prisonniers militaires, ceux-ci les entendirent crier dans la nuit, à l'approche des Allemands qui les recherchaient ; des coups de feu isolés prouvaient qu'on les achevait.

Bien que les civils fussent parqués dans le revier Rodenwald, ce n'étaient ni Rodenwald, ni ses sous-ordres, qui avaient la responsabilité de ces faits, mais bien les hommes de la grand'garde. J'eus l'occasion plus tard, de parler avec l'un des assassins. Il me dit : « Nous étions ivres, et puis, on nous avait tant excités contre vous ». Il avoua que le massacre avait été prémédité.

Au matin, quand les prisonniers du revier Rodenwald furent sortis, ils aperçurent, sous quelques sapins qui poussaient dans un coin de la cour, sept cadavres étendus. Ils dorment dans la même tombe au fond du petit cimetière des prisonniers, avec deux autres de ces civils qui, blessés et demeurés dans leurs baraques, moururent dans la journée.

Voici les noms de six victimes, tels que j'ai pu les lire sur une liste de la Kommandantur · X, Louis, domestique chez le jardinier Winkelbosch ou Winkelersch à Louvain ; Claes, Cornélius, de Gelrode ; Kiebooms, Alphonse, de Wesemael ; Swinss, Guillaume, de Wesemael ; Van Steenwinkel, Augustin, de Wesemael ; Wouters, Alphonse, de Wesemael. Je n'ai pas trouvé les trois autres ; le chiffre indiqué sur la tombe commune prouve cependant que les morts étaient au nombre de 9.

Dans les premiers jours de septembre, un nouveau massacre eut lieu. Une après-midi, deux ou trois cents civils dont beaucoup d'enfants furent amenés dans le triage du feldwebel Ritters. Ils arrivaient après deux jours de voyage et, selon la coutume, les Allemands les avaient laissés sans manger. Sitôt arrivés, ils furent enfermés dans une baraque, et, ce jour-là non plus, ils ne reçurent aucune nourriture. Tout au plus permit-on aux militaires des baraques voisines de leur porter à boire. Au matin, un officier arriva, leur fit ouvrir et, tandis qu'ils sortaient un à un selon ses ordres, il les frappait du plat de son sabre. Chacun recevait un coup très dur ; les petits enfants étaient épargnés.

Une fois dehors, l'officier les fit ranger et ordonna qu'ils restassent là immobiles toute la journée. La plupart étaient des vieillards et des enfants, dont certains n'avaient pas quatre ans ; toute la journée ils restèrent ainsi en plein soleil.

Vers cinq heures du soir, les sentinelles leur ordonnèrent de se mettre sur une jambe et l'on put voir ces vieillards, ces petits enfants accablés de fatigue, à moitié morts de privations, une jambe en l'air, le pied alourdi par le poids du sabot. Je n'ai pas assisté à la scène, mais ceux qui y assistèrent disent que ce spectacle était terrible.

Certains ne pouvaient pas garder la position et comme les sentinelles se jetaient sur eux la crosse haute, trois hommes affolés par les cris s'enfuirent. Ils n'y avait pas d'issue ; il était tout simple de les

reprendre ; mais au lieu de cela, les soldats allemands qui les gardaient et d'autres qui assistaient au spectacle se mirent à leur poursuite en hurlant et, à coups de fusils et de revolver, les abattirent. Deux furent tués, le troisième atteint à la jambe fut frappé à coups de crosse et à coups de pied ; je ne sais s'il fut achevé.

Des balles perdues, d'autre part, atteignirent des soldats belges. Un d'entre eux était aux latrines et fut blessé à la jambe, il ne reçut aucun soin et resta estropié ; l'autre qui passait à deux cents mètres de là, eut la tête traversée et fut tué sur le coup.

Pendant la fusillade, les sentinelles avaient fait coucher les autres civils. Quand les coups de feu eurent cessé, les civils durent se tenir de nouveau sur une jambe. Quand l'un d'eux fléchissait, les Allemands se précipitaient en poussant des cris de fureur.

Cependant nous souffrions littéralement de la faim. M. Philippe Visart de Bocarmé vit un homme dévorer un bout de saucisson rempli de vers : « Je ne regarde pas, lui dit le misérable, et j'imagine que c'est du lard ». M. Visart lui-même, pour tromper la faim, tantôt engloutissait successivement plusieurs gobelets d'eau, tantôt ayant formé un petit tas de sable, se couchait dessus de façon à comprimer l'estomac. J'ai vu un homme ramasser dans le sable des cretons de lard rance, qu'un autre moins affamé avait jetés ; les ayant lavés à un robinet, il les dévora secrètement.

La paille qui avait été distribuée le 18 août avait pourri ; mêlée à la boue ramassée aux pieds et à l'urine qui débordait des seaux, elle formait un fumier infect, où nous devions nous coucher, affamés et grelottant de froid.

Les Allemands insultaient à notre misère ; les sentinelles nous lançaient des mots comme ceux-ci : « Bande de porcs. Allez coucher sur votre fumier, fumier que vous êtes ». Quand par mégarde l'un ou l'autre s'approchait de la clôture, elles entraient en fureur et, plus d'une fois, tirèrent. Cela se faisait aussi dans le camp principal. Plusieurs des nôtres furent ainsi tués. Ivres du matin au soir, sous-officiers et soldats étaient pris de frénésies subites et les fusils partaient tout seuls.

C'est en ce temps là qu'un soldat belge qui courait, allant à la soupe, fut abattu par une sentinelle qui s'imaginait qu'il voulait s'enfuir ; en ce temps-là qu'un sergent français fut tué d'une balle venue on ne sait d'où ; en ce temps là aussi que trois soldats belges furent blessés d'une balle tirée par une sentinelle et destinée à un autre, un prisonnier civil russe, qui avait passé le bras sous la clôture pour ramasser un morceau de pain. Un des trois blessés, M. Van Houche, artilleur de la position de Namur, domicilié à Braine-le-Château, atteint dans la cuisse, fut transporté au lazaret, où il ne reçut pas les soins voulus. Le lazaret manquait du reste de chirurgiens. Des médecins de Liège, qui se trouvaient prisonniers dans un baraquement voisin, eurent connaissance du cas. Les Allemands refusèrent de leur laisser soigner le blessé. Or, la balle était de plomb et de gros calibre ; les sentinelles étaient armées de fusils d'ancien modèle qui tiraient des balles de 12 mm. aplaties par le bout. L'os avait éclaté et s'était

fractionné dans la plaie ; le médecin fit faire l'extension de la jambe sans extraire les éclats.

Quand un mois plus tard le docteur Richard arriva au camp, il entra dans une violente colère contre son collègue, le docteur Janssens ; mais il était trop tard, la jambe dut être amputée

Le lazaret ne comptait que 27 lits. Malgré le dévouement de deux infirmiers belges, MM Arys et Prins, les soins donnés étaient tout à fait insuffisants. Les malades cependant étaient nombreux, surtout parmi les civils qu'on voyait, vieillards et enfants malingres, enveloppés dans une couverture de coton à défaut de chapeau et de manteau, faire devant le lazaret une file lamentable. C'est là qu'un jour le feldwebel Oock, dans le civil Oberlehrer dans un gymnasium de Hanovre, se rua sur eux sabre au clair, frappant de son arme, bousculant et dispersant les malades ; puis éclatant de rire et se tournant vers les soldats allemands il s'écria « Je leur ai fait une belle peur ». Il était ivre.

Beaucoup de malades moururent. Parmi les morts, j'ai retrouvé les noms de MM Dodimont, Urbain, de Visé, âgé de 75 ans, décédé le 23 août 1914, Feyaert, François, de Rotselaer, âgé de 80 ans, décédé le 3 septembre 1914, Vandenbranden, François, de Gelode, âgé de 70 ans, décédé le 10 septembre 1914, Vermaelen, Félix, de Rotselaer, âgé de 78 ans, décédé le 29 septembre 1914.

Le 7 décembre, en plein midi, un soldat belge, M. François Driest du 14^e de ligne, domicilié à Bouillon, fut tué d'un coup de feu dans le dos comme il fuyait pour avoir été surpris volant un pain

Quand le commandant von Valentini fut remplacé par le général von Toll, qui était plus humain, les sous-officiers, qui le savaient, se montrèrent moins cruels. Cela ne veut pas dire que les prisonniers étaient traités avec douceur. Les coups de pied et les coups de poing à la figure restèrent monnaie courante et pour un rien on était condamné au poteau ou à la course.

Le supplice du poteau consistait en ceci : le prisonnier était lié étroitement, des pieds jusqu'au cou, à un pal fiché au milieu de la cour et quel que fût le temps, pluie, neige ou gelée, il y restait attaché, une heure, deux heures et jusque six heures consécutives. A noter que les prisonniers étaient affaiblis, souvent mal vêtus et qu'avant de les attacher, on leur enlevait leur capote.

Il arrivait qu'on faisait monter le patient, avant de le lier, sur une grosse pierre. Quand il était ficelé, la pierre était retirée et le patient restait suspendu. La peine terminée on devait le transporter évanoui dans sa baraque et le frictionner longtemps pour le rappeler au sentiment.

Ce supplice ne fut supprimé à Munsterlager qu'en septembre 1915 avec l'arrivée comme commandant du camp du lieutenant-colonel von Baumbach

La course était moins cruelle mais humiliante.

A mentionner encore le sergent Pepler qui faisait mordre les prisonniers par son chien.

Il est à remarquer que vers la mi-janvier des instructions arrivèrent de Berlin, interdisant de liapper les prisonniers. Elles parurent aux ordres et j'en avais d'ailleurs été informé avant cela par le lieutenant allemand Beckman. Du jour au lendemain il y eut une amélioration, mais les coups restaient fréquents.

Bientôt les prisonniers durent travailler. Il y avait à 4 km. du camp un marais qu'il fallait drainer. C'est là que tout l'automne on les menait par bandes de deux cents. Beaucoup n'avaient plus de bottines ou marchaient sur des chaussons qu'ils attachaient avec des ficelles ; beaucoup n'avaient plus de linge, ceux qui avaient des chaussettes étaient l'exception. La nourriture était insuffisante ; les baraques étaient humides. Pour le chauffage on recevait quelques racines de sapin qui, trempées par la pluie, refusaient de brûler. Ceux qui rentraient des marais tout transis ne parvenaient pas à se réchauffer. Il fallait pourtant être dès 6 h. 1/2 du matin dans les rangs, où on restait dans la pluie ou la neige pendant une heure et plus avant de partir, exposé au surplus aux horions du sergent Pepler. Ceux qui se portaient malades passaient la visite très sommairement à 9 heures. S'ils n'étaient pas exemptés, ils devaient rester dans le rang, immobiles jusqu'au départ des corvées de l'après-midi ; ils suivaient celles-ci sans avoir reçu de soupe.

Je sais au moins un prisonnier qui mourut des suites de ce stationnement ; c'est M. Henri Paquay, décédé le 15 février 1915 et l'on doit sans doute ajouter à son nom celui de M. Ferdinand Giroul ⁽¹⁾.

ANNEXE N° 48

Déposition ⁽²⁾ de M. Frans Hendrik Daems, 147, rue de la Province, Anvers

J'ai été fait prisonnier à Namur et j'ai été transporté à Munsterlager, où j'étais logé dans la tente 1.

Nous ne recevions que très peu de nourriture et nous nous sentions fort affaiblis. Un matin des hommes ont réclamé, parce qu'ils n'avaient pas reçu assez de café (il faut dire que les sous-officiers belges en avaient pris plus que leur part) ; en présence de cette réclamation, les sous-officiers allemands ont demandé quels étaient les hommes qui se plaignaient ; il s'en présenta une quarantaine, tous du corps des volontaires congolais. Sans autre examen ils furent amenés sur l'esplanade

⁽¹⁾ A consulter également : *Notes et impressions de captivité*, par le chevalier Ernest de Laminne. Printing C° Edition, 22, Place du 20 Août, Liège.

Voir aussi le rapport du même témoin qui a été inséré dans le vingt-troisième rapport de la commission, publié en 1917 au Havre (pages 89 et suivantes).

⁽²⁾ Affirmée sous serment, le 7 juillet 1921, devant M. le juge d'instruction d'Anvers.

devant le camp. Là, les Allemands les firent courir en cercle. Armés de joncs ou avec leurs fusils ils frappaient les hommes à leur passage, pour qu'ils courussent de toutes leurs forces. Le sol était sablonneux, les hommes épuisés de privations. Dès le second tour, certains tombent, ils sont relevés à coups de crosse ou de bâton, et la course continue. Elle ne s'arrêta qu'après un quart d'heure ; il y avait alors deux hommes sérieusement blessés, l'un aux jambes, l'autre dans le dos. La peine terminée, les prisonniers sont placés sur un rang, au soleil, pendant une demi-heure et insultés par les Allemands. Le même traitement fut appliqué à un autre groupe de prisonniers aussitôt après.

Le logement était très mauvais. Les hommes n'avaient au début qu'une couverture pour deux. Ils couchaient sur un peu de paille pourrie. Leur tente avait servi à loger les chevaux pendant les manœuvres ; elle contenait maintenant 500 prisonniers.

J'ai entendu la fusillade la nuit dans le camp voisin ; on racontait le lendemain dans notre camp, qu'il y avait eu un massacre de civils. J'ai vu le jour qui suivit la fusillade dans le camp des civils, parmi les hommes rangés pour aller prendre la soupe, un curé qui avait la tête enveloppée de bandages. Je n'ai pu avoir d'autres renseignements, le camp des civils étant absolument séparé du nôtre.

ANNEXE N° 49

Déposition ⁽¹⁾ de M. René A. H. Lefèvre, 18, rue de Robiano, à Binche.

La nourriture était inférieure en qualité et en quantité (1500 calories par jour pendant des mois et notamment par des froids de 25° C graisse : 5 gr. par jour). Le chauffage était nul, les couvertures insignifiantes, les soins médicaux dérisoires, le travail s'effectuait à une distance de 5 km. du camp, pour l'établissement du « Gasübungsplatz und Handgranatenschule Breloh » (Camp d'exercices pour les gaz et école de grenadiers de Breloh).

Le 3/3/17, au matin le nommé Maucq, d'Ecaussines d'Enghien, est trouvé mort sur sa paillasse au camp, aucune maladie grave n'étant apparente chez lui la veille. Le 4, mort semblable de De Dobbeleere, d'Ecaussines. Après le stationnement quotidien d'une demi-heure, par le froid intense, il y a eu ce jour-là 12 congestions très graves, dont une mortelle. Tous les jours de froid suivant, de 2 à 6 congestions semblables, mais aucune directement mortelle.

Le 7, mort semblable aux précédentes, du nommé Bruyninckx, de Tamise.

En outre il y a eu 7 décès à l'hôpital, 240 admissions de malades durant le mois. L'effectif moyen des malades gravement atteints était de 70 (débilité générale, tuberculose, pneumonie, entérite).

Comme cause prétendue des décès survenus, les Allemands indiquaient la « faiblesse cardiaque ».

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 7 juillet 1921, devant M. le juge de paix de Binche.

Afin de faire ressortir la responsabilité des autorités supérieures dans les abus qui se sont commis dans le camp, je crois utile de mentionner les deux pièces suivantes dont j'ai eu connaissance :

a) Une circulaire, envoyée par le Ieldwebellieutenant Bruggemann, par ordre du lieutenant-colonel von Baumbach, commandant du camp, aux Kommandos en dépendant, inspirée sans doute par des ordres de Berlin, disait en substance :

Les prisonniers sont obligés au travail. En cas de refus, il faut :

1° Montrer les lettres arrivées pour eux, mais les retenir. 2° Faire de même pour les colis. 3° Supprimer un ou plusieurs repas. 4° Application de coups de crosse, mais sans diminuer la capacité de travail. 5° Faire usage des armes à feu, mais seulement sur l'ordre d'un officier ou sous-officier d'élite (Portepeeunteroffizier).

b) Une circulaire secrète du Ministère de la guerre prussien de 1916, qui défendait de rapatrier comme grands blessés les hommes devenus invalides par suite d'accidents dans les usines de guerre, contrairement aux conventions conclues. Le nommé Quere, blessé à l'usine de Gross-Ilsede, division Bergbau, et ayant perdu un œil, fut désigné par la commission suisse pour l'internement, le 14/11/16. La Kommandantur et le Chefarzt Buhtz, afin d'empêcher le départ de Quere pour la Suisse, l'ont fait disparaître de mi-décembre 1916 au 10/1/1917 au camp de Worms, spécialement affecté à cet usage. Pendant ce temps, les autres malades désignés étaient partis de Munsterlager pour la Suisse.

ANNEXE N° 50.

Déposition ⁽¹⁾ de M. Alexandre Scaff, rue du Pont, Visé.

J'ai fait partie d'un groupe de 600 prisonniers civils de Visé. Étant interné à Munsterlager et m'étant porté malade je ne reçus aucun médicament, le docteur disant qu'il n'en avait pas. J'obtins seulement un billet pour mon chef de chambrée, ordonnant de me mettre dans une pièce où il faisait chaud.

La nourriture était tout à fait insuffisante. Cinq ou six de nos amis ont été trouvés morts, le matin, au lever, sans avoir été malades.

ANNEXE N° 51.

Déposition de M. Alphonse Soeteweye, 35, rue de l'Ecluse, à Louvain.

Le 27 août 1914, la ville de Louvain était en feu ; je pars avec ma famille à 10 heures ; nous prenons la chaussée d'Aerschot et nous arrivons à Vlasselaer (hameau dépendant de Wesemael) à 13 heures 20. A 14 heures, nous sommes arrêtés par les Allemands, mon fils, mon frère, mon neveu et moi en même temps que tous les habitants mâles de la contrée.

⁽¹⁾ Affirmée sous serment devant M. le juge de paix de Dalhem.

La nuit suivante l'église de Wesemael nous sert de prison.

De grand matin vers 3 heures, nous sortons de l'église ; nous sommes bien 6 à 700 , la colonne se met en marche pour une destination inconnue Vers 6 heures, halte à la fabrique Remy, à Wygmael, notre troupe se renforce de deux à trois cents unités.

La marche forcée, à travers champs, continue toute la journée ; entre 18 et 19 heures, nous arrivons à Nossegghem. Quelques croûtes de pain sont distribuées par le patron et le domestique d'une grande auberge. A 20 heures, nous recevons ordre de loger à l'école communale. A 21 heures, on sonne l'alarme et en quelques minutes les rangs sont formés Nous partons pour la station ; l'embarquement se fait assez régulièrement et l'ordre du départ est donné à 23 heures 10

Nous sommes logés dans des wagons ayant servi déjà plusieurs fois à des transports de chevaux et de vaches. Une couche de fumier de 20 à 30 centimètres couvre le plancher .

Le train arrive à Liège le 30 août à 7 heures, pour continuer sur Cologne vers midi seulement.

Nous nous dirigeons sur Hambourg. Le 31 août vers 2 heures, dans une grande station, pas loin de Brême, le train s'arrête ; nous allons recevoir à boire et à manger Je n'ai plus rien eu depuis le 28. Tout le monde doit descendre de wagon, mais au lieu de recevoir à boire et à manger, nous sommes reçus par 150 à 200 militaires, à coups de pied et coups de sabre. Moi, j'en ai été quitte avec 5 ou 6 coups de pied. Quelques prisonniers ont été mal arrangés. Les coups de pied étaient toujours destinés à la partie la plus sensible du corps de l'homme (parties sexuelles).

Vers le matin, nous arrivons à Brême. En partant de Brême, nous rebroussons chemin ; à 18 heures, nous arrivons à Minden.

Plusieurs prisonniers (plus de la moitié) reçoivent une tasse de soupe au riz ; j'étais du nombre.

Enfin le 31 août 1914, le train s'arrête à Munster à 20 heures et nous arrivons au camp, à 21 heures. On nous loge dans une écurie divisée en deux compartiments A et B se trouvant en face des bâtiments où loge la garde civique de Louvain. Vers 22 heures, un militaire, un sous-officier je suppose, vint réclamer à tout le monde de l'argent pour les soldats pauvres. Quelques minutes après ce militaire est revenu pour nous dire en français avec un accent allemand : « Maintenant, je sais fous êtes les Messieurs de Louvain, fous avez tiré sur nos soldats, mais fous allez voir comment nous allons traiter « ces Messieurs ». — Oui, malgré nous, on nous a fait crier « Vive l'Allemagne », « Vive l'Empereur », « Vive Germania » Tout cela se passe dans l'obscurité. Un quart d'heure après, les hommes de la partie B sont refoulés dans la partie A par des chevaux qui viennent prendre leur place. Tous ces malheureux s'écrasent littéralement dans la partie A ; il y en a plus de mille. Il fait une chaleur étouffante et les hommes meurent de soif ; plusieurs perdent la raison.

C'est alors que les Allemands ont tiré sur nous à travers la baraque qui était en planches. Vers 23 heures, aux premiers coups de feu, je vis tomber à côté de moi : mon fils, mon enfant unique, Félix Camille Soeteweye, né à Louvain le 18 février 1880, marié et père d'un enfant ;

M. Cleynens, habitant Haecht ; M. J. Feyaerts ; M. F. Wuyts, habitant Wesemael. Mon fils, ayant reçu une balle dans la cuisse droite, pouvait facilement guérir, mais il allait mourir faute de soins ; il rendit le dernier soupir le 1^{er} septembre, entre 5 et 6 heures. M. Feyaerts, blessé au bas-ventre est mort le même jour dans la matinée ; M. Wuyts n'a plus été revu et M. Cleynens, blessé à la jambe, a été soigné à l'hôpital ; il a pu revenir avec nous complètement guéri.

Dans la matinée, entre 8 et 9 heures, avant l'enlèvement du cadavre de mon fils, un officier allemand, nommé Beeckmann, attaché à la kommandanture de Munster, m'a promis que les restes de mon fils auraient été retournés à Louvain, après la guerre, aux frais du gouvernement allemand.

A 9 heures, on passe la visite. On nous enlève tous les objets ayant quelque valeur : porte-monnaie, argent, montre, chaîne de montre, pipe, tabac, mouchoir de poche, etc. Nous recevons en même temps force coups de pied et de coups de crosse.

A midi, on nous fait prendre place dans une grande baraque, une espèce de cantine, où nous pouvons voir manger les soldats allemands toute l'après-midi. Mais pour nous, toujours rien à manger, même pas une goutte d'eau à boire. Et il faisait une chaleur insupportable.

La nuit suivante, l'affreuse scène de la nuit précédente se répète. Quelques-uns de ces malheureux prisonniers (déjà connus sous le nom de Schweine bande) sont tués ou blessés. M. Louis Houtequeust habitant Louvain, rue Minckeleers, n° 94, est mort. Un autre, originaire de Gelrode, sérieusement blessé, a été soigné à l'hôpital ; il a pu revenir avec nous complètement guéri, mais il avait perdu un bras.

Les autres victimes dont j'ai entendu parler habitaient Hérent, Wesemael et Rotselaer ; je n'ai pas voulu les voir, parce que je ne les connaissais tout de même pas. J'avais déjà trop souffert.

ANNEXE N° 52.

Déclaration de M. Joseph Bricteux, de l'Artillerie de forteresse de Liège, prisonnier de guerre à Munsterlager, Hanovre.

Le prénommé déclare : le 22 juin 1917, à 5 1/2 heures du matin avoir été brutalisé par le landsturmmann Haekman, de Hambourg, X/39 bataillon de landsturm, 2^e Compagnie.

Déclare avoir reçu un coup de crosse dans le dos et un autre lui ayant déchiré l'oreille gauche ; porte cicatrice.

Le feldwebel Kauffmann était le chef du camp en ce moment. Il habite Wolfenbuttel (duché de Braunschweig).

Témoins : Elsocht Jean du 14^e de ligne belge, rentré en France comme infirmier, qui a été brutalisé le même jour et à la même heure dans la même baraque, par le landsturmmann Sandowski, de la même compagnie. Ce dernier habite Dusseldorf.

Autres témoins : Deheel Eugène, soldat 9^e de ligne belge. Goesens, Alphonse, soldat 1^{er} chasseurs à pied.

Munsterlager, le 3 janvier 1919.

Signé Joseph Bricteux.

Attestation.

Le landsturmmann Hackman de Hambourg X/39 bataillon de Landsturm, 2^e Cie est l'objet de plaintes nombreuses de la part de prisonniers de guerre. Il s'est conduit d'une façon particulièrement brutale à leur égard. Les autorités allemandes voulaient l'excuser, en disant qu'il est très nerveux.

Le Lieutenant,
Signé · Van den Heede.

Reçu à Berlin, le 11/1/19.
(Sé) Major I Degols

V. Le camp de Munster (Westphalie).

ANNEXE N° 53.

Déposition ⁽¹⁾ de M. Alphonse Neujean, rue Horloz, n° 8, Tilleur
lez Liège.

Les Allemands ont voulu nous obliger à travailler dans les mines de Recklinghausen. Comme nous refusions tous (nous étions 150 prisonniers), on nous enferma dans un magasin de sulfate d'ammoniaque, transformé en cachot, dans lequel il faisait une chaleur étouffante.

Je ne puis dire au juste à combien de degrés était portée la température ; mais ce dont je suis certain, c'est que tous les jours nous voyions de nos camarades tomber comme morts, ne pouvant plus résister à cette terrible chaleur. Il y avait des clefs pour régler la température et quand les Allemands avaient chauffé la pièce d'une façon qu'ils voyaient que nous n'en pouvions plus et qu'on se traînait à tour de rôle en face du trou de la serrure de la porte pour pouvoir un peu respirer, ils ouvraient une fenêtre pendant quelques minutes ; ensuite ils recommençaient à chauffer vraiment comme pour nous faire mourir. En plus nous avions dans notre cachot 5 cuves, dans lesquelles nous devions faire nos besoins et on ne les enlevait que quand elles étaient pleines.

Nous sommes restés 30 heures sans avoir rien reçu que de l'eau toute rouge, qui venait hors d'un robinet placé dans la pièce ; après que nous eussions fait des réclamations, on a sans doute fait nettoyer les tuyaux, car l'eau est devenue plus claire. Alors après 30 heures, on nous apporta 1/2 litre d'eau avec un peu d'orge sous prétexte de soupe et 250 grammes de mauvais pain, qui n'était presque pas mangeable.

Pendant les 18 jours que nous sommes restés là, une trentaine d'hommes ont été emmenés malades par suite de la chaleur et des odeurs.

ANNEXE N° 54.

Déposition ⁽²⁾ de M. Ovide Lafontaine, à Rotheux (Liège)

Le 5 janvier 1916 nous fûmes envoyés à 150 hommes (Français et Belges) aux mines « König Ludwig » à Recklinghausen.

((¹) Affirmée sous serment, le 20 juin 1920, devant M. G. Comeliau, juge d'instruction à Liège.

((²) Affirmée sous serment, le 19 juin 1920, devant M. G. Comeliau, juge d'instruction, à Liège.

On n'avait pas voulu nous dire à quel genre de travaux nous serions employés, mais comme nous étions à peu près certains que c'était pour aller dans une mine, il fut convenu en cours de route, que tout le monde devait refuser absolument tout travail de ce genre. Le lendemain de notre arrivée au Kommando, le 6 janvier, on nous fit ranger dans la cour pour nous distribuer les effets de travail. Comme nous savions, que si l'on nous prenait par petits groupes, nous serions forcés de céder, il était bien décidé de ne rien accepter et de ne pas nous laisser séparer les uns des autres. On nous plaça alors dans la cour, au garde à vous ; puis après des menaces et même des bousculades, on nous fit rentrer dans la salle.

Vers 6 heures du soir, on nous dit de ramasser nos paquets, que nous allions partir ailleurs

C'est à ce moment que l'on nous conduisit dans une salle chauffée à vapeur, une grande pièce sans autre ouverture que la porte et entourée d'un énorme conduit, par où arrivait la vapeur

On fit venir 3 ou 4 fois des officiers parlant français, croyant sans doute nous intimider ; voici les paroles de l'un d'eux : « Vous travaillerez où nous voudrons et quand nous voudrons ; nous sommes les maîtres et nous resterons les maîtres ; en France on dit que nous sommes des barbares, mais jusqu'à présent nous toujours été les plus braves ». Le tout accompagné de menaces.

Après 18 jours de cette torture, on nous renvoya au camp

ANNEXE N° 55.

Déposition ⁽¹⁾ de M. Emile Goffe, place Royale, Gilly (Charleroi)

Nous avons été envoyés à 150 hommes, Belges et Français, du camp de Munster III aux mines « König Ludwig » à Recklinghausen, le 5 janvier 1916

Nous sommes arrivés à 6 heures du soir et nous aperçûmes là un assez grand nombre de prisonniers qui y travaillaient déjà, tous avaient le teint blême, la figure pâle ; je ne vous dirai rien de la nourriture, car nous n'y sommes restés qu'un jour, pour entrer dans la prison du charbonnage ou plutôt dans un magasin de sulfate d'ammoniaque qui servait à cet usage.

Le lendemain de notre arrivée, 6 janvier, on nous rassemble dans la cour et le caporal allemand passe parmi nous pour nous distribuer les vêtements de mineurs et autres, que nous refusons énergiquement malgré les menaces ; le soir on nous enfermait dans la prison que je viens de vous dire. A ce moment la neige tombait dehors, mais dans cette prison sans air, la température était telle, que nous restions tous dans la presque nudité complète.

Tous les matins et soirs un Allemand venait nous demander si nous étions décidés à travailler ; le 5^e ou 6^e jour un docteur était mandé pour

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 6 juillet 1920, devant M. le juge d'instruction de Charleroi.

quelques amis qui étaient malades et pour toute réponse, il nous dit : « Travaillez et vous serez guéris ». Quelques jours après, il est venu un feldwebel qui nous a parlé en ces termes : « Vous ne voulez pas travailler ; nous vous forcerons ; nous sommes les maîtres et nous resterons les maîtres ; si vous travaillez, vous serez bien nourris, bien traités, etc , mais si vous ne travaillez pas, vous serez envoyés à Hameln pour travailler de 5 heures du matin à 9 heures du soir ; vous serez mal traités, mal nourris, etc »

Nous avons répondu « Nous ne travaillerons pas pour extraire le charbon avec lequel vous ferez vos munitions. »

Comme nourriture, nous avions de l'eau bouillante avec quelques grains d'orge, un pain moisi de 3 kg pour 12 hommes , nous avions demandé notre savon qui se trouvait dans nos colis ; ce n'est que le 16^e jour que nous avons pu le prendre.

Enfin le 18^e jour les Allemands nous ont renvoyés au camp de Munster pour partir après « en repréailles », très faibles, mais heureux d'avoir été les vainqueurs

ANNEXE N° 56

Déposition ⁽¹⁾ de M. Emile Picumont, employé, domicilié à Schaebeck.

Je vous confirme la déposition que vous a faite Goffe, Emile, le 6 juillet dernier (1920) dont vous me donnez lecture

Nous étions à Recklinghausen dans cette prison annexée au charbonnage, environ 130 Français et 22 Belges Parmi les Français beaucoup sont tombés malades au bout de quelques jours et ont été évacués vers un autre endroit ; quelques uns ont consenti à travailler et ont été envoyés dans la mine

En ce qui concerne les 22 Belges, certains ont consenti au bout de quelques jours à travailler dans la mine ; d'autres sont tombés malades et finalement nous sommes restés huit pour résister aux objurgations des Allemands

Je sais que beaucoup de ceux qui ont passé par cette prison sont tombés malades ; mais je ne pourrais pas vous affirmer qu'il y en ait qui soient morts, du moins pendant le temps que j'ai passé dans cette prison.

Ainsi que le dit M Goffe, le 18^e jour, nous avons été renvoyés au camp de Munster 3, d'où nous sommes partis par équipes pour travailler à des constructions de tunnels, ponts, etc

Nous sommes alors parvenus à être traités comme les autres prisonniers.

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 20 juillet 1920, devant M le juge d'instruction de Charleroi.

ANNEXE N° 57.

Déposition ⁽¹⁾ de M. Jean Joakim, 167, rue Chaussée, à Grâce-Berleur (Liège).

Les faits suivants se sont passés à la mine de König Ludwig, à Recklinghausen.

Nous étions 150 prisonniers français et belges envoyés en Kommando. Etant arrivés dans la dite mine, nous avons refusé de travailler, en protestant que c'était contre nos sentiments patriotiques de travailler dans les mines. Là dessus les Allemands nous firent prendre nos bagages et nous enfermèrent dans un magasin de sulfate d'ammoniaque converti en cachot, chauffé à une quarantaine de degrés. Ils nous y laissèrent pendant 18 jours et ce n'est qu'après la 30^e heure qu'on nous donna un demi-litre de soupe ou plutôt un peu d'orge noyée dans de l'eau avec 250 grammes de leur pain K. Nous subissions de plus le supplice de Tantale ; nos colis étaient déposés dans un coin gardé par une sentinelle qui ne demandait qu'à tirer dans le tas. Ce magasin était dépourvu de moyens d'aérage. Il y avait deux baquets placés dans les coins pour y satisfaire nos besoins.

ANNEXE N° 58

Déposition ⁽²⁾ de M. Léon Blampain, ingénieur, 38, Grand'Rue, Thum.

J'ai été prisonnier au camp de Munster n° 3, et j'ai pu constater les traitements auxquels étaient soumis les prisonniers par ordre du colonel Gheyse. En général, les ordres donnés par le colonel Gheyse étaient sévères, mais ils n'étaient pas toujours exécutés à la lettre par les soldats.

Il y a un fait qui m'a particulièrement écoeuré pendant l'été 1917. A cette époque de l'année, les journées étaient torrides et la chaleur presque insupportable. Les hommes détenus en prévention soit pour tentative d'évasion, soit pour rébellion ou autre cause, étaient enfermés dans le sous-sol des casernes. Ces chambres, trop basses et mal aérées, avaient un cubage d'environ 120 mètres cubes. On devait y loger un maximum de 18 hommes. Malgré cela les malheureux détenus étaient septante-deux dans une chambre. La chambre était aérée par trois petites fenêtres qui pouvaient avoir 1,20 mètre de largeur sur 0,50 de hauteur. Le commandant du camp trouvant que c'était trop, avait fait placer des volets sur les 3 fenêtres et ces volets ne restaient ouverts que une ou deux heures par jour. Les malheureux restaient dévêtus, et malgré cela ils étaient en transpiration continuelle ; ils vivaient là dans une atmosphère irrespirable et dont on peut à peine se faire une

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 19 juin 1920, devant M. G. Comeliau, juge d'instruction à Liège.

⁽²⁾ Affirmée sous serment, le 6 juillet 1920, devant M. le juge d'instruction de Charleroi.

idée. La nuit, pour satisfaire leurs besoins, ils avaient à leur disposition, à l'intérieur de la chambre, un baquet qui était vite plein. La gamme des mauvaises odeurs était complète. Une requête a été adressée au médecin du camp qui a fait son possible pour faire cesser cet état de choses, mais le colonel Gheyse s'est refusé à tout changement.

J'étais président du comité de secours et j'ai souvent demandé aux prisonniers qui passaient devant moi comment ils étaient traités dans les kommandos. Les uns se plaignaient d'avoir reçu des coups de crosse, les autres d'avoir été enfermés pendant environ quinze jours dans des salles, soit glacées, soit surchauffées, pour avoir refusé de travailler ; d'autres encore d'avoir été nourris au pain et à l'eau jusqu'au moment où ils acceptaient du travail. Certains se sont mutilés volontairement pour échapper au travail trop pénible qu'on voulait leur imposer.

ANNEXE N° 59.

Déposition (1) de M. Emile Ronse, 1, rue Collens, Berchem

D'après les déclarations de témoins dont j'ai oublié les noms, le nommé Gilson, Jean, du 13^e de ligne, est mort au kommando de Essen Kellinghausen par suite des mauvais traitements de la part des gardiens de ce détachement.

D'après déclaration d'un témoin, le nommé Gilson, n'étant pas mineur de métier, aurait refusé de descendre dans la fosse, malgré les menaces réitérées de ses gardiens. Ces derniers furieux de cette résistance, l'auraient enfermé dans un réduit d'un mètre carré environ, sans lumière et presque sans air, les pieds dans la boue. Après une détention de plusieurs jours dans cet endroit, le malheureux aurait été trouvé mort un matin.

D'après déclaration de victimes et de témoins, il paraît que dans beaucoup d'usines de la Westphalie, le personnel allemand usait de tous les moyens qu'il jugeait bons, pour forcer les prisonniers au travail, parmi lesquels :

1^o) la station forcée devant des fours à coke ,

2^o) la détention dans des endroits, où un courant de vapeur et d'air froid passaient alternativement. Le tout aggravé de coups de crosse et de bayonnette, voire même de revolver.

Le 17 février 1917 est arrivé au camp de Munster II en W. un détachement de déportés civils d'environ 500 hommes, venant du camp de Cassel. Il a été constaté que la plupart de ces malheureux étaient dans un état de grand épuisement, sans nourriture depuis deux jours, si bien qu'arrivés dans le camp, ils se sont jetés sur les tonneaux de déchets. Malgré les efforts de prisonniers français, plusieurs sont parvenus à en manger. Durant la nuit et le lendemain matin, 21 ont été transportés au « lazaret » ; ils sont morts empoisonnés.

(1) Affirmée sous serment, le 19 octobre 1920, devant M. le juge d'instruction de Bruxelles.

ANNEXE N° 60.

Déposition ⁽¹⁾ de M Maurice Lamalle, à Marchin lez-Huy

Je confirme les deux plaintes que j'ai adressées à la Commission du Droit des Gens. Les faits signalés se sont passés au camp de Munster III, commandé par le colonel Gheysse, nommé général par la suite.

1^{er} fait : En 1917, je crois, sous prétexte de représailles pour les mauvais traitements que les Allemands prétendaient avoir été endurés en France par les prisonniers allemands, les punitions de cachot furent triplées : une tentative d'évasion qui se payait d'habitude 7 jours de cachot encourait 21 jours pour un soldat ; les 14 jours prévus pour un sous-officier étaient portés à 42 jours. Il faut ajouter à cela la détention préventive. Je me souviens du cas de deux prisonniers qui avaient déjà fait 58 jours de cachot, je pense, lorsque nous sommes parvenus à les faire sortir. Les prisonniers punis de cachot étaient enfermés au nombre de 60 ou 70 dans de petites caves du premier bataillon ; les lucarnes des cellules étaient fermées et les prisonniers étaient ainsi presque totalement privés d'air et de lumière ; pendant des jours et des semaines, ils vivaient dans une atmosphère infecte, et cela en plein été. Aussi tous les jours, plusieurs malades étaient-ils transportés à l'infirmerie d'office ou sur l'ordre du Dr Buss.

2^e fait : En 1918, sous prétexte de nous empêcher de voir et de communiquer avec les déserteurs et réfractaires allemands logés à côté du camp, le colonel fit, vers fin avril, clouer les fenêtres et blanchir les vitres, privant les chambres de lumière et y créant une atmosphère malsaine ; la situation fut particulièrement malheureuse lors de l'épidémie de grippe. Ce ne fut que vers fin juin ou commencement de juillet, après mon rapport au Dr. Buss lors de sa rentrée au camp (revenant de sa tournée pour l'évacuation des prisonniers malades pour la Suisse) et sur l'intervention énergique de ce docteur, que les fenêtres furent ouvertes deux ou trois jours plus tard et les déserteurs allemands envoyés ailleurs.

(1) Affirmée sous serment, le 16 juillet 1920, devant M. le juge d'instruction de Huy.

VI. Le camp de Göttingen.

ANNEXE N° 61

Déposition ⁽¹⁾ de M. Edwim Bauwens, Torenhof, Westmalle.

Le camp de Göttingen en Hanovre était commandé par le colonel Bogen ; mais le professeur Dr Karl Stange, conseiller de l'empereur, était journellement au camp, s'occupait de tout ce qui concernait les prisonniers de guerre. Il était tout puissant ; toutes ses volontés étaient réalisées par les autorités militaires.

Vers la mi-avril 1915, après la visite de M. Gérard, ambassadeur américain, M. Ohnesor, attaché naval de l'ambassade américaine, M. Palmaroli, consul attaché à l'ambassade d'Espagne et M. Harte, secrétaire américain du Weltbund, les brutalités envers les prisonniers ont cessé.

A cette époque, j'ai commencé à m'occuper de mes compatriotes. Chaque fois qu'un d'eux était malmené ou victime d'injustice, je suis intervenu. A partir d'août 1915, c'est le comité « Union belge » qui a pris la défense des Belges. C'est à cause de la ténacité, et en agissant toujours de la sorte, qu'au camp les mauvais traitements n'ont vécu que quelque temps. Göttingen a connu tous les règlements draconiens et contraires aux conventions de La Haye qui ont été appliqués ailleurs. L'organisation, la méthode et l'énergie ont eu raison des injustices. Ce camp dépendant de Cassel était soumis aux règlements ordinaires et n'a jamais connu de mon temps un régime de faveur.

La nourriture était infecte ou absolument insuffisante. En dehors des corvées ordinaires : entretien du camp, service des colis etc., les prisonniers étaient employés à la construction d'une gare de chemin de fer et d'une route.

Les « Kommandos » étaient très nombreux. Plus de six cents personnes, institutions, services ou exploitations utilisaient des prisonniers belges.

En ce qui concerne les abus d'ordre général, qui, malgré tout, se produisaient dans le camp, je signale le suivant : le colonel Bogen avait établi au camp une punition dénommée par les prisonniers « le sous-marin ». Celui qui avait refusé le travail ou à qui l'on voulait arracher un secret, était mis dans un tout petit enclos attenant aux

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 1^{er} septembre 1920, devant M. le Juge de paix de Brecht.

prisons. Il y était laissé sans couchage, sans abri, sans siège durant 24 ou 48 heures. On ne tenait compte ni du temps ni des rigueurs des nuits. Le malheureux recevait comme nourriture du pain sec et de l'eau. La visite du médecin attaché à l'ambassade d'Espagne (que j'ai pu prévenir à son entrée au camp) a fait cesser ce supplice.

Dans les « kommandos » où le contrôle était impossible et où les prisonniers étaient abandonnés à l'arbitraire d'un Allemand, les abus doivent avoir été fréquents. Les témoins faisant défaut, les faits seraient très difficiles à démontrer.

Le supplice du poteau, de la cage etc. n'ont jamais existé de mon temps au camp de Gottingen.

C'est surtout pour les menées activistes qu'il faut citer le camp de Göttingen. N'y ayant séjourné que du 5 avril 1915 au 17 juin 1917, je ne puis donner que des renseignements sur les débuts de l'activisme dans ce camp.

A mon entrée au camp de Göttingen, les Allemands avaient déjà inauguré leur système de division. En établissant nos identités, ils prétendaient faire de nous des flamands et des wallons.

Quand nous avons commencé à organiser concerts, théâtres, bibliothèques, cours, bureaux de secours, le professeur Dr. Stange est intervenu. Ce civil était chargé par le gouvernement allemand de s'occuper des prisonniers du camp de Göttingen.

Dans l'idée du prof. Stange, wallon était toujours synonyme de français ; donc le comité français devait être le comité des Belges qu'il classait comme wallons.

Ne pouvant constituer qu'un comité flamand, nous décidâmes de créer une section wallonne et une section flamande. Les wallons ne pouvaient donner de représentations théâtrales qu'en wallon. Nous comptions transformer à bref délai la section wallonne en section française belge ; malheureusement cette évolution logique, qui nous aurait permis d'avoir un comité belge ayant deux sections, n'a pu aboutir. Néanmoins, l'unité d'action existait sincèrement.

D'éducation française et d'âme purement belge, j'ai été désigné comme délégué flamand avec M. Godfried Rooms du 1^{er} regt des grenadiers, rédacteur du journal « Onze taal », M. Gustave Bruggen du 5^e de ligne régisseur du théâtre flamand et de fait il faut ajouter, M. Philippe Vrebos du 5^e de ligne l'un des principaux acteurs du théâtre.

Chaque jour je recevais la visite du prof. Stange et discutais de l'opportunité d'un comité de secours belge. Je lui démontrais tant et plus qu'on ne pouvait jamais savoir si l'on avait affaire à un Belge parlant français, wallon ou flamand (il avait inventé ces 3 catégories). Les noms, lieux de naissance ou d'habitation n'étaient pas en effet un indice pour le savoir, et la distinction était impossible quand il s'agissait des hommes non présents au camp ; or ceux-ci étaient deux fois plus nombreux que les autres. Le prof. Stange trouvait toujours une échappatoire pour retarder son approbation. Devant cette obstination j'ai essayé d'obtenir sa signature par surprise et j'ai réussi.

L'« Union belge » n'a existé que jusqu'au milieu de l'année 1917 ; elle a cessé d'être une œuvre patriotique le jour où les activistes s'en sont emparés, en chassant M. Driessen François, sergent-major du 6^e de ligne et M. Vrebos Philippe, caporal du 5^e de ligne

C'est le journal « Onze Taal » qui a créé l'activisme à Göttingen. « Onze Taal » a été fondé en février 1915 par M. Roland Clymans et M. Godfried Rooms. Soumis aux règlements ordinaires, ce journal était obligé d'avoir chaque fois un premier article sur l'Allemagne. Dans l'idée des fondateurs, cette feuille ne devait servir qu'au relèvement moral du prisonnier et ne contenir que des articles émanant de prisonniers. En juin 1915 M. Clymans s'est retiré ; M. Rooms a continué, aidé par M. Bruggen Gustave. Tout marchait bien jusqu'au n° 33 du 13 octobre 1915 ; dans ce numéro parut un premier article de E. Wildiers sur la question flamande. M. Vrebos et moi avons réclamé pour ce fait, mais M. Rooms n'en tint pas compte. Dans le n° 45 du 19 janvier 1916, M. Rooms fit paraître un article : « Omtrent de Vlaamsche Hoogeschool » dirigé contre le gouvernement belge. Malgré que comme membres du comité flamand, nous n'eussions rien à voir dans la rédaction du journal « Onze Taal » M. Vrebos et moi nous avons exigé : 1^o) que Rooms publiât une rétractation ; 2^o) qu'il nous donnât un contrôle permanent dans la rédaction. Devant le refus d'obtenir satisfaction et de la promesse d'un changement de conduite, nous nous sommes tous deux retirés du comité flamand. L'Union belge se déclara indépendante à l'égard des comités wallon et flamand et réunit une délégation pour protester contre cette politique. A cette époque, les Allemands séparaient les wallons et les flamands tant bien que mal et les mettaient dans des baraques distinctes. C'est sur cette séparation et la politique de Rooms, que la délégation du camp protesta auprès du commandant du camp, le colonel Bogen. La protestation n'a servi à rien, mais nous avons agi surtout par acquit de conscience, pour mettre notre responsabilité et notre honneur patriotique à couvert. La séparation était prescrite par le ministère de la guerre ; le colonel Bogen ne pouvait passer outre. En ce qui concerne la conduite de Rooms, le colonel était d'accord avec nous que la politique était contraire à tout esprit de discipline et qu'elle ne pouvait être tolérée dans aucune armée. Il chargea le prof. Stange d'une enquête sur l'affaire du « Onze Taal », mais ce dernier, responsable du journal, avait vu les articles incriminés avant leur publication, puisque les copies devaient toujours lui être remises et que c'était lui seul qui était en rapport avec l'imprimeur et nous ne reçûmes évidemment aucune satisfaction.

L'activisme était né. Un programme existait déjà. Tous les camps d'Allemagne recevaient l'ordre d'envoyer à Göttingen les flamands considérés comme intellectuels ; étudiants, artistes etc (ou des hommes qui se faisaient passer comme tels) arrivèrent de partout. La plupart des nouveaux arrivés ignoraient les raisons de leur envoi à Göttingen.

Bientôt cependant, une grande désillusion régna parmi les activistes ; la plupart des nouveaux étaient comme les anciens réfractaires à l'activisme. Les traîtres ne s'en découragèrent pas et en firent venir d'autres. Tous ceux qui furent hostiles ou qui ne leur furent d'aucune

utilité, furent envoyés vers d'autres camps ou dans des kommandos. Ce fut un va et vient continu, des triages constants.

L'argent ne manquait pas aux activistes, il leur était venu du jour au lendemain. Ils avaient à leur disposition des baraques pour y installer un comité central, des directions, des services de propagande, des cours, une grande bibliothèque (tous les livres flamands du camp devaient leur être remis), des ateliers divers, des chambrettes d'étude, des salles de répétition, de conférences et un « Tea Room ».

Les sous-officiers étaient les grands ennemis des activistes.

Les sous-officiers flamands ont été les premiers à partir en représailles à Cassel. Tous les Belges qui gênaient les activistes pouvaient s'attendre à quitter Göttingen d'un jour à l'autre. On attendait seulement les occasions, les demandes de travailleurs. Or le changement de camp était pénible pour le prisonnier ; il était privé pendant un certain temps de sa correspondance et de ses colis, dont il avait besoin pour sa subsistance. Comme ces Belges venaient déjà d'autres camps, cela provoqua une grande perturbation dans le service des colis ; plusieurs s'égarèrent, des lettres n'arrivaient pas à destination.

Quand la séparation administrative eut été décidée en Belgique occupée, les wallons ont dû quitter Göttingen pour Cassel.

Dans les kommandos les bonnes places étaient réservées aux activistes. Quand par hasard un Belge avait un bon entrepreneur et qu'un activiste était mal chez le sien, on faisait permuer.

Les activistes jouissaient de plusieurs faveurs. Par exemple, ils sortaient du camp par petits groupes, sans sentinelles, accompagnés d'un « doktor » ou « professor » quelconque. Les excursions duraient parfois plus d'un jour.

Tous les journaux flamands, tous les livres flamands destinés à l'Allemagne devaient par ordre supérieur être adressés à Göttingen. Les activistes en faisaient la répartition, envoyaient journalièrement les journaux flamands à la solde des Allemands dans les différents camps de prisonniers. Généralement ces envois se faisaient à des adresses individuelles.

Pour la correspondance également, les privilégiés activistes jouissaient d'un régime de faveur. Leurs lettres ne passaient pas par la voie régulière ; ils remettaient leurs correspondances soit au prof. Stange, soit au prof. Beyerlé (autre chef allemand pour le mouvement activiste). Ces « professoren » mettaient les lettres sous une enveloppe personnelle avec un cachet ad hoc et les réponses arrivaient aux noms des « professoren ». De cette façon, ces activistes recevaient des nouvelles plus rapidement que le commun des Allemands.

Les Allemands avaient toute une organisation pour l'activisme ; elle était installée à côté même des directions activistes. Le prof. Stange et le prof. Beyerlé en avaient la direction ; plusieurs « doktoren » servaient de sous-directeurs et de secrétaires.

Le mot d'ordre des activistes venait de la Belgique occupée. Malgré tous les frais, la force, les misères des prisonniers, les activistes étaient très peu nombreux. Quelques dirigeants intelligents et instruits sont les grands coupables ; un certain nombre d'ignorants et d'illettrés

les suivaient ou escomptaient tirer un avantage en restant soumis, et à cet effet, ils suivaient cours, conférences, concerts, tout ce qui était activiste

*
* *

En décembre 1916, janvier et février 1917, nous étions à 70 Belges au camp de Zerbst Il n'y avait pas d'eau potable, pour avoir de l'eau bouillie il fallait payer 1 ou 2 pfennigs la petite louche On était entassé dans des baraques malsaines, en très mauvais état et qui n'étaient nullement étanches; l'eau, la neige tombaient sur nous quand nous étions couchés.

La nourriture y était infecte et insuffisante.

Durant ces mois de grand froid, où nous avons connu 27 et 29° en dessous de zéro et longtemps 14°, nous restions sans feu, des sentinelles surveillaient les cheminées pour voir si la fumée ne s'en échappait pas

De nombreux appels furent faits, parfois le soir. Ces appels se faisaient toujours dehors par tous les temps Le soir on nous faisait plus d'une fois sortir avec nos couvertures et nos sacs à paille La vie y était un calvaire.

Des lettres adressées à l'Ambassade d'Espagne ont été retenues.

ANNEXE N° 62

Déposition (1) de M Schakmans, 40 rue des deux Eglises, Bruxelles.

La généralité des Belges ont été envoyés d'office dans le camp de Gottingen, pour le seul motif qu'ils avaient un nom flamand ou bien qu'ils étaient nés en pays flamand A leur arrivée, sans considération pour leur grade, ils étaient envoyés dans des kommandos de travail. Ces kommandos étaient visités par des activistes qui sondaient les prisonniers sur leurs vues politiques concernant la question flamande Ceux qui n'entraient pas dans leurs vues, étaient retirés de leur kommando et envoyés dans les mines de sel ou dans les bois, où les prisonniers subissaient des mauvais traitements et où leurs colis arrivaient difficilement ou pas du tout.

Quant aux sous-officiers, on les obligeait à travailler, sans droit, et quand ils refusaient, ils restaient dans le camp pour faire les corvées du camp et cultiver le terrain entre les baraques, les produits de cette culture étant vendus à la cantine à des prix exorbitants, au profit des Allemands Les sous-officiers étaient forcés d'aller chercher les colis à la gare dans un camion qu'ils devaient tirer eux-mêmes Ceux qui ne voulaient pas exécuter ce travail, étaient mis en détention avec les Russes qui étaient remplis de vermine et qui faisaient leurs besoins dans la salle de détention. Ceux qui étaient en détention, étaient privés

(1) Affirmée sous serment, le 8 octobre 1920, devant M. le juge de paix de Beerlingen.

de leurs biscuits et étaient complètement soumis au régime de la cuisine du camp, qui était exécrable. Les sous-officiers qui refusaient malgré tout, étaient envoyés au camp de Cassel, d'où ils étaient encore envoyés dans un autre camp jusqu'au moment où ils acceptaient le travail.

Par ce procédé les colis n'arrivaient plus aux destinataires. Beaucoup de sous-officiers ont été envoyés dans un camp d'exercice. Quant à moi, quand le lieutenant, de guerre lasse, m'a envoyé au camp de Cassel, j'y ai été envoyé en même temps que quarante autres prisonniers « indésirables » « deutsch feindliche Flamen »).

Par contre, ceux qui étaient d'accord avec les flamingants, étaient employés dans le camp à la kommandantur, à la poste, aux colis etc .. ou bien ils étaient envoyés dans des kommandos, où ils avaient beaucoup de loisirs et avaient suffisamment de temps pour faire la propagande flamingante.

Je peux certifier que les flamingants avaient malgré tout peu de succès.

VII. Le camp de Cassel.

ANNEXE N° 63.

Déposition ⁽¹⁾ *de M. François Delbrouwire, 16, rue de Serbie, Bruxelles.*

Je faisais partie du premier convoi de prisonniers arrivés au camp de Cassel. Depuis le début d'octobre jusqu'à vers la fin décembre 1914, nous fûmes parqués sous des tentes construites par les prisonniers, couchant tout habillés sur la paille, qui devint bientôt un véritable fumier. C'est à peine si pendant ces trois mois, les prisonniers, avec de la bonne volonté, purent veiller aux soins les plus élémentaires de leur toilette ; il va sans dire que la vermine ne tarda pas à grouiller parmi nous.

Bientôt arrivèrent les premiers convois de prisonniers russes capturés en Prusse Orientale, lors de la retraite de Gumbingen, ils étaient plusieurs milliers. Von Kruska donna des ordres pour que ceux-ci fussent répartis dans les différentes compagnies, composées jusqu'alors exclusivement de Français et de Belges. C'est alors que plusieurs d'entre nous et les médecins allemands eux-mêmes, formulèrent des plaintes à Von Kruska au sujet des suites que pouvait entraîner cette mesure. J'étais présent lors de l'entretien et j'affirme avoir entendu Von Kruska tenir les propos qu'on lui attribue : « Je n'ai pas besoin d'armes pour faire la guerre », et sur une réflexion d'un des nôtres, (je cite textuellement ses paroles) : « Vous êtes alliés pour nous combattre, vous pouvez aussi crever ensemble ».

Notre transfert dans les baraques eut lieu en décembre ; aucun moyen de désinfection n'existant au camp à cette époque, nous dûmes par conséquent y transporter également notre vermine. Ici une sélection fut faite entre les prisonniers français, belges et russes ; mais il était trop tard, le mal était fait. En février 1915, les premiers cas de typhus se déclarèrent et quelques semaines après, c'est par centaines que les malheureux fiévreux furent jetés sous les anciennes tentes.

Non seulement l'intervention médicale allemande fut absolument inefficace, mais dès ce moment, il fut interdit à tous soldats, officiers et médecins allemands, de mettre les pieds dans nos baraques. Pendant plus de huit jours, pas un seul médecin allemand ne se montra dans les tentes transformées en « lazarets » ; les malades furent absolument délaissés et je certifie que des cadavres furent laissés pendant deux jours à côté d'autres mourants, avant de pouvoir être enlevés par certains

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 14 janvier 1921, devant M. le juge de paix de Saint-Gilles.

d'entre nous qui forcèrent la consigne. D'autre part, les médicaments faisaient absolument défaut et c'est grâce au dévouement des médecins français et russes, internés dans les différents camps d'Allemagne et appelés à Cassel, que l'épidémie fut enrayée. Ceux-ci quittèrent Cassel le 14 juillet 1915 et je tiens de l'un d'eux, que le fléau avait fait 3200 victimes ; l'effectif du camp à cette époque était d'environ 13000 hommes.

Je sais également qu'une commission médicale allemande fut chargée d'enquêter au camp de Cassel et que dans son rapport elle concluait que l'extension de l'épidémie avait sa source exclusivement dans la vermine qui nous dévorait, grâce aux bons soins de Von Kruska.

Je crois savoir également, que c'est pour ne pas avoir pris les mesures indispensables pour enrayer le fléau, que le général major von Kruska a été mis à pied.

ANNEXE N° 64.

Déposition ⁽¹⁾ de M. Ovide Verbouwe, ingénieur des mines, 47, Boulevard Dolez, Mons.

A l'hôpital de Cassel, le médecin militaire allemand Koebrich a ordonné et maintenu, comme punition des malades, la privation de pain, malgré les protestations du médecin militaire russe Loubetsky (de la Crimée).

Cette punition a été infligée par le sous-officier allemand, chef de la baraque, à un malade qui avait laissé couler un robinet de la distribution d'eau.

D'autre part, les prisonniers mis au « Streng Arrest » étaient souvent battus par les gardiens. Pendant que je faisais trois jours de « Streng Arrest » à Cassel, j'ai entendu administrer des raclées dans les cellules voisines. Un des gardiens allemands se promenait ostensiblement avec un bâton dans sa loge et dans les couloirs.

J'ajoute que la nourriture était généralement inmangeable.

ANNEXE N° 65.

Extraits de dépositions.

M. Georges De Rees, 10, rue Teniers, à Schaerbeek, rapporte que pour la punition de faits isolés, la totalité des malades et des blessés de la division chirurgicale du « lazaret » du camp de Cassel, ont été privés de pain pendant plusieurs jours, alors que ce pain constituait pour plusieurs l'unique nourriture.

M. Léopold Edouard Boutens, 71, rue de Cureghem, à Bruxelles expose que, sous prétexte d'instruction judiciaire, sans qu'aucune inculpation ne lui fût communiquée, il fut mis au cachot pendant

⁽¹⁾ Affirmée sans serment, le 7 janvier 1921, devant M. le Juge de paix de Boussu.

33 jours , puis, étant malade, il fut transféré à l'ambulance du camp, sous surveillance, où pendant deux mois il fut privé de correspondance avec sa famille. Après six mois, l'instruction n'ayant abouti à rien, ses objets personnels ne lui furent restitués qu'en partie, la partie manquante ayant une valeur de 1000 francs. Enfin, il fut privé par cette séquestration du bénéfice de l'internement en Suisse, pour lequel il avait été désigné.

ANNEXE N° 66.

Déposition de M Louis Veziers, 42, rue de Pavilly, Barentin (France)

Dans l'après midi du 19 mars 1918, je n'étais pas au travail dans la forêt ; le soir, quand les camarades sont rentrés à la baraque, ils m'ont raconté que M. Vandendaele avait eu une discussion avec le « poste » civil, pour n'avoir pas pu enlever un arbre trop lourd pour lui , il s'était rebellé. Le lendemain matin, en reprenant le travail avec les camarades, le « poste » nous a fait rassembler ; le garde forestier nous a dit que tout prisonnier trappant un « poste » civil était condamné à la peine de mort. Quelques minutes après Vandendaele a été frappé par le « poste » à coups de crosse de fusil ; ensuite il a repris son travail avec nous.

Vers neuf heures, le garde forestier a donné ordre de l'emmener au camp de Cassel pour y faire sa punition. Comme il avait fait environ 100 mètres, mes camarades et moi nous avons entendu faire feu ; tout de suite nous sommes partis voir ce qui s'était passé et nous avons trouvé notre camarade qui était tombé mort frappé à bout portant par le « poste ».

Le soir même nous l'avons porté à la prison de Beiseforth.

ANNEXE N° 67.

Déposition de M Paul Nogues, à la Maronnière, Rohan (France-Morbihan).

Le 19 Mars 1918, au soir, le « poste » étant absent, le civil allemand qui travaillait habituellement dans la forêt, voulut faire retourner un pied d'arbre par notre camarade Vandendaele ; celui-ci essaya, mais c'était impossible.

Le civil, en colère, prit une canne et en donna un ou deux coups à M Vandendaele. Notre camarade répondit en le prenant par le cou. Après cela, le soir a été calme. Le lendemain matin, nous sommes tous partis comme d'habitude ; mais arrivés dans la forêt, plusieurs civils allemands étaient déjà au travail avec le garde forestier (l'homme qui poussait les autres à nous maltraiter). Le garde forestier nous a rassemblés, notre camarade Vandendaele satisfaisait un besoin derrière un tas de fagots ; le « poste » s'aperçoit qu'il manque un homme à l'appel et va le chercher à coups de crosse de fusil dans les reins. Le garde forestier prend alors un livre écrit en allemand et français et nous lit la loi des prisonniers de guerre. La lecture terminée, il commande au

« poste » d'envoyer Vandendaele au camp de Cassel à 9 heures. Chemin faisant, environ 200 à 300 mètres de notre travail, le « poste » l'a fusillé dans un sentier conduisant à Beiseforth, presque à bout portant.

Le soir le Parquet est descendu sur les lieux.

Je connais très bien le garde forestier, le « poste » et le civil, mais j'ai oublié leurs noms.

VIII. Le kommando de Ehmen.

ANNEXE N° 68

Déposition ⁽¹⁾ de M. René Guillaume, soldat au 13^e régiment d'infanterie, professeur à l'Athénée d'Arlon.

J'ai séjourné en qualité d'interprète au kommando — mine de sel — Gewerkschaft Einigkeit Ehmen - Soltau Z 3076, du 24 avril 1917 au 22 février 1918, date de mon retour au camp de Soltau.

L'organisation du kommando était formée comme suit :

Vize-Feldwebel Viehring, 1^{er} chef de kommando ;

Unteroffizier Busche, sous-officier chargé du service intérieur du camp et de la répartition du travail ;

Gefreiter Hubner, secrétaire ;

Vize-feldwebel Bruggemann, 2^e chef de kommando ;

Herr Bergen, docteur civil de Fallersleben et de la mine

Les différents faits que j'ai à mentionner sont à charge du 1^{er} chef du kommando, de l'écrivain et de la direction de la mine. Le 2^e chef du kommando ainsi que le sous-officier ne peuvent être inculpés, car je n'ai relevé aucun fait critiquable à leur charge pendant mon séjour au kommando.

En ce qui concerne l'organisation du travail, les différents prisonniers (au nombre d'environ 500) étaient répartis, quant au travail, en 3 équipes pour la mine et en 2 équipes pour la fabrique et le moulin. Le travail dans la mine était de 8 heures et consistait dans le chargement d'un nombre déterminé de wagons (d'abord 30, puis 32 et enfin 36 pour une équipe de 2 hommes). La première équipe partait du camp le matin à 4 1/2 h, la seconde à midi et demie et la troisième à 8 1/2 h du soir. Les prisonniers occupés dans la fabrique et le moulin se rendaient au travail, soit à 4 1/2 h, le matin, soit à 4 1/2 h, l'après-midi et comme le travail qu'ils avaient à fournir était moins pénible qu'à l'intérieur des galeries, la direction exigeait d'eux un minimum de 12 h (je dis minimum, car il arrivait très souvent que le Betriebsfuhrer, sous prétexte d'exécuter des commandes rapidement ou de réparer des machines, obligeait les prisonniers à un travail de 15, 16 heures et même plus). Le travail du moulin était réservé uniquement aux malades

⁽¹⁾ Assermentée le 19 janvier 1921 devant M. le juge de paix du canton de Namur (sud).

et était appelé « travail léger ». Le travail léger consistait à manipuler des sacs remplis de sel et pesant 50 kg. Cette manipulation devait s'exécuter sans interruption pendant les 12 heures réglementaires. A côté de ces différentes équipes, il en existait une, tout à fait spéciale, c'était la « Strafabteilung » comme l'appelaient les Allemands ou « l'équipe de fer » comme elle était surnommée par les prisonniers. Elle était réservée aux évadés et autres prisonniers punis, qui devaient fournir 40 wagons au lieu de 36 et le travail dans cette équipe était exigé pendant 2, 3, 4 mois, suivant le bon plaisir du feldwebel, chef de kommando et cela sans repos, pas même le dimanche. De plus, le chef du kommando avait soin de réserver aux malheureux punis les places les plus mauvaises des galeries.

Le travail s'effectuait du lundi au samedi sans interruption et le dimanche, un petit nombre de prisonniers (un bien petit nombre) pouvait jouir du repos, quand toutefois il n'y avait pas d'inspection. Deux articles étaient à la base du règlement de travail :

1°) fournir, coûte que coûte, les 36 ou 40 wagons, sinon rester un temps supplémentaire de huit heures entières dans la mine, sans nourriture ;

2°) n'exempter que les « Todeskranken ».

Voici les principaux faits que je signale en particulier :

1) Le feldwebel Viehring, à mon arrivée, m'a demandé de travailler dans l'intérêt de la fabrique.

2) Dès le second jour de mon arrivée, je me suis aperçu que les prisonniers étaient battus, dans la mine, par les sentinelles.

3) Dès le début, j'ai été obligé de lutter avec le chef du kommando pour parvenir à faire exempter les malades. J'ai été obligé d'exempter moi-même et de ma propre autorité, de nombreux malades, ce qui m'a attiré énormément de difficultés avec le feldwebel, lequel finalement m'a retiré l'autorisation de faire l'appel des prisonniers pour le travail.

4) Tous les jours à 11 h. 1/2 du matin, avait lieu un appel général pour tous les prisonniers présents au camp. Ceux qui ne sortaient pas assez vite, étaient mis à la porte à coups de pied par le secrétaire.

5) Tous les évadés repris, étaient battus au point de ne pouvoir travailler pendant plusieurs jours.

6) La direction exigeait le maximum de travail des prisonniers et la conduite du Betriebsfuhrer était telle, qu'il avait la réputation d'un criminel.

7) Un jour, une sentinelle ramena, au bureau, un Russe qui avait voulu s'évader et avait été repris. Il fut tellement battu, qu'il garda le lit ou plutôt la paillasse pendant plusieurs jours. Le feldwebel, après l'avoir examiné, déclara à la sentinelle : « Vous m'avez esquiné un homme. Le résultat est que nous devons le soigner, d'où dépense et perte de travail. A l'avenir tuez-les immédiatement ; de cette façon nous en serons quittes. » Exactement 8 jours après cette scène, s'évade un Russe qui est repris immédiatement et fusillé à 0,50 m de portée. Ne pouvant faire de réclamation par la voie hiérarchique, je décide tous les Belges, Français et Anglais à sacrifier une correspondance, à raconter le fait dans toute sa vérité dans une lettre qu'ils enverront chez eux

et qui sera arrêtée par la censure de Soltau, ce qui, évidemment, amènera une enquête. La chose eut lieu, mais le feldwebel s'était fait remettre une attestation médicale certifiant que la balle était entrée par la nuque et sortie par la bouche (ce qui était contraire à la vérité), à l'effet de prouver que le Russe avait été tué en s'évadant. De plus, en menaçant deux Anglais et un Belge du conseil de guerre, il voulut les forcer à signer une déclaration par laquelle ils reconnaissaient n'avoir rien vu. Seul le Belge refusa malgré toutes les menaces ; il fut expédié le surlendemain dans une direction inconnue.

8) Un Français s'étant évadé, ayant été repris et ayant été battu, est mis dans l'équipe de fer. Deux jours après, il fut tué par un bloc de sel ; il me serait impossible de rappeler tous les accidents survenus dans la mine.

A la suite de tous les faits de ce genre, j'appelai l'ambassadeur espagnol, mais le seul changement fut le départ du chef du kommando.

Je ne pourrais compter le nombre de coups reçus par les prisonniers et donnés par le premier chef du kommando et par le secrétaire. Je ne pourrais non plus décrire la rigueur ni la cruauté avec lesquelles étaient traités les malades par le docteur. A la suite de toutes mes réclamations (je passais presque toutes mes journées au bureau pour y déposer des réclamations), je devins indésirable et fus renvoyé à Soltau.

9) Un fait que je voudrais rappeler, mais dont je ne fus pas témoin, est l'accident survenu dans la mine en février 1917. Les Belges renseignés dans la liste ci-jointe, peuvent donner de nombreuses explications. Au fond de la mine, eut lieu une explosion de poudre qui engendra un dégagement de gaz : 26 personnes, si je me souviens bien, furent asphyxiées ; les prisonniers formaient la majeure partie des victimes. Le soir de l'accident, on demanda des volontaires pour aller rechercher les derniers cadavres et on leur promit qu'ils ne travailleraient point ; Belges, Français et Anglais furent tous volontaires ; mais au fond de la mine, on leur donna une pelle et une pioche ; ils refusèrent de travailler, tant que des mesures spéciales n'auraient pas été prises en vue d'éviter la répétition de semblables accidents. Se trouvait présent, tout un état-major allemand, général en tête. Ce fut lui qui, le premier, commença à frapper les malheureux prisonniers qui, sous l'avalanche des coups de sabre et de fusil, furent obligés de se courber et de reprendre le travail. Enfin, je termine en mentionnant également un gefreiter nommé Luddecke, lequel se conduisit d'une façon sauvage vis-à-vis de nous tous ; il battit Belges, Français, Russes, Anglais à coups de talon, de fusil, de bayonnette et cela toujours à la grande joie du Betriebsfuhrer.

ANNEXE N° 69

Déposition (1) de M. Jean Dumont, 315, rue du Moulin, Bressoux.

J'ai été prisonnier au kommando de Ehmen, où j'ai dû travailler dans la mine de sel. La nourriture qui nous était donnée était tout à fait

(1) Affirmée sous serment, le 28 janvier 1921, devant M. le juge de paix de Grivegnée.

insuffisante et il en était de même de l'habillement. Le travail était obligatoire et exécuté de force, sous la menace des armes.

Très souvent les hommes étaient battus par les surveillants-sentinelles, ainsi que par le conducteur des travaux (betriebsfuhrer) Elte, le chef du kommando ou bien le secrétaire du kommando. Nous étions contraints à un travail au-dessus de nos forces, travail exagéré car il dépassait fort celui fourni par les civils allemands.

Par équipe de deux hommes, nous étions obligés de charger 36 wagonnets de sel et de les conduire à une distance moyenne de 30 mètres et cela sous une température variant entre 27 et 32° (température du sous-sol de la mine).

Si, par suite d'une cause fortuite (accident du travail, rupture de câble conducteur de wagonnets, faute d'éclairage ou de wagonnets) le travail n'était pas accompli dans les huit heures réglementaires, nous devions rester à la tâche et l'achever après ce délai. Mais ce travail terminé, il n'était pas question de nous libérer ; la direction s'opposait à la remontée pendant le travail ; nous étions donc employés à une autre tâche au fond de la mine et cela pour une nouvelle période de huit heures. La prestation faite se totalisait de cette façon à 16 heures de travail continu sous sol, sans manger, ni boire ; de plus nous étions forcés de reprendre le travail avec notre ancienne équipe et comme nous restions en chemin une heure et demie pour rentrer au camp, et autant pour en venir, il nous restait ces jours-là cinq heures de repos.

Si, par suite d'une indisposition, par exemple, l'un d'entre nous ne pouvait accomplir son travail, il était battu par les sentinelles ou les civils, sans préjudice des prestations supplémentaires qu'il devait effectuer pour achever son travail. Il tombait donc de ce fait encore, sous le coup de la mesure citée ci-dessus (16 heures de travail).

Très souvent encore, après la remontée, nous étions astreints à décharger de la houille pendant une nouvelle série de huit heures, donc seize heures de travail au total, suivies de cinq heures de repos seulement.

Le tierçage était réglé par équipes travaillant normalement de 6 à 14 heures, de 14 à 22 heures et de 22 à 6 h. Le rassemblement s'effectuait 1 h. 1/2 avant la prise du travail ; nous étions mis en rangs par quatre ; notre colonne était entourée par une corde que les hommes devaient maintenir tendue autour du troupeau humain, qui était conduit de cette façon vers la mine sous les vociférations et les coups des géoliers.

Le retour à la baraque se faisait dans les mêmes conditions, une heure et demie après la cessation du travail. Les changements d'équipes avaient lieu tous les lundis. Nous étions forcés de travailler régulièrement 5 dimanches sur 6 ; les civils allemands avaient en majeure partie refusé le travail du dimanche.

Beaucoup d'entre nous étaient couverts d'abcès et de furoncles ; pour éviter un trop long chômage on nous incitait, par la persuasion d'abord et puis par la menace, à reprendre le travail, ce qui amenait bien souvent de nombreuses complications ; après un simulacre de visite, le médecin entaillait les abcès et rares sont ceux d'entre nous

qui ont passé dans ce kommando, qui ne portent actuellement des cicatrices de ce traitement barbare

Le médecin allemand Bergen, de Fallersleben, attaché au service de la mine n'exemptait du travail que ceux qui étaient totalement épuisés. Les fiévreux n'étaient exemptés que dans le cas où la fièvre dépassait 38°. Beaucoup de malades se sont vu contraints de s'aider de bâtons pour effectuer le trajet et n'ont été exemptés du travail qu'après être tombés de lassitude sur la route.

Par suite du mauvais matériel, de son mauvais entretien ou de la négligence des chefs de service, les accidents étaient nombreux. Les électrocutions et éboulements étaient journaliers. Quant un accident était survenu, on s'empressait en grande hâte de faire le nécessaire pour écarter la responsabilité de la direction, avant l'arrivée de l'inspecteur du travail, les rapports sur les accidents du travail doivent donc être faux.

Les hommes qui avaient encouru une punition disciplinaire pour évasion ou pour tout autre motif, étaient versés à un peloton de punition pour une période variant de 1 à 3 mois. Les peines disciplinaires consistaient en une surcharge de travail dans les galeries les plus chaudes et les plus dangereuses. Un éboulement s'y produisit tuant notamment un Français et en blessant un autre.

La durée des peines était proportionnée à la faute. Les hommes faisant partie de ce peloton étaient enfermés dans une baraque spéciale après leur retour et n'avaient pas de communication avec l'extérieur.

Aucun article de l'accord franco-allemand signé à Berne, le 15 avril 1918 ne fut respecté.

ANNEXE N° 70.

Déposition (1) de M. Alfred Richard, 4, Parvis, Hornu (Hainaut).

J'étais en bonne santé en 1914 ; je suis revenu d'Allemagne épuisé jusqu'à la dernière extrémité, incapable de travailler pour gagner ma vie. Au Kommando de Ehmén où j'étais prisonnier, le travail était beaucoup trop dur et la nourriture tout à fait insuffisante. La soupe était faite de rutabaga et de beaucoup d'eau ; elle contenait pour changer, de temps en temps de la choucroute.

Le travail était organisé comme suit : il y avait 3 équipes par jour faisant chacune huit heures de travail. On nous avait fixé un total de 36 wagonnets à charger par jour pour deux hommes et ceux qui ne pouvaient les remplir devaient rester 16 heures à la mine, sans manger. Parfois ils recevaient en outre des coups de crosse de fusil ou des coups de bâton. Chaque porion était armé d'un bon bâton.

Un jour j'ai assisté dans la mine à la scène suivante. Un malheureux était tombé malade à la mine ; je ne me rappelle pas son nom, mais je sais que c'était un Tournaisien. Le porion ainsi que l'ingénieur

(1) Affirmée sous serment, le 29 janvier 1921, devant M. le juge de paix de Boussu.

le frappèrent à tour de bras avec leurs bâtons , il fut tellement battu qu'il en perdit la parole , je le transportai dans la grande galerie, où il reprit connaissance, mais toujours sans pouvoir parler Je fis mon rapport à la rentrée au sergent-fourrier interprète

Un jour un prisonnier tenta de s'évader, mais les sentinelles lancées à sa recherche, après avoir parcouru la campagne parvinrent à le rattraper et il fut d'abord frappé à coups de crosse Comme on arrivait ensuite à la mine, une sentinelle, qui nous avait gardés pendant la poursuite, se détacha de nous, alla droit au prisonnier, lui mit le canon de son fusil à 10 centimètres de sa figure et laissa partir le coup. Le docteur de Fallersleben ne voulut pas reconnaître que la mort avait été causée par un coup de feu tiré de face.

Le lendemain de la Noël, en 1916, une autre scène de brutalité se déroula dans la cour de nos baraquements Un soldat cassa la crosse de son fusil sur la tête d'un prisonnier Celui-ci resta étendu comme un mannequin sur le sol , on le redressa par force et on le conduisit au cachot à coups de pied dans le bas des reins. Le fait était motivé par le refus du prisonnier de travailler le dimanche , on nous faisait travailler 3 dimanches sur 4 L'ingénieur de la mine était le premier responsable de ces mauvais traitements.

ANNEXE N° 71.

Déposition (1) de M. Emile Jean Mertz, 192, rue de Luxembourg, à Arlon.

Le Kommando d'Ehmen a été créé en août 1915 ; c'était un kommando de représailles ; j'y suis entré le 17 février 1917 et j'y suis resté jusqu'à l'armistice.

Il est inutile de décrire plus longuement le régime alimentaire auquel étaient soumis les prisonniers de guerre

La question de l'habillement laissait également à désirer sous tous points de vue

Le travail était obligatoire et exécuté de force sous la menace des armes Très souvent, les hommes étaient battus par les surveillants et les sentinelles, le conducteur des travaux (betriebsfuhrer) Elte, le chef de kommando ou bien, le secrétaire

Nous étions contraints à un travail au-dessus de nos forces, travail exagéré, car il dépassait sensiblement celui fourni par les civils allemands. Par équipe de deux hommes, nous devions charger 36 wagonnets de sel et les conduire à une distance moyenne de 30 mètres et cela, sous une température variant entre 27 et 32 degrés (température du sous-sol de la mine).

Si par suite d'une cause fortuite (accident de travail, rupture de câble conducteur des wagonnets, faute d'éclairage ou de wagonnets), le travail n'était pas accompli dans les huit heures réglementaires, nous devions rester à la tâche et l'achever après ce délai.

(1) Affirmée sous serment, le 8 janvier 1921, devant M. A. Guillaume, juge d'instruction à Arlon.

Il n'était pas question cependant, ce travail étant terminé, de nous libérer, la direction s'opposait à la remontée pendant le travail. Nous étions donc employés à une autre tâche et cela, pour une nouvelle période de huit heures. La prestation faite se totalisait de cette façon à 16 heures de travail continu, sous sol, sans manger, ni boire. De plus nous étions forcés de reprendre le travail avec notre ancienne équipe et ce, après avoir joui de 5 heures de repos seulement.

Si par suite d'une indisposition par exemple, l'un d'entre nous ne pouvait accomplir son travail, il était battu par les sentinelles ou les civils, sans préjudice des prestations supplémentaires qu'il devait effectuer pour parachever son travail. Il tombait donc de ce fait encore, sous le coup de la mesure citée ci-dessus (16 heures de travail continu).

Très souvent encore, après la remontée, nous étions astreints à décharger de la houille pendant une nouvelle série de huit heures, donc 16 heures de travail au total, suivies de cinq heures de repos seulement.

Le tierçage du travail était réglé par équipes travaillant normalement de 6 à 14, de 14 à 22 et de 22 à 6 heures.

Le rassemblement s'effectuait 1 1/2 heure avant la prise du travail ; nous étions parqués en rangs par quatre ; notre colonne était entourée par une corde que l'on devait maintenir tendue autour du troupeau humain qui était conduit de cette façon vers la mine, sous les vociférations et les coups des geôliers.

Le retour à la baraque se faisait dans les mêmes conditions et ce, 1 1/2 heure après la cessation du travail.

Les changements d'équipes s'effectuaient tous les lundis.

Nous étions forcés de travailler cinq dimanches sur six, les civils ayant, en majorité, refusé le travail du dimanche.

Beaucoup d'entre nous et même la majeure partie étaient couverts d'abcès et de furoncles.

Pour éviter un trop long chômage, on les incitait, soit par persuasion, d'abord et par menaces ensuite, à reprendre le travail ; après un simulacre de visite, le médecin incisait les abcès, ce qui amenait souvent de sérieuses complications. Rares sont ceux d'entre nous, qui avons passé dans ce Kommando, qui ne portent actuellement des cicatrices de ce traitement barbare.

Le médecin allemand Bergen de Fallersleben, attaché au service de la mine, n'exemptait du travail que ceux qui étaient totalement épuisés. Les fiévreux n'étaient exonérés que dans le cas où la fièvre dépassait 38 degrés. Beaucoup de malades se sont vus contraints de s'aider de bâtons pour effectuer le trajet jusqu'à la mine et n'ont été exemptés de travail qu'après être tombés de lassitude sur la route.

Par suite du mauvais matériel, du mauvais entretien ou de la négligence des chefs de service, les accidents étaient nombreux. Les électrocutions et éboulements étaient journaliers. Quand un accident était survenu, on s'empressait, en grande hâte, de faire le nécessaire pour écarter toute responsabilité de la direction, avant l'arrivée de l'inspecteur du travail. Les rapports sur les accidents du travail doivent donc être faux.

Une catastrophe s'est produite le 13 février 1917. Elle fut provoquée par l'explosion du magasin à poudre situé à 400 mètres de profondeur. Les gaz dégagés s'infiltrèrent vraisemblablement par le trou du grand ascenseur jusque dans les couches inférieures, à 650 mètres. Les hommes se trouvant près de l'ascenseur et dans la galerie principale furent tous asphyxiés. Au total il y eut 36 morts dont 18 prisonniers de guerre : 13 Russes, 3 Français, 2 Belges. Aucune mesure préventive en cas d'accident n'avait été prise ; il n'y avait pas de téléphone, ni d'appareil de sauvetage dans la mine. Douze heures après l'accident, les hommes furent forcés de descendre, sous la menace des armes.

Les hommes qui avaient encouru une punition disciplinaire, soit pour évasion ou pour tout autre motif, étaient versés dans un peloton de punition pour une période variant de 1 à 3 mois. Les peines disciplinaires consistaient en une surcharge de travail équivalente à 5m3, dans les galeries les plus chaudes et les plus dangereuses.

Un éboulement s'y produisit, tuant un Français, en blessant un autre.

La durée des peines était proportionnée à la faute.

Les hommes faisant partie de ce peloton étaient enfermés dans une baraque spéciale après leur retour du travail et n'avaient pas de communication avec l'extérieur.

Aucun article de l'accord franco-allemand, signé à Berne, le 15/4/18 ne fut respecté.

Il nous était formellement défendu d'adresser une réclamation écrite, sous la menace de punition. En tous cas, elle n'était jamais transmise à l'ambassade protectrice.

De nombreux vols de colis, de biscuits, vivres, médicaments eurent lieu par suite de la négligence coupable, du manque de surveillance de la gare d'Ehmen et de la direction de la mine, qui laissait séjourner souvent les colis à la gare pendant plusieurs jours avant de les enlever. En ma qualité de délégué et malgré les instructions reçues du comité de secours, je n'étais pas autorisé à réceptionner les envois nous destinés. Il ne me fut pas permis d'obtenir jamais les lettres de voiture en communication ; celles-ci ne relataient aucune constatation de manquant. Quand j'osais porter plainte au bureau du Kommando, j'étais mis brutalement à la porte et recevais des coups du soldat-secrétaire Ypner.

Il faut incriminer pour ces irrégularités : 1^o) la direction de la mine, le conducteur de travaux Elte et ses subordonnés, les porions et chefs d'équipe ; 2^o) les chefs du Kommando.

A noter que le soldat-secrétaire Ypner, à l'occasion d'intérims qu'il effectuait en remplacement du gradé préposé spécialement à ce service, pour nous punir sans doute, gardait sans droit et pendant un délai exagéré, les lettres et colis nous destinés, surtout quand une évasion s'était produite ou que nous étions parvenus à adresser secrètement une correspondance au camp de Soltau ou à l'ambassade protectrice.

Les auteurs des voies de fait furent : les chefs du Kommando, les gefreiter Schmidt et Adolwsky, les soldats Harteman, Wolff, et Ypner.

Furent battus : Plunus, Odon, génie de Namur, par un surveillant civil. Il dut subir un assez long traitement à l'hôpital de Braunschweig.

Oger Victor, 13^e régiment de ligne, par une sentinelle.

Mullens, Joseph, caporal, 14^e de ligne, par un sergent.

De Wulf, Henri, 2^e d'artillerie de campagne, par le gefreiter Adolwsky.

Coheur, Nicolas, 10^e de ligne, par une sentinelle.

Fizaine, Robert, 10^e de ligne, par un civil.

Dans tous les cas, les coups ont occasionné des blessures ou ont laissé des traces.

Accidents survenus aux Belges.

Par suite de l'explosion du 13 février 1917 : Haumann, Louis, soldat du 8^e de ligne décédé ; Deblock, Louis, soldat au 10^e de ligne, décédé.

Electrocuté par suite de mauvais matériel ne résistant pas à l'humidité : Everard, Octave, caporal au 12^e de ligne (le 18/11/18) galerie n° 30.

Blessé en février 1918, à l'œil, suite de mauvais matériel et en octobre 1918 écrasement de la main droite par suite du mauvais entretien du câble conducteur des wagonnets de la grande galerie : Cousins, Armand, soldat au 9^e de ligne.

Fracture de la jambe droite (câble conducteur de la galerie n° 8) le 12 mars 1918 : Everaerts, Désiré, du 10^e de ligne

Fracture des côtes (câble conducteur, galerie n° 8) : Overheyden, Adolphe, du 8^e de ligne.

Brûlures aux bras et au visage (accident survenu au pilon de la forge par la vapeur) : Tassin, Pierre, de l'A. F. L.

Hernie contractée au travail, en juin 1917 : Richard, Alfred, du corps de transports ; en juillet 1918, Lambert, Fernand, du 7^e de ligne.

ANNEXE N° 72.

Déposition (1) de M. Fernand Lambert, à Quaregnon.

Je soussigné Lambert, Fernand, soldat au 27^e de ligne 1^{er} Bat., 4^e Comp, prisonnier blessé à Lombartzyde le 4 novembre 1914, envoyé au camp de Darmstadt jusque Juillet 1915, ensuite à la culture jusqu'au mois d'août 1916, rentré à cette date au camp de Giessen, suis sorti de là pour la culture au Kommando Rosbüttel-lez-Gifforn, province de Hanovre, chez le maire du village Henrich.

Après une journée très dure et sans nourriture, je suis tombé malade. On ne voulait pourtant pas me croire ; une sentinelle est arrivée près de moi et me dit : si demain vous ne travaillez pas, je vous frapperai à mort (tot schlagen) A ces mots je réponds que cela m'est égal ; l'Allemand entrant dans une violente colère, tire sa baïonnette et commence à me frapper de toutes ses forces ; puis brusquement, il me jette dans la baraque et me pousse la pointe de l'arme dans le

(1) Affirmée sous serment, le 29 janvier 1921, devant M. le juge de paix de Boussu.

dos à environ trois centimètres de profondeur. J'ai reçu après cela les soins de mes camarades de captivité

Après ma guérison en 1917, j'ai été envoyé dans la mine de Fallersleben à Ehmen. J'ai pu constater que plusieurs visites de M. l'Ambassadeur d'Espagne ou de son délégué n'ont pu améliorer le sort des prisonniers dans ce dernier Kommando. La vie y était très dure.

Nous étions conduits au travail au moyen d'une corde qui entourait la colonne. Dans le fond de la mine nous étions accompagnés d'une sentinelle armée, pour faire un travail qu'un civil allemand exécutait à raison de vingt marks. Si par malheur la sentinelle n'était pas satisfaite du travail accompli, elle nous donnait ordre de faire deux équipes, ce qui faisait seize heures de travail sans aucune boisson ni nourriture. Nous devions travailler les dimanches et jours fériés, moyennant un supplément de salaire de 2 marks. Nous avions sinon 65 pfennig par jour.

Pendant la descente dans la mine et la remontée, il tombait beaucoup d'eau sur nous.

Le service d'hygiène était mal organisé ; les abcès étaient coupés par un infirmier qui ne connaissait presque rien. Nous recevions l'ordre formel de travailler avec 38° 5 de fièvre.

J'ai été atteint d'une double pointe d'hernie en avril 1918, j'ai été néanmoins au même travail, ce n'est qu'après que j'eusse été pris de faiblesse et de vomissements, qu'on m'a laissé travailler à la surface, je devais pousser des wagonnets chargés, sur des plaques en fer toujours mouillées, ce qui forcément aggravait journellement ma blessure.

Je dois signaler, à propos de mon cas, le rôle joué par le dévoué délégué du Comité Belge détaché à Ehmen et qui nous a rendu de grands services ; connaissant bien l'allemand, celui-ci a pu parfois faire améliorer notre sort ; c'est grâce à lui que plusieurs des nôtres sont revenus.

ANNEXE N° 73.

Extraits de dépositions.

1. — *M. Edouard Rau, 12, rue Lauriston, Paris*, dépose au sujet de deux faits :

Un prisonnier a été jeté d'un pont d'une hauteur d'environ quinze mètres ; cela parce qu'il fumait une cigarette ; deux jours plus tard il mourait.

Un autre prisonnier a été tué d'un coup de feu à petite distance, sans motif connu.

2. — *M. Georges Tonneau, demeurant à la Plante (Namur)* confirme les deux faits et ajoute que, pour le premier, le coupable est un chef de la mine, qu'il reconnaîtrait s'il le revoyait.

3. — *M. Henri Gourdin, 4, rue Koller* a été forcé de travailler, alors qu'il était couvert de furoncles sur les genoux et en dessous des bras. La difficulté et les douleurs du travail dans ces conditions

furent cause d'un accident dans lequel le témoin eut la cuisse et la cheville cassée et le genou ouvert

4. — *M. Camille Debudt, 25, rue des fossés fleuris, à Namur,* confirme la déposition précédente.

5. — *M. Paul Gustave Hermans, 137, Chaussée de Wavre à Auderghem,* a dû travailler le bras droit couvert d'abcès suppurants et saignants. Il a dû travailler 24 heures sans repos étant malade

6. — *M. Robert Fizaine, 149, rue Gaucheret à Bruxelles,* étant malade et ne pouvant exécuter le travail imposé, a dû rester 24 heures dans la mine, le fait était fréquent, quand en 1918, le témoin, après avoir été hospitalisé, fut désigné par le médecin pour les travaux légers, et qu'il était encore mal rétabli, souffrant de fortes fièvres, il fut appliqué aux travaux les plus durs

7. — *M. Pierre Thull, 47, rue Scheuer, Arlon,* rapporte que le soldat Plunus a dû faire un long séjour à l'hôpital de Braunschweig par suite de coups reçus.

8. — *M. Lucien Joseph Armand Hostier, 12, rue Tom-St-Pierre, à Leuze,* a lui-même passé trois semaines à l'hôpital pour la même cause. Il signale d'autre part, qu'il était employé à bouillir le sel, le travail s'exécutait dans une salle étroite et sans air, de six heures du soir à six heures du matin. Après plusieurs mois de ce régime, le témoin fut atteint d'intoxication par les vapeurs de sel.

9. — *M. Théodore Bajeux, demeurant à Arras,* confirme cette déposition. Il mentionne en particulier que pendant les deux ans qu'il a passés à Ehmen, cinquante-deux prisonniers alliés ont été tués, soit par leurs gardiens, soit par accident.

10. — *M. Victor Rorive, 129, rue Léopold, à Flémalle-Grande,* confirme que les hommes qui n'avaient pas fini leur tâche, restaient huit heures de plus dans la mine sans manger.

Quand un prisonnier évadé était repris, il était d'abord assommé à coups de pied et de crosse, il passait ensuite à l'équipe de fer, où il supportait une surcharge de travail pendant un temps indéterminé

A signaler encore que le docteur du camp envoyait au travail des hommes malades.

IX. Le camp de Sedan.

ANNEXE N° 74

*Déposition (1) de M. Hector Joseph Lheureux, employé au ministère,
57, rue de Trèves, Bruxelles*

J'étais à la prison de Rheinbach depuis 13 mois, quand le 16 octobre 1917, je suis parti pour Sedan avec 115 co-détenus belges et français. Quelques-uns d'entre nous avaient appartenu à un service de renseignements pour les grands quartiers généraux alliés, 22 étaient des soldats français restés cachés après l'invasion ; les autres étaient des condamnés aux travaux forcés pour des motifs divers. Nous étions tous porteurs du costume des maisons de force allemandes.

A notre arrivée à Sedan, nous avons été campés à la citadelle. Les chambres où nous étions logés me paraissaient pouvoir abriter 24 hommes, 76 prisonniers y étaient entassés. La première salle, à gauche en entrant, la plus spacieuse recevait jusqu'à 120 détenus. Les 9 salles réservées aux 5 à 600 prisonniers pourraient être cubées et le résultat d'une telle enquête serait édifiant. Nous y fîmes privés des biscuits militaires, des colis et de la correspondance. La nourriture y était très insuffisante et mauvaise, surtout pour les Belges.

Le travail y était obligatoire. Journellement 60 à 70 escouades de cinq hommes partaient au travail, accompagnées chacune d'un soldat armé. Les travaux y étaient très durs : terrassements, construction de chemins de fer, port de billes et de rails, déchargement de charbon, de ballots de copeaux, d'avoine, etc., destruction et chargement des machines-outils dans les usines.

Les autres prisonniers rencontrés à Sedan venaient des prisons de Gand, de Charleroi, d'Avesnes et de Lille. La plus grande partie appartenait à une catégorie de gens qu'il est pénible de côtoyer. Ils étaient ou voleurs ou fraudeurs et n'avaient que des peines légères à purger (3 à 6 mois).

Les mauvais traitements étaient une règle générale, mais les 116 forçats de Rheinbach étaient surtout privilégiés pour l'assouvissement des instincts barbares de nos gardiens. Le feldwebel Denzin, commandant le camp, et le sergent Holz étaient toujours porteurs d'un

(1) Affirmée sous serment, le 15 juin 1920, devant M. le juge d'instruction De Landtsheer, à Bruxelles.

manche en bois, auquel étaient attachées quatre lanières en cuir et ils se servaient abondamment de cet instrument de torture.

Le motif était presque toujours une inutilité. Ainsi j'ai vu frapper, avec une violence inouïe, des malheureux qui, chargés du nettoyage des choux raves pour la cuisine et poussés par la laim, en avaient mangé un morceau. Et tandis que Holz frappait, Danzin criait : " Immer feste Immer feste . "

Les autres sous-officiers et soldats étaient habituellement munis de gourdins. Ils se plaisaient surtout à en distribuer force coups lors des appels pour le travail, lesquels ne pourraient être mieux comparés qu'au rassemblement d'un troupeau de bœufs par un bouvier cruel à l'excès. Or comme ces rassemblements se faisaient trois fois par jour, les actes de brutalité se produisaient d'une façon continue et régulière.

Les insultes, les imprécations et les propos outrageants n'étaient jamais ménagés. Comme « schweinhund », certaines paroles de Danzin me sont encore bien gravées dans la mémoire et elles dépeignent la brute qu'il était. Il voulait encourager les travailleurs et il leur dit : « Ceux qui travailleront bien pendant 6 semaines et ne donneront lieu à aucun reproche, retourneront chez eux quelle que soit leur peine. Les autres resteront ici jusqu'à ce qu'ils crèvent ; il y a encore beaucoup de place là-bas (et il désignait le cimetière) ».

Voici dans un ordre d'idées différent, trois faits qui donnent un aperçu général des sévices auxquels nous étions soumis.

Le nommé Michel Henri de Le Cateau, au retour d'une tentative d'évasion, a été assommé d'un coup de chaise sur la tête. Il portait une large plaie au sommet du crâne et a dû être transporté à l'infirmerie, où il est resté longtemps en traitement.

Pour avoir brûlé son pardessus (il y avait un trou de la grandeur d'une pièce de dix centimes), Baetslé Auguste, de Namur, s'est vu infliger 14 jours de cachot.

Lors de ma sortie de l'hôpital, à moitié guéri de la fièvre typhoïde, le docteur m'avait remis une exemption de travail valable trois semaines. Le lendemain de mon retour au camp, Holz m'obligeait à aller porter des billes. Comme je voulais faire valoir mon écrit et observer combien j'étais incapable d'une telle besogne, une bastonnade en règle m'apprit de ce qu'il en coûtait de ne pas obéir à la première injonction. Je fis des efforts surhumains, mais l'ouvrage était au dessus de mes forces et je tombai sur le chantier. Mes compagnons, parmi lesquels se trouvait Louis Locoche de Dour, durent me transporter au camp.

Les scènes écœurantes auxquelles nous avons assisté, sont innombrables tant elles sont nombreuses.

Les gardiens du camp de Sedan sont certainement responsables du nombre excessif de décès qui s'y sont produits. Nous en avons compté 63 en un mois, sur un effectif d'environ 480.

Je tiens à ajouter que Albrecht et Holz volaient encore les produits fournis par le comité français pour les prisonniers français.

ANNEXE N° 75.

Déposition ⁽¹⁾ de M. Odon André Joseph Hubaille, aviculteur demeurant rue de Grand Bigard, 8, à Berchem-Ste-Agathe

J'ai été condamné à 10 ans de travaux forcés pour espionnage. Envoyé à Rheinbach le 27 mai 1916, je fus détaché à Sedan, le 15 octobre 1917, avec cent quinze autres détenus politiques.

A Sedan, j'ai eu à me plaindre surtout du feldwebel lieutenant Denzin et du caporal Holz qui le remplaçait en son absence. Ces deux-là surtout ont fait souffrir énormément les prisonniers, les astreignant à de durs travaux et leur infligeant des mauvais traitements de toute sorte

Les soldats allemands qui surveillaient les corvées du camp étaient armés de triques ou de fouets dont la lanière se terminait par une boule de plomb. Ces surveillants étaient des jeunes gens, des militaires blessés au repos, ils frappaient sur des vieillards avec des bâtons gros de deux doigts et ils frappaient tant que le bâton était bon.

J'ai vu Denzin frapper sur le corps d'un homme qui était mort dans son lit, la victime était un Français, M. Carton.

Denzin disait aux prisonniers : « Cochons de chiens, je vous ferai tous crever, sales bandits (ich will Sie tun crepieren) ; je vous mettrai au cachot 3 jours sans manger, j'irai vous y battre moi-même (ce qu'il allait faire tous les jours) ; les uns crèveront au cachot et je ferai fusiller les autres. »

Braquant son revolver, il menaçait de tirer sur nous. On dit qu'il avait promis 50 Mk au soldat qui lui apporterait un prisonnier tué en tentant de s'évader.

La nourriture était tellement insuffisante, que 95 des 116 prisonniers de Rheinbach sont morts à Sedan. Un jour, j'ai vu un prisonnier qui a pris un petit oiseau, l'hiver, et l'a dévoré tout cru avec les plumes.

A un moment donné, je ne pesais plus que 40 kilos ; j'en avais pesé 90. Je pouvais replier la peau de derrière mes cuisses sur le devant.

Il mourait parfois 4 ou 5 hommes par jour. Tous passaient à la dissection. Ils étaient enterrés sans service religieux.

Étant en traitement à l'hôpital de Asfeld, j'ai dû nettoyer les ordures de la salle. J'ai demandé à partir ; le médecin me répondit : « Vous n'êtes pas guéri, mais ça m'est égal, partez ».

La dysenterie régnait tellement à Sedan, que les cabinets étaient pleins de sang.

Parfois, le lieutenant faisait sortir les malades de l'infirmerie à coups de cravache, même ceux qui devaient rester au lit, et les faisait marcher dans le froid et la neige pendant plusieurs heures.

A l'infirmerie, en me réveillant un matin, j'ai trouvé mes deux voisins de lit morts. Une autre fois j'ai vu dans le corridor cinq morts

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 15 juin 1920, devant M. le juge d'instruction De Landtsheer, à Bruxelles.

prêts pour la dissection. Il arrivait fréquemment que nous voyions plusieurs morts. Sur les 300 hommes de la citadelle, il y en avait 1 ou 2 par jour.

Quant à l'hygiène, il y avait dans un coin des chambres une cuve ouverte, or, tous avaient la dysenterie.

En fait, je ne réussissais à dormir qu'une nuit sur trois, quand j'étais terrassé de fatigue. On était infesté de vermine. Un jour, j'ai pris dans mon linge 216 poux.

Pour la visite médicale, il fallait passer d'abord devant le sous-officier sanitaire Ritzmann; sur 20 hommes, il en admettait 4 à la visite, ses amis. Un Français, renvoyé 8 jours de suite par lui, mourut le 9^e jour au travail.

En fait de colis, j'ai vu une distribution en 6 mois, à laquelle je reçus un petit paquet de cassonade à partager avec un autre prisonnier.

Il y eut lieu de signaler encore le cas de M. Landin, qui pour avoir désarmé un Allemand, a été menacé d'être fusillé, puis incarcéré, privé de nourriture et battu tous les jours plusieurs fois. Quand il reparut au camp, personne, pas plus que moi, ne le reconnut, malgré son costume de « Rheinbach ». C'était un homme de 23 ans; il semblait en avoir 80.

ANNEXE N° 76.

Déposition ⁽¹⁾ de M. Nicolas Yserentant, rue Saint-Gilles, 162, Liège.

Le 15 octobre 1917, nous sommes partis à 116 de la prison de Rheinbach pour le camp de Sedan. On nous fit enlever nos vêtements civils, ainsi que notre linge, pour revêtir le costume de forçat qui consistait en 1 chemise, 1 paire de chaussettes, 1 paire de bottes, pantalon de coutil, gilet de même, veste de drap et casquette. Cette tenue était insuffisante pour l'hiver. Nous avons beaucoup souffert du froid, nous n'avons jamais pu faire du feu. A Sedan, nous étions logés à 116 dans une salle d'environ 15 mètres sur 6, très sale et remplie de vermine. Au milieu de la chambre se trouvait un tonneau, sans couvercle, servant de W. C.; la plupart des hommes souffraient de dysenterie, ce n'était pas tenable. Plusieurs fois j'ai demandé au commandant de pouvoir changer le tonneau de place; cela me fut toujours refusé.

Les prisonniers de Rheinbach étaient très mal notés, l'on nous appelait bandits et sales espions. Notre nourriture était plus mauvaise et en plus petite quantité que celle des autres prisonniers ou travailleurs: Le matin, 1/2 litre de soi-disant café; à midi 1 litre de soupe infecte (choucroute et eau ou épluchures de pommes de terre et eau), ce qui donnait la dysenterie et le typhus; le soir 200 grammes de pain noir, 1/2 litre de café et de temps en temps une cuillerée de confiture, jamais de colis, ni de biscuits français. Nous étions privés aussi de tout secours moral, la correspondance était supprimée.

Le travail était très dur; de 7 heures du matin à midi et demi,

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 20 mai 1920, devant M. le juge de paix du second canton de Liège.

et de 1 1/2 à 7 heures du soir, nous devions décharger des wagons de planches, de fibre de bois, de gravier, de charbon, etc, bétonner des routes, démolir des fabriques, réparer des ponts. Jamais de repos, pour le moindre geste on recevait des coups de bâton, de poing et de crosse de fusil. J'ai vu un de mes compagnons cracher le sang à flots, tombant sans connaissance et frappé à coups de bâton pour le faire relever et continuer son ouvrage. Le lendemain, il était mort.

Le commandant était une vraie brute et sans compassion, même pour les mourants. Pendant quelque temps j'ai été chef de chambrée, les hommes rentraient du travail tout mouillés par les pluies et les neiges, pas de feu, ni linge, ni effets pour se changer; il fallait dormir avec ses vêtements, n'ayant qu'une seule couverture. Ainsi chaque jour, 4 ou 5 ne pouvaient se lever pour aller au travail, étant gravement malades. Je faisais mon rapport, parfois, je parvenais à en faire exemplifier quelques-uns, d'autres fois, le commandant arrivait disant qu'on tirait la carotte et à coups de gourdin faisait lever les malades. Un matin, un malheureux se trouvait dans une case supérieure, ne bougeant pas, il a cassé son bois sur le corps, alors s'apercevant qu'il avait cessé de vivre, il nous dit « C'est votre sort, vous crèverez tous ici ».

En janvier 1918, je dus être transporté au « lazaret » de la citadelle, et de là, à l'hôpital de la ville. N'ayant pas encore changé de chemise depuis octobre et sans chaussettes depuis novembre, j'étais presque heureux d'être malade, espérant qu'à l'hôpital il y aurait un peu plus de propreté. Vers cette époque, nous étions restés 3 semaines sans eau pour nous laver, pendant 6 semaines, j'ai demandé en grâce une autre chemise, étant complètement couvert de vermine; impossible de rien recevoir, j'ai donné alors ma ration d'un jour à un convalescent pour qu'il me lave ma chemise dans de l'eau froide et sans savon, comme nous étions fin février, il fallut trois jours pour la sécher et je suis resté dans mon lit avec ma culotte et ma veste raides de saleté.

Tous les 8 jours, nous passions la visite médicale dans une pièce chauffée où se tenaient les médecins; mais pour y arriver nous devions nous déshabiller et attendre dans un préau glacial où beaucoup ont contracté des maladies mortelles.

Jamais nous n'avons eu de médicaments, ni de traitements convenables. J'ai vu mourir des compagnons faute de soins, mais surtout faute de nourriture. Les souffrances de la faim étaient terribles, nous avons mangé des têtes de harengs, des feuilles de choux, que nous retirions des poubelles, quand nous allions travailler en ville, certains ont mangé l'herbe au bord des routes, comme les animaux et faisaient la chasse aux rats et aux souris.

ANNEXE N° 77

Déposition ⁽¹⁾ de M. Nicolas Requillé, visiteur à la C^{re} du Nord-Belge, rue de la Rampe, n° 8, Angleur.

Vers la fin d'octobre 1917 j'ai quitté la prison de Rheinbach en

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 22 mai 1920, devant M. le juge de paix de Grivegnée.

Allemagne, où j'étais interné depuis le 24 octobre 1915 et j'ai été transféré au camp de Sedan avec cent quinze prisonniers.

Nous sommes partis le soir et arrivés le lendemain soir, n'ayant reçu pour toute nourriture qu'une petite tartine au départ et un bol de soupe en cours de route. Arrivés le soir à Sedan, nous avons été conduits à la citadelle, où on nous a laissés dans la cour pendant une demi-heure, où nous avons reçu un petit morceau de pain et un demi-litre de café. A l'heure du coucher on nous a fait entrer dans des chambres petites et très sales, vraiment pleines d'ordures ; on en a mis quinze d'entre nous d'un côté et dix de l'autre dans ces chambres déjà occupées par d'autres prisonniers, en sorte qu'on était, notamment dans la chambre que j'occupais, environ cent et quinze, alors qu'il n'y avait place que pour cinquante. Il n'y avait pas moyen de se coucher, de sorte que nous sommes restés assis sur le parquet. Cette situation s'est prolongée pendant plusieurs jours. Le lendemain de notre arrivée, on nous a fait sortir pour procéder à un appel. Un d'entre nous ne s'étant pas assez vite découvert, a reçu du lieutenant qui procédait à l'appel, des coups de poing à la figure. Cet homme a été battu d'une façon véritablement sauvage par ce lieutenant.

Pendant 15 jours on ne nous a donné pour toute nourriture d'une journée que 350 grammes de pain et un litre de soupe à la choucroute, navets, etc., nullement nourrissante. Au bout de quinze jours on nous a transférés dans le camp de Bazeilles, où l'on nous a logés dans une grande fabrique. Dès le lendemain de notre arrivée, on nous a fait travailler à l'empierrement des voies de chemin de fer. Nous sommes restés occupés à ce travail pendant un mois et demi et pendant cette période la nourriture a toujours été la même que celle que je viens de dire. C'est à la suite de l'évasion de quatre de nos camarades prisonniers que nous sommes revenus à Sedan comme punition.

Les compagnons d'équipe des évadés ont été battus à coups de crosse de fusil. Deux des évadés ont été repris que la figure n'était plus que du sang, notamment l'un des deux qui était un de mes compagnons.

Rentrés à Sedan, nous avons vu arriver le lieutenant qui nous a fait mettre en rang et qui nous a déclaré par l'interprète que nous allions être serrés, qu'il nous ferait tous crever, qu'il y avait place pour nous enterrer dans les fortifications. Nous avons été placés à 116 dans une chambre ne pouvant contenir que 50 personnes. Nous étions soumis toujours au même régime alimentaire. Nous n'avions pas d'eau pour nous laver. Je suis resté un mois sans pouvoir me laver la figure et encore, je n'ai pu le faire qu'en me servant du soi-disant café qu'on nous servait le matin. Quant à se laver le reste du corps, il ne fallait pas y penser.

Les chambres étaient sales et pleines de vermine. Le soir on mettait dans un coin un tonneau pour les besoins des 116 prisonniers et l'on ne pouvait pas ouvrir les fenêtres. Les chambres n'étaient ni éclairées, ni chauffées, malgré la température très rigoureuse. Il arrivait que le matin on trouvait un camarade, malade depuis longtemps sans avoir été soigné, mort à côté de soi. Le matin le caporal arrivait avec un bâton pour nous faire lever. Il frappait à tort et à travers même sur des morts

Le lever avait lieu à 5 heures et 1/2, distribution d'un demi-litre d'eau chaude représentant le café. C'était tout notre repas pour aller travailler. Puis avait lieu l'appel. On restait alors jusque sept heures dans la cour, puis on partait pour le travail. Ce travail consistait dans le déchargement des bateaux de charbon, ou à casser de grosses pierres avec des marteaux de 10 kg et cela avec accompagnement de coups de crosse de fusil et d'injures, dans la neige et la pluie et sans nourriture.

L'appel se faisait trois fois par jour. Chaque fois le lieutenant y assistait armé d'une matraque et ne faisait pas 10 pas sans frapper un prisonnier à la figure.

Un camarade, le nommé Lanten de Seraing, qui s'était évadé, a été enfermé dans une cave pendant trois mois. Quand il en est sorti, il avait l'aspect d'un vieillard de 80 ans. C'était un jeune homme de 20 ans, très robuste. J'ai été moi-même réduit à la plus grande extrémité, j'ai été réformé par le docteur allemand au mois de mai 1918 et transféré au mois de juillet 1918 à la prison de Vilvorde. A mon arrivée je ne pesais plus que 41 kg, avant la guerre j'en pesais 73. Au mois de juillet 1918, quatre-vingts sur 116 de mes compagnons de Rheinbach étaient morts. Ce que je viens de dire, n'est qu'un résumé de ce que j'ai souffert moi-même et de ce que j'ai vu chez les autres.

ANNEXE N° 78

Déposition (1) de M. Louis Cornelius Liénard, 158, rue du Pont, Héverlé (Louvain).

Den 17 October 1917 vertrokken we van Rheinbach naar Sedan. Wij hadden daar voor 2 dagen en bijna 2 nachten moeten rijden, en van het prison te Rheinbach hadden we twee honderd grammen brood gekregen; onderwegen waren we te Trier uit den trein gegaan, om naar een militair hospitaal te gaan eten, en we kregen daar eenen halven liter soep, dit was alles voor de reis.

Te Sedan kregen we 's morgens een halven liter koffie, 's middags een lieter soep, meestal koolrapen of zuurkool en 's avonds een halven liter koffie en 400 gram brood. Het was 3 maal daags appel; 's morgens om 5 uren opstaan; dan kregen we koffie; daarna van 6 tot 8 uren appel; dan gaan arbeiden, 5 man met eenen soldaat; om 12 uren kwamen we terug en kregen onze soep; om 1 uur appel en om twee uren gaan arbeiden tot 6 uren en daarna appel van 6 tot 7, als het goed gaat, anders tot 8 uren en om 9 uren slapen.

De bedden in de citadelle te Sedan waren twee lagen opeen; de beddenzakken waren van papier geweven en er was een handvol houtshavelingen in; we hadden om ons te dekken niets anders dan twee dekens, lakens hadden we niet; er zaten te Sedan vele luizen en vlooiën; iedereen die op de citadelle zat had er, en als men eens in zijn hemd keek, kon men er wel meer dan 200 vangen. Op de 9 maanden dat ik

(1) Affirmée sous serment le 16 juin 1920 devant M. Maas, juge d'instruction à Louvain.

daar was, heb ik maar 3 maal naar het bad mogen gaan en ook 3 maal met mijne kleederen naar den ontsmetoven

Het werk dat we te Sedan moesten doen, was al de machines in werkhuizen kapot slagen en dan het ijzer naar den automobiel dragen, en daarna ging het naar de statie en dan op den wagon en daarna naar de ijzerfabrieken in Duitschland. Wij moesten ook in de statie werken, meel, suiker, haring en aardappellen in de statie brengen en van de statie weder in den trein, en ook kolen laden en lossen, ballen houtkrollen in bussels gebonden, van 100 tot 150 kilos wegende, op den wagon brengen.

In de maand april moest ik mede naar de statie om zakken meel van 50 kilos te helpen dragen. Ik deed het zoo goed als ik kon, men gaf mij eenen zak meel te dragen, maar toen ik eenen meter ver gedragen had, kon ik niet meer en ik liet den zak vallen. De soldaat komt naar mij geloopt en begint mij te slagen zoo hard hij maar kon en doet dan den zak terug opheven; ik draag hem wederom zoover ik kan, maar laat hem weder vallen; de soldaat komt opnieuw naar mij geloopt en begint mij zoo geweldig te slagen met de kolf van zijn geweer, dat ik weende van pijn en toen nam hij mij mede naar eenen hoek van de statie en wierp mij omver, met de bedreiging dat, zoo ik mij dierf verroeren, hij mij zou omver schieten, een uur later kwam hij mij wederom halen en toen moest ik de zakken meel die los waren terug toebinden.

Op zekeren dag moest ik te Sedan, met nog vier andere mannen, eenen wagon benzine gaan lossen, we begonnen te lossen, maar wij waren te slap om tonnen van 200 liters te verplaatsen; de andere 4 heten ze los en daar ze mij niet verwittigd hadden, zat er mijn been tusschen en was ik gewond aan mijne knie.

Te Sedan slipe de 116 man van Rheinbach allen in eene kamer en het was er zoo nat, dat het water van den muur liep. In den winter kregen we wel kolen, maar ze wilden niet branden, dus hadden we nog geen vuur.

In de maand februari 1917, hebben mijne voeten bevrozen geweest en ik ging naar den dokter; ik kreeg niets dan teinture d'iode en 5 dagen rust.

Wij kregen te Sedan geene pakken of beschuiten en de eerste maand kregen we de brieven en de kaarten die van Rheinbach kwamen goed, maar later kregen we er nog een per maand en op het laatste niets meer.

Als we vroegen om bij den dokter te komen, mochten we altijd niet, en als de onderofficier zegde dat ge niet ziek waart, stak hij u in het cachot, en het is zoo gebeurd dat men er eenen heeft dood in terug gevonden.

Op zekeren dag riep de luitnant ons bijeen en zette ons op rijen van vijf, telde ons; wij waren omtrent met honderd man, geloof ik, die niet meer moesten werken; als hij gedaan had, zegde hij: « Mannen, ge moet niet gelooven dat ge al naar huis gaat, want er is nog veel plaats in het dal om u te begraven ». Als men ziek was en men bleef in de kamers van de arbeiders in de bedden liggen en als dan

de luitenant kwam met den onderofficier, dan sloeg hij u het bedde uit en dan liep de gevangene, dikwijls als schreeuwend van pijn in zijn hemd buiten en dan lachte den luitenant.

Iedere gevangene was verplicht zijn eten te gaan halen Frans Pardon was ziek en hij had bij den dokter al eenige malen geweest, en deze zegde dat hij niet erg ziek was en gaf hem dus geene medecijnen Dat duurde zoo een dag of zes, maar den zevenden kon hij niet meer opstaan en men ging dus aan den onderofficier vragen of men zijn brood mocht komen halen en deze zegde neen Frans Pardon kon niet komen, en toen ging men koffie en brood halen, maar toen men terug kwam was den armen gevangenen gestorven, zonder te biechten of te kommunie te kunnen gaan Als er eenen op de citadelle stierf, was het altijd zoo, men legde hem op een draagberrie en een deken en droeg hem zoo naar het kerkhof

Zoolang ik te Sedan geweest ben, heeft er maar twee maal mis geweest We moesten ook den zondag en weekdagen werken We moesten onzen wasch zelf doen en we kregen er geen tijd voor, en ten tweede in den winter waren al de kranen bevrozen, zoodus konden we ons binnen niet waschen en ons zelf niet verschoonen

In juni 1918 werd ik terug naar Rheinbach gebracht Als ik daar aankwam woog ik nog 47 kilos

Van de 116 man waren er te Sedan op 9 maanden tijd 70 gestorven Zij stierven meest van flauwte, honger, dikke voeten, afgang en bloed-afgang.

De gevangenen aten daar beetten, koolrapen en al wat ze maar vinden konden.

Traduction.

Le 17 octobre nous sommes partis de Rheinbach à Sedan. Nous avons dû faire 2 jours et presque 2 nuits en chemin de fer et de la prison de Rheinbach nous avons emporté pour toute nourriture 200 grammes de pain En cours de route, nous sommes descendus à Trèves pour aller manger dans un hôpital militaire et là, nous avons reçu 1/2 litre de soupe C'était tout pour le voyage

A Sedan, nous recevions le matin un 1/2 litre de café, à midi un litre de soupe, la plupart du temps des rutabagas ou de la choucroute et le soir un 1/2 litre de café et 400 grammes de pain Il y avait 3 appels par jour, le matin à 5 heures réveil, puis distribution de café, après cela de 6 à 8 heures appel; puis travail: 5 hommes sous la surveillance d'un soldat, à midi nous revenions pour recevoir notre soupe; à 1 heure appel; à 2 heures, travail jusque 6 heures Appel de 6 à 7 heures — si tout marchait bien — autrement jusque 8 heures et à 9 heures, coucher

Les lits dans la citadelle de Sedan étaient superposés, les matelas étaient en papier et contenaient une poignée de copeaux. Nous avions deux couvertures, mais pas de draps A Sedan les poux et les puces pullulaient. Tous ceux qui étaient à la citadelle en étaient couverts, une simple inspection de la chemise en faisait découvrir 200 Pendant les 9 mois que j'ai séjourné là-bas, j'ai pu seulement aller 3 fois au bain et 3 fois mes habits ont été désinfectés.

Le travail à Sedan consistait à casser des machines dans des ateliers, charger la mitraille ainsi obtenue sur des automobiles, qui la transportaient à la gare. Là les débris étaient chargés sur des wagons et expédiés à des usines métallurgiques en Allemagne. Nous devions également travailler à la gare : amener de la farine, du sucre, des harengs et des pommes de terre à la gare et les charger sur des wagons. Nous devions aussi charger et décharger du charbon et amener sur wagon des ballots de copeaux de 100 à 150 kilos.

Au mois d'avril je devais aider à la gare au transport de sacs de farine de 50 kilos. Je le faisais aussi bien que possible. On me chargeait d'un sac de farine, mais je n'avais pas fait un mètre que je n'en pouvais plus et laissai tomber le sac. Le soldat de garde accourut et me frappa autant qu'il put. Ensuite il fit recharger le sac sur mes épaules. Je le portai de nouveau aussi loin que possible, mais le laissai tomber une deuxième fois ; le soldat accourut encore et commença à me rouer de coups de crosse, à tel point que j'en pleurai de douleur. Alors il m'amena dans un coin de la gare, me renversa et menaça de me tuer si j'osais bouger. Une heure plus tard il vint me rechercher et alors je dus lier les sacs de farine qui s'étaient déliés.

Un certain jour, avec quatre autres hommes, j'ai dû aller décharger un wagon de benzine à Sedan. Nous avons commencé le travail, mais nous étions trop faibles pour déplacer des tonneaux de 200 litres ; mes 4 compagnons lâchèrent le tonneau sans m'avertir. Ma jambe a été prise sous le récipient et je fus blessé au genou.

A Sedan les 116 hommes de Rheinbach étaient tous logés dans une seule chambre et il y faisait tellement humide que l'eau décollait des murs. En hiver, on nous donnait du charbon, qui ne brûlait pas et ainsi nous n'avions pas encore de feu.

Au mois de février 1917, mes pieds ont été gelés et je me suis rendu chez le médecin. Il ne m'a donné que de la teinture d'iode et m'a prescrit 5 jours de repos.

Nous ne recevions à Sedan ni paquets, ni biscuits et si le premier mois nous recevions bien les lettres et cartes qui venaient de Rheinbach, plus tard, il nous en arrivait à peine 1 par mois et à la fin plus rien du tout.

Quand nous demandions d'aller voir le médecin, cette faveur ne nous était pas toujours accordée et il suffisait au sous-officier de soutenir que vous n'étiez pas malade, pour être mis au cachot. Il s'est fait ainsi qu'on en a trouvé un qui était mort en prison.

Un certain jour, le lieutenant nous faisait rassembler par rangs de 5 hommes et nous comptait. Nous étions environ, je crois, une centaine qui ne devions plus travailler. Quand il eut fini, il dit : « Ne croyez pas, les hommes, que vous pourrez déjà rentrer chez vous ; il y a encore beaucoup de place dans la vallée pour vous enterrer. » Quand on était malade et qu'on restait au lit dans les chambres des ouvriers et qu'alors le lieutenant passait dans ces chambres avec le sous-officier, il chassait les malades du lit à force de coups. Le prisonnier alors, vêtu seulement de sa chemise, se sauvait à l'extérieur en pleurant et le lieutenant contemplait ce spectacle en riant.

Chaque détenu était forcé d'aller chercher sa nourriture. Le nommé François Pardon était malade et était allé voir plusieurs fois le médecin. Celui-ci prétendait que sa maladie n'avait rien de grave et ne lui donnait en conséquence aucun médicament. Cela a duré de cette façon 5 ou 6 jours, mais le 7^e il ne parvenait plus à se lever et on alla demander au sous-officier si l'on pouvait aller chercher son pain. Celui-ci répondit négativement. François Pardon ne pouvait venir et alors on est allé chercher le café et le pain, mais quand on revint, le malheureux détenu était mort sans avoir pu se confesser ou prendre la communion.

Quand il y avait un mort à la citadelle, il en était toujours ainsi. On le chargeait sur un brancard, le couvrait d'un drap et on le portait ainsi au cimetière. Pendant tout le temps de mon séjour à Sedan, nous n'avons pu assister que 2 fois à la messe. Nous devions travailler le dimanche comme les autres jours. Il fallait faire soi-même sa lessive et on ne nous en donnait pas le temps, d'autant plus qu'en hiver tous les robinets étaient gelés et ainsi nous ne pouvions pas nous laver à l'intérieur, ni mettre du linge propre.

En juin 1918, je fus ramené à Rheinbach. A mon arrivée là-bas, je pesais encore 47 kilos.

Des 116 hommes que nous étions, il en était mort à Sedan 70 dans un laps de temps de 9 mois. La plupart de ces hommes sont morts de faiblesse, de faim, de diarrhée, de dysenterie.

Les prisonniers mangeaient là des betteraves, des rutabagas et tout ce qu'ils parvenaient à trouver.

ANNEXE N° 79

Déposition de M. Jules Hérion, à Meux.

Nous avons quitté Rheinbach le 15 octobre 1917 à 116 hommes pour Sedan. Là, j'ai été battu tous les jours à coups de crosse de fusil et je devais travailler à des besognes beaucoup trop fortes pour ma santé, telles que décharger des canons, charger des culots d'obus, des ferrailles dans les filatures. Il était inutile de refuser, j'étais battu de plus en plus. Je suis tombé malade de misère, j'ai été à l'hôpital de Sedan où j'ai trouvé huit camarades de Rheinbach. Tous les neuf, nous étions atteints de fièvre typhoïde. M. L. Thufiaux et moi sommes seuls sortis vivants sur neuf. Nous avons été transférés à Vilvorde et là M. Thufiaux a succombé à la suite des mauvais traitements subis.

Je suis sauvé, mais j'ai perdu la santé après trois maladies : la fièvre typhoïde, une congestion pulmonaire double et un empoisonnement du sang.

Dans ce camp, la nourriture était in mangeable ; il n'y avait même pas d'eau pour se laver. J'ai vu de mes propres yeux le lieutenant frapper sur un mort avec sa matraque.

Lorsque j'ai quitté Sedan pour être dirigé sur Vilvorde, il y avait 79 morts sur le transport de Rheinbach.

ANNEXE N° 80.

Déposition de M Jean Bte Raquet, à Roosbeek

J'ai passé 5 mois à Sedan venant de Rheinbach avec 116 hommes, tous bien portants. Bientôt cependant notre santé allait décliner par suite de la brutalité du lieutenant, des sergents et des soldats. Pour l'officier, nous étions tous des voleurs, des assassins, nous n'osions seulement pas sortir de nos chambres tellement on était battu au dehors. Nous recevions des coups de matraque soit de l'officier, soit des soldats du poste. C'était leur plaisir de nous torturer, de nous faire mourir de faim, nous couchions dans la vermine, on nous refusait l'eau pour nous laver; la nuit, nous étions tous debout pour tuer la vermine, mais sitôt que le poste voyait la lumière, il nous frappait pour l'éteindre.

Le matin, le lieutenant passait dans les chambres, nous étions tous obligés d'être droit au pied de nos lits. Un jour, le lieutenant voyant un homme couché, se mit à le frapper à tour de bras, comme l'homme ne bougeait pas, le sergent monte à son tour sur le bas flanc et frappe de nouveau, le prisonnier restait immobile, l'officier remonte et constate alors que l'homme était mort.

ANNEXE N° 81

Déposition (1) de M Eugène Maes, rue du Canal, 228, à Hérenthals

Den 30 augustus 1916, ben ik naar Rheinbach in Duitschland gevoerd, om eenen wagen geplunderd te hebben op de statie te Herenthals. Van Rheinbach zijn wij met 116 naar Sedan gegaan, en van daar naar Bazeilles, waar wij eene maand verbleven hebben. Eenige van ons hebben daar gepoogd te ontsnappen en twee zijn er in gelukt. Van dan af zijn de mishandelingen begonnen. Zij hebben ons dan in de citadelle gestoken om te creveren, zoo zij zeggen, en feitelijk van de 116 zijn er maar 17 overgebleven, al de anderen hebben er het leven gelaten, tengevolge van mishandelingen en bij gebrek van eten. Ik ben twee maanden in kachot gezeten. Acht uren per dag had ik de handen gehonden op den rug. Op zekeren dag werd ik geroepen op den bureau en omdat ik niet antwoordde naar den wensch der Duitschen, sloegen zij mij eerst met de vuisten, dan met stoelen, stokken en martinals zoo veel dat zij maar konden, en als ik gansch bebloed was, hielden zij een spiegel voor mij omdat ik zelf zou kunnen oordeelen hoe ik er uitzag. De opperluitenant, Paul Lamont, was een brave mensch, maar de luitenant was eene echte beul, na dat hij zonder de minste reden de menschen mishandeld had, gaf hij ze het een of ander voordeel. De sergent Holz, was ook een zeer brutale man. S'morgens liepen gewoonlijk twee soldaten de slaapkamers af en als ge bij 't eerste woord niet gekleed waart dan kreeg gij slaag. Op zekeren morgen, als twee soldaten hun moeg geslagen hadden op eenen ouden man, François, trokken zij dezen

(1) Affirmée sous serment, le 1^{er} juillet 1920, devant M le juge de paix d'Herenthals.

uit zijn bed en zagen dat hij dood was. Wij shopen met 300 in eene kleine kamer die niet verlucht was. De natuurlijke behoeften moesten wij doen in een vat dat in de zelfde kamer stond.

Traduction.

Le 30 août 1916, j'ai été conduit à Rheinbach (Allemagne) pour avoir pillé un wagon en gare d'Hérenthals. De Rheinbach nous avons été conduits au nombre de 116 à Sedan et de là à Bazeilles, où nous avons séjourné un mois. Quelques uns parmi nous ont tenté de s'échapper, deux ont réussi. C'est à partir de ce jour que les mauvais traitements ont commencé. Nous avons été enfermés à la citadelle dans le but de nous faire « crever » comme ils le disaient, et en effet, des 116 que nous étions, il n'en est resté que 17 ; tous les autres sont morts par suite des mauvais traitements et du manque de nourriture. Je suis resté enfermé deux mois au cachot. Huit heures par jour, j'avais les mains liées au dos. Un jour je fus appelé au bureau, et comme je ne répondais pas comme les Allemands le voulaient, ils m'ont frappé d'abord à coups de poing, puis ils se sont servis de chaises, de cannes, de martinetts, pour m'accabler autant que cela leur fut possible. Quand j'étais tout en sang, ils m'ont forcé à regarder dans une glace pour que je puisse juger par moi-même quelle mine j'avais. L'oberleutnant Paul Lamont était un brave homme, mais le lieutenant était un véritable bourreau ; après avoir sans la moindre raison maltraité les gens, il leur accordait l'une ou l'autre faveur. Le sergent Holz était également un homme très brutal. Le matin deux soldats parcouraient ordinairement les chambrées et, si au premier mot, on n'était pas habillé, on était roué de coups. Un matin, que 2 soldats s'étaient fatigués à bourrer de coups un vieillard du nom de François, ils le tirèrent hors du lit et constatèrent qu'il avait succombé. Nous couchions au nombre de 300 dans une petite pièce non aérée. Nous devions satisfaire nos besoins naturels dans un tonneau qui se trouvait dans la même chambre.

ANNEXE N° 82

Déposition (1) de M. Georges Joly, rue des Meuniers, 144, à Dour.

Lorsque je suis arrivé à Sedan, le 13 février 1916, je vis les prisonniers se rendant au travail 5 par 5 accompagnés d'un soldat. Je m'entendis appeler par mon nom, celui qui m'interpellait était un nommé Joseph Fromont d'Hornu que je connaissais bien, il était prisonnier depuis 2 mois ; je ne l'avais pas reconnu, tellement son état était lamentable. Il l'était pour tous, beaucoup pouvaient à peine marcher. A mon entrée à la citadelle, on me montra 5 morts : c'étaient des prisonniers. Il y en avait qui venaient de Rheinbach. Je sus depuis, qu'ils étaient partis 116 de cette prison et il n'en restait plus que trente-cinq environ.

(1) Affirmée sous serment le 1^{er} juin 1920, devant M. le juge de paix de Dour.

On me conduisit au lieutenant Denzin et je fus visité entièrement. Les soldats me prirent mon portefeuille avec 100 Mk et beaucoup de choses que je n'ai plus revues après. Je fus placé à la chambre n° 7, où nous étions logés à 46 hommes dans une pièce ayant 8 mètres sur 4, couchés sur des planches avec un peu de copeaux remplis de puces et de poux. On nous enfermait la nuit jusqu'au lendemain matin avec un tonneau pour faire ses besoins. L'odeur était intolérable. Le lendemain je passai la visite du docteur et il me classa dans les travaux légers ; mais bien au contraire, je dus travailler aux travaux les plus durs, déchargement de wagons de charbon, de tonneaux, destruction de machines dans les filatures avec de gros marteaux.

Les prisonniers de Rheinbach étaient dans la chambre portant le n° 1. Ils étaient habillés d'un costume à galon jaune, brassard et casquette avec ruban jaune. Ils ne pouvaient pas bouger, car aussitôt les coups pleuvaient.

Le matin, on se mettait 5 par 5 pour l'appel qui durait quelquefois 1 h. 1/2 sous la neige ou la pluie. Les soldats arrivaient avec leurs bâtons et sous prétexte qu'on n'était pas en rangs, ils commençaient à nous frapper.

Les prisonniers souffraient horriblement de privations, de manque de nourriture et de mauvais traitements. J'ai connu un nommé Emile Laurent des environs de Charleroi qui un dimanche était resté au lit à cause de son rhumatisme. Le lieutenant Denzin le tira par les jambes et lui appliqua une volée de coups de martinet et puis le jeta à la porte. Un autre prisonnier, qui était réformé pour une double hernie et que l'on avait envoyé au travail quand même, était à peine arrivé que par suite d'un effort il tomba et dut rester jusqu'au moment du retour à la soupe ; ses camarades durent le porter jusqu'à la citadelle.

J'ai vu de mes propres yeux les soldats frapper sur un homme qui était mort pendant la nuit, le lendemain, à l'appel, ils pénétrèrent dans la chambre, le rouèrent de coups de bâton et puis le tirèrent par les jambes.

Pour moi, me trouvant à l'infirmerie, malade depuis 3 jours, je vis le lieutenant Denzin entrer dans une violente colère et nous frapper tous et puis nous jeter à la porte par un froid glacial. Le lendemain il nous expédia en kommando, sans être guéris, à Sainte Marie à Py près du front, où il fallait travailler dans l'eau du matin au soir pour un morceau de pain, un peu de soupe et du café.

La veille de mon départ à Ste Marie à Py, un prisonnier venant de St Ghislain, à qui ma femme avait remis un paquet contenant des vivres et du linge pour moi, l'ayant remis au bureau, le lieutenant refusa de me le donner.

A peine 15 jours à Ste Marie à Py, je fus blessé et je tombai malade ; je fus envoyé à l'hôpital de Sedan où je dus rester 4 mois et 21 jours après avoir souffert horriblement des mauvais traitements et manque de nourriture. A l'hôpital de Sedan, le caporal brutalisait les malades et les mettait au cachot des journées entières sans manger. Je suis resté en tout huit mois à Sedan. A mon retour M. le docteur Dumont constata une hernie inguinale double, un rhumatisme articulaire et une furonculose généralisée. J'ai contracté cette hernie à Sainte Marie à Py.

Je porte sur les jambes et sur la partie antérieure du tronc des traces affreuses, résultant des lésions provoquées par l'arrachement brutal des bandes qui couvraient mes plaies. C'est grâce à mon instruction que je suis parvenu à me caser ; si je devais encore me livrer à un travail manuel, ce serait impossible.

ANNEXE N° 83

Déposition ⁽¹⁾ de M. Joseph Fromont, chef de service au charbonnage rue des chauffeurs, 145, Hornu.

Je suis parti à Sedan en janvier 1918 ; nous étions là 450 environ.

Le chef de camp Denzin, les sous-officiers, les deux employés de bureau et les caporaux, voire même certains soldats, avaient l'habitude de frapper les prisonniers avec la cravache ou le bâton pour des motifs futiles ou même inexistantes, tels qu'un léger retard pour se mettre en rang, ou bien des gens indisposés qui ne pouvaient pas se lever.

Parfois les victimes tombaient sans connaissance après avoir reçu de nombreux coups.

Un jour, un sous-officier, connu sous le nom de « Le Polonais », en rentrant le matin dans une chambre pour mettre tout le monde dehors, s'est mis à frapper un individu d'une vingtaine de coups de bâton, un nommé Carton, soldat français déserteur ; puis il l'a tiré hors du lit avec violence ; c'est seulement alors qu'il s'est aperçu qu'il était mort, sans doute pendant la nuit.

J'ai vu le lieutenant Denzin frapper des malades à coups de cravache, jusqu'au moment où ils tombaient sans connaissance.

Certain jour il cassa même une chaise sur la tête d'un jeune homme français, qu'un lâche lui avait renseigné comme décidé à s'évader ; ce garçon subit de ce fait une incapacité de plusieurs mois. Ce jeune homme avait été caché par Denzin dans une chambre, afin de ne pas avoir à donner des explications au docteur allemand, qui était plus convenable, sur les blessures qu'il lui avait faites.

Beaucoup de malheureux mouraient, jusqu'à trois par jour, des suites des mauvais traitements infligés par Denzin et ses subordonnés.

L'intervention d'un prêtre allemand, qui voyait tout cela et qui a fait signer une déclaration à quelques victimes, a amené le départ de Denzin et son remplacement par un autre chef plus humain, qui le jour de son arrivée a fait ramasser tous les bâtons pour les détruire.

Lorsqu'il rencontrait le groupe de prisonniers venus de Rheinbach, Denzin disait en allemand : « Si je pouvais vous faire crever jusqu'au dernier ». Il n'en est guère resté qu'une vingtaine sur 116 qui étaient arrivés de Rheinbach à Sedan. C'étaient tous des prisonniers politiques et non des malfaiteurs.

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 4 juin 1920, devant M. le juge de paix du canton de Boussu.

M. Anciaux, bourgmestre de Baisieux, à son arrivée, bien qu'ayant été réformé le jour même par le médecin et par conséquent étant exempt de tout travail, Denzin l'a fait quand même travailler au déchargement de wagons d'orge dans la gare de Sedan : « C'est un capitaliste, il peut bien crever » Comme il ne pouvait pas porter les sacs, il a reçu du soldat de poste des coups de crosse de fusil dans le dos. Le lendemain, un soldat a fait observer à Denzin que M. Anciaux ne pouvait pas travailler et malgré cela le força de nouveau à travailler toute la journée.

Le second docteur qui nous visitait avait l'habitude de gifler celui qui ne se rangeait pas assez vite hors de son passage. Lorsqu'il avait jugé que celui qu'il voyait ainsi n'était pas malade, il le faisait mettre dans un cachot infect pendant deux ou trois jours et à demi-ration, après quoi le malheureux devait être transporté à l'hôpital, où quelquefois il mourait.

A l'arrivée des prisonniers on prenait tout l'argent dont ils étaient porteurs et on l'inscrivait sur un livre où l'on faisait signer l'intéressé. A l'arrivée du second chef de camp on a remarqué, sans doute à la suite de certaines révélations, que les sommes déposées ne correspondaient pas aux sommes inscrites, souvent les dépôts en marks figuraient pour la même somme en francs.

ANNEXE N° 84.

Déposition ⁽¹⁾ de M. François Crapez, à Montignies-sur-Roc

J'ai reçu un coup de baïonnette au genou droit, parce qu'une femme voulait me donner un morceau de pain en allant au travail.

Un matin en faisant l'appel, le sergent de cour a frappé avec un bâton le nommé Carton qui était mort dans son lit, puis il est allé dans la cour en riant et disant que c'était encore un criminel de mort. M. Delfosse Clément pouvant à peine se traîner, a été forcé d'aller au travail, il a été battu et 4 jours après il rendait le dernier soupir à bout de force, épuisé de froid et de faim. Fernand Blondiau subit les mêmes traitements que les précédents et est mort aussi de faim et de misère.

Nous étions quelquefois un mois sans avoir un peu d'eau pour nous laver alors que nous étions rongés de vermine. Le sergent de cour était très mauvais pour nous. Quand nous demandions de passer la visite du docteur, nous étions battus comme des chiens et quand l'un de nous avait le malheur de devenir malade, le commandant disait qu'il nous ferait mourir tous un à un.

Le sous-officier « sanitaire » Ritzman n'admettait que ses préférés à la visite du médecin. Bon nombre sont morts de froid, de faim et surtout de la dysenterie provoquée par la mauvaise nourriture et le manque de soin. Le commandant disait toujours, que c'était assez bon.

(¹) Affirmée sous serment, le 1^{er} juin 1920, devant M. le juge de paix de Dour.

pour nous. Nous avons été privés de colis et de correspondance. La nourriture était tout à fait insuffisante et mauvaise et nous devions travailler au delà de nos forces.

Depuis mon retour de Sedan, je suis tellement affaibli, qu'il est rare que je ne perde pas une ou deux journées de travail par semaine, quand ce n'est pas la semaine entière. Avant ma captivité je jouissais d'une santé florissante.

ANNEXE N° 85.

Extraits de dépositions

M. Albert Haqum, 36, rue du Bois-l'Evêque, à Liège, rapporte que le commandant de la prison commandait à ses hommes de battre les prisonniers ; il leur donnait l'exemple en frappant lui-même à coups de pied et à coups de poing, et il leur disait . « Il faut tuer ces sales espions »

Pendant l'appel, pour un mot ou un mouvement de tête, on était cravaché en pleine figure.

Pour obtenir la visite du médecin, il fallait d'abord passer par l'infirmier, qui repoussait avec son fusil tous ceux qui ne lui semblaient pas assez malades, c'est-à-dire presque morts. D'autre part, le médecin ne passant pas par les chambres, les malades qui ne pouvaient marcher lui étaient apportés sur un brancard, où ils restaient déshabillés à attendre leur tour pendant une demi-heure ou trois quarts d'heure.

M. Arthur Legay, 295, rue du chemin de fer, à Cuesmes rapporte que Denzin ordonnait à ses soldats de battre les prisonniers à coups de fouet et de bâton, comme il le faisait lui-même, et il disait que les prisonniers « devaient tous crever ».

M. René Fayt, demeurant à Angreau, s'étant présenté à la visite avec 39° de fièvre a été envoyé au cachot pour 3 jours. Ce cachot était une cave sans air, sans lumière et dans laquelle il y avait un pied de boue. Le témoin y a contracté un rhumatisme durable.

M. Auguste Jean Julien Baetslé, 16, Chaussée de Waterloo, à St. Servais, rapporte le fait suivant : Pour avoir constaté que la capote du témoin était brûlée sous le bras, le sergent Holz et un autre l'ont battu, le premier avec une matraque, le second à coups de poing dans la figure. Denzin les encourageait en ricanant et infligea en outre au témoin quinze jours de cachot.

ANNEXE N° 86.

Attestation de M. Joseph Schramme, avocat, à Bruges

L'an mil neuf cent vingt, le dix-huit mai,

Devant nous, Jean Eugène de Bosschère, Juge de Paix du 1^{er} canton de Bruges, etc .

a comparu : M. Joseph Schramme, avocat, domicilié à Bruges, y demeurant,

Lequel comparant, nous a attesté sous la foi du serment qu'il a prêté entre nos mains la réalité et la sincérité de tous les faits contenus dans son ouvrage intitulé « Au bagne de Sedan. Du vingt novembre dix neuf cent dix-sept au vingt et un mars dix-neuf cent dix-huit » édition Desclée-De Brouwer et Cie, Bruxelles.

Cette affirmation est faite par le comparant pour servir à telle fin que besoin sera, à la commission d'enquête sur les violations du droit des gens.

De tout quoi a été dressé le présent procès-verbal ;

Sceau de la Justice de Paix
du 1^{er} canton de Bruges.

X. La prison de la Chartreuse à Liège.

ANNEXE N° 87.

Déposition ⁽¹⁾ de M. Pierre Cornelis, chef de service adjoint au Haut Commissariat, à Malmédy.

J'ai séjourné à la prison de la Chartreuse du 5 avril au 28 mai 1918

Nous vivions dans des chambres communes et non dans des cellules. La chambre contenait 20, 40, 50 détenus suivant sa grandeur. Prisonniers politiques et prisonniers de droit commun étaient mélangés aussi bien à St-Léonard qu'à La Chartreuse.

C'est cette promiscuité dégradante qui a été ma plus grande souffrance pendant ma captivité. Une autre souffrance c'est la faim, qui était d'autant plus cruelle que certains hommes de la chambre, habituellement les jeunes gens pris à la frontière, étaient autorisés à recevoir des colis de vivres de leur famille. Cette faveur m'a été systématiquement refusée, parce que j'étais condamné pour refus de service et qu'on espérait me faire fléchir par ce moyen. A la « Kommandantur » on se riat de la détresse de ma femme, lorsqu'elle faisait une démarche pour pouvoir m'apporter à manger.

Une dernière cause de souffrance, c'est la vermine qui « grouillait » littéralement dans certaines chambres.

Le commandement était toujours grossier et brutal. Personnellement, je n'ai pas été l'objet de sévices de la part des gardiens et ne me souviens pas d'avoir vu donner des coups. Il se disait couramment, que lorsqu'on n'obéissait pas assez vite aux cris de nos bourreaux, on recevait des bourrades, coups de poing ou de clef, mais je le répète, je n'ai pas été témoin d'un fait de l'espèce. J'ai cependant vu un jour un co-détenu qui avait la tête tout ensanglantée. Il venait de recevoir, a-t-on dit alors, des coups de baïonnette sur la tête, parce qu'il n'avait pas accéléré le pas, comme on le lui criait, lors d'une sortie pour la promenade.

Enfin un jeune homme pris à la frontière, Henri Moitroux de Mons, disait avoir été brutalisé à l'occasion d'une tentative de fuite, qui avait avorté.

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 20 juin 1920, devant M. G. Comeliau, juge d'instruction à Liège.

ANNEXE N° 88

Déposition (1) de M Camille Kempeneers, 1, rue Trippé, Liège.

Arrêtés le 27 nov 1916 à la frontière hollandaise à Herzogenrath, M Joseph Gallot, instituteur à Stembert, et moi-même, nous fûmes pendant six semaines incarcérés à Aix-la-Chapelle, soumis au secret le plus absolu, en proie à une faim atroce, exposés à un froid rigoureux et aux traitements les plus barbares du personnel de cette prison. Je n'en connais malheureusement aucun de nom.

A la Chartreuse à Liège, je désignerai comme une véritable brute un certain Frantz, ordonnance du commandant Blomer (qui est je crois arrêté) Outre les injures les plus grossières, ce soldat accablait à tout propos les prisonniers de coups de poing et de coups de pied J'en ai été maintes fois témoin.

En guise de peine pour la tentative de passage à la frontière, le tribunal de Liège condamnait, outre les peines de prison et d'internement, à des amendes variant d'après la somme saisie sur chaque prévenu, dépouillant ainsi chacun à 10 ou 20 Mks près (janvier 1917)

Au camp de Sennelager, le digne sous-ordre du colonel von Stuckrath, était le feldwebel Steger ; sans cesse en chasse dans le camp, frappant à coups de poing et à coups de pied, infligeant sans relâche des peines du poteau et de la stralbarak, il fut le digne émule du sous-officier Sauer qui dirigeait la distribution des colis et prit souvent un malin plaisir à retarder cette distribution aux hommes affamés ou à les faire attendre des demi-journées entières sous la pluie ou sur le sable brûlant. (1917-1918).

A la prison de St Vith (Eiffel - territoire belge) le gardien-chef et unique de la prison du lieu, un certain Felten, sous une apparence douceuse et bonasse, s'ingénia à me soustraire, ainsi qu'à mon compagnon, Paul Leten (industriel avenue Molière Bruxelles), les biscuits envoyés à notre intention par le gouvernement belge et à nous vendre ensuite ses excès de pain et soupe (du 21-6-17 au 3-8-17).

N'affirmant que ce dont j'ai été témoin et dont je suis absolument certain, je crois être encore bien au-dessous de la vérité

ANNEXE N°89.

Déposition (2) de M Fernand Hoffelt, étudiant militaire, en garnison à Beverloo.

Arrêté pour avoir tenté de passer la frontière hollandaise, je fus transféré à la prison d'Eupen, où je fus logé dans une cellule infecte et où je dus subir les insultes de la femme du gardien Le 2 novembre 1917, transféré à la prison de Verviers, je fus en butte continuellement

(1) Affirmée sous serment, le 18 juin 1920, devant M G Comeliau, juge d'instruction, à Liège.

(2) Affirmée sous serment, le 25 juin 1920, devant M le juge de paix de Beeringen.

aux menaces et insultes du gardien Le 6 décembre je passais au Palais de Justice à Liège, j'étais condamné à 3 mois de prison et à l'internement jusqu'après la guerre Transféré le 11 décembre à la Chartreuse, j'y restai jusqu'au 17 janvier 1918

Le commandant de la Chartreuse, Bloemer, habitant Cologne, à chaque convoi partant à peu près toutes les 2 semaines pour l'Allemagne, faisait remettre par les prisonniers à sa femme, qui attendait en gare de Cologne, un grand panier de vivres de toute sorte, volés à nos dépens, de sorte que pendant tout un mois, la plupart de mes camarades et moi avons souffert de la faim la plus atroce, à tel point que je dus ronger le cuir de mes chaussures pour ne pas tomber. Pour un morceau de rutabaga ramassé dans la boue, je fus roué de coups de pied Un jour même nous fûmes forcés de manger de la neige, faute d'eau On nous laissait pourrir dans la saleté la plus dégoûtante J'ai demandé trois fois, en vain, le médecin

Le 17 janvier 1918 je fus interné au camp de Sennelager (Westphalie) Ici les coups tombaient dru et même un jour que j'étais malade de la vaccination, c'est à coups de baïonnette que je dus aller à l'appel, avec ma capote pour tout vêtement et dans la neige pendant 1/4 d'heure Pour je ne sais quoi, je connus la peine du poteau pendant 6 heures de suite par ordre du feldwebel Steiger commandant le camp

Evadé le 27 juillet 1918, repris en Lorraine, je fus conduit à la prison de Trèves. C'est ici que j'ai le plus souffert par la fureur du gardien Schneider habitant Trèves Cet énergumène ne pouvait pas m'apercevoir sans bondir et sans me frapper. Une fois avec le pied, l'autre fois avec le poing et même deux ou trois fois avec la clef sur la tête, à tel point que je saignais De plus dans cette prison c'étaient des betteraves et du jus de choux-navets pour toute nourriture. C'est seulement vers la fin de mon séjour que l'on nous donna les 4 biscuits qu'on recevait par mois Tous mes colis d'ailleurs venant du camp m'ont été refusés Malade, on m'a refusé le médecin On brûlait toutes mes correspondances J'ai sucé ma propre peau pour ne pas tomber de défaillance

Enfin le conseil de guerre de Trèves me condamna à 4 mois de prison et à l'internement dans un camp disciplinaire Quand je fus à la prison de Willich, l'armistice vint heureusement pour moi me sauver d'une mort certaine

ANNEXE N° 90.

Déposition (1) de M. Paul Gourdet, 14, rue Dartois, Liège.

Je crois devoir signaler comme étant coupable de nombreux faits contraires au droit des gens, le sous officier allemand Bloemer, qui pendant trois ou quatre ans commanda la prison de la Chartreuse à Liège Cet homme était hôtelier à Cologne avant la guerre et, à moins d'avoir été arrêté, s'y trouve vraisemblablement encore

(1) Affirmée sous serment, le 28 juin 1920, devant M. G. Comeliau, juge d'instruction, à Liège.

Je fus détenu à la Chartreuse en 1917 et je puis déclarer formellement, tant comme témoin que d'après ce que j'ai ouï dire, que le susdit Bloemer était d'une férocité et d'une brutalité incroyables envers les prisonniers. Il infligeait des jours de cachot noir, rouait les prisonniers de coups, les privait de nourriture pour les prétextes les plus futiles.

Il faisait tirer sur ceux qui avaient le malheur de s'approcher des fenêtres et exigeait des geôliers placés sous ses ordres la même sévérité et brutalité qu'il déployait lui-même. J'ai personnellement été frappé plusieurs fois par ces derniers. Par tous les moyens possibles il rendait la vie terrible aux prisonniers ; par exemple il réduisait à 2 minutes les visites d'un quart d'heure permises par la kommandantur, ou encore entassait l'un sur l'autre les prisonniers dans des locaux trop exigus.

Chaque semaine Bloemer faisait transporter à Cologne, par les prisonniers, de gros quartiers de lard et autres provisions volées évidemment au ravitaillement, que la ville envoyait aux prisonniers.

ANNEXE N° 91.

Déposition (1) de M. Jean Servais, 141, Ruelle Fabry, à Chokier, Liège

J'ai été un mois à la prison de la Chartreuse, comme prisonnier civil. J'ai été torturé par la faim au point de manger l'avoine qui restait dans les mangeoires des chevaux.

Un jour un vieillard de plus de soixante dix ans a été pris à la gorge et collé au mur par un gardien, parce qu'il avait demandé la permission de se rendre aux cabinets.

ANNEXE N° 92.

Déposition de M. J. Boseret, à Sauheid.

Le sergent Blomer était à la tête de la section des prisonniers internés à la Chartreuse (Liège). Outre la brutalité dont il ne se départissait pas lors des visites des parents aux prisonniers et la rigueur qu'il mettait à interdire à ces derniers de recevoir les paquets et victuailles si souvent nécessaires (ce fait a peut-être changé en 1917), il y a lieu de relever, en ordre principal, contre lui, les vols qu'il n'a cessé de commettre, soit en prenant des objets des dépôts des prisonniers, soit en délestant les colis qui, vers 1917, je pense, ont pu officiellement leur être envoyés.

A chaque convoi de prisonniers pour l'Allemagne, il chargeait l'un ou l'autre de ceux-ci de transporter, sous la garde des soldats d'escorte, les produits de ses vols à sa femme, qui en prenait réception à la gare de Cologne (pour autant que mes souvenirs soient exacts).

(1) Affirmée sous serment, le 20 juin 1920, devant M. G. Comelieu, juge d'instruction, à Liège.

ANNEXE N° 93.

Déposition de M. François Derwael

Je soussigné François Derwael, soldat au 2^e Régiment de chasseurs à pied, 12^e Compagnie, déclare avoir été détenu à la prison de la Chartreuse pendant que cette dite prison était commandée par le sous-officier allemand Bloemer.

A mon départ pour l'Allemagne, ce sous-officier m'a confié un panier afin d'être déposé à la gare de Cologne, nous avons, étant en arrêt dans une gare, ouvert le panier et constaté que ces marchandises étaient du même genre que les marchandises qui nous étaient destinées à la prison

ANNEXE N° 94.

Déposition de M. Edouard Liétard, commerçant, à Ramegnies les Thumaides

Fait prisonnier en octobre 1917 pour avoir tenté de franchir la frontière hollandaise et ayant été successivement aux prisons d'Aix-la-Chapelle, Verviers et Liège, je déclare avoir eu à souffrir du manque de nourriture pendant les trois mois que j'ai passés à la prison de la Chartreuse à Liège. La faute en est imputable au sous-officier Blomer, exerçant, dans le civil, la profession de restaurateur à Cologne et qui pendant la guerre était le commandant du fort de la Chartreuse. Pendant ma détention dans cette prison, nous étions quelquefois jusque vingt-trois enfermés dans un réduit qui au maximum pouvait contenir trente mètres cubes d'air. Nous avions au maximum une demi-heure de sortie par jour. De plus l'air de la cellule était continuellement infecté par les odeurs dégagées des cuves qui nous servaient de cabinet aménagées dans un coin.

La nourriture était insuffisante et la plupart du temps immangeable

Pendant un mois consécutif nous avons eu de la soupe faite avec un peu de pommes de terre, en moyenne 10 %, le reste des côtes de choux et de l'eau. J'ai passé trois fois la visite du docteur et malgré mon affaiblissement, je n'ai pu obtenir l'autorisation de me faire ravitailler du dehors.

Lorsque le 22 février 1918 je suis enfin sorti de cette prison et envoyé à Sennelager, j'y suis entré immédiatement au «lazaret», où je suis resté en traitement pendant trois mois. Le lendemain de mon arrivée j'avais 39° de fièvre et cela a duré au moins pendant deux mois ; le docteur Ruelle, Georges, de Mons à ce moment prisonnier également et qui m'a soigné pendant quelque temps, peut confirmer mes dires.

La Ville de Liège devait fournir la nourriture des prisonniers, mais Blomer et ses aides s'attribuaient les meilleures choses et ravitaillaient leurs familles et amis. Lorsque nous sommes partis pour l'Allemagne, l'un de nous était chargé de deux paniers qui contenaient des vivres divers, au moins vingt kilos, et principalement du lard. A la gare de Cologne les enfants du dit Blomer sont venus prendre les paniers. Chaque fois qu'il y avait un convoi de prisonniers, au moins tous les huit jours, les mêmes faits se représentaient.

XI. La prison de Siegburg.

—
ANNEXE N° 95

*Déposition ⁽¹⁾ de M Auguste Pochet, 19, rue des Juifs, à Belgrade
(Namur)*

J'ai été prisonnier à Rheimbach du 25 février au 11 septembre 1916 J'y ai souffert de la faim et j'y ai été battu dans ma cellule par le gardien, parce que je ne savais pas travailler comme tailleur.

J'ai passé de là à la prison de Siegburg J'y ai également souffert de la faim J'ai dû travailler au kommando de Troisdorf, où j'ai été mal-traité par les gardiens, en particulier par un ancien marchand de journaux de Bonn-sur-Rhin. Celui-ci nous battait et nous privait de nourriture sous prétexte que nous ne travaillions pas assez Nous n'avions cependant presque rien à manger et le travail imposé était excessif J'ai vu des camarades tomber à la tâche Parfois il ne nous était pas permis de les relever avant une heure Quelques-uns sont morts au moment même ; d'autres, que nous ramcions dans leur cellule, avaient cessé de vivre le lendemain matin Loin d'avoir reçu les soins qu'exigeait leur santé, ils avaient été privés de souper Il en a été ainsi d'un Français nommé Caudron et d'un Flamand dont je ne me rappelle plus le nom, mort de froid et de faim M Collinet a également été trouvé mort dans sa cellule sans avoir été malade, il a été tué par le travail et le manque de nourriture.

Etant souffrant et n'ayant pas été reconnu tel par le médecin, j'ai reçu quelques coups de poing et de botte en guise de traitement et j'ai été renvoyé au kommando avec demi-ration de vivres Comme je ne pouvais résister au travail qu'on me donnait, j'étais, sur la plainte des gardiens, mis au cachot le soir sans manger jusqu'au lendemain. Je suis retourné chez le médecin, mais j'ai de nouveau été battu et mis au cachot sans manger. Ce n'est qu'après mon complet épuisement que j'ai été exempté.

Quand je me plaignais à la direction, j'étais de même envoyé au cachot au pain et à l'eau, sous prétexte d'avoir, dans ma plainte, manqué de respect à un supérieur

Quand j'ai quitté la prison le 21 mai 1918, j'avais contracté la tuberculose pulmonaire.

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 6 août 1920, devant M. le juge de paix du premier canton de Namur.

De Siegburg, j'ai passé à Holzminden. J'étais bien malade quand j'y suis entré et cependant le Dr. Buchmann, attaché à ce camp, n'a jamais non plus voulu m'exempter du travail. Quand les malades se présentaient à la visite, 95 % n'étaient pas admis et tout malade non reconnu tel, devait partir à la carrière pour y travailler jusqu'à 7 heures du soir sans manger. Cette carrière était distante d'environ un kilomètre du camp et sur cette distance je devais porter des pierres qui pesaient parfois 50 kilos et cela sans repos. Si un prisonnier tombait sous sa charge, il était battu à coups de botte, de cravache, de crosse de fusil et parfois mis en joue comme pour être fusillé. Tout cela a été fait par ordre du colonel Gallus, commandant du camp de Holzminden.

ANNEXE N° 96

Déposition de Mme Virginie Marie Van Houte, épouse J.-E. Boccke, demeurant rue de l'Equerre, 23, à Anvers

Op 4 januari 1917 aangehouden te Heide Calmthout voor het overbrengen naar Holland van dienstplichtige personen, werd ik daarvoor te Antwerpen, tot 2 jaar gevang veroordeeld. Ik werd naar Duitschland overgebracht op 12 februari over Aaken naar Keulen en verder naar Siegburg.

Ik heb gedurende de 22 maanden gevangenis aldaar grootendeels moeten hard werken in de munitie fabriek, verders bij landbouwers in het omliggende.

Op 15 juni 1917 zijn ik verbrand over geheel mijn lichaam, waarvan ik heden de litteekens nog draag, door oorzaak van het springen van een ketel in de aanpalende munitiefabriek, daardoor 19 dagen bedlegerig geweest, nauwelijks genezen moest ik er terug gaan werken.

Op 31 mei 1918 weigerde ik nog langer in de geschut fabriek te werken, de bestuurraad heeft mij daarvoor laten in cachot sluiten op 3/4 kost.

Ten einde kracht was ik verplicht op 20 juli toe te stemmen terug te gaan werken.

Op 16 augustus 1918 weigerde ik nogmaals, ik had de andere gevangenen zooveel mogelijk aangeraden het zelfde te doen, ik werd nogmaals bij den bestuurraad geroepen, ik zegde hem dat verschillende van ons kinderen of mannen bij het belgische leger hadden, en het misdadig was, dat wij moesten helpen in het maken van oorlogstuig tegen ons volk.

De bestuurder zegde dat men eveneens zoo handelde in Frankrijk en Engeland, ik kreeg wederom 8 dagen cachot met de zelfde vermindering van eten.

Na dien tijd heb ik lichter en arbeid gekregen in de kantien van het geschut fabriek te Siegburg tot de verlossing met de wapensstilstand.

Traduction.

Arrêtée le 4 janvier 1917 à Heide (Calmpthout) pour avoir fait passer en Hollande des jeunes gens en âge militaire, je fus condamnée de ce chef à Anvers à 2 ans d'emprisonnement. Le 12 février je fus transférée en Allemagne à Cologne par Aix-la-Chapelle et puis à Siegburg

Pendant les 22 mois que j'ai passés là, j'ai été soumise la plupart du temps, à un travail très dur dans les usines de munitions, et pour le reste chez des cultivateurs des environs.

Le 15 juin 1917 j'ai été brûlée sur tout le corps par suite de l'explosion d'une chaudière dans l'usine de munitions contiguë. J'en porte encore les cicatrices. J'ai dû rester alitée pendant 19 jours et, à peine guérie, j'ai dû retourner au travail

Le 31 Mai 1918 j'ai refusé de travailler plus longtemps dans la fonderie de canons et pour ce motif, le conseil d'administration m'a fait mettre au cachot aux 3/4 de ration

A bout de forces, je fus forcée le 20 juillet de consentir à reprendre le travail

Le 16 août je refusais encore une fois. J'avais conseillé aux autres prisonniers de faire de même. Je dus comparaître une deuxième fois devant le conseil d'administration. J'ai dit que plusieurs d'entre nous avaient des enfants ou des maris dans l'armée belge et qu'il était criminel de nous faire aider à la fabrication de matériel de guerre, qui devait servir contre les nôtres

Le directeur me répondit qu'on agissait de même en France et en Angleterre. Je me suis vu infliger de nouveau 8 jours de cachot, avec la même réduction de nourriture.

Après ce temps on m'a donné un travail plus léger à la cantine de la fonderie de canons à Siegburg, travail qui a duré jusqu'à la libération au moment de l'armistice

ANNEXE N° 97

Déposition de Mme Elise Calewaert.

A la prison de Siegburg, on nous obligeait à travailler pour l'armée ennemie dans la prison même. Comme nous ne voulions pas nous plier et travailler comme nos frères, nous avons été privées de nourriture et de récréation. Différentes prisonnières ont été mises au cachot, dont une est morte, Mlle Louise de Bettigny, Française habitant Lille. Il y a lieu de signaler à l'attention le Dr. Wegler, qui a bien des victimes sur la conscience, pour avoir manqué de donner aux malades les soins requis par leur état.

ANNEXE N° 98

Déposition de Mlle Marie Vichenne, demeurant rue de la Marlière, 45, Tourcoing.

J'ai été détenue à Siegburg du 12 décembre 1915 jusqu'au 19 juillet 1916. Je suis restée en cellule pendant la période ci-dessus, puis j'ai été transférée au camp jusqu'au 31 mai 1917.

J'avais été condamnée par le conseil de guerre de Tourcoing, le 3 décembre 1915 pour avoir été chercher des correspondances à Mouscron.

En prévention à Tourcoing pendant 8 jours, j'ai été laissée sans nourriture, cela pour me faire parler.

J'ai surtout souffert de la faim pendant les 7 1/2 mois pendant lesquels je suis restée en cellule.

Je me plains de la promiscuité avec les prisonnières de droit commun que j'ai dû subir au camp de Siegburg.

ANNEXE N° 99.

Déposition (1) de M. Théophile Deconinck, directeur de l'usine à gaz de Tournai.

J'ai été arrêté le 26 octobre 1916 par les Allemands, parce que ceux-ci avaient trouvé dans mon usine un revolver que j'y avais caché sous terre, ils avaient découvert en même temps et au même endroit des écrits non censurés, c'est-à-dire des pamphlets dirigés contre eux.

J'ai été condamné de ce chef en novembre 1916 par le tribunal de guerre d'Audenaerde à quatre ans et six mois de prison. J'ai dû subir ma peine à la prison de Siegburg (Rheinland) sauf quelques semaines passées ailleurs.

Tous les colis qui m'étaient envoyés, soit de Suisse, soit de France, soit de Renaix, contenaient une brique de savon. Pendant trois mois environ, — je pense que c'était au commencement de 1918 — le directeur et l'économe de cette prison ont de leur propre initiative et en ma présence, soustrait de ces colis le savon qui s'y trouvait; ils ont durant la même période appliqué le même traitement à tous les autres prisonniers politiques qui se trouvaient avec moi à Siegburg, ceux-ci ont également constaté que le savon a été enlevé en leur présence. Ils prétendaient pour se justifier, que ce savon contenait des matières avec lesquelles nous aurions pu empoisonner leurs récoltes, c'était une mesure générale s'appliquant à tous les détenus politiques de cette prison.

Depuis la fin de l'année 1917 jusqu'à la fin de la guerre, le directeur et l'économe ont également soustrait en ma présence les légumes secs, pois, fèves et macaroni qui se trouvaient dans mes colis, ils appliquaient le même traitement à tous les autres prisonniers politiques détenus.

(1) Affirmée sous serment, le 11 août 1920, devant M. R. van Wetter, juge d'instruction à Audenaerde.

en même temps que moi et qui comme moi n'allaient pas travailler dans les kommandos , ces légumes secs et macaroni étaient également soustraits en leur présence et en la mienne et cela a duré également depuis fin 1917 jusqu'à la fin de la guerre , pour nous enlever ces vivres, les Allemands prétextaient que nous n'avions pas les moyens pour les cuire.

Ces procédés n'étaient pas justifiés, puisque le bureau de la censure avait laissé dans les colis tous ces objets qui ont été ainsi soustraits à la prison. Je sais que l'économe de la prison s'appelait Léonard Gielissen.

Voici ce que j'ai à dire concernant le nommé Kurth, gardien de cette prison :

En janvier 1917, il choisissait à dessein les endroits les plus mauvais de cette prison pour nous y faire faire nos promenades quotidiennes , il nous a alors forcés, moi et une cinquantaine d'autres détenus, à nous promener pendant trois jours de suite, par un chemin où il y avait du verglas , ces promenades ainsi faites duraient chaque jour une heure , au cours d'une de celles-ci j'ai vu que M. Louis Cavalier, pharmacien à Crécy-sur-Serre (Aisne) a fait une chute malheureuse , il est tombé sur les reins et les jours suivants j'ai constaté qu'il marchait très péniblement , il a ressenti des douleurs pendant de longs mois. Kurth a vu cette chute et n'a pris aucun soin de M. Cavalier , il nous a ensuite fait continuer la promenade par le même chemin de verglas. Je dois dire que rien n'obligeait Kurth à nous mener par cette route et qu'il y en avait d'autres ne présentant aucun danger. Pendant tout l'hiver, Kurth nous refusait systématiquement de nous laisser promener au soleil et pendant tout l'été il nous empêchait de nous promener à l'ombre.

En janvier 1917 pendant deux ou trois semaines, ce même Kurth m'a chargé, en même temps qu'un détenu politique et qu'un prisonnier allemand de droit commun, d'aller prendre, de porter et de vider dans un réservoir les pots de chambre , il a refusé de donner à moi et à l'autre détenu politique, les vêtements de rechange que je lui avais demandés , il disposait de pareils vêtements et le prisonnier de droit commun qui travaillait avec nous en avait un.

ANNEXE N° 100

Déposition ⁽¹⁾ de Mlle Alida Marien, rue Nattenhof, 35, à Malines

J'ai été prisonnière à Siegburg en 1917 et 1918. J'avais été prise le 25 janvier 1917. Quinze jours après, mes pieds étaient gelés, tellement j'ai eu froid n'ayant qu'une couverture , au mois d'avril mes jambes commençaient à se gonfler, j'ai été obligée de les bander. La sœur infirmière, à qui je les montrais, me dit que la plupart des femmes en souffraient parce que le sang ne pouvait circuler. J'ai gardé le lit devant étendre mes jambes. Après quelques jours cela allait mieux pour reprendre ensuite de plus belle, les jours qui précédèrent ma condamnation.

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 12 août 1920, devant M. le juge d'instruction Hellemans, à Malines.

et les jours suivants, vers le 14 août. Lorsque j'ai été déportée en Allemagne mes genoux étaient tellement gonflés, qu'il m'était impossible de les plier. Pour tout traitement on me prescrivit 6 jours de lit. Cela allait mieux, mais en février une grosseur se faisait sentir qui devenait plus grande et plus rouge, d'abord à la cheville droite puis à la cheville gauche. Je consultai le docteur que l'on appelait le « fossoyeur », parce que plusieurs étaient mortes faute de soins. J'ai été bien 20 fois à la visite, toujours il me débitait cette formule : « C'est fini, sortez ». Mais au mois de juin, quand il vit que l'inflammation dépassait les mollets et qu'elle prenait une couleur, non plus rouge mais cramoisie, il m'a ordonné le lit, puis des pansements. La femme d'un autre docteur, qui pouvait visiter les prisonnières, vint un jour dans ma cellule, me vit étendue sur le lit et demanda ce que j'avais. Je me suis plainte à elle du docteur et par elle je sus plus tard que j'étais atteinte de phlébite aux deux jambes. J'étais à peine un peu remise, que le 12 août 1918 je fus envoyée à la frontière russe à Delitzsch.

Le 10 novembre les révolutionnaires nous ont ouvert le baignoire et après 6 jours et 6 nuits de tram, le 20 je suis rentrée à la maison où j'ai pu me faire soigner.

Pendant ma maladie j'ai été, malgré mon état de santé, obligée de travailler au camp de Siegburg, à la fabrique qui était distante de la prison d'un quart d'heure. Un jour à mon retour le cas fut jugé tellement grave, que j'ai dû rester plus d'un mois au lit ; mon mal était devenu incurable.

ANNEXE N° 101.

Déposition de M. Gustave de Tavermer, 46, rue Delft, Borgerhout-Anvers.

J'ai été prisonnier politique à la prison de Siegburg et je déclare ce qui suit concernant M. Paul Marie Léon Knapen.

Celui-ci passa sa première nuit, faute de place en cellules, au cachot, c'est-à-dire dans une cage de fer, en compagnie d'autres prisonniers politiques arrivés par cet envoi-là.

Le lendemain, après une nuit blanche, il fut mis en cellule.

Étant prisonnier politique, il dut néanmoins suivre le régime des jeunes criminels allemands de droit commun ; c'est-à-dire qu'il était logé à l'étage et à la même section de tous ces jeunes délinquants, il dut travailler en cellule, du matin au soir, on l'obligea de suivre la classe allemande donnée aux jeunes criminels ; pendant ces leçons il dut assister aux chants patriotiques allemands, le « Deutschland über alles » le « Wacht am Rhein » etc. Il dut aussi suivre la promenade quotidienne d'une demi-heure (sortie et entrée des cellules y comprises) qu'on accorde aux criminels allemands ; il dut y garder le silence et la grande distance réglementaires ; en un mot il y suivit pendant la plus grande partie de son séjour, le régime des vrais criminels. Plus tard, à force d'insistance de sa part, il lui fut accordé de venir se promener tous les dimanches, pendant 1 heure, avec ses compatriotes belges et français.

A plusieurs reprises M. Paul Knapen fit des démarches auprès de la direction pour obtenir l'autorisation de recevoir, à l'exemple d'un jeune camarade français, des cours spéciaux par un des professeurs belges, détenus à la prison de Siegburg, afin de continuer ses études interrompues. Jamais il n'obtint cette permission. Le Rév. Père Nuyens, dominicain à Gand, M. Puissant Joseph, inspecteur des écoles des Frères de l'Instruction Chrétienne, à Louvain, moi-même instituteur à l'école moyenne de l'Etat à Anvers, avons demandé le droit de lui donner des leçons particulières ; toujours nous avons échoué devant le mauvais vouloir du directeur. Nous dûmes nous contenter de lui donner hebdomadairement quelques conseils, quelque encouragement.

Malheureusement, malgré tout le secours qu'on lui donna, le jeune homme, en pleine croissance, périssait de plus en plus. Il avait plus que n'importe qui, besoin d'une forte alimentation et il devait se contenter du régime alimentaire infect, repoussant qu'on nous servait là-bas. Le pain noir du matin était indigeste et n'était fabriqué bien souvent que de seigle concassé, on n'en avait aucun profit, les soupes du midi et du soir, à quelques rares exceptions près, étaient vraiment affreuses à manger ; avec la meilleure volonté du monde, il était impossible d'avaler, par exemple, la soupe aux poissons, la soupe aux choux-navets, la soupe aux betteraves, la soupe à la choucroute fermentée, la soupe aux produits chimiques du soir ; en un mot, pour quelqu'un qui y menait le régime de cellule, il fallait en devenir malade.

Heureusement que le service de « biscuitier » me permit souvent d'aider le pauvre garçon, en lui passant clandestinement des conserves que lui passaient des compatriotes, tels M. l'avocat Thomas de Brouwer, M. l'ingénieur de Wulf, tous deux de Bruges, le Père Joseph Puissant et moi-même ; nous lui donnions de nos provisions personnelles ; mais, malgré tout, le manque d'air, la privation de mouvements, la solitude, tout ce régime dur et impitoyable qu'on nous appliqua là-bas, firent affaiblir la constitution du bon et courageux garçon. Vint alors l'épidémie de la grippe. La situation matérielle était épouvantable. Le médecin de la prison, qui desservait en ce temps-là toute la ville de Siegburg, était tout hormis l'amabilité et la serviabilité pour les prisonniers politiques. Il vint tous les matins au « lazaret » et c'est là que les malades, moyennant avis préalable de la veille, durent se présenter pour la visite médicale, qui, en général, se bornait à nous prescrire de garder la cellule et le lit avec un régime alimentaire meilleur pour deux ou trois jours. Dans cet abandon, cet isolement, un domestique ou un gardien passait et vous procurait de l'eau chaude pour vous guérir de votre grippe.

De médicaments, il n'y en avait plus.

Épuisé moralement par toutes les humiliations, toutes les privations auxquelles le jeune Knapen était assujéti, la maladie trouva chez lui un terrain propice.

Isolé comme il se trouvait, personne, en dehors des « biscuitiers » ne put l'approcher, pour lui donner un mot de consolation et lui remonter le courage.

Vint le moment de la délivrance, Paul Knapen, févreux, malade, épuisé, enveloppé d'une couverture, se traîna péniblement jusqu'au train qui le ramena à Liège, où il devait succomber.

ANNEXE N° 102

Déposition ⁽¹⁾ de M. Joseph Puissant (en religion Marcel Léon), inspecteur, Porte de Bruxelles, à Louvain

Paul Marie Léon Knapen était âgé de 16 ans quand il dut subir la captivité pour crime de complicité dans le service de passage à la frontière, je crois, service dont s'occupait son père

A la prison de Siegburg les condamnés politiques étaient groupés et jouissaient d'un régime de liberté relative dont étaient privés les condamnés de droit commun. Ces derniers, dont la quasi-totalité étaient allemands, étaient obligés aux travaux manuels, ne pouvaient jamais enfreindre le silence, même pendant les promenades où ils marchaient à 5 mètres l'un de l'autre sous la garde d'un soldat, le fusil à l'épaule. De plus, s'ils étaient âgés de moins de 18 ans, ils étaient astreints de suivre des cours qui se résumaient dans l'étude de quelque chant patriotique allemand ou dans le récit de quelque histoire insipide.

Paul Knapen, sujet belge, condamné pour cause politique, fut assimilé aux criminels, à ces détenus de droit commun, parce qu'il n'avait pas 18 ans. Ce fut son grand tourment moral. Un enfant de 16 ans d'une honnêteté rare, jeté au milieu de jeunes gens de son âge sans doute, mais tous étrangers, voleurs ou assassins, tandis qu'il aurait pu se trouver au milieu de centaines de ses compatriotes, parlant un langage qu'il aurait compris et dont la compagnie lui aurait rendu légère la peine de l'exil. Souvent j'ai pu lire dans ses yeux le désir de nous rejoindre, lorsque, de la fenêtre de sa cellule, en contrebande, il nous regardait dans la cour, nous promener librement. En vain essayait-on d'obtenir de la direction que cet enfant pût bénéficier du régime des prisonniers politiques. Tout au plus, dans les derniers mois, obtint-on qu'il pourrait participer à notre promenade, mais le dimanche seulement; nous profitons de ces quelques moments d'entrevue pour lui remonter le moral, lui donner quelques leçons, des devoirs et de la lecture française. Et le pauvre enfant rentrait en cellule, le cœur gros que ce fût si tôt fini.

Réfectionner des paniers à obus était souvent son travail de cellule. Le matin un contre-maître passait, distribuant à chacun sa besogne. Le soir, telle quantité de travail devait être livrée. Malheur à celui qu'on trouvait durant le jour occupé à une autre besogne : c'étaient alors des cris, des injures et le cachot en cas de récidive.

Par une voie de contrebande nous étions en relations écrites avec Paul Knapen. C'est ainsi que le R. P. Grégoire de Maredsous (actuellement à Jérusalem) lui conseilla d'aller trouver le directeur pour lui demander d'être dispensé de tout travail de cellule, afin de s'occuper de ses études. Cette permission lui fut refusée d'abord; il ne l'obtint que dans les tout derniers jours.

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 30 juillet 1920, devant M. Maes, juge d'instruction, à Louvain.

Très grand pour son âge, ce jeune homme aurait eu besoin d'une nourriture saine et abondante. Celle de la prison manquait précisément et surtout de ces deux qualités. La dépression morale aidant, sa santé en subit le contre-coup. Et lorsque la grippe s'abattit sur la prison, en juillet 1918, elle trouva en Paul Knapen une proie toute prête. La maladie se rejeta, chez lui, sur l'estomac et le docteur, ou pour parler net, celui qui en remplissait les fonctions, déclara le jeune homme atteint de gastrite. Pour tout traitement il lui ordonna de garder la cellule à lui qui aurait eu tant besoin de grand air et de prendre la soupe des « malades ». Cette soupe était la même que celle de la communauté, mais un peu mieux préparée. Paul en bénéficia pendant 8 jours. Sans pouvoir se remettre le jeune homme continua de traîner une santé visiblement affaiblie. Quand vint novembre et que sonna l'heure de la révolution qui mit fin brusquement à notre captivité, Paul Knapen nanti d'un gros rhume, s'en fut comme les autres à travers la pluie et le froid. Le voyage fut long et pénible : trains non chauffés, longues attentes dans le courant d'air des gares, sans ravitaillement, à peine vêtu. Il n'en fallait pas tant pour l'achever. Aussi, il ne put aller plus loin que Liège. On l'amena à l'hôpital de Bavière, où il devait mourir.

ANNEXE N° 103

*Lettre adressée à la Commission d'Enquête par M U Knapen,
ex-officier de cavalerie, demeurant à Ste-Croix-Bruges, en date du
11 septembre 1919*

Messieurs,

J'ai l'honneur de porter à votre appréciation les actes commis envers mon fils Paul Knapen, âgé de 16 ans pendant son séjour à la prison de Siegburg (Allemagne).

En même temps que je fus condamné à mort (peine commuée après 42 jours en travaux forcés à perpétuité), ma femme encourut une peine d'un an, qu'elle subissait à la prison de Bruges et mon fils Paul, un an et 1/2, qu'il dut faire à la dite prison allemande. C'est surtout moralement que la direction a usé de raffinement, en ne permettant pas à cet enfant de recevoir la correspondance des siens et en l'isolant complètement des autres Belges co-détenus. La direction lui a fait aussi déposer son argent, soit deux cents et des marks pour ne pas devoir travailler, cette somme ils se la sont appropriée. Pendant ma captivité à Celle-Hanovre, j'avais reçu l'autorisation de lui écrire, aucune de mes lettres ne lui est parvenue ; il en est de même des lettres de sa mère.

Comme nourriture, elle était tout à fait insuffisante, surtout pour cet âge et malgré la faiblesse dont ils avaient des preuves journalières ; aucun ménagement ne fut accordé, même pendant les derniers quinze jours, alors que la fièvre le minait déjà ; aucun soin. Aussi, expulsé de l'établissement par les révolutionnaires, fit-il un dernier effort pour accompagner ses compatriotes. Il ne sut aller plus loin que Liège ; là

le Père Nuyens des Dominicains et d'autres durent le remettre entre les mains du personnel de la Croix-Rouge qui le fit admettre à l'hôpital de Bavière.

C'est dans cet hôpital qu'il mourut, malgré les soins les plus dévoués de MM. les docteurs Beco, Marchand, etc.

Sous ce pli, je vous fais parvenir le certificat de cet établissement

M. Mertens, directeur du « Crédit Anversoïs » avenue des Arts, pourrait, au besoin, vous donner des détails complémentaires aux différents actes posés en majeure partie par le directeur de cet établissement.

Veuillez, Messieurs, s'il y a lieu, donner la suite que comportent des faits aussi inhumains et agréer, . .

(s.) U. Knapen.

XI. La prison de Rheinbach.

ANNEXE N° 104.

Déposition ⁽¹⁾ de M. H. de Radiguès de Chennevière, au Château de Conneux, Leignon.

J'ai été détenu, comme prisonnier politique, dans les prisons de Rheinbach et de Siegburg.

A la maison de force de Rheinbach, les condamnés étaient assimilés aux forçats allemands : dépouillés de leurs vêtements dès leur arrivée et fouillés, ils devaient se dévêtir complètement vis-à-vis du « hausvater » (économe) et de ses aides et prendre un bain dans cette chambre où se trouvait son personnel, après quoi ils revêtaient le costume des prisonniers, puis on les tondait complètement, cheveux, barbe, moustache ; le médecin les faisait venir dans son cabinet pour prendre les mensurations anthropométriques. Après quoi, ils étaient mis en cellules. D'abord cellules étroites de 13 pieds de long sur 4 de large, encombrées d'une table pouvant se déplier en forme de lit ; une heure de sortie par jour au bout de huit jours seulement ; après quoi, les prisonniers entraient dans une cellule de 13 pieds sur 8. Quelques-uns sont restés plusieurs mois dans ces étroites cellules. Les prêtres âgés n'étaient pas exempts de ce traitement : M. Herman, curé-doyen d'Orp-le-Grand (65 ans) a dû subir le bain et le rasoir ; ainsi le docteur Lowis et le notaire Verstraeten de Liège pour en citer deux au milieu de centaines. La promenade se faisait dans la cour, à la file indienne ; le prisonnier politique avait devant lui un forçat et était suivi d'un autre, afin de les séparer ; de même les cellules étaient occupées alternativement par un prisonnier politique et un forçat allemand. Si quelques gardiens avaient quelque humanité, d'autres étaient d'une brutalité révoltante ; je me rappelle un pauvre petit Anglais qui reçut sans raison force coups de pied et de crosse de fusil.

Deux gardiens surveillaient la promenade, fusil chargé à l'épaule ; le chemin de ronde était surélevé de deux pieds et large d'autant et c'est sur cette bande étroite que l'on devait marcher à cinq mètres l'un de l'autre.

Au bout de deux mois, je fus envoyé de Rheinbach à Siegburg. La voiture cellulaire nous emmena à Bonn, mais comme celle qui devait nous reprendre, venant de Cologne à Siegburg, ne passait que le

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 13 août 1920, devant M. le juge de paix de Ciney.

lendemain, on nous enferma chacun dans un cachot, sans lumière et nous dûmes passer une longue nuit couchés sur des planches, sans paille ni nourriture. Je vous avoue que pour un homme de ma condition et de mon âge c'était très dur. Des prêtres en soutane ont dû subir ce traitement, ainsi l'abbé Pariéux, vicaire à Bellefontaine et bien d'autres.

On nous dépouillait de notre argent, de nos montres, de nos bagues qui ne nous étaient restitués qu'à la sortie de la prison. Plusieurs arrivaient munis de provisions de bouche ; elles nous étaient également enlevées, témoin un pauvre jeune homme de Bressoux (Liège) nommé Keyser, qui avait pour 60 frs de victuailles ; son père était aussi dans la même prison, ils ne purent obtenir de dîner ensemble.

A Siegburg le directeur nous a obligés de travailler à des ouvrages manuels, à moins de payer une pension de 1 mark par jour au profit de l'établissement.

Quelques mitigations eurent lieu plus tard. Les prêtres obligés de quitter la soutane furent astreints à acheter un costume civil à Rheinbach, tandis qu'à Siegburg ils durent porter le costume de la prison, un costume dont on ne savait pas par qui il avait été porté auparavant.

Les soins médicaux étaient tout-à-fait insuffisants. Le calomel et la teinture d'iode étaient bons pour toutes les maladies.

Quant à notre linge, nous n'avions pas de savon pour le laver, rien que de l'eau bouillante. Notre drap de lit (on n'en a qu'un en Allemagne) était changé au bout de 45, 50 et 55 jours, je l'ai noté. Nous restions aussi deux et trois mois avant de recevoir la première lettre de notre famille ; même chose pour elle, de notre part.

La nourriture mérite une attention spéciale. Insuffisante et souvent détestable, elle se composait surtout de soupe aux rutabagas ou à la choucroute, ou d'un mélange des deux, avec des pelures de pommes de terre à peine lavées ; au fond de nos soupes un résidu de terre et de sable, soupe à la morue salée, le mardi, et aux crevettes conservées le vendredi ; souvent pour varier, des petits poissons conservés et non nettoyés émergeant d'un brouet où les pelures de pommes de terre étaient l'assaisonnement. Ces poissons pouvaient tellement, qu'on était obligé à la cuisine de les laver dans 6 ou 8 eaux successives. Deux fois par semaine nous avions de la soupe à l'orge. C'était un régal. Quant au pain nous en recevions 300 grammes, plus tard 250 gr., ration qui est descendue à 200 et 190 gr.

Nourriture exclusivement liquide ; dans certaines prisons la soupe contenait des tranches de betteraves, le soir nouvelle soupe aux betteraves séchées et pilées, ou bien aux choux-rouges ; plusieurs fois, après avoir décanté, il ne restait de solide de quoi remplir le creux de la main.

Quant aux colis, ils nous étaient simplement volés ; nos familles ne pouvaient en envoyer que deux par mois, de 5 kilogs maximum. Mon fils m'en a envoyé plus de vingt ; j'en ai reçu quatre. Ma femme m'en a envoyé des quantités, sur 17 mois de prison j'en ai reçu dix-huit à peine et j'ai été dans les mieux partagés ; car de pauvres diables, au profit desquels leurs pauvres familles se saignaient à blanc pour envoyer un peu de nourriture, ne recevaient rien ; l'un me disait que

plus de 300 frs de colis lui avaient été expédiés, mais en vain. Tout cela était volé impudemment par les Allemands, en cours de route ou à la prison même.

Le pain était toujours confisqué dans les colis, ainsi que le savon.

En novembre 1916, le directeur fit passer une circulaire, où il était dit qu'il nous était défendu de parler dans nos lettres de la confiscation du pain, ou bien nos lettres ne passeraient pas. Quel cynisme et quel aveu ; ce factum venait du commando de Wahn.

Comme nous pouvions écrire quatre cartes et deux lettres par mois, sur le papier distribué par la prison, avec entête : Rheinbach ou Siegburg, on supprima ces entêtes et l'on mit : Kriegsgefangenenlager Wahn ou Limburg, afin de faire croire dans notre pays que nous étions dans une dépendance des camps de Wahn ou de Limbourg, alors qu'en réalité nous étions en prison cellulaire.

Je garde une collection de ces cartes reçues par ma famille.

Un accord est intervenu entre les belligérants pour que les prisonniers civils et militaires pussent recevoir des biscuits français à raison de deux kilos par semaine. J'ignore la date de cet accord qui a eu ses effets le 16 septembre 1916 à la prison de Freinditz, le 5 décembre à celle de Cassel et le 24 mars 1917 seulement à la prison de Siegburg, où je me trouvais. D'autre part, nos abonnements de pain payés par nos familles en Hollande et en Suisse n'ont eu nul effet, rien n'est arrivé ou a été confisqué par les Allemands qui savaient cependant très bien que les prisonniers allemands en France, civils et militaires, recevaient chaque jour 600 gr. de pain.

Ces agissements ont été mortels pour beaucoup, ou du moins très préjudiciables. De nombreux prisonniers ont maigri de 20, 25 et 30 kg. Du 1^{er} janvier au 13 mars 1917 il est mort en prison à Siegburg 11 Allemands et 10 prisonniers politiques belges et français, entre autres un nommé Collinet, âgé de 26 ans qu'on a trouvé mort dans son lit avec un rutabaga entamé. Car les prisonniers mouraient de faim et dévoraient des rutabagas, des choux blancs et des pommes de terre crues qu'ils parvenaient à dérober.

ANNEXE N° 105.

Déposition ⁽¹⁾ de M. Edmond Claessens, ingénieur, Verviers.

J'ai été détenu comme prisonnier politique à la prison de Rheinbach. Voici ce que je puis déclarer sur les divers ordres de faits qui suivent :

1°) *Promiscuité et assimilation des prisonniers politiques aux forçats allemands*

La promiscuité est certaine, puisque nous étions emprisonnés dans les mêmes bagnes que les forçats de droit commun. Nous les avions

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 5 août 1920, devant M. le juge d'instruction de Verviers.

souvent comme voisin de cellule et par conséquent comme voisin à l'heure de promenade.

J'ai travaillé pendant un an et demi au bureau de l'économat en compagnie d'un forçat condamné à 15 ans de travaux forcés pour nombreux vols à l'aide d'effraction

Certains prisonniers politiques ont même dû loger dans la même cellule avec des forçats allemands

Je dois toutefois reconnaître que vers la fin, sur nos instances réitérées, on a plus ou moins sélectionné les prisonniers politiques dans des sections séparées

L'assimilation aux forçats allemands a été complète jusqu'au début de 1916. Alors, un arrêté ministériel y a apporté certains adoucissements. Les prisonniers politiques n'étaient plus astreints à être tondus, ni à porter le costume de forçat.

2°) *Nourriture infecte et insuffisante.*

Au début, jusque vers le mois d'août 1916, la nourriture était bonne et suffisante. A partir de la date citée, la nourriture est devenue de moins en moins suffisante et de plus en plus mauvaise. Le mot « infect » ne peut être généralisé. Cependant certaines soupes, telles que celles aux moules ou au phoque pouvaient être appelées infectes, parce que ces produits étaient en putréfaction quand ils arrivaient à la prison.

En 1917 et en 1918, elle fut insuffisante à tel point, que sans les biscuits du gouvernement belge, un très grand nombre seraient morts de faiblesse. L'infirmerie à ce moment était insuffisante et une section de la prison a été jointe à l'infirmerie. Tous ces malades avaient l'œdème provenant du manque de nourriture. Plusieurs prisonniers en sont morts.

3°) *Suppression des biscuits comme représailles, sous le prétexte que les prisonniers allemands ne recevaient plus assez de pain.*

Le fait est authentique, mais sans pouvoir préciser la durée de cette suppression, je me rappelle qu'elle a duré plusieurs semaines

4°) *Suppression des correspondances sans aucun motif*

Je sais que la censure était très sévère et les motifs de suppression nombreux. Mais je ne connais pas de suppression sans aucun motif. Les motifs étaient souvent injustifiés ; par exemple, ma correspondance n'est pas parvenue à ma femme pendant les premiers mois de mon séjour là-bas, parce que j'indiquais chaque fois que j'étais inscrit comme tailleur militaire. Le mot « militaire » était de trop ; il est vrai qu'on voulait me forcer à faire des capotes militaires.

5°) *Coups violents pour des peccadilles.*

Je connais plusieurs cas où des prisonniers politiques ont été violentés sans motif plausible. Je dois reconnaître que lorsque plainte était portée, le directeur du bagne faisait faire une enquête qui n'aboutissait à rien, parce que le gardien faisait de fausses déclarations.

ANNEXE N° 106.

Dépositon ⁽¹⁾ de M. Louis Kistenberg, greffier adjoint au tribunal des dommages de guerre, 29, rue Gramme, Liège.

J'ai été détenu comme prisonnier politique à Rheinbach. Nous y subissions l'assimilation et la promiscuité avec les forçats, et même certains gardiens se plaisaient à nous avilir devant les prisonniers allemands de droit commun, notamment les gardiens Putz, Odenthal, Engels et Horscheid.

De juin 1915 à la fin, nous recevions une nourriture sans nom. Nombreux étaient les vols commis par les gardiens des aliments à nous destinés. Le pain était infect et la soupe boueuse.

A deux époques dont je ne puis préciser la date, les biscuits furent supprimés en guise de représailles ; de plus de nombreux vols se commettaient au dépôt et les gardiens et forçats allemands étaient abondamment pourvus de nos biscuits.

Une grande partie de notre correspondance était confisquée ; je ne crois pas que cela provienne du fait de la prison de Rheinbach, mais bien des camps de censure de Wahn et de Limbourg, sauf pour la période allant de mai à octobre 1915, pendant laquelle le Dr. Ch. Rath, alors aumônier de la prison, les gardait par devers lui.

Le gardien Sion a un jour frappé le nommé Mahy Hubert du Val Saint-Lambert à coups de clefs sur la tête sans aucun motif. Au camp de kommando de Grevenbroich le gardien Scheffer a commis de nombreux vols et a frappé les prisonniers.

Le Dr. Rath, alors aumônier de la prison et plus tard directeur, s'est rendu coupable de vols et détournements ; le 5 avril 1915 ma femme me rendant visite m'apportait des vivres qui furent en grande partie volés par lui. Le même cas s'est présenté pour M. Jules Simon, industriel, 113, rue du Plan-Incliné, à Liège, en mai 1918 ; il reçut pour moi et M. Léopold Trokay, négociant rue des Champs, 8, à Liège, 2 caisses de cigares, 20 paquets de cigarillos et 20 paquets de cigarettes ; j'ai reçu en tout 2 paquets de cigarillos et 2 paquets de cigarettes.

Le gardien Schaller brutalisait les prisonniers. Le gardien Sulle qui volait et maltraitait les prisonniers, se vantait d'avoir participé au pillage de Louvain.

Le gardien Engels brutalisait les prisonniers, surtout les malades qu'il devait soigner.

Le docteur (artz) Geehraertz de Rheinbach refusait ses soins à des prisonniers malades.

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 13 août 1920, devant M. E. Lemaire, juge de paix suppléant du 1^{er} canton de Liège.

ANNEXE N° 107.

Déposition (1) de M. Hubert Joseph Antoine Denis, rue Paul Janson, 62, Herstal lez-Liège.

J'ai été détenu, pour espionnage, à la prison de Rheinbach (prisonnier civil, travaux forcés)

Le 21 février 1917, j'ai reçu sur la tête de formidables coups de poing ayant occasionné une surdité, évaluée par les médecins spécialistes au moins aux trois quarts de l'ouïe normale

Dès le 3^e jour de mon arrivée, par suite des mauvaises conditions hygiéniques, j'étais trop malade pour suivre mes compagnons. L'ayant déclaré au gardien Engels, celui-ci sans autres explications m'asséna des coups de poing et me força peu après à me rendre à l'atelier

Je relève à charge des autorités de la prison les griefs suivants :

1. Promiscuité et assimilation avec les forçats allemands.

2. Nourriture infecte et insuffisante

3. Violences et vexations continuelles.

4. Censure impitoyable et méchante

5. Suppression de biscuits par mesure de représailles, sous prétexte que les prisonniers allemands en France ne recevaient pas assez de pain. Un prisonnier fut même frappé de coups de pied dans les parties sexuelles et dut tenir le lit 15 jours, pour avoir regardé à sa fenêtre. Le gardien qui a frappé ce prisonnier s'appelle Schaller

ANNEXE N° 108

Déposition de M. Etienne Detilleux, machiniste à l'Etat belge, route d'Ougrée, 30, à Kinkempois-Angleur.

Je peux confirmer l'exactitude de l'acte de brutalité reproché au gardien Engels de la prison de Rheinbach envers M. H. Denis, et même envers d'autres prisonniers

ANNEXE N° 109.

Déposition (2) de M. Charles Verstraeten, notaire, 18, place Maghin, Liège.

J'ai été détenu comme prisonnier politique à Rheinbach

J'ai accusé le gardien Schaller, qui a été toujours de la plus rude arrogance et d'une extrême brutalité envers tous les prisonniers politiques ; je puis affirmer par moi-même, notamment qu'il allait trouver les prisonniers dans leur cellule et les frappait à coups de poing, de

(1) Affirmée sous serment, le 2 août 1920, devant M. le juge de paix de Herstal.

(2) Affirmée sous serment, le 13 août 1920, devant M. E. Lemaire, juge de paix suppléant du 1^{er} canton de Liège.

pied ou de clefs. Il faisait cela même le soir, alors que les prisonniers se trouvaient dans leur cellule, pieds nus et en chemise, incapables de se défendre. Notamment, il a donné un soir des coups de botte à un homme de Jupille, le frappant ainsi dans les parties sexuelles, en sorte que le malheureux le lendemain avait les parties sexuelles complètement gonflées et était incapable de marcher.

Un autre surveillant qui a aussi frappé les prisonniers, même à sang coulant s'appelait Sion, je ne sais s'il est encore à Rheinbach. L'homme qui a été frappé par lui de la sorte est un nommé Mahy, de Seraing, près de Liège

ANNEXE N° 110.

Dépositions de MM G. Dewandre, 35, rue Neuville, Bressoux, H Drossaert, rue Féronstrée, 66, Liège ; M. Servais, boulevard d'Avroy, 118, Liège

Nous déclarons que le nommé Schaeffer, gardien à la prison de Rheinbach, a été pendant son séjour comme chef de kommando à Grevenbroich (Allemagne), brutal au possible avec les prisonniers

Il a frappé à coups de poing M Hubert Drossaert, parce qu'il n'était pas prêt pour la corvée d'eau et l'a mis au cachot pendant 12 heures, par un froid de 15 degrés sous zéro

Il a pris à la gorge M. Georges Dewandre, parce qu'il y avait encombrement à la distribution de café M Dewandre a également reçu des coups de poing à la figure, portés par un forçat de droit commun allemand, nommé Satory, qui était l'âme damnée de Schaeffer et qui en réalité était chef du kommando.

Ce nommé Satory passait son temps à frapper tous les prisonniers, sans que le gardien y fit objection.

Nous déclarons également que le gardien Putz de la même prison, était aussi des plus brutal avec les prisonniers, au kommando de Knapsach, il frappait ceux-ci, à la moindre réclamation des contre-maîtres.

ANNEXE N° 111.

Déposition (1) de M Pierre Misseleyn, 35, rue de Ruysbroeck, Anvers.

J'ai été prisonnier à Rheinbach du 30 septembre 1917 jusqu'à l'armistice

Il m'est difficile d'apprécier le rôle joué par le directeur de la prison, car nous n'avions de rapports directs qu'avec le sous-officier chef, connu par les prisonniers sous le sobriquet de « Bidel » La discipline qu'il nous appliquait était sévère et même vexatoire, mais elle ne donnait pas lieu, en général, à des voies de fait, du moins dans la prison même. Je me rappelle seulement le cas d'un prisonnier qui fut frappé à la tête par le gardien Sion avec une clef, à effusion de sang ; C'est par un nommé Janssens, que j'ai connu cet incident.

(1) Affirmée sous serment, le 16 juillet 1921, devant M. le juge d'instruction d'Anvers.

Le médecin a négligé tous ses devoirs, surtout envers les détenus pauvres. Il les renvoyait le plus souvent sans les regarder ; comme il ne se dérangeait pas pour aller voir les patients dans les cellules, les malades alités, même les plus gravement atteints, devaient lui être apportés à la visite. Les médicaments étaient réduits à peu de chose et même la nourriture des malades, plus substantielle que l'ordinaire, ne s'accordait plus que difficilement vers la fin. Un jour que le médecin me l'avait prescrite, le directeur me l'a retirée.

Il y a eu un certain nombre de cas de folie. Sous prétexte de se défendre des simulateurs, on commençait par mettre au cachot tous ceux qui montraient des symptômes de dérangement cérébral. Nous entendions leurs cris et le bruit du mobilier qu'ils brisaient. Si une crise se produisait la nuit, les gardiens attendaient le matin pour voir.

Ayant été repris après une tentative d'évasion, j'ai fait 15 jours de cachot dans des conditions très rigoureuses, étant privé en particulier de couverture. J'ai subi en outre la peine des fers. Ceux-ci consistaient en une barre terminée par deux anneaux, le tout pesant peut-être une dizaine de kilos. Les mains étaient prises dans les anneaux et une aspérité mousse qui se dressait au milieu de la barre m'empêchait de soulager mes mains de son poids en l'appuyant sur la poitrine. Je n'étais déchaîné que quelques minutes par jour, le matin, pour m'habiller. Je dus porter cette barre du samedi au mardi.

Mais c'est surtout de l'insuffisance et de la mauvaise qualité de la nourriture que les prisonniers avaient à se plaindre. En octobre 1917, j'ai été très malade pour avoir mangé des crevettes qui étaient en état de décomposition. Une autre fois, comme nous avions jeté par les fenêtres le poisson pourri qu'on nous avait donné, les chiens qui se trouvaient là ne l'ont pas pris.

Nous n'avons pu en fait subsister que grâce aux colis et aux biscuits que nous recevions du gouvernement et de nos familles.

Il y avait aussi un fort coulage dans la distribution des biscuits.

D'une part, au début de 1918, les autorités allemandes ont prononcé de manière générale, par mesure de prétendues représailles, la suppression complète du service des biscuits. Il en est résulté une véritable famine. En effet la soupe allemande n'était pas seulement immangeable, elle était dépourvue de toute valeur nutritive. Jamais elle ne contenait de viande ; parfois un peu de graisse, dont on reconnaissait les faibles traces sur la paroi du bol dans lequel on avait mangé. On nous a servi aussi de la pulpe de betterave, un produit servant normalement d'engrais. La suppression des biscuits dura un mois et demi. Il y eut alors une mortalité considérable. Je signale à ce propos un détail significatif : les prisonniers étaient régulièrement pesés et ils ne gardaient pour cette opération que leur chemise ; la direction y tenait strictement la main. Or, pendant la période en question les prisonniers furent pesés avec tous leurs vêtements.

ANNEXE N° 112

Déposition (1) de M. Gaston François Jean-Marie Van Es, sous-chef de station, rue de l'Escaut, 55, à Mont-St-Amand.

J'ai été détenu à la prison de Rheinbach, comme prisonnier politique.

Je me plains des faits suivants :

1°) Mise aux fers, pendant environ une semaine, de prisonniers ayant voulu s'échapper, entre autres de Misseleyn Pierre

2°) Privation de biscuits pendant plusieurs semaines sous prétexte de représailles pour diminution de rationnement des prisonniers allemands en France

3°) Réduction de la nourriture à la portion congrue, alors que les caves de la prison regorgeaient de vivres et que ceux-ci n'étaient distribués qu'au moment de leur corruption

4°) Suppression de correspondances, soins médicaux nuls au point de créer des impotents, coups et injures

Sont responsables de ces faits : le directeur, l'oberinspector, le médecin.

ANNEXE N° 113.

Déposition (2) de M. L. Dubois, industriel, 52, Petit Dries, à Wondelgem (Gand).

J'ai été détenu comme prisonnier politique à Rheinbach.

Voici ce que je puis déclarer au sujet des abus qui y régnaient.

Les prisonniers, à l'exception des travailleurs, ont été privés de biscuits pendant quelques mois. Il en était de même dans les prisons de Siegburg et autres.

En 1917 la réduction des pommes de terre devant être livrées aux prisonniers a été tellement forte, que le service allemand du ravitaillement de Rheinbach est parvenu à récupérer plusieurs wagons de pommes de terre destinées aux prisonniers, dont plusieurs sont morts de faim. Un des nôtres est mort après avoir mangé des pommes de terre gelées et crues.

Il serait utile de consulter à cet égard, pour établir l'insuffisance de l'alimentation, les livres de la prison dans lesquels était consigné le poids que pesait chacun des prisonniers.

Les soins médicaux étaient nuls ou plus qu'insuffisants. Nous avons déploré la mort de plusieurs personnes, survenue à la suite du manque de soins médicaux ; il en a été ainsi du Docteur Willot, professeur

(1) Affirmée sous serment, le 10 août 1920, devant M. R. de Buck, juge d'instruction, à Gand.

(2) Affirmée sous serment, le 4 août 1920, devant M. R. de Buck, juge d'instruction, à Gand.

à l'Institut Pasteur de Lille. Moi personnellement, lorsque je me trouvais malade, j'ai dû, pour pouvoir obtenir les médicaments nécessaires à ma santé, les payer de ma caisse.

Pour ce qui est des mauvais traitements infligés aux prisonniers, je connais plusieurs cas de brutalité, et d'autres où les prisonniers ont été mis aux fers.

Je note encore que nos colis et boîtes de conserves étaient centralisés dans un magasin spécial, où nous étions appelés seulement toutes les deux ou trois semaines, ce qui nous empêchait de profiter des quelques rares paquets qui nous parvenaient et qui étaient souvent à moitié vidés à leur arrivée.

Notre correspondance était également retenue en grande partie ; la majeure partie des prisonniers étaient parfois trois mois avant de recevoir une lettre.

ANNEXE N° 114

Déposition (1) de M. E. Van Schoote, rue Meddepenningen, à Gand.

J'ai été détenu à la prison de Rheinbach depuis le 20 février 1917 jusqu'au 17 novembre 1918 en qualité de prisonnier politique.

J'affirme que MM. Feyens François, ingénieur, avenue de Tervueren à Bruxelles, Misseleyn Pierre, étudiant en droit à l'université de Louvain et De Baune Victor, tous les deux d'Anvers, mais j'ignore leurs adresses, ont été mis aux fers pour avoir tenté de s'échapper de la prison de Rheinbach le 2^e jour de Pentecôte à 8 heures du soir. Ils étaient mes voisins de cellule à la station XII, quatrième étage, et avaient travaillé durant plusieurs semaines pour percer la voûte en béton armé du plafond. Je leur avais donné ma boussole, une paire de souliers et de l'argent.

J'affirme également que, refusant de travailler, j'ai été privé de biscuits depuis le 22 mars jusqu'au 8 mai 1918 sous prétexte de représailles. Les Allemands prétendaient que le rationnement des prisonniers allemands avait été diminué en France.

J'affirme encore que la nourriture était réduite à une limite extrême et que le poisson était souvent distribué quand il était pourri.

En mars 1917 je ne pesais plus que 52 kilos. On peut trouver, dans le livre des poids de la prison même, la vérité de cette affirmation.

Me trouvant pendant 27 mois entre quatre murs, dans une cellule de 2,23 m. sur 2,75 m. comme je désirais respirer un peu d'air, je me servais de mon lit plié en table, et sur la table je mettais ma chaise pour arriver à la fenêtre, que je parvenais alors à ouvrir un peu plus largement que ne le permettaient les règlements de la prison. Pris en flagrant délit, j'ai reçu deux fois des coups d'un des gardiens et je ne sais pour quelle cause je n'ai pas été mis aux fers, alors que j'étais désigné pour subir cette peine.

(1) Affirmée sous serment, le 10 août 1920, devant M. De Buck, juge d'instruction à Gand.

ANNEXE N° 115

Déposition (1) de M. Albert Libiez, juge de paix à Pâturages

J'ai été détenu, comme prisonnier politique, à la prison de Rheinbach.

La promiscuité et l'assimilation des prisonniers politiques avec les forçats allemands étaient la règle. En 1915, sous la direction du sieur Trotzman, décédé au début de l'année 1919, les prisonniers politiques se voyaient même appliquer un régime de défaveur qui n'a changé qu'à partir de mars 1916.

La nourriture était infecte et insuffisante. Beaucoup de camarades sont morts de faim ou en grande partie de faim. D'autres, bien plus nombreux encore, ont été atteints de hernies et d'éventration par suite du relâchement des tissus abdominaux, provoqué par l'amaigrissement et les efforts qu'ils devaient faire pour évacuer, l'absence d'aliments rendant, par dessiccation, les évacuations très pénibles.

La faim était telle, — notamment lors de la suppression des biscuits, — que j'ai vu des camarades, chargés de porter au chien de cour sa nourriture, reprendre dans le chenil, pour en tirer eux-mêmes parti, des os déjà rongés par le chien.

Sous prétexte de représailles, les biscuits furent supprimés à tous les prisonniers sauf aux travailleurs, ce qui démontre que cette suppression n'avait de tendance qu'à pousser les prisonniers politiques à travailler pour leur ennemi. Cette suppression survint au cours de 1918 (janvier ou février) et ne prit fin que le 11 mai de la même année.

Grand nombre de correspondances étaient supprimées, tant au départ qu'à l'arrivée. Une comptabilité complète de ma correspondance et les copies que j'ai tenues des envois non arrivés à destination, démontreraient que la suppression était faite par ordre et par système et non pour des raisons politiques ou militaires.

La correspondance adressée au représentant diplomatique accrédité surtout était supprimée. Ainsi fut-il d'une lettre que j'adressai à l'ambassadeur d'Espagne, qui fut ouverte par la censure, retournée à la direction de la prison, et pour laquelle, sans trop l'oser, on me causa quelques ennuis.

Cette lettre avait trait au vol ou à la suppression de nombreux colis qui m'avaient été adressés, pour lesquels je reçus avis d'expédition, et qui, passés à la prison et réexpédiés à la censure pour visite, n'en revinrent jamais.

En ce qui concerne les mauvais traitements, Hubert Denis fut un jour bousculé sous mes yeux sans raison par le surveillant chef, en 1917. Un prisonnier dont j'ignore le nom reçut des coups de matraque du surveillant Schaller pour avoir regardé par sa fenêtre (printemps 1918).

(1) Affirmée sous serment, le 18 septembre 1920, devant M. le juge d'instruction de Mons.

Le surveillant Sion a blessé plusieurs prisonniers, l'un assez grièvement en le frappant de coups de clefs, provoquant la déchirure du cuir chevelu, pour avoir causé quelque léger désordre dans l'équipe des « pompiers », etc.

ANNEXE N° 116.

Déposition ⁽¹⁾ de M. Henri Alexandre Vincent, courtier, rue du Blason, n° 6, à Jumet.

J'ai été prisonnier, comme détenu politique, à Rheinbach, du 25 novembre 1916 au 11 novembre 1918.

Pendant toute ma détention la nourriture était tout-à-fait insuffisante et le peu que l'on vous servait n'était pas mangeable.

Les colis envoyés par le gouvernement nous étaient dérobés. J'en ai reçu 12 pendant deux ans au lieu de 48. Il en était de même des biscuits dont il manquait chaque semaine de 16 à 25, suivant que les gardiens trouvaient plus de clients pour les vendre, j'ai remarqué plusieurs fois, par la fenêtre de ma cellule, leurs enfants qui jouaient à la balle avec un biscuit dans la cour de leur habitation.

Au total, le résultat de ma détention, c'est qu'à 60 ans, je ne puis plus exécuter aucun travail par suite des privations endurées et que je ne puis même presque plus marcher.

Il y avait à la prison de Rheinbach des médecins, mais ils laissaient les malades mourir faute de soins, on ne connaissait en fait de remèdes que la teinture d'iode.

Je signale encore qu'à Vilvorde, on nous appelait à la visite pour 9 heures du matin et plusieurs fois on rentrait en cellule à 1 1/2 heure, après avoir passé ce temps dans un immense couloir formant un terrible courant d'air. Souvent on y prenait une seconde maladie. Il n'y avait pas non plus de médicaments et le docteur n'examinait jamais personne; c'est tellement vrai, qu'on se trouvait à 5 ou 6 mètres de distance séparés de lui par une grande table formant bureau.

ANNEXE N° 117.

Déposition de M. Auguste Dislaine, industriel et mauc à Rieux, France (Nord).

M. Jos. Willot, de Roubaix, souffrant de la prostate devait subir une intervention chirurgicale; l'opération pourtant urgente fut différée pendant plusieurs mois. M. Willot fut enfin conduit à Bonn. L'opération fut faite dans des conditions déplorables. L'anesthésie étant insuffisante, M. Willot fut opéré presque éveillé. Une heure après, on l'arrachait de la couchette sur laquelle on l'avait allongé et on le ramenait à Rhein-

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 24 septembre 1920, devant M. le juge de paix de Jumet.

bach à demi mort. M. Willot fut remis en cellule au « lazaret » ; le pansement mal fait était tombé, et le patient nageait dans son sang. Le docteur, dont le cabinet de consultation était cependant en face de la cellule de Willot, refusa systématiquement de le voir, le livrant aux soins d'un « calfat » déserteur allemand, qui s'était pris de pitié pour notre malheureux compagnon d'infortune. Il se comportait du reste de même façon envers les autres détenus malades.

DÉPOSITIONS RELATIVES A DES FAITS
SURVENUS DANS LES KOMMANDOS, CAMPS
ET PRISONS
NON CITÉS DANS LES CHAPITRES I 'A XII
DU PRÉSENT RAPPORT

Kommando de Korbisdorf.

ANNEXE N° 118

Déposition de M Louis Stassin, rue de Jumet, à Gossehes.

a) *Déclaration faite le 7 janvier 1921, devant M le commissaire de police à Gossehes*

Soldat au 1^{er} régiment de chasseurs à pied, j'ai été fait prisonnier le 14 octobre 1914 et envoyé en Allemagne au camp de Merseburg-Saxe

Tassiaux, Clovis, qui était soldat au 2^e régiment de chasseurs à cheval, a été interné dans le même camp en 1917. Il fut ensuite envoyé d'office dans une mine de charbon, en vue d'un travail forcé. S'étant échappé, il revint dans le camp où je me trouvais et se tint caché pendant un temps plus ou moins long. Découvert, il fut dirigé sur une autre mine dénommée Grube-Pauline (1) à Korbisdorf-Saxe. Je n'ai pas été témoin des causes de la mort de Tassiaux, Clovis. Un soldat français, dont j'ignore le nom et même le régiment auquel il appartient, m'a dit avoir été témoin oculaire de l'assassinat de Tassiaux par une sentinelle allemande. Ce soldat français m'a fait la narration suivante de la mort de Tassiaux :

Clovis Tassiaux, en effectuant des réparations à une canalisation électrique, étant tombé d'une échelle, se foula le pied et fut incapable de continuer son travail. Le lendemain matin la sentinelle voulut, malgré ses souffrances, le faire quitter son lit pour se rendre à son travail à la mine. Sur son refus, la sentinelle lui porta des coups de crosse de fusil ; Tassiaux s'étant défendu avec les poings, la sentinelle alla chercher du renfort et revint avec deux autres soldats allemands

(1) Le témoin a fait savoir dans la suite que contrairement à sa première déclaration Tassiaux Clovis travaillait à la mine de Grube Otto à Korbisdorf, lorsqu'il a été tué.

armés. Deux d'entre eux le renversèrent sur le lit la face tournée vers la couchette et le troisième lui tira une balle dans le dos. Le projectile alla se loger dans l'un des poumons. Cette scène s'est donc passée dans la chambre à coucher de Tassiaux, Clovis, lequel était en chemise. Par ordre du chef du kommando, le blessé fut transporté à mon camp, où il mourut en arrivant sans avoir reçu le moindre secours. La mort de Tassiaux, Clovis, remonte au mois de février 1918. En ma qualité de secrétaire du comité belge de secours du camp, j'ai envoyé discrètement une lettre à l'ambassadeur d'Espagne à Berlin, dans laquelle je lui relatais la mort tragique de mon compagnon. J'avais pris la précaution de faire mettre la lettre dans une borne postale de la ville. Je ne sais si le pli parvint à destination ; toujours est-il que l'ambassade d'Espagne ne se livra à aucune enquête. J'ai également porté les faits à la connaissance du bourgmestre de Farcienne par la même voie. A ma connaissance, personne d'autre que le soldat français n'a été témoin du fait que je vous relate. Toutefois le sieur Libotte, François, 42 ans, employé au chemin de fer, domicilié à Herstal, qui a été président du comité belge de secours du camp pourrait être entendu.

b) *Déposition sous serment du 11 février 1921 devant M le juge d'instruction de Charleroi.*

Je ne puis que confirmer ma déclaration à la police.

Je ne me rappelle pas du tout le nom du français qui a assisté à l'assassinat de Tassiaux. Je ne puis même pas dire son régiment, c'est un homme de 1 m 70 environ, âgé de 27 ans, cheveux châtons foncés, moustaches de même couleur, assez rouge de figure. L'assassinat a été commis dans le camp de Korbisdorf au mois de février 1918. Il ne doit pas exister d'autre témoin que le soldat français. J'avais confié ma lettre destinée à l'ambassadeur d'Espagne à Berlin à un prisonnier qui pouvait travailler en ville. La lettre au bourgmestre de Farcienne, nous l'avions remise à la Kommandantur. J'ai la conviction que ces deux lettres ont été interceptées. Quand j'ai vu Tassiaux, il était mourant et il ne m'a pas parlé. Il est exact que le feldwebel lieutenant Keller, officier non à la kommandantur de Korbisdorf, mais à celle de Mersebourg, nous a défendu d'aviser l'ambassadeur d'Espagne à Berlin de la mort tragique de Tassiaux. Ce Keller était en somme le chef de la censure et le comité belge de secours des prisonniers devait passer par son intermédiaire. Il nous a dit, qu'il consentait à ce que nous disions — ce qui était faux — que Tassiaux avait été tué au moment où il s'évadait du camp. Le malheureux était en chemise au moment de son assassinat et l'on ne s'évade pas dans une tenue pareille.

Emile Pinckett est mort à Mersebourg fin octobre ou commencement novembre 1918. Cet homme, qui était atteint de grippe, a été malade pendant 12 jours. Les Allemands ne lui ont porté aucun secours. Cet homme travaillait à la Kupferkammerhut à Oberblingen. Je sais que le médecin civil — nom ignoré — a vivement gourmandé le chef de kommando. Il a fait transporter d'urgence Pinckett qui râlait au « lazaret » du camp. Il est mort le lendemain ou le jour suivant.

Sont témoins de ce fait : Libotte François, Delwarte Léopold, de Quaregnon.

ANNEXE N° 119.

Déposition ⁽¹⁾ de M. Léopold Delwarte à Quaregnon.

Tassiaux Clovis travaillait dans une mine de sel à Korbisdorf ; il fut tué le onze janvier mil neuf cent dix huit par une sentinelle, parce qu'il s'était déclaré incapable de travailler par suite de maladie ; d'après ce que ses camarades m'ont raconté, les sentinelles après l'avoir traîné hors de son lit, l'une d'entre-elles l'a tué d'un coup de fusil.

Ayant fait part par écrit à l'ambassade d'Espagne de ce fait, la lettre nous est revenue avec menaces de représailles.

En ce qui concerne le nommé Pinckett Emile, ce soldat belge se trouvait à la mine de sel d'Oberebingen, celui-ci est mort de la fièvre espagnole, faute de soins, car il a été ramené à l'hôpital du camp la veille de son décès ; il était déjà râlant lors de son arrivée à l'hôpital.

ANNEXE N° 120

Déposition ⁽²⁾ de M. François Libotte, 77, quai du canal, à Herstal, président du comité de la Crois Rouge au camp de Mersebourg en Saxe.

Clovis Tassiaux était interné au même camp et avait été envoyé dans un Kommando de culture. Ce garçon qui était un cerveau brûlé préférerait la vie du camp à celle du Kommando ; il aimait à jouer et la passion du jeu sévissait assez parmi les algériens français. Il s'évada donc du Kommando. On le puni en l'envoyant au Kommando du Grube Otto Korbisdorf.

Il s'était promis de s'évader. Un jour il se porta malade, n'alla pas à la mine et une sentinelle lui ayant donné l'ordre de se remettre au travail, il se battit avec celle-ci. C'est alors qu'un autre Allemand intervint et tira sur notre camarade à bout portant. Je ne connais tout ceci que parce que cela me fut rapporté par des camarades qui étaient au Kommando avec Tassiaux, moi j'étais au camp. Tassiaux transporté au camp expira devant moi.

Le feldwebel lieutenant Keller chef de la kommandantur du camp, nous défendait constamment d'aviser l'ambassade d'Espagne des faits qui se passaient au camp. On était sévèrement puni quand on dévoilait la vérité à l'ambassadeur. Certains ont été envoyés en Russie, où ils sont morts, ce pour avoir enfreint la défense.

Quant à Emile Pinckett, c'était un marin d'Ostende. Il avait été envoyé dans un Kommando fort mauvais. Là, il fut atteint de la grippe espagnole ; on le laissa quatre jours sans soins et il expira.

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 29 janvier 1921, devant M. le juge de Paix de Boussu.

⁽²⁾ Affirmée sous serment, le 11 janvier 1921, devant M. le juge de paix de Dalhem.

Camp de Cassebruck.

ANNEXE N° 121.

Déposition (1) de M Jean Ghislaem, 68, rue de Lanthout, à Schaerbeek

J'ai été fait prisonnier de guerre le 6 août 1914 ; je fus successivement interné dans les camps allemands de Sennelager, Munsterlager et Soltau.

I *Camp de Cassebruck.* — Le 23 août 1916, je fus envoyé de ce dernier endroit (Soltau) dans le camp secondaire (Zweiglager) de Cassebruck (Bremen), où je fus astreint au défrichement des marais. Le camp de Cassebruck était, à ce moment, commandé en second lieu par le feldwebel Wenslau, dont la brutalité et la sauvagerie, font un modèle du genre.

Cet individu ordonnait pour des peccadilles, que l'on attachât, des heures durant, des prisonniers à un poteau ; lui-même les irapait à coups de cravache, de pied ou de poing. Lorsque des prisonniers lui étaient signalés comme ayant commis quelque « faute » au travail, il les faisait courir 1/2 heure, même une heure, autour d'une circonférence de dix mètres et ce après dix heures de travail dans les marais et quelle que fût la température. S'il arrivait que la fatigue eût raison du supplicié et qu'il s'abattît sur le sol, d'énergiques coups de pied servaient à ramener son énergie défaillante.

Plusieurs fois, pénétrant le dimanche matin dans une baraque où reposaient des prisonniers, l'individu en question empoigna un tabouret d'un poids approximatif de 6 kg. et le lança à toute volée dans les lits, au risque de tuer l'un ou l'autre dormeur.

En 1915, alors que les envois de vivres par les familles des prisonniers arrivaient encore très mal dans les camps secondaires et les détachements de travail, une cinquantaine de malheureux Belges et Français, après six mois passés dans l'enfer de Cassebruck, étaient renvoyés à Soltau, comme inaptes à tout travail. Ils étaient tous d'une maigreur extrême, hâves, décharnés ; plusieurs d'entre eux atteints d'œdème dans les membres inférieurs pouvaient à peine marcher. On dut les laisser tous pendant deux mois dans l'inaction presque complète avant de les employer à d'autres travaux.

Tout prisonnier de guerre belge, français ou russe qui a séjourné au camp de Cassebruck vous donnera confirmation des faits que je viens de rappeler.

II. *Kommando de Dassel* — En mai 1917, me trouvant au travail dans le domaine de Gut Dassel, bei Celle, Kreis Celle, provinz Hannover, exploité par l'Oberleutnant Rustemeyer, je fus victime des faits suivants :

(1) Affirmée sous serment, le 29 janvier 1921, devant M. le juge de paix de Schaerbeek.

Un dimanche matin, j'avais été envoyé en corvée extraordinaire, sans sentinelle, en compagnie de 2 prisonniers de guerre russes dans une ferme annexe du domaine (Vorwerk) exploitée par le frère de l'Oberleutnant Rustemeyer. Là on nous fit charger et voiturer des scories sur un chemin privé du domaine. L'exploitant de la ferme, après nous avoir indiqué notre besogne, s'en fut promener aux champs et on ne le revit plus avant midi. A l'heure du repas, tandis que je me reposais en attendant ma pitance, on m'avertit que le fermier me demandait dans sa chambre. Je m'y rendis très intrigué. L'individu fit sortir sa sœur qui s'y trouvait, puis fermant la porte à clef, vomit un flot d'injures à mon adresse, sous prétexte que je n'avais pas assez travaillé, alors que nous avions fourni la somme de travail ordinaire, et qu'au surplus, il avait été absent toute la matinée, donc bien incapable de s'assurer si nous étions inactifs. Ensuite il voulut me frapper avec sa cravache. Comme je faisais mine de me défendre, il me menaça de son revolver et me dit que si je faisais un mouvement, il me tuerait sur le champ (Ich schiesse Sie gleich tot). Il m'administra alors une quinzaine de coups de cravache. Dès que je fus libre, je fis constater par les sentinelles, les marques des coups sur mon corps et je portai plainte au commandant du camp central d'Hamelu sur Weser (Braunschweig) dont je dépendais en ce moment. Après une sommaire enquête, à laquelle le sieur Rustemeyer se déroba en s'absentant le jour où le sous-officier chargé de l'instruction se présenta chez lui, je fus renvoyé au camp et dirigé sur un autre lieu de travail. Mais à ma connaissance, le coupable ne fut jamais inquiété.

ANNEXE N° 122.

Déposition ⁽¹⁾ de M. Joseph Clément Baetens, 169, avenue Princesse Elisabeth, à Schaerbeek.

J'ai été prisonnier au camp de Cassebruck depuis fin 1915 jusque septembre 1916.

J'ai été moi-même, de la part du feldwebel Wenslau et de Siegfuss, la victime de mauvais traitements et de coups ; malgré une exemption de la part du médecin en chef du camp, pour cause d'eczéma, je fus envoyé dans les marais pour y travailler et c'est à la suite de mon refus, que je fus frappé par les prénommés Allemands. La nourriture était absolument insuffisante. Les Allemands volaient les paquets et revendaient les paquets à la cantine ; les prisonniers devaient en quelque sorte payer leurs paquets qu'ils recevaient de chez eux. Je confirme que deux prisonniers sont morts d'inanition.

Le felwebel a fendu le crâne d'un prisonnier (qui est mort par après) avec son sabre, parce que celui-ci se permettait de regarder la grâce d'une boche. Lorsque ce feldwebel se rendait au bain, il avait l'habitude de se faire laver par deux prisonniers. Des Russes évadés ont été maltraités par les ordres du commandant Euter, à tel point, que sur

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 3 février 1921, devant M. le juge de paix du second canton de Schaerbeek,

les instances d'un officier de marine allemand, celui-ci a été démis de ses fonctions de commandant du camp. Tous les évadés, ainsi que les prisonniers refusant le travail, étaient ramenés au camp et maltraités d'une façon ignoble. On leur attachait au cou un sac rempli de briques pointues descendant jusqu'au genou et on les forçait ainsi à marcher, jusqu'à ce que la douleur les fît tomber.

ANNEXE N° 123

Déposition de M. Auguste Caneva, à Dampremy

Je confirme la déposition de M. Ghislain, Jean, de Schaerbeek, rue de Linthout 68, au sujet du feldwebel allemand Wenslau, du camp de Cassebruck. C'était une brute finie et la terreur du camp.

J'ajoute au rapport de M. Ghislain le fait que, environ un an auparavant, dans un accès de sa brutalité coutumière, il a fendu d'un coup de sabre l'arcade sourcilière d'un prisonnier russe.

ANNEXE N° 124.

Déposition de M. Robert Lafitte, professeur au Collège de Normandie par Clères (Seine-Inférieure).

Je confirme entièrement les dires de M. Ghislain, au sujet du feldwebel Wenslau et suis tout disposé à confirmer ces faits sous serment.

Kommando de Wiesmoor-Sud.

ANNEXE N° 125.

Déposition de M. Raymond Lorent, 31, route de Hannut, Namur

J'ai été prisonnier au kommando de Wiesmoor-Sud pendant trois ans et demi. Nous y étions fort maltraités. Je dois signaler surtout le premier soldat (gefreiter) Becker de Neudorp. Il était pour les prisonniers un vrai bourreau, il frappait sans motif, par esprit de haine; coups de pied, de crosse, de baïonnette étaient chose journalière; on peut même dire qu'il ne se passait pas d'heure sans qu'il n'infligeât quelque mauvais traitement aux prisonniers. Nous avions l'impression qu'il mettait tout en œuvre pour nous faire entrer en révolte ouverte et pouvoir alors tirer sur nous. Cet homme n'était au surplus que l'exécutant le plus actif des volontés du commandant.

ANNEXE N° 126

Déposition ⁽¹⁾ de M. Henri Joseph Gobert, à Sart Lavaux (Province du Luxembourg).

J'ai été prisonnier au kommando de Wiesmoor-Sud de 1916 à 1918

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 16 juillet 1921, devant M. le juge d'instruction d'Arlon.

Nous étions régulièrement battus par les sentinelles Parmi celles-ci, il était un homme que nous avions nommé Satan, tellement il était mauvais ; j'ignore son nom véritable Un jour en 1917, des sentinelles, à la veille de partir au front, sont venues dans notre baraque et, sans raison, ont frappé les prisonniers à coups de baïonnette. Deux hommes ont été blessés. Le commandant ne faisait rien pour empêcher ces abus.

ANNEXE N° 127.

Déposition de M Fernand Delvaux, chemin de l'Ornoy, Mont-St-Guibert.

J'ai été prisonnier au kommando de Wiesmoor-Sud, pendant le second semestre de 1916.

Nous étions fort maltraités Le soldat Becker, en particulier, nous battait à tel point, que parfois on devait porter les victimes dans leurs baraquements ; d'autres sont restés estropiés. Ces violences avaient lieu sans motif ; notre vue seule inspirait à cet Allemand l'envie de se jeter sur nous

Kommandos de Neuenburg et Sud-Edewechter-Moor.

ANNEXE N° 128.

Déposition de M. Mathilde Auguste Vatlet, 63, rue St-Quentin, Bruxelles.

Voici les principaux faits dont j'ai à me plaindre :

1^o) à Neuenburg, j'ai été enfermé pendant 6 jours avec le maréchal des logis Ghislain et le sergent Brège, sans boire ni manger, cela pour avoir refusé le travail ;

2^o) à Sud Edewechter-Moor, j'ai entendu le commandant du kommando, un certain Gerschke, féliciter une sentinelle qui avait percé d'un coup de baïonnette l'épaule du prisonnier français Foch, parce que celui-ci ne se trouvait pas à temps dans les rangs Le commandant a ordonné à cette occasion aux sentinelles d'user des armes à feu contre les prisonniers qui se montreraient paresseux au travail Ces ordres existaient par écrit ; le maréchal des logis Quintyn pourra peut-être citer le nom d'un prisonnier interprète qui s'était évadé en les emportant, mais qui a été repris.

3^o) une autre fois, ayant été repris après une tentative d'évasion, j'ai été roué sauvagement de coups

4^o) On a frappé si cruellement l'adjudant français de Salgemma, qu'il a eu un épanchement de synovie et, dans cet état, on l'a envoyé au travail dans les marais. Il avait prétendu ne pas devoir travailler étant adjudant.

Au sujet des sévices divers, coups, blessures, surmenage, confiscation de colis, privation de correspondance, etc , trop nombreux au camp de Sud-Edewechter Moor pour que j'ai pu les retenir tous, on entendrait utilement le maréchal des logis Quintyn (voir plus haut), qui a maintes fois et courageusement protesté auprès du commandant

et qui tenait un registre de ces faits, dans l'espoir d'en avertir clandestinement le consul d'Espagne.

Kommando 114 à Erndtebrück.

ANNEXE N° 129

Déposition (1) de M Nestor Traufler, 46, rue des Ecoles, Saint-Servais

J'ai été prisonnier au kommando d'Erndtebrück, 114 Le 8 juin 1916 souffrant des suites de ma blessure, je demandai à passer une visite médicale ; le gardien qui avait fonction de secrétaire, voulut me forcer à me rendre au travail. Je protestai alléguant que, étant souffrant, j'avais le droit de me faire visiter par le docteur, qui lui, pouvait se prononcer concernant mon état Au lieu de cela, le gardien me donna des coups de pied et des coups de crosse ; ensuite je fus mis en cellule pendant trois jours au pain et à l'eau, couchant sur le parquet sans couverture. Le 11 août rentré au camp de Giessen, je me présentai à la visite et fus reconnu inapte au travail par le médecin-chef allemand

Néanmoins, le 15 août, le conseil de guerre de Francfort, me condamna à 21 jours de cachot noir, comme coupable de refus de travail et de rébellion sur la déposition que fit le soldat qui m'avait maltraité et qui comparaisait comme témoin.

Kommando de la Société Stahlwerk à Osnabrück.

ANNEXE N° 130.

Déposition (2) de M. Léopold Moulants, 15, rue des Chantiers, Marchienne-au-Pont.

J'ai à déclarer ce qui suit concernant le soldat allemand Krumberg, dit Youdé, demeurant à Alt Haren, le soldat allemand Wie, demeurant à Hildesheim, tous deux du XX^e corps, C^o de Meppen (Ems) et le sous-officier allemand Rosberg, chef de kommando à la Sté Stahlwerk à Osnabrück.

1^{er} fait. La nuit du 18 au 19 septembre 1917, les frères Hubert, Georges Hubert de Marchienne au Pont et Edmond Hubert de Charleroi, s'étant évadés du kommando d'Alt-Haren, furent non seulement appréhendés par les deux soldats allemands cités ci-dessus, mais encore brutalisés de la pire façon Les Allemands devaient avoir été avertis de cette tentative d'évasion, car Krumberg et Wie tirèrent à bout portant plusieurs coups de feu dans l'obscurité L'une des balles atteint Georges Hubert à la cuisse gauche Son frère Edmond étant revenu à son secours, fut reçu à coups de crosse par Wie et Krumberg, à tel point

(1) Affirmée sous serment, le 8 juillet 1921, devant M. le juge de paix de Namur-Nord.

(2) Affirmée sous serment, le 5 août 1921, devant M. le juge de paix de Marchienne-au-Pont.

que ce dernier brisa son arme en frappant. Wie donna deux coups de baïonnette dans la cuisse d'Edmond Hubert

2^e fait A la Stahlwerk Osnabrück, kommando dépendant du camp principal de Hameln, les faits suivants se sont passés :

Ces usines et aciéries travaillaient presque exclusivement pour la guerre. Malgré cela, de nombreux prisonniers de guerre belges et autres y étaient contraints au travail par la force des armes et par des moyens comme celui-ci : les frères Hubert furent, par le fait du sous-officier allemand Rosberg, soumis à l'action du feu ; ils furent placés, en effet, entre deux lingotières chauffées à blanc sous l'action du métal en fusion qu'elles contenaient. La chaleur était telle, que les vêtements commençaient par fumer et que finalement il en sortait une sorte d'étincelles. Il fallait ou bien revenir sur sa décision de ne pas travailler ou bien succomber.

D'autres punitions contraires au droit des gens pourront être rapportées par les témoins ci-dessous, par exemple : l'exercice du tabouret dans les oubliettes de la maison des chasseurs. Le sous-officier allemand Rosberg, chef du kommando, est l'auteur principal de ces faits.

Les frères Hubert citent comme témoins : 1^{er} fait, Bodson, Antoine, boulevard d'Avroy, cour de la Verrerie, Liège ; 2^e fait : Prou Ernest, soldat français, Vairé Sable d'Olonne (Vendée).

Adresses des victimes : Georges Hubert, policier, rue Joseph Le-fèvre, Marchienne au Pont ; Edmond Hubert, peintre, à Charleroi.

Kommando de Görries (usines de zinc de Bilbrook).

ANNEXE N° 131.

Déposition (1) de M. Dominique Roofthoof, 67, longue rue Porte aux Vaches, Anvers.

J'ai été prisonnier aux usines de zinc de Bilbrook lez-Hamburg, kommando de Görries, dépendant du camp de Parchim. J'étais employé à la fabrication du zinc et nous restions au four par une chaleur de 56° ; mais nous n'avions cependant à manger que des choux ou des navets à l'eau. Avec cette nourriture on ne pouvait pas tenir longtemps ; alors je me suis évadé avec Arthur De Pooter de Rumbeke-lez-Roulers. Nous avons été repris, frappés et mis en prison. Quand je dis prison, il s'agit d'un four qui ne travaillait pas et qui était rempli de suie. J'y suis resté 14 jours au pain et à l'eau, cela pendant l'hiver 1916, où il faisait terriblement froid. Comme si cependant la peine n'était pas suffisante, on l'aggravait en nous versant de l'eau sur la tête par au-dessus. Ma punition finie, je me suis évadé une seconde fois, avec le même camarade ; nous avons été de nouveau repris et de nouveau mis dans ce cachot, après avoir été frappés, et cette fois pour 20 jours, les 3 premiers jours sans manger et les autres jours au pain et à l'eau. Mon camarade ayant voulu s'évader par la cheminée, fut attrapé par la garde et de nouveau

(1) Affirmée sous serment, le 7 juillet 1921, devant M. le juge d'instruction d'Anvers.

frappé par le sergent et 6 soldats, ensuite on lui mit les menottes pendant 24 heures ; pour manger il devait se coucher par terre

Un jour que mourant de faim au régime alimentaire que nous subissions, je me suis approprié quelques vivres, j'ai été battu par une dizaine de soldats, sous le commandement du sous-officier Schroder. Ils m'ont cassé le nez et trois doigts et néanmoins j'ai encore dû rester toute la journée au garde à vous, en même temps que M. Albert Grombez et M. Jacques Oyen, ce dernier grand blessé ayant eu la poitrine traversée d'une balle.

Je signale encore le feldwebel Griphan qui se distinguait parmi nos gardiens par ses mauvais traitements. Il ne se contentait pas de battre les prisonniers, il les faisait mordre par son chien policier, ce qui m'est arrivé plusieurs fois.

ANNEXE N° 132

Déposition de M. Raoul Grenade, à Bruxelles.

J'ai été prisonnier au kommando de Görries

J'accuse le feldwebel Griphan de nombreuses cruautés envers les prisonniers alliés et en particulier envers les prisonniers belges. Je l'accuse en particulier d'avoir maintes fois fait cruellement mordre par son chien policier des prisonniers sans défense, simplement pour se divertir et ce, à l'intérieur même du camp ou dans le bureau du commandant

Vers septembre 1917, ce feldwebel a été envoyé en Belgique (Flandres) et aurait été nommé là feldwebel-Lieutenant, grade qu'il devait avoir encore fin 1918.

Kommando de Königslütter (Kalkwerk).

ANNEXE N° 133.

Déposition ⁽¹⁾ de M. Camille Puremont, 156, rue des Champs de Manœuvres, à Bressoux-Liège.

Etant malade au camp de Hameln et ayant fait ma demande pour partir en Suisse, on m'envoya travailler dans une carrière de pierres à chaux à Königslütter (Kalkwerk, carrière de pierres), cela malgré mon état de santé. Ne pouvant supporter cette vie, je m'évadai en compagnie de deux compagnons d'infortune : Piremans, soldat belge et Cabey, soldat de l'armée coloniale française. Après trois semaines de marches de nuit et de privations de toutes sortes, nous fûmes repris et ramenés à la carrière. Bien qu'étant à bout de force, nous fûmes battus et moi à ce point, que je restai par terre

Mes compagnons me donnèrent quelques soins et, après avoir fait du cachot, nous fûmes de nouveau forcés à un travail plus dur encore qu'auparavant. Piremans étant malade et ayant refusé de travailler, on le mit au cachot sans nourriture et cela pendant deux jours jusqu'à ce que, à bout de force, il accepta le travail.

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 1^{er} juillet 1921, devant M. le juge de paix de Grivegnée.

Il est à remarquer que, malgré la signature de l'armistice, on nous imposait le travail et on nous enfermait, nous empêchant ainsi de rejoindre le camp pour le rapatriement. Nous dûmes encore nous évader le 25 décembre. Tous ces mauvais traitements sont imputables au chef de ce kommando, qui nous envoyait au travail dans la carrière, certains sans chaussures, dans la neige et la pluie, sans nourriture suffisante. Pour nous sustenter, nous mangions des betteraves que nous volions sur la route.

Quand le chef du kommando ne nous battait pas lui-même, il nous faisait battre par une sentinelle, qui avait en quelque sorte le poste de dompteur.

Kommando de Neumarck (mine de charbon).

ANNEXE N° 134.

Déposition ⁽¹⁾ de M. Oscar Nollet, soldat du 5^e régiment de chasseurs à pied, 9, rue de la Boucherie, Tournai

J'ai été prisonnier pendant 52 mois, à Gardelegem, à Werben-Elbe, au camp de représailles de Stendal, à Alten-Grabow, à Quedlinburg et à Merseburg. De ce camp j'ai été envoyé dans une mine de charbon à Neumarck. Ce kommando était un bagne. Les chefs n'étaient jamais sans un bâton ou une matraque. La nourriture composée de betteraves et de navets était immangeable.

Une dame charitable m'a envoyé un colis avec un costume de toile bleue et un mandat de 5 marks. Le 18 juillet 1918, une sentinelle m'appelait dans son bureau. Là un civil m'attendait avec un bâton. Il me présenta une formule d'acquit pour le mandat et le colis que je n'avais pas reçus ; je leur ai dit que rien ne m'avait été délivré et que je ne signerais pas. Là-dessus, le civil m'a donné un coup de bâton qui m'a fait une blessure dont je porte encore la marque et me jeta par terre, ce qui ne l'empêcha pas, alors que j'étais étendu sur le plancher, de me rouer de coups. Puis, avec deux revolvers braqués en pleine figure ils m'ont forcé de signer.

Dès que j'ai été rétabli, je me suis évadé, je suis arrivé au camp de Merseburg, où le docteur m'a reconnu malade, de sorte que je n'ai plus dû retourner dans ce que je considère comme le plus terrible bagne de la terre.

Ma santé est un peu revenue, mais elle reste bien compromise, car j'ai trop souffert pendant ces 52 mois de captivité venant après la blessure que j'ai reçue au combat d'Eppeghem.

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 4 juillet 1921, devant M. le juge d'instruction de Tournai.

Kommando de Holthusen.

ANNEXE N° 135.

Déposition de M Arthur Léon Jumelet, à Fontenelles en Thérache (Aisne) France.

Les faits suivants se sont passés au kommando de la ferme Pommerenck à Holthusen, vers le 25 août 1917. La sentinelle un nommé Stirken du 7^e corps, 25^e Rég a frappé M Léon Crombois de plusieurs et violents coups de baïonnette lui causant de graves blessures. La sentinelle avait enfermé Crombois dans sa chambre vers 10 heures du soir. Quand elle revint un moment après l'avoir enfermé, elle ouvrit la porte de sa chambre et dans l'obscurité lui asséna plusieurs coups de baïonnette au bras gauche et à l'œil. Ces faits m'ont été racontés le lendemain par Crombois lorsque je l'ai trouvé couché sur son lit baignant dans une mare de sang. Il s'agit d'une lâche agression de la part de la sentinelle, car Crombois ne l'avait nullement provoqué ; c'était une vengeance, car Crombois a revendiqué souvent nos droits au sujet de nombreux vols qui se faisaient dans les colis. Aucune réclamation ne lui fut permise sur les lieux, car toutes nos lettres passaient par les mains du sous-officier de contrôle Rheinlander et celles qui ne lui plaisaient pas étaient détruites.

Kommando de Düsseldorf-Gerresheim.

ANNEXE N° 136.

Déposition de M Victor Rouselle, demeurant à Meaux (Seine et Marne)

Le 26 janvier 1918, j'ai reçu un coup de revolver dans le bras droit dont j'ai gardé deux cicatrices, l'une à l'entrée de la balle, l'autre étant la suite de l'intervention chirurgicale. Le coup a été tiré par derrière, par le contre-maître Johann Kraus. Celui-ci me donnant l'ordre de continuer mon travail pendant l'heure du repos, j'avais refusé. Alors, il me tira une balle dans le bras, il était accompagné du directeur Büsset Henry.

Voici l'adresse de mon agresseur.

Johann Kraus, contre-maître au Drahtglas Glashuttenwerk vorm Ferdinand Haye, Düsseldorf-Gerresheim, Rheinland.

ANNEXE N° 137.

Déposition du soldat anglais Pte C. A. Cocking, Ply 1683/S Ist Batt. R. M. L. I. Home adress. 42, Floyer Road, Small Heath, Birmingham.

Works of Ferdinand Herge, Gerresheim, Düsseldorf

Mon Victor Roussel, 13th. Belgian Rgt. was shot in the right forearm by his foreman, at 8.30 a.m. on Saturday January 26th, 1918, at the works of Ferdinand Herge, Gerresheim, Düsseldorf.

The foreman of Drahtglas Gerresheim Glass Works was responsible for above.

Traduction

M Victor Roussel, du 13^e régiment belge, a reçu un coup de feu dans l'avant-bras droit, du fait de son contre-maître, à 8 h 30 du matin, le samedi 26 janvier 1918, à l'usine de Ferdinand Herge, Gerresheim, Dusseldorf.

Le contre-maître de la verrerie Drahtglas Gerresheim est responsable de ces faits

Camp de Hameln.

ANNEXE N° 138.

Déposition ⁽¹⁾ de M Emile Bamps, 74, rue de la Fontaine, Liège.

Pendant ma captivité au camp de Hameln (Allemagne) comme prisonnier de guerre, j'ai eu pour camarades de chambrée M. Neuroth, Martin, Joseph, du 14^e Rgt de ligne

Un jour de novembre 1917, ce dernier se plaignit de douleurs à l'estomac. Il avait par le fait oublié de nous dire, comme d'habitude, de le réveiller pour l'appel du soir, qui journellement avait lieu à 8 heures. Ce jour même donc et à l'heure précitée, on procéda à l'appel auquel M. Neuroth fut porté manquant. Le soldat chargé de notre surveillance se dirigea aussitôt vers la baraque pour aller frapper à coups de baïonnette M. Neuroth, qui était plongé dans un profond sommeil par suite de son indisposition.

Lorsque je revis M. Neuroth, quelques instants après, il s'empres-sa en pleurant de nous faire constater, ainsi qu'à tout le personnel présent, ses blessures.

Il est alors allé se plaindre auprès du sergent-major allemand de service, lequel déclara qu'il en avait encore trop peu, mais l'autorisant cependant à entrer à l'hôpital, où il séjourna une huitaine de jours, après lesquels il fut transporté ailleurs. Je ne l'ai plus revu, mais j'ai appris qu'il était mort. Au mois d'octobre 1918, à la suite d'une plainte que le père Neuroth avait adressée aux autorités du camp, je fus appelé par un sergent-major (Alle) qui me fit subir un interrogatoire sur les faits qui précèdent et auquel je m'empressai de renouveler ma première déposition ; après quoi le sergent ajouta qu'il connaissait tout

J'ajoute que le meurtrier de Neuroth a fait circuler le bruit dans le camp, qu'il fallait qu'il tuât un Belge avant qu'il ne s'en allât.

Le meurtrier est un nommé Albert Vogt ou Voch, appartenant au 10^e corps d'armée, il faisait partie du 26^e bataillon de Landsturm proposé à la garde des prisonniers aux usines

A la suite d'une plainte rédigée et envoyée quelques jours après l'incident par le soldat belge Amel, Hubert, au commandant général

⁽¹⁾ Confirmée sous serment, le 29 juin 1921, devant M. le juge de paix de Hologne-aux-Pierres, par MM. Jean Goreux, 53, rue Vinave, Grâce-Berleur (Liège) et F. Caprasse, 12, rue Baivy, Jemeppe-sur-Meuse.

de Hanovre, Vogt fut appelé auprès des autorités. On a dit qu'il aurait été puni de 8 jours de cachot.

Camp de Havelberg.

ANNEXE N° 139.

Déposition de M. Désiré Van Malder, 250, avenue de la Reine, à Laeken.

Les conditions de vie et d'hygiène au camp de Havelberg étaient absolument lamentables. Pendant l'hiver 1916-17 il a gelé pendant trois mois et ce presque tous les jours à 27° sous zéro. De nombreux jours, il n'y avait pas de feu du tout dans la baraque que nous occupions et les jours qu'il y avait du combustible, c'étaient des racines d'arbres, que les prisonniers devaient aller déterrer et chercher eux-mêmes à 5, 10 et 12 kilomètres du camp. Ces bûches humides ne flambaient pas et ne donnaient aucune chaleur. Aussi la baraque était comparable extérieurement et intérieurement à une caverne taillée en plein dans un bloc de glace. Je n'exagère pas. Vue de l'extérieur la baraque était semblable à un bloc de glace. A l'intérieur les deux parois donnant vers l'extérieur étaient recouvertes d'une couche de glace de 8 à 10 centimètres d'épaisseur, qui est restée adhérente pendant trois mois. Sur la paroi exposée au sud, qui recevait les rayons du soleil presque tous les jours pendant quelques heures au milieu de la journée (il y avait du soleil presque tous les jours par temps de gelée claire), la glace fondait partiellement et l'eau ruisselait alors le long de la dite paroi et coulait jusqu'au milieu du plancher. Vers 3 heures de l'après-midi, lorsque le soleil descendait vers l'horizon, cette eau se gelait de nouveau et alors on aurait pu se livrer au patinage dans le local infect et immonde, qui nous servait de demeure. Au plafond pendaient des milliers de stalactites de toutes dimensions mesurant jusqu'à 1 mètre et davantage et, je le répète, c'est dans un pareil local que nous devons séjourner nuit et jour. Aussi, nombreux sont les malheureux prisonniers Belges, Français et Russes qui y ont trouvé la mort, après leur transfert au « lazaret », où il ne faisait guère mieux.

C'est pendant cet hiver que j'ai été pris des premières atteintes de mon mal et c'est l'hiver suivant, 1917-18, que j'ai été atteint définitivement. Après 5 semaines au « lazaret », j'ai été renvoyé à la baraque incomplètement guéri. Aussi, ne me suis-je pas rétabli entièrement. Malgré un séjour à Nice, en décembre 1918 et janvier 1919 pour ma santé, je n'ai pu me débarrasser de la toux.

Le motif de mon renvoi du « lazaret » avant ma guérison est le suivant.

La grande salle du susdit lazaret était presque comble, de sorte que, s'il arrivait encore un certain nombre de malades, on aurait dû ouvrir une autre salle et la chauffer. Or pour économiser ce feu, le médecin major allemand a pris la décision qui lui semblait la plus pratique en même temps que la plus économique. Il fit sortir 8 malades, dont cinq n'étaient pas complètement guéris et j'étais parmi les 5 derniers.

ANNEXE N° 140

Déposition de M. Pierre Delande, 40, rue Caroly, Ixelles.

J'attire particulièrement l'attention sur la situation insalubre des baraques La baraque 3 du camp 4, où se trouvaient en majeure partie les Belges était composée de 4 sections, dont 3 ayant une superficie de 26 m sur 14 m. environ et d'une hauteur d'environ 4 50 m chacune et une de 8 x 14 environ et de 3 m de hauteur

En hiver de 1916 à 1917, nous étions à plus de 230 hommes par section, car il faut tenir compte que les lits étaient superposés à 3 étages Par le froid rigoureux que nous avons eu à subir en ce même hiver, le charbon a fait défaut à partir du 12 janvier. Les parois intérieures des baraques étaient recouvertes de glace et les plafonds de stalactites A cette même époque, un de mes compatriotes le nommé Peeters, Jules, 17 place du Comité National, à Bruxelles, qui se trouvait malade au « lazaret » a constaté là aussi l'absence totale de chauffage Je tiens à faire remarquer que nous avons eu à certain moment 27° sous zéro Le nommé Van Malder, Désiré, 57 ans, 250, avenue de la Reine, à Laeken, atteint en octobre 1917 d'une broncho-pneumonie, a été renvoyé du « lazaret » à la baraque avant sa guérison complète A la suite d'un commencement d'épidémie de typhus à fin 1917, les autorités supérieures sont intervenues dans le but d'apporter une transformation à la constitution défectueuse des baraques Au point de vue nourriture, celle-ci était en général immangeable et insuffisante

Vers septembre ou octobre 1917, le prisonnier Robert Gillon, avocat à Courtrai, a été puni de 14 jours de prison, pour avoir signalé au Ministre d'Espagne à Berlin les vols commis dans les colis par les soldats allemands

Prison d'Aix-la-Chapelle.

ANNEXE N° 141

Déposition (1) de M Léon Courtoy, à Jauche (Brabant)

A la prison d'Aix-la-Chapelle, les prisonniers étaient mêlés aux forçats allemands. Ainsi dans ma section, V b, où j'occupais la cellule 19, il y avait des voleurs, des repris de justice, des condamnés pour attentat à la pudeur, et même des condamnés aux travaux forcés, évadés et récidivistes.

Pour logement, j'avais une cellule de quatre mètres carrés, avec à côté du lit-table, le water-closet et tout ce dont nous avions besoin.

On était nourri détestablement, au point que certains prisonniers mangeaient du gros sel pour apaiser leur faim ; on arrachait pendant la promenade des touffes d'herbes pour les dévorer ; lorsqu'à la fête de l'empereur d'Allemagne on eut un hareng, on mangea tout et il ne resta rien, ni queue, ni tête, ni arêtes. Quand je sortis, après 53 jours de détention, j'avais perdu près de 15 kilogs.

(1) Affirmée sous serment, le 23 août 1921, devant M. le juge de paix de Jodoigne.

De plus, pour des peccadilles on était aux arrêts. Il me souvient que, plus d'une fois, pour avoir parlé à des voisins, le gardien fit ouvrir toutes les fenêtres par le terrible hiver de 1916-1917.

A la suite de cette mesure, j'eus les pieds gelés au point d'être tout noirs. J'échappai par miracle à l'amputation. A peine pouvais-je marcher, et l'on me forçait d'aller à la promenade. Quand je rentrais, je croyais que mes pieds allaient se détacher et j'endurais des souffrances horribles. La nuit, on ne dormait pas à cause du froid et les dents claquaient de faim. L'on ne pouvait même pas s'approcher de sa porte, sinon on risquait de recevoir le lourd trousseau de clefs du gardien sur la tête. Pour des riens on était battu comme des chiens. Les deux plus mauvais gardiens étaient deux boîteux, un vieux et un plus jeune : deux véritables bandits.

Ce que j'affirme, je jure devant Dieu que c'est toute la vérité ; je suis chrétien et je mesure toute la portée de mon serment.

Le résultat du traitement subi fut pour moi une double broncho-pneumonie, une pleurésie, et la gangrène dans les pieds. Je suis entré à l'hôpital fin février 1917 et je suis encore au sanatorium ce janvier 1920.

ANNEXE N°142.

Déposition (1) de M. Mathieu Demoulin, à Berneau

Je confirme que le sieur Lambert Weris a reçu à la prison d'Aix-la-Chapelle cinq coups de baïonnette, qui ont causé des blessures telles, que le sang s'échappait à travers ses vêtements. J'ignore le nom des Allemands coupables.

De manière générale, les prisonniers étaient fort maltraités. On les conduisait par 3 ou 4, passer dans la cour à pieds nus pour y subir les violences diverses (on peut dire les tortures), que leur infligeaient leurs gardiens, armés de leurs fusils et baïonnettes, ainsi que de matraques et de martinetts.

Je signale en particulier que M. Joseph Thys, machiniste à Wandre, un septuagénaire, a comme les autres reçu force coups et mêmes des blessures, au point qu'il demandait à ses bourreaux de lui reprendre la vie, mais de ne plus le torturer.

ANNEXE N° 143

Déposition (2) de M. D. J. Magnée, à Housse-Barchon.

Je confirme que M. Weris, Lambert, a reçu à Aix-la-Chapelle plusieurs coups de baïonnette. Je n'ai pas vu donner les coups, mais j'ai vu les blessures.

De manière générale les prisonniers étaient fort maltraités. Il est arrivé par exemple, qu'on leur ait fait ramasser tout ce qui était blanc dans le gravier de la cour ; à d'autres on faisait porter de grosses pièces de bois ; à d'autres enfin, on faisait porter des échelles et déplacer des

(1) Affirmée sous serment devant M. le juge de paix de Dalhem.

(2) Affirmée sous serment devant M. le juge de paix de Dalhem.

charrettes ; tout cela était toujours suivi de coups de crosse ou de martinet et de coups de botte. Pour ma part, j'en ai tellement reçus que j'étais devenu méconnaissable et trois dents m'ont été enlevées à la mâchoire supérieure ; au lieu de 56 ans que j'avais, on m'en aurait donné 70. C'est dans la même cour que M. Werris a reçu les coups de baïonnette, que je n'ai pas vu donner, mais que j'ai vu soigner par un officier docteur, qui paraissait très indigné de l'état dans lequel se trouvaient les prisonniers. Ce même officier a dû demander à M. Werris de lui indiquer le ou les militaires qui se seraient permis de maltraiter les prisonniers.

ANNEXE N° 144

Déposition de M. Joseph Rosier-Droesbeque, à Moustier (Hainaut).

En arrivant à la prison d'Aix-la-Chapelle, j'ai vu un mort sur une civière. C'était un homme de 40 ans environ, assez maigre ; on nous dit que c'était un suicidé. Après avoir été mis tous dans une cellule grillagée, j'ai été arrosé par un des kalfaks (prisonniers allemands). Quelques minutes après, le gros gardien Whitfeld m'a fait mettre en position, sous la menace de coups. En septembre, quelques minutes avant d'être envoyé à Holzminden, le même Whitfeld m'a donné des coups de pied en me traitant de schweinbelgier ; il en a usé de même envers M. Pluchart Viesly-Nord. Non seulement ce Whitfeld a battu des centaines de prisonniers, mais il en a blessé, employant son sabre à tout propos ; tel fut le cas d'un Roubaisien qui s'appelait Vandaele (je ne suis pas sûr de l'orthographe) qui a dû se défendre avec la chaise de sa cellule pour ne pas être tué. Il portait encore des marques à la tête à Holzminden.

La nourriture à la prison civile se composait de trois tranches de pain à la mélasse : un morceau comme une tranche de pain d'épice, au matin ; 2 1/2 tranches à midi et soir, en tout cent soixante grammes (maximum) ; un hareng et un petit bout de fromage une fois par semaine, le lundi soir, jamais de viande, pas de pommes de terre ; de la soupe noire, une assiette pour le souper. Au bout de huit jours, étant très bien nourri d'avance, je ne pouvais plus monter un escalier et j'avais perdu 10 kilogrammes. Le moyen employé par la direction pour empêcher que le prisonnier ne reçoive un colis trop vite, était de le priver de correspondance pendant les 3 premières semaines.

ANNEXE N° 145

Déposition de M. Jean Van der Hens, 82, avenue de la Station, Vilvorde.

Toen ik aankwam in het gevang van Aken had ik 146 Fr. in belgisch munt bij mij om wat eten te koopen ; maar de bestuurder zoo genoemd in Deutschland Hausvater zegde dat mijn geld aangeslagen was door den staat ; ik heb het niet meer terug ontvangen. Ik wilde mij doen verstaan dat het mijn geld was, maar daarvoor kreeg ik 8 dagen streng arrest met water en brood, dat ik van honger en koude ineen zakte, toen deden ze mij in het hospitaal, waar ik moest gevoed worden als een kind ; gelukkig was er nog eenen goede Duitschman, die mij opgepast heeft, anders was ik er gebleven.

Toen als ik nogmaals het gedacht had den Hausvater te spreken, wanneer hij voor mijne opene cel voorbij kwam, kreeg ik voor antwoord zijnen sleutel en vuist in mijn gezicht dat het bloed uit neus en mond begon te vloeien, en mijne oogen gansch dik en blauw waren.

Ik ben ook nog getuige geweest hoe twee man plotselings dood zijn gevallen, een zeker Mahieu van Luik en een Engelschman ; dit gebeurde aan mijne zijde onder de kerkelijke plichtigheden. Deze gevangenen zijn van honger en ontbering gestorven.

Ook heb ik nog te bemerken, dat er voor zes weken biscuit koeken voor ons waren binnen gehomen van onze regering, en in plaats van er 9 daags te krijgen, kregen wij er maar 5 Zoodus dat onzen voorraad in 3 1/2 weken uit gestolen was door de gevangen bewakers, en bijzonder den bestuurder, die er met gansche kisten deed uitvoeren naar zijn huis Zoo heb ik vernomen van de duitsche gevangene die bij mij in het gevang waren.

Traduction.

A mon arrivée à la prison d'Aix-la-Chapelle, j'avais sur moi 146 francs en argent belge, que je destinais à l'achat de quelque nourriture, mais le directeur ou « Hausvater » comme l'appellent les Allemands, me dit que mon argent était confisqué par le gouvernement allemand. L'argent ne m'a plus été rendu dans la suite. J'ai voulu faire comprendre que c'était mon argent, mais pour ce motif, j'ai été mis huit jours aux arrêts forcés au pain et à l'eau. Je me suis affaibli par suite de la faim et du froid. Alors j'ai été admis à l'hôpital, où l'on a dû me nourrir comme un enfant. Heureusement qu'il y avait encore un Allemand qui avait bon cœur et qui m'a soigné ; sans cela je ne serais plus sorti vivant de cet hôpital.

Un jour que j'avais encore l'idée de parler au « Hausvater » au moment où il passait devant ma cellule ouverte, j'ai reçu pour toute réponse sa clef et son poing en pleine figure. Le sang m'a jailli du nez et de la bouche et mes yeux étaient gonflés et tout bleus.

J'ai encore été témoin de la mort subite de deux hommes : un nommé Mahieu de Liège et un Anglais. Ils sont tombés morts à mes côtés pendant la cérémonie religieuse. Ces prisonniers sont morts par suite de la faim et des privations.

J'ai encore à faire remarquer, qu'à un certain moment, il nous était parvenu de la part de notre gouvernement des biscuits pour 6 semaines. Au lieu d'en recevoir 9 par jour, nous n'en recevions que 5. Malgré cela, nos approvisionnements avaient disparu en 3 1/2 semaines par le fait des surveillants et surtout du directeur, qui en faisait transporter des caisses entières chez lui. J'ai appris tout cela par les prisonniers allemands qui étaient avec moi en prison.

Prison de Anrath-lez-Crefeld.

ANNEXE N° 146.

Déposition de M. André Quevît, dominicain, 5, rue Leys, Bruxelles.

Je relève les faits suivants à charge de la direction de la prison d'Anrath (prison dans laquelle j'ai séjourné du 22 février 1916 à janvier 1918) :

1^o) d'avoir été cause — par le fait d'une alimentation insuffisante et souvent malsaine — de la maladie, de la folie et de la mort de bon nombre des nôtres.

La culpabilité de cette direction est sous ce rapport d'autant plus grande que : a) le comité de secours de Bruxelles me promettait d'envoyer 2 colis par mois à tous ceux qui n'en recevaient pas, si je prenais soin de lui faire parvenir leurs noms et on m'a refusé l'autorisation d'envoyer ces noms ; b) de plus elle a trompé sciemment l'autorité supérieure, en lui fournissant dans ses rapports administratifs des données inexactes au sujet de notre alimentation. Par exemple, si je ne me trompe, elle a indiqué une portion de pain quotidienne de 275 gr., alors qu'elle n'était que de 150 gr. etc

2^o) Je lui reproche en second lieu, de n'avoir octroyé les avantages accordés aux prisonniers politiques qu'à un très petit nombre d'entre eux. Au début nous n'étions qu'une quinzaine, c'est-à-dire 1/20 à jour de ces avantages. Dans la suite, ce nombre a petit à petit augmenté, mais c'est seulement en septembre 1917, que le nouveau directeur a décidé d'y donner part à tous

Ce nouveau directeur, dont le nom m'est inconnu, est entré en charge le 1^{er} septembre 1917. Le premier grief dont je fais mention ne lui est pas imputable non plus, car il a envoyé aux comités de secours — dès le début de sa direction — la liste des prisonniers qui ne recevaient pas de colis.

3^o) Enfin, je reproche à cette direction d'avoir confisqué les sommes d'argent que les prisonniers portaient sur eux à leur entrée en prison, sous prétexte de leur faire payer leur pension 1 mark par jour. Notez qu'ils étaient néanmoins astreints au travail, que ce mark payé quotidiennement est distinct de celui que versaient les prêtres et certaines personnalités pour être dispensés du travail.

La direction a confisqué de même l'argent qui restait en compte des prisonniers à leur sortie de prison, hormis l'argent reçu par le prisonnier après la confiscation du début, argent qu'il pouvait employer à certains achats.

A propos du premier grief, j'ajoute que des colis ont été détournés ou volés, que les colis dont les destinataires n'étaient plus là (parce que libérés ou envoyés en kommando) étaient distribués aussi bien aux Allemands qu'aux Belges, et que des biscuits ont été en partie volés.

Prison de Trèves.

ANNEXE N° 147.

Déposition (1) de M. Fernand Hoffelt, Stockem-lez-Arlon.

A la prison de Trèves j'ai le plus souffert par la fureur du gardien Schneider, habitant Trèves. Cet homme ne pouvait pas m'apercevoir

(1) Affirmée sous serment, le 16 juillet 1921, devant M. le juge d'instruction d'Arlon. Voir Annexe N° 89

sans bondir et me frapper. Une fois avec le pied une autre fois avec le poing et même deux fois avec la clef sur la tête, à tel point que je saignais

Nous ne recevions dans cette prison, que des betteraves et du jus de choux-navets pour toute nourriture. C'est seulement vers la fin de mon séjour que j'ai obtenu les 4 biscuits qui m'étaient destinés. Tous mes colis venant du camp m'ont été confisqués, malade on m'a refusé le médecin, on brûlait toutes mes correspondances. J'ai sucé ma propre peau pour ne pas tomber en défaillance

Prisons de Bonn, Dusseldorf, Elberfeld, Luttringhausen.

ANNEXE N° 148.

Déposition ⁽¹⁾ de M. Pierre Neuroth, 365, rue St-Laurent, Liège.

Pendant mes deux détentions dans les prisons de Bonn, Dusseldorf, Elberfeld et Luttringhausen (Allemagne) j'ai souffert énormément de la faim, du froid et du mauvais traitement, ce qui a fortement altéré ma santé.

Ma première captivité fut de 7 mois que j'ai subie à la prison de Bonn. Ma seconde captivité fut d'une durée de 23 mois 1/2. Pour commencer on me transféra de la Chartreuse à la prison de Dusseldorf, où j'ai mangé du papier, ce qui est assez dire, j'ai grelotté de froid pendant la nuit. Le jour j'étais soumis au travail de la confection des sachets. De Dusseldorf je fus transféré à la prison d'Elberfeld où j'ai faibli à plusieurs reprises à cause du manque de nourriture. Je n'y suis cependant resté que 8 jours en attendant un transport pour Luttringhausen.

Effectivement le 17 juin 1917, je partis, les deux mains liées, pour la prison de Luttringhausen. Ici, trois semaines après mon entrée, on me donna 2 kg. de biscuits, ce qui nous fut distribué à tous jusqu'au jour de l'armistice, quoiqu'il arrivât assez souvent que des caisses fussent volées pendant le trajet de Friedrichsfeld à notre prison; alors on faisait le partage de ce qui restait, ce qui nous donnait soit 1 1/2 kg et parfois 1 kg.

Comme je me trouvais à Luttringhausen, mon estomac, ruiné par la nourriture répugnante que j'ai dû manger antérieurement, refusa très souvent la bonne nourriture qu'étaient ces biscuits; le médecin me traita d'une forte anémie, me dit qu'il ne possédait aucun médicament pour me sauver.

La maladie m'a tenu du mois de juillet 1917 jusqu'à mon retour le 29 novembre 1918, puis pendant l'hiver qui suivit. Je suis resté environ 3 mois au lit pendant l'hiver qui suivit, perdant la vue de faiblesse. Pendant ma captivité je fus atteint aussi de bronchite, le médecin allemand n'avait pas toujours les médicaments nécessaires; à un moment donné il m'envoya l'aumôner, puis les derniers sacrements.

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 4 juillet 1921, devant M. le juge de paix du 2^e canton de Liège.

Lors de ma libération j'étais encore atteint de bronchite aiguë et d'anémie très prononcée, ainsi que le constatent les certificats des docteurs Lecocq et Moiseux.

Prison de Hamm (Westphalie).

ANNEXE N° 149.

Déposition de M Pierre Giron, 22, avenue Milcamps, Schaerbeek.

J'ai été prisonnier à Hamm (Westphalie) du 1^{er} février au 2 juin 1917 J'ai eu surtout à me plaindre du manque de nourriture, celle-ci étant tout à fait insuffisante

J'ai été atteint d'un œdème dû à la faiblesse. Cette maladie régnait à l'état endémique, au point que certains jours les promenades des prisonniers n'avaient pas lieu, vu le nombre trop restreint de personnes valides Les soins médicaux étaient également insuffisants Un jour, en ouvrant les portes des cellules pour la promenade, le gardien trouva un prisonnier mort sans soins et sans secours, de faiblesse

Il m'est difficile, ayant fait 4 mois de cellule, de donner des détails précis sur la situation générale de la prison L'état déplorable de la santé des prisonniers était général ; pour moi, 8 jours après mon arrivée au camp, j'ai dû être dirigé sur l'ambulance. La pièce la plus intéressante à obtenir serait un relevé des décès survenus à la prison pendant l'hiver de 1917.

Prison de Saint-Léonard, à Liège.

ANNEXE N° 150.

Déposition (1) de M. Oscar Dubourg, 5, rue Bontemps, à Flémalle-sous-Argenteau

Le 10 février 1917, j'ai été arrêté par les Allemands pour avoir fait le service du passage de la frontière Comme je ne voulais pas avouer l'endroit où j'hébergeais les hommes, je fus battu avec la dernière violence et mis au secret

C'était à l'époque du plus grand froid du rude hiver de 1917. J'étais à la prison Saint-Léonard Sans feu avec une seule couverture et légèrement vêtu, j'étais obligé de me promener toutes les nuits tellement j'avais froid ; j'ai contracté alors une toux qui ne m'a pas quitté. Un jour que j'étais sorti au préau, un des geôliers allemands prétendit que j'avais causé avec un autre prisonnier, ce qui n'était pas vrai. Il me lança plusieurs coups de pied dans le bas ventre ; j'en tombai étendu sur place et je dus être aidé pour rentrer en cellule, où je dus me coucher tant je souffrais J'avais demandé le rapport du médecin, ce qui me fut refusé pendant plusieurs jours Quand je pus m'y rendre enfin,

(1) Affirmée sous serment, le 27 juillet 1921, devant M. le juge de paix de Fexhe-Slins.

on constata que j'avais une hernie et on me fit coucher. Quelque temps après j'étais transporté en Allemagne. Dans chaque prison l'on passe en arrivant la visite médicale, à Dusseldorf et à Lüttringhausen, les médecins m'ont déclaré que j'étais atteint d'une hernie dangereuse ; dans cette dernière prison on me donna un vieux bandage. Depuis mon infirmité je souffre énormément, l'hernie descendant dans la bourse. Je ne puis presque plus travailler.

Je signale encore que lorsque j'ai été arrêté, j'avais en poche 498 marks qui ont été saisis et qui ne m'ont jamais été rendus. A mon arrivée en Allemagne j'ai réclamé mon argent ; on m'a répondu que l'argent était confisqué et rentrait dans la caisse de l'Etat.

ANNEXE N° 151.

Déposition (1) de M. Gilles Collette, 71, rue de Fragnée, à Liège.

Le témoin a été prié de dire ce qu'il savait de la mort de M. Constant Gilles, ajusteur aux chemins de l'Etat, décédé en cellule à la prison de St-Léonard, à Liège, et dont la veuve a été avisée qu'il s'était suicidé. Le témoin a répondu comme suit :

J'ai été mis en présence du corps pour procéder à sa dernière toilette. J'ai pu voir qu'il portait des traces de coups. Ayant dû comme coiffeur, faire le travail du rasoir, j'ai pu constater à cette occasion qu'il y avait une tache de sang à l'oreille gauche.

Prison de Turnhout.

ANNEXE N° 152.

Déposition de M. Pierre Clément Emmanuel Tonglet, 19, Vicux Marché-aux-Grains, Bruxelles.

Le régime de la prison de Turnhout était d'une rigueur tout à fait excessive. Ainsi, il m'est arrivé d'avoir été mis au cachot pendant 24 heures, sans manger, par un froid insupportable le 16 novembre 1917, dans une cave humide et sans couvertures. Je me suis trouvé dans un état d'inanition tel, que j'ai dû me coucher pour ne pas faiblir. La cause de cette peine était simplement que, aux dires de la sentinelle, je n'avais pas occupé ma place exacte pendant la marche au préau.

La surveillance qui s'exerçait sur nous prenait la forme d'un véritable espionnage : plusieurs fois par jour le wachtmeister et les sentinelles, portant des chaussures feutrées, passaient pour voir si nous n'étions pas couchés, si nous ne regardions pas par la lucarne pour y humer un peu d'air, si nous ne fumions pas, si nous n'écrivions pas, au début jusqu'au 1^{er} octobre 1917, si nous ne lisions pas, si nous ne sifflions pas ou ne chantions pas

(1) Affirmée sous serment, le 4 juillet 1921, devant M. le juge de paix du 2^e canton de Liège.

D'autre part, la nourriture était absolument insuffisante. J'ai dû souvent m'appuyer contre le mur ou me coucher, parce que, mes forces me trahissant, je ne pouvais plus rester debout

Enfin, traitements violents, tels que gifles, étaient la règle de la part des sentinelles.

ANNEXE N° 153.

Déposition de M. Joseph Coutelier, 17, rue de l'Arbre, Bruxelles

Je déclare, me trouvant aux environs du corps de garde de Loenhout, avoir reçu un coup de crosse dans le dos entre les épaules, avoir été forcé à coups de pied à me relever pour continuer à porter le blessé : Farcy, Charles, mort vingt minutes après

Des suites de ce coup de crosse, j'ai craché du sang pendant 45 jours, sans pouvoir obtenir le secours du médecin, réclamant chaque jour et essayant chaque jour le même refus du chef de la prison.

Prison de Saint-Gilles.

ANNEXE N° 154.

Déposition ⁽¹⁾ de M. l'Abbé Liévin Thesin, rue de Caraman, n° 34, à Boussu-lez-Mons.

Je cite ce trait du régime de la prison de Saint-Gilles :

Le 2 juillet 1918, j'ai entendu un prisonnier qui hurlait et appelait au secours sous les coups que lui portait un gardien. Comme il criait trop fort, on le fit entrer dans une cellule vide, où on le roua de coups de plus belle ; j'entendais les coups d'un instrument quelconque qui tombait sur lui ; ce fut à tel point violent que le feldwebel que je crois auteur des faits, sachant que nous l'aurions entendu et nous croyant à juste titre révoltés de ces traitements, nous priva de préau pendant trois jours, craignant des représailles

Prison de Charleroi.

ANNEXE N° 155.

Déposition de M. Paul Van den Branden, 63, rue Mercelis, Ixelles-Bruxelles.

Je déclare ce qui suit au sujet de la prison de Charleroi :

Le lieutenant colonel von Maassen, qui fut commandant de place à Charleroi en 1916 et 1917, était chef suprême des prisons de la ville, et comme tel, est responsable du régime qui y régnait. A la suite de l'évasion du soldat du génie belge Devuyst, du service d'espionnage de feu Merjay, cet officier a supprimé le régime de la pistole, rationnant

⁽¹⁾ Affirmée sous serment, le 27 juin 1921, devant M. le juge de paix de Boussu.

les détenus à 30 grammes de pain et un litre d'infect bouillon de rutabagas, empêchant les détenus de recevoir du linge propre et même de l'argent pour s'acheter le savon nécessaire à la propreté. Toute lecture était interdite.

En conséquence de ce régime, tous les prisonniers eurent des syncope de faiblesse. Plusieurs succombèrent : Paul Barre, dentiste à Charleroi, A. Joseph soldat au 9^e zouaves, un agent de la police spéciale de Bruxelles et d'autres personnes dont j'ignore le nom.

La prison de Charleroi eut, du reste, une renommée sinistre.

Il y a lieu de citer, après le commandant, l'adjudant Thoms de la kommandantur de Charleroi.

Lui parlant des souffrances qu'enduraient les prisonniers, en particulier feu le lieutenant belge Ferrant de Renaix (fils du docteur et député) blessé et mourant de faim, je lui reprochai l'inhumanité de sa conduite. Il me répondit, hors de lui, que jamais il n'accorderait la moindre faveur à des sales Belges, malgré qu'il fût en son pouvoir de le permettre, qu'il ferait crever de faim tous ces prisonniers et qu'il s'assurait lui-même si on respectait ses instructions et celles du commandant, disant qu'il punissait de cachot ceux qui réclamaient. Il me bouscula ensuite hors de son bureau.

Ma mère ayant en 1918 protesté contre la saleté des chambres des détenus condamnés et contre la promiscuité (des femmes du monde étaient jetées avec des voleuses, des prostituées), fut punie de 14 jours de cachot par ce Thoms. La plainte avait été faite au député Puisselet de Charleroi (ami de la famille et défenseur de ma mère) qui l'envoya au gouverneur du Hainaut. Ce Thoms rudoyait et brutalisait les parents de prisonniers qui venaient solliciter.

A mentionner encore le soldat Heiser, de la prison de Charleroi, un charretier qui, par habitude, frappait les détenus de son poing armé d'une clef. Je vis de ces scènes et fus menacé moi-même. Je parai le coup, et étant seul avec lui, le menaçai d'une chaise dont je m'étais emparé.

Et enfin le sous-officier Lang, caserne de cavalerie de Charleroi, qui a brutalisé des détenus en ma présence.

Prison de Cologne.

Deux pièces concernant le meurtre du soldat Paul Louis Mertens

ANNEXE N° 156.

Auditorat Militaire Belge
Londres.

PRO JUSTITIA

En cause Budrath

L'an mil neuf cent dix huit, le deux décembre devant nous, Cambresy Léon, auditeur militaire en service à Londres, assisté de Dunghoeff, Gaston, greffier assumé, a comparu Mc. Gregor Duncan, 13th.

Canadiens, âgé de 35 ans, demeurant 24, Haymarket, lequel après avoir prêté le serment suivant : « Je jure de parler sans haine et sans crainte, de dire la vérité, rien que la vérité ainsi m'aide Dieu » a déclaré

« J'ai été fait prisonnier par les Allemands le 28 avril 1915 et ai séjourné dans divers camps de prisonniers en Allemagne. J'étais en dernier lieu à la forteresse de Cologne, d'où je me suis échappé lors de l'armistice. J'avais été envoyé à la forteresse de Cologne, par mesure disciplinaire pour avoir frappé un Allemand.

En même temps que moi se trouvait à la forteresse un soldat belge nommé Paul Louis Mertens (sergent). Depuis longtemps nous savions que l'un de nos gardiens, le sergent Cohn de la landsturm, volait les paquets envoyés aux soldats alliés. Cohn était riche, bien connu et demeurait à Cologne. Cohn était sergent et avait la surveillance sur tous les prisonniers alliés de la forteresse. Le 22 septembre 1918, je me trouvais avec plusieurs camarades dans la baraque, entre autre H. B. Matthews, H. Manning, J. Bishop, J. Winters, W. Mc Vev, G. Hatfield, H. Anderson, W. Mc Cann, J. Hoiley, J. Applebey et plusieurs autres soldats alliés, lorsque le sergent Budrath appela Mertens qui devait retourner au camp, à la cour de la forteresse. Mertens se rendit dans la cour, auprès du sergent Budrath, nous entendîmes alors une discussion qui devint assez violente, puis nous entendîmes des cris poussés par Mertens. Comme nous n'avions pas entendu de coup de feu, nous savions que Mertens qui avait poussé ces cris de douleur devait avoir été frappé ou blessé à l'arme blanche. Nous ne pouvions rien voir étant enfermés dans la baraque. Quelques minutes après, un soldat allemand vint appeler deux soldats belges Antoine (appartenant à l'artillerie de Liège) et Van Aussen en leur disant d'apporter un balai. Quand Antoine et Van Aussen revinrent auprès de nous, ils racontèrent qu'ils avaient emporté Mertens à l'infirmerie, que Mertens avait été blessé dans les reins et était mort pendant son transfert et qu'ils avaient eux-mêmes dû nettoyer le sang dans la cour.

Deux soldats roumains qui travaillaient à la lavanderie de la prison nous ont aussi raconté qu'ils avaient dû laver les effets de Mertens qui étaient tachés de sang et portaient deux trous à hauteur des reins. Deux soldats allemands qui étaient avec nous comme prisonniers à la forteresse par mesure disciplinaire, nous racontèrent qu'ils avaient été les témoins de l'assassinat de Mertens. C'était Basillius Ackerman, Piranunus Gasse, Kreisbuhl, Ober Elsass et Erix Bocker, 4^e matrosen regiment, qui nous racontèrent que Mertens avait réclamé avant de quitter la prison pour retourner au camp, au sergent gardien Budrath, deux colis qui lui étaient destinés et qu'on ne lui avait pas remis, parce qu'il était puni ; qu'une discussion s'en était suivie entre Mertens et Budrath ; que soudain un Allemand était venu, avait saisi les mains de Mertens et qu'alors Budrath avait donné deux coups de baïonnette dans les reins ; que Mertens n'avait plus survécu pendant une demi-heure et était mort sans avoir pu prononcer une parole. Budrath était gardien de la prison (Festungs gefangenis Bonner Wall Coln) et ne semblait pas appartenir à l'armée allemande, mais être un gardien civil.

Personnellement, je reconnaîtrais facilement le nommé Budrath, ainsi que celui qui aurait tenu les mains de Mertens, ainsi aussi que Cohn. Je pense que c'est Cohn qui a instigué Budrath à supprimer Mertens. Celui-ci avait en effet plusieurs faits à reprocher à Cohn et connaissait entre autres ses manœuvres homosexuelles avec d'autres détenus.

Après lecture persiste et signe

(Signé) Dungalhoeff — Cambresy — Duncan Mc. Gregor

Gendarmerie Nationale
Détachement de Londres
N° 186.

Londres, le 29 novembre 1918

Enquête au sujet de l'assassinat du soldat Mertens, Paul Louis, prisonnier de guerre allemand (suite à la lettre de la Légation de Belgique).

Au commandant du détachement,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que comme suite à la lettre de la Légation de Belgique en date du 29 novembre 1918, je me suis rendu à Goldersgreen, où j'ai recueilli les renseignements ci-après :

B. Symons, riflemen 9th London Regiment 17 West Heath-Drive Golders Green, London-téléphone - Hampstead n° 4751, déclare :

Lors de mon séjour à la forteresse de Cologne comme prisonnier de guerre, j'ai connu Paul Louis Mertens de l'armée belge.

Ce dernier fut assassiné le 22 septembre par le sergent gardien Johann Budrath d'un coup de baïonnette dans les reins. Les deux témoins oculaires de ce drame sont :

Vasilius Ackerman, 1^{er} Piranunus gasse Kreisbuhl Ober Elsass et Erix Bocker (naturalisé américain) 4^e matrosenregiment (ce dernier avait en ce moment encore 4 ans de prison à faire).

C'est par ces témoins que tous les prisonniers ont appris les détails de l'affaire et voici comment ils se sont exprimés.

Le 22 septembre 1918 vers 2 heures 1/2 de l'après-midi, Paul Louis Mertens, avait réclamé au sergent gardien Johann Budrath, deux colis qui lui étaient destinés et qu'il n'avait pu recevoir pendant qu'il subissait une punition ; une discussion s'en est suivie au cours de laquelle Johann Budrath lui aurait porté un coup de baïonnette dans les reins.

Mertens n'a survécu à sa blessure qu'une demi-heure ; il n'a plus prononcé une seule parole.

Le cadavre a été transporté à l'infirmerie par Antoine et Van Ausen, soldats belges et Delcourt, soldat français. Ces trois personnes ont vu la blessure aux reins de Mertens.

Le sous-caporal Wasser, chargé de la surveillance de la « cuisine au lavage » était auprès de Budrath, quand il porta le coup de baïonnette.

Le crime a été commis près du puits à eau situé à hauteur de la baraque n° 2, occupée par les prisonniers de guerre des Alliés .

Ma déclaration peut être confirmée par les témoins ci-après :

H. B. Matthews, 6 Straffield road, Devons Road, Bow ;
H. Manning, Thorpe Morieux, Bury St-Edmunds-Suffolk ;
J. Bishop Clee St. Magaret, Craven Arms Salop ;
J. Winters, 43/3 Dumbiedykes Rd. Edimbourg Ecosse ;
W. Mc Vey, T. St. Marnock Place, Kilmarnock Ecosse ;
G. Hatfield, 193 Steelhouse Lane, Wolverhampton ,
H. Anderson, 18, Fowlds Street, Kilmarnock-Ayresshire (Ecosse)

Camp secondaire de Lichtenhorst.

ANNEXE N° 157

Ordre relatif aux moyens de contraindre les prisonniers au travail.

Texte original allemand

Zweiggefangenenlage
Lichtenhorst
Tagb. N° 2196 Abt. V.

Lichtenhorst, den 20 Juni 1916.

An die Kommandoführer,

Betr. Arbeitsverweigerer.

Nach einer Verfügung der Inspektion vom 8 Juni 1916 ist zukünftig gegen Arbeitsverweigerer mit aller Strenge vorzugehen Arrest, Essen- und Decken- wie Strohsackentziehung (auch Rauchverbote sind angebracht) sind die zunächst anzuwendenden Mittel den Gefangenen zur Arbeitswilligkeit zu bekehren

Haben alle diese Mittel, die stets in vorkommenden Falle zuerst anzuwenden sind, nichts gefruchtet, so ist der Kommandoführer berechtigt vom **Kolben** Gebrauch zu machen, um die Arbeitswilligkeit zu erzwingen Es wird betont dass Kommandoführer bei letzterem vorgehen sich in den dem Zweck seiner Handlungsweise angemessenen Grenzen zu halten hat.

Helfen alle diese vom Kommandoführer angewendeten Mittel nichts, so ist ein solcher Vorfall unter Einreichung des Tatberichtes (Wann Essen entzogen? wann mit dem Kolben vorgegangen?) nach hier zu melden.

Gegen den betreffenden Gefangenen wird dann, nach seiner Rückkehr im Lager, mit dem denkbar schärfsten Mittel, das die Inspektion genehmigt hat, vorgegangen werden

Teilen Sie dieses den Gefangenen in vorkommenden Fällen in ernster und energischer Weise zur Warnung mit.

gez. Franz
Kommandant

Traduction.

Camp secondaire
de Lichtenhorst
Journal n° 2196 sect V.

Lichtenhorst, le 20 juin 1916

Aux chefs de kommando

Concerne le refus de travail.

Suivant une décision de l'Inspection du 8 juin 1916, il y lieu à l'avenir de procéder avec la plus grande sévérité contre le refus de travail. Les arrêts, la privation de nourriture, de couvertures et de sac à paille (les défenses de fumer sont également indiquées) sont les moyens à employer en premier lieu pour convertir le prisonnier au travail.

Si tous ces moyens, qui devront toujours, le cas échéant, être employés les premiers, n'ont pas donné de résultat, le chef de kommando est autorisé à faire usage de la **crosse** pour forcer l'acceptation du travail. Il est à remarquer que le chef de kommando, en usant de ce dernier procédé, doit se tenir dans les limites correspondant au but de sa manière d'agir

Si tous ces moyens que le chef de kommando aura employés n'amènent pas de résultat, il y a lieu de signaler le cas ici, en consignant les faits dans un rapport (quand la nourriture a été retirée ? quand on a usé de la crosse ?)

On agira alors contre le prisonnier en question, après son retour au camp, avec le moyen le plus énergique qu'on peut imaginer et que l'Inspection a autorisé.

Quand le cas se présente, communiquez cela aux prisonniers en termes sérieux et énergiques, à titre d'avertissement

signé Franz
Commandant.

RELEVÉ DES ANNEXES

au Rapport sur les violations du droit des gens à l'égard
des prisonniers de guerre et des prisonniers civils belges.

I. — *Le camp de Senne.*

Annexe N°	1	Déposition de	M. J. Boseret.
»	»	»	M. P. Cleirens.
»	»	»	M. M. Gillet.
»	»	»	M. R. Cartigny.
»	»	»	M. H. Mossoux.
»	»	»	M. A. Jadot.
»	»	»	M. A. Bonaventure.
»	»	»	M. L. Jeuniaux.
»	»	»	M. J. Wery.
»	»	»	M. A. Veillet.
»	»	»	M. H. Burssens.
»	»	»	M. L. Deleers.
»	»	»	M. M. Demulder.
»	»	»	M. L. Detry.
»	»	»	M. D. Wathelet.
»	»	»	M. M. Werquin.
»	»	»	M. M. Lavaux.
»	»	»	M. G. Geerssen.
»	»	Plainte de	M. C. Kempeneers.
»	»	Lettre de	M. M. Lippens.

II. — *Le camp de Holzmünden*

Annexe N°	21	Déposition de	M. F. Waleffe.
»	»	»	M. A. Allard.
»	»	»	M. M. Leduc.
»	»	»	M. C. Lambry.
»	»	»	M. L. Dedonck.
»	»	»	M. H. Boland.
»	»	»	M. J. Bresmal.
»	»	»	M. P. Tonglet.
»	»	Dépositions (extraits) de	MM. Van den Branden, Delbrouwire, Koeckelberghs, Gasiaux et Douffet.
»	»	Déposition de	M. E. Cambier.
»	»	»	Mlle L. Dejardin.
»	»	»	Mlle Fl. Lambrecht.
»	»	»	Mme Ph. Coutelier.
»	»	»	Mme L. Ladrière.
»	»	»	Mlle M. Van Drise.
»	»	»	Mlle J. Orianne.

III. — *Le camp de Soltau.*

Annexe N ^o	37	Déposition de	M. F. Kraentzel.
»	»	»	M. V. Coche.
»	»	»	M. A. Wybo.
»	»	»	M. J. Tonnemans.
»	»	»	M. L. Vitry.
»	»	»	M. P. Driesen.
»	»	»	M. J. Vrancken.
»	»	»	M. E. Belaerts.
»	»	»	M. J. Matton.
»	»	»	M. G. De Bondt.

IV. — *Le camp de Munsterlager.*

Annexe N ^o	47	Déposition de	M. le Ch ^r E. de Laminne.
»	»	»	M. F. Daems.
»	»	»	M. R. Lefèvre.
»	»	»	M. A. Scaff.
»	»	»	M. A. Soeteweye.
»	»	Déclaration de	M. J. Bricteux.

V. — *Le camp de Munster (Westphalie).*

Annexe N ^o	53	Déposition de	M. A. Neujean.
»	»	»	M. O. Lafontaine.
»	»	»	M. E. Goffe.
»	»	»	M. E. Preumont.
»	»	»	M. J. Joakim.
»	»	»	M. L. Blampain.
»	»	»	M. E. Ronse.
»	»	»	M. M. Lamalle.

VI. — *Le camp de Gottingen.*

Annexe N ^o	61	Déposition de	M. E. Bauwens
»	»	»	M. Schakmans.

VII. — *Le camp de Cassel.*

Annexe N ^o	63	Déposition de	M. F. Delbrouwire
»	»	»	M. O. Verbouwe.
»	»	»	MM. G. De Rees et L. Bou-
			tens.
»	»	»	M. L. Veziers.
»	»	»	M. P. Nogues.

VIII. — *Le kommando de Ehmen.*

Annexe N ^o	68	Déposition de	M. R. Guillaume.
»	»	»	M. J. Dumont.
»	»	»	M. A. Richard.
»	»	»	M. E. Mertz.
»	»	»	M. F. Lambert.
»	»	10 dépositions (extraits).	

IX. — *Le camp de Sedan*

Annexe N°	74	Déposition de	M H Lheureux.
»	»	»	M. O. Hubaille.
»	»	»	M. N. Yserentant
»	»	»	M. N. Requilé
»	»	»	M. L. Liénard.
»	»	»	M. J. Hérion.
»	»	»	M J Raquet.
»	»	»	M. E. Maes.
»	»	»	M. G Joly.
»	»	»	M J Fromont.
»	»	»	M F. Crapez.
»	»	4 dépositions (extraits).	
»	»	Attestation de	M. J. Schramme.

X. — *La prison de la Chartreuse*

Annexe N°	87	Déposition de	M P. Cornelis.
»	»	»	M. C Kempeneers
»	»	»	M. F. Hoffelt
»	»	»	M P Gourdet.
»	»	»	M. J Servais
»	»	»	M. J. Boseret.
»	»	»	M F Derwael.
»	»	»	M E. Liétard.

XI. — *La prison de Siegburg.*

Annexe N°	95	Déposition de	M A. Pochet.
»	»	»	Mme V. Van Houte.
»	»	»	Mme E. Calewaert.
»	»	»	Mlle M Verhenne
»	»	»	M. Th. Deconinck.
»	»	»	Mlle A Marien.
»	»	»	M. G. de Tavernier.
»	»	»	M. J. Puissant.
»	»	Lettre de	M. U. Knapen.

XII — *La prison de Rheinbach.*

Annexe N°	104	Déposition de	M. H. de Radiguès de Chen-nevière.
»	»	»	M. E. Claessens.
»	»	»	M. L. Kistenberg.
»	»	»	M. H. Denis.
»	»	»	M E. Detilleux.
»	»	»	M. C. Verstraeten.
»	»	Dépositions de	MM. G. Dewandre, H. Dros-saert et M. Servais.
»	»	Déposition de	M. P. Misseleyn.
»	»	»	M. G Van Es.
»	»	»	M. L. Dubois,

Annexe N° 114	Déposition de M E Van Schoote
» » 115	» M A Libiez
» » 116	» M. H Vincent
» » 117	» M. A. Dislaine

DÉPOSITIONS RELATIVES A DES FAITS SURVENUS
DANS DES KOMMANDOS, CAMPS ET PRISONS NCN CITÉS
DANS LES CHAPITRES I A XII DU RAPPORT.

Kommando de Korbisdorf.

Annexe N° 118	Déposition de M. L. Stassin.
» » 119	» M. L. Delwarte.
» » 120	» M. F. Libotte.

Camp de Cassebruck.

Annexe N° 121	Déposition de M. J Ghislain
» » 122	» M. J. Baetens.
» » 123	» M. A. Caneva.
» » 124	» M. R. Lafitte.

Kommando de Wiesmoor-Sud.

Annexe N° 125	Déposition de M R Lorent.
» » 126	» M H Gobert.
» » 127	» M. F Delvaux

Kommandos de Neuenburg et Sud Edewechter Moor

Annexe N° 128	Déposition de M. M. Vatlet.
---------------	-----------------------------

Kommando 114 à Erndtebruck.

Annexe N° 129	Déposition de M. N. Trauffer
---------------	------------------------------

Kommando à Osnabruck.

Annexe N° 130	Déposition de M. L Moulants.
---------------	------------------------------

Kommando de Gorries.

Annexe N° 131	Déposition de M. D. Roofthoof.
» » 132	» M. R. Grenade.

Kommando de Konigsutter.

Annexe N° 133	Déposition de M. C. Puremont
---------------	------------------------------

Kommando de Neumarck.

Annexe N° 134	Déposition de M O Nollet.
---------------	---------------------------

Kommando de Holihusen.

Annexe N° 135	Déposition de M. A. Jumelet.
---------------	------------------------------

Kommando de Dusseldorf-Gerresheim.

Annexe N° 136 Déposition de M V Rouselle
 Annexe N° 137 » M P Cocking

Camp de Hameln.

Annexe N° 138 Déposition de M. E Bamps.

Camp de Havelberg

Annexe N° 139 Déposition de M. D Van Malder
 » » 140 » M P Delande

Prison d'Aix-la-Chapelle

Annexe N° 141 Déposition de M. L. Courtoy
 » » 142 » M. M Demoulin.
 » » 143 » M. D Magnée
 » » 144 » M J Rosier
 » » 145 » M. J Van den Hens

Prison de Anrath-Crefeld

Annexe N° 146 Déposition de M A Quevit

Prison de Trèves

Annexe N° 147 Déposition de M F Hoffelt

Prisons de Bonn, Dusseldorf, Elberfeld, Luttringhausen.

Annexe N° 148 Déposition de M P Neuroth

Prison de Hamm.

Annexe N° 149 Déposition de M P. Giron

Prison de St-Léonard, à Liège

Annexe N° 150 Déposition de M. O. Dubourg
 » » 151 » M. G Colette

Prison de Turnhout.

Annexe N° 152 Déposition de M. P Tonglet
 » » 153 » M. J Coutelier

Prison de St-Gilles.

Annexe N° 154 Déposition de M L. Thesin.

Prison de Charleroi.

Annexe N° 155 Déposition de M. P Van den Branden

Prison de Cologne.

Annexe N° 156 2 pièces relatives au meurtre du soldat
 P Mertens

Camp secondaire de Lichtenhorst.

Annexe N° 157

Ordre relatif aux moyens de contraindre
les prisonniers au travail

TABLE DES MATIÈRES

A) RAPPORT SUR LES DÉPORTATIONS DES OUVRIERS BELGES.

	PAGES
Introduction	13
CHAPITRE I. Les mesures préliminaires	27
» II. L'enlèvement des ouvriers dits chômeurs dans le territoire du gouvernement général.	
a) la déportation vue à travers un dossier administratif allemand	67
b) la déportation d'après les enquêtes faites en Belgique	142
» III L'enlèvement des ouvriers prétendus chômeurs dans les zones d'étapes et d'opérations militaires	197
» IV. Les déportés en Allemagne	265
» V Les déportés en France et dans la zone de combat en Belgique	291
» VI Camp de Straimont (Neufchâteau-Belgique)	303
» VII. Constatations faites sur l'état de santé des déportés à leur retour d'Allemagne et de France	307
Annexes Nos 1 à 7 au rapport sur les déportations des ouvriers belges.	319

B) RAPPORT SUR LES VIOLATIONS DU DROIT DES GENS A L'ÉGARD DES PRISONNIERS DE GUERRE ET DES PRISONNIERS CIVILS BELGES.

Introduction	339
CHAPITRE I. Le camp de Senne	357
» II Le camp de Holzminden	371
» III Le camp de Soltau	381
» IV Le camp de Munsterlager	385
» V. Le camp de Munster (Westphalie)	393
» VI. Le camp de Gottingen	401
» VII Le camp de Cassel	405
» VIII Le kommando de Ehmen	409
» IX. La prison de Sedan	415
» X. La prison de la Chartreuse à Liège	429
» XI. La prison de Siegburg	433
» XII La prison de Rheinbach	439
Annexes au rapport sur les violations du droit des gens à l'égard des prisonniers de guerre et des prisonniers civils belges . . .	445
RELEVÉ DES ANNEXES	621
TABLE DES MATIÈRES	627